



D É B A T S

de

l'Assemblée législative

11^e Législature — 3^e session

1907

Texte établi par Denys Trudel

Québec

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

1990

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.
Débats de l'Assemblée législative / Bibliothèque de l'Assemblée nationale.
11^e législature, 3^e session (1907). Québec: Bibliothèque de l'Assemblée
nationale, 1989 -

1907: texte établi par Denys Trudel.

Fait suite à: Débats de l'Assemblée législative du Québec.

I. Québec (Province). Législature. Assemblée législative - compte rendu des
débat. 2. Québec (Province) - Politique et gouvernement. I. Trudel, Denys.
II. Québec (Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. III. Titre.

A11A8/A22

328.714/'02

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Éditeurs délégués: Maurice Pellerin et
Jocelyn Saint-Pierre

Révision et traduction: Danielle Brouard

Transcription: Lise Lemelin et
Josée Boissonnault

Vente: Distribution des documents parlementaires
Assemblée nationale
1060, rue Conroy
Édifice G, rez-de-chaussée
C.P. 28, Québec
G1R 5E6

Tous droits réservés
Dépôt légal - 1^{er} trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-12295-3
ISSN 0847-4273

Présentation

Au moment où la Division de la reconstitution des débats cessait ses activités en 1986, plusieurs sessions en partie reconstituées étaient demeurées à l'état de manuscrits. La session de 1907 était transcrite et révisée presque en entier: il manquait seulement trois séances et l'index. La Division de la recherche a reçu le mandat de terminer cette session et d'en assurer l'édition.

Le directeur de la Bibliothèque,



Jacques Prémont

NOTE

Les faits marquants, la critique des journaux, la bibliographie ainsi que le bilan législatif de la onzième législature, qui comprend les sessions 1905 à 1908, apparaissent dans le volume de la session 1905.

Le chercheur qui voudra plus d'informations sur la méthodologie utilisée pourra consulter le premier volume (1867-1870) et le quatrième volume (1893-1897) de la collection. Pour chacune des sessions, il pourra également se procurer les références détaillées et le texte original anglais des passages traduits en s'adressant à la Division de la recherche.

Présentation..	. V
Note.	. VI
L'Exécutif en 1907.	. IX
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique.	. X
Par ordre de circonscription.	. XII
Débats	
Séance du 15 janvier 1907.	. 1
Séance du 16 janvier 1907.	. 11
Séance du 17 janvier 1907.	. 23
Séance du 18 janvier 1907.	. 27
Séance du 21 janvier 1907.	. 35
Séance du 22 janvier 1907.	. 37
Séance du 23 janvier 1907.	. 45
Séance du 24 janvier 1907.	. 49
Séance du 25 janvier 1907.	. 57
Séance du 28 janvier 1907.	. 61
Séance du 29 janvier 1907.	. 63
Séance du 30 janvier 1907.	. 71
Séance du 31 janvier 1907.	. 81
Séance du 1er février 1907.	. 107
Séance du 4 février 1907.	. 111
Séance du 5 février 1907.	. 117
Séance du 6 février 1907.	. 127
Séance du 7 février 1907.	. 137
Séance du 8 février 1907.	. 149
Séance du 11 février 1907.	. 155
Séance du 12 février 1907.	. 159
Séance du 14 février 1907.	. 163
Séance du 15 février 1907.	. 173
Séance du 18 février 1907.	. 177

VIII

Séance du 19 février 1907.187
Séance du 20 février 1907.199
Séance du 21 février 1907.	209
Séance du 22 février 1907.	219
Séance du 25 février 1907.	229
Séance du 26 février 1907.	237
Séance du 27 février 1907.	247
Séance du 28 février 1907.	259
Séance du 1er mars 1907.	269
Séance du 4 mars 1907.	291
Séance du 5 mars 1907.	303
Séance du 6 mars 1907.	315
Séance du 7 mars 1907.	327
Séance du 8 mars 1907.	341
Séance du 9 mars 1907.	359
Séance du 11 mars 1907.	363
Séance du 12 mars 1907.	375
Séance du 13 mars 1907.	413
Séance du 14 mars 1907.	433
Index des participants.	477
Index des sujets.	499

L'EXÉCUTIF EN 1907

L'honorable Louis-Amable Jetté, lieutenant-gouverneur de la province de Québec

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre, président du Conseil exécutif et procureur général

L'honorable Adélard Turgeon, ministre des Terres et Forêts

L'honorable William Alexander Weir, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Auguste Tessier, trésorier

L'honorable Louis-Rodolphe Roy, secrétaire et registraire

L'honorable Jules Allard, ministre de l'Agriculture

L'honorable Jean-Benoît-Berchmans Prévost, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable John Charles Kaine, ministre sans portefeuille

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
BENOÎT, Joseph-Aldéric	L	Iberville
BERGEVIN, Achille	L	Beauharnois
BERNARD, Ludger-Pierre	C	Shefford
BISSONNET, Prosper-Alfred	L	Stanstead
BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas	L	Montcalm
BLANCHARD, Étienne	L	Verchères
BLOUIN, Jean-Cléophas	L	Lévis
CARDIN, Louis-Pierre-Paul	L	Richelieu
CARON, Donat	L	Matane
CARON, Joseph-Édouard	L	L'Islet
CHAMPAGNE, Hector	L	Deux-Montagnes
CHAURET, Joseph-Adolphe	L	Jacques-Cartier
CHERRIER, Côme-Séraphin	L	Laprairie
CÔTÉ, Charles-Eugène	L	Saint-Sauveur
DAIGNEAULT, Frédéric-Hector	L	Bagot
D'AUTEUIL, Pierre	C	Charlevoix
DÉCARIE, Jérémie-Louis	L	Hochelaga
DELÂGE, Cyrille Fraser	L	Québec-Comté
DION, Napoléon	L	Témiscouata
DORRIS, Cyprien	L	Napierville
DUPUIS, François-Xavier	L	Châteauguay
FISSET, Louis-Philippe	L	Saint-Maurice
GAULT, Charles Ernest	C	Montréal no 5
GAUTHIER, Louis-Joseph	L	L'Assomption
GENDRON, Ferdinand-Ambroise	L	Ottawa
GIARD, Allen Wright	C	Compton
GILLIES, David	L	Pontiac
GIRARD, Alfred	L	Rouville
GODBOUT, Arthur	L	Beauce
GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste	L	Missisquoi
GOUIN, Lomer	L	Montréal no 2
JOBIN, Albert	L	Québec-Est
KAINE, John Charles	L	Québec-Ouest
KELLY, John Hall	L	Bonaventure
LACOMBE, Georges-Albini	L	Montréal no 1
LAFERTÉ, Joseph	L	Drummond
LAFONTAINE, Georges	C	Maskinongé
LAFONTAINE, Joseph	L	Berthier
LANGLOIS, Godfroy	L	Montréal no 3
LEBLANC, Pierre-Évariste	C	Laval

Député	Allégeance politique	Circonscription
LEMAY, Napoléon	L	Lotbinière
LEMIEUX, Louis-Joseph	L	Gaspé
MACKENZIE, Peter Samuel George	L	Richmond
MARCHILDON, Alfred	L	Nicolet
MORIN, Joseph	L	Saint-Hyacinthe
MORISSET, Alfred	L	Dorchester
MOUSSEAU, Joseph-Octave	L	Soulanges
NEAULT, Pierre-Calixte	L	Champlain
QUELLETTE, Édouard	L	Yamaska
PANET, Édouard-Antill	L	Portneuf
PELLETIER, Pantaléon	L	Sherbrooke
PERRAULT, Maurice	L	Chambly
PETIT, Honoré	L	Chicoutimi et Saguenay
PILON, Hormidas	L	Vaudreuil
PRÉVOST, Jean-Benoît-Berchmans	L	Terrebonne
ROBITAILLE, Amédée	L	Québec-Centre
ROY, Ernest	L	Montmagny
ROY, Louis-Rodolphe	L	Kamouraska
ROY, PHILIPPE-HONORÉ, ORATEUR	L	Saint-Jean
SMITH, George Robert	L	Mégantic
STEPHENS, George Washington, fils	L	Montréal no 4
TANGUAY, Georges	L	Lac-Saint-Jean
TANGUAY, Napoléon-Pierre	L	Wolfe
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
TELLIER, Joseph-Mathias	C	Joliette
TESSIER, Auguste	L	Rimouski
TESSIER, Joseph-Adolphe	L	Trois-Rivières
THÉRIAULT, Louis-Albin	L	Îles-de-la-Madeleine
TOURIGNY, Paul	L	Arthabaska
TURGEON, Adélard	L	Bellechasse
VILAS, William Frederick	L	Brome
WALKER, William Hugh	L	Huntingdon
WALSH, Michael James	L	Montréal no 6
WEIR, William Alexander	L	Argenteuil

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
Argenteuil	L	WEIR, William Alexander
Arthabaska	L	TOURIGNY, Paul
Bagot	L	DAIGNEAULT, Frédéric-Hector
Beauce	L	GODBOUT, Arthur
Beauharnois	L	BERGEVIN, Achille
Bellechasse	L	TURGEON, Adélard
Berthier	L	LAFONTAINE, Joseph
Bonaventure	L	KELLY, John Hall
Brome	L	VILAS, William Frederick
Chambly	L	PERRAULT, Maurice
Champlain	L	NEAULT, Pierre-Calixte
Charlevoix	C	D'AUTEUIL, Pierre
Châteauguay	L	DUPUIS, François-Xavier
Chicoutimi et Saguenay	L	PETIT, Honoré
Compton	C	GIARD, Allen Wright
Deux-Montagnes	L	CHAMPAGNE, Hector
Dorchester	L	MORISSET, Alfred
Drummond	L	LAFERTÉ, Joseph
Gaspé	L	LEMIEUX, Louis-Joseph
Hochelaga	L	DÉCARIE, Jérémie-Louis
Huntingdon	L	WALKER, William Hugh
Iberville	L	BENOÎT, Joseph-Aldéric
Îles-de-la-Madeleine	L	THÉRIAULT, Louis-Albin
Jacques-Cartier	L	CHAURET, Joseph-Adolphe
Joliette	C	TELLIER, Joseph-Mathias
Kamouraska	L	ROY, Louis-Rodolphe
Lac-Saint-Jean	L	TANGUAY, Georges
Laprairie	L	CHERRIER, Côme-Séraphin
L'Assomption	L	GAUTHIER, Louis-Joseph
Laval	C	LEBLANC, Pierre-Évariste
Lévis	L	BLOUIN, Jean-Cléophas
L'Islet	L	CARON, Joseph-Édouard
Lotbinière	L	LEMAY, Napoléon
Maskinongé	C	LAFONTAINE, Georges
Matane	L	CARON, Donat
Mégantic	L	SMITH, George Robert
Missisquoi	L	GOSSELIN, Joseph-Jean-Baptiste
Montcalm	L	BISSONNETTE, Pierre-Julien-Léonidas
Montmagny	L	ROY, Ernest
Montmorency	L	TASCHEREAU, Louis-Alexandre

Circonscription	Allégeance politique	Député
Montréal no 1	L	LACOMBE, Georges-Albini
Montréal no 2	L	GOUIN, Lomer
Montréal no 3	L	LANGLOIS, Godfroy
Montréal no 4	L	STEPHENS, George Washington, fils
Montréal no 5	C	GAULT, Charles Ernest
Montréal no 6	L	WALSH, Michael James
Napierville	L	DORRIS, Cyprien
Nicolet	L	MARCHILDON, Alfred
Ottawa	L	GENDRON, Ferdinand-Ambroise
Pontiac	L	GILLIES, David
Portneuf	L	PANET, Édouard-Antill
Québec-Centre	L	ROBITAILLE, Amédée
Québec-Comté	L	DELÂGE, Cyrille Fraser
Québec-Est	L	JOBIN, Albert
Québec-Ouest	L	KAINE, John Charles
Richelieu	L	CARDIN, Louis-Pierre-Paul
Richmond	L	MACKENZIE, Peter Samuel George
Rimouski	L	TESSIER, Auguste
Rouville	L	GIRARD, Alfred
Saint-Hyacinthe	L	MORIN, Joseph
Saint-Jean	L	ROY, PHILIPPE-HONORÉ, ORATEUR
Saint-Maurice	L	FISSET, Louis-Philippe
Saint-Sauveur	L	CÔTÉ, Charles-Eugène
Shelford	C	BERNARD, Ludger-Pierre
Sherbrooke	L	PELLETIER, Pantaléon
Soulanges	L	MOUSSEAU, Joseph-Octave
Stanstead	L	BISSONNET, Prosper-Alfred
Témiscouata	L	DION, Napoléon
Terrebonne	L	PRÉVOST, Jean-Benoît-Berchmans
Trois-Rivières	L	TESSIER, Joseph-Adolphe
Vaudreuil	L	PILON, Hormisdas
Verchères	L	BLANCHARD, Étienne
Wolfe	L	TANGUAY, Napoléon-Pierre
Yamaska	L	OUELLETTE, Édouard

Séance du 15 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le message suivant est apporté par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier à la verge noire:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec requiert la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif, et là,

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs, Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ayant été informé que l'honorable M. Weir, ci-devant Orateur de l'Assemblée législative, ayant accepté l'office de ministre des Travaux publics et du Travail, ne croit pas devoir déclarer les motifs qui lui ont fait convoquer la présente législature, avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi, suivant la loi.

Et les députés étant de retour,

Élection de l'Orateur

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

Pour la troisième fois depuis l'existence de ce dixième Parlement (1) la Chambre des députés est requise de se choisir un président à qui est confié la garde des libertés constitutionnelles. Il nous faut choisir l'un d'entre nous qui aura charge de présider nos délibérations, de guider nos procédures, de réprimer les abus que nous pourrions commettre en cette enceinte. Le poste d'Orateur exige du tact, de l'expérience, une grande courtoisie et une autorité qui commande le respect et l'inspire. Nous croyons que plusieurs députés possèdent les qualités voulues pour remplir ces délicates fonctions, mais je suis persuadé que pas un n'est plus qualifié que notre distingué ami le député de Saint-Jean (M. P.-H. Roy) pour présider l'Assemblée législative.

Conséquemment je propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre élise comme Orateur de l'Assemblée législative le député de Saint-Jean (M. P.-H. Roy), écuyer.

Adopté "nemine contradicente".

M. le greffier déclare l'honorable Philippe-Honoré Roy dûment élu.

Il est conduit au fauteuil par les honorables messieurs Gouin et Turgeon; et étant sur le premier degré du marchepied du fauteuil,

L'honorable P.-H. Roy (Saint-Jean):

J'offre à la Chambre mes sincères, remerciements pour l'honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur. Je m'efforcerai de mériter constamment sa confiance. Je suis pénétré de mon incapacité à remplir cette position, mais me reposant sur la bienveillance et la coopération des honorables députés des deux côtés de cette Chambre, je tâcherai de faire mon devoir du mieux qu'il me sera possible et de remplir les fonctions de président avec justice et impartialité. J'espère que la Chambre m'aidera à revendiquer nos droits et privilèges, à maintenir nos règlements et à assurer la liberté des débats, conformément aux usages établis.

En prenant possession de son poste, il ne regrette qu'une chose, c'est qu'il se voit privé de prendre part aux délibérations de la Chambre. D'un autre côté, il les suivra de plus près, et ce sera une compensation.

Alors il s'assied dans le fauteuil et la masse, qui auparavant était sous la table, est placée sur la table.

Suspension des travaux

Du consentement unanime de la Chambre, la séance est suspendue pour dix minutes afin de permettre au nouvel Orateur de revêtir l'habit officiel (2).

Reprise de la séance

Messages du lieutenant-gouverneur:

Le gentilhomme huissier à la verge noire apporte le message suivant:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif, où étant,

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:

Qu'il plaise à Votre Honneur, l'Assemblée législative m'a élu son Orateur, bien que je sois peu capable de remplir les devoirs importants qui me sont assignés.

Si, dans l'exécution de mes devoirs, il m'arrive en aucun temps de tomber en erreur, je demande que la faute me soit imputée et non à l'Assemblée dont je suis le serviteur.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

M. l'Orateur, j'ai l'ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous faire part de l'entière confiance de Sa Majesté en vos talents, votre diligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs de la charge distinguée d'Orateur de l'Assemblée législative à laquelle vous avez été appelé par cette Chambre. Il déclare, en outre, que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme, Monsieur, comme Orateur de l'Assemblée législative.

Et étant de retour,

Districts électoraux vacants:**District électoral de Brome**

M. l'Orateur informe la Chambre que, depuis la dernière session, M. l'Orateur a reçu l'avis suivant de la vacance survenue dans le district électoral de Brome:

Québec, 31 août 1906.

L'Honorable W. A. Weir,
Orateur de l'Assemblée législative
Québec
Monsieur,

J'ai l'honneur de donner ma démission de membre de l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Brome.

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur,

Votre obéissant serviteur,
(Signé) J. C. McCorkill.

Témoins: H. T. Machin,
O. A. Bériau.

Brefs d'élections:

M. l'Orateur fait aussi rapport que durant la vacance, le greffier de la couronne en chancellerie a reçu, en vertu de l'article 107 des statuts refondus, les mandats suivants lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs d'élection pour les districts électoraux d'Argenteuil, de Brome, des Îles-de-la-Madeleine, d'Iberville, de L'Assomption et de Montréal, division no 5.

District électoral d'Argenteuil

Assemblée législative

Canada,

Province de Québec,
savoir:

À Monsieur L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral d'Argenteuil, à ladite Assemblée législative, en remplacement, durant cette présente législature, de l'honorable William Alexander Weir, nommé ministre des Travaux publics et du Travail.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce trente-unième (sic) jour du mois d'août mil neuf cent six.

(Signé) Lomer Gouin,

Député du district électoral
de Montréal no 2

(Signé) Adélar Turgeon,

Député du district électoral
de Bellechasse

District électoral de Brome

Assemblée législative

Canada,

Province de Québec,

savoir:

À monsieur L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Brome, à ladite Assemblée législative, en remplacement, durant cette présente législature, de l'honorable J.C.J.S. McCorkill démissionnaire.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce trente-unième (sic) jour du mois d'août mil neuf cent six.

(Signé) Lomer Gouin,

Député du district électoral
de Montréal no 2

Adélar Turgeon,

Député du district électoral
de Bellechasse

**District électoral
des Îles-de-la-Madeleine**

Assemblée législative

Canada,

Province de Québec,

savoir:

À Monsieur L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'As-

semblée législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral des Îles-de-la-Madeleine, à ladite Assemblée législative, en remplacement, durant cette présente législature, de Monsieur Robert Janieson Leslie, décédé.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent six.

(Signé) Lomer Gouin
Député du district électoral
de Montréal no 2
(Signé) Adélard Turgeon,
Député du district électoral
de Bellechasse

District électoral d'Iberville

Assemblée législative

Canada,
Province de Québec,
savoir:
À monsieur L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral d'Iberville, à ladite Assemblée législative, en remplacement, durant cette présente législature, de l'honorable François Gosselin, appelé au Conseil législatif.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent six.

(Signé) Lomer Gouin,
Député du district électoral
de Montréal no 2
(Signé) Adélard Turgeon,
Député du district électoral
de Bellechasse

District électoral de L'Assomption

Assemblée législative

Canada,
Province de Québec,
savoir:
À Monsieur L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de L'Assomption, à ladite Assemblée législative, en remplacement, durant cette

présente législature, de Monsieur Joseph-Edouard Duhamel, qui a accepté une charge salariée de la couronne.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce dix-neuvième jour du mois d'octobre mil neuf cent six.

(Signé) Lomer Gouin,
Député du district électoral
de Montréal no 2
(Signé) Adélard Turgeon,
Député du district électoral
de Bellechasse

District électoral de Montréal no 5

Assemblée législative

Canada,
Province de Québec,
savoir:
À monsieur L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

Vu qu'il n'y a pas d'Orateur de l'Assemblée législative, nous vous requérons par notre présent mandat, sous l'autorité de l'article 107 des statuts refondus de la province de Québec, 1888, d'émettre un nouveau bref pour l'élection d'un député du district électoral de Montréal, division no 5, à ladite Assemblée législative, en remplacement, durant cette présente législature, de M. C. Benfield Carter, décédé.

Donné sous nos seings, à Québec, province de Québec, ce troisième jour du mois de décembre mil neuf cent six.

(Signé) Lomer Gouin,
Député du district électoral
de Montréal no 2
(Signé) Adélard Turgeon,
Député du district électoral
de Bellechasse

Certificats d'élections:

M. l'Orateur a aussi l'honneur d'informer la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats d'élections suivants pour les districts électoraux d'Argenteuil, Brome, Îles-de-la-Madeleine, Iberville et L'Assomption.

District électoral d'Argenteuil

Bureau du greffier de
la couronne en chancellerie

Québec, 15 janvier 1907

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du trente-unième (sic) jour d'août mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur G. F. Calder, officier-rapporteur pour le district électoral d'Argenteuil, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district élec-

toral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable William Alexander Weir, nommé ministre des Travaux publics et du Travail, l'honorable William Alexander Weir, avocat, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec

District électoral de Brome

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Québec, 15 janvier 1907

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du trente-unième (sic) jour d'août mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur H. Ernest Williams, officier-rapporteur pour le district électoral de Brome, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable J.C.J.S. McCorkill, démissionnaire, Monsieur William Frederick Vilas, manufacturier, du village de Cowansville, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec

District électoral d'Iberville

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Québec, 15 janvier 1907

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour d'octobre mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur P. Contant, officier-rapporteur pour le district électoral d'Iberville, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de l'honorable François Gosselin, appelé au Conseil législatif, Monsieur Joseph-Aldéric Benott, cultivateur, de Saint-Grégoire-le-Grand, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui

est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec

District électoral
des Îles-de-la-Madeleine

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Québec, 15 janvier 1907

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour d'octobre mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur E.-A. Brassat, officier-rapporteur pour le district électoral des Îles-de-la-Madeleine, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de Monsieur Robert Janieson Leslie, décédé, Monsieur Louis-Albin Thériault, instituteur, du Havre-aux-Maisons, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable
Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec

District électoral de L'Assomption

Bureau du greffier de la couronne
en chancellerie

Québec, 15 janvier 1907

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-neuvième jour d'octobre mil neuf cent six, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur et adressé à Monsieur B. Rocher, officier-rapporteur pour le district électoral de L'Assomption, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec, aux lieux et place de Monsieur Joseph-Édouard Duhamel, qui a accepté une charge salariée de la couronne, Monsieur Louis-Joseph Gauthier, avocat, Conseil du Roi, de la ville des Laurentides, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie

À l'honorable

Orateur de l'Assemblée législative
de la province de Québec

**M. William Frederick Vilas,
nouveau député de Brome**

M. William Frederick Vilas, député élu pour le district électoral de Brome, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), le nouveau député de Brome.

**M. Joseph-Aldéric Benoît,
nouveau député d'Iberville**

M. Joseph-Aldéric Benoît, député élu pour le district électoral d'Iberville, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost), le nouveau député d'Iberville.

**M. Louis-Albin Thériault,
nouveau député des Îles-de-la-Madeleine**

M. Louis-Albin Thériault, député élu pour le district électoral des Îles-de-la-Madeleine, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), le nouveau député des Îles-de-la-Madeleine.

**M. Louis-Joseph Gauthier,
nouveau député de L'Assomption**

M. Louis-Joseph Gauthier, député élu pour le district électoral de L'Assomption, ayant préalablement prêté le serment requis par la loi et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) présente à la Chambre, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), le nouveau député de L'Assomption.

Introduction de bills:

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 1) concernant la prestation des serments

d'office.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque la Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de s'adresser, par un discours, aux deux Chambres de la législature provinciale; et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre, comme suit:

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, j'éprouve un vif plaisir à vous souhaiter la bienvenue dans cette enceinte où vous rappelle l'accomplissement de vos devoirs parlementaires.

Nous avons lieu de nous féliciter du résultat favorable des travaux des représentants du Canada et des provinces, qui se sont réunis à Ottawa, en octobre dernier, pour étudier et régler l'importante question du subside fédéral. Aidé du puissant concours des délégués des autres provinces, mon gouvernement a réussi à faire reconnaître la justice de ses réclamations. Le gouvernement fédéral s'est rendu aux demandes des provinces, et il ne reste qu'à faire adopter la législation qui consacrera l'entente intervenue entre le pouvoir central et les diverses administrations provinciales.

Les gouvernements d'Ontario, de Manitoba et de Saskatchewan font des instances auprès du gouvernement du Canada pour obtenir, chacun, une partie du territoire de Keewatin. La province de Québec n'a aucun intérêt immédiat dans ce territoire, dont elle est séparée par la baie d'Hudson. Il n'en est pas de même de la contrée s'étendant de la frontière septentrionale de notre province au détroit d'Hudson, entre la baie du même nom et l'océan Atlantique. Géographiquement, et, pour une large part, historiquement, cette vaste région et les îles qui en dépendent forment partie de la province de Québec, bien qu'administrativement elles en soient séparées. Dans l'intérêt du Canada et dans celui de cette contrée, il importe qu'elle soit annexée au territoire actuel de la province. Mon gouvernement est à faire les démarches nécessaires pour obtenir des autorités fédérales l'annexion de cette région.

Le différend auquel a donné lieu la prise de possession, en vertu d'une autorisation émanant du gouvernement de Terre-Neuve, de terres appartenant à cette province, n'est pas encore réglé. Mon gouvernement a dû recourir aux tribunaux pour se protéger contre cet empiétement, et, tout en restant bien disposé à s'entendre avec les autorités de Terre-Neuve au sujet de la fixation de la

frontière entre ce pays et le nôtre, il ne négligera rien pour faire respecter nos intérêts.

Les questions qui se rattachent aux pêcheries de la province ont été discutées à la conférence d'Ottawa. Quoiqu'elles n'aient pas alors été résolues, il y a lieu de croire qu'elles le seront avant longtemps de manière que tous nos droits soient sauvegardés.

Afin de contribuer efficacement au relèvement du niveau de l'enseignement dans nos écoles primaires, le gouvernement a donné suite à son projet de favoriser la fondation d'écoles normales où pourront se former des institutrices compétentes et a, jusqu'à présent, subventionné deux de ces écoles. Dans le but d'induire les commissions scolaires à augmenter le traitement des institutrices et d'engager celles-ci à demeurer plus longtemps dans la carrière de l'enseignement, il a subordonné la distribution d'une partie de l'allocation votée pour fins d'instruction publique à l'observance de conditions qui ne manqueront pas de produire ces résultats. Les mesures prises à ce sujet par l'administration recevront, je n'en doute pas, votre entière approbation.

Pour réussir dans les carrières du commerce et de l'industrie, il suffisait autrefois, à la rigueur, d'une sorte d'apprentissage technique, et presque de routine. Aujourd'hui, à raison de la transformation et du perfectionnement incessants de procédés de production et d'échange, il faut des connaissances et une éducation spéciales. La lacune qui existe à cet égard dans l'organisation de notre enseignement public préoccupe vivement mon gouvernement, et il vous demandera, pour la combler, le vote de mesures ayant pour objet la fondation de trois institutions: une école technique à Québec, une école de hautes études commerciales et une école technique à Montréal. Les jeunes gens qui se destinent au commerce ou à l'industrie trouveront dans ces écoles un enseignement directement approprié aux besoins actuels.

L'agriculture continue à faire des progrès sérieux. Grâce aux connaissances puisées à l'École d'industrie laitière, grâce aussi aux meilleurs procédés employés, les fabricants de beurre et de fromage ont pu obtenir un prix plus élevé pour leurs produits. Afin de seconder les efforts du nombre de plus en plus considérable de cultivateurs qui se livrent à cette industrie, mon gouvernement se propose d'améliorer l'enseignement donné à l'École d'industrie laitière et de le rendre le plus complet possible. Il s'efforcera aussi d'adopter des mesures propres à protéger contre certaines fraudes les patrons des beurreries et des fromageries.

Le gouvernement donne une attention toute particulière à l'amélioration des chemins ruraux. Il vous demandera d'accorder, pour ce service, un crédit plus élevé que celui qui y a été affecté dans le passé.

Les statistiques portant sur la vente des terres, particulièrement celles qui sont relatives au nombre de titres émis par la couronne, démontrent qu'à aucune autre époque de notre histoire, l'activité du domaine public n'a été aussi grande. La construction prochaine d'une nouvelle voie ferrée à travers la partie septentrionale de la province donnera une nouvelle impulsion à ce mouvement colonisateur.

La multiplicité et le coût des procès auxquels donnent lieu les accidents survenus au cours du travail dans les établissements industriels, n'ont pas cessé de préoccuper ceux qui ont à cœur la continuation, en ce pays, de bons rapports entre employeurs et employés. L'importance des intérêts en jeu de parts et d'autres rend difficiles les réformes en cette matière.

Désireux de faire une oeuvre sérieuse, le gouvernement sollicitera votre opinion sur l'opportunité de confier à une commission la tâche de consulter les intéressés et d'étudier les mesures propres à satisfaire à la fois le capital et le travail.

La refonte des statuts a progressé depuis la session dernière et la commission vous soumettra son deuxième rapport.

Messieurs de l'Assemblée législative, je suis heureux de vous annoncer que l'état des finances de la province continue d'être satisfaisant. Les comptes du dernier exercice, qui seront déposés devant vous, indiquent que si l'intérêt public a rendu nécessaire de porter la dépense de certains services au-delà des prévisions, cet excédent a été plus que compensé par la plus-value des revenus, et que le résultat général de l'année se solde par un surplus des recettes sur les dépenses.

Un rapport semblable existe entre le revenu et la dépense de l'année courante.

Les prévisions pour le prochain exercice, préparées avec toute l'économie que permet l'efficacité du service public, vous seront bientôt soumises et vous serez appelés à voter les crédits demandés.

La compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique ayant payé les \$7 000 000.00 qui restaient dus sur le prix de vente du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ce montant a été affecté au rachat des emprunts de 1874 et de 1876, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700 000.00 et au remboursement de l'emprunt de 1878, échéant en 1908.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, le parlement sera appelé à modifier les lois du revenu et à pourvoir à la construction d'une nouvelle prison pour le district de Montréal.

Plusieurs projets de loi d'intérêt général seront soumis à vos délibérations. Je mentionnerai spécialement une mesure sur les compagnies d'assurances et les sociétés de bienfaisance, une refonte des lois sur les

sociétés par actions et divers projets au sujet de l'administration de la justice criminelle et civile.

J'ai confiance que vous apporterez l'attention la plus sérieuse à l'étude des sujets que je viens d'énumérer et que vos décisions contribueront à assurer le bon gouvernement et la prospérité de notre province.

Prise en considération du discours du trône

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, prononcé devant les deux branches de la législature, soit pris en considération demain.

Adopté.

Formation des comités permanents

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir:

1. Privilèges et élections;
2. Ordres permanents;
3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières;
4. Bills privés;
5. Législation et lois expirantes;
6. Comptes publics;
7. Agriculture, immigration et colonisation;
8. Différentes branches d'industrie en cette province.

Lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre, à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents spéciaux ordonnés par cette Chambre, et que les honorables MM. Gouin, Turgeon, Weir, Kaine et MM. Robitaille, LeBlanc, Tellier, Décarie, Jobin, Mackenzie et Girard composent ledit comité.

Adopté.

Dépôt de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- par M. Benoît, la pétition de J.-A.-J. Pigeon, de Saint-Georges de Henriville, district d'Iberville;

- par M. Bergevin, la pétition de la corporation de la ville de Beauharnois;

- par M. Caron (L'Islet), la pétition de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan;

- par M. Côté, la pétition de Louis Larose et autres, de Québec, et du Bureau des commissaires, d'écoles protestantes de la ville de Québec;

- par M. Daignault, la pétition de J.-E. Boulais et autres, de Sainte-Angèle de Monnoir et d'ailleurs;

- par M. Décarie, les pétitions du village de Notre-Dame-des-Neiges-Ouest, de dame Suzanne Walker et autres, de Montréal; de la corporation de la ville de Lévis; de "The Glee Club Teutonia", de Montréal; de Louis Lachance et autres de la Longue-Pointe; de la corporation de la Longue-Pointe; de Jean Ludger David et autres, de Lowell, É.-U., et d'ailleurs; des soeurs missionnaires de l'Immaculée Conception, d'Outremont, et du Crédit municipal canadien, de Montréal;

- par M. Kelly, la pétition de J.-X. Lavoie et autres, de Percé et d'ailleurs;

- par M. Lacombe, la pétition de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;

- par M. McKenzie, la pétition du Club des ingénieurs, de Montréal;

- par M. Perrault, les pétitions de dame Mathilde, M. Pratt et autres, de Longueuil et d'ailleurs; de dame Florence Henderson et autres, de Montréal; de la corporation de la ville de Longueuil;

- par M. Tanguay (Lac-Saint-Jean), la pétition des syndics de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma;

- par M. Taschereau, la pétition de la "Royal Trust Co.", de Montréal;

Présentation des pétitions

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande aux membres de déposer leurs pétitions le plus vite possible.

Dépôt de documents:

Comptes publics

L'honorable A. Tessier (Rimouski) dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, l'état des comptes publics de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906. (Document de la session no 2)

Rapport du ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le

rapport du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906. (Document de la session no 4)

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec, pour les douze mois expirés le 30 juin 1906. (Document de la session no 5)

Rapport du secrétaire et registraire

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, pour l'exercice du 1er juillet 1905 au 30 juin 1906. (Document de la session no 6)

Rapport des inspecteurs des prisons et asiles

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre le 36e rapport des inspecteurs des prisons et asiles de la province de Québec, pour l'année 1905. (Document de la session no 15)

Rapports municipaux

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1905. (Document de la session no 16)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) remet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtus de la signature de Son Honneur.

M. l'Orateur lit lesdits messages comme suit:

L.-A. Jetté, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués; les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes, auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par

lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts. (Document de la session no 11)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 15 janvier 1907.

L.-A. Jetté, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie d'un rapport du comité de l'honorable Conseil exécutif en date du 4 janvier 1907, et approuvé par lui le 4 janvier 1907, concernant la Commission de l'économie interne de l'Assemblée législative. (Document de la session no 10)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 15 janvier 1907.

L.-A. Jetté, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 12)

Hôtel du Gouvernement,

Québec, ce 15 janvier 1907.

Dépôt de documents:

Rapports des corporations municipales

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre l'état tabulaire, conformément à l'article 4619 des statuts refondus de la province, des rapports transmis par les secrétaires-trésoriers des corporations municipales, au secrétaire de la province, en vertu de l'article 4618 S.R.P.Q. (Document de la session no 13)

Permis accordés aux corporations commerciales et compagnies étrangères

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre un état indiquant les permis accordés en vertu de la loi concernant les corporations commerciales et les compagnies à fonds social étrangères (4 Ed. VII, ch. 34) dans le cours de l'année fiscale (1905-1906), et le fonds social autorisé de ces corporations étrangères munies de permis ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis. (Document de la session no 14)

Octroi de lots ou de terrains

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 12 février 1906, demandant la production d'une copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant aux lots et terrains de plus de 500 acres octroyés par lettres patentes, avec la date, le prix et le nom de l'acquéreur de chacun de ces lots ou terrains et les fins pour lesquelles ils ont été octroyés, dans chaque cas, depuis le 31 mai 1904. (Document de la session no 17)

Classification des terres

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse en date du 27 février 1906, demandant copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la classification des terres de la couronne, suivant la loi 4 Ed. VII, chap. 13. (Document de la session no 18)

La séance est levée.

NOTES

1. Ce passage est tiré du journal Le Soleil; il faudrait plutôt lire "onzième Parlement".
2. Pendant ce temps, le premier ministre s'entretient avec les journalistes.

Séance du 16 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Club de la Garnison

Une lettre du secrétaire du Club de la Garnison annonce que les députés pourront jouir durant la session de tous les privilèges de membres du club.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table:

- par M. Bergevin, les pétitions de Andrew H. Gault et autres, de Montréal, et des commissaires d'écoles de la ville de Beauharnois;
- par M. Blouin, la pétition de Raymond Belleau, de Lévis;
- par M. Cherrier, la pétition de la ville de Sorel;
- par M. Côté, la pétition de l'hon. E.-B. Garneau et autres, de Québec;
- par M. Décarie, les pétitions des villages de Mégantic et d'Agnès; de la "North Shore Power Company"; de dame Marie-Louise Tourville et autres, de Montréal; d'Aaron Wolotski et autres, de Montréal; du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal; des syndics de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal; du Crédit foncier franco-canadien; de la ville de Notre-Dame-de-Grâces; de la "Shawinigan Water & Power Company"; d'Isidore Crépeau et autres, de Montréal; des révérendes soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs et de la Compagnie de chemin de fer urbain de Montréal;
- par M. Gillies, la pétition de Robert Bickerdike et autres, de Montréal;
- par M. Langlois, les pétitions de "The Equitable Mutual Fire Insurance Company"; des marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, Montréal; de l'Académie de billard Marcotte, de Montréal; de la corporation de la cité de Montréal; de James F. Strachan et autres, de Montréal, de l'hon. E.-B. Garneau et autres, de Québec et d'ailleurs; de la corporation de la cité de Montréal;
- par M. Lacombe, la pétition d'Arthur Contant, de Montréal;
- par M. Lafontaine (Berthier), la pétition de Jos. Marion, de Lanoraie;
- par M. Mackenzie, les pétitions de "The Shawinigan Carbide Company"; de "The Black Lake Chrome and Asbestos Company"; de la corporation du village de Verdun; de "The Philipsburg Railway and Quarry Compa-

ny"; de dame Marceline Labranche et autres, de Montréal;

- par M. Robitaille, les pétitions de la corporation de la cité de Québec et du Rév. A. Nunesvais et autres, de Québec;

- par M. Roy (Montmagny), les pétitions de Frank McCrea et autres, de Sherbrooke; de la Cie de chemin de fer Lotbinière et Mégantic; de S. Dale Harris et autres, de Montréal et de Jos. Audet et autres, de Bellechasse;

- par M. Stephens, la pétition du Lt.-Col. J. Carson et autres, de Montréal;

- par M. Taschereau, les pétitions d'Elzéar Boivin et autres, de Chicoutimi et de "The Quebec and St. Maurice Industrial Company";

- par M. Tellier, la pétition de dame Hectorine Langevin et autres, de Québec;

- par M. Walsh, la pétition de J. H. Dillon, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de J.-A.-A. Pigeon demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la ville de Beauharnois demandant une loi amendant sa charte;

- de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan demandant une loi amendant sa charte et ratifiant certains arrangements financiers faits avec les actionnaires;

- des commissaires d'écoles protestantes de Québec demandant une loi les autorisant à émettre des débentures;

- de Louis Larose et autres demandant la constitution en corporation de la "Compagnie d'assurance mutuelle du commerce";

- de J.-E. Boulais et autres demandant la constitution en corporation de la "Compagnie d'assurance mutuelle du commerce";

- du "German Club Teutonia" demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de "German Club Teutonia";

- de la corporation du village de Notre-Dame-des-Neiges-Ouest demandant une loi la constituant en municipalité de ville;

- de dame Suzanne Walker et autres demandant une loi amendant la loi 2 Ed. VII, ch. 115, concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve;

- de la ville de Saint-Louis demandant une loi amendant sa charte;

- de Louis Lachance et autres demandant une loi constituant en corporation la municipalité de Tétreauville, de Montréal;

- de la corporation de la paroisse de la Longue-Pointe demandant une loi la consti-

tuant en corporation de ville;

- de Jean-Ludger David et autres demandant une loi concernant la succession de feu Ferdinand David;

- des soeurs missionnaires de l'Immaculée Conception demandant une loi les constituant en corporation;

- du Crédit municipal canadien demandant une loi amendant sa charte;

- de J.-X. Lavoie et autres demandant une loi constituant en corporation "The Gaspesian Railway Company";

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal demandant une loi amendant sa charte;

- du Club des ingénieurs de Montréal demandant une loi amendant ses pouvoirs et permettant certains changements à sa charte;

- de dame Mathilda-D. La Frenière et autres demandant une loi concernant la succession de feu John Pratt;

- de dame Florence Henderson et autres demandant une loi constituant en corporation "The Canadian Nurses Association";

- de la ville de Longueuil demandant une loi refondant et révisant sa charte;

- des syndics de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma demandant une loi les autorisant à construire une église et pour d'autres fins;

- de la "Royal Trust Company" demandant une loi concernant la succession de feu Robert Peddie.

Composition des comités permanents

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial nommé pour choisir les membres des divers comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Weir comme président.

Votre comité a aussi l'honneur de faire rapport qu'il a préparé la liste suivante des membres devant faire partie des comités permanents de cette Chambre:

Ordres permanents: L'honorable M. Tessier (Rimouski); MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Caron (L'Islet), Champagne, Chauret, Dupuis, Gauthier, Godbout, LeBlanc, Mackenzie, Pelletier, Perrault, Pilon, Robitaille, Smith et Tellier.

Bills privés: Les honorables MM. Turgeon, Weir, Tessier, Roy et Prévost; MM. Bergevin, Bernard, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Stanstead), Blanchard, Blouin, Cardin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Côté, Daignault, D'Auteuil, Delâge, Dupuis, Fiset, Gauthier, Gendron, Giard, Girard, Godbout, Gosselin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Langlois, LeBlanc, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Morin, Mousseau, Neault, Panet, Pelletier, Perrault, Robitaille, Roy (Montmagny), Smith, Ste-

phens, Tanguay (Lac-St-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Thériault, Tessier (Trois-Rivières), Tourigny, Vilas, Walker et Walsh.

Comptes publics: Les honorables MM. Gouin, Turgeon, Weir, Tessier, Roy, Prévost et Kaine; MM. Bergevin, Benoît, Cardin, Chauret, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Lafontaine (Maskinongé), Langlois, LeBlanc, Lemieux, Laferté, Morin, Neault, Ouellette, Perrault, Roy (Montmagny), Stephens, Tanguay (Wolfe), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Taschereau, Tourigny, Vilas et Walker.

Chemins de fer et canaux: Les honorables MM. Gouin, Turgeon, Weir, Tessier, Roy, Prévost et Kaine; MM. Blouin, Bernard, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Stanstead), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Cherrier, Côté, Daignault, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dupuis, Gauthier, Gendron, Giard, Gillies, Girard, Gosselin, Jobin, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Laferté, Langlois, LeBlanc, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Mousseau, Neault, Ouellette, Pelletier, Perrault, Petit, Pilon, Roy (Montmagny), Smith, Stephens, Tanguay (Lac-St-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Trois-Rivières), Walker et Walsh.

Agriculture et immigration: Les honorables MM. Turgeon et Tessier; MM. Bissonnette (Montcalm), Bergevin, Benoît, Bernard, Blanchard, Cardin, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Champagne, Chauret, Cherrier, Daignault, Décarie, Dion, Delâge, Dorris, Dupuis, Fiset, Gendron, Giard, Gillies, Godbout, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), Lacombe, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Morin, Morisset, Mousseau, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Roy (Montmagny), Petit, Smith, Tanguay (Lac-St-Jean), Tellier, Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Tourigny et Walker.

Industries: Les honorables MM. Turgeon, Weir et Kaine; MM. Blouin, Bernard, Caron (L'Islet), Caron (Matane), Côté, Dion, Dorris, Fiset, Giard, Girard, Gosselin, Jobin, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lemay, Morisset, Mousseau, Morin, Neault, Petit, Smith, Stephens, Tourigny et Vilas.

Privilèges et élections: Les honorables MM. Gouin, Turgeon, Weir et Prévost; MM. Champagne, Gauthier, Girard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Mackenzie, Robitaille, Tellier et Tessier (Trois-Rivières).

Législation et lois expirantes: Les honorables MM. Gouin, Turgeon, Weir, Tessier (Rimouski), Roy (Kamouraska) et Prévost; MM. Champagne, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dupuis, Gauthier, Godbout, Lacombe, LeBlanc, Mackenzie, Morin, Mousseau, Panet, Robitaille, Roy (Montmagny), Taschereau, Tellier et Tessier (Trois-Rivières).

Le rapport est adopté.

Plainte concernant
le journal Le Canada

M. P.-É. LeBlanc (Laval) soulève une question de privilège concernant le journal Le Canada. Il dit qu'il n'a pas l'habitude de se plaindre des journaux, mais il croit devoir attirer l'attention de la Chambre sur un rapport publié dans Le Canada du mois de septembre dernier, sous forme de compte rendu d'une assemblée publique tenue à Saint-Vincent de Paul, et sur un article éditorial du même journal, paru deux jours plus tard. Le rapport et l'éditorial contiennent des faussetés concernant l'assemblée publique. Le Canada disait que lui, le député de Laval avait traité d'incompétents ses collègues, les députés de Shefford (M. L.-P. Bernard), Maskinongé (M. G. Lafontaine) et Compton (M. A. W. Giard). C'est une odieuse calomnie, dit-il, et il doit à la loyauté de ses collègues de nier les propos mensongers du Canada. Il n'a prononcé rien de tel ni en cette circonstance ni ailleurs.

Adresse en réponse
au discours du trône

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. William Frederick Vilas), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, comme suit:

À Son Honneur
L'honorable Sir Louis-Amable Jetté,
K. C. M. G.,
Lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, de l'Assemblée législative de la province de Québec, réunis en législature provinciale, remercions Votre Honneur du gracieux discours qu'il lui a plu de nous adresser à l'ouverture de la présente session.

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption): Monsieur l'Orateur, avant de commencer l'examen des questions qui sont maintenant soumises à notre considération, je sens qu'il est de mon devoir d'offrir à qui de droit mes remerciements les plus sincères pour l'honneur dont je suis aujourd'hui le récipiendaire. En effet, je n'ai pas la prétention de croire que le gouvernement, en me choisissant, a voulu honorer ma personnalité: si je le croyais, je refuserais à l'instant, tant je serais effrayé par la lourdeur de la tâche qui m'est imposée.

Je suis appelé à parcourir une carrière qui, à maintes reprises, a été illustrée par ceux qui m'ont précédé, par ces hommes qui ont laissé dans notre histoire parlementaire la traînée lumineuse de leur passage en cette enceinte, et je ne me sens pas de taille à me mesurer avec eux.

Je ne suis ici que le représentant du collège électoral qui m'a confié mon mandat; c'est lui que le gouvernement honore en ce moment.

Au cours des remarques que j'aurai l'avantage de présenter à cette Chambre, remarques qui, je l'espère, seront aussi succinctes que possible, je puis et je veux, M. l'Orateur, vous donner dès à présent l'assurance que je ne sortirai pas des limites de mon mandat: c'est au nom de mes électeurs que j'ai accepté et c'est en leur nom que je parlerai.

Le gouvernement mérite certainement nos éloges et nos félicitations pour le succès qui a couronné ses efforts dans la revendication ferme, sage, éclairée et patriotique des droits provinciaux, sur la question du remaniement des subsides fédéraux.

La lutte entreprise par le gouvernement était une lutte hérissée de difficultés sans nombre, il fallait d'abord unir toute la province de Québec, obtenir ensuite l'adhésion unanime des différents gouvernements provinciaux, présenter enfin au gouvernement central la question sous son véritable jour.

La première difficulté fut vite résolue, car le gouvernement sur cette question fut unanimement supporté par la députation qui, en somme, représentait la totalité de la population. Nos amis de l'opposition ont su s'élever en cette circonstance au-dessus des mesquines considérations de l'esprit de parti pour n'envisager que l'intérêt public et si la province de Québec a pu s'unir une fois dans cette revendication vraiment nationale, c'est à nos amis de la gauche que nous le devons et tout en les remerciant de leur appui, il me fait plaisir de leur offrir ici le témoignage public de notre gratitude.

Mais la province de Québec, malgré l'unanimité de sa population, n'aurait pu réussir dans ses justes réclamations, si elle n'avait obtenu l'adhésion unanime des différents gouvernements provinciaux. Or il est connu de tous ceux qui sont ici présents que les provinces pouvaient trouver difficilement un terrain commun sur lequel on put s'entendre pour y asseoir la demande générale.

Le Canada, par suite de sa conformation géographique, par suite de l'immense étendue de son territoire, de la diversité des races qui l'habitent, de la multiplicité des problèmes sociaux et économiques qui se soulèvent chaque jour, le Canada, dis-je, offre à chaque gouvernement provincial des difficultés locales s'opposant à la réalisation d'un programme général.

De plus, chaque province était représentée à Ottawa par ses meilleurs hommes, chacun d'eux avait reçu la mission de faire valoir les vues de ses mandataires et d'obtenir le plus de faveurs possibles pour son gouvernement, chacun d'eux pouvait avoir l'espérance, pouvait nourrir l'ambition de diriger à sa guise et à son bénéfice person-

nel les délibérations conjointes. Tous, ils se sont néanmoins inclinés devant la supériorité de l'un d'entre eux; tous, ils ont unanimement choisi pour présider la réunion et pour parler en son nom, un homme qui par sa race ne représentait pas la majorité du pays, un homme qui, jusque-là, était connu comme un politicien provincial, mais qui en cette circonstance, grâce à la largeur de ses vues, à la fermeté de son caractère, à la force de son raisonnement et à l'envergure de son immense talent, s'est révélé politique éclairé et s'est affirmé comme le champion invincible de l'autonomie provinciale: je veux parler de l'honorable premier ministre de cette province.

L'honneur dont il s'est couvert en cette circonstance rejaillit sur cette Chambre et sur la province de Québec tout entière et quand l'histoire politique des événements actuels s'écrit, le nom de l'honorable premier ministre y figurera parmi la pléiade de nos hommes publics qui n'ont pas eu peur d'afficher ouvertement leurs sentiments à l'égard de leurs constituants et qui ont même, parfois, risqué de briser leur carrière pour accomplir leur devoir.

Notre province était encore représentée par d'autres délégués qui siègent dans cette Chambre; eux aussi ils ont fait leur part de travail, eux aussi sous la direction de leur chef, ils ont aidé à aplanir les obstacles, ils se sont employés à grouper les bonnes volontés et ils se sont dépensés pour préparer le triomphe final de leurs idées communes. Nos populations ont déjà apprécié leur esprit de dévouement et de sacrifice et nous souhaitons que ces hommes reçoivent bientôt la récompense qui leur est due.

Grâce à l'esprit de conciliation de nos représentants, grâce à leur talent de persuasion, grâce à leur connaissance parfaite de la question débattue, les provinces ont pu s'entendre non seulement sur les grandes lignes, mais jusque dans les moindres détails de ce problème troublant qu'elles étaient appelées à déchiffrer et à résoudre.

Il ne faut pas croire cependant que la question du remaniement était réglée par le fait que les provinces avaient réussi à s'entendre: il restait encore, il restait surtout, à présenter la question au pouvoir central sous son véritable jour. Nous avions dans la personne des ministres d'Ottawa, des amis dont les sympathies nous étaient acquises et sur qui nous pouvions compter, mais il fallait que notre cause fut si bien faite, que nos adversaires, même les plus acharnés, fussent forcés de convenir que nos réclamations étaient raisonnables et que le gouvernement actuel du Canada, en se rendant à nos demandes, ne faisait qu'accomplir son juste devoir. En d'autres termes, il fallait convaincre les centralisateurs à outrance, il fallait réduire "a quia" ceux que les réclamations des provinces fatiguent et importunent, et

qui, quand ils sont à bout d'arguments, nous insultent et nous injurient en blâmant les gouvernements provinciaux et en les taxant d'extravagance dans leur administration. Il est étrange de constater, comme le gouvernement central, qui après tout, n'a qu'une existence fictive puisque ses pouvoirs, ses revenus et son territoire lui viennent des provinces qui ont consenti à se dépouiller de leurs prérogatives pour l'en revêtir. Il est étrange, dis-je, de constater comme le pouvoir central exerce sur certains esprits une fascination qui dans le passé a malheureusement conduit à une erreur profonde.

Quand on voit que depuis l'Acte de la Confédération, les revenus d'Ottawa ont été sans cesse augmentant, que chaque exercice financier accumule dans la caisse centrale un nombre de millions sans cesse grossissant, que tous les départements accusent des surplus toujours progressifs, et que durant le même laps de temps, les provinces se sont appauvries d'année en année, que leurs dépenses ont augmenté en raison inverse de leurs recettes, on se demande comment il se fait que les partisans du pouvoir central n'ont pas compris depuis longtemps que la prospérité du pays ne pouvait être que factice et basée sur l'injustice.

En économie politique il est un principe indiscutable, c'est celui-ci: pour avoir la prospérité dans l'Etat il faut que la masse ait la richesse afin que cette richesse puisse circuler partout pour y porter la vie. Dans notre système politique, la masse ce sont les provinces, et si les provinces s'appauvrissent pendant que le pouvoir central s'enrichit, il faudra de toute nécessité arriver à la décadence et à la déchéance générale parce que la prospérité n'est pas assise suivant les données de la science pratique. Le pays, pour arriver à son complet développement, doit voir la prospérité régner d'abord dans les provinces.

Jusqu'à l'automne de 1906, les partisans de l'autonomie provinciale disaient aux partisans du pouvoir central: "En faisant le pacte de 1867, nous, les provinces, nous avons créé un pouvoir central pour l'intérêt particulier; nous n'avons jamais voulu sacrifier la totalité de nos droits, ni faire de nous des "esclaves" et des "îlotes". Si par suite de fausses représentations nous avons abandonné nos sources de revenus, pour garder pour nous des charges onéreuses dont le fardeau s'alourdit chaque année; si grâce à des machinations politiques, les législatures, par suite du système imposé, sont dans la nécessité d'être des conseils de comté, ne s'occupant que d'affaires rurales comme le voulait M. Galt, ainsi qu'on peut le voir à la page 69 des débats sur la Confédération, si nos hommes publics du temps, aveuglés par l'esprit de parti, ont été victimes d'une supercherie inqualifiable et ont signé un pacte tout autre que celui qu'ils voulaient et

qu'ils disaient signer; si on a voulu nous acheminer insensiblement et inévitablement vers l'union législative, nous devons vous déclarer que nous avons été trompés, que notre bonne foi a été surprise et que nous ne pouvons rester plus longtemps sous l'opération d'une loi qui doit fatalement nous anéantir".

Cette doctrine qui, par son simple exposé, s'adresse à l'esprit de justice de tout homme impartial, aurait dû être aussi celle des partisans du pouvoir central au Canada puisqu'ils sont d'abord citoyens des différentes provinces. Malheureusement il n'en fut pas toujours ainsi. Avant l'automne de 1906, les réclamations des provinces ne furent jamais écoutées parce que les centralisateurs après avoir semé la division parmi les champions de l'autonomie, recevaient ensuite leurs demandes avec tout le mauvais vouloir officiel d'hommes ne voulant pas rendre justice.

Et il n'y a pas lieu de s'étonner si la question du remaniement des subsides qui a origine en 1875 n'avait jamais reçu de solution définitive. En attaquant ce problème, les champions actuels de l'autonomie provinciale entreprenaient une tâche herculéenne. Après avoir patiemment compilé tous les documents publics, après avoir mûrement réfléchi à toutes les éventualités, après avoir constaté qu'en restant dans l'état actuel, les provinces marchaient vers un abîme sans fond, ils ont eu le courage, la force et la fermeté de s'adresser au gouvernement central, de lui montrer l'injustice dont nous avons souffert dans le passé, l'impuissance à laquelle nous sommes réduits actuellement, et le désastre final où devait fatalement sombrer l'autonomie provinciale. Ils ont plaidé leur cause avec toutes les ressources de leur intelligence, ils ont su faire passer dans leurs revendications le calme serein de la force, l'ardeur vibrante de leur patriotisme et la foi inébranlable dans la justice de leurs demandes. Grâce à la puissance de leur argumentation et la chaleur de leur conviction, ils ont réussi à faire tomber un à un des obstacles qui jusque-là avaient paru insurmontables. Les représentants du cabinet d'Ottawa nous ont accordé leur protection et leur appui, qui nous ont été d'un secours bien précieux; nous avons déjà leurs sympathies, ils nous ont donné leur concours; ils ont fait cause commune avec nous, et dans le discours du trône, au mois de novembre 1906, le gouvernement central s'est engagé à préparer et à présenter, au cours de la session actuelle, à la Chambre des communes, la législation destinée à réparer pour l'avenir les torts dont nous avons si longtemps souffert. Le gouvernement d'Ottawa, qui n'a pas craint d'assumer devant le pays la responsabilité d'une pareille législation, a prouvé une fois de plus qu'il entendait suivre jusqu'au bout l'évangile politique qu'il a toujours prêché: "Respect des droits d'autrui, justice

égale pour tous". Par suite du remaniement projeté, le gouvernement de la province de Québec aura à sa disposition un montant additionnel de \$600 000.00 par an, ce qui lui permettra de développer nos ressources naturelles, de protéger l'agriculture, d'ouvrir à la colonisation des territoires nouveaux et de répandre à pleines mains dans les couches les plus profondes de nos populations les bienfaits de l'instruction publique. Nous réaliserons ainsi à la lettre tout le programme libéral et nous mettrons la province de Québec à la place qui lui appartient dans la Confédération, puisqu'elle est sur ce continent la Nouvelle-France!

Je ne voudrais pas en cette circonstance, Monsieur l'Orateur, abuser de la patience de cette Chambre ni mettre à trop forte contribution ma longanimité, mais d'un autre côté, il me semble que je n'accomplirais pas mon devoir si, avant de conclure mes remarques, je ne faisais quelques réflexions et quelques suggestions sur trois sujets bien importants pour le développement de cette province. Je rangerai suivant une gradation qui me frappe ces trois sujets dans l'ordre suivant: l'agriculture, la colonisation et l'instruction publique.

Je représente dans cette Chambre un comté rural et j'en suis fort honoré. Je voudrais prouver à la population agricole qui m'a élu que, quoique ne faisant pas partie de son état, je connais ses besoins et puis les faire valoir. Mais m'élevant au dessus de ces considérations personnelles, je suis de ceux qui croient que l'agriculture sera toujours la principale occupation de cette province, et qu'il est du devoir du gouvernement d'assurer, par tous les moyens possibles, le bien-être de la majorité de ses administrés. Je suis aussi du nombre de ceux dont la suprême espérance repose sur nos populations agricoles pour perpétuer l'élément français en ce pays. À ce dernier titre surtout, j'applaudis au succès, j'admire le développement et je cherche à promouvoir les intérêts de cette classe qui me tient tant au cœur.

En feuilletant les statistiques compilées par les officiers du dernier recensement fédéral, on en arrive à des constatations bien consolantes, en ce sens que la richesse de nos cultivateurs est très considérable dans certaines branches de leur industrie. On voit par exemple, à la page 120 de l'Annuaire statistique de 1903, que la valeur de l'exploitation agricole en cette province se chiffre au montant de \$517 567 697, se répartissant comme suit, savoir:

Terrain	\$248	236	361
Bâtisses	102	313	893
Instruments	27	038	205
Chevaux	24	164	149
Vaches à lait	20	757	611
Autres bêtes à cornes	6	629	784
Moutons	2	476	471
Cochons	3	142	925

Volailles	1 166 314
Abeilles	251 203
Moissons des champs	44 851 108
Fruits et légumes	2 564 801
Pépinières	64 124
Bétail vendu	6 650 486
Viandes et produits d'animaux, tués sur la ferme	20 207 826
Industrie laitière	20 207 826
Laine	570 093
Oeufs	2 007 320
Miel et cire	112 315
Sucre et sirop d'érable	1 356 480
Total	\$517 567 697

En étudiant la composition de ce montant on trouve que l'industrie laitière a rapporté la somme de \$20 207 826. Or ce chiffre d'affaires a été obtenu par suite de la protection gouvernementale qui a été donnée tant par le gouvernement de Québec que celui d'Ottawa. Il y a 25 ans, l'industrie laitière n'existait pas dans cette province, l'agriculture était dans le marasme, les terres étaient hypothéquées à 50% de leur valeur et nos populations émigraient par milliers d'âmes à la fois; les uns s'en allaient dans la province d'Ontario où ils sont actuellement 250 000 et ils étaient perdus pour notre province; les autres traversaient la frontière pour aller vivre à l'ombre du drapeau étoilé, ils y sont maintenant 1 200 000 et ils étaient perdus pour le Canada. Les différents gouvernements ont travaillé à répandre dans nos campagnes les saines idées scientifiques sur la manutention, la production et la fabrication des produits de l'industrie laitière.

À Saint-Hyacinthe, une école a été ouverte et maintenue au prix de grands sacrifices, cette école a fait des merveilles, elle a instruit une foule de cultivateurs, elle a déversé sur nos campagnes une nuée d'inspecteurs et de conférenciers qui ont semé partout la bonne parole et le bon exemple. Missionnaires d'un nouveau genre, ils ont entrepris et ils ont poursuivi sans relâche une croisade efficace contre la routine et ils ont réussi à secouer la torpeur de nos populations. Et après 25 ans de lutte, nous arrivons à constater que les produits de notre industrie laitière font prime sur le marché du monde; que grâce aux profits réalisés, les fermes de cette province ont été dégreuvées, la richesse s'est assise aux foyers de nos cultivateurs dont les épargnes aident aujourd'hui à grossir la fortune publique et à développer la petite industrie dans nos grandes villes.

Mais pendant que la fortune agricole augmentait dans des proportions phénoménales, la population rurale restait stationnaire tandis que celle des villes grossissait rapidement. L'explication de cet état de choses se trouve encore dans le recensement. En examinant la composition de la fortune agricole, on trouve les deux items suivants:

Instruments	\$27 038 205
Chevaux	24 164 149

En présence de ces chiffres on comprend pourquoi la population de nos campagnes est restée stationnaire. C'est que la machinerie agricole a remplacé la main-d'œuvre et le journalier, ne trouvant plus de travail dans sa paroisse, s'est rendu à la ville, et voilà un colon que nous avons perdu, quand nous aurions pu si facilement le conserver en nous occupant d'une autre branche de l'industrie agricole. Je veux parler du tabac canadien. Je ne crains pas d'affirmer que si le gouvernement de cette province faisait pour la culture du tabac la centième partie des efforts qu'il s'est imposé pour l'industrie laitière, non seulement nous pourrions fournir le marché du Canada, mais nous pourrions faire concurrence aux tabacs étrangers sur le marché du monde et nous garderions dans nos campagnes notre population rurale.

En 1896 on employait dans la fabrication au Canada 515 557 lbs de tabac canadien.

En 1903, on a employé 3 204 980 lbs de tabac canadien, 1 771 784 lbs de tabac en combinaison. Total: 4 976 764 livres.

Et on faisait de plus 2 881 360 millions de cigares de tabac canadien, 6 283 288 millions de cigares en combinaison. Total: 9 164 648 millions. (Page 398, Annuaire statistique de 1903)

En 1891, on a récolté dans cette province 3 958 737 lbs de tabac. En 1901, on récoltait 7 655 975 lbs. En d'autres termes, nous avons doublé notre production. (Page 119, Annuaire statistique de 1903)

Ce développement merveilleux est dû à la législation du gouvernement d'Ottawa, en 1897, qui a frappé le tabac étranger d'un droit de 10 cents et qui a permis l'usage du tabac dit de combinaison. Nos cultivateurs de cette province ont pris leur large part de bénéfices dans ce commerce, mais actuellement, par suite du manque d'uniformité dans le produit, par suite du manque de données scientifiques sur la préparation que doit recevoir le tabac avant d'être livré au commerce, nous souffrons un dommage considérable. La province d'Ontario, notamment les comtés de Kent et Essex, ont produit l'an passé 3 070 717 lbs de tabac canadien et ils ont vendu la totalité de leur récolte à l'"American Tobacco Company" qui l'a manufacturé dans cette province. C'est donc 3 000 000 de lbs de tabac que nous avons en moins, que aurions dû vendre et que nous n'avons pas vendu parce que notre tabac manquait de qualités requises pour le commerce. Les cultivateurs d'Ontario ont eu la protection de leur département d'agriculture, ce qui leur a permis d'encaisser \$40 000 à \$50 000 que nous avons perdus, et que nous aurions dû avoir. Nous avons le sol, le climat, et toutes les conditions requises pour

faire de cette culture une source de revenus incalculables, à condition que le gouvernement lui accorde la protection qu'elle devrait obtenir. Si nous avons une école pour instruire nos cultivateurs sur les soins à donner à cette branche importante de leur industrie, nous donnerions à nos cultivateurs une source nouvelle de revenus, nous obtiendrions le morcellement de la propriété puisque pour cultiver un arpent de tabac, un homme doit y consacrer tout son temps, nous garderions dans nos vieilles paroisses la main-d'œuvre qui trouverait un travail rémunérateur et notre population rurale, au lieu de rester stationnaire, augmenterait dans des proportions considérables.

C'est avec confiance que je soumettrai cette demande à l'honorable ministre de l'Agriculture, et en attendant je prierai ses collègues de nous faire avoir dans son administration un département spécial qui s'occuperait de cette question du tabac canadien.

Cette province a aussi pour devoir impérieux de coloniser rapidement le territoire qui lui appartient déjà et envisageant l'avenir, comme des législateurs soucieux d'accomplir leur devoir, je crois que nous devrions faire les démarches nécessaires pour nous faire attribuer par les autorités actuelles le terrain qui peut nous appartenir. Par l'acte de 1867, la députation de notre province a été fixée irrémédiablement au chiffre de 65, et si nous voulons conserver dans la Confédération la situation qui nous appartient, il faut que nous augmentions aussi rapidement que possible notre population. Depuis juillet 1896, par suite de l'agrandissement de territoire qui nous a été accordé vers le littoral de la Baie d'Hudson, nous avons une superficie totale de 351 873 milles carrés, c'est un empire plus grand que l'Allemagne et l'Espagne réunies et pourtant, notre population n'est que de 1 648 898 pendant que ces deux puissances comptent 74 000 000 d'âmes; jusqu'à présent les finances de notre province n'ont pas permis de créer et de poursuivre un mouvement sérieux qui attirerait sur nos domaines des populations étrangères. Pendant que nous nous immobilisons, le gouvernement d'Ottawa poursuivait une politique active d'immigration qui faisait entrer dans le pays jusqu'à 157 000 immigrants dans une même année. C'est avec notre argent qu'on les fait venir, on les place à l'extrémité ouest du pays, on ouvre de nouvelles provinces qui devront avoir droit au chapitre national. Et si nous voulons garder le terrain que nous avons si péniblement gagné, il faut à notre tour ouvrir aux étrangers l'immense étendue de notre territoire, il faut entreprendre une politique agressive d'immigration, autrement nous serons fatalement noyés.

Par la construction du Transcontinental National, par sa mine en opération, le

gouvernement d'Ottawa va ouvrir à la colonisation en cette province une immense étendue de terrains qui n'attendent que des bras pour donner libéralement des richesses inouïes que la province y a semées à pleines mains. Cette route nouvelle va aussi attirer infailliblement une multitude de lignes subsidiaires qui perceront les Laurentides, et qui seront la cause de la découverte de gisements précieux qui sont encore inexplorés. Des compagnies se forment pour bâtir des chemins de fer qui se rendront à la Baie d'Hudson, à cette mer intérieure immense de 350 000 milles carrés qui servira probablement avant longtemps de débouché à tous les produits de l'extrême nord et de l'ouest du Canada. C'est le devoir de ce gouvernement de surveiller et de prévoir l'expansion phénoménale de ce pays et de préparer nos populations présentes et futures à retirer leur large part des richesses qui couleront comme d'un Pactole à travers les provinces de la Confédération. Quand on voit les gouvernements d'Ontario, du Manitoba et de la Saskatchewan entrer en lutte active pour agrandir leur territoire en se faisant concéder le Keewatin, je me demande si le gouvernement de cette province, en vue de l'orientation nouvelle, donnée au commerce vers le nord, ne devrait pas faire immédiatement les démarches nécessaires pour se faire attribuer le territoire de l'Ungava qui est à nos portes. Le temps est propice, il me semble pour commencer un pareil mouvement; nous sommes actuellement les seuls compétiteurs possibles pour obtenir ces 354 961 milles carrés qui doubleraient notre superficie et qui nous donneraient une prépondérance remarquable lorsque dans un avenir prochain, le commerce du Nord se mettra en marche vers les pays d'Europe. Pour nous, Canadiens français, nous devrions nous souvenir avec orgueil que ces pays lointains ont été autrefois le théâtre des glorieux exploits de nos ancêtres, lorsqu'en 1696, d'Iberville et ses Canadiens, après une série de luttes mémorables, s'emparaient de la totalité de ce territoire qui, par le traité de Ryswick, fut officiellement rattaché à la colonie de Québec.

J'en arrive maintenant à un sujet bien délicat, c'est celui de l'instruction publique. Deux partis sont en présence qui ne se comprennent pas et qui interprètent mal leurs sentiments respectifs: les deux, suivant moi, tombent dans l'exagération. Je ne suis pas disposé à me ranger ni dans un parti ni dans l'autre, parce que les deux me paraissent erronés. Il n'y a rien de parfait sur la terre, tout est perfectible, notre système d'instruction publique comme le reste. Mais je crois qu'un régime qui en 10 ans, de 1891 à 1901, a réduit de 11.96% les illettrés dans cette province, comme on peut s'en convaincre par le recensement, à la page 656 de l'Annuaire de 1903, je crois, dis-je, qu'un

pareil régime a prouvé qu'il ne devrait pas être condamné sans merci, il pourrait s'améliorer, oui! mais il ne devrait pas être jeté au rancart comme inutile et même nuisible. Je suis disposé, comme n'importe qui, à empêcher l'exploitation d'où qu'elle vienne, mais je suis disposé en même temps à reconnaître l'esprit de dévouement et de sacrifice à reconnaître aussi les états de service de ces 11 ou 12 mille personnes qui usent le meilleur de leur être, qui dépensent les plus belles années de leur existence pour préparer dans la modeste carrière de l'enseignement le coeur et l'intelligence des générations qui demain auront entre leurs mains l'avenir de la province, l'avenir de notre race. Parlant au point de vue de l'instruction primaire, je dis qu'il faut procéder prudemment pour opérer une réforme, le gouvernement ne peut pas agir seul, il faut que les contribuables, il faut que les pères de famille s'occupent plus activement de cette brûlante question qui les intéresse au suprême degré. Ils faut que les administrateurs et les administrés s'entendent pour extirper sans pitié le mal quand il existe, mais il faut garder ce qu'il y a de bon et travailler sans cesse à le rendre meilleur. Je connais assez l'esprit de nos populations pour pouvoir déclarer ici que quand les contribuables seront bien convaincus par les résultats obtenus, que chaque dollar dépensé pour l'instruction de nos enfants, est de l'argent bien placé et qui devra rapporter 100% à leurs familles et à leur province, ils feront, sans lésiner, les dépenses nécessaires pour toujours améliorer leurs écoles primaires. Quant à l'éducation supérieure, le gouvernement mérite toutes nos louanges pour la détermination qu'il a prise de doter cette province d'une école technique pour les hautes études commerciales et industrielles. Plus on réfléchit à l'immensité de notre territoire, à nos ressources fabuleuses, aux avantages incalculables dont la nature nous a dotés, à la position stratégique que nous occupons au point de vue commercial, plus on songe surtout aux possibilités stupéfiantes de l'industrie développant et mettant à profit les sources de richesses qui sont inexploitées en notre pays, plus on comprend toute la nécessité de perfectionner sans jamais s'arrêter, tout notre système d'instruction publique, pour que nos enfants soient en état, au sortir de nos écoles, de faire leur part de travail et d'assurer à l'infini le bien-être moral et intellectuel de nos populations.

En terminant, M. l'Orateur, je suis prêt à reconnaître, sans flagornerie, l'oeuvre accomplie par ceux qui ont travaillé jusqu'ici à instruire nos populations, mais j'aurai le courage de leur dire qu'il est de notre devoir à tous d'étudier les idées nouvelles, de les adopter avec les modifications qui nous conviennent, de faire enfin tout ce qui est humainement en notre pouvoir, afin que dans

la lutte pour l'existence, notre peuple soit capable d'accomplir ses destinées et de marcher dans la voie du progrès, sous l'oeil de Dieu, et à l'ombre de la liberté.

Et toi, fille du ciel! Protectrice de notre race! Liberté, Liberté chérie! Toi qui remplaças la mère qui nous avait abandonnés et qui berças de tes chants tristes et doux notre enfance endeuillée par les larmes et la persécution! Toi qui fus toujours notre sauvegarde, aux heures sombres de notre histoire où la désespérance faisait ployer les hommes forts appelés à nous guider! Toi qui nous as conduits comme par la main à travers les écueils sans nombre sur lesquels nous aurions dû cent fois sombrer! Ah! je t'en conjure, ne nous abandonne pas dans les circonstances présentes! Inspire à cette assistance des sentiments dignes de toi! Fais que la législation qui sortira de cette enceinte porte ton empreinte et qu'elle soit marquée du sceau de la sagesse! Que nos populations reconnaissent ton empire en suivant avec amour les lois que tu auras toi-même inspirées! Que la seule législature française en Amérique soit digne de son passé, soit fidèle à ses traditions! Que la vieille province de Québec prenne la première place dans la Confédération! Que, du sol de la patrie, sillonné autrefois par nos trappeurs, nos découvreurs et nos missionnaires, que de cette terre arrosée si souvent du sang de nos martyrs sortent les richesses sans nombre qui y sont encore enfouies! Que toutes les classes de la société, que les différentes races, que les différentes religions se moulent comme en un tout compact, qu'elles s'entendent, qu'elles développent notre patrimoine pour agrandir sans cesse notre sphère d'influence! Que parmi nos nationaux, l'esprit de division disparaisse, que les factions s'unissent, que nos populations s'assimilent le génie de la fière Albion dont le drapeau protège notre langue, nos lois et nos traditions, ce qui nous permettra de remettre intact à nos successeurs l'héritage qui nous a été légué par nos devanciers! Que tous enfin nous travaillions pour perpétuer sur ce continent le génie de la France et que nous pussions dans le sol des racines tellement profondes que jamais le vent de la persécution ne puisse réussir à nous faire disparaître comme entité nationale!

M. F. W. Vilas (Brome): M. l'Orateur, j'apprécie l'honneur qui nous a été fait à mes électeurs et à moi, en me permettant de seconder la motion qui propose l'adoption du discours du trône. J'estime cependant n'y avoir d'autre qualité que celle de nouvel élu à cette législature, à qui la tradition veut que cet honneur échoit.

J'en profiterai d'abord pour féliciter mon collègue, l'honorable député de L'Assomption, qui vient de proposer l'adoption du discours du trône d'une manière parfaite.

Mon intention n'est pas de retenir longtemps l'attention de cette Chambre et je ne ferai qu'énumérer brièvement les suggestions qui me paraissent les plus importantes du discours du trône.

Quoique de nombreuses questions doivent occuper cette Chambre pendant la session qui commence, il n'en est pas, selon moi, de plus importantes et de plus dignes de notre étude que la question de l'instruction publique.

Il fait bon de constater que cette question est aujourd'hui discutée par toute la province. Le premier ministre a compris toute l'importance de ce problème et je crois que son grand désir de le résoudre est une des raisons qui l'ont incité à demander le rajustement du subside provincial.

À ce sujet, qu'il me soit permis de le féliciter cordialement sur l'heureuse issue de sa campagne et soyons fiers de voir à la tête de notre gouvernement provincial l'homme qui a eu assez de caractère et d'habileté pour conduire cette affaire à bonne fin, en dépit des prédictions pessimistes et des difficultés de toutes sortes.

Nous, de cette province, pouvons être préjugés en sa faveur, mais le fait que son représentant a été choisi comme président de la convention d'Ottawa démontre que les premiers ministres des provinces sœurs reconnaissent aussi ses ressources.

Le succès remporté à Ottawa en obtenant une augmentation de subsides,... (lacune dans le texte) ... financière qui l'aidera à promouvoir d'une façon pratique la cause de l'éducation, et heureusement, nous avons un gouvernement sympathique à un tel mouvement.

Si nous avions plus d'hommes comme sir William Macdonald, la situation serait simplifiée. Il nous a donné une belle leçon de la consolidation des écoles, et j'ai confiance que le système sera continué. À Sainte-Anne-de-Bellevue, sa munificence est tellement grande qu'une personne ordinaire peut difficilement s'en faire une juste idée, et elle produira le plus grand bien à la province toute entière.

Une campagne en faveur de l'éducation fut inaugurée durant l'année dernière dans les Cantons de l'Est, quand des discours furent prononcés par des hommes remarquables, en faveur de l'instruction élémentaire.

On attend beaucoup de bien de cet effort dans le but de faire augmenter les salaires des instituteurs, ce qui veut dire de meilleurs professeurs et des écoles améliorées. C'est un fait bien connu qu'un grand nombre d'instituteurs des écoles rurales ne reçoivent pas un salaire aussi élevé que nos servantes.

Cet état de choses n'encourage pas à faire des dépenses et des sacrifices pour s'instruire.

En considérant cette grande question, je

suis content de voir que le gouvernement s'intéresse à l'enseignement technique. Il y a une grande demande d'aide au gouvernement à ce sujet. On sait bien que les manufacturiers canadiens sont obligés de se procurer ailleurs une grande partie de leurs plus habiles ouvriers. En qualité de manufacturier, je sais que c'est bien le cas.

C'est un fait bien connu que les manufacturiers du Canada sont obligés aujourd'hui de choisir à l'étranger leurs ouvriers les plus compétents. Comme manufacturier, je sais cela.

Cet état de choses ne devrait pas exister et est un discrédit pour le Canada. Nous avons certainement le matériel, et ce sont les facilités éducationnelles dont nous avons besoin. Je suis fortement convaincu de cela et je suis certain que s'ils méditent seulement un peu sur le sujet, tous ceux qui m'écoutent le seront aussi.

Le fait de favoriser les jeunes gens pauvres aussi bien que ceux qui ont de la fortune en leur donnant les avantages d'une éducation technique serait un bénéfice incalculable non seulement pour eux mais pour la province.

On estime que, depuis 1900, trente mille personnes au Canada ont payé à une institution de cours par correspondance, de Pennsylvanie, une somme de plus d'un demi-million de piastres.

Cet argent a été envoyé à l'étranger pour se procurer une instruction qu'on ne pouvait recevoir au pays. Est-ce parce que nous sommes trop pauvres? Non, mais c'est parce que nous sommes indifférents. Un grand nombre de nos jeunes Canadiens s'en vont chaque année pour suivre les cours des écoles techniques et des collèges des États-Unis, mais le mal est qu'ils ne reviennent pas.

On accorde beaucoup d'attention au progrès des écoles techniques aux États-Unis, et le résultat est que le système d'apprentissage disparaît rapidement.

Le Conseil des arts et manufactures, dont j'ai l'honneur de faire partie, s'occupe activement de cette question, les membres résidents, dévouant une bonne partie de leur temps et de leur énergie pour le bénéfice des écoles sous leur surveillance, et ce sans autre récompense que la satisfaction de voir les progrès accomplis par leurs élèves.

Je tiens à déclarer ici qu'on ne saurait donner un trop grand crédit à cet égard au président de notre Conseil qui s'y est consacré sans relâche, donnant sans compter non seulement son temps, mais aussi son appui financier.

Malheureusement, le champ de l'oeuvre assignée à notre Conseil des arts et manufactures est limité, en raison même de l'exiguïté des ressources dont il dispose. Nous comptons toutefois sur le gouvernement pour nous venir en aide généreusement

comme le méritent les résultats déjà obtenus.

Il peut être intéressant de noter que notre conseil a des écoles aux divers endroits suivants: Montréal, Québec, Lévis, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Trois-Rivières et Valleyfield. Le nombre des oeuvres figurant au rôle l'année dernière s'est élevé à 2221, divisés en 42 classes. Ces chiffres donnent une idée de l'oeuvre accomplie.

Il serait nécessaire d'établir des écoles dans maints autres endroits avec profit, mais nos ressources nous rendent la chose impossible.

Je tiens à dire quelques mots d'une autre branche de l'éducation dont le gouvernement s'est déjà occupé et avec les meilleurs résultats: je veux parler des écoles modèles de fromagerie et de laiterie.

L'école spéciale de Saint-Hyacinthe donne d'excellents résultats et il lui faut attribuer en grande partie la haute réputation obtenue par nos beurres et notre fromage sur le marché anglais. Il y a peu d'années encore, les produits laitiers de la province de Québec étaient considérés avec défaveur. C'est là une leçon pratique et j'ai confiance qu'elle nous décidera à poursuivre cette oeuvre excellente.

L'immigration au Canada s'est accrue de la façon la plus satisfaisante, et tous les Canadiens doivent s'en réjouir à juste titre, mais pourquoi ne garderions-nous pas chez nous un plus grand nombre des milliers de colons qui passent à travers notre province et se dirigent dans les provinces situées à l'ouest de la nôtre? La raison qu'on en puisse donner est que ces colons ne connaissent pas tout ce que nous avons à leur offrir, sans quoi nous ne manquerions pas d'en garder chez nous une proportion de beaucoup plus élevée qu'à l'heure actuelle. J'estime que des efforts plus énergiques devraient être faits dans cette direction pour donner plus de publicité aux avantages qu'offre notre magnifique province.

En réalité, nous-mêmes, ou du moins la plus grande partie d'entre nous, ne nous faisons qu'une bien faible idée de l'immensité et de la richesse naturelle de la partie nord de notre province. Ceux qui ont visité ces territoires comparativement peu connus nous racontent qu'ils offrent en abondance le bois et les minéraux. Le grand transcontinental, le chemin de fer du Grand-Tronc-Pacifique, fera bientôt circuler ses trains au travers d'une longue étendue de ces territoires, ouvrant le chemin aux colons et ce sera alors notre devoir de veiller à nous procurer ces colons.

L'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable W. A. Weir) a déclaré dans un discours public à Montréal récemment, discours traitant de l'avenir de notre province, que seulement 30% de nos terres étaient en culture et que nous possé-

dions le cinquième de la force motrice des pouvoirs d'eau du Nord de l'Amérique.

Ces faits, j'en suis certain, sont généralement inconnus et causeront une grande surprise à nombre de ceux qui les entendirent énoncer; si nous les faisons connaître par la réclame, ils devraient contribuer à nous attirer une forte immigration.

Je désire appuyer sur un autre sujet de vitale importance, lui aussi, pour cette province: "Les bons chemins".

Nous avons dans le district de Bedford une "Association des bons chemins", la seule, je pense, qui existe dans toute la province et qui fait un travail excellent. Une réunion de cette Association a eu lieu dernièrement à Farnham, à laquelle le gouvernement était représenté par le ministre des Travaux publics et le ministre de l'Agriculture (l'honorable L.-J. Allard), et je ne crois pas que ces messieurs me contredisent en disant que cette convention a été nombreuse et enthousiaste. L'honorable ministre de l'Agriculture, dans le discours qu'il y a prononcé, a promis d'attirer l'attention de ses collègues sur cette question, et de favoriser la nomination d'un inspecteur des grands chemins, dont la mission serait aussi de donner des conférences et des conseils pratiques sur la manière de construire des routes. Ce serait là une très populaire innovation dans toute la province et dont les résultats seraient très heureux.

Ontario, en 1901, a voté un million de dollars pour l'amélioration de ses chemins de campagne. On me dit que de cette somme trois cent mille dollars ont été dépensés, concurremment avec six cent mille dollars fournis par les municipalités, proportion dans laquelle ces dernières sont obligées de contribuer pour obtenir l'allocation du gouvernement.

Je sais que notre position financière est toute différente de celle d'Ontario, mais le mouvement peut être encouragé d'une manière différente, sans exclusion complète, je l'espère, de toute aide financière.

Si cette question de l'amélioration de nos grands chemins m'intéresse pas directement les députés des villes, elle s'impose à la considération de tous les députés des comtés ruraux qui ne sont pas sans savoir que les affaires de toutes sortes sont paralysées pendant des jours entiers, spécialement au printemps et à l'automne de chaque année, à cause de la condition impassable des chemins.

Je félicite le gouvernement des heureuses perspectives entrevues pour la province, et particulièrement de sa scrupuleuse administration de nos finances.

Nulle part, dans la province, un mot de critique se fait entendre. Tous les partis semblent d'accord pour convenir de la sagesse et de la prudence de l'administration actuelle et toutes les apparences sont que

Québec va bientôt prendre la position honorable que la nature l'a destinée à occuper.

C'est un plaisir pour moi, M. l'Orateur, de seconder cette motion.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Il est de tradition dans cette Chambre qu'un député se lève pour féliciter le proposeur et le seconder de l'adresse en réponse au discours du trône. Si elle n'existait pas, je suis heureux de le dire, il faudrait la créer aujourd'hui. La réputation d'éloquence du député de L'Assomption était déjà parvenue jusqu'ici. Les députés de cette Chambre ont pu constater que l'éloquence de notre nouveau collègue est belle et entraînante, celle du député de Brome fait connaître un industriel intelligent et progressif. Ces deux discours donnent de beaux aperçus. On a fait des compliments même à l'opposition, ce dont nous ne sommes nullement jaloux. On nous en a fait. Nous en sommes reconnaissants.

Il espère qu'ils accompliront leur travail dans un esprit d'amitié, sans faire de personnalités, et en discutant comme dans une grande famille et ce, dans l'intérêt de la province et du pays.

Nous commençons cette session avec un regret. Il a fallu, depuis la dernière réunion des députés de cette Chambre, payer notre tribut à la providence. La mort a enlevé à notre affection un de nos collègues, M. C. B. Carter, député de la division Saint-Antoine.

C'était un excellent citoyen, un patriote dévoué. À pareille époque l'an dernier, je traversais cette Chambre pour aller serrer la main à ce collègue, et lui dire - je le savais malade - qu'il devait prendre du repos. "Mon cher collègue, me répondit-il, je sais que je suis gravement atteint par la maladie. Je recevrais la mort avec un certain plaisir, si elle me prenait sous le harnais afin de démontrer à ceux qui viennent après nous qu'il faut être généreux pour son pays, qu'il faut aimer sa province et qu'il faut cultiver l'esprit public". Ce désir patriotique s'est réalisé. Revenant d'Europe, il a exhalé son dernier soupir en vue de la terre des siens.

Je profiterai de l'occasion, M. l'Orateur, pour souhaiter la cordiale bienvenue aux honorables nouveaux députés. Nous comptons sur leur loyal concours dans les travaux à faire au cours de cette session.

Mes collègues de cette Chambre, M. l'Orateur, ont dû remarquer que nos amis de la presse étaient disparus de notre "niveau". Ils se sont élevés. Bien pénétrés de l'importance de leur rôle, cette élévation ils la méritaient et c'est "d'en haut" désormais qu'on nous signalera à l'attention du public de cette province.

Je remercie cordialement la Chambre de la bienveillance avec laquelle elle a accueilli le discours du trône. Il ne me reste plus qu'à souhaiter qu'elle nous prête son concours loyal et sincère pour remplir le de-

voir envers la patrie.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) partage entièrement les sentiments du premier ministre à l'égard du regretté M. Carter. Il présente ses cordiales félicitations à messieurs les députés de L'Assomption et de Brome, et déclare qu'il ne se prononce pas pour le moment concernant le discours du trône, mais il croit que le premier ministre aurait dû donner plus de détails sur le réajustement du subside fédéral aux provinces. Il ne traitera pas de ce sujet tant que le premier ministre ne donnera pas de plus amples informations. Bien qu'il ne réponde pas aux auteurs de la motion d'adresse, il ne veut pas que le silence de l'opposition soit considéré comme une approbation de la politique ministérielle.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que les documents n'ont pas encore été déposés devant la Chambre, mais qu'ils ont en main le procès-verbal des réunions tenues entre les délégués provinciaux et les représentants du gouvernement du dominion. Ces documents seront déposés et toutes les explications seront données lorsque cette question sera étudiée en Chambre.

L'adresse est adoptée.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que demain cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande au trésorier quand il pourra faire son discours sur le budget.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il ne peut pas fixer précisément la date, mais que ce sera probablement à la fin de la semaine prochaine ou au commencement de la semaine suivante.

La proposition est adoptée.

Voies et moyens

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que demain cette Chambre se forme en comité pour considérer les voies et moyens de payer les subsides accordés à Sa Majesté.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport du commissaire de l'Agriculture

L'honorable A. Tessier (Rimouski) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre

de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du commissaire de l'Agriculture de la province de Québec, pour 1906. (Document de la session no 3)

**Rapport du ministre de la Colonisation,
des Mines et Pêcheries**

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries pour l'année finissant le 30 juin 1906. (Document de la session no 7)

**Élection des présidents
des comités permanents**

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) invite les membres des différents comités à se réunir pour élire leur président.

La séance est levée à 5 heures.

Séance du 17 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 10.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Champagne, la pétition de Toussaint Préfontaine, de Montréal;
 - par M. Côté, la pétition de l'honorable E.-B. Garneau et autres, de Québec;
 - par M. Décarie, les pétitions de Chs. Cushing et autres, de Montréal et de E. Muir et autres, de Montréal;
 - par M. Delâge, la pétition du révérend L.-A. Déziel et autres, de Beauport;
 - par M. Gauthier, la pétition de la Société des artisans canadiens-français, de Montréal;
 - par M. Girard, la pétition de "The Quebec and Saguenay Railway Company";
 - par M. Langlois, la pétition de John C. Heintz et autres, de Montréal;
 - par M. Pelletier, la pétition de la corporation de la cité de Sherbrooke;
 - par M. Stephens, les pétitions du synode du diocèse de Montréal et de dame Gertrude-Caroline Jack et autres, de Montréal;
 - par M. Taschereau, la pétition de Marie-Louise Lacombe et autres, de Notre-Dame des Neiges Ouest, Montréal.
- Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:
- d'Andrew Hamilton Gault et autres demandant une loi concernant la succession de feu Andrew Fred. Gault;
 - des commissaires d'écoles de la ville de Beauharnois demandant une loi ratifiant un acte d'échange;
 - de Raymond Belleau demandant une loi autorisant la Chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
 - de la cité de Sorel demandant une loi ratifiant certains règlements;
 - de l'honorable E.-B. Garneau et autres demandant une loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec et Lac Champlain;
 - des corporations des villages de Mégantic et d'Agnès demandant une loi les constituant en corporation de ville;
 - de la "North Shore Power Company" demandant une loi amendant sa charte;
 - de la "Montreal Street Railway Company" demandant une loi amendant sa charte;
 - de dame Marie-Louise Tourville et

autres demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville;

- d'Aaron Wolofski et autres demandant une loi constituant en corporation la "Congregation of Temple Salomon of Montreal";

- du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal demandant une loi amendant la loi 32 Vict., ch. 16, sec. 23;

- des syndics de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal demandant une loi concernant un acte de répartition et pour d'autres fins;

- du Crédit foncier franco-canadien demandant une loi amendant sa charte;

- de la ville de Notre-Dame-de-Grâces demandant une loi amendant sa charte;

- de la "Shawinigan Water à Power Company" demandant une loi amendant sa charte;

- d'Isidore Crépeau et autres demandant une loi constituant en corporation la "Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company";

- de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs demandant une loi déterminant ses pouvoirs d'emprunter et d'hypothéquer ses immeubles;

- de Robert Bickerdike et autres demandant une loi constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company";

- de la Compagnie équitable d'assurance mutuelle contre le feu demandant une loi lui conférant des pouvoirs additionnels;

- du très révérend évêque Carmichael et des marguilliers de la paroisse Saint-Thomas, de Montréal, demandant une loi ratifiant un acte de vente;

- de l'Académie de billards Marcotte demandant une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;

- de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte relativement à la construction de conduits souterrains;

- de James F. Strachan et autres demandant une loi autorisant les exécuteurs de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué;

- de l'honorable E.-B. Garneau et autres demandant une loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Chibougamau et baie James;

- de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte relativement à l'administration générale;

- d'Arthur Contant demandant une loi autorisant l'Association des architectes de la

province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- de Joseph Marion demandant une loi ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion;

- de la "Shawinigan Carbide Company" demandant une loi l'autorisant à émettre des débentures et pour d'autres fins;

- de la "Black Lake Chrome and Asbestos Company" demandant une loi ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume-Narcisse Ducharme et autres, à James N. Greenshields;

- de la corporation du village de Verdun demandant une loi la constituant en municipalité de ville;

- de la "Philipsburg Railway and Quarry Company" demandant une loi amendant sa charte;

- de dame Marcelline LaBranche et autres demandant une loi ratifiant un acte de vente par dame Marcelline LaBranche à la "Society of the Montreal General Hospital";

- de la cité de Québec demandant une loi amendant sa charte;

- du révérend A. Nunesvais et autres demandant une loi constituant en corporation "Les Frères de Saint-Vincent de Paul";

- de Frank McCrea et autres demandant une loi constituant en corporation la "Quebec Eastern Railway Company";

- de la "Lotbinière and Megantic Railway Company" demandant une loi amendant sa charte;

- de S. Dale Harris et autres demandant une loi constituant en corporation "The Lower St. Lawrence Power Company";

- de Joseph Audet et autres demandant une loi constituant en corporation "L'Institut des Frères de Notre-Dame des Champs";

- du lieutenant colonel John Carson et autres demandant une loi constituant en corporation la "Royal Highlanders of Canada Armoury Association";

- d'Elzéar Boivin et autres demandant une loi constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin, de Chicoutimi limitée;

- de la "Quebec and St. Maurice Industrial Company" demandant une loi amendant sa charte;

- de dame Hectorine Langevin et autres demandant une loi facilitant l'exécution du testament de feu Sir Hector Langevin;

- de J. H. Dillon demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Rapports de comités:

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité, après avoir choisi P.-J.-

L. Bissonnette (Montcalm) pour son président, a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan;

- des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec;

- de la ville de Saint-Louis;

- du Crédit municipal canadien;

- de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;

- du Club des ingénieurs de Montréal demandant respectivement des amendements à leur charte;

- de Jean-Ludger David et autres demandant une loi concernant la succession de feu Ferdinand David;

- de dame Anna Suzanne Walker et autres demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable J.-Octave Villeneuve;

- du "German Club Teutonia";

- de "The Canadian Nurses Association" demandant respectivement une loi les constituant en corporation.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. A. Girard (Rouville): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Blouin son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Gillies son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a choisi L.-A. Taschereau, écuyer pour son président et est d'avis de recommander à votre honorable Chambre que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer que pour un comité aussi important que celui des bills privés, qui comprend 56 membres, le quorum n'est pas fixé à un niveau assez élevé. C'est un comité qui prend chaque année une importance croissante. De plus, il y

a beaucoup de bills qui seront présentés au cours de cette session, et bon nombre d'entre eux sont d'une très grande importance et devront donc être étudiés en profondeur. Il est dangereux de laisser à un aussi petit nombre de députés le soin de décider de questions aussi importantes. Il attire l'attention du procureur général sur ce changement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Ce quorum de sept est celui de l'an dernier. Je n'ai aucune objection cependant qu'il soit augmenté. Il y aura lieu à discuter ce sujet à la prochaine réunion des membres de ce comité.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): À titre de président de ce comité, je me permettrai de faire observer que l'an dernier le quorum fut d'abord fixé à 10. Maintes fois il arrive que des députés sont appelés à d'autres comités, qu'il est difficile d'en réunir un nombre suffisant et en conséquence, c'est ce qui arriva l'an dernier. Lorsqu'on se mettait à l'étude de bills peu importants, les députés s'absentaient et il était difficile d'obtenir un quorum. On a dû réduire ce quorum à sept. Mais lorsque des mesures importantes étaient étudiées en comité, la plupart des membres se faisaient un devoir d'être présents. Le nombre restreint de membres exigé pour le quorum facilite la dépêche des affaires.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) croit qu'un pareil quorum peut occasionner des surprises. Cette année, des bills d'une importance capitale seront soumis à l'étude du comité des bills privés, et l'on devrait augmenter le quorum.

M. G. Langlois (Montréal no 3) partage les remarques du député de Laval qu'il croit opportunes.

Il croit que le nombre des membres du comité des bills privés est trop considérable. Il est bien connu qu'à la fin de chaque session les députés font partie de plusieurs comités et il arrive que lorsqu'un député siège dans l'un, on vient le chercher en toute hâte pour le faire voter dans un autre, et souvent il vote sans s'être renseigné sur la question discutée. Le quorum fixé à sept membres n'est pas proportionné au nombre des membres de ce comité qui comprend presque toute la députation. Il serait donc plutôt favorable à la diminution du nombre des membres du comité. Il faut faire disparaître tout ce qui a pu provoquer des commentaires défavorables dans le passé.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) ne voit pas d'objection à augmenter le quorum

ou à diminuer le personnel du comité, mais il croit que c'est au comité lui-même à en décider. La proposition faite d'en référer à la prochaine réunion du comité mardi prochain, devrait être adoptée. Pour l'instant, il préférerait voir adopter le rapport du comité.

Le rapport est adopté.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de législation et des lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Gouin son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité d'agriculture, d'immigration et de colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Morin son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Weir son président et recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Adopté.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Champagne son président et recommande que son quorum soit réduit à six membres.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité permanent pour assister l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque, en tant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité mixte des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque, et que ce comité est composé des honorables messieurs Chapais, de Boucherville, Girouard, Gosselin, Lanctôt, Mathieu, Rolland, de Varennes et Ward.

Introduction de bills:

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 33) concernant le club allemand "Teutonia".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Composition des
comités permanents**

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le nom de l'honorable M. Prévost soit ajouté à ceux des membres composant le comité de colonisation et d'immigration.

Adopté.

La séance est levée à 3 h 45.

Séance du 18 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Delâge, la pétition du Club de golf d'Ottawa;
- par M. Gillies, la pétition de la ville d'Iberville;
- par M. Morrisset, les pétitions de la compagnie de téléphone de Bellechasse et de Paul Hébert et autres, de Québec;
- par l'honorable M. Robitaille, la pétition de Albert H. Peters et autres, de Québec;
- par M. Tanguay (Lac-Saint-Jean), la pétition de la ville de Terrebonne.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de Toussaint Préfontaine et autres demandant une loi établissant les conditions de l'élargissement et de l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal;
- de l'honorable F.-B. Garneau et autres demandant une loi constituant en corporation la "Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans";
- de Chs Cushing et autres demandant une loi amendant la charte de la cité de Montréal;
- d'Ebenézer Muir et autres demandant une loi concernant la succession de feu Ebenézer Muir;
- du Rév. L. A. Déziel et autres demandant une loi constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Édouard, à Beauport;
- de la Société des artisans canadiens-français demandant une loi amendant sa charte;
- de la "Quebec and Saguenay Railway Company" demandant une loi amendant sa charte;
- de John C. Heintz et autres demandant une loi constituant en corporation "The Merchants' Light and Power Company";
- de la cité de Sherbrooke demandant une loi amendant et refondant sa charte;
- du synode du diocèse de Montréal demandant une loi ratifiant certains actes du synode du diocèse de Montréal;
- de dame Gertrude-Caroline Jack et autres demandant une loi concernant la succession de feu James Jack;
- de Marie-Louise Lacombe et autres demandant une loi concernant la succession

de feu dame Joseph Lacombe.

Rapports de comités:

M. A. Robitaille (Québec-Centre): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir:

- de l'Association des constructeurs de Québec;
- de la ville de Mégantic;
- des frères de Saint-Vincent-de-Paul;
- de la ville de Verdun;
- de "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association" demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- de Raymond Belleau demandant une loi autorisant la chambre des notaires à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- de "The Montreal Street Railway Company";
- de la compagnie "Equitable" d'assurance mutuelle contre le feu;
- de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs demandant respectivement des amendements à leur charte;
- d'Andrew Hamilton Gault et autres demandant une loi concernant la succession de feu Andrew Fred. Gault".

Introduction de bills:

M. A. Godbout (Beauce) demande la permission d'introduire un bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Ville de Mégantic

M. A. Godbout (Beauce) propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que le bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Introduction de bills:

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**"Royal Highlanders of Canada
Armoury Association"**

M. G. W. Stephens, fils (Montréal, no 4) propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que le bill (no 43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande que cette procédure qui est inhabituelle ne soit pas considérée comme un précédent.

Introduction de bills:

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chap. 137, et la loi 57 Vict., chap. 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Bergevin (Beauharnois) demande la permission d'introduire un bill (no 87) concernant la succession A.-F. Gault.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) demande la permission d'introduire un bill (no 42) constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) demande la permission d'introduire un bill (no 59) constituant en corporation Les frères de Saint-Vincent-de-Paul.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-C. Blouin (Lévis) demande la permission d'introduire un bill (no 66) autori-

sant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

**Commission pour les
municipalités rurales**

M. M. Perrault (Chambly): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de mettre à l'étude la question d'un amendement à la loi des licences ayant pour effet d'établir une commission pour les municipalités rurales d'après le principe de celles de certaines villes pour l'octroi des licences d'hôtel?

2. Dans l'affirmative, un projet de loi sera-t-il présenté au cours de la présente session?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Pas dans le moment.

2. Non.

**Taxe des corporations et
compagnies commerciales**

M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une loi au cours de la présente session pour changer les dispositions des articles 1143, 1144 et 1145 des statuts refondus et des lois qui les amendent, à l'effet de fixer la taxe à un taux uniforme pour toutes les corporations et compagnies commerciales, basé sur le montant du capital?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Non.

**Taxe des banques et
institutions financières**

M. M. Perrault (Chambly): Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une loi au cours de la présente session pour changer les dispositions des articles 1145 et suivants des statuts refondus et des lois qui les amendent, de manière à charger la même taxe sur le fonds de réserve des banques et autres institutions financières que sur le capital versé?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Non.

Demande de documents:

Employés des palais de justice

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. É. Blanchard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la liste des employés au palais de justice de Montréal et de ceux du palais de justice de Québec avec leurs salaires res-

pectifs et la nature de leur emploi.

Il fait remarquer qu'il n'a pas encore eu le temps de parcourir tous les comptes publics, mais il considère que sous la rubrique "Administration de la justice", on ne donne pas assez d'informations. Il croit que la liste des employés est incomplète et l'objet de sa motion est de compléter l'information.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) consent à la motion.

La proposition est adoptée.

**Association de bienfaisance
des pompiers de Montréal**

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Club Teutonia

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 33) concernant le club allemand "Teutonia" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Rapports du Conseil et
mandats spéciaux**

L'honorable A. Tessier (Rimouski) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, et préparés par l'auditeur de la province, tel que requis, pendant l'intervalle écoulé entre la session terminée le 9 mars 1906 et l'ouverture de la session suivante le 15 janvier 1907, lequel état est lu comme suit:

État des mandats spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 785 des statuts refondus de la province de Québec, pendant l'espace de temps écoulé entre la session terminée le 9 mars 1906 et l'ouverture de la session suivante, le 15 janvier 1907, et préparé par l'auditeur de la province, tel que requis.

Nos	Services	Rapport du conseil			Mandats spéciaux		
		Nos	Dates	Montants	Montants	Dépenses	Balances
				\$	\$	cts \$	cts \$
2	Charges sur le Revenu: Timbres, Licences, etc.: Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de défrayer certaines dépenses additionnelles encourues durant le reste de l'année courante, pour le service des timbres, licences, etc., le crédit voté pour ce service pour l'exercice courant étant insuffisant.	128	22 mars 1906	3 500.00	3 500.00	3 499.70	.30
3	Terres et Forêts: Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses à encourir durant le reste de l'année fiscale, par le département des Terres et Forêts, trois des crédits affectés à ce service se trouvant insuffisants: Dépenses générales \$52 000.00 Arpentages 2 000.00 Dépenses contingentes 4 000.00						
4	Gouvernement civil: Dépenses contingentes: Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses contingentes des services ci-dessous, les crédits affectés à ces services pour l'exercice courant se trouvant insuffisants:	226	27 avril 1906	58 000.00	58 000.00	58 000.00	

<p>5</p> <p>Bureau du lieutenant-gouverneur \$ 1 000.00 Département du procureur général 1 500.00 Département du secrétaire provincial 1 000.00</p>	<p>267</p> <p>12 mai 1906 amendement O.C. No 228 du 26 avril 1906</p>	<p>3 500.00</p>	<p>3 500.00</p>	<p>3 452.57</p>	<p>47.43</p>
<p>Colonisation, Mines et Pêcheries: Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les comptes dus par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour les services des Pêcheries et des comptes courants, les crédits affectés à ces services pour l'année courante ayant été insuffisants: Pêcheries, etc. \$ 4 619.00 Comptes courants 3 850.00</p>	<p>284</p> <p>12 mai 1906</p>	<p>8 469.00</p>	<p>8 469.00</p>	<p>8 451.50</p>	<p>17.50</p>
<p>6</p> <p>Administration de la justice, etc.: revenu: Montant requis d'urgence afin de permettre au trésorier de payer pour le reste de l'année courante, les dépenses se rapportant aux services de la police et des registrateurs, les crédits de ces services pour l'année étant insuffisants.</p>	<p>287</p> <p>19 mai 1906</p>	<p>9 000.00</p>	<p>9 000.00</p>	<p>8 718.62</p>	<p>281.38</p>
<p>7</p> <p>Administration de la justice, etc.: Police Charges sur le revenu: Registrateurs; salaires et dépenses contingentes \$3 000.00 Charges sur le revenu: Dépenses re licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., 63 Vict., Chap. 12: Montant requis pour permettre au trésorier de payer le reste de l'année les dépenses urgentes pour le service de la perception des</p>	<p>287</p>	<p>6 000.00</p>	<p>6 000.00</p>	<p>6 000.00</p>	<p>6 000.00</p>

9	<p>licences, des droits sur les successions et des taxes sur les corporations commerciales, etc., le crédit pour ce service ayant été insuffisant</p> <p>Dettes publiques:</p> <p>Frais d'administration:</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer la commission de 1/8 de 1% réclamée par la Banque de Montréal, Londres sur 1 195 300 livres sterling, capital des emprunts de 1874 et de 1876, payés par ladite banque à l'échéance, la somme de ladite commission s'élevant à 1 494 livres sterling, 2s 6d, équivalant à \$ 7 271.40, le budget de l'année courante ne contenant pas de crédit à cette fin</p> <p>Administration de la justice:</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses relatives à l'administration de la justice, et qui n'ont pas été payées à cause de l'insuffisance des crédits affectés à ce service pour l'année finissant le 30 juin 1906</p>	356	14 juin 1906	3 659.00	3 659.00	3 365.23	293.77
10	<p>Administration de la justice:</p> <p>Montant supplémentaire requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses relatives à l'administration de la justice, qui n'ont pas été payées, à cause de l'insuffisance des crédits affectés à ce service pour l'année finissant le 30 juin 1906</p>	420	30 juin 1906	40 000.00	40 000.00	40 000.00	
11	<p>Asiles d'aliénés:</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer les dépenses ayant trait au service des asiles d'aliénés, le crédit affecté à ce service, pour l'année finissant le 30 juin 1906, ayant été insuffisant</p>	443a	30 juin 1906	25 000.00	25 000.00	24 908.52	91.48
12	<p>Travaux publics:</p> <p>Montant requis d'urgence pour permettre au trésorier de payer certaines dépenses se rapportant aux travaux publics, les crédits affectés</p>	444a	30 juin 1906	33 000.00	33 000.00	31 239.49	1 760.51

t��s �� trois de ces services, pour l'année fi- nissant le 30 juin 1906, ayant été insuffi- sants:

Département du Trésor, Bureau de l'auditeur

Québec, 18 janvier 1907.

A.-H. Verret, auditeur de la Province.

La séance est levée à 3 h 40.

Séance du 21 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Décarie, les pétitions de l'hôpital Alexandra; du "Dominion Park Company", de Montréal; de "The Western Hospital", de Montréal; de Francis H. W. Bovey, de Montréal;

- par M. Dion, la pétition de la corporation de la ville de Fraserville;

- par M. Marchildon, les pétitions de W. G. Tait et autres, de Pictou, N. S. et d'ailleurs; de Louis-A. Racine et autres, de Montréal;

- par M. Neault, la pétition de "The Shawinigan Lake's Power and Electric Company";

- par M. Tourigny, la pétition d'Ovide Brouillard et autres, de Drummondville et d'ailleurs.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de l'"Ottawa Gulf Club" demandant une loi confirmant sa charte et augmentant ses pouvoirs;

- de la ville d'Iberville demandant une loi refondant sa charte;

- de la compagnie de téléphone de Bellechasse demandant une loi amendant sa charte;

- de Paul Hébert et autres demandant une loi constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company";

- d'Albert H. Peters et autres demandant une loi définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters;

- de la ville de Terrebonne demandant une loi refondant et remplaçant sa charte.

Introduction de bills:

M. É. Blanchard (Verchères) demande la permission d'introduire un bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) demande la permission d'introduire un bill (no 152) ratifiant certains actes de transport des

biens de successions.

Il déclare que le but de la loi est de rendre valides certains actes de transport faits avant le paiement de taxes, du moment que celles-ci sont payées et qu'il n'y ait pas de nouveaux droits acquis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 150) amendant la loi 4 Éd. VII, ch. 27.

Il veut que l'on étende jusqu'à 1907 le délai qui permet aux aspirants à la licence en médecine d'obtenir ailleurs que devant le bureau des examinateurs leur deuxième inscription nécessaire pour être candidat à ce degré. Cette loi permettrait ainsi aux étudiants en médecine qui n'avaient pas les deux inscriptions au baccalauréat des collèges classiques au 1er novembre 1903 de pouvoir obtenir la deuxième inscription devant un collège classique au lieu d'aller devant le collège des médecins tel qu'exigé par la loi Taschereau de 1904.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. Raymond Belleau

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 66) autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Soeurs de Sainte-Croix
et des Sept-Douleurs**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Association des constructeurs
de Québec**

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 42) constituant en corporation l'Association des

constructeurs de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Montreal Street Railway Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et des compagnies minières et manufacturières.

Interpellations;

Adjudicataires des lots du terrain de la Compagnie d'exposition de Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Quels ont été les adjudicataires ou acquéreurs de chacun des lots de terre faisant autrefois partie du terrain de la Compagnie d'exposition de Montréal, dans la ville de Saint-Louis, et vendus par le gouvernement du premier d'avril au trente juin 1906?

2. Quelle est l'étendue en superficie de ces lots?

3. Quel a été le prix de vente au pied carré?

4. La vente s'en est-elle faite par encan public ou par vente privée?

5. Quel est le nom des personnes ou agents qui ont vendu pour le gouvernement?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Monsieur Jean-P. Décarie, médecin, de la cité de Montréal.

2. 249,331 pieds carrés.

3. 13 11/3 (sic) centins.

4. Vente faite au plus haut soumissionnaire, après soumissions demandées par la voie des journaux et envoi de circulaires aux principaux courtiers d'immeubles de Montréal.

5. Vente faite par le gouvernement représenté par le ministre de l'Agriculture.

Demande de documents:

Vente de lots appartenant à la Compagnie d'exposition de Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des arrêtés du conseil, correspondance, soumissions et documents se rapportant à la vente de 92 lots de terrain situés dans la ville Saint-Louis, appartenant autrefois à la Compagnie d'exposition de Montréal, telle

qu'annoncée par le gouvernement dans la Gazette officielle du 28 avril.

Adopté.

Recettes et dépenses de la province

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant cette Chambre un état détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec depuis le 1er juillet 1906 jusqu'à date.

Il ajoute que c'est d'ailleurs ce qui se demande à chaque session.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): On avait déjà commencé à préparer cet état lorsqu'il fut demandé. Il est terminé, mais vu que les principaux officiers du département du Trésor sont de langue anglaise, l'état n'est pas encore traduit en français mais le sera sous peu.

La demande est adoptée.

Augmentation du subside fédéral aux provinces

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose qu'il soit mis devant la Chambre les documents se rapportant à l'augmentation du subside fédéral aux provinces depuis le 1er juillet 1905 jusqu'à aujourd'hui.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) suggère que cette demande soit laissée en suspens pour quelques jours, car alors il pourra donner des explications complètes à la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) accepte cette suggestion. Je comprends, dit-il, que le premier ministre veut parler et qu'il n'est pas prêt.

La proposition est laissée en suspens.

La séance est levée à 4 heures.

Séance du 22 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Dépôt et lecture de pétitions

Les pétitions suivants sont séparément présentées et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Chauret, la pétition de la ville de Notre-Dame-des-Neiges;
- par M. Cherrier, la pétition de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada;
- par M. Décarie, la pétition de Ucal-H. Dandurand et autres, de Montréal;
- par M. Dupuis, la pétition d'Edmond Lussier et autres, du village de Bordeaux;
- par M. Gendron, la pétition d'Alphonse Taillefer et autres, de Montebello et d'ailleurs;
- par M. Lacombe, les pétitions de Georges A. Kieffer et autres et de Joseph Lamoureux et autres, de Montréal;
- par M. Marchildon, la pétition de J.-F. Desmarais et autres, de Montréal et d'ailleurs.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de l'"Alexandra Hospital" demandant une loi amendant sa charte;
- de Francis H. W. Bovey demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;
- de "The Western Hospital of Montreal" demandant une loi amendant sa charte;
- de la "Dominion Park Company" demandant une loi amendant sa charte;
- de la ville de Fraserville demandant une loi amendant sa charte;
- d'Alphonse Racine et autres demandant une loi constituant en corporation l'Aquarium;
- de William G. Tait et autres demandant une loi confirmant et ratifiant les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres à William G. Tait et autres;
- de la "Shawinigan Lake's Power & Electric Company" demandant des pouvoirs additionnels;
- d'Ovide Brouillard et autres demandant une loi constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company".

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des

ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas, savoir:

- du village de Notre-Dame-des-Neiges Ouest;
- de "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company";
- d'Elzéar Boivin et autres;
- de la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans;
- des syndics de l'école Saint-Édouard, à Beauport, demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- du Crédit foncier franco-canadien;
- du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal;
- de la corporation de la cité de Québec;
- de la "Shawinigan Carbide Company";
- de la "Shawinigan Water and Power Company";
- de la Société des artisans canadiens français;
- de la cité de Sherbrooke et de la ville d'Iberville demandant respectivement des amendements à leur charte;
- de Toussaint Préfontaine demandant une loi concernant la rue Gain dans la cité de Montréal;
- des syndics de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma demandant une loi les autorisant à construire une église et pour d'autres fins;
- de dame Mathilda-D. Lafrenière et autres demandant une loi concernant la succession de feu John Pratt;
- de dame Marie-Louise Tourville demandant une loi concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville;
- de dame Marcelline Labranche et autres demandant une loi ratifiant un acte de vente par dame Marcelline Labranche à la "Society of the Montreal General Hospital";
- de dame Hectorine Langevin et al demandant une loi concernant la succession de feu Sir Hector Langevin;
- de dame Gertrude Caroline Jack et al demandant une loi concernant la succession de feu James Jack;
- de dame Marie-Louise Lacombe et autres demandant une loi concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe.

M. P. Pelletier (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 33)

concernant le Club allemand Teutonia et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association" auquel il a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

**Article du journal Le Canadien
concernant le ministre de
la Colonisation**

L'honorable J.-B.-B. Prévost Terrebonne): Avant que la Chambre ne passe à l'ordre du jour, je voudrais soulever une question de privilège. Samedi passé, Le Canadien a publié un article dirigé contre moi. On m'a attaqué autant comme ministre de la couronne que comme député de cette assemblée. Dans cet article, on demande au premier ministre, au nom de la province, de me chasser du gouvernement et de m'expulser de la Chambre.

Il lit l'article: "Le cas de M. Prévost". "La lettre de M. l'abbé Arts, de Belgique, publiée dans la Patrie de samedi dernier, et que nous reproduisons dans une autre page de notre journal, nous attriste profondément.

"Elle démontre jusqu'à quel point M. Jean Prévost a poussé le cynisme et compromis la réputation de notre province.

"Nous savions M. Jean Prévost extraordinairement vantard, prétentieux; nous le connaissions comme l'un des plus grands "bluffers" de notre monde politique, mais nous n'aurions jamais pu croire ce petit homme assez audacieux pour aller en Belgique, en sa qualité officielle de ministre de la province de Québec, dire et faire des choses si absurdes, si invraisemblables et si compromettantes qu'elles soulèvent aujourd'hui les protestations les plus éclatantes dans les cercles où il avait réussi à se faire recevoir avec beaucoup d'honneur.

"M. Jean Prévost avait pompeusement fait annoncer son voyage en Belgique. Le monde officiel de Belgique l'accueillit à bras ouvert, avec éclat, avec dignité. Il croyait M. Prévost homme sérieux et le reçut comme le digne représentant de la célèbre province française du Canada. M. Prévost abusa de la générosité et de la bonne foi de nos amis de Belgique. Son cynisme ne connaît plus de bornes.

"Il a fait des promesses et des promesses. Il s'est représenté "comme ministre de l'État de Québec", en tournée officielle pour recruter des colons. Il présenta aussi un simple marchand de Québec, M. Félix Turcotte, comme "intendant" de son ministère.

"Il a fait en Belgique, ce que l'on pourrait faire devant des imbéciles, des naïfs, des enfants pour s'amuser.

"Et c'est comme représentant officiel de notre province qu'il s'est conduit de la

sorte. Nous nous en attristons autant que nous en sommes fâchés, car notre province souffre et va souffrir énormément des actes odieux de M. Prévost.

"Au nom de la province de Québec, nous demandons au premier ministre M. Gouin, la déchéance de M. Prévost comme ministre. Plus que cela, nous demandons à la députation de l'expulser de la Chambre.

"Et nous espérons que l'électorat de Terrebonne comprendra à son tour quel est son devoir."

Avant de nier ces faits, je dois annoncer à mes collègues de cette Chambre que je demanderai raison de ces odieuses calomnies devant les tribunaux de mon pays.

Et maintenant, M. l'Orateur, ce journal demande mon expulsion du ministère, mon expulsion de cette Chambre. Ce journal qui réclame ainsi ma déchéance est un organe conservateur de fondation récente, mais dirigé par un homme qui a été condamné quatre fois par les tribunaux du district de Terrebonne. Dans cet article à titres si flamboyants et si sensationnels, tout est basé sur une lettre de l'abbé Arts. Eh bien, M. l'Orateur, je déclare de mon siège, comme ministre et comme député, sur le parquet de cette Chambre, à qui je dois d'ailleurs ces déclarations, que je nie sans aucune restriction les accusations portées contre moi dans cette lettre. Cela en étonnera plusieurs sans doute. Quant à moi, M. l'Orateur, au point de vue de la calomnie, je suis enclin à ne plus être étonné de rien. Depuis plusieurs mois, une certaine presse s'est acharnée contre moi. Elle m'a attaqué dans ma vie publique, ce à quoi d'ailleurs dans la carrière politique on est exposé, mais aussi on m'a attaqué sournoisement et brutalement dans ma vie privée et jusque dans mes affections les plus chères. À tout événement, M. l'Orateur, je réclame le privilège de rendre compte de mon voyage en Belgique, autour duquel pivotent de multiples accusations.

Le Canadien se base sur une lettre de l'abbé Arts parue dans Le Nationaliste pour livrer cette attaque contre moi. Il déclare que lorsque j'ai été en Belgique, le printemps passé, je me suis conduit de telle façon que j'ai terni l'image de la province de Québec aux yeux de ce pays tout entier, que j'ai gaspillé les deniers publics et que j'ai fait des promesses concernant des emplois que je n'ai pas tenues. Je vous signale que si je n'ai pas répondu plus tôt aux attaques lancées par ces journaux, c'est parce que je considère que le parquet de la Chambre est le lieu idéal pour discuter de ce genre de choses, car je sais que mes collègues m'accorderont le "fairplay" britannique. On demande que l'honorable premier ministre me retire sa confiance et que même je sois expulsé de cette Chambre. Je me crois justifiable de protester, preuves en mains, contre cette infamie.

Depuis trois mois, on a fait contre moi des attaques les plus noires. J'ai dû faire arrêter le chef de la campagne. Toutes les attaques faites contre moi s'appuient sur une lettre d'un certain abbé Arts qui prétend relater mon voyage en Belgique. Je ne m'oppose pas à ce que l'on sache ce que j'ai fait au cours de mon voyage en Belgique. Je l'ai fait au grand jour. Je partis le 27 mars, je suis arrivé à Paris le 4 avril, à Bruxelles, le 6.

Les journaux d'alors ont donné les raisons de ce voyage. J'allais en Belgique pour faire connaître notre province et en particulier nos ressources naturelles, de signaler nos champs miniers à l'attention des capitalistes. J'ai voyagé en compagnie de plusieurs Canadiens, de l'honorable M. F.-X. Mathieu, conseiller législatif, de M. Félix Turcotte, marchand de Québec, de M. Paul Galibert, industriel de Montréal, et de M. Donovan, mon secrétaire, ainsi que de MM. Van Bruyssel et du baron de l'Épine.

Je fus l'objet d'une grande cordialité, de la plus grande cordialité dont on puisse jouir des bénéfices.

À Bruxelles, où j'ai passé une dizaine de jours, nous avons été reçus avec une cordialité extrême par les membres du gouvernement belge. À Bruxelles, j'ai été reçu officiellement par le ministre des Affaires étrangères, et j'ai aussi été reçu par l'ancien premier ministre, M. Naerts. J'ai aussi donné des conférences à Anvers, Liège et Bruxelles.

Partout j'ai prêché mais avec la discrétion et la mesure qui convenaient, en faveur de l'émigration belge et du placement des capitaux belges au Canada.

Nous voyons déjà les fruits de cette campagne. Son voyage a été une marche triomphale. Il a été remarqué et commenté par les journaux les plus importants de la Belgique et du Canada. Sa visite a été un succès incontestable. Ce n'était pas son premier voyage en Europe, mais bien son sixième.

Il ne pouvait être question de faire de la propagande colonisatrice: c'eût été, de sa part, un manque de tact et de délicatesse. Il a préféré mettre en relief les avantages qu'offre notre province à ceux des agriculteurs belges qui désiraient s'expatrier.

J'ai dit à ces agriculteurs belges de venir dans nos petits nord-ouest de la province de Québec, mais de ne pas venir en Canada à moins qu'ils ne soient prêts à travailler sur nos fermes pendant six à huit mois, à moins qu'il n'aient déjà un petit pécule et qu'ainsi avec les épargnes provenant du travail sur nos fermes, ils puissent acheter une terre déjà ouverte et exploiter l'industrie maraîchère à laquelle ils sont aptes.

Votre expérience et votre exemple, leur dis-je, seront d'un grand profit à nos cultiva-

teurs, ces enfants du sol à qui naturellement appartiennent, puisqu'ils en ont le glorieux courage, les difficiles défrichements.

Et maintenant, M. l'Orateur, on n'a qu'à s'en rapporter aux journaux de l'époque, tant en Belgique qu'au Canada, pour démontrer que mon séjour, au point de vue de la chère province dont j'étais un représentant, a été triomphal. J'y ai rencontré les hommes les plus remarquables dans la finance belge, à qui j'ai fait part des avantages qu'il y avait pour eux de placer des capitaux au Canada de préférence même au Congo. Mes relations avec eux ont été des plus cordiales et des plus sérieuses. Dans toute cette affaire, les Belges n'avaient aucun intérêt. Seulement quelques individus de Lubeck, n'ayant pas été satisfaits financièrement, ont fait toutes sortes d'accusations contre moi. À Anvers, j'ai été reçu par le maire de la commune. L'hôtel de ville était illuminé. C'est là que j'ai rencontré le baron de l'Épine qui me fit connaître l'abbé Arts.

Celui-ci n'est pas un curé, mais un prêtre vivant à Lubeck avec deux tantes et une cousine, à la mode de Bretagne. Ce dernier m'invita à me rendre à Lubeck, petit bourg de Belgique.

Je remis ce voyage à la semaine suivante. En passant, je dirai que j'avais bien nommé officier de mon département M. Turcotte, que M. Arts n'a jamais vu. À la demande de M. l'abbé Arts je me rendis à Lubeck en automobile.

Il déclare que M. Arts l'a accusé, lui le ministre de la Colonisation, d'avoir dépensé \$50 pour aller en automobile à Lubeck, alors qu'il aurait pu y aller aussi facilement dans un wagon-salon pour \$2. Il dit avoir pris l'automobile à la suggestion de M. Arts lui-même. Il a payé \$22 du coût de sa poche. Ce n'était pas mon premier voyage en Belgique et je ne suis pas de ceux qui attendent d'être ministre pour voir du nouveau. Lubeck n'est qu'un village de dix habitations. Il y a rencontré un certain nombre de paysans réunis par l'abbé Arts et qui désiraient venir s'établir dans la province de Québec. Ces braves gens étaient au nombre d'une cinquantaine. Il les a prévenus que dans la province de Québec comme ailleurs, tout n'était pas rôti et les a engagés à venir s'établir comme valets de ferme. En effet, quarante-quatre sur ces cinquante sont venus. Ils se sont établis au Témiscamingue, au Nominigou, chez de grands maraîchers des environs de Montréal. Et les rapports reçus au département et ailleurs sur ces colons disent que c'est une bénédiction que d'avoir ces colons. Ce sont de braves Flamands qui sont venus avec un peu d'argent et tout va très bien. Ils sont tous contents de leur sort. Ils sont si bien satisfaits de leur nouvelle carrière qu'ils feront bientôt venir leurs familles.

Le soir, on m'offrit un dîner. Il n'y

avait là ni sénateurs, ni députés. Ainsi, avant que je n'arrive en Belgique, M. Asselin, le rédacteur en chef du journal Le Nationaliste, qui ne m'a jamais pardonné de lui avoir fait perdre son dépôt lorsqu'il s'est présenté contre moi dans mon comté, a fait publier des articles visant à me diminuer aux yeux des Belges et à faire avorter ma visite.

Lorsque j'arrivai en Belgique, M. Arts me raconta que certains agents du gouvernement fédéral faisaient une campagne active contre l'établissement des colons belges et français dans les provinces de l'Est, et qu'il serait très utile de lancer un périodique mensuel pour détruire la mauvaise impression créée par cette injuste propagande. Ce journal coûterait 50 à 60 francs par mois, soit \$10 à \$12, selon M. Arts. Je lui ai dit que s'il pouvait publier un journal à ce prix, j'étais d'accord.

Je n'ai passé qu'un seul jour à Lubeck et c'est ce voyage seulement que l'on me reproche. C'est que l'on a des raisons personnelles pour chercher à m'incriminer.

M. l'abbé Arts écrivit plus tard à mon secrétaire, proposant de publier l'"Echo du Canada" au prix de 250 francs par mois. C'était loin de dix ou douze dollars, et je dis à mon secrétaire de laisser tomber cette affaire.

Le journal parut quand même. Il commençait par traiter M. Asselin de raté pour avoir parlé contre le ministre de la Colonisation. Après en avoir conféré avec l'honorable premier ministre et les collègues, après mon retour au pays, je décidai de solder les dépenses de l'abbé Arts jusqu'à date, sur production de pièces justificatives. Mais au lieu de répondre, l'abbé Arts a écrit au journal Le Nationaliste et m'a attaqué.

M. Arts m'a également accusé de malveillance et a déclaré que je n'étais pas malade, lorsque je disais que je l'étais. J'ai ici, M. l'Orateur, la facture du médecin qui m'a soigné à ce moment-là et également un certain nombre de lettres qui démontrent la complète inexactitude de cette accusation. Je suis tombé malade de rhumatisme et d'une angine. Cette campagne menée contre moi a été instituée et menée par M. Asselin et par Le Nationaliste. Il base toutes ses accusations sur les allégations contenues dans la lettre de M. Arts. Je doute de la sincérité de M. Arts. Il s'est conduit d'une façon très bizarre avec moi. Un soir, lorsque j'étais alité à l'Hôtel Métropole à Bruxelles, mon secrétaire me signala que M. Arts désirait me voir. Lorsque je lui répondis que je ne pouvais pas le voir, mon secrétaire me dit alors que de toute façon, M. Arts aurait eu de la difficulté à me parler, car il était ivre. Ceci démontre à quel point M. Arts est fiable. L'abbé écrivit plus tard à mon secrétaire, et je jetai la lettre au panier. Il voulait que je lui donne une position. Je lui ai dit que je le récompenserais pour ce qu'il

avait fait pour moi, et je l'ai récompensé. On a dit que la lettre de M. Arts, qui a été publiée dans Le Nationaliste, a été attestée par le bourgmestre de Lubeck. Je ne crois pas que cela ait pu être le cas, car M. Arts a dit qu'il avait eu des relations d'affaires avec moi pendant neuf mois, bien que nous n'ayons été en contact que pendant quatre mois.

Par ailleurs, en ce qui concerne le baron de L'Épine, qui avait regagné les sympathies en Belgique par une meilleure conduite, rencontrant un jour mon secrétaire, il lui dit que si je ne le nommais pas à une position dans le gouvernement, il me dénoncerait.

Il déclara que je lui avais promis une position et me dit qu'il était venu pour l'avoir. Je n'ai jamais fait quoi que ce soit de ce genre. Le baron s'est conduit d'une façon plus que bizarre avec moi. Il m'a dit que si je ne lui donnais pas cette position, il créerait un scandale au sujet de mon voyage en Belgique. Ainsi, c'est clair, du moment que je donne une position au baron de L'Épine et à l'abbé Arts, mon voyage en Belgique est utile et fécond en heureux résultats. Sinon, il est criminel.

Le lendemain, paraissait dans un journal la première attaque contre moi.

Bien plus que cela, dans un moment que je crois être d'oubli, il m'écrivit cette lettre que vous avez devant vous. Il lit la lettre:

Québec, ce 30 octobre 1906.

Monsieur le ministre,

Je profite de vous savoir chez vous pour vous joindre et pour vous donner en même temps qu'à moi, l'occasion de cesser nos dissensions. En un mot c'est une dernière démarche de conciliation.

Revêtu de votre caractère ministériel et usant librement de vos prérogatives, vous m'avez promis une position, c'est la revendication de cette promesse de ma part qui a amené nos dissensions. Vous savez, et je vous confirme, que je suis résolu à poursuivre l'exécution de cette promesse par tous les moyens légitimes: ma volonté sera inébranlable. Jusqu'à présent, si j'ai parlé, si je n'avais aucun motif de me taire, je n'ai pas écrit. Cela viendra, si je n'obtiens pas satisfaction, et à la prochaine session, vous succomberez sous le poids de diverses accusations, notamment celle d'avoir ruiné à jamais l'immigration belge dans la province de Québec. Le hasard des circonstances a mis à ma disposition un dossier foudroyant pour la démonstration de cette théorie.

Dans ces conditions, je ne crains pas la guerre ouverte, mais elle me peinerait fort et me désobligerait extrêmement. Je ne tiens pas du tout à vous créer des ennuis et je veux simplement sauver le ridicule dont vous m'avez couvert et gagner honorablement ma vie.

Vous êtes ministre, je suis un simple particulier. C'est à moi de faire la démarche, et je la fais franchement, mais c'est la dernière.

Il est facile pour vous d'y répondre indirectement en me faisant donner, dans un autre département, un travail que vous ne pourriez plus me donner sous vos ordres. Dans de telles conditions, je travaillerai à effacer la mauvaise impression qui règne en Belgique et je vous ferai remettre un dossier qui restera sans cela un document contre votre carrière politique. Croyez-moi, cherchez plutôt un terrain d'entente qu'un terrain de combat. Pour ma part, j'ai tracé ces lignes sous l'inspiration du calme et de la réflexion. J'ai l'honneur, Monsieur le ministre, de vous saluer.

Signé, Baron de l'Épine

(Honte! honte!)

Cela illustre bien la personnalité de mon accusateur, le baron de L'Épine.

C'est tout simplement une tentative de chantage sans nom dont je suis victime.

Quel était mon devoir? Acheter ces gens qui s'offraient ou faire face à la persécution dont ils me menaçaient. J'ai choisi la persécution et je viens aujourd'hui demander à l'opinion publique, à mes collègues et à mes compatriotes de me défendre contre ces maîtres-chanteurs étrangers.

Avant que j'aie pu faire arrêter le baron de L'Épine pour chantage, il avait filé, après une entrevue avec un officier d'un département, laissant derrière lui bon nombre de factures non payées. L'un de ses créanciers avait dit au baron qu'il le ferait arrêter par "capias". Il était à Lennoxville avec des chevaux. Il eut vent de l'affaire, de ce qui se préparait devant les tribunaux et fila il y a de cela six semaines. Il est maintenant à Lubeck, d'où avec son digne ami, l'abbé Arts, il dirige le tapage fait contre moi.

Le ministre de la Colonisation déclare que la lettre de l'abbé Arts fournit la preuve des réclamations erronées de celui-ci, car il réclame une solde de neuf mois à raison de 252 francs par mois, tandis que d'après les dires du même abbé, les engagements se seraient faits au mois d'août, soit quatre mois.

En conclusion, dit-il, je suis désolé de voir que toutes ces accusations portées contre moi ont été faites par des journaux canadiens-français.

Il accuse le rédacteur du Nationaliste d'avoir fait acte de mauvais patriote en le faisant précéder en Belgique d'un envoi de force numéros de son journal, où il était traité comme le dernier des hommes.

En effet, si vous lisez le Herald, le Montreal Star ou n'importe quel autre des grands journaux anglais, vous ne trouverez pas le même genre d'accusations que vous trouvez dans les journaux français.

Voit-on la presse anglaise lancer ainsi des injures, commettre de ces infamies personnelles qui retombent presque toujours sur ceux qui les ont commises? A mon avis, aucun journal canadien n'a publié d'article aussi injurieux depuis la Confédération.

Si encore ces venimeuses attaques ne venaient d'envieux et d'ambitieux, aspirant à prendre ma place, car en politique, vous savez, ôte-toi de là que je m'y mette.

Je défie mes accusateurs. J'ai engagé des poursuites contre M. Asselin autant à la Cour civile qu'à la Cour criminelle. Je ferai la même chose contre Le Canadien et son propriétaire, M. Sauvé, qui édite l'organe du parti conservateur dans la province. J'ai la conscience tout à fait tranquille. Je ne crains rien. Si j'ai soulevé cette question de privilège, c'est à la demande de mes chefs, de mes collègues et de mes amis. J'ai fait mon devoir.

Maintenant que ces déclarations sont faites sur le parquet de cette Chambre, où elles devaient d'abord être faites, j'irai ailleurs dans cette province. J'ai la conscience tranquille et j'ai le plaisir de dire à mes amis, à ceux qui ont confiance en moi, que je ne crains pas d'aller m'expliquer ailleurs. Ceux qui me suivront n'auront pas honte de mon panache; il est sans tache. Et maintenant, M. l'Orateur, je n'appréhende nullement le verdict des tribunaux civils et criminels dont je me suis prévalu. Je déposerai toute la correspondance concernant cette affaire.

Introduction de bills:

M. M. Perrault (Chambly) demande la permission d'introduire un bill (no 45) amendement la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) demande la permission d'introduire un bill (no 96) constituant en corporation les syndicats de l'école Saint-Édouard à Beauport.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) demande la permission d'introduire un bill (no 34) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) demande la permission d'introduire un bill (no 130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande la permission d'introduire un bill (no 78) concernant la succession de feu l'honorable sir Hector Langevin.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) pour M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission d'introduire un bill (no 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 31) amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 77) concernant la succession Tourville.

Accordé. Le bill est lu pour la première

fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 93) concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 38) déclarant légale la vente du lot no 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marcelline Labranche et al. à la Société de l'Hôpital Général de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 72) concernant la "Shawinigan Carbide Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption) demande la permission d'introduire un bill (no 48) amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) demande la permission d'introduire un bill (no 102) concernant l'élargissement et ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 151) amendant les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Colonies sur les rives du Saint-Laurent

M. P.-É. LeBlanc (Laval): À la page VI du rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, on lit ce qui suit: "Nous avons créé, sur les deux rives du Saint-Laurent, un bon nombre de petites colonies que nous nous efforçons de peupler".

1. Quel est le nombre de ces petites colonies?

2. À quel endroit, canton ou comté se trouvent-elles établies?

3. Quel est leur nom respectif?

4. Quelle est la date de leur fondation respective?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Au sud du Saint-Laurent. Dans le comté de Bonaventure: 1. Colonie Ouvrard sur réserve du chemin Mercier dans les cantons Cox et Hope, ouverte en 1904.

2. Colonie Saint-Thomas-d'Aquin, sur la réserve du chemin Mercier, en arrière de Bonaventure, dans les cantons Cox et Hamilton, ouverte en 1905.

3. Colonie de l'Alverne, dans le canton Mann, ouverte vers 1900.

4. Colonie de Saint-André de Ristigouche, dans le canton Ristigouche, ouverte en 1898.

Dans le comté de Matane: 5. Saint-Léandre, dans le canton Matane, ouverte en 1898.

6. Colonie du Lac du Portage, dans le canton Matane, ouverte en 1904.

7. Saint-Léon-le-Grand, dans les cantons Amqui et Pinault, ouverte vers 1904.

8. Colonie du Lac Amqui, dans les cantons Pinault et Jetté, ouverte vers 1904.

9. Colonie de Saint-Agricole, dans les cantons Nemtayé et Awantjish, ouverte vers 1900.

10. Colonie Awantjish, au sud-ouest de Sayabec, ouverte vers 1899.

11. Colonie du lac Pitre, dans le canton Lepage, ouverte vers 1900.

Dans le comté de Témiscouata: 12. Colonie des lacs Squattecks, canton Robitaille, où un chemin convenable se rend depuis 1904.

13. Colonie du canton Robinson, ouverte en 1904.

14. Colonie Saint-Benoît, dans les cantons Robinson et Packington.

Au nord du Saint-Laurent. Le Lac-Saint-Jean: Réserve du canton Dalmas, parties Centre et Est, ouverte en 1904.

16. Colonie du canton Girard, ouverte en 1902.

Comté de Maskinongé: 17. Colonie du canton Masson, ouverte en 1904.

Comté de Joliette: 18. Colonie du canton Gouin, ouverte en 1905.

Comté d'Ottawa: 19. Réserve du chemin Gouin, cantons Boyer, Rochon et Moreau.

20. Saint-François-Régis, au lac des Écorces, canton Campbell, ouverture vers 1898.

21. Colonie de Saint-Aimé du lac des Iles, canton Bouthillier, ouverture vers 1901.

Comté de Pontiac: 22. Saint-Isidore, cantons Baby et Laverlochère, ouverture vers 1900.

23. Saint-Benoît, canton Laverlochère, ouverte vers 1902.

24. Saint-Placide, canton Guigues, ouverte vers 1904.

Dépôt de documents;

Rapport des chemins de fer

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, rapports, états et statistiques des chemins de fer, conformément aux art. 5176, par. 4, 5178, 5179 et 5180 des statuts refondus de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1906. (Document de la session no 20)

Rapports des compagnies de chemins de fer subventionnées

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) dépose sur le bureau de la Chambre, par ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, rapports des compagnies de chemins de fer subventionnées par la législature de Québec, indiquant les recettes et les dépenses de ces chemins de fer et adressés à l'honorable ministre de la Colonisation et des Travaux publics, conformément au statut 1 Éd. VII, ch. 2, pour l'année finissant le 30 juin 1906. (Document de la session no 19)

Retard dans les dépôts de documents

M. P.-É. LeBlanc (Laval) attire l'attention du premier ministre sur le fait qu'un nombre important de documents avaient été demandés à la dernière session et n'ont pas encore été déposés. Cela inclut les documents du ministère des Terres et Forêts et du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que cela n'a rien d'étrange, étant donné tout le travail de bureau que cela nécessite. L'un des documents demandés contient plus de 2000 pages. Il n'y a rien d'exceptionnel dans le fait de ne pas pouvoir déposer à l'ouverture d'une session tout ce qui avait été demandé à la session précédente. Ce délai n'est pas nouveau, il survient à chaque session. Cependant, le gouvernement n'a aucunement l'intention de les retenir, et le secrétaire provincial s'occupera de cette question.

La séance est levée.

Séance du 23 janvier 1907

Sous la présidence de M. H. Champagne (1)

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Cherrier, la pétition de "The St. Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company";
- par M. Décarie, la pétition de l'hôpital Notre-Dame, de Montréal;
- par M. Delâge, la pétition de la corporation du village de Montmorency.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la ville de Notre-Dame-des-Neiges demandant une loi amendant sa charte;
- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada demandant une loi lui accordant des pouvoirs additionnels;
- d'Ucal-H. Dandurand et autres demandant une loi constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal;
- d'Édouard Lussier et autres demandant une loi amendant la charte du village de Bordeaux;
- d'Alphonse Taillefer et autres demandant une loi constituant en corporation la "Little Nation Railway Company";
- de George A. Kieffer et autres demandant une loi constituant en corporation le Mont-de-piété de Bonsecours;
- de Joseph Lamoureux et autres demandant une loi constituant en corporation l'Assistance publique.
- et de F. Desmarais et autres demandant une loi constituant en corporation "The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec".

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas:

- de J.-E. Boulais et autres demandant la constitution en corporation de la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce;
- de Louis Lachance et autres demandant une loi constituant en corporation la municipalité de Tétreauville;
- de la ville de Longueuil demandant une loi refondant et amendant sa charte.

Introduction de bills:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-H. Daigneault (Bagot) demande la permission de présenter un bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. Perrault (Chambly) demande la permission d'introduire un bill (no 46) refondant et révisant la charte de la ville de Longueuil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. Perrault (Chambly) demande la permission d'introduire un bill (no 129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Comité conjoint de la Bibliothèque de la législature

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Guoin, Turgeon, Weir, Tessier et Prévost, et de MM. LeBlanc, Tellier, Perrault, Dupuis, Tessier (Trois-Rivières), Champagne, Gillies, Cardin, Chauret, Roy (Montmagny), soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la législature, en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la Bibliothèque, et qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs la proposition ci-dessus.

Adopté.

Il est résolu qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Comité conjoint des impressions de la législature

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Belle-

chasse, qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif, priant Leurs Honneurs de vouloir se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la législature, et informant Leurs Honneurs que les Honorables Messieurs Gouin, Turgeon, Weir, Roy, Robitaille, et Messieurs LeBlanc, Champagne, Tellier, Giard, Perrault, Delâge, Lacombe et Walker agiront, de la part de cette Chambre, comme membres dudit comité des impressions.

Adopté.

Code municipal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'un comité spécial composé des honorables MM. Turgeon, Roy et Tessier, et MM. Robitaille, Blanchard, Bernard, Cardin, Champagne, Cherrier, Chauré, Delâge, Morin, Décarie, Lacombe, Tellier, Pelletier, Lemay, Walker, Mackenzie, Perrault, Bissonnette (Montcalm), Dupuis, Caron (l'Islet), Taschereau, Gendron, Lafontaine (Berthier), Tanguay (Wolfe), Smith, Ouellette, Mousseau, Gauthier et Benoît, soit nommé pour prendre en considération les divers amendements à être faits au code municipal.

Adopté.

Règlements de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le troisième paragraphe de la 58e règle de cette Chambre ne soit pas appliqué aux pétitions pour bills privés présentées depuis vendredi dernier, et qu'il soit suspendu jusqu'à vendredi prochain, inclusivement, en ce qui concerne la présentation des pétitions pour bills privés.

Il fait observer que la Chambre s'est mise au travail sans retard et que l'on est beaucoup plus avancé cette année que l'on a l'habitude de l'être après huit jours de session. Mais cette année, la Chambre a une énorme quantité de mesures législatives privées à étudier et il espère que les membres auront suffisamment de temps pour le faire.

Il ne veut nullement créer un précédent et il est favorable à l'application de cette règle adoptée par la Chambre l'an dernier, à savoir qu'il faut présenter les pétitions dans les 5 premiers jours de la session, sinon il y a paiement d'une amende une fois ce délai passé. Cette amende varie de \$300 à \$500, selon la nature des pétitions. La suspension de cette règle est demandée vu que son application est nouvelle et jusqu'ici peu connue mais elle devra suivre son cours dans l'avenir.

Succession A. F. Gault

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 87) concernant la succession A. F. Gault soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Société des artisans canadiens-français

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 48) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J. Pratt

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 45) amendement la loi concernant la succession de feu John Pratt soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Testament James Jack

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession H. Langevin

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 78) concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector Langevin soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Crédit foncier franco-canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 31) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Shawinigan Water and Power Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 71) amendement l'acte constituant en corporation la

"Shawinigan Water and Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Bureau des commissaires d'écoles
protestantes de Montréal**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 75) amendant la loi 32 Victoria, ch. 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Shawinigan Carbide Company

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 72) concernant la "Shawinigan Carbide Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Vente de lot de dame M. Labranche
à l'Hôpital général de Montréal**

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 38) déclarant légale la vente du lot no 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marceline Labranche et al., à la société de l'Hôpital général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Club Teutonia

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 33) concernant le club allemand "Teutonia".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**"Royal Highlanders of Canada
Armoury Association"**

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 43) constituant en corporation

"The Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

NOTE

1. Toutes nos sources rapportent que M. P.-H. Roy fut remplacé par M. H. Champagne pour cette séance.

Séance du 24 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt de documents;

M. l'Orateur dépose sur la table de la Chambre l'état des affaires de diverses institutions de charité pour l'année 1905-1906. (Document de la session no 23)

M. l'Orateur dépose sur la table de la Chambre un état des affaires du Club de la garnison de Québec, pour 1906. (Document de la session no 24)

M. l'Orateur dépose sur la table de la Chambre l'état des affaires de la commission des chemins à barrières de l'île Jésus, pour 1906. (Document de la session no 25)

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre: par M. Gendron, la pétition du révérend André Mouttet et autres.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de la "St. Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company, Limited" demandant une loi concernant la commune de Laprairie;
- de l'hôpital Notre-Dame demandant une loi lui donnant le pouvoir d'emprunter, et pour d'autres fins;
- de la corporation du village de Montmorency demandant une loi déclarant que les dispositions de la loi des cités et villes, 1903, concernant les élections, lui soient applicables.

Rapport du bibliothécaire

M. l'Orateur présente à la Chambre le rapport du bibliothécaire de la législature, pour l'année 1906-1907, qui se lit comme suit:

À l'honorable Orateur et aux honorables membres de l'Assemblée législative, le bibliothécaire a l'honneur de vous soumettre son rapport pour la vacance de 1906-1907:

Conformément à un ordre de l'Assemblée législative, le bibliothécaire a dû préparer un supplément au catalogue général des livres de la bibliothèque imprimé en 1903. Ce premier supplément couvre les années 1903, 1904, 1905 et 1906, jusqu'au premier de décembre.

Durant cette période, la bibliothèque s'est enrichie d'environ 5 500 volumes, ainsi répartis, année par année.

1903

1 325

1904	1 020
1905	2 100
1906	1 000

Ce résultat pourra être regardé comme satisfaisant, étant donné la modicité du budget affecté annuellement aux acquisitions de livres. Encore importe-t-il de tenir compte qu'il a fallu, en 1904, défalquer de l'appropriation ordinaire de \$2 000, la somme de \$500 pour payer une partie des frais d'impression du catalogue général.

Outre les livres achetés depuis 1903, ce premier supplément en mentionne un certain nombre d'autres qui, pour une raison ou pour une autre, ne figurent pas au catalogue général. De telles omissions auraient été évitées si la bibliothèque avait été strictement fermée au public pendant cinq ou six mois. Mais il nous a semblé préférable de ne pas avoir recours à un tel procédé sachant bien que l'on pourrait tôt ou tard combler les lacunes. Ce travail de réparation a été accompli avec tout le soin possible par le bibliothécaire lui-même et par son assistant, et aujourd'hui l'on peut dire que le catalogue général et son supplément constituent un inventaire complet des livres de la bibliothèque.

Ce supplément maintenant sous presse sera distribué durant la présente session.

L'installation d'un certain nombre de meubles sous formes d'étagères, pouvant contenir chacun environ 200 volumes, aura sans doute pour effet de nous faire attendre le jour où une nouvelle bibliothèque sera construite avec des proportions assez vastes pour contenir à l'aise les 70 000 volumes qui, à l'heure présente, sont distribués dans sept pièces différentes. Cet éparpillement des livres constitue une regrettable anomalie, à laquelle il ne saurait être remédié qu'en faisant un grand tout de ces nombreux appendices qui rendent le service difficile, pour ne pas dire plus.

Depuis l'ouverture de la dernière session, la bibliothèque s'est accrue de 1 000 volumes et de 200 brochures, au moyen d'achats, d'échanges et de dons particuliers.

Le nombre actuel des volumes de la bibliothèque est de 70 250 et des brochures 18 300.

Le tout humblement soumis,

N.-E. Dionne,

Bibliothécaire

de la province de Québec.

Introduction de bills:

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) de-

mande la permission d'introduire un bill (no 156) amendant l'article 806 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) demande la permission d'introduire un bill (no 157) amendant les articles 70 et 2330 des statuts refondus pour donner au tribunal de Saint-Hyacinthe juridiction concurrente sur certaines paroisses du comté de Shefford.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Amortissement de la dette de la province

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de documents indiquant: 1. Le résultat de l'affectation d'une partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O et O., au paiement des divers emprunts de 1874, 1876 et 1878, en vertu de la loi 6 Éd. VII, en. 2, avec le détail des paiements;

2. Le résultat de l'affectation de la balance du prix de cette même vente, au montant de \$1 460 380.00, en vertu de cette même loi, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700 000.00 du 30 juin 1897 et au parachèvement du fonds d'amortissement des actions inscrites en vertu de la loi 60 Victoria, ch. 2, avec le détail des paiements.

Il déclare qu'il aimerait savoir si le gouvernement a l'intention de créer un fonds d'amortissement de la dette de la province.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Le prix du chemin de fer Q. M. O et O. s'est élevé à \$7 600 000 et le montant de la subvention du dominion pour les chemins de fer se chiffre à \$2 394 000, ce qui donne un grand total de \$9 994 000.

Il a été payé en vertu de la loi 6 Éd. VII, chapitre 2, la somme de \$2 723 873.33 pour les débetures échues de l'emprunt de 1874, et \$3 111 746.67 pour les débetures échues de l'emprunt de 1876, mis à part \$700 000 afin de rembourser un emprunt temporaire, ce qui donne en tout \$6 535 620. La balance, \$3 458 380, représente des dépôts bancaires et des obligations totalisant \$1 064 380, et un montant de \$2 394 000 que détient toujours le dominion. Cette balance est répartie comme suit: \$2 698 000 ont été versés pour le paiement de l'emprunt de 1878 et \$760 380 ont été alloués au fonds d'amortissement de 3% contenant des actions inscrites émises pour la conversion de la dette.

Il souligne alors l'importance des économies réalisées grâce aux modifications de la loi sur le fonds d'amortissement qui

furent amenées en vertu de la loi 6 Éd. VII, chapitre 2; car sans ces modifications, la province aurait été obligée d'emprunter de l'argent à 4%, de façon à pouvoir investir un montant équivalent dans un fonds d'amortissement qui ne rapporte que du 3%.

Le fonds d'amortissement prévu par la loi autorisant l'emprunt de 1897, et qui devait s'élever à \$9 336 061, s'est élevé à \$977 647.65. Aucun fonds d'amortissement n'a été autorisé lors des emprunts précédents.

Tel que requis par l'article 4 de la loi 60 Victoria, chapitre 2, un certain montant doit être investi annuellement pendant 40 ans, et qui, en y ajoutant l'intérêt, s'élèvera à une somme suffisante pour rembourser le montant par lequel le capital de la dette a été augmenté lors de la conversion. Le montant de ce fonds d'amortissement se chiffre en ce moment à \$217 267.65 et provient de la vente d'actions inscrites de la province de Québec. Cette dernière somme venant s'ajouter aux 760 380 dollars attribués de la façon déjà mentionnée, donne, au 30 juin 1906, un fonds d'amortissement de \$977 647.65.

Il explique que les lois autorisant les divers emprunts, sauf ceux de 1878 et 1897, n'autorisaient pas la création de fonds d'amortissement et que partant, le gouvernement ne saurait être blâmé de n'en avoir pas créé pour ces divers emprunts. Il n'y a qu'à consulter les comptes publics pour trouver ces renseignements.

M. M. Perrault (Chambly): Ce n'est pas une réplique que je veux faire à mon honorable ami le trésorier, mais bien une amicale réponse. Je suis parfaitement satisfait de la réponse nette, claire et catégorique qu'il a donnée à cette Chambre. Il est heureux de voir que, pour la première fois, on fait cas de ses motions. Il en félicite le gouvernement et il continuera à discuter avec lui des finances de la province, qui sont de la plus grande importance.

La demande est adoptée.

Montants pour fonds d'amortissement des emprunts

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. A. Girard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de documents indiquant: 1. Le montant total mis de côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la province, depuis le 1er juillet 1880, en vertu des statuts autorisant lesdits emprunts;

2. Ce montant et la nature des placements faits par la province de Québec depuis 1880, autres que le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O. pour assurer le paiement des divers emprunts au moment

de l'échéance, au moyen des fonds d'amortissement.

3. Le montant du découvert qu'il faudra combler à l'échéance des emprunts créés depuis le 1er juillet 1880 jusqu'au 1er avril 1897, faute d'avoir observé les diverses lois autorisant leur création en rapport avec le fonds d'amortissement.

Adopté.

Ventes de pouvoirs hydrauliques depuis 1867

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé de toutes les ventes, locations ou concessions à un titre quelconque, de chutes ou pouvoirs hydrauliques, consenties par le gouvernement de cette province, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1907, avec indication du mode suivi dans chaque cas, du site et du nombre approximatif de chevaux-vapeurs utilisables de chacun de ces pouvoirs, du nom de chaque acquéreur, locataire ou concessionnaire, de la date, du terme et de la nature du droit concédé dans chaque cas, du prix obtenu et des autres conditions imposées, du montant réellement perçu par la province dans chaque cas, et de la quantité de forces hydrauliques réellement développée ou utilisée, dans chaque cas.

Adopté.

Annexe du palais de justice de Montréal

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie: 1. De tous arrêtés en conseil, contrats, rapports, lettres et documents se rapportant à la construction de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal; 2. D'un état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par la construction de ladite annexe.

Adopté.

Augmentation du subside fédéral

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie des ordres en conseil, correspondance, rapports et documents se rapportant à l'augmentation du subside fédéral aux provinces, depuis le 1er juillet 1905 jusqu'à date.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): J'ai retardé, dit-il, à donner ces documents,

afin de donner le temps aux officiers de mon département de les compléter. L'honorable député de Laval aura dès cette séance ce qu'il a demandé.

Il déclare que des copies du procès-verbal de la conférence qui a eu lieu entre Les représentants du Canada et des provinces ont été distribuées aux membres de la Chambre. Le délai dans la distribution de documents est dû à leur nombre et au temps requis pour les faire copier et traduire. Il s'en excuse. Cette demande de documents se rapporte à une question depuis longtemps débattue, celle du rajustement des subsides fédéraux. C'est depuis vingt ans une question d'actualité. C'est depuis vingt ans l'enjeu très important d'une lutte pacifique qui a eu ses trêves. En ces dernières années cependant, la lutte s'est ravivée, la marche vers le triomphe a été plus soutenue. Le subside fédéral est une somme d'argent donnée chaque année par le gouvernement fédéral aux gouvernements des provinces, comme compensation pour les droits et d'accise et de douane qui retournent aujourd'hui au gouvernement fédéral. Il cite l'article 118 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui, dit-il, cristallisait le système confédératif et qui est la base des revendications des provinces:

"Les sommes suivantes seront annuellement payées par le Canada aux diverses provinces pour le maintien de leurs gouvernements et législatures: Ontario, \$80 000; Québec, \$70 000; Nouvelle-Écosse, \$60 000; Nouveau-Brunswick, \$50 000; total, \$260 000.

"Et chaque province aura droit à une subvention annuelle de 80 cents par chaque tête de la population constatée par le recensement de 1861, et en ce qui concerne la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, par chaque recensement décennal subséquent, jusqu'à ce que la population de chacune de ces deux provinces s'élève à 400 000 âmes, chiffre auquel la subvention demeurera dès lors fixée. Ces subventions libéreront à jamais le Canada de toute réclamation, et elles seront payées semi-annuellement et d'avance à chaque province; mais le gouvernement du Canada déduira de ces subventions, à l'égard de chaque province, toute somme d'argent exigible comme intérêt sur la dette publique de cette province, si elle excède les divers montants stipulés dans le présent acte".

Ainsi, dit-il, depuis 1867, la province de Québec reçoit annuellement, depuis 1867, à raison de 80c. par tête de sa population d'après le recensement de 1861, la somme de \$889 252.80, et \$70 000 de subside spécifique, c'est-à-dire pour le maintien du gouvernement et de la législature de la province de Québec, soit en tout \$959 252.80.

Il poursuit en faisant l'histoire de la clause 118. Il déclare qu'elle fut le sujet de

longs débats en 1864, 1865 et 1866. Il avait été compris que cette subvention aux provinces devait être payée en considération des revenus qu'on leur enlevait. Dans le quatrième projet de bill on retrancha la considération de cette subvention basée sur la population de 1861 à 80c. par tête.

Les représentants des provinces avaient évidemment mal calculé la valeur qu'ils donnaient en échange du subside fédéral. L'erreur fut bientôt reconnue.

C'est sur cette clause que se base la conférence interprovinciale de Québec de 1887 dans ses réclamations contre le gouvernement central. Les provinces demandèrent une augmentation du subside fédéral. On demanda que le subside fut porté de \$70 000 à \$280 000 et que la subvention de quatre-vingts centins par tête fut fixée d'après la population reconnue par chaque recensement. Cette réclamation resta sans réponse jusqu'à date du 13 octobre dernier.

La conférence de 1902 ne fit que répéter et voter de nouveau les résolutions de celle de 1887 sauf une relative à la question de l'administration de la justice criminelle et qui comporte que le gouvernement fédéral indemniserait les provinces de ces frais, proportionnellement à leur population, jusqu'à concurrence de 20 cts par tête.

Ces résolutions furent ratifiées par les législatures de toutes les provinces. Enfin le 8 mars 1906, il déclare qu'il proposa à l'Assemblée législative, appuyée par le député de Joliette, qu'une adresse à cet effet fut envoyée à Son Excellence le gouverneur général.

Le 8 septembre 1905, lui et ses collègues résolurent de répéter leurs instances auprès des autorités fédérales. Le premier ministre de cette province adressa une lettre aux premiers ministres de chaque province, leur demandant de coopérer au mouvement en faveur des provinces. Tous répondirent et signèrent une lettre à eux envoyée mais destinée à sir Wilfrid Laurier et à ses collègues. L'honorable M. Whitney, premier ministre d'Ontario, dont le gouvernement n'avait pas pris part à la conférence précédente, écrivit une lettre à sir Wilfrid Laurier, dans le sens des résolutions des conférences. L'honorable M. Roblin, premier ministre du Manitoba, réclamait une nouvelle délimitation de frontières.

Les lettres des premiers ministres remises d'abord au premier ministre du Québec furent expédiées à sir Wilfrid Laurier le 14 octobre 1905. Le 15 novembre suivant, le premier ministre du Canada répondit qu'il était impossible pour le moment de fixer une date pour une conférence, étant donné le problème du tarif et des autres questions avec lesquelles Ottawa était aux prises. Le 22 novembre, le premier ministre du Québec renouvela ses instances par une autre lettre. M. Laurier lui répondit le 31 janvier 1906

que la conférence aurait lieu après la session et enfin, le 10 septembre 1906, sir Wilfrid Laurier convoquait la conférence pour le 8 octobre suivant.

En effet, le 8 octobre la conférence des représentants du Canada et des provinces s'ouvrait. Les ministres des autres provinces firent l'honneur de choisir un représentant de la province de Québec pour présider leurs délibérations. M. Charles Lanctôt, sous-procureur général, fut nommé secrétaire. Les représentants des provinces ont étudié les résolutions des conférences de 1887 et 1902. Le 10 octobre, certaines résolutions furent adoptées.

Le représentant de Montréal no 2 rend alors hommage à la gentillesse des collègues des autres provinces et déclare être heureux de rendre hommage publiquement à leur courtoisie et de témoigner ainsi de la reconnaissance pour leur concours efficace.

Il cite ensuite à la Chambre l'extrait suivant des minutes des délibérations de la conférence:

"Attendu que les membres de cette conférence sont d'opinion qu'il est désirable, dans l'intérêt du peuple du Canada, et essentiel au développement des provinces, que des dispositions soient immédiatement prises pour qu'une augmentation de subvention soit accordée par la Puissance aux diverses provinces, et pour qu'il soit fait aux gouvernements provinciaux du Canada l'allocation d'une somme suffisante pour couvrir les frais de l'administration de la justice en matière criminelle n'excédant pas vingt centins par tête de la population:

"C'est pourquoi il est unanimement

Résolu 1. - Que la question faisant l'objet des résolutions adoptées par la conférence des représentants des diverses provinces, tenue à Québec en décembre 1902, et qui furent peu après présentées au gouvernement de la Puissance, et qui furent ratifiées par les législatures des provinces alors existantes, excepté celle de la Colombie britannique, soit maintenant présentée avec instance au gouvernement de la Puissance pour être prise en considération sans retard et d'une manière favorable, chaque province se réservant le droit de soumettre maintenant audit gouvernement des mémoires par écrit concernant toutes réclamations qu'elle pourrait avoir pour des montants plus élevés, que ceux qui sont définis dans lesdites résolutions, ou pour des considérations ou reconnaissances additionnelles.

"Résolu 2. - Que, dans le cas où le gouvernement du Canada partagerait les vues de la conférence telles qu'elles sont exprimées dans la résolution ci-haut, une mesure devrait être soumise au parlement du Canada, à la session prochaine, pourvoyant au paiement de telles subventions augmentées et d'allocations qui pourraient être déterminées, en attendant qu'un amendement soit fait à

l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord (sic) si tel amendement est jugé nécessaire".

La résolution suivante fut ensuite débattue:

"Tenant compte de la grande étendue, de la position géographique et de la configuration très exceptionnelle de la province de la Colombie britannique, cette conférence est d'opinion que ladite province devrait recevoir une allocation additionnelle raisonnable pour les fins du gouvernement civil, en sus des stipulations contenues dans les résolutions passées à Québec en 1902, et que cette allocation additionnelle devrait être fixée jusqu'à concurrence de cent mille piastres annuellement, pendant dix ans".

Cette question a été débattue.

Il explique le cas de l'honorable M. McBride, premier ministre de la Colombie anglaise, qui a demandé des clauses exceptionnelles pour sa province.

Après le vote sur un amendement à cette motion, l'honorable M. McBride s'étant retiré de la conférence, cette motion fut adoptée.

"Il est aussi unanimement

"Résolu - Que la sous-section (C) de la résolution No 1 adoptée à la conférence tenue à Québec, en décembre 1902, soit amendée de façon à se lire comme suit:

"(C) Le chiffre de la population tel qu'établi par le dernier recensement décennal devra servir de base du paiement, excepté en ce qui concerne la Colombie britannique, le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta; et, pour ces quatre provinces, la population qui sera prise pour base sera celle sur laquelle, en vertu des divers statuts à cette fin, sont fixés les paiements annuels qui sont actuellement faits par la Puissance à ces provinces respectivement, jusqu'à ce qu'il soit établi par le recensement que la population réelle est plus considérable; et, dès lors, ces paiements annuels devront être régis par le chiffre de la population ainsi établi.

"Il a été aussi unanimement

"Résolu - Que l'honorable M. Gouin, premier ministre de la province de Québec, et l'honorable M. Whitney, premier ministre de la province d'Ontario, forment un comité pour soumettre les présentes résolutions au gouvernement de la Puissance du Canada".

Ces résolutions furent soumises à Sir Wilfrid Laurier. On apprit que Sir Wilfrid Laurier et ses collègues désiraient appuyer les résolutions de 1887.

Voici la réponse que le premier ministre du Canada fit aux représentants des provinces, à la dernière séance de la conférence, le 13 octobre. Cette réponse est extraite du rapport officiel que le gouvernement fédéral est à préparer sur cette question.

"Sir Wilfrid Laurier a annoncé que le gouvernement de la Puissance en était venu à la conclusion d'accepter les résolutions

énonçant les vues de la conférence inter-provinciale soumises par l'honorable M. Gouin, le 10 octobre 1906, à l'exception de cette partie de la première résolution où il est question d'une augmentation de subvention pour couvrir les frais de l'administration de la justice en matière criminelle et à l'exception aussi de la proposition de faire mettre devant le Parlement du Canada un projet de loi pourvoyant au paiement des augmentations des subventions et des allocations en attendant que l'amendement nécessaire fut fait à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord (sic), deux points auxquels il n'était pas en mesure d'acquiescer. Ces exceptions faites, les résolutions sont en substance les mêmes que celles de la conférence de Québec de 1887".

Le premier ministre a ajouté que son gouvernement désirait appuyer auprès de la conférence sur le fait que ces résolutions de 1887 semblaient avoir été préparées et considérées avec grand soin, et tous deux sont d'opinion qu'on ne devrait pas se départir des termes dont on s'est servi à cette époque.

Ces résolutions établissent ce qui suit:

"Que cette conférence est d'opinion qu'on peut trouver la base d'un règlement final et inaltérable des montants payables annuellement par la Puissance aux différentes provinces pour leurs fins locales et le maintien de leurs gouvernements et leurs législatures, dans la proposition qui suit, savoir:

"A. Au lieu des montants actuellement payés, des sommes qui seront désormais payées annuellement par le Canada aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être payées d'après la population et comme suit:

a. Quand la population est moindre de 150 000, \$100 000.

b. Quand la population est de 150 000 mais n'excède pas 200 000, \$150 000.

c. Quand la population est de 200 000 mais n'excède pas 400 000, \$180 000.

d. Quand la population est de 400 000 mais n'excède pas 800 000, \$190 000.

e. Quand la population est de 800 000 mais n'excède pas 1 500 000, \$220 000.

f. Quand la population est de 1 500 000 et plus, \$240 000.

"B. Au lieu de la somme annuelle par tête actuellement accordée, la somme annuelle payable à l'avenir sera au taux de 80 cts par tête de la population de la province, tel que constaté de temps à autre par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que le chiffre de cette population excède 2 500 000, et au taux de 60 cts par tête pour l'excédent de cette population au-delà

de 2 500 000".

Voilà le résultat de notre conférence, déclare le représentant de Montréal no 2. Les résultats en ont été publiés dans la presse. Le subside spécifique sera de \$240 000 au lieu de \$70 000 pour le maintien du gouvernement et de la législature de cette province, et en se basant sur le dernier recensement de 1901, la province recevra en plus de ce qu'elle reçoit déjà \$429 865, soit en tout \$599 865. Et cette somme, qui représente 50% de l'intérêt sur la dette publique, est susceptible d'augmenter de temps en temps, au fur et à mesure que la population de la province s'accroîtra.

Nous l'avouons, le travail fut délicat et ardu.

Alors, à cette conclusion de la conférence, M. l'Orateur, donnée par sir Wilfrid Laurier, j'eus un souvenir qui me reportait un an auparavant. Je me rappelais que le 11 décembre 1905, j'avais été l'objet d'une démonstration par mes amis à Montréal. Cette fête avait été présidée par mon excellent ami, M. H. Gervais, député de Saint-Jacques aux Communes. On proposa de boire à ma santé. Et dans ma réponse je relatais ce trait de l'histoire américaine:

Le général Grant s'étant rendu aux portes de Vicksburg qu'il voulait prendre, une femme s'approcha de lui et lui dit, d'un ton un peu ironique:

- Eh! général! combien vous faut-il de temps pour devenir maître de la ville?

- Je ne sais trop, madame, peut-être un mois, peut-être deux mois, peut-être un an, peut-être cinq ans, mais dans tous les cas, je la prendrai.

M. l'Orateur, eut-il fallu au gouvernement, auquel j'ai l'honneur de présider, plus d'un an, même dix ans, il n'aurait pas failli à la tâche d'obtenir nos justes réclamations du gouvernement central. Nous avons été persévérants. Nous avons prolongé les efforts de nos prédécesseurs sur ce sujet. Cette question d'ailleurs était la raison d'être du gouvernement actuel.

Le 22 novembre dernier, lors de l'ouverture de la session fédérale, nous avions le plaisir d'entendre de la bouche même de Son Excellence le gouverneur général, qu'un projet de loi relatif au remaniement des subsides allait être soumis à la considération des Communes et du Sénat. Il lit un extrait du discours du gouverneur général.

Voilà, M. l'Orateur, le travail accompli. La persévérance dans les efforts est la clef du succès. Notre zèle à la tâche ne s'est jamais ralenti, car nous étions convaincus que nous avions une belle cause. Nous avons combattu loyalement. Le succès couronne nos efforts. Cette somme d'environ \$600 000 que recevra de plus annuellement le trésor provincial jusqu'au prochain recensement décennal, et plus tard, davantage, payera

d'abord une forte partie des intérêts sur notre dette, puis au complet et enfin dans quelques années notre dette elle-même. Nous léguerons à ceux qui nous succéderont dans la carrière un beau patrimoine. Nous espérons que lorsqu'ils porteront un jugement sur nos actes, ils soient indulgents pour les fautes commises, car, il me semble, n'aurions-nous fait que cela de bon, nous leur avons prouvé que nous ayons su aimer notre province. (Applaudissements)

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le premier ministre du succès obtenu à la conférence et de l'augmentation du subside et demande des explications sur certains chiffres.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) donne des explications.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande si les résolutions votées à la conférence sont en conformité avec l'Acte de l'Amérique du Nord britannique et si elles ont été ratifiées par le gouvernement impérial.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que tout ce qui a été fait à la conférence a été soumis aux autorités impériales pour être ratifié au printemps et il est sûr de leur réponse positive. Dans très peu de temps, des subsides additionnels seront versés à cette province.

M. J.-M. Tellier (Joliette): J'ai entendu avec grand plaisir, dit-il, le discours du premier ministre. J'ai appuyé les résolutions qu'il proposa à la dernière session, et je suis absolument satisfait de la façon avec laquelle il a rempli la mission que nous lui avons confiée. Ce qui reste à faire dépend du gouvernement fédéral. Nous souhaitons adresser bientôt à Sir Wilfrid Laurier les félicitations que nous adressons aujourd'hui à nos représentants.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'informe si à la conférence on a réclamé la perception des droits d'accise.

Il parle de la réglementation plus sévère de la vente des liqueurs alcooliques, et déclare que cette question est plus que jamais à l'ordre du jour dans la province. Il relie cette question au système Gothenburg (1).

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que cette question a été suggérée comme sujet pour la conférence, mais les ministres fédéraux ont refusé d'en discuter de quelque façon que ce soit, et il est donc inutile d'essayer de l'imposer. De plus, les provinces sont dans l'impossibilité de s'emparer de tels pouvoirs sans amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

La correspondance précédant la tenue de la conférence est très longue et contient plus de cent pages dactylographiées, qui seront imprimées dans les deux langues pour être ensuite distribuées.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) est d'avis qu'un effort aurait dû être fait afin de forcer les ministres fédéraux à se prononcer sur le sujet.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que les membres de la conférence étaient d'un tout autre avis.

La demande est adoptée.

Dépôt de documents:

Augmentation du subside fédéral

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dépose sur le bureau de la Chambre la correspondance relative à l'augmentation du subside fédéral (Document de la session no 21) et aussi les minutes des délibérations de la conférence des représentants du Canada et des provinces, octobre 1906. (Document de la session no 22)

Impression des minutes de la conférence concernant l'augmentation du subside fédéral

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que les minutes des procédures de la conférence interprovinciale et de la conférence des membres du gouvernement du Canada et des membres des gouvernements provinciaux tenues à Ottawa, en octobre 1906, soient imprimées dans les deux langues pour l'usage des membres de cette Chambre et publiées comme documents de la présente session.

Adopté.

Ville de Verdun

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J.-O. Villeneuve

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce

M. F.-H. Daigneault (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Longueuil

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 46) refondant et révisant la charte de la ville de Longueuil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Canadian Nurses Association"

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Dans certaines de nos sources, nous retrouvons également les appellations "système de Gotemburg" et "système de Gothembourg".

Séance du 25 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Dépôt et lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table de la Chambre:

- par M. Décarie, la pétition de R. Sergent et autres, de Paris, France, et d'ailleurs;

- par M. Mackenzie, la pétition de F. P. Walton, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue: du révérend A. Mouttet et autres demandant une loi érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe, et pour d'autres fins.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a élu M. Cardin son président et recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Adopté.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été publiés dans chaque cas:

- de Joseph Marion demandant une loi ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente de J.-Bte Marion à Joseph Marion;

- d'Edmond Lussier et autres demandant une loi amendement la charte du village de Bordeaux.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 66) autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.

Votre comité a aussi examiné les bills

suivants et les a adoptés avec quelques amendements:

- bill (no 42) constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec;

- bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Vict., chap. 137, et la loi 57 Vict., chap. 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Introduction de bills:

M. A. Robitaille (Québec-Centre) demande la permission d'introduire un bill (no 114) amendement la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétéreaultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétéreaultville de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) demande la permission d'introduire un bill (no 128) amendement la charte du village de Bordeaux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. Lafontaine (Berthier) pour M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 158) amendement l'article 283 du code municipal.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) suggère que la première lecture soit remise à la prochaine séance, vu que le parain du bill n'est pas en Chambre en ce moment pour donner des explications, à savoir quelles sont les modifications projetées et les raisons de ces modifications.

La suggestion est acceptée.

M. J. Lafontaine (Berthier) demande la permission d'introduire un bill (no 70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 154)

amendant l'article 5754a des statuts refondus de la province de Québec, concernant l'expropriation.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 155) amendant la loi des cités et villes, 1903.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Enseignement anti-alcoolique au primaire

M. J. Lafontaine (Berthier) pour M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Le Conseil de l'instruction publique a-t-il organisé un enseignement anti-alcoolique dans les écoles primaires de la province de Québec?

2. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de voir lui-même à l'organisation d'un semblable enseignement?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Dans les écoles élémentaires protestantes ainsi que dans les deux degrés des écoles modèles, les leçons sur la tempérance et sur l'hygiène sont données aux élèves, tel que requis par le programme d'études.

Le manuel autorisé de physiologie dont on se sert dans les écoles modèles et les académies est: *The making of the Body*, de Longmans, nouvelle édition. Ce livre traite de la question alcoolique.

L'enseignement oral des sciences naturelles forme aussi partie du programme d'études des écoles catholiques dans les trois cours élémentaire, intermédiaire et supérieur. Parmi ces sciences se trouve l'hygiène qui comprend l'enseignement anti-alcoolique.

Le comité catholique du Conseil de l'instruction publique a approuvé divers traités sur ce sujet; le *Manuel d'hygiène à l'usage des écoles et des familles*, par le docteur S. Lachapelle; le *Traité élémentaire d'hygiène privée et les Préceptes d'hygiène scolaire*, par le docteur J.-I. Desrochers; comme livre du maître, le livre du docteur Panneton, *Leçons d'hygiène pratique et celui du docteur J.-G. Paradis, Petit traité d'hygiène à l'usage des écoles primaires*. Il a aussi recommandé la diffusion du livre de M. Edmond Rousseau, *Alcool et alcoolisme* et le *Petit manuel anti-alcoolique* du chanoine R.-O. Sylvain.

Bibliothèques publiques

M. J. Lafontaine (Berthier) pour M. G. Langlois Montréal no 3): Quel est le nombre des bibliothèques publiques et gratuites dans la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Il n'existe pas de statistiques à ce sujet.

Destitution du garde-chasse M.-E. Lupien

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. M.-E. Lupien, garde-chasse de la Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé, a-t-il été destitué de ses fonctions?

2. Dans l'affirmative, à la demande de qui a-t-il été destitué?

3. Par qui a-t-il été remplacé?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Oui.

2. Sur rapport et à la demande de M. J.-A. Bélisle, inspecteur général de la chasse et de la pêche.

3. Il n'a pas encore été remplacé.

Vente de limites à bois

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de vendre encore cette année des limites à bois?

2. Dans l'affirmative, à quel endroit de la province se trouvent ces limites?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Non. Il ajoute que si cela était possible, il n'y en aurait pas de vente de concessions avant dix ans.

Demande de documents:

Dépenses du voyage en Belgique pour promouvoir la colonisation

M. G. Lafontaine (Maskinongé) pour M. L.-P. Bernard (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état complet et détaillé des items de dépenses suivantes, figurant à la page 124 du rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, savoir:

L'honorable Jean Prévost, ministre:

Dépenses de voyage en Belgique \$2 000 00
Denis Donovan, secrétaire particulier:

Dépenses de voyage en Belgique 332 85
L'abbé Jos. Arts:

Circulaires, brochures et frais de propagande, etc. 289 15

Baron de L'Épine:

Indemnité pour diriger vers la province de Québec, le mouvement d'immigration belge 250 00

Rodolphe Lafrenière:

Rédaction, publicité et traduction 25 00

F. E. Turcotte:

Frais de voyage et déboursés pour évaluation de terrain 50 00

Adopté.

**Dépenses pour congrès de colonisation
de Saint-Jérôme**

M. G. Lafontaine (Maskinongé) pour **M. L.-P. Bernard (Shefford)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), qu'il soit mis devant cette Chambre un état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par le congrès de colonisation de Saint-Jérôme, en 1905.

Adopté.

**Bureau des commissaires d'écoles
protestantes de Québec**

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ville de la Côte-des-Neiges

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

École Saint-Édouard de Beauport

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 96) constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Édouard, à Beauport, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession L. Tourville

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 77) concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession J. Lacombe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 93) concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Rue Gain à Montréal

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Compagnie de chemin de fer
Québec et l'île d'Orléans**

M. C.-F. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 34) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer Québec et l'île d'Orléans soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Dépôt de documents:**Cautionnement des officiers publics**

L'honorable A. Tessier (Rimouski) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements des officiers publics de la province de Québec, du 1er février au 21 janvier 1907 inclusivement, tel que requis par l'article 633 des statuts refondus de la province de Québec. (Document de la session no 26)

**Vente de terrains pour
taxes municipales**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du premier mars 1906, pour la production de la correspondance, échangée entre le gouvernement et les intéressés à propos du fait que dans certaines villes de cette province, les ventes de terrains pour taxes municipales sont faites par le shérif du district au lieu d'être faites par le greffier de la ville. (Document de la session no 27)

La séance est levée à 4 h 15.

Séance du 28 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues:

- de R. Sergent et autres demandant une loi constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company";

- de Frederick P. Walton demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur revêtu de la signature de Son Honneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je reçois avec grand plaisir l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du trône, et je vous en remercie bien sincèrement.

Hôtel du gouvernement

Québec, 26 janvier 1907.

Introduction de bills:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 4) amendant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-É. Caron (L'Islet) demande la permission d'introduire un bill (no 160) amendant l'article 21 du code municipal.

Il explique que le bill a pour but de forcer les compagnies de chemin de fer à creuser des fossés le long des voies et à les entretenir.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Testament E. Westcott

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant d'Huntingdon (M. W. H. Walker), et du consentement unanime de la Chambre, que le 3e paragraphe de la 58e règle de la Chambre soit

suspendu et que permission lui soit accordée de présenter la pétition de dame Marie-Louise Papineau demandant une loi concernant le testament d'Eléonor Westcott.

Dépôt de pétitions:

La pétition de dame Marie-Louise Papineau demandant une loi concernant le testament d'Eléonor Westcott est présentée et déposée sur la table de la Chambre.

Introduction de bills:

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 37) concernant le Club des ingénieurs de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Soeurs de Sainte-Croix
et des Sept-Douleurs**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

M. Raymond Belleau

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 66) autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Association des constructeurs
de Québec**

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se for-

me en comité général pour étudier le bill (no 42) constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de J.-B. Marion à J. Marion

M. J. Lafontaine (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 70) ratifiant la révocation de la substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Village de Tétreaultville

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Actes de transport des biens de successions

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Beauce (M. A. Godbout), que le bill (no 152) ratifiant certains actes de transport des biens de successions soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et des lois expirantes.

Loi 4 Édouard VII, chapitre 27

M. l'Orateur appelle le bill no 150.

M. E. Roy (Montmagny) demande que la deuxième lecture soit remise à plus tard.

École polytechnique de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que mercredi prochain, la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions

concernant l'École polytechnique de Montréal.
Adopté.

Hygiène publique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que mercredi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'hygiène publique.

Adopté.

La séance est levée à 4 heures.

Séance du 29 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre: par M. Décarie, la pétition de la ville de Westmount.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition de dame Marie-Louise Papineau et autres, demandant une loi concernant le testament de feu dame Mary Eleanor Westcott, est lue et reçue.

Vente d'Ovide-Antoine Richer

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, appuyé par M. F.-X. Dupuis (Châteauguay), et du consentement unanime de la Chambre, que la règle 49 de cette Chambre concernant les bills privés, soit suspendue, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Thomas Hannah, demandant une loi validant une vente et adjudication d'Ovide-Antoine Richer et autres à lui-même, le 3 juillet 1885.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition de Thomas Hannah demandant une loi validant une vente et adjudication d'Ovide-Antoine Richer et autres à lui-même, le 3 juillet 1885, est en conséquence lue et reçue.

Rapports de comités:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 32) amendement et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;

- bill (no 115) amendement la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve;

- bill (no 71) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans

amenaement:

- bill (no 87) concernant la succession A. F. Gault;

- bill (no 78) concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector L. Langevin;

- bill (no 31) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien;

- bill (no 38) déclarant légale la vente du lot no 238 du cadastre du quartier St-Louis, Montréal, faite par dame Marceline Labranche et al, à la Société de l'hôpital général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente;

- bill (no 130) amendement la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de la ville de la Longue-Pointe;
- des soeurs missionnaires de l'Immaculée Conception;

- de "The Gaspesian Railway Company";
- de l'Aquarium;

- de l'Assistance publique;
- de "The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec" demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- de la ville de Notre-Dame-de-Grâces;
- de la ville de Notre-Dame-des-Neiges demandant respectivement des amendements à leur charte;

- de Chs. Cushing et autres demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal;

- de J. A. A. Pigeon demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- des syndics de la paroisse de Sainte-Cunégonde de Montréal demandant une loi concernant un acte de répartition et pour d'autres fins;

- de J.-F. Strachan et autres demandant une loi concernant la succession de feu F.-X. Beaudry;

- d'Arthur Content demandant une loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres;

- du synode du diocèse de Montréal de-

mandant une loi ratifiant certains actes;

- de William G. Tait et autres demandant une loi ratifiant les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres à William G. Tait et autres.

Introduction de bills:

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) demande la permission d'introduire un bill (no 47) concernant la Compagnie du chemin de fer Gaspé.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Benoît (Iberville) demande la permission d'introduire un bill (no 65) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 80) constituant en corporation les sœurs missionnaires de l'Immaculée Conception.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 123) constituant en corporation "The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres héritiers de feu Sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 53) amendant la loi 4 Édouard VII, chapitre III,

concernant le paiement de la construction de l'église de Sainte-Cunégonde, Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 83) amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 95) constituant en corporation l'Assistance publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Marchildon (Nicolet) demande la permission d'introduire un bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 105) amendant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 117) faisant disparaître les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 158) amendant l'article 283 du code municipal.

Il explique que le but qu'il vise est que chaque membre d'un conseil municipal soit capable de lire et d'écrire.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. M. Perrault (Chambly) demande la permission d'introduire un bill (no 159) amen-

dant l'article 426 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Accusations de franc-maçonnerie contre le député de Montréal no 3

M. G. Langlois (Montréal no 3) soulève une question de privilège, afin de répondre aux attaques portées contre lui dans la Croix, la Vérité, l'Événement et le Canadien, qui poursuivent contre le député de Saint-Louis une campagne persistante. Il n'a pas cru devoir répondre à ces attaques, jusqu'à présent. Mais aujourd'hui, il croit le temps venu de s'expliquer. On l'accuse d'être un franc-maçon et un partisan de l'idée d'une école nationale.

L'histoire des accusations portées contre moi est très sérieuse, dit-il. En 1904, je me suis présenté aux élections dans le comté Saint-Louis de Montréal. Ma candidature a été généralement jugée acceptable et mes principes libéraux ont augmenté mes chances de gagner.

Mais je me suis ouvertement opposé aux trusts dans la ville de Montréal, et mes ennemis se sont mis à chercher des sujets d'accusations faciles pour m'attaquer publiquement. Ils ont trouvé cette histoire de franc-maçon, et j'ai nié aussi manifestement qu'un homme puisse le faire que j'étais franc-maçon. Ils n'ont pu fournir la moindre preuve démontrant que je l'étais, mais secrètement, de maison en maison, ils ont fait circuler cette calomnie. Heureusement, les électeurs en général ont été assez avisés pour ne pas se laisser tromper par cette fausseté à mon sujet. Les journaux qui ont porté cette accusation ont mentionné que je les aurais alors menacés d'engager des poursuites contre eux s'ils répétaient cela. Je n'ai rien fait de tel. Je sais très bien que je ne peux pas obtenir de dédommagement de la part de ces journaux car ce que des journaux de cette sorte disent contre moi ne me blesse pas le moins du monde. Je comprends ce que l'on cherche en voulant m'amener devant les tribunaux. On voudrait faire une enquête sur ma vie privée, chercher combien de fois je vais à la messe, demander des billets de confession, etc. Je ne m'amuserais pas à engager de pareils procès.

Ils déclarent qu'il n'a pas besoin de l'estime de ces journaux étroits et intolérants tels que La Vérité, La Croix et L'Événement. Il lui suffit d'avoir la confiance de tous les honnêtes hommes à l'intérieur et à l'extérieur de la Chambre. Il croit que les calomnies de ces journaux ne lui ont pas fait perdre l'estime d'un seul honnête homme.

Il ajoute qu'on l'a également accusé d'avoir dit dans une conférence qu'il a donnée il y a peu de temps au "Montreal Debating Club" qu'il était en faveur de l'école

neutre. Ce n'est pas du tout le cas. Il n'a pas à revenir sur son discours, mais ce qu'il a dit, c'est qu'il était en faveur des écoles nationales. Il nie voir en cela une école neutre, une école sans Dieu. La Croix et la Vérité voient dans les écoles nationales des écoles neutres ou anti-catholiques. Il cite une parole du chef conservateur à Ottawa, M. Monk, à savoir que "la plaie de ce pays était le provincialisme" et que "l'école nationale" peut seule engendrer le "sentiment national". Il partage cette opinion, qui fait allusion aux préjugés de la masse de notre population qu'on effarouche avec des mots et donne ce qu'il entend par école nationale, système adopté par des pays aussi catholiques que le nôtre tels que la Belgique, la Suisse, école à base religieuse et dans laquelle l'État exerce sa part d'autorité, de contrôle, d'effort et d'énergie pour donner à la jeunesse l'éducation à laquelle elle a droit.

Il fait remarquer qu'en Belgique, qui est un pays catholique où il existe deux partis classés comme catholique et non-catholique, le ministre de l'Éducation, qui est membre du parti catholique, a parlé des écoles primaires de ce pays comme étant des écoles nationales.

La même situation existe dans les régions catholiques de la Suisse: il y a des écoles nationales dirigées et contrôlées par le gouvernement, donc par l'entremise d'un ministre de l'Éducation.

Il soutient que l'on a besoin d'écoles nationales afin qu'elles puissent faire naître un sentiment national, et par écoles nationales ou écoles d'État, il entend des écoles pour lesquelles le gouvernement assume sa part de responsabilités au niveau de l'enseignement. Par écoles nationales, on entend des écoles dans lesquelles on se préoccupe de donner de l'enseignement civique, de l'éducation sociale, de la propagande mutualiste et anti-alcoolique et dans lesquelles on s'applique à former des citoyens et des patriotes. Ceux qui prêtent au député de Saint-Louis des idées contraires mentent délibérément. Il n'a jamais, ajoute-t-il, écrit ou dit un mot en faveur d'écoles neutres.

À l'appui de son idée, il cite un extrait de l'ouvrage "Church and Modern Society" de Mgr. Ireland, un éminent prélat américain archevêque de Saint-Paul, au Minnesota, et dont la foi catholique est aussi pure et aussi forte que celle de ceux qui dirigent La Vérité et La Croix. Ce prélat reconnaît la nécessité de l'école d'État, et même est sans réserve en faveur de l'instruction obligatoire et gratuite.

Dans le chapitre intitulé "State Schools and Parish Schools" l'éminent prélat dit: (1) "Je désire faire immédiatement ma profession de foi. J'éprouve pour la constitution de mon pays une loyauté sans bornes. Je ne désire aucune faveur et je ne réclame aucun droit qui ne serait pas d'accord avec la let-

tre et l'esprit de cette constitution.

"Ce que je vais dire à cet auditoire distingué m'est inspiré par les principes de notre commune citoyenneté américaine. Je vous demande de m'entendre et de discuter mes arguments à la lumière de ces principes.

"Je suis un ami et un champion de l'école d'État. Dans les circonstances actuelles, je soutiens l'école paroissiale, mais je souhaiterais qu'il n'y eut pas lieu pour l'école paroissiale d'exister. Je voudrais que toutes les écoles pour les enfants du peuple fussent des écoles d'État.

On accuse partout les catholiques d'être déterminés à vouloir détruire l'école d'État; mais il n'y a jamais eu d'accusation plus fausse. Je résume ici l'ensemble de mes articles en faveur de l'école d'État, ils vont dans le même sens que tous les principes qui ont servi à bâtir l'école d'État.

"Le droit de l'école d'État à l'existence, selon mon avis, est une question qui est maintenant sortie du domaine de la discussion. Ce droit, je le reconnais en entier. Je vais plus loin: je reconnais la nécessité de l'école d'État. Un décret divin veut que l'enfant se trouve dans son corps et dans son esprit sous la direction et le soin de ses parents. Mais ainsi qu'il arrive, des dizaines de milliers d'enfants ne recevront aucune instruction, si on laisse ce soin aux parents seuls. L'État doit ici entrer en scène comme un agent de l'instruction publique; autrement, l'ignorance prévaudra.

L'instruction universelle implique l'idée d'écoles gratuites dans lesquelles peuvent s'instruire ceux qui désirent le faire. Il n'y a pas d'autre moyen de mettre l'instruction à la portée de tous les enfants.

Écoles gratuites! Bénis soient en vérité les pays dont elles ornent les vallées et les collines et bénies les générations sur l'âme desquelles elles versent leurs trésors! Aucun impôt n'est plus légitime que celui qui est prélevé pour détruire l'ignorance et développer dans la conscience nationale le sens de la citoyenneté!

"Et il est à peine nécessaire d'ajouter que la taxe scolaire appartient à l'État et ne doit être dépensée que par les fonctionnaires de l'État et seulement pour les fins particulières pour lesquelles elle a été perçue.

"Je suis sans réserve en faveur des lois publiques décrétant l'instruction obligatoire.

"L'instruction est tellement nécessaire au citoyen pour son avantage personnel aussi bien que pour la société que le père de famille qui négligerait de faire instruire son enfant pèche vis-à-vis l'enfant et vis-à-vis la société et devrait être puni par l'État."

Le député de Montréal no 3 se dit d'accord avec Mgr Ireland, avec le cardinal Manning, avec le parti catholique de la Belgique, et avec les lois de la Suisse qui régissent les écoles à base religieuse.

Il conclut en disant qu'il voulait mettre

fin à la campagne de calomnie menée contre lui et en même temps protester contre les journaux qui dénaturent sa pensée. Il ne peut être condamné pour ses vues sur la question des écoles nationales, sans que ceux qui l'ont ainsi condamné condamnent par le fait même un prélat de l'église catholique romaine, soit Mgr Ireland qui, à vrai dire, est sûrement un aussi bon catholique que les rédacteurs en chef de la Vérité, le Nationaliste ou l'Événement.

Loi 4 Édouard VII, chap. 27

M. E. Roy (Montmagny) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. L.-A. Thériault), que le bill (no 150) amendement la loi 4 Édouard VII, chapitre 27, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il expose longuement l'objet de son bill. En 1903, une loi a été passée d'après laquelle tous ceux qui avaient commencé l'étude de la médecine au 1er novembre 1903, avaient droit à un diplôme de pratique, si, à cette date, ils avaient déjà leur inscription aux deux baccalauréats des arts et des sciences dans un collège classique de la province; et, ayant eu une de ces deux inscriptions, auraient ainsi passé d'une façon satisfaisante ses examens devant le collège des médecins. Cet amendement vise à changer les mots "1er novembre 1903" pour les mots "1er février 1907" et à prévoir que toute personne qui n'a qu'une seule inscription puisse obtenir la deuxième d'un collège classique, au lieu d'aller devant le collège des médecins, tel qu'exigé par la loi Taschereau de 1904.

Il allègue l'impossibilité qu'il y a eu pour certains aspirants à la pratique de la médecine d'obtenir le consentement préalable nécessaire du collège des médecins et chirurgiens pour autoriser la présentation à la législature d'un bill privé. Vu le caractère du bill, il ne peut donner à la Chambre les détails des cas particuliers qui justifient cette demande, et il termine ses explications en disant qu'il présente ce bill sans aucun sentiment d'hostilité à l'égard de la profession médicale dont il reconnaît, avec tous, l'admirable dévouement.

M. A. Jobin (Québec-Est) déclare qu'il s'oppose à ce bill au nom de ses collègues de la profession médicale dans cette Chambre. L'objet de ce bill est de permettre à des jeunes gens d'accéder à la profession médicale alors qu'ils ont échoué leurs examens.

Il fait part à l'Assemblée qu'un comité spécial s'est formé pour entendre les parties intéressées et que ce même comité a refusé de recommander cette loi de faveur. Il déclare qu'il n'y a qu'à la profession médicale que l'on fait injustement des lois d'exception. Il est d'opinion qu'il faut en

finir avec ces lois de malheur qui sont le rabaissement du niveau professionnel et partant contraires à l'intérêt public. Le Parlement devrait respecter les droits acquis par le collège des médecins et des chirurgiens et ne devrait pas permettre que des mesures semblables à celle qui est à l'étude présentement deviennent des lois. Depuis 6 ans, 511 licences à la pratique de la médecine et de la chirurgie ont été accordées et sur ce nombre 177, soit 35%, les ont obtenues par des lois de faveur. Cela constitue un danger et repousse en même temps cette accusation de sévérité et d'intransigeance portée contre le corps médical. Ces lois d'exception sont injustes et funestes dans leurs résultats et il est temps que la législature proclame bien haut et clairement qu'elle n'est plus une fabrique de médecins.

C'est pourquoi il propose en amendement, appuyé par le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les mots "dans six mois".

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) regrette cet amendement. Plutôt que de tuer le bill, il est d'opinion qu'il serait plus sage, afin de pouvoir rendre justice aux parties intéressées, s'il y a lieu, de renvoyer le bill au comité de législation.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) déclare qu'il est en faveur de l'amendement de son collègue, le député de Québec-Est. Il est d'opinion que les jeunes aspirants à la profession médicale devraient avoir autant de courage que leurs prédécesseurs d'il y a vingt ans, alors qu'on suivait la filière ordinaire pour parvenir au succès et qu'on ne venait pas à la législature chercher un diplôme pour suppléer au travail nécessaire, et ce par l'entremise d'avocats trop bienveillants. La profession médicale mérite qu'elle soit accessible par la porte de devant et non par celle de derrière et que l'époque pour la législature de badigeonner des médecins doit être passée. Il est ridicule de voir un tiers des médecins tenir leurs diplômes de la législature et non du collège des médecins.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) explique qu'il votera contre l'amendement. Il serait en faveur d'amender le droit commun afin de permettre à des citoyens qui souffrent injustice au point de vue de l'accès aux professions d'expliquer leurs positions, vu que la législature s'est dépouillée du droit d'étudier les cas spéciaux.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait quelques remarques au député de Châteauguay concernant la suspension des règles de la Chambre. Il fait remarquer que le seul moyen de sortir de l'impasse est de proposer que la règle de la Chambre statuant sur le cas soit sus-

pendue et que le bill soit référé au comité de législation. Tout le monde sait que la deuxième lecture entraîne l'acceptation du principe, et quant à lui, il n'est pas prêt à l'approuver.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) fait remarquer que la Chambre est dans une position très embêtante en ce qui concerne les bills pour l'accès aux professions. Il rappelle que la Chambre a déjà décidé de donner à chaque profession le contrôle de ses examens. Pour cela, on a déclaré qu'aucun bill ne serait reçu s'il n'était accepté d'abord par le bureau des directeurs de la profession en question.

On veut tourner la difficulté en présentant un bill qu'on intitule public. Et l'on donne pour raison que le collège des médecins aurait été injuste. On a toujours droit de faire réparer une injustice, mais il faut la dénoncer dans le préambule de la loi que l'on propose à ce sujet. C'est une question libre, dit-il, mais il me semble que si nous voulons respecter nos propres décisions nous devons condamner le principe du bill actuel. Une loi a été passée en 1904, à l'unanimité, réglant le cas de tous les étudiants dont la position n'était pas régulière. Ceux qui ne sont pas dans une position régulière aujourd'hui n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes. S'il y a des injustices dans le cas actuel, il faudrait au moins qu'il y ait des considérants pour l'adopter.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) se déclare en faveur de l'amendement parce qu'il n'y a rien dans le préambule qui explique les irrégularités des pétitionnaires, et qu'il est trop général. Il rappelle que lors de l'adoption de la loi dont il est l'auteur, en 1904, il avait été entendu que c'était pour la dernière fois. On revient aujourd'hui avec le même bill, et l'on ne donne même pas de motif dans le préambule.

M. E. Roy (Montmagny) fait de nouvelles remarques en réponse aux objections faites au cours du débat. Il défend énergiquement son bill et prie la Chambre de le laisser étudier par le comité de législation. Les motifs de son bill actuel sont absolument les mêmes que ceux qui ont motivé la loi Taschereau en 1904.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) suggère que la motion pour deuxième lecture et l'amendement pour le renvoi à 6 mois soient retirés, et que le bill soit référé au comité de législation.

M. A. Jobin (Québec-Est) demande que son amendement pour faire renvoyer le bill soit mis au vote. L'intérêt public exige que la Chambre se prononce sur son amendement. L'amendement étant mis aux voix, la

Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Benoît, Bernard, Bissonnet (Stanstead), Blanchard, Cardin, Chauret, Côté, Décarie, Fiset, Gauthier, Gillies, Godbout, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Lacombe, Laferté, Langlois, LeBlanc, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morisset, Mousseau, Ouellette, Pelletier, Pilon, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tellier, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Tourigny, Turgeon, Vilas, Walker, Walsh, Weir, 42.

Contre: MM. Bergevin, Caron (Matane), Caron (L'Islet), Cherrier, D'Auteuil, Delâge, Dion, Dupuis, Giard, Girard, Lafontaine (Maskinongé), Morin, Roy (Montmagny), Tanguay (Lac-St-Jean), Thériault, 15.

La proposition d'amendement est adoptée et la proposition principale ainsi amendée, à savoir que le bill soit lu pour la deuxième fois dans six mois, est adoptée.

Statuts refondus, art. 5754a

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge), que le bill (no 154) amendement l'article 5754a des statuts refondus, concernant l'expropriation, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Loi des cités et villes

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge), que le bill (no 155) amendement la loi des cités et villes, 1903, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de la législation et des lois expirantes.

Interpellations:

Observance du dimanche

M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice): 1. Le gouvernement a-t-il pris connaissance de la loi concernant l'observance du dimanche présentée à la session de 1906 du Parlement fédéral?

2. Qu'a-t-il l'intention de faire concernant cette loi?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Oui.

2. À l'étude.

Taxes des voyageurs de commerce

M. G. Langlois (Montréal no 3): Quel est le montant des taxes perçues des voyageurs de commerce, du premier juillet 1906

au premier janvier 1907?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): \$8 600.00.

Demande de documents:

Entretien de Spencer Wood depuis 1894-1895

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), qu'il soit mis devant cette Chambre un état donnant annuellement, depuis 1894-1895, les dépenses de réparation et d'entretien de Spencer Wood.

Adopté.

Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frères de Saint-Vincent de Paul

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 59) constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Église à Saint-Joseph d'Alma

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Club des ingénieurs de Montréal

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 37) concernant le Club des Ingénieurs de

Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dépôt de documents:

Palais de justice et prisons

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 26 février 1906, donnant le montant total approximatif dépensé par la province, depuis 1867 jusqu'au 1er juillet 1905, pour la construction des palais de justice et prisons. (Document de la session no 28)

**Vente de lots appartenant à la
Compagnie d'exposition de Montréal**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 21 janvier 1907, demandant la production de copie des arrêtés du conseil, correspondance, soumissions et documents se rapportant à la vente de 92 lots de terrain situés dans la ville Saint-Louis, appartenant autrefois à la Compagnie d'exposition de Montréal, telle qu'annoncée par le gouvernement dans la Gazette Officielle du 28 avril. (Document de la session no 29)

**Octroi aux pères
de douze enfants vivants**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 20 février 1906, pour la production d'une copie de la correspondance et des documents se rapportant à l'octroi aux pères de douze enfants vivants et à un prolongement de délai à leur être accordé pour faire valoir leur réclamation. (Document de la session no 30)

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. La majeure partie de cette citation est rapportée en français.

Séance du 30 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 10.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de la ville de Beauharnois;
- de l'Académie de billard Marcotte;
- de "The Quebec and St. Maurice Industrial Company" demandant respectivement des amendements à leur charte;
- de la Compagnie de chemin de fer Chibougamau et Baie James;
- de "The Merchants' Light & Power Company";
- de la Compagnie des boulevards de l'Île de Montréal demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- de la "Royal Trust Company" demandant une loi concernant la succession de feu Robert Peddie;
- de F. H. W. Bovey demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic;
- bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 72) concernant la "Shawinigan Carbide Company Limited" et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Charte de Westmount

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. A. Godbout), et du consentement unanime de la Chambre, que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue pour ce qui concerne la pétition de la ville de Westmount demandant une loi amendant sa charte, et que cette pétition

soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition de la ville de Westmount demandant une loi amendant sa charte est lue et reçue.

"Magdalen River Valley Railway Company"

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Nicolet (M. A. Marchildon), et du consentement unanime de la Chambre, que la 49e règle de la Chambre soit suspendue et que la pétition de la compagnie "The Magdalen River Valley Railway Company" soit maintenant lue et reçue.

Il ajoute que ce chemin de fer est financé par un syndicat de riches Bostoniens. Cela sera le troisième chemin de fer à être construit dans la Péninsule depuis qu'il est député. Les travaux de construction débiteront au printemps (1). Le chemin de fer aura 15 milles de long. Il desservira l'intérieur des terres et sera relié au chemin de fer Atlantique, Québec et Occidental.

La proposition est adoptée.

Lecture de pétitions:

La pétition de la compagnie "The Magdalen River Valley Railway Company" est lue et reçue.

Introduction de bills:

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) demande la permission d'introduire un bill (no 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 85) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Bergevin (Beauharnois) demande la permission d'introduire un bill (no 49) amendant la charte de la ville de Beauharnois.

Accordé. Le bill est lu pour la pre-

mière fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 79) constituant en corporation la Compagnie des Boulevards de l'Île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 124) concernant "The Chibougamau and James Bay Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 112) concernant certains pouvoirs à l'Académie de billard Marcotte.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 119) amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 122) concernant la succession de feu Robert Peddie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Aide aux municipalités rurales

M. M. Perrault (Chambly): Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter un projet de loi, au cours de la présente session, à l'effet de déterminer, d'une manière fixe, la proportion annuelle de son aide aux municipalités rurales pour la création et l'amélioration des chemins?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que le gouvernement est à étudier sérieusement l'opportunité de présenter un projet de loi au cours de la présente session, à l'effet de déterminer, d'une manière fixe, la proportion annuelle de son aide aux municipalités rurales pour la création ou l'amélioration des chemins.

À ce sujet, on sait que le ministre de l'Agriculture est présentement à étudier une proposition visant à payer un certain pourcentage, peut-être une demie des montants totaux que les municipalités doivent verser afin d'entretenir elles-mêmes les chemins au lieu de laisser chaque propriétaire s'en occuper.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Sérieux?

Permis de chasse en temps prohibé

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quel est le nombre de permis de chasse accordés, en temps prohibé, par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pendant l'année 1906?

2. Quels sont les noms des personnes à qui lesdits permis ont été accordés, pendant cette année?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) pour l'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. et 2. Mars 10 - À Chase Casgrain, Montréal. Permis scientifique pour se procurer des canards et autres oiseaux de mer.

Août 25 - Dr F. Marien, Montréal. Permis pour fins scientifiques comme professeur de biologie et d'histologie de l'Université Laval, de Montréal, pour gibier à poil et à plume, poissons; permis accordé pour six mois, avec obligation de faire rapport au département.

Septembre 19 - Rév. Jos. B. Mignault, séminaire de Sainte-Thérèse. Permis scientifiques pour fins générales.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande si c'est sérieux, (rires)

Demande de documents:

Délibérations du comité des comptes publics

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que les minutes des délibérations du comité des comptes publics pendant les sessions de 1904, 1905 et 1906 soient déposées sur le bureau et que lecture en soit donnée à cette Chambre.

Il explique sa motion en déclarant qu'il serait en faveur de supprimer tout rouage inutile à la procédure parlementaire et particulièrement le comité des comptes publics qui, depuis 1904, ne s'est réuni que pour faire l'élection de ses présidents. Il proposera donc prochainement son abolition, l'ouvrage de ce comité étant fait par les autres comités, des privilèges et des élections, des voies et moyens, et des comités de la Chambre. Le gouvernement semble ignorer presque complètement le comité des comptes publics.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) regrette que le comité des comptes publics soit ainsi traité. Le gouvernement semble, à son avis ne pas vouloir soumettre à ce comité l'étude des finances de la province.

La motion du député de Chambly ne manque pas d'à-propos, dit-il, parce qu'elle rappelle au gouvernement la faute commise

lorsqu'on a voulu chasser complètement le parti conservateur de cette Chambre. Le comité des comptes publics, qui existe pour faciliter l'étude de la partie financière de l'administration, ne siège pas parce que l'écrasement de l'un des deux partis a diminué ses pouvoirs. Le comité des comptes publics ne s'est réuni depuis 1904 à bien dire, que pour élire son président et il exprime le regret que ce comité, dont l'objet est de contrôler les dépenses de l'administration, ne se soit pas préoccupé de sa mission. Les dépenses ont augmenté considérablement sous le gouvernement actuel, sans que l'on n'aperçoive aucune oeuvre pour les justifier. Je me rappelle avoir demandé moi-même la convocation de ce comité l'an dernier, alors que l'on m'a répondu: "À quoi bon? Nous verrons." J'aurais eu une autre réponse si nous avions eu vingt députés de ce côté-ci de la Chambre. Heureusement que le public de Montréal vient d'augmenter notre nombre de 18% à la dernière élection partielle (rires); signifiant par là au premier ministre que l'opinion commence à s'inquiéter de ce qui se passe ici. Et avec raison. L'opposition aura 7 députés au lieu de 6. Les dépenses ont augmenté d'au-delà d'un million sans que l'on constate aucun travail correspondant à cette augmentation.

Le gouvernement est trop fort et si nous avions une opposition plus considérable, nous aurions justice. Le gouvernement est dans une mauvaise position, sans opposition, et c'est lui qui l'a voulu lorsqu'en 1904, il nous a empêchés de faire la lutte, en faisant les élections juste après les élections fédérales. Il s'est aperçu de son erreur, et l'a appris à ses dépens, car au centre de son parti, il s'est créé une opposition qui a chassé le gouvernement d'alors, le gouvernement Parent, qui fut défait par la faute même de ses propres partisans trop puissants.

Heureusement, nous espérons que l'opposition augmentera du côté des conservateurs et nous avons une preuve de cela dans l'élection récente d'un conservateur dans Saint-Antoine de Montréal.

Je crois donc que nous devons avoir un comité des comptes publics qui, comme le comité des bills privés, siègera et s'enquerra des réformes à faire dans l'administration des finances et qui surveillera la question de près; et l'intérêt public le demande.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) parle de l'opinion que M. Gault a formulée à propos du gouvernement dans un article paru dans *The Herald*, et de quelle façon ce dernier a été obligé de reconnaître, lorsqu'il s'est présenté aux élections, qu'il n'était pas un adversaire du gouvernement libéral, malgré le fait qu'il soit conservateur de tradition et originaire d'un milieu tout aussi

conservateur. De plus, M. Gault ne pouvait relever une seule faille au niveau de leurs principes ou de leur politique, et ce même dans leurs moindres détails. Il a également été obligé de reconnaître qu'il siégeait plutôt comme indépendant. À la lumière de ces faits, le premier ministre déclare que l'argument du député de Laval, à savoir que l'élection du député de Montréal no 5 ne présageait rien de bon pour le gouvernement, est de nature à induire en erreur. Au contraire, la déclaration d'indépendance de M. Gault est la meilleure preuve de l'influence qu'a le gouvernement sur ses électeurs et de l'excellence de son administration. La déclaration du député de Montréal no 5 selon laquelle il ne s'opposait pas au gouvernement ainsi que les autres observations qu'il a faites, provenant d'un conservateur aussi convaincu que M. Gault, sont un hommage soit à l'excellence de l'administration ou au respect que les électeurs témoignent au gouvernement.

Le premier ministre fait remarquer que ce comité des comptes publics existe et qu'il ne croit pas que depuis dix ans que le parti libéral gouverne cette province, il ait jamais refusé de donner tous les renseignements requis. L'honorable député de Chambly, dit-il, est d'opinion que ce comité des comptes publics n'a pas sa raison d'être. Je comprends que son but est de fondre ce comité avec un autre comité. À cela, véritablement, il n'y a rien d'incompatible et quant à l'honorable député de Laval il se plaint du petit nombre de ceux qui forment l'opposition. C'est la bonne politique du gouvernement qui en est la cause. Depuis quatre ans, pas un acte de non-confiance n'a été proposé. Si le comité des comptes publics ne s'est pas réuni, c'est qu'il n'avait aucune raison de le faire. Quant aux renseignements à donner, nous sommes toujours prêts à le faire. Le gouvernement a pleine confiance dans l'esprit de justice qui l'anime. Il n'a pas lieu de cacher ce qui se fait et n'appréhende nullement la désapprobation d'un seul acte. Il est conscient d'avoir fait son devoir. Son administration a pour base l'application sage et éclairée des deniers publics et il n'a aucune objection à donner un état détaillé de chaque dollar que le gouvernement a dépensé.

M. M. Perrault (Chambly) croit que le député de Laval n'a pas compris la question et que lorsqu'il (M. Perrault) est entré au Parlement en 1901, il croyait que le comité des comptes publics siégerait à chaque session, mais il a constaté que tous les comptes étaient étudiés en comité général. Il ne remet pas les comptes en question, mais étant donné que le comité des comptes publics ne siège pas régulièrement comme le font les autres comités, il croit qu'il devrait aussi bien être aboli, car il n'y a aucun document qui est renvoyé à ce comité.

L'expérience a démontré que le meilleur mode est le comité général ou des voies et moyens. Il croit que tout le monde serait d'accord que tout rouage administratif inutile devrait disparaître et sa motion n'avait nullement en vue de critiquer l'action du gouvernement.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Avec la permission de la Chambre, je me permettrai de suggérer que plutôt que d'abolir le comité des comptes publics, il faudrait augmenter ses pouvoirs.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) déclare que le député de Laval ne peut parler sur cette question qui n'est pas en jeu. Il lui demande d'attendre que la motion soit devant la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Nous n'avons pas tant d'ouvrage à faire.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): Attendez que ce soit dans l'ordre. Nous avons plus d'ouvrage que vous ne pensez.

La proposition est adoptée.

Travaux dans les territoires municipaux

M. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-P. Fiset), que le bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le Code municipal en conséquence, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il fait remarquer que ce bill n'est pas nouveau; que, depuis 1904, lorsqu'il fut présenté pour la première fois, il a été à même de constater qu'il s'est dépensé beaucoup d'argent résultant de certains différends lesquels, s'ils avaient pu être réglés de la manière suggérée par le bill, auraient été beaucoup moins désastreux pour la bourse des intéressés en litige. C'est à la fois une protection et une garantie pour nos immigrants qui ne sont pas encore au fait des lois qui les gouvernent. Il croit que cette loi rendra de grands services à la classe pauvre.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité spécial du code municipal.

École polytechnique de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant l'École polytechnique de

Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose qu'en sus de l'allocation annuelle qui lui est maintenant payée en vertu des lois 57 Victoria, chapitre 23, section 17, et 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4, il soit alloué à la corporation de l'École polytechnique, à même le fonds de l'éducation supérieure, une somme de trois mille piastres.

Il fait succinctement, à l'appui de cette résolution, l'historique de cette allocation annuelle à cette institution.

Il fut d'abord alloué \$10,000 à l'École polytechnique. Plus tard, cette allocation fut augmentée de \$3,000 et cette année on demande de nouveau une allocation additionnelle de \$3,000 pour aider cette école qui, dit-il, rend de plus en plus des services inappréciables, particulièrement en ce moment alors qu'un plus grand nombre d'ingénieurs qu'en temps normal est requis.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que ces explications ne sont pas suffisantes. Tout le monde s'entend pour dire que l'École polytechnique a rendu de fiers services au pays, mais la Chambre a bien hâte de savoir de la part du secrétaire provincial en quoi consiste le programme de cours de cette institution. Si le gouvernement désire que la Chambre vote une allocation additionnelle, il devrait dire aux membres pourquoi cette aide additionnelle est nécessaire, quelles sont les améliorations que l'école ainsi que le gouvernement se proposent de réaliser.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Le but immédiat de cette allocation additionnelle est d'aider l'École polytechnique à rembourser des emprunts qu'elle a faits pour construire l'édifice qu'elle occupe maintenant.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) précise qu'il ne s'oppose pas à cette allocation additionnelle, mais qu'il aimerait connaître l'état financier de cette école. Il voudrait aussi être renseigné sur la valeur de l'enseignement actuel. Ce qui a été dit ne nous apprend pas grand-chose. Nous n'avons pas d'objection à voter cet argent, mais il me semble que le gouvernement, sinon pour nous, du moins pour le public, que nous renseignons en nous renseignant, devrait pouvoir nous dire d'une façon un peu précise quel bien il va résulter de cet octroi pour l'enseignement technique.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Nous n'avons pas d'objection à donner des renseignements.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Nous voudrions connaître les besoins qu'il y a.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que le gouvernement n'a pas d'objection à donner tous les détails, mais l'honorable député de Laval a choisi un terrain de questions qui tendent à un ajournement de l'adoption de cette résolution. Il doit reconnaître avec tout le monde la haute importance de cette École polytechnique. Il doit reconnaître aussi avec tout le monde que la bâtisse nouvellement construite à Montréal est splendide et digne de sa destination.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): C'est une des plus belles de Montréal.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): C'est une des plus belles du genre non seulement de Montréal mais peut-être de toute l'Amérique. Ce sont les gouvernements qui l'ont construite.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et le sénateur Villeneuve.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): L'honorable sénateur Villeneuve a aidé et il est à souhaiter qu'il ait des imitateurs. Nous n'avons pas hésité à nous rendre aux demandes des directeurs de cette institution. Nous avons assez de confiance dans leur parfaite honorabilité pour croire à leurs déclarations et nous rendre à leurs vœux qui nous semblent raisonnables et opportuns et dans la mesure de notre possible. L'école est dirigée par un homme de la plus haute respectabilité et quand le conseil de l'école a demandé une allocation au gouvernement, celui-ci s'est empressé d'accéder à sa demande, sachant que c'était de l'argent bien placé. Depuis que l'École polytechnique s'est agrandie, le nombre des élèves a presque triplé. Nous savons qu'il leur faut compléter les musées, les laboratoires, etc., et lorsqu'ils sont venus frapper à la porte du trésor provincial, nous avons pris leur parole. Nous avons reçu une délégation composée des directeurs de l'école, qui nous ont demandé \$3,000 de plus d'allocation pour payer l'intérêt sur une somme de \$50,000 qu'ils ont l'intention d'emprunter pour agrandir l'école afin d'y placer un musée et un laboratoire.

Je crois que l'honorable député de Laval ne doute pas de la parole de M. le chanoine Dauth et c'est avec une certaine joie bien légitime que le gouvernement peut disposer de cette allocation additionnelle pour une institution qui répond si bien aux besoins du moment, qui ouvre de nouvelles carrières à notre jeunesse. L'insistance du

député de Laval ne peut que nuire à l'école. À venir jusqu'à maintenant, les différents gouvernements ont toujours aidé l'École polytechnique, qui est l'une des meilleures de la province, sinon du Canada.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Tout le monde est en faveur de l'École polytechnique, mais le temps doit être passé où les ministres pouvaient nous dire: Nous avons décidé telle chose et ça doit suffire. Le premier ministre a ajouté quelques détails à ceux du secrétaire provincial, ce qui prouve que j'ai eu raison d'insister. Quant à prétendre que les détails que je demande peuvent nuire à l'école, cela est ridicule. Je voudrais simplement savoir et faire connaître au public l'oeuvre de l'École polytechnique, ce qu'elle a coûté à la province, et les résultats qu'elle a produits. Il me semble que nous avons le droit d'exiger ces renseignements, et que je ne demande rien qui dépasse la portée des ministres. Si l'on ne peut pas nous renseigner aujourd'hui, que l'on attende à demain, ou après demain, mais que l'on ne nous refuse pas tous renseignements.

Il déclare qu'il voudrait savoir quelles améliorations seront apportées à l'enseignement technique dans cette école.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): On a l'intention d'organiser entre autres choses diverses chaires telles que l'une sur l'industrie minière, qui est sur le point de prendre un si grand développement dans notre province, et une autre sur la construction des chemins de fer, ce qui n'est pas moins opportun, et enfin quelques autres d'utilité pratique.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) espère qu'à la seconde lecture du bill basé sur la résolution, le secrétaire provincial donnera plus d'explications.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) promet de faire son possible, mais croit qu'il est inutile d'entrer dans les détails de l'enseignement technique aujourd'hui. Le gouvernement a recommandé l'augmentation des sommes allouées à l'enseignement technique suite aux demandes des directeurs de l'école.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no

2) concernant l'École polytechnique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Loi de l'instruction publique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 4) amendement la loi de l'instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. G.-R. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 32) amendement et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J.-O. Villeneuve

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Beauce (M. A. Godbout), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 115) amendement la loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Adopté sur division. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il a devant lui une lettre provenant de l'un des héritiers qui s'oppose au bill tel qu'il est présenté actuellement devant la Chambre.

En conséquence, la troisième lecture est remise à demain.

Succession A.-F. Gault

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 87) concernant la succession A. F. Gault.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession H. Langevin

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 78) concernant la succession de Sir Hector Langevin.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit foncier franco-canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 31) amendement la charte du Crédit foncier franco-canadien.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de M. Labranche à l'hôpital général de Montréal

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 38) déclarant légale la vente du lot no 238, du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marcelline Labranche et al., à la Société de l'hôpital général de Montréal, et ratifiant le contrat de cette vente.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Québec

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 130) amendement la loi concernant l'éducation

dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Louis

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Municipalité de la Longue-Pointe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Église de Sainte-Cunégonde, Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 53) amendant la loi 4 Édouard VII, chapitre III, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Gunégonde, Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. Joseph-Arthur Pigeon

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 65) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Notre-Dame-de-Grâces

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 80) constituant en corporation les soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession F.-X. Beaudry

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Life Underwriter's Association"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 123) constituant en corporation "The Life Underwriter's Association of the Province of Quebec" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'Assistance publique

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 95) constituant en corporation l'Assistance publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 105) amendant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Synode du diocèse de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 117) faisant disparaître certains doutes qui sem-

blent exister quant à certains actes du synode du diocèse de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie du chemin de fer Gaspé

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 47) concernant la Compagnie du chemin de fer de Gaspé soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Dépôt de documents

Employés des palais de justice

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) pour **L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 18 janvier 1907, pour la production de copie de la liste des employés du palais de justice de Montréal et de ceux du palais de justice de Québec, avec leurs salaires respectifs et la nature de leur emploi. (Document de la session no 31)

Recettes et dépenses de la province

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) pour **L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 janvier 1907, pour la production d'un état détaillé des recettes et des dépenses de la province de Québec, depuis le 1er juillet 1906 jusqu'à date. (Document de la session no 32)

Amortissement de la dette de la province

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) pour **L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1907, pour la production de documents indiquant: 1. Le résultat de l'affectation d'une partie du prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O. ou paiement de divers emprunts de 1874, 1876 et 1878, en vertu de la loi 6 Éd. VII, ch. 2, avec le détail des paiements;

2. Le résultat de l'affectation de la balance du prix de cette même vente, au montant de \$1,460,380.00, en vertu de cette même loi, au paiement de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 du 30 juin 1897 et au parachèvement du fonds d'amortissement des actions inscrites en vertu de la loi 60 Victo-

ria, chapitre 2, avec le détail des paiements. (Document de la session no 33)

Montants pour fonds d'amortissement des emprunts

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) pour **L'honorable L.-A. Roy (Kamouraska)** dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 24 janvier 1907, pour la production de copie de documents indiquant: 1. Le montant total mis de côté pour le fonds d'amortissement sur chacun des emprunts constituant la dette fondée de la province, depuis le 1er juillet 1880, en vertu des statuts autorisant lesdits emprunts;

2. Ce montant et la nature des placements faits par la province de Québec depuis 1880, autres que le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. et O., pour assurer le paiement des divers emprunts au moment de l'échéance, au moyen des fonds d'amortissement;

3. Le montant du découvert qu'il faudra combler à l'échéance des emprunts créés depuis le 1er juillet 1880 jusqu'au 1er avril 1897, faute d'avoir observé les diverses lois autorisant leur création en rapport avec le fonds d'amortissement. (Document de la session no 34)

Message du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à s'unir pour la formation d'un comité collectif des deux Chambres, au sujet des impressions, tel que demandé, et que le comité nommé pour surveiller les impressions du Conseil législatif, durant la présente session et composé des honorables Messieurs Allard, Archambault, Berthiaume, Bryson, Garneau N., Gilman, Lanctôt, Pérodeau et de Varennes, soit chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité collectif.

Dépôt de documents:

Refonte des statuts généraux

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la commission chargée de la révision et de la refonte des statuts généraux de la province de Québec, avec la deuxième partie du projet de refonte. (Document de la session no 35)

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande quand sera complété le travail de refonte.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare qu'il ne sera probablement complété

qu'à l'automne prochain;

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande si les deux versions seront déposées en même temps.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): La version anglaise des statuts refondus sera prête en même temps que la version française.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): C'est mieux qu'à Ottawa.

Reconsidération en comité

M. P.-É. LeBlanc (Laval) attire l'attention de la Chambre sur l'abus grave qui s'établit de plus en plus dans les comités de reconsidérer à tout propos des mesures décidées déjà par le comité. À moins de raisons graves, cette reconsidération ne devrait pas être permise. Il arrive qu'à un moment donné certains membres du comité s'apercevant que l'assistance a changé demandent et obtiennent la reconsidération d'un point sur lequel ils ont été battus, renverse la décision précédente qui est, à son tour renversée par un autre groupe et ainsi de suite. Il déclare que l'an dernier, par exemple, il a vu la même clause d'un bill considérée et reconsidérée cinq fois. La dignité des comités en souffre et celle de la législature aussi.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. En été, selon le Quebec Daily Telegraph du 31 janvier 1907.

Séance du 31 janvier 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Rapports de comités

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 75) loi amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal;

- bill (no 46) loi refondant et révisant la charte de la ville de Longueuil;

- bill (no 77) concernant la succession de l'honorable M. Tourville.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

- de J.-H. Dillon demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- du Très Révérend James Carmichael, évêque du diocèse de Montréal, et des marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas demandant une loi ratifiant un certain acte de vente;

- de la Compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay demandant une loi amendant sa charte;

- de dame Marie-Louise Papineau et autres demandant une loi concernant le testament de feu dame Mary Eleanor Westcott.

Votre comité a aussi examiné la pétition d'Albert H. Peters et autres demandant une loi concernant la succession de feu Simon Peters et trouve que les avis n'ont été publiés dans la Gazette officielle que depuis le 19 du présent mois, mais, attendu que toutes les parties intéressées ont signé ladite pétition, votre comité désire recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51e règle.

Adopté.

Introduction de bills:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 161) amendant le code de procédure civile relativement à la rédaction des jugements.

Il déclare que le système actuel met souvent les parties dans l'obligation d'appeler sans connaître au juste les raisons qui ont motivé la décision des juges. L'objet de son bill est d'obliger les juges à rédiger leurs jugements au moment où ils prononcent ceux-ci.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 162) amendant l'article 2427 des statuts refondus relativement à la Cour des commissaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Benoît (Iberville) demande la permission d'introduire un bill (no 163) amendant les articles 100, 809, 819, 1061 du code municipal relativement aux appels à la Cour de circuit et pourvoyant à la nomination d'experts.

Il veut amender la loi de sorte qu'au lieu de faire appel devant la Cour de circuit, on ait recours plutôt à l'arbitrage.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) demande la permission d'introduire un bill (no 136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) demande la permission d'introduire un bill (no 111) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Henry Dillon au nombre de ses membres.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Girard (Rouville) demande la permission d'introduire un bill (no 103) concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 97) ratifiant et confirmant le contrat d'une

vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Statistiques sur les bibliothèques publiques

M. G. Langlois (Montréal no 3): Est-ce l'intention du gouvernement d'organiser un service de statistiques relativement aux bibliothèques publiques et gratuites dans la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): À l'étude.

Écoles du soir

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier): 1. Le Conseil exécutif a-t-il autorisé l'ouverture des écoles du soir ailleurs que dans les centres industriels où il y a une population d'au moins 2,500 âmes?

2. Dans l'affirmative, dans quels endroits?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Non.

2. Non.

Licences d'hôtels

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier): Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, durant la présente session, des amendements à la loi des licences de façon à n'accorder une licence d'hôtel que par mille de population?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Non.

Demande de documents

École de l'industrie laitière

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. G. R. Smith), qu'il soit mis devant cette Chambre une liste des montants payés par le gouvernement à l'École de l'industrie laitière, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour.

Adopté.

Loi de l'instruction publique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 4) amendant la loi de l'instruction publique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, signé de sa main.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

L.-A. Jetté, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1908, conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord (sic), 1867, et recommande ces estimations à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1)
Hotel du Gouvernement,
Québec, 31 janvier 1907.

Il est ordonné que ce message ainsi que les estimations qui l'accompagnent soient renvoyés au comité des subsides.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Monsieur l'Orateur, il est maintenant de mon devoir de faire la motion d'usage que la Chambre se forme en comité des subsides et de soumettre l'exposé de la situation financière de la province.

J'avoue franchement que j'ai accepté avec crainte la position de trésorier de la province, ayant conscience de mon inexpérience et des lourdes responsabilités de la charge qui m'a été confiée. Cependant, j'ai cru devoir me rendre au désir de mon chef politique et je me sens encouragé en comptant sur l'indulgence des membres de cette Chambre.

Vous me permettez, M. l'Orateur, d'exprimer le regret que nous avons éprouvé en nous séparant de l'honorable M. McKill. Il a rempli avec zèle, succès et un rare talent la charge de trésorier de la province, et je suis sûr d'être l'interprète des sentiments de cette Chambre en lui souhaitant une longue et utile carrière dans la magistrature où l'appelaient ses goûts, ses aptitudes et ses connaissances légales.

La question financière est peut-être la plus importante de celles qui sont soumises à nos délibérations; c'est elle qui préoccupe le

plus le gouvernement et le public avides de réformes et de progrès. C'est un sujet de grande préoccupation pour ceux qui sont spécialement chargés d'administrer les affaires publiques de trouver les moyens d'augmenter les revenus de la province, d'y faire régner la prospérité et lui assurer le rang et l'influence qui lui appartiennent dans la Confédération au point de vue matériel, moral et intellectuel.

La politique fiscale que nous avons aujourd'hui à présenter à la Chambre est celle-là même qui a été inaugurée en 1897, lors de l'avènement du gouvernement Marchand; nous avons maintenu et continué cette politique. Elle consiste à augmenter nos revenus sans obérer la classe ouvrière et la classe agricole et à faire contribuer surtout la richesse et les grandes corporations commerciales au Trésor public. Cette politique consiste encore à dépenser équitablement les revenus que nous prélevons, ayant uniquement en vue le progrès et la prospérité de la province, en donnant tout l'encouragement possible à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation, les trois principaux articles de notre programme, sans cependant négliger les autres services.

Nous entendons ne pas rompre la tradition que nous a léguée l'honorable M. Marchand en ajoutant chaque année un nouvel anneau à cette chaîne ininterrompue d'excédents de recette sur la dépense qui existe depuis 1898. Elle a donné la preuve que les administrations libérales ont conduit avec efficacité, succès et prudence les affaires publiques. Ces administrations ont d'ailleurs mérité l'approbation des hommes d'affaires de cette province sans distinction de parti comme elles ont reçu l'approbation de l'électorat chaque fois qu'il a été consulté depuis 1897.

Avant 1897, notre budget presque chaque année accusait un découvert considérable, s'élevant à la somme de \$984,000.00 de déficit, pour clore définitivement la dernière année du régime conservateur.

Depuis, il s'est opéré toute une évolution dans la situation financière de la

province et nous sommes entrés dans une ère nouvelle; mais il a fallu retenir la province dans le cercle de fer d'une rigoureuse économie pour équilibrer notre budget et maintenir nos dépenses dans les limites de nos revenus.

Le gouvernement a fait son devoir et il peut avec confiance soumettre à cette Chambre et au tribunal de l'opinion publique les résultats de son administration financière. Il a eu l'oeil constamment ouvert, n'a rien négligé pour activer la perception des revenus, le recouvrement des impôts et surveiller les dépenses. Car établir l'équilibre entre la recette et la dépense n'est pas suffisant, il faut maintenir cet équilibre en restreignant nos dépenses et en prélevant le montant requis pour subvenir aux besoins de la province.

Durant les deux dernières sessions, pour ne pas remonter plus loin, en vue de répartir plus équitablement les impôts et d'augmenter les revenus du fisc, plusieurs amendements à nos lois ont été proposés et adoptés. Grâce à l'aide donnée au trésorier et au gouvernement par les honorables membres de cette Chambre et à d'heureuses suggestions toujours bien accueillies et souvent acceptées, nos lois concernant les impôts, spécialement sur les successions, les compagnies d'assurances, les banques, ont été améliorées au point de vue du revenu. Tenant compte de la prospérité générale, de l'augmentation des affaires commerciales et de la fortune privée, nous croyons que les revenus de la province doivent augmenter d'une façon notable. Mais aussi, le développement de la province fait naître de nouveaux besoins, les services publics exigent de fortes et nouvelles dépenses.

Cette Chambre sera heureuse de constater avec moi que les opérations de l'année fiscale expirée le 30 juin dernier jetent un jour rassurant sur notre situation financière; et je prie les honorables députés qui m'écoutent de bien vouloir m'accorder quelques minutes d'attention pendant que je vais leur soumettre des chiffres d'une apparence sécheresse mais d'une étude intéressante.

RECETTES ET DÉPENSES

Les comptes publics ont été mis devant la Chambre le jour de l'ouverture de la session, ils établissent que les recettes et les dépenses ont été comme suit:

Recettes ordinaires	\$5 340 166.88
Dépenses ordinaires	5 012 417.74
Excédent des recettes ordinaires	
sur les dépenses ordinaires	327 749.14
Les dépenses extraordinaires soldées	
avec les revenus ordinaires ont été	
comme suit:	
Construction de l'annexe du palais de	
justice à Montréal	\$66 000.00
Ponts en fer	21 500.00
Palais de justice à Sherbrooke	56 700.00
Palais de justice à Kamouraska	99.91
École de laiterie à Saint-Hyacinthe	<u>23 100.00</u>
	\$167 399.81

En conséquence l'excédent des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires est de

\$160 349.33

Mes prédécesseurs ont, avec raison, inclus dans les recettes ordinaires, le montant provenant des ventes de concessions forestières; cependant, je constate qu'en retranchant des recettes ordinaires le produit de ces ventes faites durant l'année expirée le 30 juin 1906, il resterait encore un surplus de recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires.

L'excédent des recettes ordinaires sur

les dépenses ordinaires est de

\$327 749.14

Le montant reçu pour affermage de coupe de bois est de

253 545.00

Ce qui laisse encore un excédent de recettes ordinaires (non compris le produit de ces ventes) sur les dépenses ordinaires de

74 204.14

Le total des recettes pour l'année expirée le 30 juin 1906, (non compris le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. reçu de la Compagnie du chemin de fer Pacifique Canadien) a été de

5 436 734.14

Et le total des paiements (non compris les subsides aux chemins de fer et au pont de Québec, les remboursements de l'emprunt temporaire et des emprunts de 1874 et de 1878) a été de

5 255 981.40

Excédent des recettes

\$180 752.74

COMPARAISON ENTRE LE BUDGET 1905-1906 ET LE RÉSULTAT OBTENU

Les estimés du budget des recettes

ordinaires pour 1905-1906 étaient de

\$4 883 922.87

Et les dépenses ordinaires et extraordinaires devaient être de

4 835 819.87

Ce qui laissait un excédent de recettes de

\$48 103.00

Les recettes ordinaires réalisées ont été de

5 340 166.88

Les prévisions budgétaires des recettes ordinaires étaient de

4 883 922.87

Excédent des recettes ordinaires réalisées sur les prévisions

\$456 244.01

Les dépenses ordinaires et extraordinaires ont été de

5 179 817.55

Les dépenses ordinaires et extraordinaires suivant les prévisions budgétaires, étaient de

4 835 819.87

Excédent des dépenses sur les prévisions

\$343 997.68

Il est facile de constater par les chiffres que je viens de citer que la position financière de la province s'est considérablement améliorée. Les recettes ont dépassé de \$456,244.01 les prévisions de l'ancien trésorier, ce qui nous a permis de mettre de nouvelles ressources au service de la province.

Voici les recettes des différentes sources de revenu qui ont excédé les prévisions budgétaires:

Intérêt sur prix de vente du Q. M. O. & O.

\$4 306.70

Intérêt sur prêts et dépôts

5 134.41

Terres et forêts

35 248.82

Mines et pêcheries

41 677.17

Timbres judiciaires

33 617.20

Fonds de bâtisses et des jurés

6 407.65

Entretien des prisonniers

3 649.12

Honoraires du grand connétable, Québec

28.28

Timbres d'enregistrement

17 578.04

Licences

86 262.07

Taxes directes sur les corporations commerciales

29 930.13

Droits sur les successions

121 348.12

Pourcentage sur honoraires des officiers publics

1 759.41

Entretien des aliénés

9 020.63

Législation	2	237.46
Gazette officielle		237.53
Revenu casuel	12	868.32
Compagnies d'assurances provinciales, contributions		43.40
Pensions du service civil, contributions		308.80
Prime, escompte et change	17	347.43
Taxes sur subventions aux chemins de fer	9	230.03
Prison de Québec, gain des prisonniers		82.35
Taxes sur mutations de propriétés, arrérages		20.40
Taxes sur transferts d'actions, bons, etc.	33	386.66
Loi concernant les véhicules moteurs	1	710.00
Produit de la vente de la ferme modèle de Compton	5	873.39
		<u>\$479 313.52</u>

Les recettes des services suivants ont été
moindres que les prévisions:

Intérêt sur fonds en fidéicommiss	\$3	849.82	
Intérêt sur subventions de chemins de fer, Loi du Canada 47 Vict. C. 4	11	970.00	
Honoraires judiciaires	4	546.29	
Gardes de la prison, Montréal et Québec		400.00	
Prison de Montréal		213.82	
Palais de justice, Montréal	1	773.77	
Pourcentage sur renouvellements d'hypothèques		41.78	
Écoles industrielles et de réforme		15.93	
Loyers des édifices publics		<u>258.10</u>	<u>23 069.51</u>
Les recettes réelles ont excédé les prévisions de			<u>\$456 244.01</u>

DROITS SUR LES SUCCESSIONS

C'est une source de revenu très aléatoire et il est impossible de prévoir ce qu'elle réalisera dans les douze mois à venir.

En 1904-1905, le montant de l'impôt perçu sur les successions a été d'environ \$100,000.00 plus bas que celui des prévisions et l'année dernière il a dépassé de \$120,000.00 le montant des prévisions.

LA LOI DES LICENCES

Le montant total perçu durant l'année 1905-1906, en vertu de cette loi, a été de	\$816 262.07
soit \$70,951.81 de plus qu'en 1904-1905 et	
\$86,262.07 de plus que les prévisions budgétaires.	
Les principales sources de ce revenu ont été les suivantes:	
Licences d'hôtels	\$210 993.30
Restaurants	192 476.70
Magasins de liqueurs en détail	191 527.94
Magasins de liqueurs en gros	29 068.75
Magasins de liqueurs en gros et en détail	2 163.75
Transports des licences	26 148.75
Clubs	10 416.72
Embouteilleurs	12 546.65
Colporteurs	19 622.21
Tables de billard	13 947.76
Voyageurs de commerce	16 800.00
Agents de courtiers étrangers	12 000.00

TERRES, MINES ET PÊCHERIES

Lorsque les prévisions pour l'année 1905-1906 ont été soumises à cette Chambre, les Terres, Mines et Pêcheries étaient sous l'administration d'un même département. Depuis lors, les Mines et les Pêcheries ont été transférées au nouveau département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Les prévisions du revenu provenant de ces sources étaient de		\$1 431 000.00
Les recettes ont été:		
Du département des Terres et Forêts	\$1 395 248.82	
Du département de la Colonisation,		
Mines et Pêcheries	112 677.17	1 507 925.99
Excédent sur les prévisions		76 925.99
La partie principale de ce revenu provient des sources suivantes:		
Droits de coupe de bois	\$776 901.37	
Affermage de coupe de bois	253 545.00	
Rentes foncières	206 809.20	
Vente de terres de la couronne	91 095.71	
Mines	43 536.10	
Pêcheries et Chasse	69 141.07	

PAIEMENTS EXCÉDANT LES PRÉVISIONS

Les dépenses ordinaires pour les services suivants ont dépassé les prévisions:		
Gouvernement civil		\$25 241.05
Administration de la justice		70 199.88
Instruction publique		50 000.18
Mines et pêcheries		8 451.50
Travaux publics - Ordinaires		5 821.27
Terres et Forêts		147 154.60
Asiles des aliénés		31 239.49
Charges sur le revenu		11 550.52
Services divers		14 483.51
Fonds de remboursement de subventions des chemins de fer		550.00
Paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions,		
fonds de bâtisses et des jurés		13 791.92
		<u>\$378 483.92</u>

Les dépenses pour les services suivants sont restées au-dessous des prévisions:		
Dettes publiques	\$22 892.73	
Législation	408.13	
Agriculture, pont d'un chemin de fer	13 600.00	
Écoles industrielles et de réforme	2 385.38	39 286.24
Les dépenses réelles ont excédé les prévisions de		<u>\$339 197.68</u>

TERRES ET FORÊTS

Le ministère des Terres et Forêts a dû payer en vertu du statut 5 Éd. VII, c. 16, concernant l'octroi en argent aux pères de douze enfants, la somme de \$105,000.00. Ce surcroît de dépense n'était pas entré dans les prévisions budgétaires et il explique la plus grande partie de l'écart entre le montant des prévisions et le montant dépensé par ce ministère.

INSTRUCTION PUBLIQUE

Nous avons dépensé pour l'instruction publique \$50,000.18 de plus que les prévisions et \$51,000.18 de plus qu'en 1904-1905. Personne, je crois, n'y trouvera à redire. Cet excédent de dépense, en sus des prévisions, a été employé comme suit: \$35,677.05 pour les écoles élémentaires et \$14,323.13 pour les écoles du soir.

COMPARAISON DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE 1905-1906 AVEC CELLES DE 1904-1905

Il n'est pas sans intérêt de comparer les recettes de 1905-1906 avec celles de l'année précédente.

Recettes ordinaires

Recettes ordinaires 1905-1906	\$5 340 166.88
Recettes ordinaires 1904-1905	<u>5 039 001.07</u>
Excédent des recettes en 1905-1906	\$ 301 165.81

Voici quels sont les items les plus importants d'augmentation et de diminution du revenu pour 1905-1906:

Augmentations:

Mines et pêcheries	\$ 45 238.90
Timbres judiciaires	22 145.30
Timbres d'enregistrement	14 092.89
Fonds de bâties et des jurés	6 686.89
Licences	70 951.81
Taxes directes sur les corporations commerciales	11 047.70
Droits sur les successions	237 965.93
Asiles d'aliénés - patients payants	1 775.85
Revenu casuel	2 135.15
Prime, escompte et change	15 936.67
Intérêt sur prix du chemin de fer Q.M.O. & O.	6 785.32
Taxes sur les transferts d'actions, bons, etc.	33 386.66
Loi sur les véhicules moteurs	1 710.00
Produit de la vente de la ferme de Compton	<u>5 873.39</u>

Diminutions:

Puissance du Canada	\$ 2 887.22
Terres et forêts	139 703.15
Asiles d'aliénés, contributions municipales	13 785.56
<u>Gazette officielle de Québec</u>	1 332.27
Fonds de remboursement de subventions des chemins de fer	<u>17 191.89</u>

TERRES ET FORÊTS

En 1904-1905, le revenu des Terres, Forêts, Mines, Pêcheries et Chasse était de	\$1 602 390.24
Si l'on en déduit le produit de l'affermage de coupe de bois	<u>389 576.12</u>
Il reste un revenu de	\$1 212 814.12
En 1905-1906, le revenu des Terres et Forêts a été de	\$1 395 248.82
Déduction faite du produit des ventes de concessions forestières	<u>253 545.00</u>
Il reste un revenu de	\$1 141 703.82
Si l'on y ajoute le revenu des Mines, Pêcheries et Chasse, en 1905-1906,	<u>112 677.17</u>
Le revenu est de	\$1 254 380.99
Soit \$41,566.87 de plus qu'en 1904-1905	

DÉPENSES ORDINAIRES

Le total des dépenses ordinaires pour 1905-1906 a été de	\$5 012 417.74
Le total des dépenses ordinaires pour 1904-1905 était de	<u>4 937 882.77</u>
Un excédent dans les dépenses ordinaires de 1905-1906 de	\$ 74 534.97
Les services pour lesquels les dépenses ordinaires ont été plus élevées qu'en 1904-1905 sont les suivants:	
Gouvernement civil	\$ 28 849.29
Administration de la justice	55 766.45
Écoles industrielles et de réforme	49.09
Instruction publique, y compris les écoles du soir	51 000.18
Mines et pêcheries	7 380.49
Terres et forêts	135 163.39
Charges sur le revenu, y compris les paiements faits par les shérifs, sur leurs perceptions	11 129.27
Services divers	1 030.66
Fonds de remboursement de subventions aux chemins de fer	<u>550.00</u>
	\$ 290 918.82

Et les services pour lesquels les dépenses ordinaires
ont été moindres sont:

Dette publique	\$12 660.71	
Législation	59 861.78	
Agriculture	87 037.23	
Travaux publics, ordinaires	6 973.08	
Asiles d'aliénés	49 851.05	216 383.85
Une augmentation nette en 1905-1906 de		\$ 74 534.97

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et édifices publics, durant l'année 1905-1906, ont été de \$115,376.63 plus élevées que celles de 1904-1905.

Les paiements au compte des subventions aux chemins de fer et à celui du chemin de fer Q. M. O. & O. pendant l'année 1905-1906, ont été de \$57,143.47 moins élevés qu'en 1904-1905.

Les paiements au compte de la subvention au pont de Québec ont été les mêmes, \$30,000.00.

La balance des subventions aux chemins de fer, autorisées par les lois de la législature, mais non encore gagnées au 30 juin 1906, était de \$388,787.08.

La balance de la subvention au pont de Québec, autorisée par acte de la législature, mais non encore gagnée au 30 juin 1906, était de \$70,000.00.

Les emprunts de 1874 et de 1876 s'élevant à \$5,835,620.00, ainsi que l'emprunt temporaire de 1897 s'élevant à \$700,000.00, ont été remboursés au cours de l'année 1905-1906.

TRAVAUX PUBLICS Dépenses extraordinaires

L'augmentation de \$115,376.63 dans les dépenses de 1905-1906, telle que comparée avec les dépenses de 1904-1905, s'explique par l'état suivant:

Augmentations:

Construction d'une bâtisse à Montréal pour les registreurs et autres officiers publics	\$ 31 000.00
Ponts en fer dans les municipalités, pour la construction de ponts en fer sur la Matapédia	6 500.00
Palais de justice de Sherbrooke; pour construction et ameublement	56 700.00
Palais de justice de Kamouraska, balance due pour construction	99.81
Construction d'une nouvelle école d'industrie laitière à Saint-Hyacinthe; ameublement, machines et achèvement de la bâtisse	23 100.00
	<u>\$ 117 399.81</u>

Diminution:

Palais de justice, district de Pontiac	2 023.18
	<u>\$ 115 376.63</u>

OPÉRATIONS DE CAISSE

Le premier juillet 1905 nous avions dans différentes banques la somme de	\$ 151 665.68
Les mandats non payés à la même date s'élevaient à	196 985.74
	<u>\$ 45 320.06</u>

Recettes du 1er juillet 1905, au 30 juin 1906, viz:

Revenu ordinaire	\$5 340 166.88
Dépôts en fidéicomis	53 747.51
Vente des terrains de l'exposition, Montréal	41 819.75
Prêt à l'asile des aliénés, Beauport	1 000.00
Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, prix de vente du Q. M. O. & O.	7 000 000.00
	<u>\$12 436 734.14</u>

À même cette somme, ont été faits les paiements suivants, (à part les subventions aux chemins de fer, chemin de fer Q. M. O. & O., construction et subvention à la compagnie du pont de Québec) du 1er juillet 1905 au 30 juin 1906, viz:

Dépenses ordinaires	\$5 012 417.74		
Dépenses extraordinaires	167 399.81		
Dépôts en fidéicommis	32 848.32		
Payé à la Compagnie d'exposition de Montréal	43 196.53		
Dépenses, ventes de terrains de l'exposition	119.00		
Remboursement, emprunt temporaire	700 000.00		
Rachat de la dette publique; emprunts de 1874 et de 1876	<u>5 835 620.00</u>	<u>11 791 601.40</u>	
Excédent de recettes			<u>645 132.74</u> <u>\$599 812.68</u>
Les paiements pour subventions aux chemins de fer Q. M. O. & O., construction et subvention à la Compagnie du pont de Québec, du 1er juillet 1905 au 30 juin 1906, ont été:			
Subventions aux chemins de fer	\$ 37 000.00		
Compagnie du pont de Québec	30 000.00		
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction	<u>750.00</u>		<u>67 750.00</u>
	Balance		<u>\$532 062.68</u>
Savoir:			
Au 30 juin, il y avait en dépôts dans diverses banques	\$852 978.23		
Mandats non payés	320 915.55		\$532 062.68

ÉTAT APPROXIMATIF DU PASSIF ET DE L'ACTIF DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
AU 30 JUIN 1906

Passif

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	\$27 017 451.98	
Augmentation du capital par conversion	<u>1 743 526.83</u>	\$28 760 978.81
Dépôts en fidéicommis		441 375.39
Mandats impayés		320 915.55
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	6 375.50	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52 1/2 cts. par acre, autorisées mais non encore dues	<u>382 411.58</u>	388 787.08
Octroi pour le pont sur le fleuve Saint-Laurent à Québec		70 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		25 218.75
Obligations du palais de justice de Québec		127 800.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke		<u>60 000.00</u>
		<u>\$30 195 075.58</u>

Actif

Partie du prix du chemin de fer Q.M.O. & O. déposé en banque	\$892 580.00
--	--------------

Palais de justice de Sherbrooke, taxe pour pourvoir à l'intérêt et au fonds d'amortissement des obligations	<u>60 000.00</u>	\$325 987.45	
Diminution de l'actif:			
Partie du prix du chemin de fer Q.M.O. & O. affecté au paiement d'emprunts	\$6 535 620.00		
Remboursement, avances à diverses personnes	1 000.00		
Taxe du palais de justice de Québec	<u>5 400.00</u>	<u>\$6 542 020.00</u>	
Diminution nette de l'actif durant l'année			<u>\$6 216 032.55</u>
Diminution de l'excédent du passif			<u>\$275 245.12</u>
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1905 était de			\$25 983 446.82
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1906 était de			<u>25 708 201.70</u>
Diminution de l'excédent du passif			<u>\$275 245.10</u>

DETTE CONSOLIDÉE

Au 30 juin 1905 la dette consolidée était de		\$34 684 685.48
Au 30 juin 1906 la dette consolidée était de		<u>28 760 978.81</u>
Réduction de la dette consolidée		<u>\$5 923 706.67</u>
Se divisant comme suit:		
Rachat des obligations de l'emprunt de 1880	\$88 086.67	
Paiement de l'emprunt de 1874	2 723 873.33	
Paiement de l'emprunt de 1876	<u>3 111 746.67</u>	\$5 923 706.67
Au 30 juin 1906 la dette consolidée consistant en obligations et bons non payés de divers emprunts de la province était de		\$28 760 978.81
À déduire les fonds d'amortissement investis, s'élevant à		<u>3 675 647.25</u>
Laissant une balance de la dette consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu, de		\$25 085 331.56

La balance de la dette consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu au 30 juin 1906 accuse une augmentation de \$582,858.43 sur la balance de la dette consolidée à laquelle il n'avait pas été pourvu au 30 juin 1905. Cette augmentation est due à ce qu'une partie du fonds d'amortissement a été employée au rachat de l'emprunt temporaire de \$700,000.00 en vertu de la loi 6 Ed. VII, chapitre 2.

DETTE NON CONSOLIDÉE

Au 30 juin 1906 la dette non consolidée était de:		
Dépôts en fidéicommis		\$441 375.39
Mandats non payés		320 915.55
Subsides de chemins de fer octroyés, mais non encore gagnés		388 787.08
Octroi pour un pont sur le Saint-Laurent		70 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'échange		<u>25 218.75</u>
		<u>\$1 246 296.77</u>

Pour rencontrer cette dette nous avons:		
Argent en banques	\$388 598.23	
Réclamations contre des personnes et des corporations pour prêts et avances	<u>234 828.40</u>	<u>623 426.63</u>
Laissant une balance de la dette non consolidée à laquelle il doit être pourvu de		\$622 870.14
Soit une diminution sur l'an dernier de \$858,103.55 comme suit:		
Diminution emprunt temporaire		\$700 000.00
Diminution subventions aux chemins de fer		<u>67 000.00</u>
		\$767 000.00
Augmentation des dépôts en fidéicommiss	20 899.19	
Augmentation de mandats non-payés	<u>123 929.81</u>	<u>144 829.00</u>
		\$622 171.00
Augmentation, argent en banques	\$236 932.55	
Diminution des avances à diverses personnes	<u>1 000.00</u>	<u>235 932.55</u>
		\$858 103.55

DETTE CONSOLIDÉE ET NON CONSOLIDÉE

Montant de la dette consolidée à la- quelle il n'a pas été pourvu		\$25 085 331.56
Montant de la dette non consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu		<u>622 870.14</u>
Total de la dette à laquelle il n'a pas été pourvu		\$25 708 201.70
Diminution de la dette non consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu		858 103.55
Augmentation de la dette consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu		<u>582 858.43</u>
Diminution du passif		\$275 245.12
S'expliquant comme suit:		
Surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraor- dinaires		\$160 349.33
Montant des obligations de l'emprunt de 1880, rachetées durant l'année	\$88 086.67	
Montant du fonds d'amortissement placé durant l'année	<u>29 054.90</u>	
Pourvu sur les revenus ordinaires		\$117 141.17
Produit des ventes des terrains de l'exposition, Montréal		<u>41 819.75</u>
		\$319 310.65
À déduire:		
Montant payé à la Compagnie de l'expo- sition, Montréal	\$43 315.53	
Montant payé au compte de la construc- tion du chemin de fer Q.M.O. & O.	<u>750.00</u>	<u>44 065.53</u>
		\$275 245.12

ARBITRAGE ET COMPTES NON RÉGLÉS

Pour plusieurs raisons le bureau des arbitres nommés pour régler les comptes contestés entre la puissance du Canada et les provinces d'Ontario et de Québec ne s'est pas réuni depuis un certain temps.

Par suite de la retraite de Sir Louis-Napoléon Casault, sa position comme arbitre, nommé par le gouvernement de Québec, est devenue vacante, en vertu des dispositions de la loi constituant le tribunal d'arbitrage, et l'honorable juge en chef François Langelier a été nommé par le gouvernement de Québec, et accepté par les gouvernements de la puissance et d'Ontario, comme l'arbitre devant remplacer Sir Louis Napoléon Casault.

Toutes les réclamations contestées entre les parties à l'arbitrage, qui ont été soumises aux arbitres, ont été réglées en conformité des nombreuses sentences arbitrales rendues par ces derniers, et confirmées ou modifiées par la Cour suprême ou le Conseil privé, à l'exception de la réclamation de Québec contre Ontario, pour un montant très considérable se

rapportant à la perception par la province d'Ontario des arrérages dus sur les ventes des terres des écoles communes. Il y a eu plusieurs enquêtes sur cette question du fonds des écoles communes, qui intéresse à la fois Ontario et Québec, et il a été rendu plusieurs sentences arbitrales dont quelques-unes ont été portées en appel.

Le gouvernement a maintenant l'intention de conduire cette réclamation à un résultat final, et il a donné à ses avocats des instructions à cet effet.

ANNÉE COURANTE

L'état des finances pour la première moitié de l'exercice en cours est tout à fait satisfaisant.

Les recettes ordinaires ont donné près de \$400,000 de plus que durant la même période l'année dernière, et la dépense n'a pas été aussi élevée.

L'état des recettes et des paiements jusqu'à date, soumis à la Chambre, indique que toutes les sources de revenu ont rapporté plus que l'on en attendait; les impôts sur les corporations commerciales et les droits sur les successions accusent une augmentation marquée. Il ne semble pas y avoir de raisons pour que les revenus provenant des Terres et Forêts, des licences, de l'entretien des patients dans les asiles d'aliénés et des internes des écoles de réforme et d'industrie, qui donnent leur plus grande recette durant la dernière partie de l'année, ne répondent pas aux prévisions.

Quant aux dépenses, le gouvernement est bien résolu à continuer la politique qu'il a suivie jusqu'à présent et à ne pas leur laisser dépasser les limites que prescrivent l'intérêt du pays et l'administration efficace du service public.

Nous soumettrons l'an prochain les détails complets des recettes et des dépenses de l'exercice en cours qui s'annonce sous d'heureux auspices puisque dans les six premiers mois il y a une forte augmentation dans la recette et une diminution dans la dépense sur l'année dernière à la même date, et j'en augure un heureux résultat pour l'année courante.

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 1907-1908

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1908 sont basées sur des informations précises fournies par les divers départements et elles ont été préparées avec le plus grand soin et la plus grande attention.

On y verra que je compte sur un surplus de \$153,820.75 de revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires.

Si l'on compare ces prévisions avec celles de l'année courante, on remarquera une augmentation des recettes prévues et une diminution des paiements prévus.

Prévisions de recettes pour 1907-1908	\$4 790 140.98
Prévisions de recettes pour 1906-1907	4 674 848.02
Augmentation	\$115 292.96
Prévisions des dépenses pour 1907-1908	\$4 636 320.23
Prévisions des dépenses pour 1906-1907	4 643 993.17
Diminution	\$7 672.94

RECETTES PROBABLES, 1907-1908

Puissance du Canada:		
Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	\$959 252.80	
Intérêts sur fonds en fidéicommis	76 247.50	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4	127 460.68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8	107 730.00	\$1 270 690.98
Intérêt:		
Intérêt sur partie du prix de vente du chemin de fer Q.M.O. & O.	38 000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	15 000.00	53 000.00
Terres et Forêts		1 192 500.00
Mines, Pêcheries et Chasse		135 000.00
Administration de la justice:		
Timbres judiciaires	230 000.00	
Honoraires judiciaires	6 000.00	
Fonds de bâties et des jurés	30 000.00	
Entretien des prisonniers	15 000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4 000.00	
Prison de Montréal, gain des prisonniers	200.00	

Palais de justice de Montréal, non compris les timbres	2,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	<u>600.00</u>	287 800.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		88 000.00
Licences		800 000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.		400 000.00
Droits sur successions		300 000.00
Taxes sur transports d'actions, bons, etc.		40 000.00
Loi concernant les véhicules-moteurs		2 000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		8 000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques		100.00
Entretien des aliénés		119 000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme		24 000.00
Législation		10 450.00
Gazette officielle		16 900.00
Loyers d'édifices publics		1 200.00
Revenu casuel		15 000.00
Compagnies d'assurances provinciales, contributions		1 000.00
Sociétés de secours mutuels, contributions		2 500.00
Contributions aux pensions, service civil		4 000.00
Prime, escompte et change		4 000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer		<u>15 000.00</u>
		\$4 790 140.98

DÉPENSES PROBABLES, 1907-1908

Dette publique		\$1 315 822.16
Législation		219 805.10
Gouvernement civil		318 477.50
Administration de la justice		663 062.46
Instruction publique, etc.		541 960.00
Asiles des aliénés		418 325.00
Écoles d'industrie et de réforme		60 000.00
Hygiène		14 500.00
Travaux publics, (Ordinaire)	\$120 094.76	
Travaux publics, (Extraordinaire)	<u>41 000.00</u>	161 094.76
Travail		12 400.00
Agriculture		227 950.00
Terres et Forêts		214 800.00
Colonisation		140 750.00
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre)		61 000.00
Institutions de bienfaisance		46 473.25
Charges sur le revenu		130 500.00
Services divers		<u>89 400.00</u>
		\$4 636 320.23
Subventions de chemins de fer		<u>37 325.50</u>
		\$4 673 645.73

Nous invoquons l'intérêt public pour justifier notre budget. L'idée qui a présidé à sa préparation en est une tendant uniquement au progrès et à l'avancement du pays. C'est vers ce but que nous orientons notre politique financière et pour y arriver, nous demandons l'aide et le concours de tous les honorables membres de cette Chambre. Nous serons toujours heureux d'accueillir les avis et même les critiques légitimes de nos amis de la gauche, étant persuadés qu'ils seront inspirés par le désir de contribuer au bien et au progrès de la province.

Le gouvernement ne se propose pas durant cette session d'apporter de modifications importantes dans nos lois concernant les impôts. Cependant un projet de loi sera présenté tendant à changer la taxe sur les chemins de fer. Actuellement, certaines compagnies de chemins de fer payent double taxe, l'une sur leurs profits ou les subsides reçus, l'autre sur leur millage. Notre intention est d'augmenter le taux de la taxe sur le millage et de le rapprocher de celui que les compagnies de chemin de fer payent dans l'Ontario.

La taxe sur les voyageurs de commerce, tel que le premier ministre l'a laissé prévoir, sera abolie et nous serons privés de ce chef d'un revenu approximatif de \$18,000.00. Nous consentons à nous priver de ce revenu pour ouvrir nos portes toutes grandes et enlever toute entrave au commerce.

En donnant une attention constante et rigoureuse à la perception de nos revenus, il sera possible, non seulement de maintenir l'équilibre entre nos recettes et nos dépenses, mais d'obtenir des excédents que nous emploierons dans les meilleurs intérêts du pays.

Il y a quelques jours, l'honorable ministre des Terres et Forêts, parlant au nom du gouvernement, a fait une importante déclaration, lorsqu'il a dit qu'il n'y aurait pas cette année de vente de concessions forestières. Cette déclaration fait disparaître l'unique reproche quelque peu sérieux formulé par nos adversaires contre la politique financière des administrations libérales depuis 1897.

La conférence concernant le rajustement du subside tenue à Ottawa, au mois d'octobre dernier, peut à bon droit être qualifiée d'historique. Parmi les hommes politiques distingués venus pour y représenter les neuf provinces du Canada, nul n'y a joué un rôle plus important que le premier ministre de la province de Québec et cette conférence a mis en relief ses qualités d'homme d'État.

C'est lui en effet qui en avait pris l'initiative; et c'est à son énergie, à sa persévérance et à ses nobles efforts que nous devons le résultat éminemment satisfaisant qui a couronné l'issue de cette conférence. Elle lui a mérité les félicitations unanimes de ses amis et de ses adversaires.

Ce rajustement du subside fédéral devra nous procurer, dans un avenir rapproché, une augmentation de revenu considérable. Mais nos dépenses suivront aussi une marche ascendante, le développement et le progrès du pays l'exigent. Nous devons nous préparer à faire face à de plus grandes dépenses dans les services déjà existants et subvenir à d'autres demandes pressantes qui nous arriveront inévitablement. Il est naturel que nos dépenses augmentent proportionnellement au développement de la province; nous nous y attendons et nous voulons nous mettre en mesure de satisfaire à ces besoins nouveaux.

Il faut cependant savoir éviter les écueils semés sur la route et employer toute augmentation de revenu pour les grands besoins de la province. Il nous faut faire des efforts pour peupler notre territoire, y attirer surtout la classe agricole en lui favorisant la prise de possession du sol.

Il nous faut accroître notre population, c'est le problème de l'avenir, si nous voulons conserver notre influence et continuer à remplir le rôle important tenu jusqu'à présent par la province de Québec dans la confédération canadienne. Car l'importance de notre province sera proportionnée au chiffre de sa population.

Le gouvernement a une oeuvre à accomplir et il veut la mener à bonne fin.

Il veut que la province de Québec occupe la place qui lui appartient dans la confédération canadienne. Il veut le progrès dans le domaine de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation, dans l'exploitation de nos ressources forestières, de nos mines et de nos pêcheries et dans tout ce qui touche au bien-être et à la prospérité de ses habitants.

Nous avons foi dans l'avenir de notre province et dans la destinée que lui réserve la Providence et nous voulons que toujours elle donne l'exemple de la tolérance, du progrès et de la liberté.

Je termine maintenant, M. l'Orateur, et reprends mon siège en proposant que vous quittiez le fauteuil et que cette Chambre se forme en comité des subsides.

ÉTAT A

État des paiements (non compris les subsides de chemins de fer et de ponts, et les obligations rachetées en conversion de la dette, remboursement de l'emprunt temporaire et emprunts de 1874 et 1876); et des recettes (non compris le produit de fonds émis en conversion de la dette, et prix de vente du chemin de fer Q.M.O. & O.); pour les cinq années échéant le 30 juin 1906.

Année	Paiements	Recettes	Excédent des paiements	Excédent des recettes
1901-1902	4 573 770.66	4 601 029.81		27 259.15
1902-1903	4 702 629.88	4 746 357.98		43 728.10
1903-1904	4 892 012.74	4 995 118.26		103 105.52
1904-1905	5 112 292.29	5 149 358.77		37 066.48
1905-1906	5 255 981.40	5 436 734.14		180 752.74

ÉTAT B

1901-1902

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$74,849.34 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 470 332.15	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	20 345.17	\$4 490 677.32
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		18 004.29
Dépenses, ventes de propriété		266.61
Paiements sur dépôts en fidéicommiss		64 822.44
		<u>\$4 573 770.66</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$4 515 169.88	
Terrains de l'exposition de Montréal, acompte des ventes	19 224.39	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	66 635.54	4 601 029.81
Excédent des recettes		<u>\$27 259.15</u>

1902-1903

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$81,857.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 530 616.88	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	65 443.77	\$4 596 060.65
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		5 824.72
Paiements sur dépôts en fidéicommiss		100 744.51
		<u>\$4 702 629.88</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	\$4 699 772.87	
Terrains de l'exposition de Montréal, acompte des ventes	7 019.34	
Propriété, coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine, prix de la partie vendue	3 124.15	
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875	7 500.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	28 941.62	4 746 357.98
Excédent des recettes		<u>\$43 728.10</u>

1903-1904

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$86,334.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 744 969.24	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	50 500.00	\$4 795 469.24
La Compagnie de l'exposition de Montréal du produit des ventes de terrains de l'exposition		35 824.72
Dépenses, ventes de propriété		305.45
Palais de justice de Sherbrooke		25 390.46
Paiements sur dépôts en fidéicommiss		35 022.87
		<u>\$4 892 012.74</u>

Recettes:

Revenu ordinaire	4 880 686.54	
Terrains de l'exposition de Montréal, acompte des ventes	23 555.65	
Prêt re asile d'aliénés de Beauport, soeurs de la Charité, acompte	1 000.00	
Palais de justice de Sherbrooke	15 000.00	

Dépôts de fonds en fidéicommiss	74 876.07	4 995 118.26
Excédent des recettes		\$103 105.52

1904-1905

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$86,724.01 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$4 937 882.77	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	52 023.18	\$4 989 905.95
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		30 506.20
Dépenses, ventes de propriété		455.92
Palais de justice de Sherbrooke		69 961.75
Paiements sur dépôts en fidéicommiss		21 462.47
		\$5 112 292.29

Recettes:

Revenu ordinaire	\$5 039 001.07	
Terrains de l'exposition de Montréal, acompte des ventes	15 207.18	
Prêt re asile d'aliénés de Beauport, soeurs de la Charité, acompte	1 000.00	
Palais de justice de Sherbrooke	61 050.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	33 100.52	5 149 358.77
Excédent des recettes		\$37 066.48

1905-1906

Paiements:

Dépenses ordinaires (y compris \$88,086.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)	\$5 012 417.74	
Dépenses extraordinaires (édifices publics)	167 399.81	\$5 179 817.55
La Compagnie de l'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		43 196.53
Dépenses, ventes de propriété		119.00
Paiements sur dépôts en fidéicommiss		32 848.32
		\$5 255 981.40

Recettes:

Revenu ordinaire	\$5 340 166.88	
Terrains de l'exposition de Montréal, acompte des ventes	41 819.75	
Prêt re asile d'aliénés de Beauport, soeurs de la Charité, acompte	1 000.00	
Dépôts de fonds en fidéicommiss	53 747.51	5 436 734.14
Excédent des recettes		\$180 752.74

État C

Recettes

	\$ 1901-02 cts	\$ 1902-03 cts	\$ 1903-04 cts	\$ 1904-05 cts	\$ 1905-06 cts
Puissance du Canada	1 279 105.57	1 281 603.17	1 282 042.08	1 269 262.88	1 266 375.66
Terres, Mines et Pêcheries	1 291 111.75	1 455 386.46	1 360 855.72	1 602 390.24	
Terres et Forêts					1 395 248.82
Mines					43 536.10
Pêcheries et chasse					69 141.07
Timbres judiciaires	191 146.90	195 045.30	197 113.30	211 471.90	233 617.20
Timbres d'enregistrement	65 632.69	73 290.20	71 898.70	78 485.15	92 578.04

Fonds de bâtisses et des jurés	29 231.26	92 737.73	24 032.15	29 720.76	36 407.65
Honoraires judiciaires	9 915.21	10 524.67	10 834.73	5 646.02	5 453.71
Municipalités pour l'entretien des prisonniers	12 799.27	10 801.46	8 879.80	16 020.90	16 649.12
Palais de justice de Montréal	3 964.67	3 999.98	3 753.83	1 342.79	2 226.23
Prison de Montréal	865.24	2 186.39	103.58	162.43	286.18
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4 000.00	4 000.00	4 400.00	4 000.00	4 000.00
Gain des prisonniers, prison de Québec	473.11	146.81	64.60		82.35
Amendes, justice	1 289.25				
Honoraires du grand connétable, Québec	597.22	675.95	617.91	920.32	628.28
Licences	681 229.18	692 602.07	705 338.98	745 310.26	816 262.07
Taxes sur les corporations commerciales	231 695.13	226 338.23	260 545.88	303 882.43	314 930.13
Taxes sur transports de propriétés (arrérages)	106.30	153.20	42.60	5.30	20.40
Licences de manufactures et de commerce (arrérages)	110.00				
Droits sur successions	222 763.73	153 820.55	449 532.47	183 382.19	421 348.12
Taxes sur les transports d'actions, bons, etc.					33 386.66
Loi concernant les véhicules-moteurs					1 710.00
Commission sur honoraires d'officiers publics	6 299.81	6 710.80	7 115.54	9 601.86	8 759.41
Commission sur renouvellement d'hypothèques	134.25	79.16	71.86	89.19	58.22
Législation	14 682.45	15 538.95	13 452.88	12 877.10	12 737.46
Asiles d'aliénés, contributions municipales	75 139.63	85 675.89	88 969.32	112 481.56	98 696.00
Asiles d'aliénés, patients payants	4 484.85	3 810.69	3 124.75	3 548.78	5 324.63
Écoles d'industrie et de réforme	24 539.68	20 893.36	23 400.23	23 446.51	23 984.07
Gazette officielle de Québec	18 246.74	18 244.94	14 590.40	16 569.80	15 237.53
Revenu casuel	9 599.17	9 219.41	11 144.19	20 733.17	22 868.32
Service civil, contributions pour pensions	5 057.58	4 964.68	4 882.10	5 190.92	4 808.80
Compagnies d'assurances provinciales, dépenses d'inspection	637.06	447.45	609.13	503.91	643.40
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	1 697.22	1 041.60	1 135.60	1 087.60	1 141.90
Inspection des chemins de fer	60.00			132.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	13 600.56	12 447.95	12 062.37	17 253.65	17 134.41
Prime, escompte et change	2 917.61	2 824.69	5 631.71	3 910.76	19 847.43
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	300 056.59	306 216.67	305 024.74	318 148.77	324 934.09
Prêt aux incendiés de Québec	50.00				
Produits de la vente de la ferme modèle, Compton					5 873.39
Remboursements fonds de					

subventions des chemins de fer	11 930.20	8 353.46	9 415.39	41 421.92	24 230.03
	4 515 169.88	4 699 772.87	4 880 686.54	5 039 001.07	5 340 166.88
Propriété, coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine, Québec, prix des parties vendues		3 124.15			
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	19 224.39	7 019.34	23 555.65	15 207.18	41 819.75
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875		7 500.00			
Acompte du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 1 mai 1895			1 000.00	1 000.00	1 000.00
Palais de justice de Sherbrooke			15 000.00	61 050.00	
Fonds en fidéicommiss, savoir:					
Fonds de pensions des instituteurs	1 050.71	4 872.84	2 505.13	2 310.41	3 192.19
Fonds d'amortissement de la cité de Hull	195.92	201.32	8 523.97	8 686.88	722.61
Fonds d'amortissement de la Pointe à Gatineau	130.00	264.59	190.18		657.80
Héritiers et succession F. E. Roy	905.80	921.05	142.00	141.70	146.00
Fonds des licences de mariage	7 668.25	7 812.00	9 108.00	8 178.00	9 324.00
Cautionnement des officiers publics	1 447.76	1 000.00	2 376.90	1 611.03	2 685.23
Dépôts en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 34	5 000.00		1 000.00		16 500.00
Débetures du palais de justice de Hull, fonds d'amortissement	1 089.66	1 122.35	1 156.02	1 190.70	1 226.42
Taxe du palais de justice de Québec	17 473.84	12 527.47	13 372.32	10 505.64	14 588.59
Dépôt en vertu de l'Acte 63 Vict., ch. 44	20 000.00				
Dépôt spécial feu à Spencer Wood	6 641.60				
"Transit Insurance Co":					
Dépôt en vertu de l'acte 63 Vict., chap. 91	5 000.00			292.05	
Dépôt spécial, feu au palais de justice, Chicoutimi	32.00				
Dépôt spécial, feu à la maison de l'assistant geolier, Québec		20.00			
Dépôt (re) refus de licence à Jean Fradette, St-Gervais		200.00			
Assurance Mont-Royal:					
Dépôt en vertu de l'acte 2 Ed. VII, chap. 67			25 000.00		
Dépôt spécial (re) Vandal & La Banque Molson			11 501.55		
Fonds du palais de justice de Sherbrooke				184.11	4 149.67

Dépôts, véhicules mo- teurs					100.00
Dépôt spécial, feu à l'École normale Laval, Québec					455.00
	4 601 029.81	4 746 357.98	4 995 118.26	5 149 358.77	5 436 734.14
Produits de fonds ins- crits émanés en conso- lidation de la dette	10 978.66	31 771.10			
Prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O. En caisse au 1er juillet de chaque année					7 000 000.00
	295 328.70	139 632.92	197 114.26	224 656.24	151 665.68
	4 907 337.17	4 917 762.00	5 192 232.52	5 374 015.01	12 588 399.82

État D

Paiements

	1901-02 \$ cts	1902-03 \$ cts	1903-04 \$ cts	1904-05 \$ cts	1905-06 \$ cts
Dette publique	1 542 140.79	1 577 583.19	1 607 902.41	1 601 659.22	1 588 998.51
Législation	207 720.63	202 432.34	233 705.01	276 938.75	217 076.97
Gouvernement civil	271 891.19	272 437.61	273 915.12	282 980.26	311 829.55
Administration de la justice	618 315.23	605 858.45	628 835.88	650 863.14	706 629.59
Écoles d'industrie et de réforme	60 000.00	60 000.00	58 650.36	57 565.53	57 614.62
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	469 184.79	468 074.00	479 589.50	483 460.00	534 460.18
Agriculture	217 358.69	234 162.04	247 850.00	305 637.23	218 600.00
Colonisation	112 540.00	110 500.00	136 000.00	136 000.00	136 000.00
Immigration	4 250.00	4 250.00	4 250.00	4 500.00	4 500.00
Travaux et édifices pu- blics:					
Ordinaires	99 348.09	103 099.21	136 519.43	134 824.11	127 851.03
Extraordinaires	20 345.17	65 443.77	50 500.00	52 023.18	167 399.81
Asiles des aliénés	353 825.00	353 825.00	365 825.00	465 415.54	415 564.49
Institutions de bien- faisance	45 210.75	45 210.75	45 210.75	45 210.75	45 210.75
Terres, Mines et Pêche- ries	204 043.83	217 051.89	213 802.03	228 362.22	
Terres et Forêts					321 454.60
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregis- trement (cadastre)					49 451.50
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions	139 946.37	142 730.06	191 496.17	140 213.17	151 342.44
Services divers	124 556.79	133 402.34	121 417.58	124 252.85	125 283.51
Remboursements fonds des subventions de chemins de fer					550.00
	4 490 677.32	4 596 060.65	4 795 469.24	4 989 905.95	5 179 817.55
La Compagnie d'exposi- tion de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposi-					

tion	18 004.29	5 824.72	35 824.72	30 506.20	43 196.53
Dépenses, vente de propriétés	266.61		305.45	455.92	119.00
Palais de justice de Sherbrooke			25 390.46	69 961.75	
Fonds en fidéicommiss	64 822.44	100 744.51	35 022.87	21 462.47	32 848.32
Subventions au chemin de fer et Q. M. O. & O.	4 573 770.66	4 702 629.88	4 892 012.74	5 112 292.29	5 255 981.40
Subvention au pont de Québec	38 969.27	8 500.00	82 090.33	94 893.47	37 750.00
	30 000.00	30 000.00	30 000.00	30 000.00	30 000.00
Rachat de la dette par conversion:	4 642 739.93	4 741 129.88	5 004 103.07	5 237 185.76	5 323 731.40
Partie emprunt 1882 et prime	7 783.75	15 960.76			
Partie emprunt 1888 et prime	528.47	15 810.34			
Partie emprunt 1894 et prime	2 666.44				
Remboursement de l'emprunt temporaire du 30 juin 1897	4 653 718.59	4 772 900.98	5 004 103.07	5 237 185.76	5 323 731.40
Rachat de la dette publique: Emprunts de 1874 et 1876					700 000.00
					5 835 620.00
Ajoutez: paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	4 653 718.59	4 772 900.98	5 004 103.07	5 237 185.76	11 859 351.40
	207 354.94	93 369.28	145 622.52	182 149.31	196 985.74
Déduisez: mandats impayés à la fin de chaque année	4 861 073.53	4 866 270.26	5 149 725.59	5 419 335.07	12 056 337.14
	93 369.28	145 622.52	182 149.31	196 985.74	320 915.55
	4 767 704.25	4 720 647.74	4 967 576.28	5 222 349.33	11 735 421.59

État E

Recettes probables, 1907-1908

Puissance du Canada:

Subsides en vertu de l'acte de l'Amérique
britannique du nord
Intérêts sur fonds en fidéicommiss
Subside spécial, 47 Victoria, chapitre 4
Intérêts sur subventions de chemins de fer,
47 Victoria, chapitre 8

\$959 252.80
76 247.50
127 460.68
107 730.00

\$1 270 690.98

Intérêt:

Intérêt sur partie du prix de vente du chemin

de fer Q. M. O. & O.	38 000.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	<u>15 000.00</u>	53 000.00
Terres et Forêts		1 192 500.00
Mines, Pêcheries et Chasse		135 000.00
Administration de la justice:		
Timbres judiciaires	230 000.00	
Honoraires judiciaires	6 000.00	
Fonds de bâisses et des jurés	30 000.00	
Entretien des prisonniers	15 000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4 000.00	
Prison de Montréal, gain des prisonniers	200.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres	2 000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	<u>600.00</u>	287 800.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		88 000.00
Licences		800 000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.		400 000.00
Droits sur successions		300 000.00
Taxes sur transports d'actions, bons, etc.		40 000.00
Loi concernant les véhicules-moteurs		2 000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		8 000.00
Commissions sur renouvellement d'hypothèques		100.00
Entretien des aliénés		119 000.00
Entretien des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme		24 000.00
Législation		10 450.00
Gazette officielle		16 900.00
Loyers d'édifices publics		1 200.00
Revenu casuel		15 000.00
Compagnies d'assurances provinciales, contributions		1 000.00
Sociétés de secours mutuels, contributions		2 500.00
Contributions aux pensions, service civil		4 000.00
Prime, escompte et change		4 000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer		15 000.00
		<u>\$4 790 140.98</u>

État F

Dépenses probables, 1907-1908

Dette publique	\$1 315 822.16
Législation	219 805.10
Gouvernement civil	318 477.50
Administration de la justice	663 062.46
Instruction publique, etc.	541 960.00
Asiles des aliénés	418 325.00
Écoles d'industrie et de réforme	60 000.00
Hygiène	14 500.00
Travaux publics (Ordinaire)	\$120 094.76
Travaux publics (Extraordinaire)	<u>41 000.00</u>
Travail	12 400.00
Agriculture	227 950.00
Terres et Forêts	214 800.00
Colonisation	140 750.00
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre)	61 000.00
Institutions de bienfaisance	46 473.25
Charges sur le revenu	130 500.00
Services divers	89 400.00
	<u>\$4 636 320.23</u>
Subventions de chemins de fer	37 325.50
	<u>\$4 673 645.73</u>

État G

État approximatif du passif et de l'actif
de la province de Québec, au 30 juin 1906

Passif

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	\$27 017 451.98	
Augmentation du capital par conversion	<u>1 743 526.83</u>	\$28 760 978.81
Dépôts en fidéicommiss		441 375.39
Mandats impayés		320 915.55
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	6 375.50	
Subventions en terres des chemins de fer converties en argent, à 52 1/2 cts. par acre, autorisées mais non encore dues	<u>382 411.58</u>	388 787.08
Octroi pour le pont sur le fleuve Saint-Laurent à Québec		70 000.00
Perte sur dépôt à la Banque d'Échange		25 218.75
Obligations du palais de justice de Québec		127 800.00
Obligations du palais de justice de Sherbrooke		<u>60 000.00</u>
		\$30 195 075.58

Actif

Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposé en banque	\$892 580.00	
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placé en obligations de la province de Québec, emprunt de 1878	29 000.00	
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placé en obligations du palais de justice de Québec	127 800.00	
Partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. placé en obligations de la cité de Québec	<u>15 000.00</u>	1 064 380.00
Fonds inscrits de 3%		217 267.25
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47 Victoria, chapitre 8		2 394 000.00
Argent en banque	\$852 978.23	
Moins le montant compris dans le \$892 580.00 ci-dessus, étant une partie du prix du chemin de fer Q. M. O. & O. déposé en banque	<u>464 380.00</u>	388 598.23
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété		5 391.11
Réclamation in re feu l'honorable Thomas McGreevy		100 000.00
Avances à divers		129 437.29
Taxe du palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16		127 800.00
Taxe du palais de justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Édouard VII, chapitre 6	<u>60 000.00</u>	<u>4 486 873.88</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1906		\$25 708 201.70

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le trésorier provincial pour la façon compétente dont il a prononcé son discours et pour le ton amical et sage qu'il a utilisé. Il remarque avec plaisir que le trésorier n'a pas été violent pour les conservateurs. Mais il regrette que son discours soit si incomplet.

Ce discours constate sans le dire une augmentation d'un million de piastres sur la dépense des conservateurs, mais n'explique aucunement le pourquoi de cette augmentation. Il est d'opinion que ce sont des extravagances, que le gouvernement pressure le peuple. Il déclare qu'il réserve sa critique sérieuse pour plus tard. Il attend la législation promise. Un million, soit vingt pour cent du budget total, c'est pourtant une augmentation qui en vaut la peine et qui appelait une explication de la part d'un gouvernement dont les membres ont tant dénoncé l'administration financière de leurs prédécesseurs, car il ne faut pas oublier que le gouvernement actuel, c'est le gouvernement de 1897. Le personnel seul a changé, mais cela s'est fait en arrière de la scène.

Quels changements veut-on apporter dans les impôts. Les réduire ou les augmenter?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Les augmenter (1).

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je m'en doutais. Donc, encore des taxes. Des taxes que l'on dénonçait tant autrefois. Il fait allusion à la mention par le secrétaire provincial d'un impôt probable sur les chemins de fer afin de reprocher au gouvernement de trop taxer la province.

La caricature que publiait l'autre jour un journal américain représente bien la situation actuelle. Le journal américain montrait sous la forme d'un contribuable le peuple américain entre deux pièces serrées par une vis que l'on tournait de temps en temps. Notre gouvernement fait de même: un tour de vis de temps à autre pour avoir plus d'argent.

Il déclare que le gouvernement taxe, retaxe et surtaxe. Les libéraux sont plus "taxeux" que les conservateurs ne l'étaient avant 1897, alors que les libéraux les décriaient. C'est notre vengeance, déclare-t-il. Les libéraux prétendent avoir équilibré le budget. Mais comment s'y sont-ils pris? En développant les sources de revenus créés par les conservateurs, c'est-à-dire en augmentant les taxes anciennes et en en créant de nouvelles. Le trésorier provincial a oublié ce point capital. Il blâme les journaux à la solde du gouvernement de féliciter à tort et à travers le gouvernement actuel de l'état de prospérité où se trouve la province. Si les revenus ont augmenté, c'est grâce aux taxes imposées. La vérité est que le gouvernement actuel prélève chaque année, en taxes

directes, \$400 000 de plus que le gouvernement dit des "taxeux" n'en prélevait en moyenne chaque année, et \$200 000 de plus qu'en n'importe quelle année de régime conservateur. Et les dépenses ordinaires elles-mêmes ont augmenté de \$1 000 000.

Le trésorier a annoncé un surplus de \$160 350, mais il a ajouté aux recettes des revenus extraordinaires, la balance du prix du chemin de fer du nord que le gouvernement [fédéral] a payé au gouvernement de Québec, ainsi que le produit de la vente des limites à bois. Il presse le trésorier d'admettre que le surplus n'est que de \$72 000.

On avait promis mer et monde sous forme d'encouragement à l'agriculture, à la colonisation et à l'instruction publique. Cependant, on en est encore à attendre la réalisation de ces brillantes promesses. Soeur Anne ne voit rien venir.

À lire les journaux libéraux on dirait que c'est le gouvernement actuel qui fait la pluie et le beau temps. Personnellement, il croit que c'est peut-être la Providence et non le gouvernement qui est responsable des moissons abondantes et de la belle température.

Il ne veut pas faire maintenant une critique complète de l'administration libérale. Il préfère attendre qu'on soumette à la Chambre les mesures promises. Il se déclare surpris de voir que le gouvernement inaugure sa politique d'instruction publique en faisant construire à Montréal une prison de plus d'un million de dollars! Il faut que ça soit beau; que ça soit propre, que ça soit chic au cas sans doute où quelque député voudrait encore se payer le luxe d'y passer la nuit. Il se demande si les efforts faits, afin de rendre la vie des criminels plus confortable sont de nature à décourager le crime.

Il relate en termes moqueurs l'expérience que le député de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens fils) a faite dans la prison de Montréal (2). Si le député de Montréal no 4 était présent, il suggérerait que la nouvelle prison offre, pour les membres de la Chambre, des installations encore plus confortables que celles offertes dans la prison actuelle.

Il commence à parler du gouvernement Mercier (3). Il fait des remarques amusantes qui provoquent les rires de la Chambre.

Il poursuit en affirmant qu'on est guère plus renseigné qu'avant sur la grande politique du gouvernement et il faudrait avoir de plus amples détails avant de discuter davantage le côté financier de l'administration.

Il termine en retirant sa demande relativement à la production de certains documents qui ont été demandés à la dernière session.

La proposition est adoptée.

En comité:

M. l'Orateur nomme un membre comme président du comité des subsides.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Non! Non! Le député de Chambly (4).

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital général, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter;

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce

M. F.-H. Daigneault (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-H. Daigneault (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J.-O. Villeneuve

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il vient de recevoir une lettre de M. Eugène Villeneuve, et que ce dernier ferait de l'opposition devant le Conseil législatif.

La proposition est adoptée.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Mégantic

M. A. Godbout (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. A. Godbout (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Shawinigan Carbide Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 72) concernant la "Shawinigan Carbide Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des boulevards de l'île de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 79) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Francis Henry Wilfrid Bovey

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 85) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Académie de billard Marcotte

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 112) conférant certains pouvoirs à l'académie de billard Marcotte soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé en comité permanent des bills privés.

**"Quebec and St. Maurice
Industrial Company"**

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 119) amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession R. Peddie

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 122) concernant la succession de feu Robert Peddie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. Arthur Content

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), que le bill (no 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. E. Roy (Montmagny) fait remarquer qu'il existe une règle de la Chambre datant de 1904 et empêchant la présentation de tout bill privé à l'effet d'admettre quelqu'un à l'exercice d'une profession à moins que la chose n'ait été soumise à l'approbation de l'association dans laquelle le candidat veut entrer. Il affirme que l'architecture est une profession. C'en est une aussi ancienne que la médecine ou le droit. À l'appui de ses dires, il cite le statut 54 Victoria, incorporant l'Association des architectes, et parlant de ces derniers comme exerçant une profession. Il affirme que le bill n'a pas le consentement du bureau de direction de l'Association des architectes.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) ne voit pas pourquoi on s'objecte à ce bill. Il ne veut pas enlever aux architectes leurs droits, mais il affirme qu'ils n'exercent pas une profession libérale, mais un métier. Il cite le dictionnaire des Dictionnaires de Guérin à l'appui de cette déclaration.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dépôt de documents:

**Entretien de Spencer Wood
depuis 1894-1895**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1907, demandant un état mentionnant quelles ont été annuellement, depuis 1894-95, les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood. (Document de la session no 36)

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Nous donnons cette réplique sous toutes réserves, car c'est l'Événement, notre seule source en ce cas, qui cite cette réplique du député de Rimouski.

2. Le député de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens fils) est absent de la Chambre à ce moment.

3. Le député de Joliette (M. J.-M. Tellier) lui signale de n'en rien faire.

4. Le député de Chambly (M. M. Perrault) est nommé président aux applaudissements de la Chambre.

Séance du 1er février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 05.

dépôt de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table de la Chambre: par M. Pelletier, la pétition de L. E. Geoffrion et autres, de Montréal.

Rapports de comités:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun;
- bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

Votre comité a examiné aussi le bill (no 70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de "The Black Lake Chrome and Asbestos Company" demandant une loi ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume Narcisse Ducharme et al. à James N. Greenshields;
- de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte relativement à l'administration générale;
- de la cité de Montréal demandant des amendements à sa charte relativement à la construction de conduits souterrains;
- de "The Western Hospital of Montreal" et de la "Dominion Park Company" demandant respectivement des amendements à leur charte;
- du révérend Père Mouttet et autres demandant une loi érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola de Nominique et de "The Mattawin Lumber Company" demandant une charte.

Introduction de bills:

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 92) ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume-Narcisse Ducharme et al. à James N. Greenshields.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-A. Gendron (Ottawa) demande la permission d'introduire un bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola de Nominique et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 133) constituant en corporation la "Mattawin Lumber Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 94) amendant la charte de la "Dominion Park Company Limited".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et pour autres fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 101) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) demande la permission d'introduire un bill (no 166)

amendant la loi de la chasse.

Il explique brièvement qu'il s'agit de permettre à un chasseur de tuer, à l'époque autorisée, trois caribous au lieu de deux, deux orignaux au lieu d'un seul et trois chevreuils au lieu de deux. Cette loi ne serait pas applicable au parc national des Laurentides. Il déclare qu'à une phase ultérieure du bill, il fera des remarques supplémentaires.

La permission est accordée. Le bill est lu pour la première fois.

Code civil, article 806

Un député pour M. C. F. Delâge (1) (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que le bill (no 156) amendant l'article 806 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité de législation et des lois expirantes.

Interpellations:

Lot 25 du XIe rang de "La Minerve"

M. M. Perrault (Chambly) pour M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. À qui a été vendu le lot No 25 du XIe rang de "La Minerve"?

2. Quand a-t-il été vendu?

3. Quand a-t-il été payé?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Le lot 25 du XIe rang de "La Minerve" a été vendu à Nazaire Coderre;

2. Il a été vendu le 11 janvier 1883;

3. 1/5 du prix d'achat a été payé le 11 janvier 1883 et la balance a été payée en avril 1884.

Permis pour tuer le chevreuil

M. M. Perrault (Chambly) pour M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Le gouvernement a-t-il donné instruction à M. Bruce Payne de collecter la somme d'une piastre comme permis de tuer le chevreuil à tout citoyen résident ou non dans la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, sur quel article de la loi le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est-il basé pour donner pareil ordre?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Non.

Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se for-

me en comité général pour étudier le bill (no 75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Longueuil

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 46) refondant et révisant la charte de la ville de Longueuil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. Perrault (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession L. Tourville

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 77) concernant la succession Tourville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Québec

M. A. Robitaille (Québec-Centre) pro-

pose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 114) amendant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Notre-Dame-des-Neiges

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 83) amendant la charte de Notre-Dame-des-Neiges soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. Joseph Henry Dillon

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 111) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Vente à J. T. Molson

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La séance est levée à 5 h 20.

NOTE

1. Selon le Peuple de Montmagny du 8 février 1907, M. Delâge n'est pas en Chambre lors de l'appel de son projet de loi.

Séance du 4 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

M. l'Orateur: À l'ordre! messieurs, la session se continue.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre les états d'affaires de plusieurs institutions de charité pour l'année 1905-1906. (Documents de la session no 23)

Club de réforme de Montréal

M. P. Pelletier (Sherbrooke) pour **M. J.-L. Décarie (Hochelaga)** propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. F.-H. Daigneault), et du consentement unanime de la Chambre, que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue et que la pétition de L.-E. Geoffrion et autres, de la cité de Montréal, demandant un bill incorporant le Club de réforme de Montréal, soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition de L.-E. Geoffrion et autres, de la cité de Montréal, demandant un bill incorporant le Club de réforme de Montréal, est en conséquence lue et reçue.

Introduction de bills:

M. J.-É. Caron (L'Islet) demande la permission d'introduire un bill (no 164) amendant l'article 833 du code de procédure civile, relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur ses injures verbales ou écrites.

Il explique que son bill a pour objet de rendre passible de mépris de cour tout demandeur dont l'action a été renvoyée et qui n'a pas payé les frais de sa poursuite.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. Lafontaine (Berthier) demande la permission d'introduire un bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Ville de la Côte-des-Neiges

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) pour **M. J.-L. Décarie (Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de J.-B. Marion à J. Marion

M. J. Lafontaine (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. Lafontaine (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Beauharnois

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 49) amendant la charte de la ville de Beauharnois soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Administration générale à Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Conduits souterrains à Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Acte de rectification de G.-N. Ducharme à J. N. Greenshields

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 92) ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme et al. à James N. Greenshields soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola de Nomingue

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 108) érigant civilement la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola de Nomingue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Dominion Park Company, Limited"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 94) amendant la charte de la "Dominion Park Company, Limited" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:

Création des commissions scolaires catholiques et protestantes

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. En quelle année les commissions scolaires catholiques et protestantes des cités de Montréal et de Québec ont-elles été organisées et par quel gouvernement?

2. En vertu de quelles lois ces commissions existent-elles?

3. À la demande de qui et par quel gouvernement ces lois ont-elles été proposées?

4. Quelle institution similaire ces commissions ont-elles remplacée?

5. Quelles sont les membres qui com-

posent actuellement ces différentes commissions, la date de leur nomination et par qui ont-ils été nommés?

6. Une enquête a-t-elle déjà été tenue sur ses commissions? Dans l'affirmative, à quelle date, par qui fut-elle demandée, par qui fut-elle faite? Un rapport a-t-il été préparé et transmis?

7. Le gouvernement a-t-il reçu quelque plainte: 1. Quant à la composition actuelle desdites commissions; 2. Quant à l'administration qu'elles font des deniers qui leur sont confiés; 3. Quant à leur observation des lois et règlements concernant l'instruction publique dans cette province.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. En 1846, en vertu de l'acte 9 Victoria, chapitre 27, section 42, par le gouvernement Draper-Viger.

2. En vertu de l'acte 9 Victoria, chapitre 27, compris dans le chapitre 15 des Statuts refondus du Bas-Canada et amendé, quant au nombre des commissaires d'écoles de Montréal et de Québec, et à leur mode de nomination par 32 Victoria, chapitre 16; 54 Victoria, chapitre 52, et 57 Victoria, chapitre 24.

Actuellement la commission scolaire catholique de Montréal est composée de neuf membres, dont trois sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, trois par l'archevêque de Montréal, et trois par la corporation de la cité de Montréal.

La commission scolaire catholique de Québec est composée de huit membres, dont quatre sont nommés par le gouvernement et quatre par la corporation de la cité de Québec.

Les commissions scolaires protestantes de Montréal et de Québec comprennent chacune six membres, dont trois sont nommés par le gouvernement et trois par chacune des corporations de ces villes.

3. (a). Il n'y a aucune trace de ces demandes dans les archives des départements.

(b). Par les gouvernements Draper-Viger, Chauveau, Mercier et Taillon.

4. Les commissions antérieures organisées par l'acte 9 Victoria, chapitre 27, section 52, étaient composées chacune de six membres, tous nommés par les corporations des cités de Montréal et de Québec.

5. La commission scolaire catholique de Montréal est actuellement composée de MM. le chanoine, Dauth, président, le curé W. O'Meara, le chanoine F. L. T. Adam, nommés par l'archevêque de Montréal, le juge C. Piché, J. H. Semple, le juge Paul. G. Martineau, nommés par le gouvernement; l'échevin S. D. Vallières, l'échevin Dan Gallery, l'échevin L. Payette, nommés par la corporation de Montréal.

La commission scolaire protestante de

Montréal comprend: Le Révérend W. I. Shaw, président, M. G. W. Stephens, M. P. P., le Révérend Jas. Barelav, nommés par le gouvernement; M. H. A. Ekers, maire de Montréal, l'échevin J. Robertson, l'échevin I. H. Stearns, nommés par la corporation.

La commission scolaire catholique de Québec est composée de huit membres, savoir: MM. l'abbé J. D. Beaudoin, curé, J. B. Morissette, William Power, Abel Rochette, nommés par le gouvernement; Mgr Gauvreau, curé de St-Roch, le Révérend Père Valiquette, curé, le Révérend Père Henning, curé, le docteur Jobin nommés par le conseil de ville.

La commission scolaire protestante de Québec est composée comme suit: Le très Révérend L. W. Williams, M. A. J. Messervey, M. Peter Johnson, nommés par le gouvernement; M. E. A. Pfeiffer, M. W. J. Ray, M. Alex. Cummings, nommés par le conseil de Ville.

6. Oui, à Montréal, en 1883, fut demandée par requête d'un grand nombre de citoyens de Montréal.

MM. Charles J. Coursol, Léonidas H. Davidson, Charles J. Doherty, Charles Galckmeyer et Adélar de Martigny furent nommés commissaires pour tenir cette enquête par commission du 4 janvier 1883. Un rapport a été fait et reçu au secrétariat, le 29 juin 1883.

7. Non.

M. J. Thibeau, employé du gouvernement

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. M. Joseph Thibeau, de Sainte-Anne des Monts, comté de Gaspé, est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les positions qu'il occupe?

3. Quelle est la date où il a commencé à exercer chacune de ses fonctions?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Oui.

2. Registrateur, depuis le 21 février 1880; greffier de la Cour de magistrat, puis greffier de la Cour de circuit, depuis le 18 décembre 1894.

Plaintes concernant J. Thibeau dans Gaspé

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes contre un de ses employés du nom de Joseph Thibeau, résidant à Sainte-Anne des Monts, comté de Gaspé?

2. Dans l'affirmative, quelle est la nature de ces plaintes?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Oui.

2. Deux des chefs de la plainte reçue ne se rapportent en rien aux charges remplies par M. Joseph Thibeau; les autres ont trait à des matières de procédure dont la connaissance aurait dû être référée à un tribunal.

Vente des pouvoirs d'eau de La Tuque

M. A. Morisset (Dorchester) pour M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice): 1. En quelle année le gouvernement a-t-il vendu le pouvoir d'eau de La Tuque, dans le comté de Champlain?

2. Quel montant l'a-t-il vendu?

3. À quelles conditions?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

La vente date du 18 mars 1905.

2. \$50,000.00.

3. Dépenser \$500,000.00 dans les trois ans de la vente pour développer le pouvoir hydraulique sous peine de révocation de la vente.

Gratification aux institutrices pour services rendus

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. L'honorable secrétaire de la province a-t-il reçu une requête de la part d'un certain nombre d'institutrices n'enseignant plus, mais ayant enseigné pendant 25 années et plus, par laquelle elles demandent une gratification, en outre de leur pension, pour leurs services rendus à la cause de l'éducation?

2. Semblable requête a-t-elle été transmise à l'un des comités du Conseil de l'Instruction publique et, dans l'affirmative, a-t-elle reçu son approbation?

3. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder cette demande?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

Oui.

2. Oui.

3. À l'étude.

Terres publiques

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que demain, la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les terres publiques.

Adopté.

École polytechnique de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 2) concernant l'École polytechnique de Mont-

réel soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande des explications sur ce projet de loi.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) déclare que l'École polytechnique donne des cours qui permettent aux élèves qui les suivent de devenir ingénieurs civils, miniers, mécaniciens, électriciens et industriels. Les résultats sont satisfaisants. Il déclare que tous reconnaissent l'importance de cette école, qui est l'une des plus méritantes de la province.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande si le gouvernement n'a pas l'intention d'étendre le programme des études de cette institution.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) déclare que pour le moment, telle n'est pas l'intention du gouvernement. L'école est actuellement endettée de \$107 000, ce qui prouve bien que sa condition financière n'est pas du tout idéale, et l'on comprend qu'il n'est guère possible qu'elle fasse plus pour le moment. Cette dette a été contractée par l'École pour lui permettre de se construire et de se développer et il n'est pas question, en accordant l'allocation annuelle supplémentaire, d'étendre le programme des études.

Il cite des extraits de l'annuaire de l'université Laval de Montréal et déclare qu'il est d'avis que le programme actuel est, pour le moment, suffisamment étendu, qu'il répond aux plus pressants besoins. Cette école fut fondée en 1877, c'est de cette année que datent les premiers diplômes gradués de l'École pour les ingénieurs civils. En 1898, cette école accorda les diplômes de bacheliers ès sciences appliquées. L'an dernier les quatre cours de l'École étaient suivis par 68 élèves, et onze ingénieurs civils ont été diplômés. Depuis sa fondation, cette école a produit un nombre important d'ingénieurs.

Ce n'est pas l'intention du gouvernement d'exiger qu'on apporte des modifications au programme. Il laisse à la discrétion de ceux qui dirigent l'École avec tant de succès et qui sont les plus compétents en la matière d'en prendre l'initiative.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) réplique qu'il croyait que l'intention du gouvernement était d'agrandir certains départements de cette École. Loin de s'opposer au bill, il trouve qu'il ne va pas assez loin.

Il déclare que les informations concernant la situation financière de l'École polytechnique n'avaient rien de nouveau et qu'il s'attendait à avoir un rapport des différents domaines d'éducation de l'École. Personne ne doute de la grande importance

de l'École polytechnique de Montréal et en ce qui a trait à l'éducation des jeunes, c'est un succès retentissant. Le fait est notoire que le gouvernement fédéral a accordé au gouvernement provincial une augmentation des subsides de \$600,000. et il est surpris d'apprendre que ce dernier ne pouvait allouer qu'un montant de \$3,000. pour l'École polytechnique. Cette somme n'est pas suffisante et ne permet pas de mettre en application la politique de l'éducation énoncée dans le discours du trône. S'il est un enseignement qui doit être encouragé, c'est bien celui-là, surtout que cette école ouvre de nouvelles carrières à nos jeunes gens et décharge d'autant la liste des aspirants aux autres professions.

La proposition est adoptée.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hygiène publique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin) que la Chambre se constitue en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'hygiène publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que deux membres du Conseil d'hygiène de la province de Québec, en sus des sept autorisés par la loi 1 Édouard VII, chapitre 19, section 2, reçoivent l'allocation de cinq piastres par jour accordée par la section 3 de ladite loi pour chaque assemblée en outre de leurs dépenses de voyages et des autres dépenses nécessaires.

Il explique que l'objet de cette résolution est d'accroître le nombre de membres de 7 à 9 et d'élever le quorum de 3 à 4. Ce changement, dit-il, est nécessité par le fait qu'il est parfois impossible d'atteindre le quorum dans les conditions actuelles.

La proposition est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 5) concernant l'hygiène publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

La séance est levée à 4 h 20.

Séance du 5 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 4 heures.

Rapports de comités:

M. A. Bergevin (Beauharnois): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

- de la compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic;
- de "The Philipsburg Railway and Quarry Company";
- du "Ottawa Gulf Club";
- de la Compagnie de téléphone de Bellechasse;
- et de la ville de Westmount demandant respectivement des amendements à leur charte;
- de la "Quebec Eastern Railway Company";
- de la "Continental Fire Insurance Company";
- de la "Provincial Fire Insurance Company" demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- de Frederick P. Walton demandant une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 48) intitulé "Loi amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français";
- bill (no 59) intitulé "Loi constituant en corporation les frères Saint-Vincent-de-Paul";
- bill (no 37) intitulé "Loi concernant The Engineers Club of Montreal";
- bill (no 80) intitulé "Loi constituant en corporation les soeurs missionnaires de l'Immaculée Conception";
- bill (no 95) intitulé "Loi constituant en corporation l'Assistance publique".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 129) intitulé "Loi constituant en corporation The Canadian Nurses Asso-

ciation";

- bill (no 65) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen";

- bill (no 117) intitulé "Loi élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal";

- bill (no 111) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph-Henry Dillon, au nombre de ses membres";

- bill (no 97) intitulé "Loi ratifiant et confirmant le contrat d'une vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal".

Votre comité a aussi examiné le bill (no 50) intitulé "Loi concernant le testament de feu James Jack" et trouve que le préambule dudit bill n'a pas été prouvé.

Le promoteur du bill (no 123) intitulé "Loi constituant en corporation The Life Underwriters' Association of the Province of Quebec", ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence, à notre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit bill et que les sommes payées par lui au comptable de l'Assemblée législative lui soit remises, moins le coût de l'impression et de la traduction dudit bill.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au douze du présent mois inclusivement.

Adopté.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport.

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 103) intitulé "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements:

- bill (no 47) intitulé "Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de Gaspé";

- bill (no 51) intitulé "Loi amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company".

Votre comité recommande aussi que le délai pour la présentation des bills privés

soit étendu jusqu'à mardi prochain, le 12 courant.

Adopté.

Introduction de bills:

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 62) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Morisset (Dorchester) demande la permission d'introduire un bill (no 88) amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Morisset (Dorchester) demande la permission d'introduire un bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. Tourigny (Arthabaska) demande la permission d'introduire un bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 141) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. Laferté (Drummond) demande la permission d'introduire un bill (no 165) détachant certains lots du deuxième rang du can-

ton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande au député de Drummond d'expliquer le bill car cela lui semble être un bill public.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) suggère que l'on permette l'introduction de ce bill de façon à ce qu'il soit imprimé; ensuite, on décidera s'il s'agit d'un bill public ou d'un bill privé.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 172) amendant le code de procédure civile relativement à la cession de biens.

Il explique que l'objet de ce bill est de rendre les dispositions de la loi de cette province semblables à celles en vigueur en Ontario et que lorsqu'un créancier fera une réclamation contre un débiteur, il devra mentionner si la créance est privilégiée ou non ou si elle est garantie de quelque façon que ce soit par la valeur de cette même garantie. Il devrait spécifier quel montant il s'attend à recevoir en sollicitant la cession de créances. Il deviendrait alors légal pour les autres créanciers, s'ils le jugent adéquat, de s'entendre avec ce dernier sur cette base.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

"North American Fish and Game Protective Association"

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) informe la Chambre que la réunion annuelle de la "North American Fish and Game Protective Association" se tiendra à l'hôtel de ville demain et jeudi. Il invite les membres de la Chambre à être présents afin d'aider les membres de leurs conseils.

Accusations de journaux contre le ministre de la Colonisation

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) soulève une question de privilège et demande à la Chambre qu'il lui soit permis de faire une motion pour qu'il soit inscrit dans les procès-verbaux de la Chambre une déclaration par laquelle il affirme, de son siège de député, à la face de sa province, que les accusations portées contre lui à la suite de son voyage en Belgique, sont fausses. Il défie qui que ce soit de produire un seul écrit de sa main établissant que ces accusations sont fondées. Sa déclaration, en plus de contenir un démenti, défiera n'importe

te qui de produire un seul document écrit de sa main qui pourrait de quelque façon que ce soit soutenir ces accusations.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) est sensible aux sentiments du ministre face aux atteintes portées contre son honneur personnel. Il n'a aucune objection à ce que l'honorable député se disculpe des accusations portées contre lui. Il est même impératif qu'un député accusé comme l'est le ministre se disculpe devant ses collègues. Mais il faut qu'il le fasse selon les règles de la Chambre. Il s'objecte à ce que cette déclaration soit inscrite dans les minutes de la Chambre car ces accusations n'ont aucun rapport avec les questions présentement à l'étude devant la Chambre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) complimente le député de Laval pour sa délicatesse. Mais il veut, avec la permission de la Chambre, qu'il soit inscrit dans les procès-verbaux une déclaration écrite et signée de sa main, établissant qu'il n'a pas déshonoré sa province lorsqu'il l'a représentée à l'étranger.

La Chambre pourra discuter de la valeur de sa motion après sa présentation.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que cette procédure est irrégulière quand même. Il s'y oppose et il espère que, soucieux de son honneur, le ministre de la Colonisation prendra les procédures nécessaires pour répondre à ses accusateurs.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Alors, que cela soit considéré comme avis de motion, et je demanderai, M. l'Orateur, l'ajournement de la question à demain.

La question est laissée en suspens.

Certificats d'élections:

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie le certificat d'élection suivant pour le district électoral de Montréal, division no 5:

District électoral de Montréal no 5

Bureau du greffier
de la couronne en chancellerie

Québec, 5 février 1907.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du septième jour de janvier mil neuf cent sept, émis par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et adressé à l'honorable Rosaire Thibault, officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, division no 5, dans la province de

Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter ledit district électoral dans l'Assemblée législative de la province de Québec durant la présente législature au lieu et place de M. C. Benfield Carter, décédé, M. Charles Ernest Gault, courtier, de la cité de Montréal, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport dudit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L.-G. Desjardins,
Greffier de la couronne
en chancellerie.

Nouveau député de Montréal no 5, M. C. E. Gault

M. Charles Ernest Gault, député élu pour la division électorale de Montréal, division no 5, ayant prêté le serment d'office et signé le rôle qui le contient, prend son siège après le cérémonial d'usage.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) présente à la Chambre, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), le nouveau député de Montréal no 5.

Terres publiques

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour étudier certaines résolutions concernant les terres publiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que l'endroit ou les endroits où pourra être coupé du bois en vertu d'un permis émis par le ministre des Terres et Forêts, en vertu de l'article 1343b (4 Édouard VII, chapitre 13, section 21; 5 Édouard VII, chapitre 16, section 9) des statuts refondus, puissent être déterminés par ce ministre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'oppose à la résolution. Il lui semble que le pouvoir que le ministre demande est, dans son ensemble, trop arbitraire. Cependant, il aimerait avoir un peu de temps pour étudier la question.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue pour la

première fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande que la deuxième lecture de la résolution soit remise à demain.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) acquiesce à cette demande.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose: 1. Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital Saint-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande des informations au trésorier en ce qui a trait aux changements effectués dans les montants accordés aux oeuvres de bienfaisance.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) explique que la subvention de \$1 000 accordée jusqu'ici à l'asile Belmont, chemin Sainte-Foy, qui n'existe plus, a été répartie à d'autres institutions: \$500 à l'hôpital des Incurables de Montréal, \$200 à l'Oeuvre de la Crèche de Québec, \$200 à l'Hôtel-Dieu de Lévis et \$250 au "General Western Hospital"; soit en tout \$1,150, et aussi une subvention de \$150 de plus que l'an dernier.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) approuve les dons que le gouvernement fait aux oeuvres de bienfaisance qu'il considère comme des institutions très méritantes.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) remercie le chef de l'opposition et lui fait part que la Chambre aime même à entendre de temps à autre sa voix discordante.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose: 2. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École protestante d'industrie et de refuge, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile des orphelins St-Patrice, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Montreal Maternity" pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Magdalen Asylum" (Bon-Pasteur), Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat catholique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour l'hôpital des enfants trouvés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Orphan Asylum" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-trois piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la Maternité, aux soins des soeurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile de la rue Bonaventure, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.
Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté,

comme une aide à l'asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas mil trois cent quatre-vingt dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, asile Nazareth, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas six-cent trente-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Montreal Ladies Benevolent Society" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Infants' Home", Montréal, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Church Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Bethléem, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Notre-Dame, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Ladies Hebrew Benevolent Society", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Miséricorde pour l'entretien d'enfants trouvés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

27. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Providence, coin des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut du Baron de Hirsch et "Hebrew Benevolent Society of Montreal", autrefois appelé "Young Men's Hebrew Benevolent Society", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Sheltering Home", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut McKay, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Montreal Foundling and Sick Baby Hospital", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice de Saint-Joseph du Bon-Pasteur, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux petites soeurs des pauvres, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile pour les incurables, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

35. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Women's Hospital" Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Western General Hospital" pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Hervey Institute", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association homéopathique de Montréal, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de refuge, Sainte-Cunégonde, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital des Incurables, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique et de l'asile Nazareth, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

44. Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-treize piastres et soixante-quinze centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Ladies' Protestant Home" Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

45. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au

"Male Orphan Asylum" Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

46. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Finlay, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

47. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Protestant Female Orphan Asylum" Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

48. Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile Sainte-Brigitte, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

49. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

50. Qu'une somme n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

51. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, orphelinat, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

52. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, pour les veuves et les infirmes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

53. Qu'une somme n'excédant pas huit cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

54. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, dispensaire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

55. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, pour enfants trouvés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

56. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante cen-

tins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu du Sacré-Coeur de Jésus, pour les épileptiques, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

57. Qu'une somme n'excédant pas cent cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Christian Association" Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

58. Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de la maternité, aux soins des dames du Bon-Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

59. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital général, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

60. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Oeuvre du patronage, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

61. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Oeuvre de la crèche, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

62. Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, orphelins, etc., asile de la Providence, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

63. Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Soeurs de la Charité, pour leur hôpital de la maternité, Trois-Rivières, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

64. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital général, Sorel, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

65. Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital, Saint-Hyacinthe, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

66. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, Nicolet, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

67. Qu'une somme n'excédant pas deux cent soixante-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Rimouski, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

68. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital du Sacré-Coeur, Sherbrooke, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

69. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital protestant, Sherbrooke, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

70. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au "Distributing Home", Knowlton, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

71. Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

72. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu de Lévis, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

73. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Valier, Chicoutimi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

74. Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu Saint-Joseph, Arthabaska, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

75. Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Sainte-Anne de la Baie-Saint-Paul, pour vieillards, infirmes et idiots, Baie-Saint-Paul, pour l'année finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

76. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice des soeurs de la Charité, Montmagny, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

77. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majes-

té, comme une aide à l'hôpital de Fraser-ville, Fraser-ville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

78. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'orphelinat et hôpital pour vieillards et malades, Valleyfield, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

79. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-André-Avelin, comté d'Ottawa, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

80. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jérôme, Saint-Jérôme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

81. Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hospice Saint-Antoine, pour orphelins, infirmes et malades, Longueuil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

82. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'hôpital de Saint-Jean, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

83. Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux soeurs de la Charité, Saint-Jean d'Iberville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Tribunal de Saint-Hyacinthe

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) propose que l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill (no 157) amendant les articles 70 et 2330 des statuts refondus pour donner au tribunal de Saint-Hyacinthe juridiction concurrente sur certaines paroisses du comté de Shefford soit rescindé et que le bill soit retiré.

Il explique qu'il veut retirer le bill en raison du désaccord entre les parties. Lorsque la loi de 1857 a été adoptée, la question de l'établissement d'un nouveau district judiciaire a été étudiée le plus soigneusement et le plus attentivement possible. Ainsi, une juridiction complète fut accordée aux tri-

bunaux du district de Bedford sur tout le territoire compris dans les trois comtés de Shefford, Brome et Missisquoi. Sous l'influence de cette loi, un palais de justice et une prison ont été construits à Sweetburg et les fonctionnaires requis ont été nommés afin d'administrer les affaires judiciaires de l'ensemble du district. Ces rouages sont en opération depuis ce temps et fonctionnent sans problème et à la satisfaction de tous. Bien qu'il serait plus commode pour les parties de Milton et de Roxton d'aller à Saint-Hyacinthe plutôt qu'à Sweetburg, on a remarqué de la même façon que les gens de Clarenceville et de Saint-Thomas pourraient dire qu'il est plus commode pour eux d'aller à Saint-Jean, tout comme les gens de Bolton-Est pourraient dire qu'il est plus commode pour eux d'aller à Sherbrooke. Ainsi, si cette loi est passée, les autres localités qui viennent d'être mentionnées demanderont des dispositions semblables. Il serait alors impossible de leur refuser cela, et il ne resterait plus rien à la machine judiciaire de Bedford.

C'est pourquoi il veut remettre l'étude de ce bill à la prochaine session.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend la parole.

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) prend la parole.

M. L.-P. Bernard (Shefford) parle en faveur du bill. Il croit que les résidents de certaines paroisses dans le comté de Shefford ont de bonnes raisons de vouloir que ce bill soit adopté car il est avantageux pour eux. La distance à franchir pour aller à Sweetburg est plus longue que celle pour aller à Saint-Hyacinthe et en conséquence, les dépenses sont plus élevées pour ceux qui ont affaires aux tribunaux. C'est pourquoi il estime que le bill devrait être lu une deuxième fois tout de suite et référé au comité de législation, où l'on pourrait entendre les explications des intéressés.

M. J. Lafontaine (Berthier) veut également renvoyer le bill au comité de législation.

M. W. F. Viias (Brome) parle contre le bill.

La proposition est adoptée et le bill est retiré.

Rédaction des jugements

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delage), que le bill (no 161) amendant le code de procédure civile relativement à la

rédaction des jugements, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande pourquoi ce bill veut obliger les juges à rédiger leurs jugements le jour même où ils sont rendus.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) explique que souvent les juges ne rédigent leurs jugements qu'un mois après les avoir prononcés. Il arrive qu'une partie est condamnée sans en savoir les raisons. Le délai pour l'appel expire et les parties en souffrent. Ce bill s'appliquera aux jugements ex-parte.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation.

Profession d'architecte et d'ingénieur civil

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Verchères (M. E. Blanchard), que le 5ème paragraphe de la 57ème règle de cette Chambre soit amendé en ajoutant les mots "d'architecte, d'ingénieur civil", après le mot "d'arpenteur".

Il déclare qu'il veut amender la clause obligeant les pétitionnaires d'un bill privé à obtenir l'autorisation du corps professionnel dans lequel ils désirent entrer, afin que cette obligation s'applique aussi aux architectes et aux ingénieurs civils. Si les médecins et les avocats sont obligés de demander au Parlement l'admission à l'étude, il ne voit pas pourquoi les architectes ne seraient pas obligés de le faire.

Adopté.

"Shawinigan Water and Power Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 71) amendant l'acte constituant en corporation la "Shawinigan Water & Power Company" et les lois qui l'amendent.

Adopté.

En comité:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) déclare qu'il pourrait y avoir certains risques que les droits accordés par ce bill entrent en conflit avec les droits déjà accordés à la Compagnie hydraulique de Saint-François. C'est pourquoi il propose d'insérer un amendement après la section 8 qui stipule que tout ce qui est contenu dans le bill ne pourra en aucune façon affecter les droits de la Compagnie hydraulique de Saint-François, droits acquis par sa charte.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) s'objecte à ce que l'amendement soit adopté cette fois-ci. Il propose qu'au moins cet amendement soit considéré comme avis de motion, car le comité de Montmorency est intéressé dans cette affaire, et il veut avoir le temps d'étudier l'amendement.

Cette proposition est adoptée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Ville de Verdun

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 5 h 30.

Séance du 6 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Rapports de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

- de la "North Shore Power Company" et de la ville de Fraserville, demandant respectivement des amendements à leur charte;

- de Ebenezer Muir et al., demandant une loi concernant la succession de feu Ebenezer Muir;

- de la "Lower St. Lawrence Power Company";

- et du mont-de-piété Le Bonsecours demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- de la "St. Lawrence Pressed Brick and Terra Cotta Company", demandant une loi concernant la commune de Laprairie.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la corporation du village de Montmorency demandant une loi concernant ses élections municipales et trouve que les avis ne sont pas complètement donnés, mais comme la matière a été discutée dans le conseil de ladite municipalité et que la majorité dudit conseil a approuvé la pétition, votre comité recommande la suspension de la 51e règle.

Quant à la pétition de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine demandant une loi la constituant en corporation, votre comité trouve que les avis ne sont pas complètement donnés, mais attendu que les trente jours d'avis seront à peu près expirés lorsque le bill sera pris en considération par le comité des chemins de fer, en conséquence, votre comité recommande la suspension de la 51e règle.

Adopté.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 160) intitulé "Loi amendant l'article 21 du code municipal".

Votre comité a aussi examiné le bill

suivant et l'a adopté avec amendement: bill (no 159) intitulé "Loi amendant l'article 426 du code municipal".

Rapports de comités:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 116) intitulé "Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry, à vendre certain bien substitué";

- bill (no 85) intitulé "Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen";

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 44) intitulé "Loi divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal";

- bill (no 52) intitulé "Loi érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe".

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 152) intitulé "Loi ratifiant certains actes de transport de biens de successions".

Code municipal, article 426

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (no 159) amendant l'article 426 du code municipal, rapporté par le comité du code municipal avec certains amendements, soit de nouveau référé audit comité avec instruction de le reconsidérer.

Adopté.

Introduction de bills:

M. J.-É. Caron (L'Islet) demande la

permission d'introduire un bill (no 55) amendement la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) demande la permission d'introduire un bill (no 113) concernant la commune de Laprairie.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. N. Dion (Témiscouata) demande la permission d'introduire un bill (no 120) amendement la charte de la ville de Fraserville, 1903.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 107) constituant en corporation le mont-de-piété Le Bonsecours.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 74) amendement la loi organique de "The North Shore Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 118) concernant la substitution Ferdinand David.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Bergevin (Beauharnois) demande la permission d'introduire un bill (no 86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-H. Daigneault (Bagot) pour M. C. F. Delâge (Québec-Comté) demande la permission d'introduire un bill (no 137) concernant le village de Montmorency.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 57) concernant la Compagnie Équitable d'assurance mutuelle contre le feu.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) demande la permission d'introduire un bill (no 99) constituant en corporation la Compagnie

Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, Limitée.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 69) constituant en corporation "The Lower Saint-Lawrence Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 168) amendement la loi 34 Victoria, chapitre 12, et les lois qui l'amendent, concernant les taxes scolaires.

Il déclare qu'il présente son bill au nom d'un élément important de la métropole. Ce bill vise à changer la loi actuelle concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal. Auparavant, la taxe était de 1/4 de centin dans la piastre et elle a récemment été augmentée à 4/10 de centin. Ce bill vise à la remettre à 1/4 de centin.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 173) amendement l'article 2098 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 174) amendement l'article 89 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 167) amendement les articles 443 et 485 du code de procédure civile relativement à la taxation des jurés assignés.

Il déclare que l'objet du bill est d'accorder aux jurés \$1.50 par jour et les dépenses de voyage.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Jobin (Québec-Est) demande la permission d'introduire un bill (no 175) amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Il informe la Chambre que l'objet de ce bill est d'augmenter le nombre d'années d'étude, celui-ci passant de quatre années, tel qu'il est actuellement, à cinq années. Il vise également à mieux définir ce qu'est la pratique illégale de la médecine, quels sont les pouvoirs du conseil de discipline et de permettre au collège des médecins et chirurgiens d'accorder des subventions à certaines sociétés médicales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Composition des comités permanents

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-E. LeBlanc), que le nom du représentant de Montréal no 5 (M. C. E. Gault), soit ajouté à ceux des membres composant les comités des bills privés, des chemins de fer, des comptes publics et des industries.

Adopté.

Interpellations:**Compagnies d'assurance mutuelle au Québec**

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): 1. Combien y a-t-il de compagnies d'assurance mutuelle (a) contre le feu, (b) sur la vie, faisant affaires dans la province de Québec?

2. Le gouvernement se propose-t-il de nommer une commission pour faire une enquête sur leurs opérations et leurs conditions financières?

3. Le gouvernement sait-il que plusieurs de ces compagnies d'assurance mutuelle sont loin de donner les garanties voulues de solvabilité?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1a. Quinze compagnies organisées sous les dispositions des statuts refondus, titre II, chapitre 3, section 17, faisant affaires; cinquante-quatre certificats ont été émanés (sic) en faveur de compagnies organisées sous les dispositions des statuts refondus, titre II, chapitre 3, section 18. Ces compagnies ne sont pas sujettes à inspection.

1b. Aucune sous le contrôle du gouvernement de Québec.

2. A l'étude.

3. Non.

Demande de documents:**Archives du coroner à Montréal**

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des archives du coroner du district de Montréal.

Il demande au gouvernement de reconstituer, autant qu'il est possible de le faire, les dossiers des enquêtes tenues par les coroners de Montréal qui ont précédé le titulaire actuel. Depuis que le coroner McMahon est en poste, tous les documents ont été conservés avec soin et classés en tant que documents publics; ils sont donc disponibles pour toute personne qui voudrait les consulter. Mais certains dossiers détenus par la succession de l'ancien coroner Jones sont dans les mains d'un particulier et non dans les archives du district. Il s'agirait de

comblar la lacune et il désire attirer l'attention de l'honorable procureur général sur ce point.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que le travail de l'ancien coroner était l'ouvrage du gouvernement et que, partant, ce dossier devait être la propriété de ce dernier et que dans tous les cas l'on verrait à compléter les archives d'une façon ou d'une autre.

M. J.-M. Tellier (Joliette) approuve la demande du député de Soulanges. Il cite un cas spécial à l'appui des remarques du député de Soulanges.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

promet d'y voir.

La proposition est adoptée.

Cour des commissaires

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 162) amendement l'article 2427 des statuts refondus relativement à la Cour des commissaires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Code civil, contrainte par corps

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Portneuf (M. É.-A. Panet), que le bill (no 164) amendement l'article 833 du code de procédure civile relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur injures verbales ou écrites, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que le bill a pour but d'étendre la contrainte par corps aux demandeurs dans une cause v. g. pour injures verbales ou écrites afin de protéger les défendeurs qui presque toujours, lorsque l'action est renvoyée avec frais et dépens, sont obligés de payer, vu l'insolvabilité du demandeur. Ainsi ceux qui sont tentés d'exercer de cette manière certaines vengeances à l'égard de quelqu'un seront sur leurs gardes. Il faut mettre un frein aux poursuites vexatoires et frivoles en punissant celui qui ne pourra prouver son accusation.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Paiement de la dette publique

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse)

propose, appuyé par le représentant de Mont-réal no 2 (l'honorable L. Gouin), que jeudi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution affectant certains deniers au paiement de la dette publique.

Il explique qu'il s'agit de déposer légalement de l'argent qui proviendra de la vente des seigneuries et des biens en déshérence ou rachat de la dette publique. Cette vente rapportera un joli montant puisque le revenu actuel représente plusieurs milliers de piastres.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Ce montant sera-t-il appliqué au rachat d'une partie spéciale de la dette?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

Non. Il n'y a rien de déterminé spécialement.

La proposition est adoptée.

Terres publiques

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution concernant les terres publiques, rapportée du comité général mardi, le 5 février dernier, soit maintenant lue pour la deuxième fois.

Il déclare que le but de l'amendement est de réprimer des abus commis par certains licenciés, en donnant le droit au ministre des Terres de déterminer lui-même l'endroit précis où les licenciés pourront faire la coupe du bois. Le ministre, sous sa responsabilité ministérielle, sera l'arbitre des conflits qui surgissent entre un permissionnaire et un détenteur de limites. D'après son expérience et celle des officiers de son département, la mesure proposée est celle qui représente le moins d'objections. Il est d'opinion que toutes les demandes faites à date devraient être étudiées à leur mérite. Le département pourra faire enquête pour chacun des cas qui sera soumis.

Les permis ne seront accordés que sur affidavit prouvant le besoin réel du colon.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) craint que ce soit donner au ministre un trop grand pouvoir.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) explique que c'est encore le moyen le plus pratique de régler les différends.

M. J.-M. Tellier (Joliette) déclare qu'en certains endroits, les colons se plaignent de ne pouvoir obtenir les permis de coupe dont ils ont besoin. Il demande au gouvernement d'être très libéral à ce sujet. Il croit que l'ancienne loi valait mieux que la loi actuelle. Le député de Joliette se déclare partisan du système de la terre libre au colon libre.

Je serais prêt, dit-il, à seconder le gouvernement dans toutes les demandes qu'il fera dans le sens que j'indique.

M. J.-É. Caron (L'Islet) endosse certaines remarques du député de Joliette. Il dit qu'il a été pendant quelque temps en faveur du rétablissement de l'ancienne loi, mais qu'aujourd'hui, vu l'expérience acquise, grâce au comté de colonisation qu'il représente, il se déclare en faveur de la résolution de l'honorable ministre des Terres et des Forêts. Cette loi rend justice à tous les intéressés, autant qu'il est possible. Autrefois, les marchands de bois étaient seuls arbitres des permis de coupe à accorder aux colons. Sous la loi que l'on propose, le ministre entendra les parties en cause et décidera. Il a confiance au bon fonctionnement de cette loi, car cela a pour effet d'enlever aux intéressés le droit d'être juges dans leurs propres causes, puisqu'en cela, il y a anomalie reconnue.

La résolution est lue pour la deuxième fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 7) concernant les terres publiques.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Hygiène publique

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 5) amendement la loi d'hygiène publique, 1901, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique en quelques mots le projet de loi qui a pour but d'augmenter de 7 à 9 le nombre des membres du bureau d'hygiène provincial et le quorum de 3 à 4 membres.

La proposition est adoptée.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Shawinigan Water and Power Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 71) amendement la charte de "The Shawinigan Water & Power Company".

Adopté.

En comité:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose d'ajouter l'amendement suivant après l'article 8: "La présente loi ne sera pas interprétée comme privant et ne privera pas la Compagnie hydraulique Saint-François d'aucun des droits ou privilèges qu'elle possède actuellement en vertu de sa charte".

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) s'oppose de nouveau à la considération immédiate de cet amendement, alléguant que d'après les règles de la Chambre, il faut un jour franc d'avis, l'avis fut donné hier, mardi, et ainsi la considération ne devrait être prise que jeudi.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga): C'est une coutume régulière et constante dans cette Chambre que par un délai d'un jour pour avis, cela va au lendemain.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) discute du point de règlement qu'il a soulevé avec le président du comité (M. A. Godbout).

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) se prononce en faveur de l'amendement.

Le Président, M. A. Godbout (Beauce) décide en faveur du député d'Hochelaga.

L'amendement est lu pour la première fois.

Le comité étudie l'article 8 qui se lit comme suit:

"Nonobstant tout ce qui est contenu dans la présente loi, la compagnie n'aura pas le pouvoir de construire, d'acquérir ou d'exploiter des tramways dans les districts de Trois-Rivières et de Québec, ni sur l'île de Montréal et la rive sud du Saint-Laurent, ni de transmettre de l'électricité dans les comtés de Montmorency, Charlevoix, Lévis et Ottawa".

M. A. Girard (Rouville) remarque que cette question est l'une des plus importantes et des plus intéressantes qui puissent être soumises à la Chambre.

Il se prononce contre cette clause car elle donne le droit à la "Shawinigan Water and Power Company" de vendre de l'électricité à Québec(l). Cet avantage donné lèserait des droits acquis. La clause en question détruit le système suivi jusqu'ici dans l'octroi des franchises de production d'électricité.

La Compagnie Shawinigan a obtenu sa charte sur la convention tacite qu'elle devrait rester dans un territoire déterminé. Sans cela, elle n'aurait pas eu sa franchise, d'autres compagnies ayant des droits acquis dans les autres territoires. Il est indéniable que les pouvoirs d'eau sont la plus grande fortune de la province de Québec. Les capitalistes étrangers qui se sont basés sur les privilèges donnés par les statuts à des

compagnies industrielles d'électricité se trouvent à perdre leurs garanties si on enlève à ces compagnies les privilèges dont elles jouissent. Comme question de fait, à Québec, trois compagnies fournissent l'électricité, la Jacques-Cartier, la Montmorency et la "Canadian Electric" de Lévis. Il y a pour de très forts montants de capitaux étrangers investis dans ces compagnies et ces capitalistes se sont basés sur les chartes de ces compagnies pour risquer de l'argent dans ces entreprises. Il est alors du devoir de la législature de respecter ce qu'il y a de fait.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières): Êtes-vous en faveur des droits exclusifs?

M. A. Girard (Rouville): Telle n'est pas la question, mais je déclare que c'est une injustice que de déroger à la bonne foi de chacune de nos lois inscrites. Il n'y a pas de privilèges exclusifs, mais il y a eu des ententes de bonne foi. Si nous changeons du jour au lendemain les garanties accordées, nous chassons le capital étranger de notre province. Que la législature de Québec respecte ses lois, c'est sa réputation. Pourquoi changer? Il faut continuer cette politique.

Les compagnies existantes ont fait d'énormes dépenses pour établir leur industrie. Il serait injuste de les dépouiller de ce qu'elles ont acquis. Qu'il ne soit donc pas permis à la compagnie Shawinigan d'empiéter sur le territoire des autres compagnies.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande où sont ces conventions qu'il ne faut pas violer. Il n'y a pas de privilèges exclusifs. Si l'on a refusé, l'an dernier, à la Shawinigan de pénétrer dans le district de la Saint-François, c'était pour protéger celle-ci, une entreprise exclusivement canadienne et encore naissante.

Mon honorable ami, le député de Trois-Rivières (M. J.-A. Tessier), avec le bon sens pratique qui le caractérise, a fait observer avec beaucoup de raison tout à l'heure le pourquoi subir des privilèges. La ville de Québec, comme d'autres, a besoin de nouvelles énergies électriques et n'appréhende pas la concurrence. Il y a une tierce partie qu'il faut considérer dans cette question: le consommateur, celui qui paye et qui réclame un bon service. Le résultat de cette concurrence est d'activer l'industrie, de lui donner de l'essor. La ville de Québec n'a pas demandé à la Shawinigan d'entrer, il est vrai, mais nous lui offrons de la marchandise. Si nos prix lui conviennent, elle se servira de notre produit.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) dit qu'il craint ces présents. Si la concurrence est une si bonne chose, pourquoi ne pas la donner à l'île de Montréal et non pas

seulement à Québec? L'honorable député d'Hochelaga est d'une extrême bienveillance pour la population de Québec. Quand Québec sera devenu "port national", qu'il se sera développé, il sera temps alors d'engager d'autres compagnies à entrer à Québec.

Il s'oppose à l'entrée de la Shawinigan à Québec. Tout le résultat serait de déprécier les compagnies existantes qui ont bien mérité de la ville.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) prononce un discours. Il attaque avec vigueur la théorie des privilèges exclusifs. Il s'étonne de l'attitude du député de Montmorency qui, l'an dernier, dit-il, soutenait précisément le contraire de ce qu'il soutient aujourd'hui.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) se prononce contre les droits exclusifs, et à titre de représentant d'une division de Québec, il est en faveur de l'établissement à Québec d'un nouveau marchand d'électricité. Il demande quel est ce motif d'intérêt public qui empêcherait l'entrée d'un nouveau marchand d'électricité dans la ville de Québec.

Le député de Rouville, dit-il, propose habilement la création de monopoles. Nos compagnies nous servent plus ou moins bien. Il est étonné de constater que quelques-uns soient satisfaits du service actuel à Québec. Au contraire, nous sommes très mal servis, témoin le luminaire de cette Chambre. Nous avons déjà bénéficié de la concurrence à Québec. Nous payions (sic) jadis les lampes à arc dans les rues de la ville \$80 par année, la concurrence nous les fait payer \$54. Demain Québec s'agrandira. Et je crois être l'interprète de tous mes concitoyens en demandant à la Chambre de créer une plus grande concurrence dans notre ville. Si les compagnies en place ont des privilèges exclusifs, qu'on les leur enlève au plus tôt.

M. A. Girard (Rouville) se défend de prêcher la constitution de monopoles. Il donne des explications supplémentaires à ce sujet. Il déclare que la notion de monopole effraie les populations et il donne un moyen d'empêcher sa formation.

M. E. Roy (Montmagny) se déclare en faveur de l'entrée de la Shawinigan à Québec. Il déclare qu'en tant que résident de Québec, il sait que ses concitoyens voient avec plaisir la concurrence. Il ne faut pas trop s'étonner des amendements apportés aux statuts. On en fait au code civil, au code municipal, au code scolaire et quand il y a intérêt public, il ne faut pas être trop scrupuleux pour enlever des privilèges exclusifs à des compagnies qui pressurent le peuple; il faut songer au consommateur. Si les compagnies s'entendent, nous fixerons le prix ou nous nationaliserons leurs entreprises.

Il fait remarquer que les compagnies qui font actuellement affaires au Québec sont incapables de fournir toute l'énergie électrique nécessaire et qu'il y va de l'intérêt des citoyens de toute la province qu'il y ait beaucoup de compétition entre les grosses compagnies.

M. G. Langlois (Montréal no 3) voudrait savoir si c'est la ville de Québec qui demande l'entrée de la Shawinigan dans ces murs ou si c'est pour servir les intérêts de la Shawinigan que la clause discutée a été insérée. Car d'après l'expérience acquise à Montréal, il y a nuance.

La réponse à cette question déterminera s'il appuie ou rejette le projet de loi. Il faut régler l'entrée de cette compagnie à Québec de manière qu'elle ne puisse exercer les pouvoirs exorbitants qu'elle peut exercer dans certains territoires.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) déclare que les gens de Québec veulent la venue de la Shawinigan chez eux. Il est en faveur de la concurrence. Quant à l'envahissement de la Shawinigan, il n'y a pas lieu de le craindre, puisque en vertu de la charte de la ville, elle ne peut entrer dans la ville sans le consentement du conseil municipal.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) s'en prend de nouveau au bill. Il déclare que le député d'Hochelaga (M. J.-L. Décarie) semble très anxieux d'introduire la compétition à Québec. Il lui suggère de déployer son énergie à introduire un peu de compétition à Montréal pour combattre le monopole de l'électricité dans cette ville.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. L'amendement est lu pour la première fois.

Société des artisans canadiens-français

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 48) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Frères de Saint-Vincent de Paul

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la

Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 59) constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Club des ingénieurs de Montréal

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 37) concernant le Club des ingénieurs de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 80) constituant en corporation les soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'Assistance publique

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 95) constituant en corporation l'Assistance publique.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Canadian Nurses Association"

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. Perrault (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Joseph-Arthur Pigeon

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 65) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Synode du diocèse de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 117) faisant disparaître certains doutes qui semblent exister quant à certains actes du synode du diocèse de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Joseph Henry Dillon

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour

étudier le bill (no 111) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. J. Walsh (Montréal no 6) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente à J. T. Molson

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay

M. A. Girard (Rouville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 103) concernant la Compagnie de chemin de fer Québec et Saguenay.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Girard (Rouville) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer de Gaspé

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 47) concernant la compagnie du chemin de fer de Gaspé.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose

que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Montreal Street Railway Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 51) amendant de nouveau les lois concernant "The Montreal Street Railway".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Provincial Fire Insurance Company of Canada"

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Continental Fire Insurance Company"

M. A. Morisset (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Philipsburg Railway and Quarry Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Compagnie de téléphone de Bellechasse

M. A. Morisset (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 88)

amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

**Compagnie de chemin de fer de Lotbinière
et Mégantic**

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 62) amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 43) constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury Association".

La séance est levée à 6 heures.

NOTE

1. La charte de la "Shawinigan Water and Power Company" de 1904 interdisait à celle-ci d'opérer "dans les comtés de Québec, Montmorency, Charlevoix, Lévis et Ottawa".

Séance du 7 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Construction d'église à Saint-Prime

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que les règles 49 et 51 de cette Chambre soient suspendues pour ce qui concerne la pétition des syndics nommés pour la construction d'une nouvelle église dans la paroisse de Saint-Prime, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

La pétition des syndics nommés pour la construction d'une nouvelle église dans la paroisse de Saint-Prime est en conséquence lue et reçue.

Rapports de comités:

M. J. C. Kaine (Québec-Ouest): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 34) intitulé "Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans, et l'a adopté avec un amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 122) intitulé "Loi concernant la succession de feu Robert Peddie";

- bill (no 82) intitulé "Loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres".

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 112) intitulé "Loi conférant certains pouvoirs à l'académie de billard Marcotte";

- bill (no 83) intitulé "Loi amendement

la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges".

Refonte des statuts de la province

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse, qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil législatif priant leurs Honneurs de se joindre à cette Chambre pour former un comité conjoint des deux Chambres avec mission d'étudier les rapports faits par la commission chargée de réviser et de refondre les statuts d'un caractère général et permanent de la province, et de faire rapport, et informant leurs Honneurs que cette Chambre a nommé les honorables MM. Gouin et Weir, et Messieurs Champagne, D'Auteuil, Taschereau, Tellier, Mackenzie et Morin pour agir, de la part de cette Chambre, comme membres dudit comité conjoint.

Adopté.

Introduction de bills:

M. G. Lafontaine (Maskinongé) demande la permission d'introduire un bill (no 179) amendant l'article 1048 du code municipal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 178) amendant le code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés.

M. J.-M. Tellier (Joliette): S'agit-il des chemins électoraux macadamisés en 1904?

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. M. Perrault (Chambly) demande la permission d'introduire un bill (no 177) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:**Mortalité infantile à Montréal**

M. L.-J. Lemieux (Gaspé): 1. Le

gouvernement a-t-il reçu un rapport du Bureau d'hygiène provincial sur la question de la mortalité infantile à Montréal?

2. Le gouvernement a-t-il reçu des suggestions du Bureau d'hygiène provincial relativement à l'inspection du lait et à l'établissement de dépôts de lait pur dans les grandes villes?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il l'intention de présenter quelque projet de loi pour protéger la vie des enfants contre l'incurie, la fraude et la malpropreté de certains laitiers?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Sans avoir fait un rapport écrit, une délégation du Conseil d'hygiène, au cours d'une entrevue avec le premier ministre et le secrétaire de la province, l'été dernier, leur a représenté combien était grande la mortalité infantile, à Montréal en particulier, et l'attribuant en grande partie au lait, elle leur a soumis un projet de règlements relatifs au commerce du lait. Le gouvernement a subséquemment sanctionné ces règlements.

2. À la suggestion du Conseil d'hygiène, il a été décrété par la loi d'hygiène de 1901, art. 47, que les pouvoirs des inspecteurs municipaux s'étendent aux vacheries et laiteries situées en dehors comme en dedans des limites de la municipalité dont relèvent ces officiers.

De plus, en nommant l'année dernière des inspecteurs de fromageries et de beurseries, le gouvernement a raison de croire que cette inspection aura pour résultat assez direct l'amélioration générale des laiteries et vacheries par toute la province.

Quant à la création de grands dépôts de lait dans les villes, il paraît sembler qu'il appartient plutôt aux villes intéressées qu'à l'autorité provinciale d'y pourvoir.

Demande de documents:

Dépenses des municipalités pour amélioration des chemins

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre une liste du montant total, par comté, des dépenses faites par les municipalités rurales de la province, dans l'espace des dernières dix années, pour la création ou l'amélioration des chemins, suivant les rapports faits aux départements de l'Agriculture, de la Colonisation ou des Travaux publics.

Il déclare qu'il veut se renseigner sur la question de l'amélioration des chemins publics. Il veut profiter de l'occasion pour exprimer ses vues sur cette question.

Il fait remarquer que si une meilleure éducation pour nos citoyens est une priorité, l'amélioration des chemins de nos districts

ruraux vient au second rang. Il lance un appel pressant au gouvernement afin qu'il prenne l'initiative dans la question des bons chemins et qu'il accorde une aide efficace à cette fin.

Il rappelle que, parmi les soixante-quatorze circonscriptions électorales représentées à la Chambre, soixante-trois d'entre elles sont rurales et qu'elles sont toutes en faveur de ce mouvement qui sera grandement bénéfique non seulement pour elles, mais pour l'ensemble de la province.

Il déclare qu'il a attiré l'attention de la Chambre chaque année sur la nécessité d'améliorer nos chemins. La province est dans un état déplorable si on la compare aux pays d'Europe, aux États-Unis ou même aux autres provinces du Canada, comme l'Ontario.

L'État de New York, où la voie rurale est beaucoup moins importante qu'ici à cause de la multiplicité des communications de toutes sortes, se propose cependant de dépenser \$50 000 000 d'ici dix ans pour l'amélioration des chemins ruraux. L'Ontario a mis \$1 000 000 à la disposition des municipalités qui voudront payer les deux tiers du coût de construction de bons chemins. Québec n'a pas fait son devoir sous ce rapport, mais le blâme ne doit pas se reporter sur le gouvernement seul.

Il déplore le fait que les municipalités et les particuliers n'ont pas fait leur devoir. Il est heureux des dispositions du gouvernement qui, dans le discours du trône, fait pressentir quelque chose relativement à la politique des chemins ruraux. Dans le budget, le gouvernement a augmenté l'item de \$3000 à \$16 000; le gouvernement fait aussi pressentir qu'il présentera une mesure relative à cette politique et il suggère qu'elle soit aussi complète que possible. Ainsi on ne pourra pas lui reprocher de n'avoir rien dit avant que le gouvernement n'ait adopté sa politique. Avant de discuter cette loi, il est d'opinion qu'il serait juste d'étudier la loi d'Ontario.

Il décrit la politique suivie dans l'Ontario pour aider les municipalités de comté à rendre meilleures leurs routes. Il cite quelques extraits de la loi d'Ontario et préconise le système d'emprunt par les municipalités de comté au lieu des paroisses. Le gouvernement devrait garantir l'intérêt sur les sommes d'argent requises par les municipalités pour l'amélioration de leurs chemins et pourvoir à un fonds d'amortissement qui les débarrasserait de leurs dettes au bout d'une certaine période. Au lieu de dépenser les deux tiers du montant emprunté, comme cela se fait dans l'Ontario, et répartir une petite taxe sur tous les contribuables pour la balance, l'intérêt de cet emprunt serait garanti pour un tiers par le gouvernement(l).

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier): L'honorable député a-t-il une idée du coût

par mille de ces chemins?

M. M. Perrault (Chambly): Certainement. Cela varierait de \$2000 à \$3000 par mille, selon la largeur que l'on veuille donner. L'emprunt pour chaque municipalité varierait peut-être de \$300 000 à \$500 000. Il croit que son comté, dans ces conditions, serait prêt à emprunter \$200 000 à \$300 000 pour restaurer ses chemins.

Il rappelle que c'est la septième fois qu'il soulève cette question des bons chemins à la Chambre. Ce sera la dernière. Il est attaché au parti libéral, mais son attachement n'est pas aveugle. Il veut l'application sage des principes de ce même parti en rendant justice égale à toutes les classes de la société, sous la dictée de notre conscience. Il déclare qu'il aime sa province et que c'est un sentiment profond qui le porte au renoncement.

M. A. Girard (Rouville) félicite le député de Chambly d'avoir soulevé cette question et le remercie de ses suggestions pratiques. Il considère le problème des bons chemins ruraux comme de la plus haute importance. Après l'instruction publique, il considère que c'est la question de la voirie publique qui est la plus importante. C'est le critérium de prospérité d'un pays. L'électorat de cette province désire l'amélioration immédiate de nos chemins ruraux maintenant que nos produits sont commercialisés et que les cultivateurs ont tant de produits à transporter.

Il proteste néanmoins contre la nomenclature des députés faite par le représentant de Chambly. Pour lui, il n'y a pas à la Chambre d'avocats, de médecins, de cultivateurs. Il ne devrait y avoir que des représentants du peuple animés de l'esprit public. Les députés sont tous des représentants de l'électorat face au gouvernement et devraient s'unir pour ne former qu'une seule entité.

Quant à la question des bons chemins, il ne suffit pas de les construire, il faut aussi bien les entretenir. Il approuve l'idée de placer l'entretien des chemins macadamisés à la charge des municipalités, au lieu de laisser cet entretien aux particuliers. Les grandes voies de comté devraient être entretenues par les municipalités de comté.

Il croit important de donner des bons chemins aux vieilles régions afin d'y garder les habitants. De bons chemins et de bonnes écoles doublent la valeur d'une région. Il réclame pour les vieilles paroisses, à ce point de vue, le droit à la protection du gouvernement qui devrait intervenir dans cette politique d'une manière directe. Mais bien que les gouvernements n'ont peut-être pas fait tout ce qu'ils devaient faire, il importe également d'amener l'opinion publique à ne pas compter exclusivement sur

le gouvernement. Il demande au gouvernement et à chacun des députés de la Chambre de se mettre immédiatement à l'oeuvre sur cette question des bons chemins. Il suggère que les députés forment dans leurs comtés des associations privées pour promouvoir l'oeuvre des bons chemins.

Il voudrait que l'électorat comprenne que la question des bons chemins est une question vitale. Son seul but est de rendre sa province plus grande et plus belle.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) croit que la voirie, telle qu'elle existe actuellement chez nous, fait la honte de notre province. Tout le monde s'accorde sur l'état des choses actuel. Il est d'avis que la racine du mal peut être attribuée au code municipal qui attribue directement aux habitants l'entretien des chemins. La loi municipale ne permet pas actuellement aux municipalités de se charger de l'entretien des chemins. Mais si les municipalités sont chargées de ce soin, il serait juste que le gouvernement y contribue aussi. C'est ce qui se pratique aux États-Unis où le gouvernement supporte une certaine proportion du coût d'entretien et de construction des chemins.

Si on ne change pas la loi, le gouvernement aura beau donner de l'argent, ce sera, à courte échéance, de l'argent perdu, parce que le meilleur chemin mal entretenu ne durera pas longtemps. Il condamne la méthode de l'obligation de chacun d'entretenir sa partie de chemin, et parfois à des milles de distance. Il n'y a pas d'uniformité dans le travail et c'est une incohérence malheureusement trop évidente dans les résultats. Sous ce régime, les uns entretiennent leur part de chemin d'une façon, les autres d'une autre façon, et un grand nombre n'y touche pas du tout. Pour certaines personnes, l'entretien de leur chemin est facile, pour d'autres, c'est un fardeau considérable.

Ce système est souverainement injuste et constitue en plus la ruine des intéressés. Il est en faveur du système de l'entretien complet des chemins de front et des routes par les municipalités, de l'imposition d'une taxe dans chaque municipalité, l'argent ne sortira pas de la paroisse. C'est l'initiative qui manque. Il cite le cas de deux paroisses de son comté, Château-Richer et Sainte-Anne-de-Beaupré, qui dépensèrent, il y a quelques années, \$30 000 dont la moitié fut payée par le gouvernement. Elles ont toutes deux maintenant d'excellents chemins ruraux. Si le gouvernement faisait la même chose ailleurs, notre province ne tarderait pas à se couvrir de chemins macadamisés.

Il faudrait refondre entièrement le code municipal dans le sens de la loi qu'il a proposée relativement à l'entretien des chemins macadamisés. Il suggère qu'il soit

créé une commission pour refondre le code municipal. Tout est actuellement sous l'empire de vieux systèmes de modes. La législation devrait être entièrement refaite.

M. J.-É. Canin (L'Islet) endosse les remarques du député de Montmorency. Il le félicite sur son succès d'avoir obtenu \$15 000 pour les chemins dont il a parlé, malgré qu'il n'approuve pas, vu l'état actuel de nos finances, l'octroi de cette allocation à des municipalités riches au détriment peut-être de municipalités pauvres comme celles de région de colonisation. Il a été assez habile pour l'obtenir, il l'en félicite.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): Certainement.

M. J.-É. Caran (L'Islet) est d'opinion qu'il est absolument inutile de dépenser de l'argent pour la voirie publique si on ne l'entretient pas, que l'opinion publique n'est pas encore prête à cette révolution du système. Le gouvernement devrait envoyer des conférenciers à la campagne pour cette fin tout comme il en envoie pour l'industrie laitière et autres sujets. Il est en faveur de la réforme de notre loi municipale et est d'opinion qu'on ne doit pas détourner actuellement une partie des \$130 000 dont le gouvernement dispose pour les chemins de colonisation au bénéfice des vieilles paroisses. Quand le gouvernement aura à sa disposition un plus fort montant, advenant l'augmentation du subside fédéral, quelque chose en faveur des vieilles paroisses sera plus plausible. De plus, il ne croit pas non plus qu'il soit nécessaire de macadamiser les chemins partout. Un bon chemin peut être fait en terre avec un sous-sol en caillou, moyennant \$300 par mille et, bien entendu, ce chemin durera aussi longtemps que le chemin macadamisé. Et en attendant que l'opinion publique puisse faire davantage et que le gouvernement lui-même ait plus d'argent à sa disposition, il suggère que les municipalités soient invitées à se prévaloir des octrois que le gouvernement voudra donner, mais en s'engageant à des conditions bien déterminées d'avance. De cette façon, personne ne pourra se plaindre.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) remercie le député de Chambly d'avoir soulevé cette question des bons chemins en Chambre. Il est aussi reconnaissant aux députés qui ont discuté ce sujet des chemins ruraux; cela procurera des renseignements qui seront absolument utiles.

Le gouvernement reconnaît parfaitement le besoin d'une politique de chemins ruraux bien dirigée. Il s'agit de savoir s'il imposera sa direction ou s'il faudra d'abord persuader pour obtenir des résultats, et de bons résultats. Devra-t-il imposer des lois

pour certains cas, dans certaines conditions et à de certains prix ou devra-t-il d'abord convaincre nos cultivateurs qu'ils sont les premiers et les principaux intéressés au développement tangible de cette politique d'améliorer nos chemins ruraux? Il y a des associations qui poursuivent ce but avec persévérance et qui méritent d'être encouragées, comme celles des Cantons de l'Est par exemple, qui se réunissent en convention récemment à Farnham.

L'honorable ministre de l'Agriculture (M. L.-J. Allard) prépare une mesure à ce sujet. Il est d'opinion que le moyen le plus pratique c'est la persuasion d'abord de la nécessité pour les municipalités d'avoir de bons chemins. Il ne croit pas qu'il y ait un seul gouvernement qui puisse faire passer une loi obligeant les municipalités à se charger de l'entretien des chemins. La mesure que le gouvernement se propose de présenter tenderait à accorder aux municipalités, comme moyen d'encouragement, certaines gratifications qui payeront la moitié des travaux s'élevant à une certaine somme, si ces travaux sont faits d'ici à un an. La mesure du gouvernement tendra vers le but et vers le moyen d'induire les municipalités à l'entretien des chemins.

Il déclare que la loi d'Ontario de 1901, que l'on a proposée comme modèle, démontre qu'il n'y a que sept comtés qui se soient prévalus du bénéfice de la loi. Cette politique d'Ontario mettant \$1 000 000 à la disposition des municipalités n'a donc pas eu un effet extraordinaire, car seulement \$212 000 ont été distribués depuis 1901. Ce qui prouve que ce n'est pas en votant de gros montants que les choses vont mieux. Encore, il s'agit, croyons-nous, de persuader et non d'imposer. L'honorable trésorier (M. A. Tessier), prédécesseur de l'honorable ministre de l'Agriculture, donnera à cette Chambre les détails de la mesure proposée. Le montant qui sera affecté à l'exécution de la mesure qu'il annonce ne sera peut-être pas très considérable cette année, mais il espère que plus tard, le gouvernement pourra faire plus et réussira à atteindre le but que tous désirent ardemment, c'est-à-dire de meilleurs chemins.

Je remercie l'honorable député de Chambly d'avoir soulevé cette question et de nous avoir exprimé, ainsi que les autres députés, leurs opinions sur ce point. Les documents demandés seront produits avec plaisir.

M. M. Perrault (Chambly) remercie les députés qui l'ont appuyé, ainsi que le gouvernement pour ses bonnes dispositions.

M. J.-M. Tellier (Joliette) fait remarquer que le député de Chambly a suscité une discussion fort intéressante sur sa proposition. Il fait ironiquement remarquer que

toute bonne mesure doit venir du gouvernement. Il remercie le premier ministre d'avoir soulevé le voile des confidences du gouvernement et d'avoir fait part qu'une mesure sur la question soulevée aujourd'hui par l'honorable député de Chambly était en cours de préparation. Il est d'opinion qu'il faut l'action du gouvernement en cette matière, car le peuple est routinier et c'est au gouvernement à prendre une large part d'initiative. Bien qu'il soit heureux de la préparation de cette mesure, il demande au gouvernement de bien définir dans sa prochaine loi les conditions sous lesquelles une municipalité pourra obtenir l'octroi du gouvernement. Cela empêchera la distribution arbitraire de ces octrois, les mesures de favoritisme et de corruption électorale, comme cela s'est trop souvent vu en ce qui concerne les octrois de colonisation, qui ont servi et qui servent encore à influencer le vote des électeurs.

Ce serait protéger le gouvernement contre lui-même que d'inscrire dans la loi les conditions de l'octroi. Si l'argent accordé aux prétendus chemins de colonisation était mis à la disposition d'hommes pratiques au lieu de politiciens, il en résulterait des routes bien meilleures.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) se prononce en faveur de l'encouragement aux municipalités comme étant le meilleur moyen d'en arriver à une solution satisfaisante, mais il appréhende la suppression du code municipal.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) regrette que le premier ministre ne commence pas par le commencement, c'est-à-dire par l'abolition des barrières à péage. Selon les comptes publics, Montréal et ses environs payent les trois quarts des revenus de la province et cependant il est impossible de circuler dans les alentours de Montréal sans payer tribut à ce système suranné qui ne fournit seulement pas de bons chemins.

M. M. Perrault (Chambly) fait quelques remarques.

La proposition est adoptée.

Rapports financiers des municipalités

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre une liste des comtés dont une ou plusieurs municipalités n'ont pas encore fait rapport à l'honorable secrétaire de la province, depuis 1905, sur leur situation financière, tel que requis pour le rapport intitulé "Statistiques municipales".

Adopté.

Octrois aux municipalités pour amélioration des chemins

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre une liste du montant total des octrois, par comté, dans l'espace des dernières dix années, accordés par le gouvernement de la province aux municipalités rurales, pour la création ou l'amélioration des chemins.

Adopté.

École à Saint-Patrice de Rawdon dans Joliette

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous documents, lettres et requêtes se rapportant à la demande d'allocation faite au gouvernement de cette province pour l'établissement d'une école ou académie commerciale de langue anglaise en la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, dans le district de Joliette.

Il déclare que cette motion est faite dans le but de provoquer de la part du chef du gouvernement une déclaration officielle sur la destination de l'allocation promise par le gouvernement à une école à Rawdon. On sait l'incident qui se produisit lors de cette demande. Le Canada annonçait dans une dépêche de Québec que l'abbé Picotte et certains députés qui avaient demandé cet octroi avaient parlé de cette école comme étant non confessionnelle et que l'allocation avait été promise. L'information a été contredite par des personnes intéressées, mais le même journal a maintenu que son information était substantiellement exacte. Je crois, dit-il, que la Chambre et, en tout cas, la grande majorité du peuple de cette province, aimerait à savoir si la démarche des délégués avait oui ou non le caractère que lui a attribué ce journal.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) lit la pétition faite à l'adresse du gouvernement pour l'obtention d'une subvention pour l'école en question:

À l'honorable William Alexander Weir
Ministre des Travaux publics
Hôtel du parlement, Québec

Il est représenté par l'humble requête des soussignés: J.-M. Landry, prêtre curé de l'église catholique de Rawdon, Jos.-A. Dufort, vicaire de l'église catholique, Rawdon, Wm. Davies, recteur de l'église anglicane, W. Rilance, ministre méthodiste; Arthur Poirier, O. Lorrain, Jas. Mason, A. Préville, W. Rivet, Louis Dupuis, E. Nantais, A. Guibord, Henry Kehoe, James Lane,

Camille Beauséjour, A. Breault, W. Sheilds, U. Forest, A. Bordeleau, S. Bordeleau, Henry H. Hill, Joseph Racette, E. Beauséjour, James Kelley, D. Courtemanche, John Copping, Théodore Bélanger, Am. Bélanger, H. Jobin, Patrick Beauséjour, O. Laliberté, John McGuire, W. Laliberté, C.-A. Beaupré, M. Magnan, Eug. L. Simard, F. X. Valois, William Forest, James Kelley, Joseph Beauséjour, M. Killy, M. Delaney, L. Breault, Clément Beauséjour, Charles Lane, John Kinsella, T. Lane, John Lane, Bernard Green, M. N. Smiley, M.D., H. Daly, pres., C. C. The Rawdon Lumber Co. Ltd., Emmanuel Lecavalier, J. Lamontagne, Patrick Forest, Z. Magnan, P. Magnan, John Mason, D. Champagne, J. O. Landry, James Rowan, D. Blouin, Jos. Giguère, Théodore Bélanger, Joseph Leblanc, E. Leblanc, Osias Laviolette, E. Cahill, Aristide Racette, G. Laliberté, H. Leblanc, V. Belisle, J. T. Paradis, J. Lane, Wm. M. Holiday, marchand, James A. Daly, J.-B. Trefflé Richard, n.p., U. Landry, A. Jobin, C. Landry, Patrick Verret, Horace Hartley, gérant de la "Laurentian Manufacturing Co. Ltd.", Wm. Barril, marchand de bois, John Gray, John Lindsay, Michael J. Riordon, Edward Shevlen, Wm. Scroggie, Joseph Kinsella, P. Magnan, F. Labine, J. P. Payen dit Saint-Onge, E. Saint-Onge, W. Rowan, Jos. Barrette, Albert Parent, John H. McCurdy, Wm. Burns, garde chasse et pêche, James Parkinson, Albin Landreville, Emmanuel Dalcourt, A. Forest, O. Breault, T. Rowan, A. Rowan, H. Riopel, James Daly, Damase Parent, Donat Morin, J. P. Hartley, A. D. Bums, marchand général, Edward Kehoe, W. H. Scroggie, Hugh Green, A. Blouin, J. Lauson, P. Belland, Edward Lane, Plac. Magnan, J.-A. Perrault.

Que vos requérants, dans le désir bien sincère de relever le niveau de l'instruction publique, de favoriser les intérêts des jeunes garçons et des jeunes gens, et les instruire sur les différentes branches des connaissances commerciales viz: sur la comptabilité des banques, la tenue des livres, la clavigraphie, la sténographie, etc., ont décidé de construire à Rawdon, dans le comté de Montcalm, Québec, au coût de \$30 000, un collège commercial de première classe, destiné: 1. Aux petits garçons et jeunes gens de langue anglaise qui ne peuvent encourir les dépenses des High Schools de commerce de Québec ou d'Ontario; 2. Aux petits garçons et aux jeunes gens de langue française qui n'ont pas l'occasion d'apprendre la langue anglaise et qui, par conséquent, se trouvent sur un pied d'infériorité dans leur carrière commerciale, etc. Nous n'avons pas besoin de vous rappeler, honorable monsieur, que la connaissance de la langue anglaise devient de plus en plus nécessaire.

Par conséquent, vos requérants ont l'honneur de représenter:

1. Que leur seul but est de donner un

cours commercial complet et exclusivement en anglais.

2. Que la raison qui leur fait choisir Rawdon comme site très propre à l'établissement de cette institution, c'est que l'école existante ne suffit plus aux demandes actuelles, et cela oblige des petits garçons et des jeunes gens venant de toutes les parties de la province, même des grandes villes telles que Montréal et Québec, de pensionner dans des familles privées pour se familiariser avec la pratique de la langue anglaise.

3. Que l'an prochain, le chemin de fer Grand Nord atteindra Rawdon et rendra ce collège commercial d'autant plus accessible.

4. Que le Très Révérend Joseph-Alfred Archambault, évêque de Joliette, non seulement endosse le projet, l'approuve, mais a encore souscrit \$1000 pour aider à l'entreprise, et a fait faire des quêtes dans toutes les paroisses de son diocèse pour la fondation de ce collège.

5. Que, question de race et de croyance à part, les différentes dénominations religieuses désirent la fondation d'un semblable collège à Rawdon; témoin, les signatures.

6. Que la plupart de nos écoles et académies commerciales, et le cours commercial qui se donne dans nos collèges classiques ne répondent pas du tout aux besoins actuels, parce que la langue anglaise ne peut pas y être enseignée et apprise.

7. Que la ville de Rawdon se compose surtout de familles de langue anglaise, et par conséquent, elle offre aux élèves de grands avantages pour acquérir la connaissance pratique de la langue anglaise.

8. Qu'attendu que le collège commercial sera d'un grand avantage, non seulement pour les comtés avoisinants, mais pour toute la province, en donnant aux jeunes gens l'occasion d'acquérir une bonne instruction commerciale comparativement à bon marché, vos requérants espèrent que vous prendrez en considération l'objet important de ce projet, y accorderez votre sérieuse et complaisante attention et que vous ferez voter à votre département, pour les fins ci-dessus, une allocation d'un cinquième des dépenses en vue, à savoir \$6000 (six mille piastres) à cette session du Parlement.

9. Que cette allocation sera comptable lorsque la balance du montant, \$24 000 aura été prélevée. Et vos requérants, comme il est de leur devoir, ne cesseront de prier.

Signé: Pat. McManaman, Joseph Dumont, Peter S. Rilby, maire, Isaac Blagrove, conseiller, W. Jones, conseiller, John Kirwood, conseiller, U. Forest, conseiller, Lindsay Boyce, conseiller, Thomas Lane, A. Deschênes, Arthur Levesque, Alexander Daly, Bruno Morin, Achille Forest, Zotique Girardin, E. Girardin, Edmond Morin, William J. Palmer, marchand, Eddie Cahill, forgeron, Joseph Chaput, cordonnier, Camille

Labrèche, T. M. Roberge, C.S.V., Supérieur du Séminaire de Joliette, Albert Genais, Joliette, A. Fontaine, C.R., inspecteur d'écoles, Arthur Laplante, marchand, W. Deschênes, Étienne Levesque, James Lane, Ernest Forest, J.-A. Lachapelle, H. Girardin, Alf. Forest, E.E.D., Henri Morin, E. Rowan, P. M., Arthur Plante, marchand, Thadée Bordeleau, Jean Labine, A. Barrette, J. Deschênes, E. Levesque, J.-B. Dumont, Wilfrid Laporte, John Jos. O'Grady, R. Girardin, E. Morache, J. E. Pearson, marchand, F. X. Farley, hôtelier, Thomas Robinson.

Saint-Jacques de l'Achigan, comté de Montcalm: A. O. Houle, prêtre, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan; Félix Poirier, prêtre, vicaire de Saint-Jacques-de-l'Achigan; J.-S. Barrette, prêtre, vicaire de Saint-Jacques-de-l'Achigan; C.-M. Lesage, prêtre, curé de Chambly, Eug. G. Courteau, M. D., Euclides Dugas, marchand, Camille Saint-André, J.-A. Populus, L.-O. LaSalle, marchand, Hildège Lanoue, J.-Hormisdas Lesage, Eusèbe Coderre, ferblantier, L.-B. Lafontaine, art. photo., L. N. Gill, gérant de la banque Hochelaga à Saint-Jacques, Lucien Melançon, marchand, Euclides Melançon, Adonias Gibeault, Hormisdas Coderre, menuisier, Jules Blouin, Damase Marion, Eugène Lanoue, Alexis Melançon, Arsène Coderre, Frank Dupuis, Hormisdas Morin, comptable à la banque Hochelaga à Saint-Jacques, J. O. E. Forest, maître de poste, Adélar Rivest, Ovide Forest, Napoléon Forest, Achille Morin, E. Forest, M. Forest, Trefflé Morin, C. E. Marion, N. P., Wilfrid Dugas, marchand, Tancrede Pichette, J. Ad. Beaudry, M.D., Achille Roy, Auguste Desrochers, Joseph Goulet, marchand, Odilon Goulet, maire, Marcel Duval, M. Granger, N.P., George Goulet, E. Lamarche, Camille Morin, Séraphin Forest, Simon Thibaudeau.

Saint-Liguori, comté de Montcalm: Ls. Thibault, prêtre curé à Saint-Liguori, Am. Forest, vicaire, Ménasie Robert, marchand, Édouard Grenier, Urgèle Deschênes, George Neveu, Alfred Barrette, J.-Baptiste Perreault, Dr J.-A. Melançon, E. Turgeon, Alcide Leveillé, Joseph Poirier, Montréal, J.-B. Giroux, plombier, Saint-Esprit, N. Lavigne, Rawdon, E. Jolicoeur, Rawdon, J.-H. Ferland, procureur de l'évêché de Joliette, Alp. Viau, prêtre curé de Sainte-Julienne, J. Ale. Forest, prêtre vicaire, Sainte-Julienne, Prisque Mailhot, maire, Sainte-Julienne, Ernest Gauthier, M.D., Sainte-Julienne, Simon Richard, Alcide Richard, maire, G. George Lord, Émile Grenier, marchand, Parfait Dufresne, Isaie Barrette, maître de poste, Alphonse Perreault, Urgèle Tancrede, M. Miron, boulanger, Émile Robert, Théophile Lapointe, marchand, L.-E. Dugas, ex-M.P., N. A. Archambeault, M.P., Joseph Sylvestre, avocat, Geo. Jolicoeur, G. Lambert, Sr., marchand, G. Lambert, Jr., commis, Analdy

Roy, F.-X. de la Durantaye, prêtre curé de Saint-Jérôme, R. Hétu, curé de Sainte-Scholastique, A. D. Levesque, A. E. Thibaudeau, N.P., registrateur.

À l'honorable Lomer Gouin

Premier ministre de la province de Québec
Parlement, Québec

Il est représenté par l'humble requête des soussignés: J.-M. Landry, prêtre, curé de l'église catholique, Rawdon, Jos. A. Duford, vicaire de l'église catholique, Rawdon, Wm. Davies, recteur de l'église anglicane, Jos. W. Rilance, ministre méthodiste, Joseph Breault, Arthur Poirier, Charles Lone, J. O. Landry, marchand, Patrick Beauséjour, Patrick Forest, Eug. L. Simard "The Rawdon Lumber Co.", O. Laliberté, A. Préville, John McGuire, James Mason, John Mason, W. Laliberté, M. Breault, N. Forest, O. Breault, L. Dupuis, D. Champagne, N. Rivest, M. James Rouan, W. Lane, E. Nantais, E. Beupré, L. Breault, William M. Holiday, marchand, John Copping, J. N. Daly, Jas. A. Daly, Théodore Bélanger, C.-A. Beupré, A. Guihord, William Forest, Wm Smiley, M.D., Emmanuel Lecavallier, Am. Bélanger, J.-B. Trefflé Richard, N.P., N. Kehoe, M. Landry, N. Jobin, L. Lamontagne, A. Jobin, C. Landry, Jos. Barrette, Damase Garant, Albert Parent, Donat Morin, Horace Hartley, gérant "The Laurentian Manufacturing Co. Ltd.", Wm. Barrie, marchand de bois, John P. Hartley, John Gray, John N. McCurdy, A. D. Burns, marchand, John Lindsay, Wm. Burns, garde chasse et pêche, Michael J. Riordon, James Parpinson, Edward Shevlen, Edward Kehoe, Albani Landreville, W. N. Scroggie, Wm. Scroggie, F. X. Valois, Jos. Giguère, Joseph Leblanc, Donat Blouin, P. Magnan, L. Kelly, James Kelly, sec.-trés., Bernard Green, C. Beauséjour, E. Beauséjour, L. Beauséjour, Clément Beauséjour, A. Racette, Joseph Racette, N. Leblanc, "Rawdon Lumber Co. Ltd.", M. Kelly, M. Delancy, E. Leblanc, Patrick Verret, E. Capill.

Que vos requérants, dans le désir bien sincère de relever le niveau de l'instruction publique, de favoriser les intérêts des jeunes garçons et des jeunes gens, et les instruire sur les différentes branches des connaissances commerciales viz; la comptabilité des banques, la tenue des livres, la clavigraphie, la sténographie, etc., ont décidé de construire à Rawdon, dans le comté de Montcalm, Québec, au coût de \$30 000, un collège commercial de première classe destiné:

1. Aux petits garçons et jeunes gens de langue anglaise qui ne peuvent encourir les dépenses des High Schools de commerce de Québec ou d'Ontario.

2. Aux petits garçons et aux jeunes gens de langue française qui n'ont pas l'occasion d'apprendre la langue anglaise et

qui, par conséquent, se trouvent sur un pied d'infériorité dans leur carrière commerciale, etc. Nous n'avons pas besoin de vous rappeler, honorable monsieur, que la connaissance de la langue anglaise devient de plus en plus nécessaire.

Par conséquent, vos requérants ont l'honneur de représenter:

1. Que leur seul but est de donner un cours commercial complet et exclusivement en anglais.

2. Que la raison qui leur faisait choisir Rawdon comme site très propre à l'établissement de cette institution, c'est que l'école existante ne suffit plus aux demandes actuelles et cela oblige des petits garçons et des jeunes gens venant de toutes les parties de la province, même des grandes villes, telles que Montréal et Québec, de pensionner dans des familles privées pour se familiariser avec la pratique de la langue anglaise.

3. Que l'an prochain, le chemin de fer Grand Nord atteindra Rawdon et rendra ce collège commercial d'autant plus accessible.

4. Que le très Révérend Joseph-Alfred Archambault, évêque de Joliette, non seulement endosse le projet, l'approuve, mais a encore souscrit \$1000 pour aider à l'entreprise, et a fait faire des quêtes dans toutes les paroisses de son diocèse pour la fondation de ce collège.

5. Que, question de race et de croyance à part, les différentes dénominations religieuses désirent la fondation d'un semblable collège à Rawdon; témoin, les signatures.

6. Que la plupart de nos écoles et académies commerciales, et le cours commercial qui se donne dans un collège classique ne répondent pas du tout aux besoins actuels, parce que la langue anglaise ne peut pas y être enseignée et apprise parfaitement.

7. Que la ville de Rawdon se compose surtout de familles de langue anglaise, et par conséquent, elle offre aux élèves de grands avantages pour acquérir la connaissance pratique de la langue anglaise.

8. Qu'attendu que le collège commercial sera d'un grand avantage, non seulement pour les comtés avoisinants, mais **pour** toute la province, en donnant aux jeunes gens l'occasion d'acquérir une bonne instruction commerciale comparativement à bon marché, vos humbles requérants espèrent que vous prendrez en considération l'objet important de ce projet, y accorderez votre sérieuse et complaisante attention et que vous ferez voter à votre département, pour les fins ci-dessus, une allocation de un cinquième des dépenses en vue, à savoir \$6000 (six mille piastres) à cette session du Parlement.

9. Que cette allocation sera comptable lorsque la balance du montant de \$24 000 aura été prélevée.

Et vos requérants, comme il est de leur devoir, ne cesseront de prier: Joseph Rinsella, Joseph Lauzon, G. Laliberté, W. Sheilas, John Rinsella, Alexander Daly, James Lane, J.-B. Dumont, Bruno Morin, Ernest Forest, Hormisdas Riopelle, J.-T. Paradis, T. Lane, A. Forest, A. Blouin, O. Courtemanche, O. Breault, L. Lane, Hugh Green, T. Giguère, Edward Lane, P. Magnan, James Daly, F. Labine, Joseph Dumont, T. Rowan, A. Rowan, W. Rowan, J.-A. Perrault, marchand, Madame Deschênes, Arthur Deschênes, Arthur Lévesque, Étienne Lévesque, James Lane, Zotique Magnan, Peter S. Kelly, maire, Pierre Barette, Arthur Laplante, marchand, J. Bte Payen dit Saint-Onge, fabricant de fromage, P. Payen dit Saint-Onge, E. Payen dit Saint-Onge, N. Payen dit Saint-Onge, Isaac Blagrove, conseiller, William Jones, conseiller, Linsel Boyer, conseiller, Thomas Lane, conseiller, John Kirwood, conseiller, U. Forest, conseiller, Wilfrid Laporte, Achille Forest, J.-A. Lachapelle, John Jos. O'Grady, F. Zotique Girardin, N. Girardin, P. Girardin, E. Girardin, M. C. L. Magnan, Jos. Magnan, Oct. Lorrain, Henri Morin, Sinaï Bordeleau, Jos Giguère, P. Magnan, A. Forest, Alf. Forest, étudiant en droit, V. Belisle, P. McManaman, P. Beland, E. Morache, Edmond Morin, P. F. Pearson, marchand, William J. Palmer, marchand, E. Rowan, M.P., Eddie Cahill, forgeron, F.X. Farley, hôtelier, Arthur Plante, marchand, Joseph Chaput, cordonnier, Thadée Bordeleau, Camille Labrèche, Jean Labine, Emmanuel Dalcourt, Thomas Robinson, T. M. Roberge, C. S. V., supérieure au séminaire de Joliette, Albert Gervais, Joliette, A. Fontaine, c.r., inspecteur d'écoles.

Saint-Jacques-de-l'Achigan, comté de Montcalm: A. O. Houle, curé de Saint-Jacques-de-l'Achigan, Félix Poirier, prêtre, vicaire de Saint-Jacques-de-l'Achigan, J.-S. Barrette, prêtre, vicaire de Saint-Jacques-de-l'Achigan, C.-N. Lesage, curé de Chambly, Eug. G. Courteau, M.D., S.-B. Fontaine, art Photo., L. N. Gille, gérant de la banque Hochelaga, Saint-Jacques, Morin, comptable à la banque Hochelaga, Saint-Jacques, L. O. E. Forest, maître de poste, Marcel Duval, Adé-lard Rivest, Damase Marion, I. N. E. Marion, N.P., J. D. Beaudry, M.D., Euclide Dugas, marchand, Wilfrid Dugas, marchand, Camille Saint-André, Tancrede Piquette, J.-A. Populus, Achille Roy, Lucien Melançon, marchand, L.-O. Lasalle, marchand, Auguste Desrochers, Euclide Melançon, Joseph Goulet, marchand, Hildège Lanoue, Adonias Gibault, Odilon Goulet, maire, J.-Hormisdas Lesage, Hormisdas Coderre, menuisier, Eusèbe Coderre, ferblantier, Jules Blouin, M. Granger, n.p., Ovide Forest, Eugène Lanoue, George Gaudet, Napoléon Forest, Alexis Melançon, Marcel Melançon, E. Demarche, Achille Morin, Arsène Coderre, Camille

Morin, J. E. Émile Forest, Frank Dupuis, Séraphin Forest, Magloire Forest, Hormisdas Morin, Théophile Lévesque, Idas Lanoue, Simon Thibodeau, Trefflé Morin.

Saint-Liguori, comté de Montcalm: Ls. Thifault, curé de Saint-Liguori, A. M. Forest, vicaire, Ménasie Robert, marchand, Edmond Grenier, Émile Grenier, marchand, Urgèle Deschênes, Parfait Dufresne, George Neveu, Isaie Barrette, maître de poste, Alfred Barrette, Alphonse Perrault, Jean-Baptiste Perreault, Dr J.-A. Melançon, Urgel Grenier, Prosper Turgeon, N. Miron, boulanger, Alcide Léveillé, Émile Robert, Simon Richard, Théophile Lapointe, marchand, Alcide Richard, maire, L.-E. Dugas, ex-M. P., G. Lord, Joseph Poirier, Montréal, J.-B. Giroux, plombier, Saint-Esprit, N. Lavigne, Rawdon, F. Jolicoeur, Rawdon, R. Héту, curé de Sainte-Scholastique, Alp. Viau, curé de Sainte-Julienne, L. Ale. Forest, vicaire de Sainte-Julienne, Prisque Mailhot, maire, Sainte-Julienne, Ernest Gauthier, M.D., Sainte-Julienne, L.-A. Archambeault, N.P., Joseph Sylvestre, avocat, A.-E. Lévesque, Geo. Jolicoeur, G. Lambert, marchand Sr., G. Lambert, Jr., Ain. Roy, J.-H. Ferland, prêtre de l'évêché de Joliette, F.-X. de la Durantaye, curé de Saint-Jérôme.

Nous, soussigné, évêque de Joliette, recommandons spécialement à la bienveillance et à l'esprit de progrès du gouvernement du Québec, la pétition ci-dessus. Nous sommes persuadés que l'érection à Rawdon d'une académie commerciale de langue anglaise sera d'un immense avantage, non seulement pour le district de Joliette, mais encore pour la province de Québec elle-même.

Joliette, 21 janvier 1907
(Signé) Joseph Alfred,
Évêque de Joliette

Il raconte les faits qui se sont produits, au meilleur de son souvenir. L'abbé Landry, curé de Rawdon, voyant le grand nombre d'enfants que l'on envoie dans les familles anglaises de sa paroisse pour y apprendre l'anglais, a fini par croire que l'établissement d'une académie anglaise à Rawdon rendrait de grands services à ses compatriotes, et il est venu demander au gouvernement de l'aider à établir cette institution.

MM. les abbés Landry et Picotte arrivèrent à son bureau, accompagnés du Dr Bissonnette, où se trouvaient pour l'occasion les honorables représentants d'Argenteuil (l'honorable W.-A. Weir)(2) et de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy). M. l'abbé Picotte présenta une requête, signée en grande partie par des gens de Rawdon, demandant la création d'une école commerciale de langue anglaise à Rawdon, où il y a un grand nombre de familles anglaises et plusieurs familles canadiennes. Cette requête, lue par

l'abbé Landry, fut suivie d'une lettre de Mgr Archambeault, évêque de Joliette, recommandant l'école. M. l'abbé Picotte répondit à une question que les Anglais protestants seraient certainement admis, comme la chose se fait d'ailleurs, même dans nos collèges classiques. M. l'abbé Picotte s'est peut-être servi du mot "non sectarian" mais pour faire comprendre qu'à cette école les enfants des protestants seraient admis comme ceux des catholiques. Mais qu'est-ce qu'il y a de si extraordinaire en cela? De mon temps, il y avait dans presque tous les collèges des élèves protestants, et je crois que c'est encore la même chose aujourd'hui.

Je n'ai jamais compris qu'on demandait une école neutre. C'était invraisemblable. La demande était faite par deux prêtres avec l'approbation de l'Ordinaire, et c'aurait été ne pas connaître le sentiment de la population de cette paroisse, comme je crois le connaître et que je partage, car je suis absolument satisfait du système actuel, pour avoir donné dans la direction qu'on impute. Et l'allocation a été promise parce que j'ai compris qu'il n'y avait rien d'anormal. Un journal a dit que j'avais promis un octroi à une école neutre. Ce n'est pas la vérité. Connaissant ma province comme je crois la connaître, je suis satisfait du système actuel d'enseignement dans les écoles catholiques. Les parents protestants y envoient leurs enfants et ils sont bien accueillis, ainsi il n'y a aucune raison de faire exception pour Rawdon.

Je dois dire que si un octroi m'avait été demandé pour l'établissement d'une école neutre, je l'aurais refusé.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm)

complète les explications du premier ministre. C'est lui-même qui a présenté la délégation à l'honorable premier ministre qu'il avait préalablement vue après avoir demandé aux délégués ce qu'ils voulaient. Ils lui déclarèrent que c'était une école purement catholique, sous le contrôle des commissaires catholiques, et que même on se proposait de demander des religieux pour diriger cette école. Il admet que M. l'abbé Picotte, interrogé par quelqu'un, a dit que la nouvelle école serait neutre, "non sectarian", mais tout le reste de la démarche de M. Picotte montrait qu'il ne fallait pas donner à ces mots leur sens ordinaire. Il n'a jamais été question d'une école neutre, et le Canada, en interprétant l'entrevue comme il l'a fait, a commis une erreur.

Je ne suis pas un bigot, M. l'Orateur, dit-il, mais au nom de ma famille, au nom du comté que je représente et au nom de ma nationalité, je n'aurais voulu faire des démarches aussi importantes contrairement aux principes religieux auxquels j'ai entièrement foi. On a dénaturé le sens des paroles des abbés Landry et Picotte, et j'ai

trop confiance dans l'honorabilité de l'honorable premier ministre pour qu'il eût compris que les délégués entendaient demander une école "non confessionnelle" (non sectarian), expression dont s'est servi un des abbés, mais dans son sens le plus large et nullement dans le but de demander une école neutre.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Je déclare que le compte rendu que j'ai moi-même envoyé au journal que je dirige, le Canada, était exact. Il cite le compte rendu du Canada et la pétition adressée au gouvernement pour démontrer que les deux documents disent la même chose. Le député de Montcalm affirme qu'on a dénaturé le sens des paroles de M. l'abbé Landry. On a peut-être mis trop d'importance à l'incident, mais il n'y a pas lieu de crier vengeance pour l'honorable député de Montcalm et MM. les abbés Landry et Picotte. On a simplement abusé du mot "non sectarian". On a donné à certaines paroles un sens que M. l'abbé Picotte ne leur donnait pas. Ce sont les journaux de la petite église qui ont fait tout le tapage(3). Personnellement, il n'a fait aucune allusion spéciale à l'expression "non sectarian", mais il a rapporté l'entrevue telle qu'elle s'était déroulée, et la lettre envoyée par le Révérend M. Picotte le jour suivant aurait réglé et expliqué toute cette question si un certain journal(4) ne s'était pas emparé de ce document et n'avait pas essayé de causer des ennuis. Ce journal a profité de l'incident de Rawdon pour faire du premier ministre un partisan des écoles neutres. Il cite certains passages du livre de Monseigneur Ireland sur les écoles non confessionnelles et conclut en disant que le Révérend Picotte avait probablement utilisé les mots "non sectarian" sans penser à l'effet que cela produirait lorsqu'ils seraient publiés. Voilà à quoi se réduit l'incident des écoles neutres et sans Dieu.

M. J.-M. Tellier (Joliette) parle de la déclaration du premier ministre, que corrobore celle du député de Montcalm, heureusement plus catégorique que celle que le même député a déjà donnée au Canada. Le député de Montréal no 3 prétend que la question n'a pas d'importance. Pourtant, son journal l'a trouvée assez importante pour y attirer l'attention publique dans un entrefilet spécial. Il reste donc acquis par le témoignage du premier ministre, qu'il n'a jamais été question d'une école non confessionnelle et que la dépêche du Canada est fautive. Maintenant le député de Saint-Louis a encore parlé de Mgr Ireland. Si ces citations de Mgr Ireland ne sont pas plus fidèles aujourd'hui que l'autre jour, elles ne valent pas grand-chose. Je me suis donné le trouble de relire le discours cité l'autre jour par le député de Saint-Louis, et j'ai constaté que loin de prôner l'école d'Etat telle qu'on

l'entend aujourd'hui, Mgr Ireland la condamne et qu'il lui reproche de priver dix millions d'enfants de toute instruction, précisément à cause de son principe non religieux.

Quant à l'école de Rawdon, ce sera une école catholique où les protestants seront admis. Il n'y a là rien de nouveau. De tout temps les institutions catholiques d'enseignement ont ouvert leurs portes aux protestants, mais jamais elles n'ont pour cela changé notre système d'enseignement qui est et qui doit rester à base religieuse. Dès le début, il était convaincu qu'il s'agissait d'une erreur et qu'aucun ministre du culte catholique-romain aurait pris une position telle que celle dont il a été question dans ce cas.

M. G. Langlois (Montréal no 3) se justifie d'employer le mot école "nationale". Il parle du système scolaire de Poughkeepsie dont la caractéristique maîtresse est la séparation de l'enseignement profane et de l'enseignement religieux, celui-ci n'étant donné qu'en dehors des heures de classe proprement dites.

La proposition est adoptée.

Introduction de bills:

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) demande la permission d'introduire un bill (no 140) concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Écoles publiques de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (no 151) amendement des lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Annexion de lots à Kingsey Falls

M. J. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

"Shawinigan Water and Power Company"

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (no 71) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company".

Ces amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession F.-X. Beaudry

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. Francis Henry Wilfrid Bovey

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 85) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Tétreaultville

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité du village de Tétreaultville, de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité de la Longue-Pointe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Westmount

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 126) amendement la charte de la ville de Westmount soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The North Shore Power Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 74) amendement la loi organique de la "North Shore Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Succession E. Muir

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Lower St. Lawrence Power Company"

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 69) constituant en corporation "The Lower St. Lawrence Power Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**"The Quebec Eastern
Railway Company"**

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 4) amendant la loi de l'instruction publique;
- bill (no 42) constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec;
- bill (no 66) autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire.

La séance est levée à 6 h 15.

NOTES

1. Le Soleil parle des deux tiers des intérêts.

2. Selon le Star du 8 février 1907, c'était le député de Bellechasse, l'honorable A. Turgeon, qui était présent, et non le député d'Argenteuil.

3. Le député de Montréal no 3 fait allusion principalement aux journaux La Vérité et La Croix.

4. Ici, il est surtout question du journal La Vérité.

Séance du B février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Rapporta de comités:

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas, savoir:

- de la Compagnie du chemin de fer de Québec au Lac Champlain;
- de la Compagnie du chemin de fer Pontiac Central demandant respectivement une loi les constituant en corporation;
- et de la cité de Sorel demandant des amendements à sa charte.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la "Shawinigan Lakes' Power and Electric Company" demandant des pouvoirs additionnels, et trouve que les avis n'ont pas été publiés dans les journaux anglais, mais comme la grande majorité des habitants de la localité intéressée parle la langue française, et que de plus, il n'y a pas de journaux anglais dans le comté, votre comité est d'opinion que les avis sont suffisants.

Quant à la pétition des syndics de l'église de Saint-Prime, demandant un bill relatif à la construction de ladite église, votre comité trouve que les avis n'ont pas été donnés, mais attendu que votre honorable Chambre a suspendu toutes les règles concernant cette pétition et le bill, vu l'urgence, votre comité est convenu de rapporter ladite pétition favorablement.

Adopté.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium;
- bill (no 96) constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Édouard, à Beauport;
- bill (no 64) amendement la charte de la ville de Saint-Louis.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 92) intitulé "Loi ratifiant et confirmant un acte de ratification par Guillaume-Narcisse Ducharme et al., à James N. Greenshields et a l'honneur de le rappeler

sans amendement.

Introduction de bills:

M. D. Gillies (Pontiac) demande la permission d'introduire un bill (no 132) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Pontiac Central.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-S. Charrier (Laprairie) demande la permission d'introduire un bill (no 67) concernant la cité de Sorel.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 125) amendement la charte du Crédit municipal canadien.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.C. Neault (Champlain) demande la permission d'introduire un bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) demande la permission d'introduire un bill (no 134) constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec au lac Champlain.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) demande la permission d'introduire un bill (no 142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) demande la permission d'introduire un bill (no 176) amendement la loi de la pêche de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. M. Perrault (Chambly) demande la permission d'introduire un bill (no 180) amendement l'article 1688 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 31) amendant la charte du Crédit foncier franco-canadien;
- bill (no 72) concernant la "Shawinigan Carbide Company, Limited";
- bill (no 75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal;
- bill (no 130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec.

**Actes de transport des biens
de successions**

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 152) ratifiant certains actes de transport de biens de successions.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Entretien des fossés

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 160) amendant l'article 21 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Interpellations:

Droits de licence des courtiers

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Quels sont les agents des courtiers étrangers et les courtiers non résidents qui ont payé des droits de licence pendant l'année finissant le 30 juin 1906?

2. Quel est le montant des droits de licence payé par chacun d'eux?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 1 et 2: Agents de courtiers étrangers:

Louis S. Colwell (Montréal) \$2000

Charles D. Monk	(Montréal)	\$2000
Norman Benmore	(Montréal)	\$2000
Norman F. Nash	(Montréal)	\$2000
Alexander F. Mitchell	(Montréal)	\$2000
John J. Quinlan	(Montréal)	\$2000
Courtiers non résidents:		
Robert A. Manning	(Boston)	\$500

**Prélèvements sur transferts d'action
de J. J. Quinlan & Co. et
W. B. Chandler**

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il prélevé aucuns montants d'argent sur les transferts d'actions, bons, etc., faits par J. J. Quinlan & Co., ou W. B. Chandler, depuis le 1er mai jusqu'au 1er novembre 1906?

2. Dans l'affirmative, quel montant?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Oui.

2. De J. J. Quinlan & Co., \$631.90; de W. B. Chandler, \$1 647.70.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) soutient que ces deux établissements sont des maisons de contre-partie(l) très connues. À Montréal, il sait d'après son expérience personnelle que les maisons de contre-partie sont un vrai fléau et qu'elles ont ruiné autant financièrement que moralement plusieurs jeunes hommes. Apparemment, le gouvernement percevait des impôts de ces maisons de contre-partie et reconnaissait leur existence.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Il ne faut pas confondre: la taxe est imposée sur les transactions et non sur la manière dont elles se font. La Chambre a décidé que les transferts d'actions seraient taxés, et tous les transferts ont été taxés. La question de l'abolition des maisons de contre-partie n'a absolument aucun rapport avec la taxe sur les transferts d'actions.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) affirme que les maisons de contre-partie ne sont ni plus ni moins rien d'autre que du vol systématisé et il espère que le gouvernement prendra des mesures afin de les faire disparaître.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Nous sommes prêts à entendre toutes les suggestions destinées à enrayer ces établissements de ruine et à essayer de les atteindre par tous les moyens possibles, mais l'agiotage est très difficile à détecter.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le gouvernement de ses bonnes dispositions. Il faut à tout prix faire disparaître cette calamité publique.

Vente de timbres judiciaires

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. À combien s'élève le produit de la vente des timbres judiciaires dans la province de Québec, 1905-1906?

2. Quel est le montant pour chaque district de la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. \$233 617.20.

2. Cette information se trouve dans l'état no 15, page 64, des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

Limites à bois de la rivière Bonaventure

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Le prix d'achat des limites à bois comportant les blocs no 3 de la rivière Bonaventure et nos 1 et 2 de la rivière Bonaventure, en arrière, a-t-il été payé au gouvernement?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par qui?

3. Quel est le nom des différentes personnes qui se sont portées acquéreurs des limites le 1er juillet 1897?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Oui.

2. Le 10 février 1902, par M. Napoléon Drouin.

3. M. Raymond Préfontaine; M. le docteur Warren pour M. Raymond Préfontaine, M. Napoléon Drouin représentant M. Préfontaine.

Demande de documents:

Rapport de l'inspecteur des prisons, M. Woods

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. M. Perrault), qu'il soit mis devant la Chambre copie du rapport de M. le Dr Woods, inspecteur des prisons, etc., en date du 10 avril 1906 et de la réponse à ce rapport de M. L.-U.-A. Genest, greffier de la paix, Trois-Rivières, en date du 28 avril 1906, adressé à M. le shérif Charles Dumoulin et transmise à l'honorable procureur général, à Québec.

Adopté.

Revenus et dépenses du parc national des Laurentides

M. A. W. Giard (Compton) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des revenus et des dépenses du parc national des Laurentides pour les années fiscales expirant les 30 juin 1905 et 30 juin 1906 et du nombre des bâtisses qu'il y a dans le parc, l'endroit où elles sont situées et leur destination, avec le coût de construction et d'entretien de ces

bâtisses.

Adopté.

Chasse et pêche au parc national des Laurentides

M. A. W. Giard (Compton) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre un état donnant:

1. La superficie en milles carrés du parc national des Laurentides;

2. Le nombre des surintendants et des gardiens employés dans le parc et le nombre de ceux employés dans un rayon de dix milles du parc, depuis le premier janvier 1905 jusqu'à date;

3. Le nom de ces employés avec le salaire ou les gages payés à chacun d'eux;

4. L'endroit que chacun d'eux surveille ou est supposé surveiller;

5. Le temps pendant lequel chacun de ces employés a été réellement employé à cet ouvrage;

6. Le nombre de caribous tués dans le parc durant l'année 1905;

7. Le nombre d'originaux tués dans le parc durant l'année 1905;

8. Le nom des personnes qui les ont tués;

9. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1905;

10. Le nom des personnes qui ont obtenu des permis de pêcher et de chasser dans le parc en 1905;

11. Le nombre de caribous tués dans le parc en 1906;

12. Le nombre d'originaux tués en 1906;

13. Le nom des personnes qui les ont tués;

14. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1906;

15. Le nom des personnes qui ont obtenu un permis de chasser dans le parc en 1906.

Adopté.

Location des îles de la rivière Bonaventure

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous documents, correspondance et plans se rapportant à la location, par le gouvernement, à Napoléon Drouin, marchand et échevin, de la ville de Québec, des îles de la rivière Bonaventure mentionnées à l'acte de location, depuis juillet 1897.

Adopté.

Limites à bois sur la rivière Bonaventure

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie d'ordres en conseil, correspondances et tous documents concernant la vente de certaines limites à bois comportant le bloc no 3 sur la rivière Bonaventure et les blocs nos 1 et 2 sur la rivière Bonaventure, en arrière, depuis le 1er juillet 1897.

Adopté.

Vente de limites à bois au Québec

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des limites à bois vendues dans la province de Québec depuis le 13 mars 1902 avec le nom des acheteurs et adjudicataires originaux; celui des acquéreurs subséquents, avec la date et le prix d'acquisition, et la date du transport dans chaque cas, avec copie des ordres en conseil fixant les honoraires des limites transférées.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Ce sera bientôt, je suppose?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Oui, dès le commencement de la semaine prochaine, mais je dois faire remarquer à l'honorable député que nous ne pouvons lui donner la date des contrats subséquents, ni le prix d'acquisition. Le département n'a pas cela dans ses archives.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Eh bien, il y a là une lacune à combler. Alors, changeons l'ordre de la Chambre en une adresse au lieutenant-gouverneur le priant de nous obtenir ces renseignements.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Pas d'objection, mais encore une fois, je ne puis rien promettre sous ce rapport, parce qu'il s'agit de transactions privées. Le gouvernement ne peut en être blâmé. Il n'y a pas nécessité évidente, et d'ailleurs d'autres bureaux publics, tels que les bureaux d'enregistrement, peuvent renseigner sur ces faits. Sur cela, le gouvernement ne peut exercer aucun contrôle.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Ce serait pourtant d'une haute importance, puisqu'ainsi, on pourrait établir la valeur subséquente des limites à bois. Le gouvernement a décidé de ne plus en vendre d'ici à plusieurs années. Dans dix ans, de quelle façon pourra-t-il fixer un prix minimum, une base d'achat? Lors de la dernière convention forestière, sir

Wilfrid Laurier parlait dans un discours fort sage de la nécessité possible pour les provinces de retirer les ventes de limites à bois, et alors, sur quoi pourrait-on se baser pour en établir la valeur? Ce que la motion demande est pourtant bien raisonnable. Le gouvernement vend des terres à un certain prix. Si ces terres sont revendues dans un court délai à un prix deux et trois fois plus considérable, il y a lieu de croire que l'intérêt de la province a été sacrifié. Et comment pouvons-nous vérifier ce fait si nous n'avons pas devant nous le prix de revente? Le gouvernement est obligé d'enregistrer le transfert et il n'enregistrerait pas le principal motif du transfert! Je n'affirme rien pour le moment, mais j'ai vu dans certains journaux que le ministre des Terres lui-même, désireux de se faire des revenus, aurait poussé certains acheteurs à acheter à des prix relativement minimes qui auraient ensuite revendu à quelque mois d'intervalle, à des prix fabuleux. Il aurait conseillé aux acheteurs de profiter de la vente de 1905 parce que dans deux ans les prix seraient doublés.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Évidemment, le député de Laval s'est éloigné du sujet originairement discuté. Il a trop d'expérience pour s'en rapporter aux rapports plus ou moins exagérés de ces journaux sans préciser de quels journaux il s'agit.

S'il veut discuter les derniers points qu'il a soulevés, je suis prêt et de tout cœur, mais je crois que ce n'est pas encore le moment opportun. Qu'il me permette de lui dire cependant qu'en ce qui concerne les réserves forestières, il ne croit pas qu'il faille jamais retirer les concessions forestières, maintenant que nous avons de grandes réserves. Le gouvernement actuel sait à quoi s'en tenir. Il a adopté la politique de réserve forestière qui est de nature à mettre fin à toute appréhension. Il y a à peine deux ans, le gouvernement possédait une réserve forestière de 1 500 000 acres. Cette année nous avons 40 000 000 acres et demi sous réserve forestière, partie dans la péninsule gaspésienne, dans le grand royaume du Saguenay, etc., etc. Le parc des Laurentides a été agrandi d'un demi million d'acres, des réserves ont été établies dans Rimouski, la Gaspésie et le Saguenay. Dans à peu près un an, nous en aurons 60 000 000 à 75 000 000, lorsqu'on aura créé des réserves forestières dans le haut du Saint-Maurice et de la rivière Ottawa. Ainsi, la province de Québec sera à la tête des nations civilisées au point de vue de cette richesse nationale.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande quand les mesures relatives à ces nouvelles réserves forestières seront soumises à la Chambre.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):
Bientôt.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre un état détaillé des limites à bois vendues dans la province de Québec depuis le 13 mars 1902 avec le nom des acheteurs et adjudicataires originaires; celui des acquéreurs subséquents, avec la date et le prix d'acquisition, et la date du transport dans chaque cas, avec copie des ordres en conseil fixant les honoraires des limites transférées.

Adopté.

Succession R. Peddie

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 122) concernant la succession de feu Robert Peddie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Académie de billard Marcotte

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 112) conférant certains pouvoirs à l'académie de billard Marcotte.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Notre-Dame-des-Neiges

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 83) amendant la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer Québec et l'île d'Orléans

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 34) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Western Hospital of Montreal"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin et Cie, à responsabilité limitée, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Substitution F. David

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 118) concernant la substitution des biens de Ferdinand David soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dépôt de documents:

Rapports financiers des municipalités

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur la table de la Chambre la réponse

à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1907, pour la production d'une liste des comtés dont une ou plusieurs municipalités n'ont pas encore fait rapport à l'honorable secrétaire de la province depuis 1905 sur leur situation financière, tel que requis pour le rapport intitulé "Statistiques municipales". (Document de la session no 37)

La séance est levée à 5 heures.

NOTE

1. Les journaux anglophones parlent de "bucket shops".

Séance du 11 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 14) concernant les jurés du coroner.

Il explique que l'objet du bill est de limiter le jury réuni par le coroner à six hommes au lieu de douze comme c'est le cas présentement. Cela réduirait grandement le coût des enquêtes.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) aimerait que ce soit tout le jury qui soit aboli.

La permission est accordée. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 11) amendement le code de procédure civile relativement aux actions "in forma pauperis" et à certaines dépositions.

Il déclare qu'il veut que lorsqu'un demandeur, dans une action "in forma pauperis", gagne sa cause, il soit tenu de payer les frais de l'action comme un autre.

La permission est accordée. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 10) amendement la loi concernant les syndicats coopératifs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

École Saint-Édouard de Beauport

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 96) constituant en corporation les syndics de l'école de Saint-Édouard à Beauport.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Louis

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 64) amendement la charte de la ville de Saint-Louis.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Acte de rectification de G.-N. Ducharme à J. N. Greenshields

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 92) ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme et al., à James N. Greenshields.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation l'Aquarium

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium étant lu;

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) spécifie clairement que le gouvernement a l'intention de considérer le bill uniquement du point de vue de l'intérêt public et qu'il ne se laissera influencer en aucune façon.

Le bill sera amendé en comité de telle façon que le permis de boissons de la compagnie l'Aquarium pour vendre des boissons alcooliques sera sujet à la loi des licences en vigueur dans la province.

L'étude de ce bill est remise à plus tard.

Mont-de-piété Le Boraecours

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 107) constituant en corporation le mont-de-piété Le Bonsecours soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de pulpe de Métabetchouan

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 55) amendement la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Abattoirs de Sorel

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 67) concernant la cité de Sorel soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Crédit municipal canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 125) amendement la charte du Crédit municipal canadien soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie de chemin de fer Pontiac Central

M. D. Gillies (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Interpellations:

Enquêtes des coroners

M. L.-A. Taschereau (Montmorency); 1. Combien ont coûté, dans la province, les enquêtes des coroners pendant la dernière année fiscale?

2. Le gouvernement se propose-t-il d'apporter quelques changements aux systèmes d'enquêtes des coroners actuellement en usage?

3. Le gouvernement est-il satisfait des résultats que donnent ces enquêtes?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. \$26 663.81.

2. Oui.

3. Les résultats n'ont pas toujours été satisfaisants.

Taxe directe sur les corporations commerciales

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Quels sont les différentes compagnies d'assurances qui ont payé la taxe directe imposée sur les corporations commerciales en vertu des articles 1143 et 1153b des statuts refondus de Québec (51-52 Vict., ch. 11, 59 Vict., ch. 15), durant l'exercice terminé le 30 juin 1906?

2. Quels sont les montants payés par chacune d'elle?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

Réponses 1 et 2:

Vie

"Manufacturers Life Ins. Co."	\$1 843.00
"National Life Ass. Co. of Canada"	250.00
"Aetna Life Ins. Co."	3 610.85
"Pelican and British Empire Life Inc."	477.22
"Sun Life Ass. Co. of Canada"	5 751.67
"North British & Mercantile"	100.41
La Sauvegarde	250.00
"Standard Life Ass. Co."	1 948.34
"Commercial Union Ass. Co."	146.84
"Royal Ins. Co."	221.65
"Mutual Life Ins. Co. of New York"	2 706.44
"Imperial Ass. Co."	564.07
"Confederation Life Association"	1 032.63
"United States Life Ins. Co."	365.44
"Crown Life Ins. Co."	250.00
"Mutual Life Association of Canada"	970.90
"Union Mutual Life Ins. Co."	1 144.66
"Northern Life Ass. Co."	250.00
"Liverpool London & Globe"	25.90
"Canada Life Ass. Co."	3 436.22
"Provident & Savings Life Ass. Co."	259.87
"Equitable Life Ass. Society of U.S."	2 330.73
"HomeLife Association of Canada"	250.00
"North American Assurance Co."	1 088.08
"Mutual Reserve Life Ins. Co."	608.03
"London and Lancashire Life Ass."	1 157.80
"Federal Life Ass. Co."	341.88
"Excelsior Life Ins. Co."	250.00
"New York Life Ins. Co."	5 326.00
"Metropolitan Life Ins. Co."	6 006.48
"Travellers Ins. Co."	1 670.20
"Toronto Life Insurance Co."	250.00

"Great West Life Assurance Co."	951.35
"Royal Victoria Life Ins. Co."	563.68
"Union Life Ass. Co."	555.92

Feu

"London Ass. Corporation"	\$ 299.21
"North British & Mercantile Ins. Co."	1 752.51
"Commercial Union Ass. Co."	834.21
"Queen Ins. Co."	948.21
"Royal Ins. Co."	2 370.00
"Phoenix Ins. Co. of Hartford"	272.87
"Guardian Ins. Co."	1 432.24
"London Mutual Fire Ins. Co."	434.38
"Hartford Fire Ins. Co."	427.85
"Caledonian Ins. Co."	592.40
"Phoenix Ass. Co. of London, Eng."	1 480.65
"Liverpool London & Globe Ins. Co."	2 250.90
"Northern Ass. Co."	811.41
"Scottish Union National Ins. Co."	629.61
"Norwich Union Fire Ins. Co. Society"	749.64
"Aetna Ins. Co."	395.90
"Homelns. Co."	371.78
"British American Ass. Co."	651.26
"Sun Ins. Office"	475.03
"Anglo American Fire Ins. Co."	267.04
"Atlas Ins. Co."	621.34
"Alliance Ass. Co."	731.41
"London & Lancashire Ins. Co."	369.66
"Insurance Co. of North America"	652.60
"Phoenix Ins. Co. of Brooklyn"	273.87
"Law Union & Crown Ins. Co."	250.00
"Ottawa Fire Ins. Co."	345.53
"Equity Fire Ins. Co."	250.00
"Union Ass. Society"	738.69
"Mont Royal Ass. Co."	537.25
"Western Ass. Co."	968.19
"Quebec Fire Ins. Co."	295.14
"Montreal Canada Fire Ass. Co."	626.73

Garantie, Accident et autres

"The Dominion of Canada Guarantee and Accident Ins. Co."	250.00
"Dominion Plate Glass Ins. Co."	250.00
"Guarantee Co. of North America"	250.00
"Canada Accident Ins. Co."	250.00
"Dominion Guarantee Co. Ltd."	250.00
"Canadian Railway Accident Ins. Co."	272.38
"Accident & Guarantee Co. of Canada"	250.00
"American Surety of New York"	250.00
"Employers Liability Ass. Corporation"	522.95
"Canadian Casualty & Boiler Ins. Co."	250.00
"Travelers Ins. Co."	249.09
"London Guarantee & Accident Co. Ltd."	250.00
"Boiler Inspection &"	

Ins. Co. of Canada"	250.00
"Ontario Accident Ins. Co."	259.60
"Ocean Accident & Guarantee Corporation"	423.82
"Transit Ins. Co."	625.00
"Live Stock Ins. Co."	250.00
"Lloyd Plate Glass Ins. Co."	250.00
"New York Plate Glass Ins. Co."	256.30
"United States Fidelity & Guarantee Co."	250.00
"Dale & Co. Marine Ins. Brokers"	250.00
"Robert Hampson Ins. Brokers"	250.00
"Robert Bickerdike Ins. Brokers"	250.00
"Riley & Co. Ins. Brokers"	250.00
"J. H. Molson & Co. Ins. Brokers"	250.00
"Extra Provincial Insurance"	53.98

Règlements de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que l'article suivant soit inséré dans les Règles et Ordres de cette Chambre, après l'article 62:

"62a. La reconsideration d'un projet de loi ou d'un article d'un projet de loi ou d'un amendement à celui adopté ou rejeté par le comité permanent ou spécial auquel il a été renvoyé, ou de toute motion adoptée ou rejetée par un comité, ne peut avoir lieu que du consentement des trois quarts des membres présents à ce comité."

Adopté.

Dépôt de documents:

Vente et administration des terres publiques

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)

dépote sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 1er mars 1906, pour la production d'une copie de toutes les instructions générales ou particulières adressées par le ministre des Terres de la couronne ou son département, relativement à la vente ou à l'administration des terres publiques de cette province. (Document de la session no 38)

Archives du coroner
à Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)

dépote sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 6 février 1907, pour la production de la correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des archives du coroner du district de Montréal. (Document de la session no 39)

École à Saint-Patrice de
Rawdon dans Joliette

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 février 1907, pour production d'une copie de tous documents, lettres et requêtes se rapportant à la demande d'allocation faite au gouvernement de cette province pour l'établissement d'une école ou académie commerciale de langue anglaise en la paroisse de Saint-Patrice de Rawdon, dans le district de Joliette. (Document de la session no 40)

La séance est levée à 3 h 20.

Séance du 12 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Rapports de comités:

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, à savoir:

- de la congrégation "Temple Salomon of Montreal";

- de la Compagnie de chemin de fer de la rivière de la Petite-Nation demandant respectivement une loi les constituant en corporation;

- des syndics d'écoles de la municipalité de la ville de Beauharnois demandant une loi ratifiant un acte d'échange;

- de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada;

- et de l'hôpital Alexandra demandant respectivement une loi amendant leur charte.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au 19e jour de ce mois et que le délai pour la réception des rapports des bills privés soit prolongé jusqu'au 26e jour dudit mois.

Adopté.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- bill (no 119) amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company";

- bill (no 73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company";

- bill (no 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph D'Alma;

- bill (no 86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

Votre comité recommande à votre honorable Chambre que le délai pour la

présentation des bills privés soit étendu jusqu'au 19e jour de ce mois et que le délai pour la réception des rapports desdits bills soit prolongé jusqu'au 26e jour de cedit mois.
Adopté.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 91) intitulé "Loi concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company" et l'a adopté avec un amendement.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 162) amendant l'article 2427 des statuts refondus relativement à la Cour des commissaires;

- bill (no 165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 164) amendant l'article 833 du code de procédure civile relativement à la contrainte par corps dans les cas d'actions en dommages basées sur injures verbales ou écrites.

Introduction de bills:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 104) constituant en corporation la congrégation du temple Salomon de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) demande la permission d'introduire un bill (no 61) révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-A. Gendron (Ottawa) demande la permission d'introduire un bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. F.-A. Gendron (Ottawa) demande la permission d'introduire un bill (no 138) amendant la charte de "The Ottawa Gulf Club" et augmentant ses pouvoirs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. C.-S. Charnier (Laprairie) demande la permission d'introduire un bill (no 58) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. A. Bergevin (Beauharnois) demande la permission d'introduire un bill (no 84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires agissant en vertu du testament de feu dame Mary Eleonor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 175) amendant la charte de l'hôpital Alexandra.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 171) amendant les statuts refondus relativement à la prestation du serment.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Entretien des fossés

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 160) amendant l'article 21 du code municipal.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) suggère de remettre l'étude du bill à plus tard, étant donné l'absence du procureur général (l'honorable L. Gouin).

M. J.-É. Caron (L'Islet) prend la parole.

Cette suggestion est acceptée.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Annexion de la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville

M. J. Lafontaine (Berthier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que le bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Cession de biens

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que le bill (no 172) amendant le code de procédure civile relativement à la cession de biens soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Taxation des jurés assignés

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 167) amendant les articles 443 et 485 du code de procédure civile relativement à la taxation des jurés assignés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique la nature du bill. Il a pour but de faire déposer aux parties dans un procès par jury un montant de \$100 en garantie du paiement de \$1.50 par jour au lieu de \$1 plus les frais de voyage, non seulement aux jurés assermentés dans les causes civiles, mais aussi aux autres jurés assignés.

Il donne plusieurs raisons à l'appui de son projet. Il cite nombre de cas dans lesquels la loi actuelle est très onéreuse, pour ne pas dire injuste, pour les personnes qui sont sur le rôle du jury dans les causes civiles.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Professions libérales

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant

de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (no 177) amendant la loi 3 Edouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

M. Arthur Content

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Content au nombre de ses membres.

Adopté.

En comité:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, en amendement à l'article 1, qu'Arthur Content ne devienne membre de l'Association des architectes qu'après examen.

La proposition est rejetée, n'ayant recueilli que six voix.

Des députés parlent en faveur du bill et déclarent qu'Arthur Content exerce la profession d'architecte depuis un bon moment et que s'il l'avait su à temps, il serait devenu membre de l'Association lorsqu'elle a été formée.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commune de Laprairie

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 113) concernant la commune de Laprairie soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dépôt de documents:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1906. (Document de la session no 9)

Annexe du palais de justice

de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1907, demandant la production d'une copie:

1. De tous arrêtés en conseil, contrats, rapports, lettres et documents se rapportant à la construction de la nouvelle annexe du palais de justice de Montréal;

2. D'un état complet et détaillé des dépenses occasionnées à la province par la construction de ladite annexe. (Document de la session no 41)

Ajournement pour le mercredi des Cendres

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à jeudi prochain à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

Séance du 14 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 10.

Rapports de comités

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 105) amendant la charte de la cité de Montréal et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins;

- bill (no 177) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et il l'a rejeté: bill (no 167) amendant les articles 443 et 485 du code de procédure civile relativement à la taxation des jurés.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 62) amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec amendements: bill (no 63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company".

Introduction de bills:

M. J.-A. Benoît (Iberville) demande la permission d'introduire un bill (no 60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 170) remplaçant l'article 293 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 182) amendant l'article 2896 des statuts refondus de la province de Québec.

Le bill vise à permettre l'envoi des enfants condamnés à l'école correctionnelle, à l'école soit protestante, soit catholique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) demande la permission d'introduire un bill (no 181) amendant les articles 541 et 836 du code municipal, concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.

Il veut donner aux conseils municipaux l'autorisation de fixer la hauteur des abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. A. Marchildon (Nicolet) demande la permission d'introduire un bill (no 184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:**Immigration de colons de Saint-Pierre et Miquelon**

L'ordre du jour appelant l'interpellation suivante:

1. Le gouvernement sait-il l'arrivée récente au pays d'un nombre considérable de colons originaires de la colonie française de Saint-Pierre et Miquelon?

2. Dans l'affirmative, des mesures ont-elles été prises pour retenir et fixer sur le territoire de la province ces immigrants?

3. Quelles sont ces mesures?

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) retire son interpellation (1).

Terres publiques dans Mégantic

M. G. R. Smith (Mégantic): 1. Combien d'acres de terre le gouvernement possédait-il dans le comté de Mégantic, au premier juin 1897?

2. Combien d'acres de terre, dans le comté de Mégantic, le gouvernement avait-il loués ou mis sous licence de coupe, au premier juin 1897?

3. Combien d'acres de terre le gouvernement possédait-il dans le comté de Mégantic, au premier juin 1906?

4. Combien d'acres de terre dans le comté de Mégantic, le gouvernement avait-il loués ou mis sous licence de coupe, au premier juin 1906?

5. Combien d'acres de terre ont été donnés dans le comté de Mégantic, en vertu de la loi des douze enfants?

6. À qui ont-ils été donnés?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

1. 21 850 acres;

2. 21 850 acres;

3. 21 526 1/4 acres;

4. 20 480 acres;

5. 1872 acres;

6. Veuve Z. Gagné dit Bellavance, Sealey Richard, Ferdinand Boissonnault, Thomas Gilbert, Walter Geake, James Sutor, Jos. Clo. Denoncourt, Felin Skeling, Ferdinand Bolduc, Louis Paquet, Charles Trépanier, Étienne Grégoire, Jean-Baptiste Provençal, Jean Paquet, Jean-Baptiste Dallaire, Ignace Roberge, Hubert Beaudoin, Ferdinand Baker et Edward J. Palmer.

Primes d'assurance-vie

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Quel a été le montant total des primes payées pour assurance sur la vie, dans cette province, pendant le dernier exercice financier?

2. Quel était le montant total de la taxe perçue sur ces primes pendant la même période?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. \$4 608 402.65.

2. \$46 956.26.

Plainte concernant le dépôt de documents

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer à la Chambre qu'il y aura exactement un mois demain que la session est commencée et il déplore le retard apporté à la production de certains documents demandés en vertu d'un ordre de la Chambre. Il y a encore vingt documents demandés, pour la plupart datant de l'an dernier, qui n'ont pas été déposés. Ces retards sont inexplicables. Certaines de ces demandes sont de la plus haute importance et ont été présentées par plusieurs députés de la Chambre qui, sans doute, aimeraient recevoir une réponse.

Il fait l'énumération, en parcourant la liste des procès-verbaux, de tous les documents demandés qui n'ont pas encore été

produits. Par exemple, dit-il, l'état des dépenses de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost) ne doit pas être une affaire bien compliquée à donner et cependant nous ne l'avons pas encore.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) déclare qu'il a donné ordre de hâter la préparation des documents demandés concernant son département et qu'il pourra les soumettre à la Chambre dès la semaine prochaine. Quelques-uns de ces documents sont très considérables et très longs à préparer, c'est ce qui explique le retard.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) déclare à son tour qu'il n'y a pas eu négligence à ce sujet dans son département et que si les questions qu'on lui a posées étaient brèves, les réponses sont parfois très longues. Pour ce qui est du congrès de colonisation et du congrès de chasse et de pêche, ces documents seront déposés dans quelques jours. Quelques-uns parmi les documents demandés contiennent de 250 à 300 pages et en ce moment, il y a trois employés surnuméraires qui y travaillent.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Ayez-en plus!

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Ce n'est pas possible. On pourrait reprocher au gouvernement d'avoir un trop grand nombre d'employés surnuméraires. Quant aux détails sur les dépenses du voyage de l'honorable ministre en Belgique, dès demain il y aura probablement réponse à l'ordre de la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il veut que tous les documents soient produits de bonne heure, afin de pouvoir les critiquer convenablement.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) promet également de produire les documents demandés.

Absence du premier ministre

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le nouveau "directeur" de la Chambre(2), tout en regrettant l'absence de l'honorable premier ministre.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): C'est la sous-direction!

Demande de documents:

Société de l'industrie laitière

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M.

G. R. Smith), qu'il soit mis devant la Chambre une liste des montants qui ont été payés, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour, à la Société de l'industrie laitière, y compris les octrois spéciaux pour la construction et l'exploitation de l'école de laiterie, en 1893 et les années suivantes, ainsi que pour le salaire de ses officiers et des officiers de ladite école, son maintien en opération, et quelles sommes ont été payées pour la construction de l'école actuelle et son maintien en opération.

Adopté.

Permis de chasse pour fins scientifiques

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et de tous autres documents concernant les permis de chasse accordés par le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pour des fins scientifiques, durant l'année 1906.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond qu'il est très content de cette demande de documents. Trois permis seulement ont été accordés selon la loi et la formule; l'un le 7 mars 1906, à l'honorable T. C. Casgrain, pour son fils, et dans le but de compléter le musée zoologique de l'université Laval de Québec. Un deuxième a été accordé à un professeur du collège de Saint-Hyacinthe(3) pour fournir des spécimens au musée. Enfin, un troisième a été accordé au docteur Marieu(4), professeur de biologie à l'université Laval de Montréal. C'est ce dernier permis qui a soulevé des plaintes, déclare-t-il, et je m'empresse d'y mettre fin.

Dans chaque cas, il déclare qu'il a demandé des affidavits sur la quantité et la qualité. D'autre part, il a dû refuser des permis à un grand nombre de personnes et même à des amis très intimes. Plus que cela, il a eu des plaintes même sur un des permis scientifiques, plaintes provenant de certains électeurs de son ami le député de Richelieu (M. L.-P.-P. Cartin) et il a cassé aussitôt le permis.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) voudrait savoir quand la Chambre donnera suite à la motion adoptée le 8 février concernant les recettes et dépenses du parc national.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond que ces informations n'ont été demandées que depuis six jours et que les documents, malgré qu'ils soient très volumineux, seront déposés à la Chambre dans quelques jours.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se déclare

satisfait des explications données par son honorable ami le ministre des Pêcheries et parle du parc des Laurentides établi dans le but de conserver le gros gibier.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Et le petit gibier. Le parc des Laurentides est sous la juridiction du département des Terres et Forêts. Je dois informer l'honorable député de Laval qu'il n'y a pas de permis pour le petit gibier, mais exclusivement pour le gros, le caribou et l'original.

La proposition est adoptée.

Entretien des fossés

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 160) amendement l'article 21 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cour des commissaires

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général, pour étudier le bill (no 162) amendement l'article 2427 des statuts refondus relativement à la Cour des commissaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion de lots à Kingsey Falls

M. J. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 165) détachant certains lots du deuxième rang du canton du Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. Laferté (Drummond) propose que

le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la chasse

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le bill (no 166) soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que l'objet de cette mesure est de permettre aux chasseurs de tuer un caribou ou un orignal supplémentaire. Il ajoute que des chasseurs lui ont souvent dit qu'ils seraient d'accord pour payer \$100 pour un orignal additionnel. Il croit que, si le gouvernement accorde ce permis, il pourra ainsi accumuler un bon montant en taxant les chasseurs qui acceptent de payer pour bénéficier de ce privilège.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Loi de la pêche

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), que le bill (no 176) amendement la loi de la pêche de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Paiement de la dette publique

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), que la Chambre se forme en comité général pour étudier des résolutions concernant certains deniers affectés au paiement de la dette publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose: 1. Que le et après le premier juillet 1907, toutes les sommes d'argent provenant:

a. De la vente des biens seigneuriaux ne faisant pas partie des biens des Jésuites et appartenant au domaine de la couronne, ou des montants reçus en commutation de quelque partie d'iceux; et

b. De la vente des biens dévolus ou

qui seront dévolus à la couronne par déshérence;

ne seront pas affectées aux services ordinaires de l'administration, mais constitueront un fonds spécial pour le rachat de la dette consolidée de la province.

2. Que les deniers provenant des sources ci-dessus mentionnées seront placés annuellement, par le trésorier de la province, en bons, obligations ou rentes inscrites de la puissance du Canada, ou de quelque province de la puissance ou de la Grande-Bretagne, ou de tout gouvernement étranger, ou de toute municipalité de la puissance du Canada, que le lieutenant-gouverneur en conseil approuvera.

3. Que les dividendes ou l'intérêt provenant des placements comme susdit seront affectés au paiement de l'intérêt de la dette consolidée de la province.

4. Que ce fonds spécial sera affecté au rachat des bons, obligations ou rentes inscrites émis par la province pour les divers emprunts constituant sa dette consolidée, à mesure que, de temps à autre, ils deviendront dus et payables, ou que le fonds ou toute partie d'icelui pourra, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être affecté, par le trésorier de la province, au rachat de tous bons, obligations ou rentes inscrites des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, quand la chose sera jugée opportune dans l'intérêt de la province.

5. Que lorsque l'un des emprunts constituant la dette consolidée de la province sera dû et deviendra payable, ou lorsqu'il sera jugé opportun dans les intérêts de la province de racheter des bons, obligations ou rentes inscrites de quelque un des emprunts constituant la dette consolidée, comme il est dit dans la résolution précédente, le trésorier de la province, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, fera la vente ou disposera des placements du fonds spécial, ou de telle partie d'iceux qui sera requise à cette fin, et en appliquera le produit au rachat de l'emprunt échéant, ou à l'achat de bons, obligations ou rentes inscrites comme il est dit ci-dessus.

À l'appui de ces résolutions, il déclare qu'il a déjà eu l'occasion de donner quelques brèves explications sur ce sujet et qu'il s'agit de savoir si cette mesure est opportune. Il explique qu'il a déjà été question de vendre les droits seigneuriaux dans les seigneuries de la couronne et que la résolution à l'étude a pour but de pourvoir à l'application du produit de la vente.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande pourquoi l'on veut vendre ces rentes.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) répond qu'avec le système actuel, le gouvernement ne retire presque rien et que les

frais de perception sont considérables.

Il fait un exposé comparatif des recettes et des dépenses pour le gouvernement, se rattachant aux biens des Jésuites. Depuis 1897 à 1906, ces biens ont rapporté \$59 446.71, soit une moyenne annuelle de \$5994.67 et les dépenses d'administration ont été pendant la même période de \$19 962.84, soit une moyenne annuelle de \$1996.28. Depuis 1897 jusqu'à 1906, le total du revenu provenant de la seigneurie de Lauzon fut de \$29 451.31, soit une moyenne de 2945,13 \$, et le total des dépenses de \$8874.23, soit une moyenne annuelle de \$887.42. Ainsi, les frais d'administration occasionnés lors de la perception des rentes seigneuriales payables par les censitaires chaque année, absorbent presque la moitié des revenus.

Il parle ensuite de la perception onéreuse des arrérages et du système des remises, une prime offerte à la négligence des retardataires, et pose la question: Est-il opportun de vendre? Il incline pour l'affirmative. Il est cependant prêt à écouter toutes suggestions qui tendraient à écarter tout soupçon de favoritisme politique. Le revient de cette vente de ces seigneuries en question serait affecté à la création d'un fonds spécial pour le rachat de la dette et qui comporterait le devoir exclusif pour le trésorier de la province d'en disposer immédiatement de cette façon. La plupart des emprunts de la province comportent la mise en réserve chaque année d'un fonds d'amortissement qui doit éteindre la dette à l'échéance. Mais il est arrivé à plusieurs reprises, sous les administrations conservatrices, que l'on ait omis de faire le prélèvement nécessaire pour ce fonds d'amortissement et, d'ailleurs, d'autres emprunts ne comportent pas d'amortissement.

La création du fonds spécial de rachat de la dette comblera autant que possible ces lacunes et remédiera à la négligence et aux gaspillages des gouvernements torys d'autrefois.

Il n'a pas inclus les biens des Jésuites car ces biens sont protégés par la loi de 1890, et il ne peut attaquer cette loi sans le consentement unanime des différentes nationalités intéressées.

Ce fonds ne sera pas considérable d'abord, mais il se présentera peut-être des occasions de l'augmenter. Si, par exemple, les besoins du commerce exigeaient l'affermage de nouvelles limites de coupes de bois, le prix d'affermage pourrait aller grossir le fonds de rachat de notre dette. De cette dernière ressource, il sera possible de tirer dans quelques années, des versements de \$100 000 à \$200 000 par année.

La seigneurie de Lauzon représente un capital de \$67 000, la seigneurie de Bastican, un capital de \$24 560, la seigneurie du Cap de la Magdeleine, \$37 000. Il n'entend pas sacrifier ces propriétés mais les vendre à

leur juste prix.

M. P.-É. LaBlanc (Laval): Ce sont les rentes ou propriétés foncières qui seraient ainsi vendues?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Le fonds appartient à la province et c'est le capital des rentes constituées qu'il s'agit de vendre.

Il fait un court historique du fonds spécial d'éducation supérieure et dit que cette législation n'a plus sa raison d'être. Il est d'opinion que ce statut devrait être rappelé. C'est cependant une question délicate. Il faut y aller avec prudence.

Il parle ensuite de la vente des biens en déshérence, qui échoiront à la couronne, ce qui n'enrichira pas beaucoup le fonds, à moins de cas extraordinaire. Il conclut en disant qu'il serait de l'intérêt général de la province d'offrir à vente publique, au plus haut enchérisseur, les rentes et les arrérages dus sur ces mêmes rentes dans les seigneuries des biens des Jésuites et de Lauzon. Par cette vente, le gouvernement n'aliénera pas un seul pouce de terrain. Elle n'a trait qu'aux seuls droits restés percevables par les seigneurs, et provenant en très grande partie des concessions primitives ou d'autres déjà fort anciennes.

M. J.-M. Tellier (Joliette) prend la parole.

M. J.-C. Blouin (Lévis) déclare que la seigneurie de Lauzon l'intéresse spécialement, car elle se trouve, du moins en grande partie, dans les limites de son comté. Il se déclare, avec réserve cependant, en faveur du principe de la vente, ce qui serait certainement avantageux pour la province.

Il appréhende cependant pour les censitaires - plusieurs de ses électeurs - le retour au régime un peu despotique de jadis. Depuis qu'ils ont affaire au gouvernement pour le paiement de leurs rentes, celui-ci, qu'il fut conservateur ou libéral, s'est toujours montré indulgent à leur égard. Ils ont généralement été bien traités, vu que le gouvernement, prenant en considération la situation financière particulière de chacun, la considération, par exemple, pour une année de mauvaises récoltes. Il faudrait prévenir une exploitation commerciale de la part de l'adjudicataire. Car la plupart des censitaires, par une succession de générations, ont déjà payé beaucoup plus que la valeur de leurs propriétés. Ils ont payé depuis 1843 \$390 000, le prix d'acquisition en fût de \$180 000.

Il fait une suggestion en vue de protéger les censitaires de son comté, c'est un moyen terme. Si vente il y a, que la loi oblige le gouvernement à vendre après avis et un certain délai bien raisonnable aux inté-

ressés eux-mêmes, en considération de leur situation, leur donner le bénéfice de l'offre des soumissionnaires ou adjudicataires.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Je dois faire remarquer à cette Chambre qu'il n'est pas encore certain que l'on vendra. Ça dépendra des offres reçues. Le gouvernement serait bien disposé à donner aux intéressants électeurs du comté de Lévis un peu de latitude pour qu'ils aient l'avantage de se protéger.

M. J.-C. Blouin (Lévis) le remercie d'être aussi bon pour ses électeurs de Lauzon. Il ajoute que le gouvernement a toujours été très bon, très paternel pour les cultivateurs et il n'est pas surpris d'entendre l'honorable ministre des Terres et Forêts parler de la sorte.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je comprends que l'honorable député de Lévis est très intéressé à ce sujet. La chose se ferait-elle avant les prochaines élections?

M. J.-C. Blouin (Lévis): Ceci importe peu. Qu'il suffise de dire que les électeurs de Lévis sont en effet très intéressants et très intelligents.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) comprend qu'en effet, telle que la chose existe, c'est plutôt un capital improductif que celui des rentes constituées. Il est d'opinion qu'il serait peut-être bon, dans le but de protéger les intéressés, que le gouvernement conserve les arrérages accumulés et souvent - sinon toujours - pour causes justes. Il est d'opinion que le gouvernement devrait prendre en considération cette condition de certains censitaires qui seraient fort menacés de ruine par la vente des arrérages, dans son comté.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) répond qu'il ne peut être question de vendre les arrérages.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Alors où est l'avantage pour la province?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Nous épargnerons des frais de perception pour l'avenir.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et qui percevra les arrérages? Les arrérages sont presque aussi considérables que le capital et le ministre vient de dire que ces arrérages seront perçus avec patience comme par le passé.

La perception sera donc longue et pendant ce temps-là il faudra des employés.

M. J.-C. Blouin (Lévis) déclare que

l'attitude du député de Laval ne le surprend pas, puisque c'est un taxeux.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il est beau d'entendre parler le député de Lévis de la paternité du gouvernement. Le député de Lévis ne veut pas refuser au gouvernement son appui aux résolutions, mais craint de voir maltraiter ses électeurs. Monsieur le député de Lévis est évidemment d'un beau zèle et d'une fidélité remarquable pour le gouvernement. Il n'ignore pourtant pas que le gouvernement auquel il donne sa confiance est celui qui pressure le peuple des censitaires de taxes.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Les arguments du député de Laval ne sont pas sérieux.

M. J.-C. Blouin (Lévis): L'honorable député de Laval n'a pas lieu de se scandaliser. Il appartient à une génération qui en connaît quelque chose de la taxe, qui ne craignait pas de taxer les cultivateurs et de leur faire payer des taxes sans borne; il n'est pas pas étonnant, dit-il, que le député de Laval trouve ridicule la crainte que j'ai de voir maltraiter mes électeurs de Lauzon.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): D'ailleurs, les taxes sont comme les rentes, il y en a de bonnes et de mauvaises.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande au député de Lévis s'il sait qu'à l'heure actuelle, le gouvernement perçoit deux fois plus de taxes que les conservateurs.

M. J.-É. Caron (L'Islet) rappelle certains débats sur cette question en 1890, sous le gouvernement Mercier, entre autres un discours de M. Lemieux, député de Lévis, dans lequel il dénonçait l'injustice et l'iniquité des rentes constituées. Il est d'opinion qu'elles sont destinées à disparaître, comme devra être supprimé aussi le système des chemins à barrières quand le gouvernement en aura les moyens. L'injustice et l'iniquité provient surtout de l'inégalité des rentes. Le gouvernement devrait régulariser le taux des rentes avant de vendre ces seigneuries.

M. A. Girard (Rouville) dit qu'il se propose d'exprimer son opinion sur la vente des biens seigneuriaux lorsque les documents demandés à ce sujet par le député de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) seront produits.

Les cinq résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux

fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande la permission d'introduire un bill (no 9) concernant certains deniers affectés au paiement de la dette publique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Corporation l'Aquarium

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium, étant lu,

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande que l'on remette l'étude de ce bill à demain, étant donné l'absence du trésorier provincial et étant donné qu'une partie du bill relève de la loi des licences.

La demande est acceptée.

Travaux de la Chambre

L'ordre du jour pour l'étude en bloc des bills nos 45, 119, 73 et 110 étant lu,

M. J.-M. Tellier (Joliette): Je proteste contre cette innovation qui nous propose l'adoption pêle-mêle de quatre, cinq, six bills, comme s'ils se rattachaient tous au même principe, et s'ils avaient tous la même valeur. Il y a certains de ces bills que j'approuve et d'autres que je n'approuve pas. Je veux avoir l'occasion d'enregistrer mon opinion sur chacun des bills qui nous sont soumis, si je le juge à propos(5).

Succession J. Pratt

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 45) amendement la loi concernant la succession de feu John Pratt.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. Perrault (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Quebec and St. Maurice Industrial Company"

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 119) amendement la loi qui

constitue en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company".

Adopté.

En comité:

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande en quoi consiste le bill et où la compagnie va opérer.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill, (no 73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Église à Saint-Joseph d'Alma

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession E. Muir

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité pour étudier le bill (no 86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et inter-

prêter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

"The Philipsburg Railway and Quarry Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company". Adopté.

En comité:

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) s'oppose au bill.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Village de Montmorency

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 137) concernant le village de Montmorency soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Construction d'église à Saint-Prime

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Congrégation du temple Salomon de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 104) constituant en corporation la congrégation du temple Salomon, de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Échange entre les syndics de Beauharnois, J. D. Anderson et E. A. Robert

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Hôpital Alexandra

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 135) amendant la charte de l'hôpital Alexandra soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 58) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, du Canada, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Chibougamau and James Bay Railway Company"

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 124) concernant "The Chibougamau and James Bay Railway" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande en quoi consistera ce chemin de fer.

M. G. Langlois (Montréal no 3) répond que ce chemin de fer consistera en deux embranchements, un partira de Roberval et ira à Chibougamau et l'autre partira du lac Obaska, sur le Transcontinental, et ira à la baie James.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 140) concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Compagnie de chemin de fer de Québec au lac Champlain

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 134) constituant en corporation la Compagnie de

chemin de fer de Québec au lac Champlain soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

"The Little Nation River Railway Company"

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Dépôt de documents:

Limites forestières

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1906, pour la production de l'état des limites forestières vendues ou sous licence dans la province de Québec, indiquant: 1. les noms des propriétaires primitifs, la date de la vente, le prix payé par mille carré et le nombre de milles vendus.

2. Les noms des propriétaires actuels et les prix payés par mille carré, par les propriétaires actuels, en autant que cela apparaît aux transports enregistrés au département des Terres de la couronne.

3. Les noms des possesseurs de limites qui exploitent actuellement leurs limites, et aussi depuis quand ces limites sont exploitées.

4. La moyenne générale du montant de droits de coupe reçu annuellement par le gouvernement, par mille carré, de toutes les limites qui sont exploitées.

5. La moyenne du montant de droits de coupe reçu annuellement, au mille carré, de chaque possesseur de limites, séparément, prenant en considération le nombre de mille carrés dans sa limite. (Document de la session no 42)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il accepte sa demande de former un comité mixte des deux Chambres pour examiner les rapports faits par la commission pour réviser les statuts d'une nature générale et permanente et a nommé les honorables messieurs Allard, Archambault,

Chapais et Mathieu, pour agir de la part de cette Chambre comme membres de tel comité mixte.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 38) déclarant légale la vente du lot 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marcelline Labranche et al., à la Société de l'hôpital général, de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente;

- bill (no 78) concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector L. Langevin.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 48) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 32) amendement et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;

- bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;

- bill (no 46) amendement et révisant la charte de la ville de Longueuil

Société des artisans canadiens-français

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 48) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 32) amendement et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137,

et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Longueuil

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 46) amendant et révisant la charte de la ville de Longueuil.

Les amendements sont adoptés et le bill est retourné au Conseil législatif.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) suggère que la Chambre s'ajourne à demain, trois heures.

Accordé.

La séance est levée à 5 h 45.

NOTES

1. Cette interpellation sera transformée en demande de documents et présentée à la Chambre le 21 février.

2. L'honorable L. Gouin n'est pas en Chambre ce jour-là, retenu par une grippe. C'est l'honorable A. Turgeon qui le remplace en tant que leader de la Chambre.

3. Le Canada mentionne que c'est le collège de Sainte-Thérèse.

4. Le Canada parle de M. Marien.

5. Il semble que cette pratique de lire les bills en bloc et non séparément ait été peu fréquente mais récente et qu'elle ait été abandonnée à la suite des protestations du député de Joliette.

Séance du 15 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 178) amendant l'article 535 du code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et, sans se prononcer sur le principe de ce bill, le renvoie à votre honorable Chambre pour étude: bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 179) amendant l'article 1048 du code municipal.

Rapports de comités;

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal;

- bill (no 74) amendant la loi organique de "The North Shore Power Company";

- bill (no 99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi Limitée;

- bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominingue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

Le promoteur du bill (no 69) constituant en corporation "The Lower St. Lawrence Power Company" ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit bill, et que les sommes payées par lui au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la

traduction dudit bill.

Adopté.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné la pétition de Joseph Audet et autres demandant une loi constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs et trouve que les avis requis ont été donnés.

Quant à la pétition de Thomas Hannah demandant une loi validant une vente et une adjudication par Antoine Richer et autres à lui-même, votre comité trouve que les avis ne sont pas complètement donnés, mais attendu que les trente jours d'avis seront à peu près expirés lorsque le bill sera pris en considération par le comité des bills privés, en conséquence, votre comité recommande la suspension de la 51e règle.

Adopté.

Introduction de bills:

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 131) constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 139) validant la vente et adjudication faite par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Voyage en Belgique du ministre de la Colonisation

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) déclare que si les documents concernant son voyage en Belgique ne sont pas prêts, c'est qu'il les a envoyés au secrétaire et qu'ils seront produits lundi, avec le rapport du congrès de colonisation (1) de Saint-Jérôme.

Taxes scolaires à Montréal

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que le bill (no 168) amendant la loi 34 Victoria, c. 12, et les lois qui l'amendent, concernant les

taxes scolaires dans la cité de Montréal, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Prestation du serment

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 171) amendement les statuts refondus relativement à la prestation du serment soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

"The Philipsburg Railway and Quarry Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company".

Adopté.

En comité:

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) propose l'amendement suivant:

7a. La compagnie devra sans délai établir et maintenir un service quotidien, aller et retour, pour le transport des produits agricoles, sur tout le parcours de son chemin. La compagnie devra de plus faire tout arrangement avec toute autre compagnie pour assurer à ces mêmes produits une expédition rapide et sûre vers son lieu de destination. L'obligation susmentionnée s'étendra à la compagnie et à toute compagnie détenant ou contrôlant ses lignes par location, vente, transfert ou autre.

M. Caron (2) dit que la compagnie est publique puisqu'elle a reçu une subvention du gouvernement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) s'oppose à l'amendement. Il soutient que ce chemin de fer est une compagnie purement privée qui ne sert pratiquement que de voie de service pour une carrière de pierre. Cette compagnie est beaucoup trop dépourvue pour assurer un service ferroviaire régulier et il serait injuste de la traiter comme une compagnie ferroviaire ordinaire établie à des fins de transport. Des subventions ont été reçues par la compagnie parce qu'elle était une compagnie minière.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) s'oppose à ce que le bill soit adopté.

Il déclare que si la compagnie est une compagnie publique, elle doit faire du service; si elle est privée, elle ne peut être forcée par la législature à en faire.

Il demande au député de Richmond s'il s'agit d'un chemin de fer vraiment privé ou d'un chemin de fer qui a reçu des subventions gouvernementales.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) croit qu'il s'agit d'un chemin de fer privé, mais il n'en est pas absolument sûr.

M. E. Roy (Montmagny) et **M. J. O. Mousseau** (Soulanges) prennent brièvement la parole.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) ajoute qu'il croit que l'amendement ne peut être discuté vu que nul avis n'a été donné dans la Gazette officielle.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) croit qu'il n'est pas nécessaire de donner avis dans la Gazette officielle. Il croit que la compagnie a déjà reçu des subsides du gouvernement et que l'on a droit de lui imposer des conditions.

M. le Président (M. J.-L. Décarie - Hochelaga) décide que l'amendement est dans l'ordre.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que l'étude du bill soit laissée en suspens de façon à donner à la Chambre l'occasion de vérifier la charte de la compagnie, afin de savoir si la compagnie est privée ou publique et si elle a reçu des subventions du gouvernement pour sa construction.

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Charte de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 105) amendement la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation l'Aquarium

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium étant lu,

L'étude de ce bill est remise à plus tard en raison de la maladie de l'honorable A. Tessier.

Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 62) amendement la charte de la Compagnie de chemin de fer de Lotbinière et Mégantic.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. Roy (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Quebec Eastern Railway Company"

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. Roy (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Exécuteurs testamentaires de S. Peters

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"Mattawin Lumber Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. Frederick Parker Walton

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 141) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Testament M. E. Westcott

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires agissant en vertu du testament de feu dame Mary Eleonor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 2) concernant l'École polytechnique;
- bill (no 5) amendement la loi d'hygiène publique de Québec;
- bill (no 65) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 85) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen;
- bill (no 97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal;
- bill (no 111) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon, au nombre de ses membres;
- bill (no 152) ratifiant certains actes de transport de biens de successions sujets à l'impôt.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

Ville de Mégantic

La Chambre procède à prendre en

considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à 4 h 15.

NOTES

1. Il s'agit en ce cas de chasse et pêche.

2. La Presse ne précise pas de quel M. Caron il s'agit.

Séance du 18 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre les états d'affaires de plusieurs institutions de charité pour l'année 1906. (Document de la session no 23)

Introduction de bills:

M. J. H. Kelly (Bonaventure) demande la permission d'introduire un bill (no 187) amendant la loi de la pêche de Québec.

Il déclare qu'en introduisant cette mesure, il a plusieurs objectifs en vue. Tout d'abord, il désire que les personnes qui sont coupables de dynamitage de rivières soient condamnées à un an de prison plutôt qu'à trente jours, comme c'est le cas actuellement. Ce changement a été recommandé par les pêcheurs de saumons au filet de Gaspé et par l'Association de chasse et de pêche de l'Amérique du Nord.

Deuxièmement, il s'agit de permettre que l'on tue les becs-scies sur les rivières à saumons en tout temps de l'année, car ces canards sont fatals aux jeunes saumons et peuvent en dévorer de quarante à cinquante à chaque fois.

En troisième lieu, avant 1884, le colon qui achetait un lot bordant une rivière acquérait par le fait même les droits de pêche pour cette rivière. La loi de 1884 stipule qu'après un an, tous les lots vendus ne confèrent plus ce droit de pêche. Un colon qui achète un lot doit effectuer certaines améliorations ou il perd son lot. Il arrivait parfois que quelques colons qui s'étaient procuré leurs lots avant 1884 vendaient à des pêcheurs leur droit de pêche en échange de sommes très importantes. Si la vente du lot effectuée avant 1884 était annulée, les pêcheurs perdaient ainsi ce qu'ils avaient acheté à un prix très élevé. L'objet de cet amendement est donc de protéger les droits de pêche achetés de bonne foi, même si la vente est annulée.

Il voudrait également inclure dans la loi de la pêche certaines clauses de la loi des licences concernant la procédure de la loi actuelle lors d'accusations. Cela garantirait que le nom de l'informateur sera gardé secret et que les amendes ne seront pas remboursées. Actuellement, les accusations relatives à la pêche sont une vraie farce: si deux personnes sont prises en flagrant délit, elles vont alors se dénoncer l'une l'autre et empochent la première moitié des amendes

comme récompense et l'autre moitié leur est remboursée.

Il déclare qu'il expliquera davantage, lors des différentes étapes, la raison et la portée de ces amendements.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-C. Blouin (Lévis) demande la permission d'introduire un bill (no 188) amendant de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud.

Le bill vise aussi à fixer les taux pour des automobiles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'ordre du jour pour la première lecture du bill (no 190) pour le maintien des libertés communes en matière d'observance dominicale étant lu,

L'introduction de ce bill est remise à plus tard en raison de l'absence du député de Soulanges (M. J.-O. Mousseau).

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande quand le gouvernement présentera une loi sur l'observance du dimanche.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Une mesure sera présentée en temps opportun à propos de l'observance dominicale et de la loi fédérale de 1906 sur le dimanche.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 70) ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion;

- bill (no 116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué;

- bill (no 122) concernant la succession de feu Robert Peddie;

- bill (no 129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il

demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.

"Shawinigan Water and Power Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 71) amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent.

Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de documents:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1905-1906. (Document de la session no 8)

Intérêt sur avances à la banque de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du premier février 1906, demandant production de toutes pièces justificatives sous forme de reçu ou extrait des livres comme preuve que les montants d'emprunts temporaires représentés par l'item "intérêt sur avances" ont été remis à la banque de Montréal à ou avant l'expiration de l'année fiscale 1904-1905. (Document de la session no 45)

Taxation des chemins de fer

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1906, pour la production d'un état indiquant:

1. Quelles compagnies de chemin de fer ont payé la taxe imposée par la loi 54 Victoria, chapitre 88, section 2;

2. Quelles compagnies de chemins de fer ont payé la taxe imposée par la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1, et les dates de ces paiements;

3. Le montant encore dû à la province par les compagnies de chemins de fer, en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 6, section 1. (Document de la session no 43)

Octroi aux municipalités pour amélioration de chemins

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 février 1907, pour la production d'une liste du montant total des octrois, par comté, dans l'espace des dernières dix années, accordés par le gouvernement de la province aux municipalités rurales pour la création ou l'amélioration des chemins. (Documents de la session no 44)

École de l'industrie laitière

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 31 janvier 1907, demandant la liste des montants payés par le gouvernement à l'École de l'industrie laitière, chaque année, depuis sa fondation jusqu'à ce jour. (Document de la session no 49)

Créances publiques

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1906, pour la production d'un état détaillé des dépenses du gouvernement encourues par chaque département et non payées avant le 1er juillet 1905, donnant:

1. La nature et la date de chaque créance, avec le nom du créancier dans chaque cas;

2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait. (Document de la session no 52)

Réclamations contre le gouvernement

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1906, pour la production d'un état détaillé, par département, de toutes les réclamations faites contre le gouvernement avant le 1er juillet 1905, et qui n'ont pas encore été réglées, indiquant le montant et la nature de ces réclamations, avec le nom du réclamant dans chaque cas. (Document de la session no 51)

Congrès de chasse et pêche

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 22 février 1906, pour la production d'une copie de la correspondance et des résolutions en rapport avec le congrès de chasse et de pêche, tenu sous la présidence de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, à l'hôtel Windsor, les 13 et 14 décembre dernier (1905). (Document de la session no 50)

Conférenciers agricoles

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 28 février 1906, pour la production des noms des conférenciers agricoles nommés par le gouvernement de cette province, avec la liste des divers sujets qu'ils ont à traiter. (Document de la session no 48)

Bilan financier de la province

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1906, pour la production de documents, correspondance, etc., depuis le 1er juillet 1897, entre le gouvernement et les agents financiers européens, ou toute personne, au sujet de la préparation du bilan général des affaires de la province, y compris les valeurs immobilières à son actif, en vue d'un nouvel emprunt, ou d'une consolidation définitive de toute la dette publique. (Document de la session no 47)

Réclamations du Québec auprès du fédéral

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 mars 1906, pour la production d'un état des réclamations pendantes entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance du Canada, avec indication de leur nature, de la date à laquelle elles ont été faites et des dernières procédures effectuées pour en arriver à une solution. (Document de la session no 46)

Article de l'Événement concernant le baron de Lépine

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il

voudrait soulever une question de privilège au sujet d'un article de journal relatif à la présence du baron de Lépine à Québec, mais il remarque que le ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost) est absent. Il demande au premier ministre s'il sait quand le ministre de la Colonisation sera présent.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que le ministre de la Colonisation est parti pour Saint-Jérôme samedi et qu'il reviendra probablement par le train de cet après-midi; il sera donc de retour d'un moment à l'autre ou ce soir au plus tard.

Il fait remarquer au député de Laval qu'il serait préférable d'attendre que l'honorable ministre de la Colonisation soit à son siège pour donner les explications demandées.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) signale alors qu'il soulèvera sa question de privilège lors de la proposition d'ajournement des travaux de la Chambre.

Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 131) constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Interpellations:**Dépenses du gouvernement**

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Quel est le montant des dépenses de la province de Québec encourues pendant l'exercice finissant le 30 juin 1906 et non payées avant le 1er juillet 1906?

2. Quel est le montant des mêmes dépenses payées depuis cette date?

L'honorable A. Tessier (Rimouski):**Dépenses ordinaires**

1. \$39 054.96

Se composant de:

Travaux publics et travail

\$ 8 361.38

Terres et Forêts

7 434.25

Colonisation, Mines et Pêcheries

10 415.61

Bureau du revenu, département du Trésor

8 154.36

(Contre ce montant, il y avait au 30 juin 1906, \$12 994.84 entre les mains des percepteurs, appartenant aux revenus de 1905-1906.)

Imprimeur du roi

1 807.92

Administration de la justice

2 107.66

Divers en général

773.78

\$39 054.96

2. \$39 054.96.

Dépenses extraordinaires

1. \$46 648.19.

Se compose de:

Construction, à Montréal, d'édifices publics	\$37 259.66
École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe	8 000.00
Palais de justice, Sherbrooke	1 388.53
	<hr/>
	\$46 648.19

2. \$46 648.19.

Des dépenses semblables encourues avant le 30 juin 1905, mais produites postérieurement et payées à même les recettes de l'année 1905-1906, se sont élevées à:

Ordinaires	\$56 921.20
Extraordinaires	42 943.05

Comité protestant et fonds
des municipalités pauvres

M. G. R. Smith (Mégantic): 1. Quel montant d'argent a-t-il été payé par le comité protestant de l'instruction publique au fonds des municipalités pauvres, dans la province de Québec, pour l'année 1906?

2. Quel a été le montant payé à chaque comté et à combien d'écoles dans chaque comté?

3. Quel montant sera probablement disponible pour l'année 1907?

Shefford	160.00	9
Stanstead	70.00	9
Terrebonne	75.00	2
Deux-Montagnes	35.00	1
Vaudreuil	95.00	3
Wolfe	110.00	3
Îles-de-la-Madeleine	210.00	6
	<hr/>	
	\$ 7 560.00	345

3. \$8 551.00

Exemplaires de Mon premier livre

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. \$7 560.00.

2. Comtés	Montants	Nombre d'écoles
Argenteuil	\$ 695.00	37
Bagot	65.00	2
Beauce	100.00	4
Bonaventure	720.00	37
Charlevoix	50.00	1
Compton	575.00	49
Dorchester	120.00	3
Drummond	195.00	8
Gaspé	585.00	20
Joliette	65.00	2
Lotbinière	85.00	2
Maskinongé	50.00	1
Mégantic	465.00	29
Montcalm	90.00	5
Ottawa	1 600.00	59
Pontiac	715.00	27
Portneuf	70.00	3
Québec-Comté	275.00	10
Richmond	60.00	3
Rouville	25.00	1
Labrador	200.00	9

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Combien d'exemplaires de la première édition de Mon premier livre ont été distribués dans chaque comté de la province de Québec?

2. A-t-il été tiré une deuxième édition de Mon premier livre?

3. Dans l'affirmative, à combien d'exemplaires?

4. Mon premier livre a-t-il été revu et corrigé avant d'en faire tirer une deuxième édition?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. 280 000 exemplaires 1ère et 2e partie.

2. Oui.

3. 70 000.

4. Oui.

Destitution du garde de prison
Alexandre Vallée

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. Quelles sont les causes de la destitution d'Alexandre Vallée, ancien garde de la prison de Montréal?

2. Sur quel rapport le nommé Vallée a-t-il été destitué?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 1. Négligence dans l'accomplissement de ses devoirs et absence sans permission, ainsi que conduite répréhensible.
2. Sur rapport du shérif.

Bureau de la Société des gens de lettres

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Le gouvernement sait-il que la Société des gens de lettres, de France, a maintenant un bureau à Montréal et qu'elle prélève des droits et contributions des journaux français de la province de Québec pour la publication de romans, articles littéraires, etc?
2. Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger cette société à payer une taxe au Trésor provincial?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1 et 2. Le gouvernement est à se renseigner sur la nature des affaires de cette compagnie dans la province où, d'après nos informations, elle n'a un représentant que depuis le mois de décembre dernier; et si elle tombe sous le coup de la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, elle sera requise de s'y conformer.

"Chibougamau Gold and Asbestos Company"

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Quelles sont les personnes qui composent le bureau de direction de la "Chibougamau Gold and Asbestos Company"?
2. À quelle date cette compagnie a-t-elle été incorporée?
3. Quel est le montant de son capital-actions?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. MM. Jacob A. Jacobs, Peter McKenzie et David Steindler.
2. 1er décembre 1905.
3. \$6 000 000.

Exemplaires de La province de Québec par A. Girard

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Combien d'exemplaires du livre intitulé La Province de Québec, par Alexandre Girard, ont été tirés?
2. Dans quel but cette publication a-t-elle été faite?
3. Combien d'exemplaires de cet ouvrage ont été distribués?
4. Combien la publication, l'impression et la distribution en ont-elles coûté?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. 20 000.
2. Pour distribution pendant l'exposition de Liège et faire connaître, tant à l'étranger qu'en Canada, les ressources de la province de Québec et son développement agricole,

minier, industriel et commercial.
3. Environ 18 000.
4. \$12 056.54.

Demande de documents:

Permis d'exploitation minière

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des permis d'exploitation minière accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant:

1. Le nom des personnes ayant obtenu ces permis;
2. Le montant exigé pour chaque permis;
3. Le montant payé pour chaque permis, avec la date du paiement;
4. Le montant resté dû pour chaque permis;
5. La superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis, avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain;
6. Le terme ou la durée de tel permis.

Il explique brièvement qu'il veut se renseigner sur les mines de la province de Québec.

La proposition est adoptée.

Renouvellement de permis d'exploration

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des renouvellements de permis d'exploration accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant:

1. Le nom des personnes ayant obtenu ces renouvellements;
2. Le montant exigé pour chaque renouvellement;
3. Le montant payé pour chaque renouvellement;
4. Le montant resté dû pour chaque renouvellement;
5. La superficie du terrain pour l'exploration duquel tel renouvellement de permis d'exploration a été accordé, désignant la localité où se trouve ce terrain;
6. Le terme ou la durée de tel renouvellement.

Adopté.

Permis d'exploitation et d'exploration minière

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé des permis d'exploitation et d'exploration minières

accordés depuis le 30 juin 1905, donnant:

1. Le nom des personnes qui ont obtenu ces permis;
2. Le montant exigé pour chaque permis;
3. Le montant payé pour chaque permis avec la date de paiement;
4. Le montant resté dû pour chaque permis;
5. La superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain;
6. Le terme ou la durée de tel permis.

Adopté.

Ventes de terrains miniers

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil et un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers, depuis le 1er juillet 1906, faisant voir:

1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve ce terrain, les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu;
 2. Le montant du prix de vente originaires avec la date du paiement, et dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué; et, si un terme de paiement a été donné, pour combien de temps et pour quelles raisons tel délai a été accordé;
 3. Le nom de l'acheteur originaire, dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents et le prix d'achat payé par ces derniers;
 4. La date de chacune de ces transactions.
- Adopté.

"Chibougamau Gold and Asbestos Company"

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la "Chibougamau Gold and Asbestos Company" avec un état donnant le nombre, le nom et la résidence de ses directeurs et de ses actionnaires, le

montant du capital-actions autorisé, le montant du capital souscrit, et celui du capital payé par chacun d'eux.

Adopté.

Vente de terrains miniers au montant de \$19 770.00

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil et d'un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers au montant de \$19 770.00, tel que mentionné à la page 154 du rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906, faisant voir:

1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit, du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve tel terrain; les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu;
 2. Le montant du prix de vente, avec la date du paiement et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué; et, si un délai de paiement a été donné, pour combien de temps; et pour quelles raisons tel délai a été accordé;
 3. Le nom de l'acheteur originaire dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents, et le prix d'achat payé par ces derniers;
 4. La date de chacune de ces transactions.
- Adopté.

Jurés du coroner

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 14) concernant les jurés du coroner soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que le jury actuel est encombrant, coûteux et non nécessaire. Cette institution, le jury du coroner, vient du droit anglais, du droit commun qui date du changement de souverain.

En France, c'est le juge d'instruction qui remplit les fonctions de nos coroners. Il remplit tous les travaux de recherche et d'information qui sont ici faits par le coroner et son jury.

Il se demande s'il ne vaudrait pas mieux recourir à ce système, dans l'intérêt de la justice criminelle. Mais il ne croit pas que l'heure soit encore venue de modifier radicalement notre propre système. En attendant cet heureux temps, cette amélio-

ration, il veut au moins alléger le public d'une partie des inconvénients qu'entraîne le système actuel.

Il n'y a rien dans nos statuts qui fixe le nombre des membres du jury, ni même leur mode de nomination. Ce n'est que par ordre en conseil que le nombre actuel prévaut. L'usage a prévalu jusqu'ici d'en convoquer de douze à vingt-trois. Dans d'autres provinces, on se contente d'un nombre moins élevé. Ainsi, par exemple, à l'île-du-Prince-Édouard, il en faut sept; à la Colombie anglaise, il en faut six, de même que dans les Territoires du Nord-Ouest. Il fut un certain temps où l'enquête du coroner avait la même valeur que les enquêtes préliminaires. Aujourd'hui, elle est loin d'avoir cette importance. Cependant, le gouvernement ne croit pas devoir supprimer ces enquêtes du coroner. Il se contente de réduire à six le nombre des jurés. Ce changement sera cristallisé dans les statuts et aura pour effet de faciliter la tâche aux coroners, comme d'ailleurs dans les autres provinces de la Confédération.

On a recommandé quelquefois de payer les jurés et les témoins du coroner, mais comme leur tâche est rarement onéreuse, le gouvernement croit qu'il peut demander aux citoyens de la province de faire leur part de sacrifices pour l'administration de la justice de la province, service qui coûte annuellement la somme énorme de \$700 000.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Syndicats coopératifs

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 10) amendant la loi concernant les syndicats coopératifs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il déclare que cette loi a pour but de permettre à chaque syndicat de recruter des membres en dehors de la division électorale où il est organisé.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Subsides

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) suggère à la Chambre d'examiner les estimations jusqu'à ce que les travaux soient ajournés.

Mesures annoncées dans le discours du trône

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se plaint de ce que le gouvernement n'ait pas encore présenté une seule des mesures qu'il a annoncées dans le discours du trône, et ce malgré le fait que la session soit débutée depuis cinq semaines. Jusqu'ici, l'on s'est

occupé de législation privée. Il ne doute pas que beaucoup de bills privés soient importants, mais il faudrait pourtant se rappeler que les Chambres sont convoquées pour s'occuper des intérêts publics. Le gouvernement devrait prouver qu'il ne l'oublie pas, et la meilleure manière de le prouver, c'est de donner à la Chambre ses projets à temps pour que les députés puissent les étudier convenablement.

Parmi ces bills, il y a ceux qui concernent la prison de Montréal, les écoles industrielles, les chemins ruraux et la loi sur l'observance du dimanche.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que les Chambres ont été occupées autant que les autres années et que des mesures importantes seront soumises aux Chambres cette semaine. Il ne suppose pas que l'on veuille attendre pour voter le budget en bloc.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Pas du tout. Mais il est certain que plusieurs articles du budget ne peuvent être discutés d'une façon intelligente à moins de connaître les mesures qui peuvent affecter la politique financière; et voilà pourquoi les Chambres devraient être mises plus tôt au courant de la politique ministérielle.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'à la dernière session il fut suggéré qu'à la fin de chaque séance la Chambre étudie un certain nombre de résolutions budgétaires de façon à pouvoir effectuer tout le travail. Si cela ne se fait pas, les prévisions seront gardées pour la fin de la session et il faudra les adopter en bloc. Il n'est pas en faveur de cette façon de procéder. L'indifférence de l'opposition à l'égard du budget démontre bien qu'elle ne trouve rien à redire à ce sujet.

S'il y a quelques modifications à ce qui existait autrefois, c'est parce que les conditions et les circonstances ne sont plus les mêmes. La législation privée - avec le développement des affaires dans notre province - a pris un développement considérable et cette année, cette législation a été exceptionnellement bien préparée. Le gouvernement considère qu'examiner les demandes de ces gens, c'est un des premiers devoirs des législateurs. A cette législation, le gouvernement y apporte tout le soin voulu. L'assistant procureur général assiste assidûment à toutes les séances de la commission des intérêts privés. Les mesures importantes du gouvernement seront bientôt soumises à la Chambre. Nous n'entendons pas procéder à la vapeur.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que l'opposition ne peut suivre le travail de tous les comités, car elle n'est pas assez

nombreuse.

Il est heureux d'apprendre que les mesures gouvernementales seront bientôt présentées, mais il croit toujours que ces bills publics devraient être déposés plus tôt de façon à pouvoir en discuter. De plus, un certain nombre de documents publics ont été demandés tandis que d'autres ont été déposés aujourd'hui, et l'opposition devra les étudier, car certains d'entre eux sont assez importants.

Il rend hommage aux qualités du nouveau président de la Chambre (l'honorable P.-H. Roy).

Païement de la dette publique

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 9) affectant certains deniers au paiement de la dette publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

Terres publiques

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 7) concernant les terres publiques soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il invite les députés à se prononcer sur cette question.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande si l'ancien bill a été modifié, car il aimerait qu'il soit amendé de façon à ce que la loi s'applique seulement pour les colons de bonne foi.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) dit qu'il a déjà expliqué ce changement dans la loi et sa portée. La question fut ajournée à la demande du député de Laval et de l'Association des marchands de bois licenciés. Une délégation de ces derniers est venue le trouver depuis. On lui demanda si le but de la loi était de protéger uniquement le colon. Il fut répondu qu'il était bien difficile de déterminer ce que l'on entendait par colon et cultivateur et que la loi avait pour effet de laisser à la discrétion du ministre la responsabilité de la décision de chaque cas. Le but de la loi est d'appliquer équité et justice.

Les délégués ont enfin consenti à ce que la loi soit amendée afin qu'elle puisse protéger à la fois les colons et les cultivateurs.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) dit qu'il est très difficile de faire une distinction entre un colon et un cultivateur. Lorsqu'un cultivateur qui réside près d'une limite à bois n'a pas les moyens d'acheter du bois de chauffage, il ne sera que juste que le gouvernement lui donne le même droit qu'il donne aux colons, c'est-à-dire le droit de

couper du bois où le ministre l'indiquera, sur les limites à bois. Il y a des centaines de cultivateurs dans le comté de Bonaventure qui ont besoin de bois de chauffage et qui n'ont point les moyens d'acheter ce bois dont ils ont besoin, ni de faire les autres dépenses requises pour l'éducation de leurs enfants. Les cultivateurs méritent cette considération de la province, et il félicite le gouvernement sur son attitude à leur égard.

Quant à laisser l'exécution de cette loi à la discrétion du ministre, il dit qu'il n'a pas d'objection à cela. Toutes nos lois des terres donnent des pouvoirs discrétionnaires au ministre des Terres et il en a toujours été ainsi depuis bien des années. Ce système a donné satisfaction.

M. E. Roy (Montmagny) est d'opinion que la loi qui n'accordait le permis qu'aux seuls colons de bonne foi n'était pas suffisante. Le bois de chauffage est une chose de première nécessité, et le cultivateur en cela doit obtenir la permission d'en prendre dans les forêts publiques, en payant les droits de coupe. Il serait en faveur des réserves de terres de bois de chauffage, des moyens à prendre pour empêcher les colons de mauvaise foi à trafiquer sur le bois de chauffage pris sur les terres publiques. Il n'a aucune objection à ce que le ministre des Terres ait un pouvoir discrétionnaire et à ce que la loi soit amendée en ce sens.

M. J.-É. Caron (L'Islet) déclare qu'il ne pourrait appuyer une loi qui restreindrait aux colons, à l'exclusion des cultivateurs, le droit de couper du bois sur les terres de la couronne.

Il admet la très grande difficulté de définir ce que c'est qu'un colon de bonne foi. Il croit que le bill tend à faire disparaître les difficultés, après enquêtes faites. Il a assez de confiance dans le ministre actuel des Terres et des Forêts et dans ceux qui lui succéderont pour espérer équité et justice dans l'application de cette loi.

Il est prêt à voter en faveur du bill tel qu'il est là, comme il n'est pas prêt à enlever le droit d'obtenir aisément du bois. Il préférerait même qu'on permette aux cultivateurs de s'acheter des terres à bois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) reconnaît que cette loi fait une meilleure situation au colon et aux cultivateurs et que même quant à lui, elle n'est pas assez libérale et elle ne va pas assez loin. En 1904, on avait établi que des permis de coupe seraient concédés aux colons sur les terres de la couronne, mais seulement à certaines fins, telle la construction de bâtiments, de clôtures ou pour se chauffer, mais non pas à des fins commerciales. Il ne pourrait donc se faire aucune spéculation dans ce cas, et quiconque désire un tel permis doit fournir un affidavit

qui précisera comment il utilisera le bois demandé. Par ailleurs, le permis est accordé sur une base annuelle, et doit donc être renouvelé chaque année.

En 1905, le gouvernement fit un pas en arrière. Il décida de ne donner des permis que pour les lots où il n'y a pas beaucoup de bois marchand, et donna au propriétaire de limites le droit de désigner lui-même le lieu de coupe, dans les 30 jours de l'avis qui lui serait donné du permis.

La loi présentée à cette session fait disparaître le grave inconvénient qui consiste à demander une permission au marchand de bois pour se couper du bois de construction ou du bois de chauffage et c'est pourquoi il faut l'approuver, mais il eut été mieux encore de rétablir la loi de 1904 et de faire disparaître en même temps cette autre restriction de 1905 qui n'autorise la coupe du bois pour ces fins que sur les terrains où il n'y a guère de bois marchand.

La proposition est adoptée.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la séance soit levée.

Article de l'Événement concernant le baron de l'Épine

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je me dois d'attirer l'attention de la Chambre sur une question des plus sérieuses, dit-il. Cela concerne l'honneur du ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost). Je n'aime pas agir en son absence, mais le problème est trop important pour le remettre à plus tard. J'ai entre les mains un journal du soir paraissant à Québec; celui-ci nie catégoriquement que la lettre que l'honorable ministre de la Colonisation a fait publier comme étant celle rédigée par le baron de l'Épine ait jamais été expédiée au ministre de la Colonisation par le baron.

Il demande au premier ministre d'exiger des explications du ministre de la Colonisation, et, par exemple, de lui faire produire l'original de la lettre en question. Il y a là une question grave. Si l'article dit vrai, le ministre de la Colonisation a odieusement trompé la Chambre. Nous avons le droit de le savoir et j'espère que le premier ministre se fera un devoir de communiquer ma demande au ministre de la Colonisation.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) lit l'article en question(l):

"Entrez en danse

"M. le baron de l'Épine est à Québec.

"Il y est venu de lui-même, de son plein gré, nonobstant toutes les menaces proférées contre lui.

"Il est venu évidemment se mettre à la disposition de M. Jean Prévost, qui, le 22 janvier dernier, en pleine Chambre, criait à tue-tête que le baron de l'Épine s'était sauvé du Canada et filait vers la Belgique, parce que lui, M. Prévost, avait alors décidé de le traduire devant les tribunaux du pays pour chantage.

"M. Prévost avait même, dans le temps, fait imprimer et distribuer une lettre qu'il prétendait avoir reçue du baron.

"Celui-ci soutient n'avoir jamais adressé ou envoyé semblable missive au ministre de la Colonisation et quand même il l'eut envoyée, la lettre elle-même ne peut pas être l'objet d'une accusation de chantage pour des raisons qui seront données en temps opportun.

"M. le baron prétend que s'il y a du chantage quelque part, c'est contre lui qu'on a voulu l'exercer quand des amis trop zélés de M. Prévost ont tenté, en son nom, de faire rebrousser chemin à M. de l'Épine, en le menaçant de la prison s'il restait au pays!

"Quoi qu'il en soit, M. le baron de l'Épine est à Québec.

"Il ne cherche pas à se dérober.

"Amis comme adversaires peuvent le voir ou l'atteindre facilement.

"Si, comme on n'a cessé de le lui dire sur tous les tons et même de le lui écrire, il est arrêté pour chantage, il n'aura qu'à se défendre et à mettre devant les tribunaux des documents qu'une majorité parlementaire n'aurait peut-être pas aimé à cueillir elle-même au préjudice manifeste d'un des membres de l'administration qu'elle supporte aveuglément.

"Que M. Prévost tire le premier. C'est bien son droit.

"N'a-t-il pas le panache de ministre après avoir jeté son tricorné d'orateur par-dessus tous les moulins du monde?

"Le carillon sonne.

"Entrez en danse, joli rosier
Et embrassez qui vous plaira!

"Le "fun" va commencer."

Il dit qu'il vient de prendre connaissance de l'article qui ne comporte en soi rien de bien violent. Il ne connaît rien de ces détails qui relèvent du département de son collègue absent en ce moment. Tout ce qu'il sait à propos de cette affaire, il l'a appris en parcourant la lettre originale que le ministre de la Colonisation lui a montrée.

Il serait désirable d'attendre que l'honorable ministre soit présent pour soulever

cette question de privilège. Il en parlera au ministre de la Colonisation qui demain expliquera son point de vue.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): J'espère que le premier ministre, qui est en même temps procureur général, se fera un devoir d'accorder à cette question toute l'attention qu'elle mérite. La dignité de la Chambre y est intéressée - gravement intéressée - il doit le comprendre. Cette lettre est un démenti formel. La dignité de cette Chambre est en jeu.

L'Événement a lancé une accusation sérieuse contre le ministre des Mines et de la Colonisation lorsqu'il a déclaré que ce dernier n'avait jamais reçu la lettre qu'il dit avoir reçue du baron de l'Épine; c'est donc soit le journal, soit le ministre qui ne dit pas la vérité. Il s'agit ici d'une question de privilège importante.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Je crois plus à la bonne foi de mon collègue ministre de la Colonisation qu'à celle du journal en question.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Apparemment, les dispositions d'esprit ne sont pas les mêmes de chaque côté de la Chambre. Cette affaire est une injure qui rejaillit sur toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 3): Tant qu'on ne prouvera pas que mon collègue a eu tort, je ne prête guère d'attention aux dires assez vagues d'un journal.

D'ailleurs, l'honorable député de Laval doit connaître la procédure pour revendiquer l'honneur de ce qu'il croit outragé. En ce qui le concerne, il n'est pas prêt à accepter la suggestion faite par l'honorable député de Laval.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Oui, il y a une autre procédure.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Eh bien, prenez-la!

La séance est levée à 6 heures.

NOTE

1. Une copie de cet article de l'Événement du lundi 18 février 1907 avait été distribuée à chaque député.

Séance du 19 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements:

- bill (no 88) amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse;
- bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company".

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 93) concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe;
- bill (no 55) amendant la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires;
- bill (no 125) amendant la charte du Crédit municipal canadien;
- bill (no 142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 118) concernant la substitution Ferdinand David;
- bill (no 137) concernant le village de Montmorency;
- bill (no 104) constituant en corporation la Congrégation du temple Salomon de Montréal;
- bill (no 84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E.-A. Robert;
- bill (no 135) amendant la charte de l'hôpital Alexandra.

Le promoteur du bill (no 53) intitulé "Loi amendant la loi 4 Édouard VII, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde, de Montréal" ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder

avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit bill et que les sommes payées par lui au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins les frais de la traduction et de l'impression dudit bill.

Adopté.

M. A. Bergevin (Beauharnois): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des ordres permanents. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas, savoir:

- de l'hôpital Notre-Dame demandant une loi lui donnant le pouvoir d'emprunter et pour d'autres fins;
- de la ville de Terrebonne demandant une loi refondant et remplaçant sa charte.

Introduction de bills:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) demande la permission d'introduire un bill (no 127) concernant l'hôpital Notre-Dame.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande la permission d'introduire un bill (no 54) constituant en corporation "The Merchants' Light and Power Company".

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) demande la permission d'introduire un bill (no 143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) demande la permission d'introduire un bill (no 190) pour le maintien des libertés communes en matière d'observance dominicale.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) demande la permission d'introduire un bill (no 192) concernant la juridiction de la Cour de circuit quant aux cantons de Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-A. Benoît (Iberville) demande la permission d'introduire un bill (no 186) amendant le code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. J.-A. Benoît (Iberville) demande la permission d'introduire un bill (no 191) amendant l'article 31 du code municipal relativement à l'annexion de partie de paroisse à une municipalité rurale.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Lettre du baron de l'Épine

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) soulève une question de privilège. Il débute en déclarant qu'il a été plutôt surpris d'apprendre, en lisant le journal du matin, qu'on lui avait lancé des accusations hier soir. Il était alors à Montréal pour affaires et il aurait préféré de beaucoup que ceux qui ont voulu l'attaquer en Chambre attendent qu'il soit de retour à Québec et qu'ils ne le fassent pas à son insu. Hier, l'honorable député de Laval (M. P.-É. LeBlanc) a soulevé une question de privilège et, en réalité, de telles questions ne peuvent être soulevées que par un député ou un ministre de la couronne qui est attaqué.

Je suis heureux cependant de soulever de nouveau la question. Je cherchais un champion des fameuses accusations du baron de l'Épine. Il en est surgi un hier dans la personne de mon ami, le député de Laval, qui ne m'avait pas habitué à des attaques aussi sérieuses depuis le début de la session.

La question de privilège soulevée par le député de Laval est au sujet d'un article paru dans l'Événement d'hier et intitulé "Entrez en danse". Cet article est un modèle, c'est la moëlle de ce journal et de celui qui y écrit. Il n'est pas question de politesse ou de respect, on ne connaît pas ça. On reconnaît dans cet article la quintessence du style ordinaire du rédacteur de l'Événement.

Dans cet article, on accuse un ministre de la couronne, le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, d'avoir trompé la Chambre, d'avoir trompé sa province, on l'accuse d'avoir commis un faux. On m'accuse avec effronterie d'avoir forgé une lettre du baron de l'Épine et de l'avoir répandue et dans les journaux et parmi les députés de cette Chambre et que cette lettre n'a jamais été écrite.

L'honorable député de Laval a demandé hier que l'original de la lettre soit déposé. Eh bien, la voici, et avec la permission de la Chambre, je dépose maintenant sur la table l'original de la lettre dont j'ai donné copie à tous les députés.

Si cette copie diffère de la copie originale d'une virgule, je demande au député de Laval qui m'attaque de déclarer sur son honneur qu'elle est fausse, qu'il mette son siège en jeu, qu'il prouve que la copie est fausse et diffère de l'original et je résigne et comme député et comme ministre.

Je propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), qu'une certaine lettre du baron de l'Épine, adressée à l'honorable M. Prévost, soit déposée sur la table de la Chambre.

Adopté(1).

Il aimerait que ceux qui sont si pressés de l'attaquer demandent un comité d'enquête pour étudier l'authenticité de cette lettre. Si l'enquête prouve que j'ai trompé quelqu'un et si l'on découvre des faits qui contredisent mes affirmations, je suis prêt à donner ma démission. Il est prêt à remettre son portefeuille et son mandat si, après enquête sur l'authenticité de la lettre et sur la façon dont elle a été reçue, l'on prouve qu'un seul mot de ce qu'il a déclaré n'est pas vrai.

Il remercie le premier ministre d'avoir bien voulu prendre sa défense la veille en son absence. Il fait remarquer au député de Laval qu'ayant été Orateur, il devrait connaître la vraie procédure à suivre en pareille circonstance.

Il remarque aussi que, depuis quelque temps, le député de Laval se promène fréquemment dans le département des Mines.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Ça ne vaut pas encore une promenade en Belgique.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) reproche au député de Laval de faire de l'esprit le chapeau sur la tête.

Le député de Laval s'est fait le colporteur d'un étranger, mais il devrait au moins respecter un compatriote. Est-ce brave de la part du député de Laval de m'avoir attaqué, hier après-midi? Je laisse à la Chambre à juger (sic).

Il formule l'espoir que le député de Laval aura l'honorabilité de reconnaître son erreur après examen.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'apprête à répondre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Attendez. J'ai une motion à faire.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): En attendant qu'elle soit prête, je me permettrai d'ajouter quelques mots aux remarques du ministre de la Colonisation, à seule fin de montrer que le ministre a tort de prendre des positions qu'il ne peut pas appuyer sur des faits. Cela complétera les remarques que j'ai faites hier. Le ministre de la Colonisation a tort de le prendre à partie, lui, le député de Laval; son ardente philippique tombe à faux.

Voici ce qui s'est passé hier. J'ai vu dans l'Événement un article tellement grave pour l'honneur de cette Chambre que j'ai cru devoir le signaler à l'attention du premier ministre après avoir constaté qu'aucun autre membre de cette Chambre, ni d'un côté ni de l'autre, n'osait ou ne voulait s'en occuper. L'article disait que le ministre avait trompé la Chambre et le public en produisant une lettre qui est un faux. Une question de véracité importante pour cette Chambre se posait donc immédiatement. Car enfin, si ce journal dit vrai, la Chambre a été trompée et odieusement trompée. Il a attendu jusqu'à la dernière heure l'apparition de l'honorable ministre, qui était annoncée, et avant l'ajournement il a simplement attiré l'attention du premier ministre sur cette grave accusation et demandé que le ministre absent fut prié par son chef, dès son retour, de déposer l'original de la lettre, afin de détruire au plus tôt l'effet de l'article en question.

Voilà tout ce qui s'est passé hier, en l'absence du ministre. L'accusation formulée par ce dernier selon laquelle j'aurais agi autrement est gratuite. Maintenant qu'il est présent, j'ajoute qu'il ne peut être question d'amitié personnelle en cette affaire. La seule chose qui intéresse la Chambre, c'est l'honnêteté d'un ministre de la couronne sérieusement mise en doute par l'affirmation d'un journal important de cette ville.

Il fait remarquer que l'honorable ministre a été attaqué par la presse, non pas personnellement mais bien en tant que ministre de la couronne et au sujet de son voyage en Belgique. Dans cette affaire, on ne fait pas de personnalités, mais un ministre de la couronne a été accusé de ne pas avoir fait son devoir. Ce que l'Événement a déclaré hier, c'est que le baron de l'Épine a nié avoir expédié la lettre en question à l'honorable député de Terrebonne. L'original du document en question ne sert donc à rien si le ministre de la Colonisation ne peut pas l'accompagner d'une déclaration à l'effet que l'auteur lui a adressé ce document; et à moins que cette déclaration ne soit faite, le ministre devra en rabattre de son toupet.

Si le ministre voulait faire ce qu'il se doit, il devrait faire paraître le propriétaire de l'Événement devant la barre de la Chambre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Le député de Laval a fini par un geste plus que dramatique. Il demande si c'est à lui ou à ses accusateurs à faire faire une enquête. Que le député de Laval prenne sur sa responsabilité de faire venir ces gens de l'Événement. Ils vont dire des choses que lui, le député de Terrebonne, prouvera, ou qu'ils prouveront. Le député de Laval verra qui a raison. Si j'ai raison, dit-il, le député de Laval démissionnera, si j'ai tort, je

démissionnerai.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Voyons, M. l'Orateur, nous ne sommes plus...

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) soulève un point d'ordre et mentionne que le député de Laval n'a pas le droit de parler deux fois sur le même sujet.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Oh! La question est facile à régler. Puisque le ministre de la Colonisation s'acharne aux formes parlementaires, je propose l'ajournement, M. l'Orateur, et je me permets de parler sur ma motion d'ajournement.

Donc, M. l'Orateur, continue-t-il, j'allais dire que le ministre de la Colonisation n'a pas encore répondu à l'accusation précise de l'Événement, à savoir qu'il aurait trompé la Chambre en affirmant que le baron de l'Épine lui avait adressé cette lettre. Et...

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) rappelle le député de Laval à l'ordre. Il déclare que celui-ci n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Est-ce que le ministre est sérieux?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Certainement. Il y a quelques années, il pensait lui-même avoir raison, mais lorsqu'il a essayé de proposer l'ajournement de façon à pouvoir continuer le débat, il a été rappelé à l'ordre par l'honorable député de Laval, et ce dernier fut appuyé par l'Orateur Rainville.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il n'a pas besoin de répondre à la question du ministre de la Colonisation. En vertu de la constitution britannique, la coutume veut que l'on propose l'ajournement de la Chambre si une tentative est faite afin de clore la discussion et le député de Terrebonne le sait très bien. La motion d'ajournement est une procédure bien connue qui permet à un député de s'expliquer, de se défendre et même d'attaquer.

Mais s'il insiste pour avoir votre décision, M. l'Orateur, je vous cède la parole.

M. l'Orateur est d'avis que le député de Laval est dans son droit, car il n'a fait qu'une allusion toute superficielle au débat antérieur, mais il l'informe que sa proposition doit être secondée.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Je la seconde.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Si le ministre de la Colonisation et des Mines prenait un

moment pour réfléchir, il verrait qu'il est inutile de se présenter en Chambre et, en tant que ministre, affirmer solennellement que ce qui a paru dans l'Événement est faux.

J'espère que le ministre reconnaîtra, intérieurement du moins, qu'il a perdu une belle occasion de se taire.

Je ne ferai pas allusion au débat antérieur, mais je veux seulement donner les raisons qui militent en faveur de ma motion d'ajournement. Et vous admettez, M. l'Orateur, que le meilleur argument que je puisse invoquer à l'appui de ma motion d'ajournement, c'est l'attitude du ministre lui-même.

Il faut - il faut de toute nécessité - que cette Chambre s'ajourne afin de permettre au ministre de reprendre son aplomb. L'honorable ministre va s'apercevoir qu'il s'est trompé en faisant dire au député de Laval des choses qu'il n'a jamais dites.

L'ajournement fera du bien à tous les ministres. Il leur permettra de réfléchir et de se convaincre qu'ils ne suivent pas la procédure régulière et qu'ils s'exposent au ridicule. La question est assez grave pour mériter la meilleure attention des ministres et surtout l'attention de celui des ministres dont l'honneur est directement en jeu.

L'honorable **J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** rappelle le député de Laval à l'ordre pour la même raison que tout à l'heure, à savoir qu'il n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Quand on répond à une accusation, on y répond et on prouve. Le ministre n'a pas dit que le baron de l'Épine a envoyé une lettre.

L'honorable **J.-B.-B. Prévost (Terrebonne):** Point d'ordre;

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Le ministre a parlé de l'Événement; il ne l'a pas lu.

L'honorable **J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** soulève un autre point d'ordre. Il demande la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur est d'opinion que le député de Laval ne s'écarte pas trop des règles de la Chambre, attendu que l'on peut aller presque jusqu'à la licence sur une motion d'ajournement.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Lorsque j'ai été interrompu, j'allais dire tout simplement que tout ce que j'avais voulu, c'est que l'honorable ministre vint déclarer devant la Chambre que le baron de l'Épine lui a vraiment envoyé lui-même la lettre dont l'original vient d'être produit.

Il est étrange que l'honorable ministre de la Colonisation n'ait pas nié la déclaration

du baron de l'Épine selon laquelle il n'avait pas envoyé la lettre dont il est question. Pourquoi ne l'a-t-il pas niée?

L'honorable **J.-B.-B. Prévost (Terrebonne):** L'honorable député de Laval n'a pas le droit de mettre en doute une déclaration personnelle donnée par un ministre ou un député, sans suivre la procédure ordinaire ou sans demander une enquête. J'ai déclaré de mon siège que j'avais reçu une lettre du baron de l'Épine.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Toute la question est de savoir qui dit la vérité: de l'Événement ou du ministre. Selon la règle parlementaire, il faut croire que c'est le ministre qui dit vrai, jusqu'à preuve du contraire. En conséquence, jusqu'à preuve du contraire aussi, c'est l'Événement qui dit faux, et le ministre qu'il attaque se doit à lui-même et à la Chambre d'agir.

Il regrette que l'on ne traduise pas à la barre de la Chambre tous ceux qui désirent cette célébrité (d'être cités à la barre de la Chambre). Le but de ma motion d'ajournement était de donner au ministre de la Colonisation le temps de réfléchir et de trouver ce qu'il a à faire en face d'une question aussi grave.

Il propose que la proposition d'ajournement soit retirée.

Adopté à l'unanimité.

L'honorable **J.-B.-B. Prévost (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), que la lettre du baron de l'Épine soit insérée dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande des explications.

L'honorable **J.-B.-B. Prévost (Terrebonne):** Il n'y a pas lieu de donner des explications. On a demandé la production de l'original. Ce qui a été fait sur un ordre de la Chambre. C'est l'honorable député de Laval lui-même qui en a demandé la production. Il n'est que juste qu'il apparaisse au procès-verbal de la Chambre. C'est pour faire plaisir au député de Laval qu'il a produit la lettre; il faut bien maintenant que cela paraisse.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Eh bien, voilà encore une preuve que la Chambre devrait s'ajourner afin de permettre au ministre de consulter les manuels de procédure et de se mettre d'accord avec les règlements de la Chambre. Qui a jamais entendu parler de jeter comme ça une lettre, authentique ou non, dans les archives de la Chambre? Il faut que cette inscription se rattache d'une façon quelconque aux affaires de la Chambre. Plus

tard, la pièce pourra être inscrite, si les circonstances l'exigent, comme faisant partie du dossier d'une enquête régulière, mais aujourd'hui, son inscription serait prématurée et point du tout justifiée.

Malgré notre désir de rendre justice au ministre, nous ne sommes pas obligés de nous rendre ridicules, d'exposer cette législature aux moqueries de toutes les générations à venir. Dans dix, quinze, vingt, cent ans, on ouvrira les procès-verbaux de notre législature et l'on trouvera cette lettre écartée dans ce volume, et l'on se demandera qu'est-ce que c'est que cette affaire de l'Épine. Le procès-verbal ne le dira pas. Alors quoi? On cherchera et l'on ne trouvera rien. Mais cette procédure n'a aucun bon sens!

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Ce débat semble vouloir prendre beaucoup de temps de la Chambre. Je suis absolument en faveur de la production de cette lettre. Sans vouloir être rappelé à l'ordre en évoquant l'incident d'hier, j'essaierai d'expliquer, avec la permission de l'Assemblée, pourquoi, à mon avis, la motion de l'honorable ministre de la Colonisation est très légitime et autorisée par de nombreux précédents.

Le député de Laval me mit en demeure, hier, vu l'absence de l'honorable ministre, d'exiger de celui-ci l'original de la lettre. Aussitôt arrivé, il le produit. Elle doit être remise dans les procès-verbaux. C'est une preuve irréfutable des mensonges odieux contre le ministre. Si le député de Laval est sérieux, il devrait se réjouir de constater que l'honneur de la Chambre est sauf et il ne devrait pas s'opposer à ce que la preuve en soit consignée dans les procès-verbaux de l'Assemblée.

Je crois que nous devons donner notre aide à l'honorable ministre pour se défendre contre la persécution entreprise contre lui. Il doit avoir et il a toutes les sympathies et l'appui de cette Chambre. Je crois que cette lettre doit être consignée dans les procès-verbaux. Pourquoi le député de Laval fait-il des objections?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je ne prétends pas que ce document ne puisse jamais être inscrit dans les procès-verbaux, mais je maintiens que la procédure adoptée est ridicule et même au point de vue du gouvernement, l'inscription dans ces conditions ne peut servir à rien parce que cette lettre, jetée là sans aucune explication, qui le précède ou le suive, ne peut valoir quoi que ce soit pour les gens intelligents.

Sans doute que le document peut être produit comme faisant partie d'un dossier expliquant toute l'affaire ou contenant un plaidoyer dans lequel le ministre revendiquerait son honneur.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

insiste en faveur de la motion pour production.

Et la proposition étant de nouveau soumise, à savoir que la lettre du baron de l'Épine soit insérée dans les procès-verbaux et les journaux de la Chambre,

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Alors, je m'objecte. Il faut un avis de motion à une motion semblable et tel avis n'a pas été donné. Il demande que la motion soit considérée comme avis de motion.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) consent à ce que l'avis de motion soit déposé. Il présentera sa motion demain après-midi.

L'avis de motion est déposé.

Paiement de la dette publique

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 9) affectant certains deniers au paiement de la dette publique soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Jurés du coroner

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 14) concernant les jurés du coroner.

Adopté.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare qu'il coûterait trop cher de payer les jurés aux enquêtes des coroners. Le service qu'on leur demande est d'ailleurs peu considérable et ils doivent cette petite part de service à la société.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Syndicats coopératifs

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 10) amendant la loi concernant les syndicats coopératifs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Actions "in forma pauperis"

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 11) amendant le code de procédure civile relativement aux actions "in forma pauperis" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que ce bill a pour but d'empêcher la cour de perdre les honoraires qui lui sont dus lorsque ces causes sont réglées privément et vise à insérer l'article suivant dans le code de procédure civile:

"93a. Aucune action au sujet de laquelle une partie a été autorisée à plaider "in forma pauperis" ne doit être discontinuée, suspendue ou réglée, sans la permission spéciale et expresse du protonotaire. Si ces discontinuation, suspension ou règlement comportent le paiement de deniers ou d'une autre considération, ces deniers ou considération doivent être payés et remis au protonotaire, qui est tenu, après déduction des frais dus à la couronne, de les faire distribuer aux parties y ayant droit, en la manière déterminée pour les rapports de distribution."

Le bill oblige donc les parties à s'entendre avec le protonotaire, afin que les parties qui plaident "in forma pauperis" expliquent les détails de leurs causes.

MM. J.-O. Mousseau (Soulanges) et J.-M. Tellier (Joliette) approuvent le principe de la loi mais demandent des explications sur son fonctionnement.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Annexion de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville

M. J. Lafontaine (Berthier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. Lafontaine (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) propose en amendement que la paroisse de Saint-Charles de Mandeville soit du district de Trois-Rivières, pour fins judiciaires.

M. J.-M. Tellier (Joliette) s'y oppose. Ce serait contraire à la principale raison du bill. Pour aller à Trois-Rivières, il faut passer par Joliette. Il serait donc juste de mettre Joliette come le district judiciaire qui compterait Saint-Charles de Mandeville.

L'amendement est rejeté sur division.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose en amendement, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. J.-A. Tessier), que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les suivants: "dans les six mois".

Il déclare que les principaux citoyens s'opposent à l'annexion, de même que le curé.

M. J. Lafontaine (Berthier) explique le bill et parle en sa faveur.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) parle brièvement en faveur du bill.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) prend la parole.

M. J.-M. Tellier (Joliette) se prononce pour l'annexion.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) croit que la question devrait être ajournée à une autre session, au moins.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) se dit en faveur du renvoi à six mois.

L'amendement étant soumis à la Chambre, la Chambre se divise et la proposition est rejetée.

La proposition principale étant de nouveau soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Professions libérales

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 177) amendant la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. Perrault (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Responsabilité des architectes et des entrepreneurs

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (no 180) amendement l'article 1688 du code civil, relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Interpellations:

Explorations de la vallée de la rivière Bell

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Quelle est cette compagnie privée qui a entrepris de faire des explorations dans la vallée de la rivière Bell, tel que mentionné à la page 155 du rapport du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Les permis d'exploration ont été donnés au nom de George W. Mitchell, Montréal.

Demande de documents:

Taxe sur les transferts d'actions

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre:

1. Un état indiquant le montant payé par les membres de la Bourse de Montréal à même l'item Taxe sur les transferts d'actions, bons, etc., \$33 386.66, qui se trouve à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

2. Les noms des compagnies qui ont payé quelque chose sur cet item.

3. Le montant payé par chacune d'elles.

4. Le nom des courtiers ou agents financiers, autres que les membres de la Bourse de Montréal, qui ont payé quelque chose sur l'item en question.

5. Le montant payé par chacun de ces courtiers ou agents financiers.

Adopté.

Mort de C. Drake de Compton

M. A. W. Giard (Compton) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre copie des rapports, correspondance et documents se rapportant à la mort de Clarence Drake, de Compton, arrivée le 29 décembre 1906.

Il attire l'attention du gouvernement sur la mort d'un jeune homme nommé Clarence Drake et donne des détails sur le décès plutôt mystérieux de celui-ci alors qu'il rentrait chez lui en décembre dernier. Il semble qu'il ait succombé de mort violente. Il a été impossible jusqu'à maintenant d'obtenir la tenue d'une enquête de la part du coroner sur ce sujet, malgré des demandes répétées. La famille du défunt et les notables de l'endroit ont demandé au département du procureur général d'agir et d'ouvrir une enquête.

Il ajoute que l'on a eu à subir le même inconvénient dans différentes circonstances et il regrette un tel état de choses.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il a en main toute la correspondance très volumineuse sur cette question et qu'il l'a déposée devant la Chambre. Après avoir reçu la première lettre, qui demandait qu'une enquête soit tenue, le département a écrit au docteur Bachand, coroner à cet endroit, en y joignant une copie de la lettre reçue par le département. Le coroner a répondu qu'après la tenue de l'enquête et l'examen de cinq témoignages et après que le corps ait été examiné par le docteur de Bellefeuille, il (le coroner) en est venu à la conclusion qu'une enquête n'était pas nécessaire, particulièrement parce que le corps ne portait aucune marque de violence.

Selon certains documents contenus dans la correspondance, il semblerait que la boisson est pour quelque chose dans cette affaire et que l'homme fut sa propre victime.

Cependant, le docteur Bachand a écrit pour demander ce qu'il devrait faire et il a été informé aujourd'hui par lettre que le gouvernement était satisfait de ce qu'il avait fait.

Pour donner lieu à une enquête du coroner, il faut des présomptions, des éléments de preuve. C'est ce qu'on n'a pas eu. Mais qu'il en soit présenté, on est prêt à faire ce qu'il faut faire s'il y a la moindre preuve que cette mort est due à un crime.

M. J.-M. Tellier (Joliette) trouve étrange le raisonnement du premier ministre. Parce qu'un homme s'enivre, perd-il son droit à la protection des lois de son pays? Mais cette ivresse peut être le résultat d'un crime. Quelqu'un aurait pu enivrer cet

homme au point de l'exposer à la mort. Le gouvernement se désintéresse trop de cette question. Le cas actuel n'est pas le seul cas à être enregistré. Il a été témoin dans son comté de deux cas où le département a négligé les demandes d'enquêtes. Le problème vient de la façon dont les coroners sont organisés. La loi, telle qu'elle est actuellement, ne donne pas satisfaction.

Il croit que la plupart des coroners ont une répugnance presque invincible à faire des enquêtes et qu'ils ne sont pas suffisamment rétribués.

Un cas semblable au cas actuel devrait être soigneusement examiné de façon à faire peser la responsabilité sur les bonnes personnes. Naturellement, il ne faut pas s'attendre à ce que les coroners déboursent eux-mêmes de l'argent afin de mener une enquête s'ils ne sont pas assurés d'être remboursés. Ils ont même instruction du département de faire le moins de frais possible. Dans l'intérêt de la société, tous les cas de ce genre devraient faire l'objet d'une enquête. La loi actuelle, en ce qui a trait aux coroners, n'est pas adéquate. Il croit que l'on devrait augmenter le crédit pour les enquêtes de coroners. Cependant, il considère qu'à Montréal les cas sont très satisfaisants. Il invite l'honorable procureur général à prendre ces remarques en bonne part.

M. A. W. Giard (Compton) remarque que le député de Joliette a justement touché le point principal. Certaines parties du comté de Compton sont assujetties à la loi de la prohibition et aucune boisson ne doit être vendue. Si une enquête avait été menée pour ce cas-ci, la personne qui a donné de la boisson au défunt aurait certainement été découverte.

Dans le cas de Drake, la question d'ivresse est d'autant plus importante à élucider que dans le township où la mort s'est produite, la prohibition existe. Il regrette encore une fois que l'enquête n'ait pas eu lieu.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il ne peut y avoir d'erreur sur le cas qui nous occupe. Quand l'honorable député de Joliette aura pris connaissance du dossier, il se convaincra que l'enquête préalable à toute enquête du coroner est complète. Les détails de la mort y sont au complet. Il ne faut pas oublier non plus que les enquêtes du coroner se font lorsqu'il y a probabilité de crime, et non pour savoir où l'on vend de la boisson.

Il peut aussi arriver que, dans toute une organisation de cette nature, un ou deux coroners puissent se rendre coupables de négligence. Le travail des coroners se fait généralement bien, et le docteur Bachand a fait, dans le cas actuel, tout ce que comportait son devoir. Il y a enquête lorsque

le coroner croit, après recherches, qu'il y a lieu. Mais gare aussi aux imaginations des gens. M. le docteur Bachand est un des meilleurs coroners de la province, un des plus intelligents et un des plus dévoués. Les documents seront produits.

La proposition est adoptée.

Construction d'une nouvelle bibliothèque au parlement

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que dans l'opinion de cette Chambre, la question de l'amélioration du service de la bibliothèque et de certains services généraux par l'installation d'une bâtisse au centre de la cour intérieure du parlement devrait être mise à l'étude par le gouvernement de cette province.

Il explique qu'à tous les points de vue il devrait y avoir un bâtiment pour loger les livres et permettre à ceux qui veulent travailler de le faire convenablement. Un député n'a que la bibliothèque pour étudier et il n'y a pas de place dans cette bibliothèque pour y travailler.

Il signale le besoin urgent d'avoir une nouvelle bibliothèque à l'épreuve du feu et qui pourrait contenir tous les livres appartenant à la Chambre. Actuellement, la moitié des livres se retrouvent soit au sous-sol ou au dernier étage de l'édifice, tandis que la bibliothèque en elle-même n'est qu'un corridor qui ne convient pas à cette fin. Que le gouvernement, qui va être riche bientôt, construise une bibliothèque au centre de la cour intérieure. Une bibliothèque à l'épreuve du feu, grande, pour loger tous les volumes du gouvernement. Le coût en serait de \$50 000 à \$100 000. Je crois que c'est le moment propice de songer à cette amélioration.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) remercie le député de Chambly pour ses suggestions. Le gouvernement est à étudier la question et bientôt il proposera un projet. La bâtisse au centre de la cour nuirait peut-être à l'éclairage du parlement, sa ventilation ne serait pas très bonne. Enfin, le gouvernement va faire tout son possible pour faire une bonne bibliothèque. Il songe à ériger une librairie à l'aile ouest du parlement.

M. M. Perrault (Chambly) riposte qu'il doit être entendu qu'il n'y a de parfaites que les suggestions qui viennent des chefs de parti. C'est un peu ridicule. Il connaît cette question aussi bien que le ministre, car il est architecte et il maintient que la cour est le meilleur endroit pour la bibliothèque, au point de vue du coût, de la commodité, de l'aérage et de la ventilation. Il est parfaitement connu que l'aération d'un édifice non

exposé à tous les vents est beaucoup plus facile, soit par les fenêtres, soit autrement, que l'aération d'une bâtisse exposée aux vents. Quant à la lumière, elle arriverait à 45 degrés et tout le monde sait que c'est la meilleure lumière.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) est heureux de voir que le gouvernement va construire une bibliothèque. Il demande au ministre des Travaux publics et du Travail quand la mesure pour la construction d'une prison à Montréal sera soumise.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) répond que les plans sont terminés et que, dans une dizaine de jours, le projet sera soumis à la Chambre pour être étudié.

La proposition est adoptée.

"The Philipsburg Railway and Quarry Company"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company".

Adopté. Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession E. Muir

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Bordeaux

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 128)

érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Fraserville

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 120) amendement la charte de la ville de Fraserville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

"The Ottawa Golf Club"

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 138) amendement la charte de "The Ottawa Golf Club" et augmentant ses pouvoirs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 80) constituant en corporation les soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 59) constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul.

Frères de Saint-Vincent de Paul

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 59) constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul. Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de documents:

Chasse et pêche au parc national des Laurentides

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'un état donnant:

1. La superficie en milles carrés du parc national des Laurentides;

2. Le nombre des surintendants et des gardiens employés dans le parc et le nombre de ceux employés dans un rayon de dix milles du parc, depuis le premier janvier 1905 jusqu'à date;

3. Le nom de ces employés avec le salaire ou les gages payés à chacun d'eux;

A. L'endroit que chacun d'eux surveille ou est supposé surveiller;

5. Le temps pendant lequel chacun de ces employés a été réellement employé à cet ouvrage;

6. Le nombre de caribous tués dans le parc durant l'année 1905;

7. Le nombre d'originaux tués dans le parc durant l'année 1905;

8. Le nom des personnes qui les ont tués;

9. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1905;

10. Le nom des personnes qui ont obtenu des permis de pêcher et de chasser dans le parc en 1905;

11. Le nombre de caribous tués dans le parc en 1906;

12. Le nombre d'originaux tués en 1906;

13. Le nom des personnes qui les ont tués;

14. Le montant payé par chacune de ces personnes pour chasser dans le parc en 1906;

15. Le nom des personnes qui ont obtenu un permis de chasser dans le parc en 1906. (Document de la session no 53)

"Chibougamau Gold and Asbestos Company"

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, demandant la production de copie d'ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la "Chibougamau Gold and Asbestos Company", avec un état donnant le nombre, le nom et la résidence de ses directeurs et de ses actionnaires, le montant du capital-actions autorisé, le montant du capital souscrit et celui du capital payé par chacun d'eux. (Document de la session no 54)

Limites à bois sur la rivière Bonaventure

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 février 1907, demandant la production de copie d'ordres en conseil, correspondance et tous documents concernant la vente de certaines limites à bois comportant le bloc no 3 sur la rivière Bonaventure, et les blocs nos 1 et 2 sur la rivière Bonaventure, en arrière, depuis le 1er juillet 1897. (Document de la session no 55)

Dépenses au ministère de la Colonisation

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 25 janvier 1907, pour la production d'un état complet et détaillé des items des dépenses suivantes, figurant à la page 124 du rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, savoir:

L'honorable J.-B.-B. Prévost, ministre:
 Dépenses de voyage en Belgique \$2000.00
Denis Donovan, secrétaire particulier:
 Dépenses de voyage en Belgique 332.85
L'abbé Jos. Arts:
 Circulaires, brochures et frais de propagande, etc. 289.15
Baron de l'Épine:
 Indemnité pour diriger vers la province de Québec le mouvement d'immigration belge 250.00
Rodolphe Lafrenière:
 Rédaction, publicité et traduction 25.00
F.-E. Turcotte:
 Frais de voyage et déboursés pour évaluation de terrain 50.00
 (Document de la session no 56)

Revenus et dépenses du parc national des Laurentides

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'une copie:

1. D'un état détaillé des revenus et des dépenses du parc national des Laurentides pour les années fiscales expirant le 30 juin 1905 et 30 juin 1906;

2. Du nombre des bâtisses qu'il y a dans le parc, l'endroit où elles sont situées et leur destination, avec le coût de construction et d'entretien de ces bâtisses. (Document de la session no 57)

Location des îles de la rivière Bonaventure

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'une copie de tous documents, correspondance et plans se rapportant à la location, par le gouvernement, à Napoléon Drouin, marchand et échevin, de la ville de Québec, des îles de la rivière Bonaventure mentionnées à l'acte de location depuis juillet 1897. (Document de la session no 58)

Réclamation A.-B. Dupuis, Bonaventure

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 26 février 1906, pour la production d'une copie de tous documents relatifs à la réclamation de M. A.-B. Dupuis, contre le gouvernement de la province de Québec, au sujet de la cause de Robitaille vs LeBlanc, et de certains lots du canton de Hamilton, dans le comté de Bonaventure. (Document de la session no 59)

**Documenta concernant
les mines**

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande à l'honorable ministre de la Colonisation (M. J.-B.-B. Prévost) de produire aussitôt que possible les documents sur les mines. Le public a le droit d'être renseigné et il ne voit aucune bonne raison pour refuser les renseignements demandés.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond que la production de tous ces documents ne peut se faire dans le temps de le dire. Il énumère ces documents et déclare qu'il faut faire travailler dix commis pendant deux mois pour les préparer tous. Mais vu l'impossibilité physique de produire immédiatement tout ce que le député de Laval demande, il déclare qu'il offre au représentant de Laval l'accès à tout ce qu'il désirera voir au département.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie): C'est généreux.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Que l'honorable député de Laprairie sache que je m'adresse à l'honorable ministre de la Colonisation.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie): C'est pour vous aider à comprendre.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande au gouvernement de se hâter pour certains autres documents.

La séance est levée à 6 h 15.

NOTE

1. Le ministre de la Colonisation dépose alors la lettre du baron de l'Épine sur le bureau du greffier. Le député de Laval se lève, prend un fauteuil libre au bureau du greffier et examine la lettre pendant que le ministre poursuit son intervention.

Séance du 20 février 1907

Sous la présidence de M. H. Champagne

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. l'Orateur (M. H. Champagne, Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 171) amendant les statuts refondus relativement à la prestation du serment et l'a adopté sans amendement.

Introduction de bills:

M. J. Laferté (Drummond) demande la permission d'introduire un bill (no 185) relatif aux termes et séances de la cour supérieure et de la cour de circuit dans le comté de Drummond.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) demande la permission d'introduire un bill (no 26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents de travail.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 28) amendant le code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 18) constituant en corporation l'École technique de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 25) constituant en corporation l'École des hautes études commerciales.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:**Observance du dimanche**

M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice) propose,

appuyé par le représentant de Champlain (M. P.-C. Neault), qu'il soit mis devant la Chambre copie des documents se rapportant à la loi concernant l'observance du dimanche et de la correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial à ce sujet.

Il fait un long discours de 45 minutes corrélatif à la loi concernant l'observance du dimanche passée à la session fédérale de 1906. Il rappelle les grands principes sur lesquels s'appuie la loi du repos hebdomadaire pour l'observance du dimanche. Il se demande si cette loi rencontre toutes les vues des intéressés, si elle s'accorde aux sentiments de toutes les consciences. Il ne saurait l'affirmer. Il croit que peut-être la loi concernant l'observance du dimanche votée à Ottawa a reçu une opposition trop vive de la part des députés de cette province, ce qui a créé une fausse impression quant aux vrais sentiments de ses citoyens sur cette question. De la même façon, il considère que l'on devrait tenir compte des usages, moeurs et coutumes qui prévalent depuis longtemps dans cette province; il souhaiterait voir des adoucissements à l'application de cette loi fédérale afin qu'elle n'intervienne pas avec les coutumes des gens de la province de Québec.

Il parle des effets regrettables que l'application rigoureuse de cette loi pourrait produire chez les diverses classes de la population. Il est difficile de faire une loi dans ce pays concernant l'observance du dimanche qui ne vienne en conflit avec aucun sentiment religieux, que toutes les consciences peuvent réclamer comme sienne. Il est malheureux que cette loi ait donné lieu à des diatribes comme celles, enflammées et inflammables, dont le Champ-de-mars de Montréal a été le témoin le printemps dernier, et au cours desquelles les meilleures intentions ont été méconnues, les plus nobles sentiments mal interprétés. Si cette loi du dimanche ne peut sortir du creuset dans un état parfait, que l'on prenne tous les moyens pour le rendre le plus invulnérable possible aux traits empoisonnés de l'intolérance et de l'injustice.

Si, par exemple, on constate que des employés sont forcés le dimanche de se livrer à un travail qui n'est ni urgent, ni nécessaire, et que, d'un autre côté, on déclare qu'il n'y a aucune loi provinciale prohibant le travail le dimanche, il faut avouer que l'on se trouve dans une position précaire. Il serait temps de mettre fin aux abus, de remédier aux inconvénients et assurer au peuple de la province que ses

droits seront sauvegardés et que ses principes religieux seront respectés.

Il exprime l'espoir que la prochaine loi provinciale du dimanche conservera les coutumes qui prévalent chez nous.

Il déclare qu'il découvre dans cette question une occasion pour tous les membres de la Chambre de s'affirmer et de travailler dans l'intérêt de la province en étudiant la mesure lorsqu'elle sera soumise à la Chambre. (Applaudissements).

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que le gouvernement soumettra bientôt à ce sujet un projet de loi qui ne sera peut-être pas aussi poétique que le discours du député de Saint-Maurice, mais qui sera basé sur les principes de liberté et de justice dont l'honorable député a parlé si remarquablement; et le gouvernement s'inspirera des propos du député de Saint-Maurice pour parfaire sa mesure.

M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice) déclare qu'étant donné qu'il sait maintenant que le gouvernement présentera une mesure à ce sujet dès cette session, il propose que sa motion soit retirée.

Adopté à l'unanimité.

Rapports judiciaires officiels de Québec

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge), qu'il soit mis devant la Chambre une copie des documents concernant la publication des rapports judiciaires officiels de Québec.

Il veut attirer l'attention du procureur général (l'honorable L. Gouin) sur le fait que cette publication, pour laquelle le gouvernement paie une subvention de \$3000, ne rend pas justice au district de Québec et aux districts ruraux de la région. On ne consacre généralement qu'une faible partie de ces rapports officiels à la jurisprudence des districts étrangers à Montréal.

Il est impossible pour les avocats de ce district et des districts comme Trois-Rivières, Kamouraska, Gaspé, Chicoutimi et autres de suivre les causes qui sont jugées dans ces districts, car les rapports publiés sont très peu nombreux. Le barreau de ce district ainsi que des autres districts s'est déjà plaint mais le problème n'a pas encore été résolu.

Il semblait entendu que Québec aurait sa part au point des causes du district pour au moins un tiers et voilà que les quatre ou cinq dernières livraisons, par exemple, sur une centaine de pages que contient chaque fascicule de ces rapports, c'est tout au plus si on consacre une dizaine de pages aux jugements du district de Québec qui comprend tous les autres districts, vg.: Trois-

Rivières, Arthabaska, Sherbrooke, Beauce, Rimouski, Témiscouata, Montmagny, Saguenay et autres. Le gouvernement, qui donne un subside raisonnable pour cette publication, a droit de voir à ce que cette publication rende justice égale. Il croit, en démontrant l'infériorité de ces rapports, être l'écho de tout le barreau de Québec.

Il compare les rapports judiciaires officiels du Québec avec ceux de l'Ontario et conclut que ces derniers sont mieux faits.

Il espère que le procureur général verra à ce que les rapports revêtent un caractère un peu plus officiel, car le gouvernement débourse \$3000 par année; ainsi, Québec et ses districts environnants auront peut-être la chance d'avoir ces rapports.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) appuie les remarques du député de Montmorency et souligne qu'auparavant les rapports étaient bien meilleurs qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Dans le district de Trois-Rivières, aucune cause n'a été rapportée au cours de l'année dernière.

Lui-même avait attiré l'attention du barreau sur le problème des rapports judiciaires officiels. C'est en vain que les arrêstistes locaux envoient leurs travaux à l'arrêstiste général. Aussi, la jurisprudence sur les questions municipales est absolument négligée.

M. E. Roy (Montmagny) se dit d'accord avec les deux orateurs précédents. Les causes qui intéressent le barreau de Québec sont rapportées très tard, lorsqu'elles le sont. Le district de Montmagny est également négligé. L'affaire a été tellement négligée, au point de Québec, qu'il a même été question d'avoir une revue spéciale.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que c'est la première fois que de semblables plaintes sont faites. Il ignorait que le barreau n'était pas satisfait.

Il y a quelques années, on avait suggéré, autant dans l'intérêt des juges que des avocats, de faire paraître une seule publication et que le gouvernement accorde une subvention annuelle à cette fin. Une somme de trois mille dollars par année a été votée et, maintenant, le gouvernement n'a rien à voir en ce qui concerne les rapports. Le rédacteur en chef, M. Langueduc, est un avocat distingué et il croyait que les autres rédacteurs donnaient satisfaction.

Si les barreaux locaux de la province ne sont pas satisfaits des rapports, ils devraient déposer des plaintes en bonne et due forme auprès du gouvernement. Le gouvernement pourrait alors enquêter, et si leurs plaintes sont fondées, il pourrait faire appel au Conseil général du barreau, qui publie les rapports. Si le Conseil général refuse d'accepter les suggestions du gouvernement,

le gouvernement refusera à son tour d'accorder la subvention annuelle de trois mille dollars pour la publication de ces rapports. Récemment, une demande a été faite pour un montant supplémentaire, mais dans les circonstances actuelles, cela ne se fera pas plus vite qu'il le faut.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) fait remarquer qu'ils ne se sont pas plaints au gouvernement, comme cela aurait dû se faire, pour régler cette affaire, mais la question a été soulevée au cours de trois réunions du Conseil du barreau de Québec, et on procède toujours de la même façon. Au Conseil général du barreau, on écoute bien les plaintes, on admet qu'elles sont bien fondées, mais il ne se fait rien de plus.

Si aucun changement n'est effectué, il suggère que l'on divise le montant de \$3000 également entre les barreaux de Québec et Montréal, et que l'on publie deux rapports, l'un pour Montréal et l'autre pour Québec. Ainsi, les barreaux de Québec et des autres districts achemineront probablement leurs plaintes au bureau du procureur général. Il remercie le premier ministre pour ses suggestions.

La proposition est adoptée.

Code municipal, article 1048

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), que le bill (no 179) amendement l'article 1048 du code municipal, rapporté du comité comme ayant été rejeté, soit remis sur les ordres du jour pour seconde lecture, jeudi prochain.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que la loi a été amendée l'an dernier et que la Chambre ne peut revenir à l'ancienne loi sans raison grave.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) répond que c'est à la demande de plusieurs cultivateurs qu'il a présenté ce bill et qu'il considère le bill comme une protection pour les cultivateurs.

La proposition est rejetée sur division.

Taxation des jurés assignés

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 167) amendement les articles 443 et 485 du code de procédure civile relativement à la taxation des jurés, rejeté par le comité de législation, soit inscrit au feuillet des ordres du jour, jeudi prochain, pour étude en comité général.

Il déclare qu'il se base sur le fait que

le principe du bill a été admis, afin de faire revivre le bill. Il est convaincu qu'il y a injustice pour les jurés assignés dans les causes civiles de cette nature et qui deviennent de plus en plus nombreuses. Le jury est un juge. Celui-ci est payé et le juré ne l'est pas. Il encourt cependant de graves responsabilités. S'il ne se rend pas à l'assignation, il est passible de l'amende, de la prison et même des résultats de son défaut de comparaître.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) n'est pas favorable en tout point à l'idée émise par le député de Jacques-Cartier de payer les jurés qui ne siègent pas au même taux que ceux que l'on accepte. Cependant, il trouve excellentes les raisons invoquées par son collègue de Jacques-Cartier afin de reconsidérer le bill. Les circonstances dans lesquelles il s'est trouvé lorsque le bill a été rejeté rendent justifiable de faire la motion et il croit que la Chambre devrait l'adopter.

M. J.-M. Tellier (Joliette) croit qu'il y a eu malentendu. Le principe du bill a été adopté, mais le bill a été rejeté par le comité en raison de graves défauts de forme qui l'auraient rendu inefficace. La plainte au sujet des jurés est fondée. C'est certainement une anomalie. Il s'agit de modifier le bill dans le sens indiqué. Lui non plus ne partage pas entièrement l'idée du député de Jacques-Cartier de payer les jurés qui ne siègent pas au même taux que ceux que l'on accepte.

M. E. Roy (Montmagny) est d'opinion que le député de Jacques-Cartier devrait présenter un nouveau bill.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) croit que le bill devrait plutôt être renvoyé au comité de législation.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) reconnaît que le principe du bill est juste, mais déclare que \$100 de garantie pour les frais est un montant trop élevé. Lui aussi souhaiterait voir le bill renvoyé au comité de législation.

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc), que le bill ne soit pas inscrit sur les ordres du jour pour étude en comité général, jeudi prochain, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité de législation pour être étudié de nouveau.

Adopté.

Entretien des chemins macadamisés

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no

178) amendant le code municipal relativement à l'entretien des chemins macadamisés soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commission des accidents du travail

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Karnouraska (l'honorable L.-R. Roy), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail.

Adopté.

Chaire d'arpentage à Québec

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant une allocation à être accordée pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

Adopté.

Pension de retraite des juges de sessions

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la pension de retraite des juges de sessions.

Adopté.

École technique de Montréal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'école technique de Montréal.

Adopté.

École des hautes études commerciales

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant l'École des hautes études commerciales.

Adopté.

Rue Gain à Montréal

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

Les deux parties intéressées consentent à ce qu'un amendement soit ajouté à la question de l'indemnité.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. Les amendements sont lus pour la première fois.

"The North Shore Power Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 74) amendant la loi organique de la "North Shore Power Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Côté, Boivin & Cie de Chicoutimi

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, limitée.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. Petit (Chicoutimi et Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Paroisse de Saint-Ignace de
Loyola de Nomingue**

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nomingue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession J. Lacombe

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 93) concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie de pulpe
de Métabetchouan**

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 55) amendement la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains amendements financiers avec les actionnaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit municipal canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité général pour étudier le bill (no 125) amendement la charte du Crédit municipal canadien.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Construction d'église à
Saint-Prime**

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Substitution F. David

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 118) concernant la substitution Ferdinand David.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Village de Montmorency

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 137) concernant le village de Montmorency.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Congrégation du temple Salomon
de Montréal**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 104) constituant en corporation la congrégation du temple Salomon de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Échange entre les syndics de
Beauharnois et J. D. Anderson
et E. A. Robert**

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Alexandra

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 135) amendement la charte de l'hôpital Alexandra.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Compagnie de téléphone
de Bellechasse**

M. A. Morisset (Dorchester) propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 88) amendement la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. A. Morisset (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**"The Little Nation River
Railway Company"**

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 96) constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Edouard à Beauport.

**"Shawinigan Water and
Power Company"**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Beauce (M. A. Godbout), que les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 71) amendement la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" soient maintenant lus pour la deuxième fois.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) s'oppose énergiquement à ce que la Chambre haute amende le bill, car ces amendements défavorisent beaucoup la ville de Québec, qui souhaite que la "Shawinigan Water and Power Company" pénètre sur son territoire.

Je trouve étrange que la Chambre

haute soit toujours contre les bills de l'Assemblée législative. La Chambre haute sacrifie les intérêts du public québécois à l'intérêt privé. C'est ce genre de choses qui nous fait presque souhaiter la disparition de la Chambre haute. Cette institution enlève aux députés le droit de légiférer à leur manière. Elle ne doit plus mettre d'entraves aux mesures d'intérêt populaire. Il propose que le concours de la Chambre soit refusé aux amendements du Conseil législatif.

L'honorable A. Turgeon (**Bellechasse**) croit que le député de Saint-Sauveur n'a pas tout à fait saisi la portée de l'amendement. Il ne veut pas se constituer l'avocat du Conseil législatif, mais il pense qu'il n'y a pas lieu d'appréhender les conséquences de l'amendement. Selon lui, il a été fait dans le but de protéger la ville de Québec, car la charte de la ville ne la protège pas suffisamment contre les pouvoirs de la compagnie. Le député de Saint-Sauveur, en étudiant davantage la portée des amendements, modifiera ses opinions, croit-il.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Les paroles du député de Saint-Sauveur sont par trop sévères et ne sont pas dans l'ordre. Il pense que le député a raison de se plaindre et de refuser son concours, mais il n'a pas le droit de flétrir le Conseil législatif de cette manière.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) se déclare satisfait des explications de l'honorable représentant de Bellechasse, mais la ville devrait avoir le droit de dire à quelles conditions la compagnie peut entrer à Québec. Il comprend que le Conseil législatif a agi de bonne foi et il retire sa motion de non-concours dans les amendements.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières): Le Conseil législatif n'a pas donné d'explications des raisons de ces amendements. Quels sont les motifs du refus?

M. A. Jobin (Québec-Est) déclare que c'est là une injustice faite à Québec, qui a besoin d'énergie électrique à tous les points de vue et particulièrement pour l'industrie. Il regrette que le député de Saint-Sauveur ait retiré sa motion de non-concours.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) croit qu'il serait opportun de demander au Conseil législatif les raisons pour lesquelles il refuse de permettre à la compagnie d'entrer à Québec. Le public a été très mal servi par les compagnies électriques de Québec.

M. E. Roy (Montmagny) déclare que les protestations faites et répandues dans le public ont déjà produit leurs effets chez les compagnies locales. Elles ont décidé des

améliorations considérables. Les parties intéressées sont parfaitement satisfaites.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Devons-nous comprendre que le Conseil a agi pour le mieux?

M. A. Girard (Rouville) affirme que la conduite du Conseil législatif a été très sage. Il a sauvegardé le droit de la cité de Québec de se réserver le consentement à une compagnie d'entrer chez elle en mettant une barrière à la "Shawinigan" qui n'a pas droit de passer dans le comté de Québec. Car la "Shawinigan", à l'insu de la ville de Québec, en achetant ce que l'on convient d'appeler "blend charter" pouvait y entrer. On entend par "blend charter" ces vieilles compagnies oubliées qui détiennent des pouvoirs extraordinaires telles pour Québec que la "Stadacona", la "Canadienne". Ces compagnies ont le droit d'entrer à Québec et une fois rendue aux murs de la ville, la "Shawinigan" pouvait acheter l'une de ces chartes et ainsi entrer dans la belle et vieille capitale sans son consentement. En réalité, c'est une amalgame. La "Shawinigan" sous le couvert d'une autre compagnie. C'est ce qui est arrivé à Montréal, c'est ce qui est arrivé dans le district de la compagnie du pouvoir de Saint-François. La "Shawinigan" s'était amalgamée à Montréal avec la "Lachine" et dans le district de Saint-François avec la "Continental", nonobstant tous les droits exclusifs de certaines autres compagnies. Si l'an prochain la cité de Québec désire contrôler le prix de toutes les énergies électriques comme toute ville sage doit le faire, il déclare qu'il sera le premier à travailler en ce sens.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) aurait mieux aimé que les amendements n'aient pas été faits, mais fait remarquer que la ville de Québec, dans les amendements projetés à sa charte qui seront soumis dès cette session, a une clause à l'effet qu'elle veut s'assurer ce contrôle. Les amendements du Conseil ne font qu'empêcher la compagnie de venir à Québec sans le consentement du conseil de ville. La compagnie pourra venir à Québec si elle obtient ce consentement.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande alors pourquoi on ne laisse pas venir la "Shawinigan" puisqu'il y aura tous les moyens requis pour lui dicter des conditions.

M. A. Girard (Rouville) soutient que cet amendement à la charte ne sera pas une sauvegarde sûre contre la compagnie Shawinigan qui a bien des tours dans son sac.

La proposition est adoptée sur division. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Frères de Saint-Vincent de Paul

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 59) constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ventes de I. T. Coffin à W. G. Tait

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres héritiers de feu sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Compagnie "Equitable" d'assurance mutuelle contre le feu

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 57) concernant la compagnie "Equitable" d'assurance mutuelle contre le feu soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Hôpital Notre-Dame

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 127) concernant l'hôpital Notre-Dame soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 37) concernant "The Engineers Club of Montreal";
- bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun;
- bill (no 64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis.

Club des ingénieurs de Montréal

La Chambre procède à prendre en

considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 37) concernant "The Engineers Club of Montreal". Les amendements sont lus pour la première fois.

Ville de Verdun

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun. Les amendements sont lus pour la première fois.

Charte de Saint-Louis

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 64) amendant la charte de la ville de Saint-Louis. Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de documents:

Taxe sur les transferts d'actions

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1907, donnant un état indiquant le montant payé par les membres de la Bourse de Montréal, à même l'item:

1. Taxe sur les transferts d'actions, bons, etc., \$33 386.66, qui se trouve à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906.

2. Les noms des compagnies qui ont payé quelque chose sur cet item.

3. Le montant payé par chacune d'elles.

4. Le nom des courtiers ou agents financiers, autres que les membres de la Bourse de Montréal, qui ont payé quelque chose sur l'item en question.

5. Le montant payé par chacun de ces courtiers ou agents financiers. (Document de la session no 60)

Bureaux du département des Mines

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1906, pour la production d'une copie de la correspondance en rapport avec l'état actuel des réparations et de l'entretien des bureaux du département des Mines. (Document de la session no 61)

Créances publiques

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1906, pour la

production d'un état détaillé des dépenses du gouvernement encourus par chaque département et non payées avant le 1er juillet 1905, donnant:

1. La nature et la date de chaque créance avec le nom du créancier dans chaque cas;

2. Celles de ces créances qui ont été soldées depuis, avec, dans chaque cas, le montant payé, la date du paiement et le nom de la personne à qui tel paiement a été fait. (Document de la session no 62)

La séance est levée à 6 h 30.

Séance du 21 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 10.

Rapports de comités:

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 101) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale;

- bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 141) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frederic Parker Walton au nombre de ses membres, après examen, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Introduction de bills:

M. P. Pelletier (Sherbrooke) demande la permission d'introduire un bill (no 148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté de Mégantic, pour toutes fins.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) demande la permission d'introduire un bill (no 147) détachant du comté de Sherbrooke une partie de la paroisse de Bonsecours et l'annexant au comté de Shefford, pour toutes fins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Pouvoir d'eau de La Tuque

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. À quelles personnes le pouvoir d'eau de La Tuque a-t-il été vendu?

2. Combien de chevaux-vapeur ce pouvoir d'eau peut-il fournir?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

1. Messieurs Cyrille Tessier, N.P., et Gustave G. Stuart, avocat (in-trust).

2. 79 000 au minimum.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): De qui se compose l'in-trust?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Si nous le savons, je vous le dirai demain.

Destitution de l'agent des terres de New Carlisle, M. W. Maguire

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Le docteur W. Maguire, agent des terres à New Carlisle, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison et par qui a-t-il été remplacé?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

1. Oui.

2. Pour plaintes portées contre lui. Remplacé par M. J.-A. Dorais, N.P.

Destitution de l'agent des terres de Carleton, M. N. Arsenault

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Monsieur N. Arsenault, agent des terres à Carleton, a-t-il été destitué?

2. Dans l'affirmative, pour quelle raison et par qui a-t-il été remplacé?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):

1. Oui.

2. En 1895, M. W. H. Clapperton a été destitué sans cause et remplacé par M. Arsenault. Le gouvernement a cru qu'il était de l'intérêt public de confier à M. Clapperton ses anciennes fonctions.

Testament James Jack

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. A. Godbout), que le bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack soit inscrit au feuillet des ordres du jour, demain, pour être considéré en comité général.

Adopté.

Demande de documents:

Colons de Saint-Pierre et Miquelon

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et quelque personne que ce soit, relativement à l'immigration récente d'une portion notable de colons originaires de la vieille colonie française Saint-Pierre et Miquelon.

Il signale que la visite récente de

certain habitants de Saint-Pierre et Miquelon dans notre province et fait remarquer que l'objet de sa motion est d'apprendre quelles sont les démarches que le gouvernement a entreprises afin d'encourager cette immigration.

Il fait l'historique des Saints-Pierrais pour lesquels la population française du Canada doit avoir beaucoup de sympathies. Cette colonie a des origines identiques à celles de notre province.

Il demande ces documents afin d'attirer davantage l'attention du gouvernement sur ce sujet afin de tirer de cet exode tout le meilleur parti possible.

Il se rend très bien compte qu'en ce qui concerne l'immigration, la ligne de démarcation entre les gouvernements fédéral et provincial est très obscure, et il ne saurait lui-même la préciser.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) ne désire que dire un mot à ce sujet. Il déclare qu'il n'a entendu parler de cette immigration qu'à la suite des informations des journaux, rien d'officiel ne lui est parvenu. Il a peu de documents à produire sur ce sujet, sauf une lettre du docteur Brisson, de la Société de colonisation de Montréal, reçue récemment. D'ailleurs, cette société ne dépend nullement du gouvernement provincial, mais plutôt du gouvernement fédéral. Il a cru le gouvernement fédéral plus riche et mieux organisé pour prendre soin des immigrants qu'il avait amenés. N'ayant pas la direction de cette immigration, il n'a pas cru devoir en prendre la responsabilité.

Les explications du docteur Brisson, qui s'est occupé de cet exode, forment les seuls documents. Ce mouvement d'immigration fut dirigé par le docteur Brisson lui-même. Ils furent dirigés vers le Nord-Est d'Ontario où des bourgeois avaient besoin de main-d'œuvre.

À tout événement, les Saint-Pierrais sont les bienvenus dans la province. Le gouvernement est disposé à leur donner tous les avantages dont il peut disposer, malgré les petits montants dont dispose son ministère pour l'immigration.

M. J.-M. Tellier (Joliette) se montre plutôt surpris de la réponse de l'honorable ministre de la Colonisation. Il n'aurait jamais cru qu'un ministre, chef du département d'immigration, fut resté aussi indifférent à un mouvement aussi important. J'avais toujours compris, dit-il, que nous avions un ministre de la Colonisation pour s'occuper surtout de colonisation, et par là même, d'immigration.

Je me trompais évidemment, puisqu'un courant d'immigration a passé près de nous, sans que ce ministre s'en soit occupé.

Le même ministre, qui est allé si loin et à si grands frais recruter des colons pour

notre province, aurait pu prêter quelque attention à ces immigrants de Saint-Pierre, qui s'en venaient chez nous en nombre. Les plaintes des Saint-Pierrais, qui ont rempli la presse du pays, appelaient d'ailleurs une enquête officielle.

Il nous dit qu'il a appris ça par les journaux. Nous aussi. Mais le ministre aurait dû s'en occuper davantage et il devrait pouvoir nous dire aujourd'hui tout ce qu'il a fait au sujet de cette immigration. Ce qu'il a fait? Il a écrit une lettre, il y a trois ou quatre jours, pour apprendre quelque chose.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond que ce n'est pas lui qui a écrit une lettre, mais bien le docteur Brisson.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Alors, vous avez fait encore moins que je pensais. Vous n'avez même pas pris l'initiative d'écrire une lettre.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond en faisant observer au député de Joliette que l'immigration est principalement du ressort du gouvernement fédéral qui a des agents spéciaux d'immigration, que le docteur Brisson qui a dirigé les Miquelonais, fait partie de ce service fédéral, et que la province de Québec, avec un si petit montant qu'elle a à sa disposition pour fins d'immigration, ne peut suffire longtemps à une politique d'initiative. Le gouvernement n'est pas à blâmer dans cette affaire.

M. J.-M. Tellier (Joliette) fait remarquer que la négligence du gouvernement a été ressentie par les résidents de Saint-Pierre qui sont venus dans notre province et qui sont retournés chez eux déçus de la façon dont ils ont été traités par les autorités provinciales.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) fait observer que c'est la première fois qu'il entend dire que ces habitants ont été déçus et qu'il l'ignorait complètement.

M. J.-M. Tellier (Joliette) répond que, fait fondé ou non, une chose est certaine, c'est que des plaintes ont été faites.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Quelles plaintes?

M. J.-M. Tellier (Joliette): Les journaux en ont parlé dans le temps.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Je ne voudrais pas que cette Chambre reste sous l'impression que, d'après les dires de l'honorable député de Joliette, le gouvernement a négligé son devoir. C'est M. Brisson, agent fédéral, qui s'est occupé d'amener ces

colons au Canada. Le mouvement fut dirigé vers l'Ontario.

Personnellement, il croit qu'aucun ministre n'a été informé du fait que ces immigrants seraient restés dans la province, sinon les agents de l'immigration de Québec s'en seraient occupés et leur auraient procuré des lots dans la province.

En ce qui regarde le département des Terres et des Forêts, aucune demande de lot n'a été faite au nom des Saint-Pi errais. Et en outre de ce fait, il ne faut pas oublier que le gouvernement provincial ne peut exercer aucun contrôle sur l'immigration avec les quelques centaines de piastres dont il dispose pour cette fin. Donc, le gouvernement ne pouvait pas faire plus.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Vous ne pouviez pas faire moins non plus, puisque vous n'avez rien fait. Que les habitants de Saint-Pierre soient venus ici à la demande de M. Brisson ou d'un autre, qu'ils aient été dirigés sur Ontario ou ailleurs, cela ne change rien à la question de savoir si vous avez fait votre devoir pour les induire à venir parmi nous. Le fait notoire, c'est que ces gens ont été abandonnés, qu'ils sont découragés et qu'ils sont retournés dans les provinces d'en bas, tandis que, avec un peu d'attention et de considération, nous pouvions les garder ici. Et nous avons un ministre dont c'est la tâche de jouer ce rôle, et il ne l'a pas fait. C'est ce que je voulais faire constater par la Chambre.

La proposition est adoptée.

Compagnie de tramway de Longueuil

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondances, rapport, mémoire et documents se rapportant:

1. À l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil d'un certain règlement du conseil municipal de la paroisse de Longueuil accordant certaines franchises à la Compagnie de tramway de Longueuil;

2. À l'érection en municipalité de village, sous le nom de Montréal-Sud, d'un certain territoire extrait des limites de la municipalité de la paroisse de Longueuil.

Il explique qu'à la dernière session, un bon nombre de citoyens de Longueuil, afin de fournir à la rive sud les moyens de communication qu'elle réclame, avaient obtenu de la législature certains pouvoirs pour la mise en opération d'un service de tramways. Munie de sa charte, la nouvelle compagnie s'est adressée au conseil de Longueuil pour obtenir

les franchises qui lui étaient nécessaires. Un règlement à cet effet fut passé par le susdit conseil que l'on s'empessa d'adresser immédiatement à Québec pour ratification par le lieutenant-gouverneur en conseil, selon la loi.

La faction opposante imagina alors de bloquer l'entreprise en faisant ériger en municipalité distincte, avant la ratification du règlement, une partie du territoire de Longueuil sous le nom de Montréal-Sud.

Il déclare que le député de Chambly (M. M. Perrault) était l'âme dirigeante de l'opposition.

Comme question de fait, le règlement fut soumis à ratification longtemps avant le décret d'érection de la municipalité, et c'est le décret d'érection qui eut la préséance, heureusement pour l'opposition.

Il veut savoir pourquoi le gouvernement a retardé trois ou quatre mois à approuver un règlement municipal de la paroisse de Longueuil concernant la compagnie de tramway tandis qu'il a accordé sans délai l'incorporation de Montréal-Sud à la faction dirigée par le député de Chambly.

M. M. Perrault (Chambly) prend à partie le député de Laval et le raille d'une façon humoristique.

Le chef de l'opposition lui apparaît avec des béquilles et boitant, depuis que le ministre de la Colonisation lui a enfoncé au pied une épine violemment arrachée de son bouquet belge(1).

Il explique que le règlement de la paroisse de Longueuil a été attaqué devant les tribunaux, voilà pourquoi il n'a pu être sanctionné de suite par le conseil des ministres. L'incorporation de Montréal-Sud n'a suscité aucune opposition et a été sanctionnée sans retard.

Il entame le récit d'une scène du conseil municipal de Longueuil où il combattait la requête de la compagnie de tramway.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) lui demande si c'est là qu'il a brandi son fameux pistolet.

M. M. Perrault (Chambly): Ce pistolet n'existe que dans l'imagination du député de Laval, et le juge Choquet l'a établi. Ce n'était qu'une arme morale. Quant à la question discutée, le gouvernement a été en somme bien inspiré en différant si à propos la ratification de ce règlement puisque le juge Tellier a jugé plus tard que le même règlement était nul, "ultra vires".

Il dénonce la Compagnie de tramway de Longueuil qui, dit-il, n'a jamais fait que semblant d'exister et qui ne s'est formée que dans le but de se vendre. C'est d'ailleurs ce qui vient d'arriver, la compagnie a, depuis quelques jours, vendu tous ses droits à la Compagnie des tramways de Montréal.

L'honorable L.-R. Roy (Karnouraska) explique qu'il a cru devoir retarder la prise en considération du règlement parce qu'on l'avait notifié qu'il allait être attaqué devant les tribunaux. Cependant, il ressort que le règlement sanctionné trois mois après était le même que celui communiqué en premier lieu et que l'opposition au règlement n'était qu'une manoeuvre pour nuire à la compagnie existante.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) voit dans certaines remarques du député de Chambly (M. M. Perrault) une insinuation de "boodiage" à l'adresse de l'honorable docteur Girouard, conseiller législatif et promoteur de la Compagnie de tramway de Longueuil, et défend l'honneur du docteur Girouard.

MM. J.-M. Tellier (Joliette), M. Perrault (Chambly) et P. Pelletier (Sherbrooke) prennent la parole.

La proposition est adoptée.

Destitution de l'agent des terres de New Carlisle, M. W. Maguire

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution du docteur W. Maguire, agent des terres à New Carlisle, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis.

A dopté.

Destitution de l'agent des terres de Carleton, M. N. Arsenault

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution de M. N. Arsenault, agent des terres, à Carleton, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis.

Adopté.

Entretien de Spencer Wood depuis 1867

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood, depuis 1867, se sont élevées aux montants suivants:

1867-68	\$ 00.00
1868-69	00.00
1869-70	672.88
1870-71	3 184.30
1871-72	2 428.88
1872-73	64 490.30
1873-74	28 894.59
1874-75	8 473.75
1875-76	7 853.00
1876-77	7 753.11
1877-78	8 721.74
1878-79	7 249.74
1879-80	13 311.89
1880-81	13 245.87
1881-82	23 824.74
1882-83	23 780.94
1883-84	15 950.00
1884-85	10 129.07
1885-86	8 109.00
1886-87	6 737.32
1887-88	7 758.67
1888-89	6 114.22
1889-90	9 010.92
1890-91	8 264.35
1891-92	8 208.37
1892-93	8 851.31
1893-94	13 919.66
1894-95	9 416.00
1895-96	7 919.16
1896-97	8 515.40
1897-98	8 443.65
1898-99	8 035.27
1899-1900	7 215.43
1900-01	7 192.37
1901-02	7 864.06
1902-03	7 080.30
1903-04	7 701.76
1904-05	8 210.47
1905-06	9 460.71
Total	\$355 998.46

Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer Wood, et de disposer de cette propriété à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant;

Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de lieutenant-gouverneur, pour l'aider à réaliser cette économie considérable.

Il déclare que cette proposition n'est pas nouvelle et qu'elle date de 25 ans. Elle a été préconisée par MM. Chapleau, Mercier, Gagnon, Marchand, Dechêne, par l'honorable ministre des Terres et Forêts actuel (l'honorable A. Turgeon), et bien d'autres.

En 1882, sous le gouvernement Chapleau, M. Gagnon, député de Kamouraska, attira l'attention sur les dépenses de Spencer Wood. Il proposa une motion considérant que les dépenses d'entretien de Spencer Wood

étaient excessives. À cette époque, comme aujourd'hui, nos finances étaient dans un état déplorable. Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'alors admit que la charge de Spencer Wood était un peu onéreuse.

M. Chapleau, qui allait lui-même plus tard occuper le poste de lieutenant-gouverneur, admit que la question méritait considération et que Spencer Wood coûtait trop cher.

L'honorable M. Mercier avait fait une déclaration semblable et avait souligné que Spencer Wood était destinée lors de son achat à être la résidence, non du lieutenant-gouverneur, mais du gouverneur général. On songeait même à faire racheter Spencer Wood par la puissance, comme résidence d'été du gouverneur général. Les chefs des deux partis se mirent d'accord sur ce point.

En faisant cette proposition, dit-il, je ne fais que rester dans les traditions de mon parti.

En 1895, l'honorable M. Dechêne, député de l'Islet, soumettait à la Chambre une proposition à peu près semblable à celle d'aujourd'hui, demandant au gouvernement de remettre cette propriété au gouvernement fédéral. Il n'est pas en faveur de cette façon de faire les choses, mais il croit que l'on devrait s'en débarrasser et le prix que l'on en obtiendrait pourrait servir à des fins patriotiques. Les libéraux de cette Chambre, y compris le ministre des Terres (l'honorable A. Turgeon) et le trésorier actuel (l'honorable A. Tessier), qui étaient alors simples députés, ont tous appuyé la proposition d'abolition de Spencer Wood.

Il déclare que, dans cette affaire, on lui a imputé toutes sortes de motifs pour avoir proposé une telle motion. La Nation, journal conservateur, prétend même que la raison qui le pousse à faire cette proposition est qu'il n'a pas été invité à dîner à Spencer Wood par le lieutenant-gouverneur. Il a été invité comme tous les autres.

La seule raison qui m'inspire, dit-il, c'est que je veux être aussi libéral au pouvoir que je l'étais dans l'opposition. La question de l'abolition de Spencer Wood était dans le programme libéral. Elle doit y être encore. Nous sommes dans un pays démocratique, et nous pouvons nous dispenser de payer les frais d'entretien des résidences de nos gouvernants.

Si l'édifice était un édifice historique comme le château de Ramezay à Montréal, il ne suggérerait jamais de s'en débarrasser mais, même si le terrain sur lequel est érigée la résidence est plus ou moins historique, la bâtisse en elle-même est loin de l'être, ayant été construite depuis seulement quelques années, comparativement à l'édifice qui fut détruit par le feu. Le vrai Spencer Wood fut détruit par le feu en 1860 et il a été reconstruit en 1862. Il n'y a donc plus de scrupule qui tienne.

Il compare le traitement du lieutenant-gouverneur de la province de Québec à celui des gouverneurs des États-Unis. Dans un pays démocratique comme le nôtre, on devrait se dispenser de ces résidences princières. Notre lieutenant-gouverneur est suffisamment rétribué à \$10 000 par an. Les gouverneurs des États de New York, de Pennsylvanie et du New Jersey sont les seuls aux États-Unis qui aient un traitement de \$10 000. Le gouverneur du Rhode Island reçoit \$3000; celui du Michigan, \$4000; celui du Maine, \$5000 et celui de l'Illinois, \$6000. Celui du Vermont ne touche que \$1500. Les gouverneurs des États américains se logent à leurs frais au cœur de la ville qu'ils habitent.

La construction de Spencer Wood a coûté, en chiffres ronds, \$28 000. Depuis 1867, l'entretien de cette résidence a coûté \$355 998.46. Il n'y a pas un homme en ce pays qui voudrait administrer sa maison de cette façon-là. Nous pourrions appliquer cette somme à des choses plus utiles. La province a besoin d'argent. On pourrait utiliser ces \$10 000 à améliorer nos chemins ruraux...

M. M. Perrault (Chambly): Très bien.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Et pour augmenter la pension aux instituteurs et aux institutrices. Il veut rester fidèle au programme du parti libéral et il demande aux libéraux de rester libéraux non seulement en paroles mais en actions. Il demande le vote car ce n'est pas une proposition académique qu'il présente. C'est ainsi qu'un parti sera respecté. Il ne veut, ni de près ni de loin, toucher au lieutenant-gouverneur actuel, Sir L. A. Jetté, dont il a toujours admiré le caractère et l'intégrité. Mais il veut rester ce qu'il a toujours été: libéral.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) répond qu'en 1882 le parti libéral était certainement justifiable de protester contre les dépenses faites pour Spencer Wood et qui étaient alors considérables, beaucoup plus qu'elles ne le sont aujourd'hui. Alors, il se dépensait \$15 000 à \$18 000 par année, tandis qu'aujourd'hui ces dépenses s'élèvent à \$4000 ou \$5000. Ce montant vaut-il la peine qu'on en parle?

Par exemple, en 1894, \$13 900 ont été dépensés pour l'entretenir; en 1883, plus de \$28 000; en 1882, plus de \$23 000; en 1873, plus de \$28 000 et enfin en 1872, plus de \$64 000. L'année passée, les dépenses se sont élevées seulement à quelque \$9000; de ce montant, plus de \$4000 ont été déboursés pour les salaires et \$1400 ont été versés pour l'entretien du jardin et des serres chaudes. Les produits des serres chaudes sont en majeure partie utilisés pour décorer les terrains entourant Spencer Wood.

Le député de Saint-Louis ne devrait pas

oublier, dit-il, que les montants payés pour Spencer Wood ne sont pas seulement pour les réparations, mais ils incluent aussi les salaires des ouvriers et des jardiniers, et que sous le présent gouvernement et les deux gouvernements précédents, ces dépenses ont été réduites à \$7000 en moyenne.

Le député de Montréal no 3 a fait allusion aux gouverneurs des États-Unis, mais il devrait se rappeler qu'il y a beaucoup de gens très riches de l'autre côté de la frontière, et les Québécois ne devraient pas suivre l'exemple des Américains, car ils sont extrêmement démocrates et leur situation n'est pas la même.

Si les gouverneurs des divers États américains reçoivent un traitement moindre que celui du gouverneur de notre province, c'est que leurs fonctions n'ont pas la même signification, la même importance et la même dignité.

Le député de Montréal no 3 a également souligné le fait que le lieutenant-gouverneur du Vermont ne recevait que quinze cents dollars comme salaire, mais il a oublié d'ajouter que leurs sessions étaient biennales et que les membres de la législature, qui ne siègent qu'une fois à tous les deux ans, ne reçoivent que \$200. Le député de Montréal no 3 aimerait peut-être que l'on applique cette règle ici?

En supprimant Spencer Wood, où loger notre gouverneur? Dans une résidence de la Grande-Allée ou la rue Saint-Louis? Il n'y en a pas de convenable en disponibilité et d'ailleurs, celle qu'habite actuellement le premier citoyen de la province de Québec n'est que convenable à la dignité et la position, et les dépenses encourues pour son entretien ne s'élèvent après tout qu'à un montant bien raisonnable.

Le représentant du roi dans notre province doit résider dans un manoir digne de sa situation, et il ne croit pas que la Chambre jugerait qu'il soit digne de la province de voir le lieutenant-gouverneur logé dans une des maisons en rangée de la ville. Il ne voit pas non plus pourquoi les députés qui ont voté en faveur de l'abolition de Spencer Wood dans le passé ne devraient pas maintenant réviser leurs positions, vu la nouvelle situation de la province et de ses finances.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) dit qu'il a écouté avec beaucoup d'attention, comme toujours d'ailleurs, les remarques du député de Saint-Louis qui a prouvé une fois de plus qu'il était un bon libéral et en outre un excellent radical. Le député du comté de Québec rappelle l'état d'esprit des libéraux de 1892, de la motion de M. Dechêne relative à Spencer Wood et fait remarquer que l'esprit a changé, et pour cause, parce que les temps sont changés. On n'est plus à l'époque des déficits et des taxes. En 1895,

les finances de la province étaient dans un état lamentable et il fallait chercher tous les moyens pour les relever. On taxait partout. Ce sont maintenant des surplus que nous avons et le peuple n'est plus pressuré par les taxeux.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Vous taxez encore plus aujourd'hui.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): C'est-à-dire que nous répartissons les taxes d'une façon plus équitable. Nous ne payons pas le salaire du lieutenant-gouverneur, c'est le fédéral qui le paie. Le gouvernement de la province ne paie pas non plus pour le terrain de Spencer Wood. Le moins que nous puissions faire est de payer l'entretien de sa résidence d'État.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) se lève pour appuyer volontiers la proposition du député de Montréal no 3. Il veut qu'il y ait dans le sein du parti libéral au moins deux justes qui se rappellent les promesses d'autrefois.

Il craint que l'on ne sacrifie à une vaine sentimentalité la considération intrinsèque de la question. Cette question devrait être perçue non pas comme faisant partie de l'histoire passée mais bien de la politique d'ordre pratique.

En quoi le prestige du pays, de la province, de notre législature, sera-t-il atteint si nous renonçons à l'entretien d'une demeure qui n'offre de remarquable que les sommes qu'elle coûte à la province? Ce terrain de Spencer Wood n'a pas de cachet historique, qu'il sache, ou s'il en a, qu'on le laisse subsister en parc.

Le lieutenant-gouverneur peut bien se passer de l'éclat des lambris de Spencer Wood. Ils n'ajoutent rien à l'honneur d'être le premier citoyen de la province. Avec les \$10 000 que l'on propose d'économiser chaque année, on pourrait construire une chaîne de routes et des ponts dans les comtés de Soulanges, Vaudreuil et dans d'autres comtés, où nous en avons tant besoin.

L'entretien par la province d'une résidence seigneuriale cadre mal avec les dispositions démocratiques des esprits et des institutions modernes. Le caractère démocratique de notre pays permet aujourd'hui l'exécution de cet article du programme du parti libéral.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) déclare qu'en effet il est un des rares survivants, en cette Chambre, de la députation libérale qui, en 1895, se prononça pour l'abolition de Spencer Wood. La motion actuelle est une proche parente de celle qui fut soumise alors au sujet de Spencer Wood. Il rappelle le mot de Gambetta: "Quand on désire entrer dans la vie politique, il faut se

préparer à avaler un crapaud par jour".

Il constate une fois de plus que cela est arrivé et qu'il doit s'accuser de quelques menus péchés de sa jeunesse parlementaire.

M. J.-M. Tellier (Joliette): C'est la province qui est obligée d'avalier le crapaud.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) poursuit en disant qu'il n'est pas du groupe de ceux qui posent devant le temple en disant qu'ils n'ont jamais erré. Il est du groupe de ceux qui admettent leurs erreurs et les réparent. Si son geste est une inconsistency, qui n'a pas parfois erré? Si l'on compare les petites choses aux grandes, on constatera que la vie des plus grands hommes politiques, d'une réputation universelle, tels que Gladstone, Bismarck, D'Israeli, Cavour, est un tissu de contradictions. "Circumstances alter cases" dit le proverbe anglais. C'est le cas dans cette question.

Aujourd'hui, pour sa part, il déclare qu'il est mieux informé et les circonstances ont totalement changé, et c'est la raison de son opposition à la motion du député de Montréal no 3.

En 1895, la province gémissait sous les impôts, mais maintenant nous ne sommes plus sous un régime où le peuple ployait sous les impôts, où les finances étaient délabrées.

Il veut donner sa pensée franchement et loyalement, sans biais et sans détour. Il croit que l'abolition de Spencer Wood serait une double erreur. M. le député de Saint-Louis veut que le gouvernement vende Spencer Wood et que le produit en aille au coffre de la province pour lui donner une destination quelconque. Il est à considérer, il ne faut pas perdre de vue, que Spencer Wood n'appartient pas à la province, que celle-ci ne l'a qu'en usufruit, que partant, si elle n'en est pas propriétaire, le produit ne tombe pas dans le trésor de la province. Et maintenant, allons-nous déloger le chef de l'exécutif quand on voit toutes les autres provinces se faire un devoir et une gloire de donner une résidence convenable à leurs premiers citoyens? L'île-du-Prince-Édouard, qui a à peine une population du tiers de la cité de Montréal, fait des frais considérables en ce sens.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): Que l'honorable ministre nous donne donc la raison qui l'a fait seconder la motion Dechêne en 1895.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Certainement. Nous croyions alors que Spencer Wood nous appartenait. Si nous délogeons le chef de l'État de Spencer Wood, il faudra acquérir une autre résidence. Où irons-nous? Il n'y a pas de propriété disponible convenable à l'heure actuelle. S'il faut construire, il y aura naturellement plus de frais de construction et autres frais

d'entretien. Nous tomberions de la poêle à frire dans le feu.

Il y a aussi à considérer un autre aspect. La province de Québec occupe une position particulière. Le Saint-Laurent est la porte monumentale de l'entrée au Canada. Tout ce qui nous vient des pays étrangers, des visiteurs de haute distinction, nous arrive par cette voie. C'est Québec qui accueille, la ville et la province qui jouissent de la réputation d'une large hospitalité. Pour ne citer qu'un fait, le duc de York, en 1901, l'héritier présomptif de la couronne d'Angleterre, descendit à Québec et c'est à Spencer Wood qu'il se rendit. Pas un écrivain distingué, un ambassadeur ou autre étranger de marque ne passe au Canada sans être reçu à Spencer Wood.

Je ne voudrais pas consentir, dit-il, à ce que la province canadienne-française perde cette réputation de large et souriante hospitalité, un charme national, pour quelques dollars.

M. G. Langlois (Montréal no 3) reconnaît à autrui le droit de modifier son opinion, mais rappelle le mot de Thiers, ce prince des opportunistes qui doit être considéré comme le modèle des ministres, car il disait: "On n'est pas tenu d'avoir, au pouvoir, les opinions que l'on avait dans l'opposition". Il dit qu'il s'attendait à cette attitude du gouvernement.

Il repousse l'accusation de radicalisme lancée contre lui par le député de Québec-Comté (M. C. F. Delâge).

On a parlé de dignité en face des étrangers. Il aimerait mieux, quant à lui, montrer aux étrangers des oeuvres fécondes assurant la vie de cette race française d'Amérique à laquelle on a prêté de si glorieuses destinées: des bibliothèques publiques ou un collège d'agriculture, comme celui de Guelph, qu'on aurait pu bâtir avec les \$355 000 qu'a coûté Spencer Wood.

Il prie la Chambre de bien vouloir lui pardonner sa vivacité, mais il veut éprouver le libéralisme de la députation libérale. S'il peut trouver cinq députés pour l'appuyer, il demandera le vote.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que le député de Montréal no 3 a demandé aux libéraux de la Chambre d'appuyer sa motion, car les honorables messieurs Chapleau et Mercier étaient en faveur de l'abolition de Spencer Wood. Il fait remarquer que M. Chapleau, qui n'était pas un libéral, fut en faveur d'une semblable mesure, et dans les traditions du parti libéral, on constate que M. Mercier fut au pouvoir et qu'il n'a pas aboli Spencer Wood. M. Dechêne fut plus tard ministre et il n'insista pas sur son idée de quelques années antérieures. D'ailleurs, les circonstances sont complètement changées. Un point se soulève:

Sommes-nous propriétaires? Oui, mais propriétaires conditionnels.

Il fait l'historique de Spencer Wood. Cette résidence fut acquise par la puissance sous l'Union. En 1870, lorsque la résidence du gouverneur général fut transportée à Ottawa, le gouvernement fédéral céda Spencer Wood à la province, mais seulement pour y loger le chef de l'exécutif. Nous ne l'avons que pour nous en servir, dit-il. Si nous en disposions, ce serait pour en acquérir un autre et l'argent recueilli par la vente ne pourrait être versé dans le trésor provincial.

Cette réforme serait-elle de bon aloi? La province de Québec serait la seule qui occuperait cette singulière situation de déloger son premier citoyen pour sauver une dépense variant de \$4000 à \$5000 par année. Pour un tel montant, cela vaut-il la peine de se départir d'une résidence aussi convenable et élégante pour le chef de l'exécutif et représentant du souverain dans notre province?

C'est une dépense d'ailleurs dont profitent considérablement les terrains du palais législatif. Cette somme est en grande partie payée pour l'entretien des propriétés du gouvernement. Pour avoir \$4000 de plus par année au Trésor, la province de Québec traitera ainsi son gouverneur: La province de Québec ne logera plus son gouverneur!

Il fait allusion, comme l'a fait son collègue du comté de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), au fait que la plupart des distingués visiteurs venant au Canada arrivent en premier lieu à Québec, et que cela procure une grande satisfaction aux gens de cette province que les membres de la famille royale et autres distingués invités du monde de la politique ou des lettres puissent être reçus par la vieille province de Québec dans une résidence aussi belle que Spencer Wood.

Je n'avais pas l'honneur de siéger dans cette Chambre en 1895, mais je ne craindrais de revenir sur un vote. Comme l'a si bien dit l'honorable ministre des Terres, les circonstances sont tellement changées.

Lorsque le député de Saint-Louis aura acquis un peu d'expérience, il s'apercevra que la position prise par le gouvernement est la plus sage. Pourquoi l'honorable député n'a-t-il pas fait cette motion avant aujourd'hui? Voilà trois ans pourtant qu'il siège dans cette Chambre, est-ce bien le moment? La position financière de la province est de beaucoup préférable à ce qu'elle était, nous sommes entrés dans l'ère permanente des surplus, et sur le point d'obtenir le rajustement des subsides fédéraux. Pourquoi nous humilier au point de vue des autres provinces et même des autres pays? Il y va de l'honneur de la province de Québec. Le gouvernement ne regardera pas ce vote comme une affaire de confiance ou de non-confiance, mais il invite les membres à réfléchir avant de donner un vote qui pourrait être non pas seulement une

erreur ou un mauvais précédent, mais une mauvaise action si nous refusons de loger le représentant de la couronne.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer que plusieurs députés veulent se prononcer.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Rue Gain à Montréal

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits en comité général au bill (no 102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain dans la cité de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Club des ingénieurs
de Montréal

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 37) concernant le Club des ingénieurs de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Shawinigan Hydro
Electric Company"

M. P.-C. Neault (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company" soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte de Sherbrooke

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 61) révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Charte d'Iberville

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 60) refondant la charte de la ville d'Iberville soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Vente de O.-A. Richer
à T. Hannah

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 139) validant la vente et l'adjudication faite par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Dépôt de documents:**Permis de chasse
pour fins scientifiques****L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)**

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1907, pour la production d'une copie de la correspondance et de tous autres documents concernant les permis de chasse accordés par le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pour des fins scientifiques, durant l'année 1906. (Document de la session no 63)

La séance est levée à 6 h 30.

NOTE

1. Le député de Chambly fait allusion ici à l'affaire de l'Abitibi.

Séance du 22 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 159) amendant l'article 426 du code municipal et l'a adopté sans amendement.

Rapports de comités;

M. P. Pelletier (Sherbrooke): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement:

- bill (no 131) constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs;

- bill (no 67) concernant la cité de Sorel.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada";

- bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

**Charte de
Notre-Dame-de-Grâces**

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés.

Il déclare que toutes les parties intéressées n'ont pas été entendues lors de la discussion en comité d'un certain point du bill.

La proposition est refusée.

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 140) concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine et l'a

adopté avec plusieurs amendements.

Introduction de bills:

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 83) remplaçant l'article 2054 du code civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande la permission d'introduire un bill (no 149) amendant l'article 166 du code civil concernant les aliments.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Observance du dimanche

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Belle-chasse (l'honorable A. Turgeon), que, vu l'urgence, la 31ème règle de la Chambre soit suspendue et que permission lui soit donnée de présenter un bill (no 6) intitulé "Loi concernant l'observance du dimanche".

Il déclare que la Chambre connaît la loi fédérale passée à la session de 1906. Elle connaît le proviso relatif à l'application de cette loi aux provinces. Celle présentée a pour but de conserver l'état de choses que nous avons actuellement. Le résultat net de cette combinaison des lois fédérales et provinciales et des règlements municipaux sera de laisser à peu près les choses où elles étaient avant la promulgation de la dernière loi fédérale.

Nous voulons avoir notre propre loi sur l'observance du dimanche. Vu le retard nécessairement apporté par l'incendie des ateliers du Daily Telegraph, où les bills étaient imprimés en langue anglaise, et étant donné qu'il est important que cette loi soit sanctionnée avant le 1er mars prochain, il demande que son bill soit introduit sans avis de motion.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Belle-chasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

**Subvention aux
municipalités pour chemins**

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-R. Roy), que lundi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

Adopté.

Lettre du baron de l'Épine

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (l'honorable J. C. Kaine), que la lettre du baron de l'Épine, en date du 30 octobre 1906, déposée sur le bureau de la Chambre, à la séance du dix-neuf de février courant, soit inscrite dans les procès-verbaux et les journaux de cette Chambre.

Cette lettre se lit comme suit:

"Baron de l'Épine,
Rue d'Aiguillon, 134

Québec, 30 octobre 1906

"Monsieur le ministre,

"Je profite de vous savoir chez vous pour vous joindre et pour vous donner en même temps qu'à moi l'occasion de cesser nos dissensions, en un mot, c'est une dernière démarche de conciliation. Revêtu de votre caractère ministériel et usant librement de vos prérogatives, vous m'avez promis une position, c'est la revendication de cette promesse de votre part qui a amené nos dissentiments, vous savez et je vous affirme que je suis résolu à poursuivre l'exécution de cette promesse par tous les moyens légitimes, ma volonté sera inébranlable. Jusqu'à présent si j'ai parlé, et je n'avais aucun motif de me taire, je n'ai pas écrit, cela viendra si je n'obtiens pas satisfaction et à la prochaine session vous succomberez sous le poids de diverses accusations, notamment celle d'avoir ruiné à jamais l'immigration belge dans la province de Québec, le hasard des circonstances a mis à ma disposition un dossier foudroyant pour la démonstration de cette théorie. Dans ces conditions, je ne crains pas la guerre ouverte, mais elle me peinerait fort et me désobligerait extrêmement, je ne tiens pas du tout à vous créer des ennuis, je veux simplement me sauver du ridicule dont vous m'avez couvert et gagner honorablement ma vie.

"Vous êtes ministre, je suis un simple particulier, à moi de faire la démarche, je la fais franchement, mais c'est la dernière; il est facile pour vous d'y répondre indirectement, en me faisant donner dans un autre département, un travail que vous ne pourriez plus me donner sous vos ordres. Dans de telles conditions, je travaillerai à effacer la mauvaise impression qui règne en Belgique, et je vous ferai remettre un dossier qui restera sans cela un document contre votre carrière politique.

"Croyez-moi, cherchons plutôt un terrain d'entente qu'un lieu de combat et je trace ces lignes sous l'inspiration du calme et de la réflexion.

"J'ai l'honneur, monsieur le ministre, de vous saluer.

"(Signé) Baron de l'Épine"

M. P.-É. LeBlanc (Laval) ne croit pas que la Chambre doive adopter cette proposition. Cette lettre n'est pas un document public. Les procès-verbaux sont destinés aux documents publics afin de tenir compte des procédures de la Chambre. Or, la lettre de M. de l'Épine n'est pas par elle-même une procédure et elle n'est aucunement rattachée à une procédure de la Chambre. Cette lettre va apparaître comme un cheveu sur la soupe si on l'insère dans nos procès-verbaux.

À sa face, cette lettre paraît avoir été écrite par le baron de l'Épine, le 30 octobre 1906. Elle était évidemment destinée à un ministre, mais ce ministre n'y est pas nommé; l'auteur réclame de son correspondant l'accomplissement d'une promesse librement consentie et il parle de dissensions qui existeraient entre lui et le ministre auquel il écrit. Cette lettre qui peut avoir été adressée à n'importe qui, attendu qu'elle ne contient aucunement le nom du destinataire, parle en outre de certaines mauvaises impressions que le voyage d'un certain ministre aurait créé en Belgique.

Quelle est cette promesse, quelles sont ces impressions? On ne le sait pas. Rien dans la correspondance ne peut nous éclairer sur la nature de ces impressions ou sur le caractère de cette promesse. Bref, la Chambre ne connaît rien officiellement de ce qui peut s'être passé en Belgique ou ici, entre M. de l'Épine et le ministre en question, elle ne sait même pas à quel ministre cette lettre fait allusion, et elle irait ordonner l'inscription de ce document dans nos procès-verbaux sans savoir à quoi il se rattache? Je ne puis pas croire cela. La proposition est trop ridicule.

Pourquoi l'honorable ministre de la Colonisation veut-il que cette lettre soit inscrite au procès-verbal? Évidemment, c'est pour préjuger l'opinion publique contre M. de l'Épine.

Qui est M. de l'Épine? C'est un noble belge, venu au Canada à la demande du gouvernement, pour importer des chevaux en vue d'améliorer la race chevaline. C'est un officier du gouvernement, pris à son service par les ministres actuels, qui l'ont déjà comblé d'éloges, qui en ont fait le représentant de la province de Québec à l'exposition de Liège, qui ont profité de ses relations en Belgique, pour se faire recevoir en pachas dans ce pays, et dont le ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost) lui-même disait, le 22 mai 1906, que c'était un brave ami des Canadiens à qui il

rendait d'inappréciables services.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) soulève un point d'ordre et déclare que le député de Laval parle à côté de la question.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que pour établir sa proposition, à savoir que M. de l'Épine a toujours joui de la confiance du gouvernement et que cette prétendue lettre ne peut avoir été écrite que sous l'empire de certains faits que la Chambre doit connaître avant de passer jugement, il lui faut nécessairement analyser cette lettre.

Avant d'être insérée dans les procès-verbaux, cette lettre doit nécessairement être précédée de quelques éclaircissements. Les dissensions surtout auxquelles il y est fait allusion sont surprenantes, lorsqu'on sait que jusqu'ici, le baron de l'Épine a toujours joui de la confiance du gouvernement et de tous les ministres.

Pour l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable A. Turgeon) ainsi que pour l'honorable ministre de la Colonisation, plus tard, il fut un aide puissant; c'est ce que se plaisaient à déclarer les ministres eux-mêmes par la voix des journaux ministériels tels Le Soleil, La Presse et La Patrie dans des interviews tout cuits d'avance par M. Pelland, publiciste du ministre de la Colonisation.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Ceci est une accusation très grave. Ce n'est pas dans l'ordre. Si l'honorable député prétend que les articles dont il parle ont été tout cuits d'avance, qu'il suive la procédure régulière pour de telles accusations.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) soutient ce qu'il a dit au sujet de M. Pelland.

M. l'Orateur rappelle le député de Laval à la question.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il veut analyser la lettre du baron de l'Épine. Il cite une interview du ministre de la Colonisation, interview qu'il dit très élogieuse pour le baron de l'Épine, qui a été publiée dans La Patrie du 28 mai 1906 et qui aurait été préparée à l'avance par M. Alfred Pelland, publiciste du département de la Colonisation. Dans cet article, le baron est appelé "ce brave ami des Canadiens français".

M. l'Orateur interrompt le député de Laval et lui demande si la lecture de cet article est bien nécessaire pour démontrer que la lettre du baron de l'Épine ne doit pas être insérée.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): J'en suis, dit-

il, à établir que jusqu'ici, le baron de l'Épine a toujours joui de la confiance du gouvernement et du ministre de la Colonisation en particulier, et que pour cette raison il importe de connaître quelles sont ces dissensions dont parle la lettre que j'analyse.

Il fait remarquer combien ce document est incomplet et combien trop de choses y demeurent inexplicables. Il faudrait savoir, avant de l'inscrire dans les procès-verbaux, quelle est cette promesse, quelles sont ces dissensions auxquelles il y est fait allusion.

M. l'Orateur fait remarquer au député de Laval que c'est lui-même, le représentant de Laval, qui a demandé la production de cette lettre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) veut qu'il soit bien compris qu'il ne s'objecte pas à la production de ce document, mais il demande que l'on fasse la chose régulièrement, de façon à ce que en consultant plus tard les procès-verbaux, l'on sache de quoi il s'agit, par quoi l'inscription a été provoquée et dans quelles conditions elle a été ordonnée.

Il croit être dans son droit en donnant toutes les raisons qu'il peut avoir de s'opposer à la motion débattue.

Il parle de l'accusation portée, dans un certain journal, contre le ministre de la Colonisation au sujet de la provenance de cette lettre. D'après ce journal, cette lettre n'aurait pas été envoyée par le baron. Cette accusation est très grave. Le ministre de la Colonisation nous aurait donc trompés. On a parlé de chantage. Non. La conduite du baron de l'Épine est celle d'un homme qui demande l'exécution d'une promesse.

Pour lui, il n'y a dans toute cette affaire qu'une simple question de privilège, et c'est pourquoi il propose en amendement, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants:

"Attendu qu'il n'y a pour la Chambre aucune raison d'insérer aux procès-verbaux cette lettre portant la date du 30 octobre 1906 attribuée au baron de l'Épine et produite à la séance du 19 février courant;

"Attendu qu'une question de privilège a été soulevée au sujet de cette lettre et que, pour l'honneur de cette Chambre, il convient de référer toute cette question au comité qu'il appartient;

"Qu'il soit résolu que ladite lettre soit référée au comité des privilèges et élections pour informations et rapport à la Chambre".

Et l'amendement étant soumis à la Chambre,

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, en sous-amendement, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), que les mots

suivants soient ajoutés à la fin de la motion en amendement de l'honorable représentant de Laval, savoir:

"Et avec instruction audit comité des privilèges et élections de s'enquérir de la provenance de ladite lettre, des circonstances dans lesquelles elle a été écrite, des circonstances dans lesquelles elle est parvenue entre les mains du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et généralement de tout ce qui concerne cette lettre, ainsi que des matières et choses auxquelles elle réfère, d'entendre l'honorable M. Prévost ainsi que M. le baron de l'Épine et leurs témoins, sous serment, et de faire rapport de tous ses procédés à cette Chambre".

Il déclare qu'il fait sa motion immédiatement afin de permettre à l'honorable ministre de la Colonisation qui, sans doute, aura quelques mots à dire, de couvrir tout le terrain immédiatement. Il ne croit pas que l'on puisse prétendre sérieusement insérer la lettre dans les procès-verbaux dans sa forme actuelle. La lettre n'est pas parvenue au ministre de la Colonisation par la bonne voie.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande à la Chambre de repousser les propositions des députés de Laval et de Joliette, et de se rallier à la motion de l'honorable ministre de la Colonisation qui lui paraît absolument légitime.

Nous sommes en face de trois questions, dit-il. La première, celle de l'honorable ministre de la Colonisation, est une demande d'inscription dans les procès-verbaux de l'original d'une lettre dont on lui a demandé la production; la deuxième, celle du député de Laval, demande d'enquêter sur la provenance de la lettre et divers détails; la troisième, celle du député de Joliette, demande d'enquêter sur la façon dont cette lettre est parvenue et tous les faits qui s'y rattachent.

C'est trop. Une enquête, nous n'en avons pas peur, et du moment qu'un député voudra prendre la responsabilité de quelques accusations, nous accorderons toute demande d'enquête à ce sujet, mais pour le moment nous ne voyons pas qu'il soit juste d'exiger une enquête pour savoir si c'est le ministre de la Colonisation ou l'Événement qui dit vrai. Quant à sa face même, l'article de l'Événement est un mensonge que ces messieurs n'osent pas appuyer. L'Événement dit que la lettre n'a jamais été écrite.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): L'Événement ne dit pas cela, mais dit que cette lettre n'a jamais été envoyée au ministre de la Colonisation.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Non, M. l'Orateur. Que la lettre n'avait jamais été écrite. Que l'honorable député relise l'article du journal qu'il a cité et sur

lequel il s'est basé et il va se corriger lui-même.

Dès l'arrivée de l'honorable ministre de la Colonisation, l'original fut produit, et c'est à la suite de la production de ce document que la motion est soumise à la considération de cette Chambre après avis. Il s'agit simplement de décider si la Chambre va permettre l'insertion dans des procès-verbaux.

Maintenant, par les amendements à la motion, on veut demander toute une enquête sur le voyage en Belgique de l'honorable ministre de la Colonisation et sur ce qui s'y rattache.

Est-ce là la procédure à suivre pour atteindre cette fin? Non, M. l'Orateur. Si l'on veut une enquête, le chef de l'opposition et son lieutenant ont une trop longue expérience parlementaire pour ignorer que le mode qu'ils ont adopté est irrégulier. Si l'on veut une enquête, que l'on porte des accusations, et des accusations directes, et non de vagues insinuations. Que quelqu'un prenne la responsabilité d'une enquête. Autrement, si elle était accordée, ce serait injuste et pour l'honorable ministre de la Colonisation et pour le cabinet et pour la Chambre elle-même. Tous les membres du cabinet sont solidairement responsables des actes d'un de leurs collègues. Que l'on fasse une enquête sur tous les actes du gouvernement, mais que l'on suive la procédure régulière pour la demander.

Cette Chambre n'a donc qu'une question à décider, savoir l'insertion du document produit dans les procès-verbaux de la Chambre. Lorsque les honorables députés de Laval et de Joliette croiront qu'il est intéressant d'enquêter, qu'ils portent des accusations. Nous sommes prêts!

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) ne veut ajouter qu'un mot au plaidoyer de l'honorable premier ministre, afin de réparer un oubli du député de Laval qui, au cours de son apologie du baron de l'Épine, a passé sous silence les seules trois dernières lignes de sa lettre qui constituent précisément la tentative de chantage et où il est question de la remise d'un dossier compromettant en échange d'une place. Il lit les lignes en question: "Et je vous ferai remettre un dossier qui, sans cela, restera un document contre votre carrière politique". C'est là le chantage, dit-il.

M. J.-M. Tellier (Joliette) regrette que le premier ministre n'ait pas pensé à répondre un mot aux arguments du député de Laval.

Le but du ministre de la Colonisation, en demandant cette inscription, est sans doute de détruire des accusations portées contre lui dans la presse, en démontrant qu'elles proviennent d'un homme compromis ou taré, qui se sert de moyens invouables.

Mais pense-t-il vraiment atteindre son but avec cette lettre que rien n'explique?

Supposons que cette lettre soit un faux, et je prétends, dit-il, que le ministre de la Colonisation ne peut pas dire que cette lettre n'est pas un faux, à moins qu'elle lui ait été remise par l'auteur en personne, et le ministre n'a pas prétendu cela: supposons, dis-je, que cette lettre soit un faux et que dans un mois ou deux cela soit prouvé, dans quelle position serons-nous? Cette lettre apparaîtrait dans les procès-verbaux comme un document égaré.

Il ne partage pas l'opinion du premier ministre; il ne connaît pas de procédé plus régulier que celui qu'il suggère par son sous-amendement.

Il ne s'agit pas ici de porter des accusations. C'est le ministre lui-même qui tente de répondre par la production de la lettre du baron de l'Épine à une accusation qui vient du dehors. Cette accusation portait que la lettre en question n'a pas été envoyée au ministre par son signataire. Et le vrai moyen pour le ministre d'y répondre, c'est de faire constater officiellement la provenance du document par le tribunal parlementaire ordinaire, le comité des privilèges et élections.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) dit que si un député porte une accusation directe sur des faits, il sera heureux d'y répondre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Quelles accusations?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Le sais-je? Est-ce à moi à m'accuser? Cherchez-les!

M. J.-M. Tellier (Joliette) répond que la lettre ne peut être insérée aux procès-verbaux de la Chambre et, si une enquête est tenue, le ministre pourra se défendre lui-même.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) prend la parole.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il veut corriger l'interprétation donnée à l'article de l'Événement par le premier ministre. Il lit l'article en question.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Gault, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc et Tellier, 6.

Contre: MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Standstead), Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Côté, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Gendron, Gillies, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Kelly,

Lacombe, Lafontaine (Berthier), Mackenzie, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Robitaille, Roy (Kamouraska), Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Rimouski), Thériault, Turgeon, Walker et Weir, 37.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement étant alors mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Gault, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc et Tellier, 6.

Contre: MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Standstead), Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Côté, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Gendron, Gillies, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Kelly, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Mackenzie, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Robitaille, Roy (Kamouraska), Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Rimouski), Thériault, Turgeon, Walker et Weir, 37.

L'amendement est rejeté.

Et la motion principale étant de nouveau proposée,

M. P.-É. LeBlanc (Laval) soulève un point d'ordre qu'en vertu de la 94ème règle de la Chambre, l'impression de cette lettre ne peut pas être ordonnée. Il faut renvoyer la chose au comité des impressions. Il cite Bourinot à l'appui de son point d'ordre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que le comité des impressions n'a rien à faire en cela, puisqu'il s'agit d'une question de privilège. Il cite plusieurs précédents à l'appui de la proposition du ministre de la Colonisation.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre soulevé par le député de Laval comme suit:

"La 94ème règle ne s'applique qu'à l'impression des documents réunis, après chaque session, dans les volumes intitulés "Documents de la session". Mais la Chambre a certainement le droit d'ordonner l'insertion, dans les procès-verbaux de ses séances et dans les journaux de ses délibérations, d'un document dont elle a permis le dépôt sur son bureau et qui forme partie de ses archives. En conséquence, je renvoie le point d'ordre.

La proposition principale est adoptée sur division.

Dépôt de documents:

**Compagnie de tramway
de Longueuil**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1907, demandant la production d'une copie de tous ordres en conseil, correspondance, rapports, mémoires et documents se rapportant:

1. À l'approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil d'un certain règlement du conseil municipal de la paroisse de Longueuil accordant certaines franchises à la Compagnie de tramway de Longueuil;

2. À l'érection en municipalité de village, sous le nom de Montréal-Sud, d'un certain territoire extrait des limites de la municipalité de la paroisse de Longueuil. (Document de la session no 64)

Rapport de l'inspecteur des prisons, M. Woods

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 février 1907, pour la production d'une copie du rapport de M. le docteur Woods, inspecteur des prisons, etc., en date du 10 avril 1906 et de la réponse à ce rapport de M. L.-U.-A. Genest, greffier de la paix, Trois-Rivières, en date du 28 avril 1906, adressée à M. le shérif Charles Dumoulin et transmise à l'honorable procureur général, à Québec. (Document de la session no 65)

Rapports judiciaires officiels de Québec

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 février 1907, pour la production d'une copie des documents concernant la publication des rapports judiciaires officiels de Québec. (Document de la session no 66)

Prestation du serment

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 171) amendement les statuts refondus relativement à la prestation du serment.

Adopté.

En comité:

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) déclare qu'actuellement la prestation du serment n'est dictée que par l'usage. On baise l'Évangile. Il trouve que cela n'est pas hygiénique et que cela communique des maladies.

Son bill décrète que l'on prêterait serment en plaçant la main droite sur les saints Évangiles, en promettant de dire la

vérité en réponse aux questions qui seront posées.

Dans les cas où un autre mode de prestation est plus en harmonie avec les croyances de la personne qui prête serment, la chose sera laissée à la discrétion du tribunal ou de l'officier.

MM. P. Pelletier (Sherbrooke), G.-A. Lacombe (Montréal no 1) et P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) appuient le bill.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) approuve le principe du bill, mais croit que l'on ne devrait pas spécifier que c'est la main droite qui sera placée sur les Évangiles.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) consent à remettre l'étude de son bill à plus tard, afin de considérer les suggestions qu'on lui a faites.

Le comité ayant siégé quelque temps fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Annexion de lot à Sainte-Eulalie dans Nicolet

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), que le bill (no 184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant pour toutes fins à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Chemins à barrières de la rive sud

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que le bill (no 188) amendement de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Entretien de Spencer Wood depuis 1867

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné le 21 février dernier sur la motion proposée par le député de Montréal no 3 (M. G. Langlois), qui se lit comme suit:

"Qu'attendu que les dépenses de réparations et d'entretien de Spencer Wood, depuis 1867, se sont élevées aux montants suivants:

1867-68	\$ 00.00
1868-69	00.00
1869-70	672.88
1870-71	3 184.30
1871-72	2 428.88
1872-73	64 490.30
1873-74	28 894.59
1874-75	8 473.75
1875-76	7 853.00
1876-77	7 753.11
1877-78	8 721.74
1878-79	7 249.74
1879-80	13 311.89
1880-81	13 245.87
1881-82	23 824.74
1882-83	23 780.94
1883-84	15 950.00
1884-85	10 129.07
1885-86	8 109.00
1886-87	6 737.32
1887-88	7 758.67
1888-89	6 114.22
1889-90	9 010.92
1890-91	8 264.35
1891-92	8 208.37
1892-93	8 851.31
1893-94	13 919.66
1894-95	9 416.00
1895-96	7 919.16
1896-97	8 515.40
1897-98	8 443.65
1898-99	8 035.27
1899-1900	7 215.43
1900-01	7 192.37
1901-02	7 864.06
1902-03	7 080.30
1903-04	7 701.76
1904-05	8 210.47
1905-06	9 460.71
Total	\$355 998.46

"Il soit résolu que cette Chambre est d'avis que, vu l'état des finances de cette province, il est nécessaire de cesser de faire des dépenses de réparations, d'entretien et d'améliorations à Spencer Wood, et de disposer de cette propriété à l'expiration du terme d'office de celui qui l'occupe maintenant;

"Que cette Chambre compte sur le patriotisme éclairé et le désintéressement des personnes nommées au poste honorable et largement rétribué de lieutenant-gouverneur pour l'aider à réaliser cette économie considérable."

M. J. Lafontaine (Berthier) demande que la motion du député de Montréal no 3 (M. G. Langlois) soit retirée étant donné que celui-ci, de même que le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau) qui a appuyé la motion, ainsi que le député de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis) qui avait proposé l'ajournement et qui devait parler aujourd'hui, sont tous trois absents. Comme le gouvernement avait obtenu du député de

Montréal no 3 qu'il retirât sa proposition, c'est ce qu'il veut faire aujourd'hui en son nom.

M. J.-M. Tellier (Joliette) rappelle les évolutions du parti libéral sur cette question de Spencer Wood. Les libéraux ont trop souvent amené cette question devant la Chambre pour abuser de la confiance du peuple. Il dit que le parti conservateur, après s'être prononcé lorsqu'il était au pouvoir pour le maintien de la résidence vice-royale, ne croit pas devoir modifier son opinion dans l'opposition, contrairement au parti libéral. Le parti conservateur a toujours repoussé les propositions faites dans le sens du député de Montréal no 3. L'attitude du député de Montréal no 3 était logique hier, mais elle ne l'est plus aujourd'hui. C'est pourquoi il propose en amendement, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en constatant que le parti libéral a oublié, négligé, méconnu ou sacrifié, depuis bientôt dix ans qu'il est au pouvoir, cet article de son programme comportant l'abandon de Spencer Wood et la suppression de toute dépense pour le logement du lieutenant-gouverneur, s'il persiste à maintenir à Spencer Wood la résidence du lieutenant-gouverneur, fera tout en son pouvoir pour réduire autant que possible les frais d'administration et d'entretien de cette propriété".

Et l'amendement étant proposé,

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, en sous-amendement, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), que les mots suivants soient ajoutés à la fin dudit amendement: "Et cette Chambre espère que le gouvernement s'appliquera à réduire les dépenses, non seulement à Spencer Wood, mais dans toutes les branches du service public".

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Dorris, Gault, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc et Tellier, 7.

Contre: MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Côté, Décarie, Delâge, Dion, Gendron, Gillies, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Marchildon, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tessier (Rimouski), Taschereau, Thériault, Turgeon et Weir, 33.

Ainsi, le sous-amendement est rejeté.

L'amendement étant ensuite mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Dorris, Gault, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc et Teliier, 7.

Contre: MM. Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Caron (Matane), Champagne, Chauret, Côté, Décarie, Delâge, Dion, Gendron, Gillies, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Lacombe, Lafontaine (Berthier), Marchildon, Panet, Pelletier, Perrault, Pilon, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Tanguay (Lac-Saint-Jean), Taschereau, Tessier (Rimouski), Thériault, Turgeon et Weir, 33.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

Et la proposition principale étant soumise, elle est rejetée "nemine contradicente".

Interpellations:

Compagnies d'assurance non licenciées

M. J. Lafontaine (Berthier) pour M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Quel est le nombre des compagnies d'assurance contre le feu, non licenciées, faisant affaires dans la province de Québec?

2. Quel est le nombre de ces compagnies, non licenciées, qui ont déposé entre les mains du gouvernement, conformément à la loi, un état assermenté de leurs opérations?

3. Le gouvernement sait-il que la compagnie d'assurance "Vermont Mutual" fait] ouvertement et sans autorisation, des affaires dans les Cantons de l'Est?

4. Est-ce l'intention du gouvernement de demander à cette compagnie de faire un dépôt entre les mains du gouvernement et de produire un rapport?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): L'inspecteur officiel des compagnies d'assurance contre le feu a porté à la connaissance du gouvernement que la compagnie d'assurance "Vermont Mutual", non licenciée, a fait quelques affaires dans la province et qu'elle n'a pas d'agent résidant dans cette province.

L'inspecteur d'assurance doit voir à ce que cette compagnie se conforme à la loi.

D'après nos renseignements, c'est la seule compagnie non licenciée qui fait des affaires dans la province.

Corporation l'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation

l'Aquarium.

Adopté.

En comité:

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il s'oppose à l'étude de ce bill immédiatement, car il y a de nombreuses personnes qui s'opposent à ce bill et qui n'ont pas eu le temps de le combattre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) accepte que l'étude du bill soit remise à lundi prochain.

Le comité ayant siégé quelque temps fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

M. Frederick Parker Walton

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 141) autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Terrebonne

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 62) amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic;

- bill (no 63) constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company";

- bill (no 73) constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company";

- bill (no 92) ratifiant et confirmant

un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme et al., à James-N. Greenshields;

- bill (no 95) constituant en corporation l'Assistance publique;

- bill (no 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma;

- bill (no 119) amendant la loi constituant en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 33) concernant le "German Club Teutonia";

- bill (no 34) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans;

- bill (no 45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;

- bill (no 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce;

- bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges;

- bill (no 77) concernant la succession Tourville.

"Club Teutonia"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 33) concernant le "German Club Teutonia". Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 34) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans. Les amendements sont lus pour la première fois.

Succession J. Pratt

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 45) amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt. Les amendements sont lus pour la première fois.

M. Arthur Contant

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres. Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce. Les amendements sont lus pour la première fois.

Ville de la Côte-des-Neiges

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges. Les amendements sont lus pour la première fois.

Succession L. Tourville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 77) concernant la succession de L. Tourville. Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à 6 h 15.

Séance du 25 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre l'état des affaires de la congrégation des soeurs du Perpétuel Secours de Saint-Damien, comté de Bellechasse, pour l'année 1906. (Document de la session no 23)

Version anglaise des projets de loi

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) annonce que vu l'incendie des ateliers du Daily Telegraph, où s'imprimaient les journaux et documents anglais de la session, les députés anglais consentent à procéder à l'étude des projets de loi imprimés seulement en français sans attendre la version anglaise.

Introduction de bills:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

Il déclare que cette loi a pour but d'autoriser les compagnies d'assurance à prendre des risques sur la vie des personnes au bénéfice des maisons d'éducation, ce qui ne semble pas permis par les lois actuelles, qui décrètent en principe que le bénéficiaire doit avoir intérêt à la vie de l'assuré.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions.

Il déclare que la loi a pour but de rendre la législation à peu près uniforme au sujet de la constitution des compagnies et elle sera donc fondée sur la loi fédérale de 1902 que l'on a suivie de très près en rédigeant le projet de loi.

La législation se verra transformée par la nouvelle loi, dont l'un des effets sera de réduire considérablement le nombre de bills privés présentés à la Chambre. En plus des compagnies de chemin de fer, institutions bancaires et compagnies de prêt, toutes les autres compagnies par actions devront désormais être constituées par lettres patentes et non par des mesures législatives, à moins que des pouvoirs exceptionnels soient demandés.

Il donnera de plus amples explications lors de la seconde lecture du bill.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Si la loi est une copie de celle d'Ottawa, c'est une raison de plus pour s'en défier.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 22) amendant l'article 4658 des statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social.

Il déclare que le bill a pour but, au cas où l'un ou plusieurs des directeurs provisoires meurent avant la date fixée pour le choix des directeurs définitifs que ses ou leurs héritiers deviennent "ipso facto" directeurs provisoires.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) demande la permission d'introduire un bill (no 196) amendant la loi des mines de 1892.

Il explique que cette loi a pour but de limiter la grandeur de territoire pouvant être concédé par un permis d'exploration pour mines et d'augmenter les droits imposés pour le permis d'exploration. Les permis d'exploration ne pourront comprendre plus de cinq milles carrés et les permis d'exploitation plus de quatre cents acres, la balance des cinq milles dont on détachera ainsi quatre cents acres devra être vendue aux enchères.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Dépôt de documents:**Colons de Saint-Pierre et Miquelon**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 21 février 1907, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et quelque personne que ce soit, relativement à l'immigration récente d'une portion notable de colons originaires de la vieille colonie française Saint-Pierre et Miquelon. (Document de la session no 67)

Compagnies d'assurance

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska)

dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre du 8 février 1906, pour la production de copie de documents se rapportant aux taxes sur les compagnies d'assurance sur la vie et à l'assurance d'état (Document de la session no 68)

Observance du dimanche

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 6) concernant l'observance du dimanche.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"Il est défendu le dimanche, dans un but de lucre, sauf néanmoins le cas de nécessité ou d'urgence, d'exécuter ou de faire exécuter aucune oeuvre industrielle, ainsi que d'exercer aucun négoce ou métier, ou de donner ou d'organiser des spectacles, ou des excursions accompagnées de vente de liqueurs enivrantes, ou de prendre part ou d'assister à ces spectacles ou à ces excursions".

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) fait observer que le bill ne lui semble pas suffisamment clair relativement aux jeux athlétiques et aux joutes le dimanche. Il voudrait savoir si les joutes de baseball et de football seront défendues. Il fait alors remarquer qu'il y a beaucoup de divertissements, tels ceux qui ont lieu au parc Sohmer, qui pourraient être interprétés par les tribunaux comme "spectacles" et qui seraient défendus le dimanche en vertu de cette disposition, tandis que l'intention du gouvernement, s'il comprend bien, est d'interdire seulement les représentations théâtrales.

Il craint que le théâtre du Kent aux chutes Montmorency ne soit obligé de fermer ses portes le dimanche.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que les jeux seront permis mais que les représentations théâtrales seront défendues.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) doute encore que les joutes sportives soient permises. Il se dit encore inquiet du sort du Kent. Cette loi défend ce qu'on appelle "spectacles". Ce mot signifie bien des choses.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que les joutes de baseball et autres sports ne seront pas défendus. C'est dans nos usages. Il n'a cependant pas d'objection à remplacer le mot "spectacle" dans l'article 2,

pour les mots "représentation théâtrale".

M. P.-É. LeBlanc (Laval) voudrait savoir si les bateaux à vapeur pourront continuer à circuler.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Certainement. Tout est permis, sauf ce qui est spécifié dans la clause no 2. Nous avons bien pesé les dispositions de ce projet de loi, et nous croyons que la Chambre peut l'adopter en toute confiance.

Cet article est amendé et le mot "spectacles" est remplacé par les mots "représentations théâtrales" après les mots "ou d'organiser des" et "d'assister à ces".

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"L'amende appartient à la couronne, mais le recouvrement n'en peut être demandé que par un sujet britannique, dans les deux mois qui suivent le délit, devant un juge des sessions de la paix, un recorder ou un magistrat de police ou de district ou deux juges de paix, conformément aux dispositions de la partie LVIII du code criminel, 1892."

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) souligne que la loi provinciale prévoit une pénalité pour toute transgression à la loi du dimanche et la loi fédérale impose une autre pénalité. Il aimerait savoir quelle pénalité sera retenue par les tribunaux, celle du provincial ou du fédéral.

Il croit qu'il ne devrait y avoir qu'une seule pénalité.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) partage cette opinion et il consent à amender la clause 4.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"L'amende appartient à la couronne, mais le recouvrement n'en peut être demandé que par un sujet britannique, dans les deux mois qui suivent le délit, devant un juge des sessions de la paix, un recorder ou un magistrat de police ou de district, ou deux juges de paix, conformément aux dispositions de la partie XV du code criminel, et lorsqu'une personne enfreint quelque une des dispositions de la présente loi et que cette infraction est aussi une contravention à une autre loi, le délinquant peut être poursuivi soit en vertu des dispositions de la présente loi, soit en vertu des dispositions de toute autre loi applicable à la contravention imputée."

M. E. Roy (Montmagny) demande si le délit de cigares sera défendu le dimanche.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) explique que la nouvelle loi n'ordonne pas la

fermeture des débits de rafraîchissements et de tabac.

C'est encore une question de tolérance et sujette aux règlements municipaux qui sont d'ailleurs respectés tels que le veut la loi.

M. A. Jobin (Québec-Est): Il n'y a donc que les excursions où l'on vend des liqueurs enivrantes qui sont défendues le dimanche?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):
Oui.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et le petit négoce dans les municipalités?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):
Les municipalités pourront passer des règlements à ce sujet.

M. G. Langlois (Montréal no 3): La loi actuelle permet-elle d'imprimer un journal le dimanche?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Il n'est pas permis d'imprimer les journaux le dimanche matin, mais il est permis de vendre le dimanche, selon les règlements municipaux, les journaux du dimanche terminés à minuit, le samedi.

M. G. Langlois (Montréal no 3) demande si l'on permettra aux pressiers de travailler le dimanche matin quand les typographes arrêtent de travailler à minuit.

Il prend le cas de l'édition spéciale du dimanche matin ou celle du samedi soir pour les nouvelles du sport, pour lesquelles le travail doit se poursuivre après minuit, le samedi; il signale aussi le Nationaliste du dimanche.

Il fait également remarquer que pour The Gazette et le Canada, qui paraissent le lundi matin, les typographes et les pressiers doivent en général commencer le travail vers 8 heures le dimanche soir, et continuer à travailler, comme c'est le cas pour tous les journaux du lundi matin, jusqu'aux dernières heures du dimanche. Il ne voit pas la différence entre cela et le travail qui peut parfois s'étendre après minuit le samedi.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) convient qu'il n'y a, en principe, aucune différence entre les deux cas mentionnés, mais il est content de dire que bien que l'on ait tout d'abord demandé que le travail soit autorisé, en cas d'urgence, jusqu'à deux heures du matin le dimanche pour les journaux qui ont été mentionnés, il a depuis appris que l'arrêt de travail pour minuit serait satisfaisant.

M. G. Langlois (Montréal no 3) déclare que la loi telle que rédigée ne conviendra

sans doute pas à des journaux tels que The Standard.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il a eu une entrevue avec l'administrateur du journal The Standard et que celui-ci trouvait l'arrangement très satisfaisant. La loi n'interviendra en aucune façon avec la publication des journaux du lundi matin, car ils vont sous presse bien après minuit, le dimanche.

M. E. Roy (Montmagny) demande si la loi affectera les petits commerçants qui, dans certaines paroisses de comté, n'ouvrent leurs magasins que pour quelques heures le dimanche afin d'accommoder les fermiers qui vivent assez loin et ne viennent au village que le dimanche.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que ceci est défendu depuis longtemps par la loi. Seulement, on a toujours un peu toléré. Cette tolérance pourra continuer.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"Rien dans la présente loi n'abroge les lois de cette législature en vigueur ni les règlements adoptés en vertu d'icelles concernant l'observance du dimanche, lesquels continuent à produire leur plein effet jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou abrogés, conformément à la loi."

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande ce qui arrivera dans les municipalités où il n'y aura pas de règlements.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que ces municipalités n'auront qu'à en faire.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rue Gain à Montréal

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal, soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 131) constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. E. Roy (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois. Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charts de Notre-Dame-de-Grâces

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces, étant lu,

M. l'Orateur: Je constate par les procès-verbaux de la séance de vendredi dernier et par l'article 42 du feuillet des ordres que l'honorable député d'Hochelaga a donné avis que, lors de la considération en comité général et à la troisième lecture du bill (no 68) intitulé "Loi amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces", il proposerait de référer le bill de nouveau au comité des bills privés. Comme il est de mon devoir de signaler à la Chambre toute irrégularité de la procédure, je crois opportun de déclarer que l'avis de motion de l'honorable député d'Hochelaga n'était pas nécessaire. Je profiterai de l'occasion pour bien définir la 31^{ème} règle relative aux avis de motion. Elle se lit comme suit:

"31. Toute motion demandant l'autorisation de présenter un bill, une résolution, une adresse, de nommer un comité ou de faire une interpellation, doit être précédée d'un avis de deux jours; mais cette règle ne s'applique pas aux bills publics après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux motions pour prolonger l'ajournement de la Chambre. L'avis préalable doit être déposé sur le bureau avant six heures. Il est imprimé à la suite du procès-verbal du jour."

La règle est donc très claire. En autant qu'elle s'applique aux bills publics et privés, elle n'exige l'avis que pour leur présentation. À la généralité de la règle, il n'y a que la seule exception prévue par la 67^e règle, en vertu de laquelle avis doit être donné de tout amendement important à un bill privé. Mais lorsque la Chambre a autorisé la présentation d'un bill, toutes les motions nécessaires pour les diverses phases de la

procédure relative aux bills se font sans avis préalable.

Je crois devoir ajouter que l'honorable député d'Hochelaga était parfaitement dans l'ordre, vendredi dernier, en proposant après la lecture du 17^{ème} rapport du comité des bills privés le renvoi immédiat, de nouveau, du bill (no 68) au comité des bills privés, parce qu'un avis n'est pas requis pour une motion à l'effet de renvoyer un bill à un comité permanent de la Chambre. Qu'il me suffise de citer l'autorité de May, page 374, 2^e édition:

"No notice is required of a motion to commit a Bill to a standing committee, and this motion can be made though the bill is under consideration by a committee of the whole House." (Il n'est requis aucun avis de motion pour soumettre un bill à un comité permanent, et la motion peut être faite même alors que le bill est soumis à l'examen du comité général de la Chambre.)

Si l'honorable député d'Hochelaga ne s'était pas tout de suite désisté de sa demande, et s'il avait proposé sa motion, il eût été de mon devoir de la déclarer dans l'ordre.

Je fais ces remarques avec le désir d'être utile à la Chambre, en lui disant clairement l'interprétation que je donne à la 31^{ème} règle et l'application que j'en ferai.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. A. Godbout), que l'ordre du jour concernant ce bill soit rescindé et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés pour y être reconsidéré.

Il explique que, lors de l'adoption d'un certain amendement à ce bill, il était absent du comité, ayant quitté la pièce quelques instants pour parler à son chef avec qui il avait un rendez-vous. Cet amendement au premier article réduisait de \$5000 à \$1000 la qualification foncière des échevins de Notre-Dame-de-Grâces.

Il déclare que la discussion faite sur cette question au comité des bills privés n'a pas été suffisante et il veut que les parties intéressées soient entendues. Cet amendement va complètement à l'encontre des désirs du conseil de ville.

Il veut avoir la chance d'expliquer en comité des bills privés les conséquences d'un tel amendement sur le bill.

M. E. Roy (Montmagny) s'oppose à cette motion. Il soutient que la discussion a été suffisante et que la ville de Notre-Dame-de-Grâces y était représentée par trois avocats.

Il ne comprend pas pourquoi le député d'Hochelaga veut que le bill soit renvoyé au comité des bills privés, car ce comité a adopté l'amendement à l'unanimité et le bill pourrait tout aussi bien être discuté en

comité plénier.

MM. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) et P.-É. LeBlanc (Laval) sont favorables à ce que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills privés pour y entendre les raisons du député d'Hochelaga.

La proposition est adoptée. Le bill est renvoyé de nouveau au comité permanent des bills privés.

Abattoirs de Sorel

M. C.-S. Cherrier (Laprairie)(1) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 67) concernant la cité de Sorel.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Saint-Louis

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 64) amendement la charte de la ville de Saint-Louis. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie d'assurance mutuelle du commerce

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 35) constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Ville de la Côte-des-Neiges

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 36) constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession L. Tourville

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 77)

concernant la succession de feu l'honorable Louis Tourville. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Club Teutonia

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 33) concernant le club allemand "Teutonia". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 34) constituant en corporation la compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Succession J. Pratt

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 45) amendement la loi concernant la succession de feu John Pratt. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

M. Arthur Contant

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 82) autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages au Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (D) remplaçant l'article 5486 des statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (E) amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (C) concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Introduction de bills:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (C) du Conseil législatif concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (D) du Conseil législatif remplaçant l'article 5486 des statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (M. W. A. Weir), que le bill (E) du Conseil législatif amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

N. Sack vs P. W. Fern

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier):
1. Le gouvernement sait-il que huit jurés qui n'ont pas répondu à l'appel, dans une cause de Nathan Sack vs P. W. Fern, instruite devant la cour supérieure, à Montréal, ont été condamnés à l'amende de dix piastres chacun, le 20 février courant, et qu'ordre a été donné par le juge Archibald au shérif de procéder sans délai à faire payer ces amendes?

2. Le gouvernement, à la demande de ces jurés, remettra-t-il ces amendes?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

1. Non.
2. ...

Prolongement du chemin de fer de Saint-Jacques

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide à la construction du prolongement du chemin de fer de Saint-Jacques

jusqu'à Saint-Théodore, passant par Rawdon, dans le comté de Montcalm?

2. Dans l'affirmative, des demandes officielles de la part des promoteurs de ce projet ont-elles été faites au gouvernement depuis le 1er juillet 1906?

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil):

1. À l'étude.
2. Non.

Médecins et chirurgiens

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), que le bill (no 175) amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division.

M. A. Jobin (Québec-Est) propose que le bill soit renvoyé pour étude à un comité spécial composé de tous les membres du comité de législation et de MM. Bissonnette (Montcalm), Pelletier, Daignault, Lemieux, Morissette, Côté, Fiset et Jobin.

Adopté. Le bill est renvoyé audit comité.

Date de procès

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que le bill (no 170) remplaçant l'article 293 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Séances de la cour supérieure et de la cour de circuit dans Drummond

M. J. Laferté (Drummond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Laprairie (M. C.-S. Cherrier), que le bill (no 185) relatif aux termes et séances de la cour supérieure et de la cour de circuit dans le comté de Drummond soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Confessionnalité des enfants délinquants

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que le bill (no 182) amendement l'article 2896 des statuts refondus de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Juridiction de la cour de circuit dans Montcalm

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), que le bill (no 192) concernant la juridiction de la cour de circuit quant aux cantons de Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Compagnies par actions

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la constitution en corporation, par lettres patentes, des compagnies par actions.

Adopté.

Construction de prison dans le district de Montréal

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que jeudi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

Adopté.

Vente de boisson pendant les élections municipales

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 28) amendant le code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lettre du baron de l'Épine à M. l'Orateur

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit avoir reçu du baron de l'Épine une lettre l'informant qu'il s'adressait à l'Assemblée législative concernant la motion du ministre de la Colonisation. Il demande à l'Orateur s'il a reçu ladite lettre, qui consiste en une protestation du baron de l'Épine contre le fait d'insérer sa lettre dans les procès-verbaux de la Chambre tel qu'elle l'a elle-même ordonné vendredi.

M. l'Orateur dit qu'il a reçu lui aussi une lettre du baron et qu'il en a accusé réception.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Merci.

La séance est levée.

NOTE

1. Selon l'Événement, le député de Laprairie n'était pas en Chambre à ce moment.

Séance du 26 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 30.

Rapports de comités:

M. D. Gillies (Pontiac): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements:

- bill (no 124) constituant en corporation "The Chibougamau and James Bay Railway Company";

- bill (no 132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 134) constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain.

Votre comité recommande aussi d'étendre les délais pour la réception des rapports du comité des bills privés, jusqu'à mardi, le 5 mars prochain.

Adopté.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 49) amendement la charte de la ville de Beauharnois;

- bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company";

- bill (no 109) validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux;

- bill (no 127) concernant l'hôpital Notre-Dame.

Votre comité a examiné aussi le bill (no 81) amendement la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal" et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'au cinq de mars prochain, inclusivement.

Adopté.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 168) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal et l'a rejeté.

Introduction de bills:

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) demande la permission d'introduire un bill (no 199) amendement l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. Lafontaine (Berthier) demande la permission d'introduire un bill (no 145) amendement la loi de la chasse.

Il déclare que le bill a pour but de protéger le rat musqué.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) demande la permission d'introduire un bill (no 198) amendement l'article 291 du code municipal concernant les électeurs municipaux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

**Lettre du baron de l'Épine
à M. l'Orateur**

M. l'Orateur: L'honorable député de Laval m'ayant interpellé, à la séance d'hier, comme il en avait le droit, pour savoir si j'avais reçu une lettre de monsieur le baron de l'Épine, je crois devoir informer la Chambre qu'en effet telle lettre m'a été remise. J'en ai accusé réception et j'ai informé monsieur le baron de l'Épine que je donnerais à sa lettre la considération autorisée par le règlement. J'ai sans délai étudié la question de procédure se rattachant à cet incident et je désire informer immédiatement la Chambre de mes conclusions. Les personnes étrangères à l'Assemblée législative ne peuvent s'adresser à cette Chambre que par la seule voie régulière d'une pétition rédigée suivant la forme réglementaire. On ne peut pas s'adresser à la Chambre par l'intermédiaire de son Orateur. A ce sujet, la Chambre me permettra sans doute de lui citer le précédent absolument formel que je

trouve dans le second volume des "Débats" de la Chambre des communes d'Ottawa, session de 1879, sous la présidence de l'honorable Joseph-Godric Blanchet, député de Lévis. M. l'Orateur Blanchet avait reçu une certaine lettre d'Angleterre destinée à la Chambre des communes. La Chambre s'occupa de cette communication à deux reprises - en premier lieu, le 22 avril 1879, comme suit:

"M. l'Orateur: Je présente un mémoire qui a été adressé à la Chambre des communes par l'Association de réciprocité et de libre-échange d'Angleterre (Reciprocity and Free trade Association of England), signé par le président, John Saxton, par l'ordre de cette association.

"Je recommande que ce mémoire soit déposé sur le bureau de la Chambre.

"M. Anglin: Ce n'est pas la coutume de permettre à un corps étranger de s'adresser à la Chambre des communes.

"M. l'Orateur: L'année dernière, la Chambre a refusé de recevoir une requête parce qu'elle était signée par des citoyens des États-Unis; mais celle-ci porte les signatures de sujets anglais.

"M. Anglin: C'est introduire une coutume extraordinaire qui pourrait avoir des conséquences également extraordinaires.

"En effet si l'on peut s'adresser à nous à propos de questions commerciales, l'on pourrait en faire autant relativement à d'autres sujets; et nous ne permettons pas même à nos propres concitoyens de communiquer avec la Chambre autrement que par voie de pétition.

"M. l'Orateur: Comme je ne connais aucune règle parlementaire qui décide pareille matière, je laisse à la Chambre le soin de se prononcer.

"M. Holton: Je crois que l'honorable Orateur a parfaitement raison.

"Ce document n'est qu'une simple lettre, et, comme question de convenance parlementaire, je ne vois pas comment la Chambre pourrait recevoir des lettres à moins qu'elles ne se terminent par une prière.

"M. Tupper: Il serait bon, selon moi, de laisser le document sur le bureau de la Chambre."

Le lendemain, 23 avril 1879, la question fut de nouveau soulevée, et M. l'Orateur Blanchet décida comme suit:

"M. Orton: Avant de passer aux ordres du jour, je veux appeler l'attention de la Chambre sur un mémoire fort extraordinaire, envoyé hier et qui, je crois, a été déposé sur le bureau de la Chambre d'une façon irrégulière. Je crois devoir signaler ce mémoire, d'autant plus qu'il a directement trait à la politique du gouvernement actuel. Il vient de l'Association libre-échangiste et de réciprocité d'Angleterre.

"M. l'Orateur: Après avoir de nouveau

étudié la question, voici ce que j'ai à dire au sujet du mémoire irrégulièrement déposé sur le bureau, hier: Aucun document ne peut être présenté à la Chambre, que par un message du gouverneur général, ou en réponse à un ordre ou à une adresse de la Chambre ou en vertu d'un statut qui exige sa production. Les personnes étrangères au Parlement doivent s'adresser à la Chambre par pétition et il a été fréquemment décidé qu'aucune lettre, déclaration, adresse ou remontrance ne pouvaient être reçues si elles n'étaient rédigées dans une certaine forme. Dans le cas d'une pétition, un membre la présente de son siège, et doit voir à ce qu'elle ne contienne aucune violation flagrante des règles de la Chambre. La pratique parlementaire ne veut pas que l'Orateur présente une pétition même rédigée en bonne et due forme. Une requête fut envoyée à monsieur l'Orateur Addington, pour qu'il la présentât, comme membre de la Chambre; il ne voulut pas y consentir, regardant ce procédé comme tout à fait irrégulier. Le document dont il s'agit n'est pas une pétition, mais une communication contenant une déclaration relative au tarif canadien qui occupe actuellement la Chambre. De fait, un membre ne pourrait pas régulièrement présenter ce document de son siège parce qu'il offre "prima facie", tous les indices d'une irrégularité. En 1841, monsieur Milner Gibson voulut présenter une déclaration analogue, signée au nom de la population de Manchester, dont elle exprimait les vues au sujet des lois sur le blé, mais l'Orateur ne voulut pas l'y autoriser. Le document dont il s'agit ici ne nous étant pas arrivé sous forme de pétition régulière et n'ayant pas été produit en vertu d'un autre ordre de la Chambre ne mérite aucune attention."

La Chambre me permettra de lui faire remarquer l'unanimité de l'opinion formelle exprimée par tous ceux qui prirent la parole, opinion que M. l'Orateur Blanchet traduisait en termes si énergiques dans sa décision.

Je suis convaincu que la Chambre se rendra très facilement compte des difficultés incessantes qui entraveraient constamment ses délibérations s'il pouvait être permis à tous ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ne sont pas satisfaits de ses décisions, de les discuter, pour les approuver ou les critiquer, dans des lettres adressées à l'Orateur qui devrait les lui communiquer. Dans mon opinion, semblable innovation ne peut pas être permise parce qu'elle serait absolument contraire, non seulement à la pratique constante, mais à l'esprit incontestable de nos institutions parlementaires dont la base essentielle est la liberté de discussion.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il poursuivra aujourd'hui l'adoption de sa motion sur cette question de la lettre de M. de

l'Épine à M. l'Orateur.

**Article de l'Événement concernant
la lettre du baron de l'Épine**

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) soulève une question de privilège au sujet d'un article de l'Événement paru samedi dernier relativement à un vote donné la veille, par lequel la Chambre autorisait l'insertion de la lettre du baron de l'Épine dans ses procès-verbaux. Cet article avait pour titre "Ridicules et infâmes". On y traite ceux des députés qui ont voté en faveur de la motion Prévost, d'infâmes, de fous et de misérables" et de "deshonneur pour la Chambre".

Il n'est pas besoin d'insister sur le mérite d'un article de cette nature. C'est l'oeuvre d'un insulteur qui mérite la réprobation de cette Chambre et du public. Ces excès de langage des oppositionnistes contribuent à nous rabaisser dans l'estime du peuple des autres provinces. Il cite un journal d'Ontario qui prétend qu'on trouve peu de députés dans notre Parlement qui aient une conception nette et honnête de leurs devoirs, qu'ils vivent au contraire dans une atmosphère de péculat. Laisser passer sans protester des articles comme celui de l'Événement, c'est donner occasion aux étrangers de nous juger de cette manière.

Les journaux d'Ontario produisent des articles basés sur ceux des journaux tel l'Événement, et ce journal se croit justifiable de nous insulter parce qu'il cite l'Événement.

Les journaux des autres provinces ont raison de nous apprécier avec si peu de bienveillance si on se laisse insulter sans protester, sans réclamer notre honneur. Il faut convenir qu'on peut bien ne pas partager les mêmes idées, mais de là à nous insulter dans une certaine presse conservatrice de la manière brutale dont on se sert, ça dépasse les bornes.

Il en appelle à l'honorable député de Laval (M. P.-É. LeBlanc) dont l'Événement est l'organe, et qui est un des membres les plus anciens de la Chambre, à l'honorable député de Joliette (M. J.-M. Tellier), à tous les députés de l'opposition, s'ils approuvent qu'on traite ainsi leurs collègues de "misérables et de fous".

Ils doivent désapprouver ces articles, car ils contiennent surtout des insinuations déshonorantes envers les députés de la Chambre.

Il est inutile de faire paraître l'auteur de ces articles à la barre de la Chambre, car la meilleure façon de punir de telles gens est d'utiliser les mêmes moyens qu'eux. Conséquemment, lui et ses amis intenteront des poursuites judiciaires afin de régler cette question et de donner à l'auteur de ces articles diffamatoires la chance de prouver ce qu'il avance. Si l'occasion se répète, il demande au premier ministre et à l'Orateur

de prendre position dans cette histoire, car ils ont le pouvoir de chasser la personne en question de la tribune de la presse.

Il en appelle à l'Orateur, gardien de l'honneur et de la dignité de la Chambre. Le gouvernement vient de donner aux journalistes tout le confort qu'ils désiraient pour assister aux délibérations de la Chambre. Ce n'est pas pour qu'ils insultent les députés. Il est arrivé que des insulteurs ont été mis à la porte de la Chambre. Il y a des précédents. Il n'y a d'ailleurs qu'un seul journaliste qui se conduit de la sorte. Et je suis certain que si l'on sévit contre cet homme, nous le verrons à nos genoux.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je suis heureux jusqu'à un certain point de voir qu'un député a le courage de se lever pour attirer l'attention de la Chambre sur certains articles de journaux. Mais je trouve étrange que l'on ait attendu deux semaines pour intervenir et même que l'on s'offense de quelques violences de langage, quand on semble vouloir ignorer des accusations beaucoup plus graves.

Que signifie cette colère contre l'Événement? Ce journal a publié un article très énergique sur le vote que la Chambre a donné vendredi, mais qu'est-ce que c'est, après tout, que cette violence de langage qui applique les épithètes de fous et d'infâmes à certains députés de cette Chambre, comparée à l'accusation très nette du Nationaliste qui a écrit il y a deux semaines environ qu'il y a des vendus en cette Chambre en ce qui concerne la législation privée?

Cela est une accusation encore plus sérieuse, mais rien n'a encore été fait afin d'amener l'auteur à la barre de la Chambre. Ce n'est pas la première fois que les députés de la Chambre sont traités de la sorte, et les journaux tel L'Électeur, Le Soleil, Le Canada et autres insultent souvent les membres de l'opposition. Depuis le début de la session, ses paroles et ses gestes ont systématiquement été mal rapportés et mal représentés à la fois par le Soleil et par Le Canada. Il déclare qu'il secondera volontiers les efforts de tout membre qui entreprendra toute action prévue par le règlement de la Chambre pour assurer une enquête régulière pour chacune de ces accusations. Les expressions utilisées par l'Événement sont sans aucun doute graves.

Il n'approuve pas ce que l'Événement a écrit, cela est dit dans un langage trop violent, trop énergique.

Mais l'on doit admettre que le vote en question était absolument illogique. Parlant de la fameuse lettre du baron de l'Épine, il rappelle que l'Événement a mis en doute la parole du ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost) quant à la provenance de cette lettre. Or, quand un journal met en doute la parole d'un ministre, ce ministre,

s'il a du coeur, doit citer l'auteur de cette accusation à la barre de la Chambre. On ne l'a pas fait et il le regrette.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Cet incident devrait être référé au comité spécial des privilèges et élections.

Il ne veut ajouter que deux mots de protestation contre ce qu'a avancé le député de Laval relativement à ce dont il a été attaqué dans le Canada. Il déclare qu'il n'y a pas de comparaison possible entre le genre de polémique du Canada, dont il est le directeur, et de l'Événement et défie l'honorable député de Laval de signaler une seule ligne, depuis les quatre années d'existence de l'organe libéral de Montréal, dans laquelle on aurait traité les adversaires politiques de la façon dont les traite l'Événement. À l'Événement, on fait du journalisme grossier et malpropre, mais au Canada, on fait du journalisme respectable. Il défie le député de Laval de trouver dans son journal des attaques contre les membres de la Chambre ou des injures.

L'honorable **L. Gouin (Montréal no 2)** dit qu'il s'attendait à une autre réponse de l'honorable député de Laval. Il semble défendre le geste de l'Événement, mais il approuve le député de Montmorency. Le fait qu'un certain nombre de députés votent d'une certaine façon n'est pas une raison pour les traiter de fous.

S'il arrivait qu'un journal ministériel prit une attitude semblable à celle prise par le journal en question, il serait le premier à se lever et à protester. C'est l'honorable député de Laval qui aurait dû se lever en cette occurrence. Car en ce qui concerne le Nationaliste, s'il est bien informé, ses attaques ne visent aucun groupe particulier de la Chambre, mais le chef de l'opposition et tous ses collègues aussi bien que les autres députés de la Chambre.

Pourquoi ne relève-t-il pas le gant lui-même, puisqu'il trouve qu'il y a lieu? Quant à l'Événement et à la manière dont il critique les actes du gouvernement, nous sommes traités d'une façon déloyale, indigne et brutale. L'honorable député de Montmorency a annoncé qu'il allait prendre les remèdes qui conviennent, devant les tribunaux, pour revendiquer son honneur. J'entends aussi me prévaloir de ce droit. Nous sommes aussi jaloux de l'honneur de la Chambre que n'importe qui. Ce n'est pas à cette Chambre qu'il convient déceimment de se constituer juge dans une cause où elle est directement intéressée.

Lui, le premier ministre, se demande quel intérêt les membres de l'opposition et son organe ont de traiter ainsi leurs collègues? Pourquoi l'honorable chef de l'opposition ne croit-il pas utile de protester, ne croit-il pas utile de s'unir à ses autres

collègues pour protester?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je veux être bien compris. Je n'approuve pas la "façon" violente dont on s'est servi pour critiquer le vote de vendredi dernier. J'ai dit que je désapprouve la forme de l'article, mais que le fond est vrai. Et je dis vrai: le vote de l'Assemblée est inexplicable et illogique.

Il ajoute que l'Événement a attaqué l'honneur de la Chambre bien moins violemment que ne l'a fait le Nationaliste.

La tradition veut que dans les cas semblables, ce soit le premier ministre qui prenne l'initiative de la procédure. Comme leader de la Chambre, il est le gardien de l'honneur de cette même Chambre et il devrait assez tenir à cet honneur pour exiger la preuve ou la rétractation des accusations contenues dans le Nationaliste.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) déclare qu'en tant qu'un des directeurs de la compagnie de publication du Soleil, il croit de son devoir de relever les remarques, à l'instar de l'honorable député de Saint-Louis, comme directeur du Canada, pour dire que Le Soleil a le respect de ses adversaires, et que malgré maintes provocations de la part du journal de la rue de la Fabrique, il n'a jamais versé dans les brutalités de langage dont se sert ce dernier. On a comparé l'accusation du Nationaliste avec celle de l'Événement. Elle est pourtant bien différente. Le Nationaliste attaque tous les députés en général, et l'Événement attaque nominale-ment ceux qui ont voté en faveur de la motion de l'honorable ministre de la Colonisation. Ceux ainsi attaqués en appelleront à la justice de nos tribunaux.

Il met au défi le député de Laval de prouver que les membres de la Chambre ont déjà été traités de fous par un seul des organes du parti libéral.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) dit qu'il doit faire observer que l'honorable député de Laval ne trouve pas d'autre excuse que de dire: "On m'a fait bien pire". Le député de Laval n'a jamais été traité comme cela durant sa longue carrière politique.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Un exemple. Le lendemain du vote sur l'affaire Riel, en 1886, le défunt Électeur dénonçait tous ceux qui avaient voté contre la motion Garneau regrettant l'exécution de Louis Riel comme des traîtres, des renégats, des pendards, des vendus, etc., et les conservateurs n'ont pas pris la peine de se plaindre.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): Vous exagérez peut-être.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Pas du tout.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) reprend que si tel est le cas, et que si le député de Laval n'a pas protesté contre l'Électeur, c'est qu'il devait lui manquer quelque chose à la bonne place. Il lui manquait certainement quelque chose au point de vue de l'honneur. On n'est pas obligé d'avoir l'épiderme aussi dur que lui.

Il déclare qu'il ne cite pas à la barre de la Chambre son insulteur parce que celui-ci pourrait dire alors que ce sont ses accusateurs qui le jugent. Devant les tribunaux, cette défense n'existera pas. Il croit que le député de Joliette ne doit pas penser comme le député de Laval.

M. J.-M. Tellier (Joliette) est d'opinion que les remarques de l'honorable premier ministre et de l'honorable député de Montmorency ne sont pas bien justes. Il déclare cependant qu'il réproche la violence dans les écrits comme dans le langage. Les gros mots n'ont jamais rien prouvé, les procédés courtois ont toujours leur place. Il désire ardemment l'amélioration du genre de polémique qui a cours dans notre province.

Mais il partage l'opinion du député de Laval, dont l'attitude est bien claire et précise: l'Événement avait le droit de commenter le vote de la Chambre. Il l'a fait sur un ton trop violent peut-être. Je n'ai pas encore lu l'article, mais si c'est un si grand crime que d'être violent, quel crime est-ce donc que d'accuser les membres de cette Chambre de se vendre? Et cependant, ce crime est celui d'un journal qu'on n'ose pas citer devant cette Chambre. Tous les jours, d'ailleurs, des journaux disent pire que l'Événement. L'an dernier, pour ne citer qu'un exemple, l'Éclair, que le député de Montmorency a bien connu et qui sillonnait le firmament municipal, frappait encore beaucoup plus fort que l'Événement.

M. l'Orateur dit qu'il ne reculera pas devant les responsabilités que comportent ses fonctions et il fera tout ce que lui permettent les règlements pour faire régner l'ordre et le respect dans les galeries, y compris celle de la presse. Pour les galeries sous sa juridiction, il a un sergent d'armes et quatre policemen sur lesquels il peut compter. Les galeries ne sont ouvertes que par tolérance et il a même le droit de faire sortir un membre de la famille royale, si on l'exige. Quant à la galerie des journalistes, il est vrai qu'on est dans un pays libre, mais qu'il doit y avoir des bornes à la liberté d'allure. Il ne faut pas oublier que c'est une permission que l'on donne aux journalistes de prendre des notes pour faire les rapports de ce qui se passe à la Chambre.

Il conseille aux journalistes de ne pas prendre de notes des procédures pour après les utiliser pour insulter les députés; et que si l'on porte à sa connaissance une résolution

ayant trait à la présence de personnes indésirables à la Chambre, il croit qu'il serait justifiable de prendre les moyens d'enlever à de telles personnes les privilèges accordés aux membres de la tribune de la presse. Cependant, il espère que les membres de la tribune de la presse s'efforceront de se limiter au langage parlementaire dans leurs rapports et qu'il n'aura pas à employer de mesure extraordinaire. La législature a déjà une procédure toute indiquée et moins abusive pour revendiquer son honneur outragé.

Commission des accidents du travail

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents de travail.

Adopté sur division.

Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose:

1. Que les commissaires et le secrétaire nommés en vertu de la loi autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail, reçoivent, pour leurs services, une indemnité qui sera fixée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, laquelle ne pourra excéder dix piastres par jour.

2. Que l'indemnité des commissaires et du secrétaire et les dépenses qu'ils pourront encourir pour frais de voyage, papeterie et autres choses nécessaires à l'accomplissement de leurs devoirs, en vertu de la loi précitée, soient payées par mandats du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Monsieur l'Orateur, ce bill intitulé "Loi concernant les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail" est présenté dans le but de faire étudier avec soin par une commission de trois personnes compétentes, une question qui s'impose à la sérieuse considération de toutes les parties du monde civilisé.

La loi générale de cette province, telle qu'on la trouve édictée aux articles 1053 et 1054, a été, pendant plusieurs années, la loi de tous les pays quant au recours en dommages de la part des ouvriers victimes d'accidents. On a attaqué cette loi parce que, entre autres raisons:

1. Elle impose à l'ouvrier le soin de prouver qui est responsable de la faute, cause de l'accident.

2. Elle prive les ouvriers de tout recours pour les accidents provenant de cas fortuits ou de la force majeure.

3. Les dommages résultant d'accidents dont la cause est inconnue ou ne peut être légalement prouvée sont aussi supportés par les ouvriers.

Les statistiques, dans les pays d'Europe, indiquent que, dans vingt à vingt-cinq pour cent des accidents, on peut faire devant les tribunaux une preuve qui en place la responsabilité sur les patrons.

C'est donc sur l'ouvrier que retombe la plus grande proportion des pertes qui accompagnent le développement de l'industrie moderne. Est-ce juste?

Au Canada, d'après les statistiques incomplètes du département du Travail au gouvernement de la puissance, il y a annuellement plus de mille travailleurs qui perdent la vie dans les accidents du travail et environ trois mille qui reçoivent des blessures.

Ces chiffres tendent à augmenter. Et, comme dans la plupart des cas la responsabilité légale ne peut être attribuée au patron, on se demande avec une anxiété toujours croissante: Est-il juste que la classe ouvrière seule ou presque seule supporte le fardeau de cette perte?

Lorsque notre loi a été faite, l'ouvrier, règle générale, travaillait seul, avec sa hache, son marteau, son ciseau et son outil et, règle générale aussi, il pouvait se protéger lui-même en prenant les précautions nécessaires.

Mais, dans les conditions de l'industrie moderne, tout est changé. De tous côtés, l'ouvrier est entouré de compagnons plus ou moins sujets à faire des erreurs qui influent sur sa sécurité, de machines compliquées, de dynamos, de roues aux évolutions assourdissantes, de fourneaux, de bouilloires, de cylindres, il doit mettre en oeuvre, manier et assujettir à son usage de terribles explosifs, des composés chimiques, du métal en fusion, des forces irrésistibles dont le moindre attouchement est fatal.

Tout, autour de lui, est menace pour sa vie, pour ses membres. La moindre distraction, la plus simple négligence, peut être fatale et causer un désastre, et ce désastre lui-même peut garder à jamais le secret de l'accident, et cependant, l'ouvrier, sa veuve ou ses orphelins, s'ils cherchent un recours, auront à prouver, d'une manière claire et précise, la cause de cet accident et à démontrer que la responsabilité en est imputable au patron.

Le fardeau de cette preuve, dit-on, est trop onéreux. Ces périls sont inhérents au développement de l'industrie moderne et l'on prétend que c'est cette industrie moderne qui

devrait être appelée à en supporter les conséquences.

On allègue que si le danger est inhérent à la nature de l'ouvrage, les accidents devraient être à la charge de l'établissement, en déduction des profits. Le maître sait bien entrer dans ses comptes, au titre des profits et pertes, l'usure de ses bâties, de ses appareils et de son outillage; il pourvoit au capital improductif et met de côté un fonds de réserve. Pourquoi ne ferait-il pas la même chose quand il s'agit de son outillage humain? Pourquoi ne ferait-il pas semblable provision pour le dépérissement de la force de ses ouvriers et ne pourvoirait-il pas aussi aux accidents qui peuvent arriver?

On ne peut nier que l'État se trouve nécessairement intéressé à la situation de ce problème. Le bien-être de ses sujets doit toujours faire l'objet de ses premiers soins, que ces sujets soient manufacturiers, marchands, entrepreneurs ou artisans.

Toutefois, il doit reconnaître que la marge entre les moyens de vivre et l'indigence, quand il s'agit de l'ouvrier, est très étroite actuellement. Si un accident se produit, le seul recours offert à l'ouvrier ou à sa famille, c'est un procès dispendieux et incertain avec le patron riche. Il n'est donc pas étonnant que souvent les victimes renoncent, d'un trait de plume, à leurs droits, au profit du patron ou d'un spéculateur, pour une considération insignifiante.

Si l'ouvrier survit, il se trouve bientôt dans les dettes: des jugements sont pris contre lui et il est encore heureux de pouvoir émigrer pour les éviter. S'il reste infirme pour la vie, ou s'il est tué, sa famille grandit dans l'ignorance, peut-être même dans le vice.

Et l'on se dit bien que tout ce qui tendra à améliorer la condition de l'ouvrier rendra plus agréable le séjour d'un pays attirera un surplus de population et relèvera le niveau de la civilisation. La solution de ce problème tant discuté est, en peu de mots, de changer la base de notre loi concernant le recours en dommages par suite d'accidents industriels, en éliminant cette nécessité de prouver que le patron est en faute, et c'est d'obliger ce dernier, dans tous les cas, sauf lorsqu'il y a méfait intentionnel, de donner une certaine compensation à son employé qui a été victime d'un accident au cours de son travail.

Ont légiféré dans ce sens: la Suisse, en 1881; l'Allemagne, en 1884; l'Autriche, en 1887; la Norvège, en 1894; la Finlande, en 1895; l'Angleterre, en 1897; le Danemark, l'Italie et la France, en 1898; l'Espagne, la Nouvelle-Zélande et l'Australie, en 1900; la Hollande et la Suède, en 1901.

Le simple fait qu'autant de nations ont déjà adopté la théorie du "risque professionnel", au sujet des accidents du travail, est la preuve que la suggestion ne relève pas d'un

radicalisme outré ou ne porte pas nécessairement atteinte à l'industrie.

Mais d'un autre côté, quoique le principe du risque professionnel ait été adopté ailleurs, il peut bien ne pas convenir aux conditions dans lesquelles nous nous trouvons; il peut être à propos d'en limiter l'application ou de modifier la modalité ou les conditions de l'indemnité.

En 1904, l'honorable Horace Archambeault, qui faisait alors partie du gouvernement Parent, comme procureur général, présenta au Conseil législatif, un bill ayant pour objet de modifier notre loi d'après les données de la législation européenne déjà mentionnée. À l'appui de son projet de loi, il fit un discours où notre jurisprudence ainsi que les principes à déduire des faits consignés dans nos rapports judiciaires, étaient exposés de la manière la plus habile, et je ne me suis pas fait scrupule d'emprunter copieusement à son travail. Ce discours a été imprimé et distribué à profusion. Le bill a été retiré après discussion et présenté de nouveau à la dernière session. Il a vivement occupé l'attention des manufacturiers, mais, chose remarquable, nos organisations ouvrières y ont porté peu d'intérêt.

Je ne crois pas qu'il faille attribuer cela à l'indifférence, mais plutôt à un défaut de connaissance du sujet.

Je suis convaincu que si les chefs ouvriers se donnaient la peine d'étudier la question et de la soumettre à leurs associations, elle provoquerait un intérêt beaucoup plus général.

M. J.-C. Lamothe, membre du barreau de Montréal, a étudié sérieusement la question et publié, en 1905, un ouvrage intitulé Responsabilité du patron dans les accidents du travail, lequel contient des données précieuses.

Le député de la division Saint-Laurent (M. G. W. Stephens, fils), à Montréal, a aussi fait une étude spéciale de la question et, au cours d'une entrevue reproduite devant le public, il a donné les raisons qui l'engageaient à adhérer à la réforme projetée. Il y a même, en ce moment, sur l'ordre du jour, un bill qui porte son nom et qui a trait à ce sujet.

Le rapport annuel du "Builders Exchange" contient sur le bill du député de Montréal no 4 ce qui suit:

"4. Responsabilité des patrons.

Votre bureau vous prie d'examiner soigneusement la "loi concernant les accidents aux ouvriers" soumise en premier lieu par l'honorable H. Archambeault, au Conseil législatif de Québec, le 1er de juin 1904, et rejeté à cette époque sur les représentations pressantes des gros manufacturiers, mais devant être de nouveau soumise. La législature est convoquée pour le 15 du courant, et le colonel G. W. Stephens,

M.P.P., a annoncé publiquement qu'il avait l'intention de faire passer cette mesure. Vous êtes instamment priés de vous mettre sans retard en relation avec l'Association des manufacturiers canadiens, le Board of Trade, la Chambre de commerce et l'Association des maîtres plombiers, si vous avez quelque souci de vos intérêts essentiels comme patrons. Les principales compagnies d'assurance, qui assurent la responsabilité des patrons, ont déclaré à votre secrétaire que l'adoption de cette mesure entraînerait une augmentation de 25 à 100 pour cent sur les taux d'assurances actuels.

Comme vous savez, les dommages accordés aux ouvriers par les tribunaux sont, dans la plupart des cas, excessifs, que leur négligence contributive est ignorée des jurés qui leur sont sympathiques et que les verdicts sont toujours sans proportion raisonnable avec le rendement du travail de l'ouvrier. Nous devons aussi malheureusement nous occuper d'un certain nombre d'avocats parasites qui font profession de suivre ces victimes d'accidents jusqu'à leur demeure et de les induire à prendre de grosses actions en recouvrement de dommages, leur promettant l'exemption de frais, en cas d'insuccès, et dans ces cas, une partie seulement de la compensation revient à la victime."

Le 13 février courant, le comité de législation provinciale du "Montreal Board of Trade" a fait le rapport suivant, lequel a été adopté:

(De la Montreal Gazette du 14 février 1907)

"Loi concernant les recours des ouvriers en cas d'accidents. Le président du comité de législation provinciale présenta un rapport portant largement sur la législation de la province. Au sujet de la loi projetée concernant l'indemnité pour dommages résultant des accidents aux ouvriers, le comité a conseillé ce qui suit: Pratiquement dans tous les pays civilisés, à l'exception d'un certain nombre d'États aux États-Unis, des lois concernant les recours des ouvriers ont été adoptées, et il est raisonnable de s'attendre à ce qu'une pareille loi sera bientôt adoptée dans ce pays; mais il est de la plus grande importance que cette loi ne soit adoptée qu'après avoir été soigneusement étudiée par toutes les parties intéressées, afin qu'aucune injustice ne soit commise, et, à cette fin, nous recommandons au Conseil de demander à l'honorable L. Gouin, premier ministre de la province, de permettre à la législature de Québec de discuter longuement cette mesure et de la retirer ensuite, pour la session actuelle, afin de donner aux parties intéressées l'occasion d'examiner les arguments apportés au cours de la discussion de ce bill devant la législature de Québec. Il n'y a aucun besoin pressant d'adopter immédiatement ce bill, vu que les intérêts des

ouvriers sont bien protégés par le droit commun. Le comité, tout en admettant l'opportunité d'adopter une loi clairement définie sur ce point, est d'opinion que cette loi devrait être décrétée par le Parlement fédéral, afin que les manufacturiers et autres patrons d'une province ne souffrent pas de préjudice, comparés à ceux qui exploitent de semblables industries dans d'autres provinces du dominion. Si le bill était discuté à fond par la législature de Québec, et, après l'avoir retiré, si un autre bill, basé sur les renseignements fournis au cours de cette discussion, était présenté au Parlement fédéral, les intérêts des ouvriers seraient mieux sauvegardés, avec moins d'injustice ou de dépense pour les patrons."

J'ai parlé de ce rapport pour faire voir surtout que le sujet que l'on discute actuellement provoque de l'intérêt; mais on me permettra de signaler incidemment la déplorable ignorance qui semble régner chez nos principaux marchands, au sujet des pouvoirs constitutionnels du Parlement de la puissance et de la législature de la province et le peu de cas que l'on fait des devoirs imposés à la législature par le pacte fédéral. Cette idée de demander au Parlement fédéral de légiférer sur une question qui n'est pas du tout de son ressort vient immédiatement à la suite d'un appel fait par un corps important de citoyens au gouvernement fédéral, pour que le cabinet fédéral s'occupe de la question des écoles techniques, autre sujet qui échappe à la juridiction du Parlement fédéral. Et que font nos écoles et nos collèges lorsque tant d'ignorance sur notre régime constitutionnel s'accuse dans l'esprit de nos princes du commerce et de nos héros de l'industrie?

À la législature d'Ontario, au cours de la présente session, M. Crawford, le député conservateur de Toronto-Ouest, a présenté un bill d'une très grande portée, basé sur la théorie du "risque professionnel" et auquel le *Globe*, le *Mail* et autres journaux importants de la province soeur se sont montrés très favorables. Le département du Travail de cette province a fait de son mieux pour protéger les classes ouvrières, au moyen d'une inspection soignée des établissements industriels et de la promulgation des règlements concernant les fabriques, surtout quant à l'usage des appareils de sauvetage ou de sûreté, mais l'utilité de ces règlements s'est trouvée quelque peu entravée par la décision des tribunaux qui veut qu'ils aient plutôt le caractère de règlement de police, et que le fait, de la part des patrons, de ne pas les observer ne constitue pas nécessairement la preuve que ces derniers sont en faute. Dans bien des cas, il est difficile pour les inspecteurs, même avec menace, d'appliquer les clauses pénales de la loi, de faire admettre aux patrons qu'ils devraient, dans leur propre intérêt, encourir les quelques frais requis tout d'abord pour se

conformer aux règlements des fabriques. Les organisations ouvrières, non pas toujours avec raison, je l'admets, se plaignent de ce que nos lois industrielles ne sont pas observées. Quoi qu'il en soit, c'est une belle et grande question que de se demander si la classe des capitalistes, à qui revient la plus grande partie des profits provenant du travail industriel, ne devrait pas rechercher le moyen de mieux protéger l'ouvrier. Les obligations dont leur position les rend redevables envers le public, au milieu duquel ils trouvent pour eux-mêmes tant de sécurité et de protection, ne devraient-elles pas discréditer toute opposition, de leur part, aux efforts que l'on fait pour améliorer la condition du travailleur, ou même faire condamner cette attitude d'inertie qui est peut-être l'obstacle le plus difficile à vaincre?

Les corps industriels de plusieurs grands pays d'Europe ont constaté que l'application législative de la théorie du "risque professionnel" n'a pas nui à leur succès. Comme question de fait, en Angleterre, depuis 1897, les manufacturiers ont constaté que, sous le nouveau régime, le coût de leur assurance dans les compagnies d'assurance sur la responsabilité des patrons n'a pas augmenté.

Sauvegarder par tous les moyens possibles la sûreté de leurs employés est devenu partie de leur entreprise, les règlements des fabriques sont observés de bon gré; des appareils de sûreté améliorés sont employés pour les machines dangereuses; des opérations difficiles ne sont plus confiées à des mains inexpérimentées; on ne demande plus aux enfants de faire les travaux des hommes et, de mille et une manières, les patrons ont su se refaire d'un excédent de dépenses. Et la santé, la vie et le confort de leurs employés, ainsi que des familles de ceux-ci, en ont grandement bénéficié.

Si l'on admet, pour un moment, qu'une semblable législation devrait être adoptée par cette province, il restera plusieurs détails à étudier, tels que la nature de l'emploi que devra comprendre toute loi proposée, le montant de l'indemnité en cas de perte de vie, ou d'incapacité totale ou partielle de travailler, le temps durant lequel et à qui l'indemnité devra être payée, l'application de cette loi aux entrepreneurs et aux sous-entrepreneurs, l'inspection médicale, la décision sommaire des différends et bien d'autres menus détails.

Donc, afin de permettre à tous les intéressés de bien discuter la question, de l'étudier et d'en délibérer, pour donner aux deux parties l'occasion d'être entendues et permettre de corriger toutes les données, statistiques et informations nécessaires, on a cru à propos de demander à la législature d'autoriser la nomination d'une commission, composée d'hommes compétents, qui fera un rapport au gouvernement et à la Chambre, de manière qu'à la prochaine session nous

puissions discuter la question avec pleine connaissance de cause.

En agissant ainsi, le gouvernement ne prend ni l'un ni l'autre côté de la question, mais il désire tout simplement mettre à profit ce que l'expérience nous a acquis jusqu'à présent à ce sujet, et le rapport de la commission sera l'objet de sa plus sérieuse attention et, ensuite, il demandera à la législature d'adopter la mesure qui pourra être nécessaire.

M. G. R. Smith (Mégantic) approuve, en tant que représentant d'une région minière, le projet.

M. E. Roy (Montmagny) voit le projet de la constitution d'une commission d'enquête d'un très bon oeil. Il félicite le gouvernement.

M. J.-C. Blouin (Lévis) déclare qu'en tant qu'industriel et patron il n'hésite pas à approuver le projet. Cette commission est nécessaire pour s'enquérir exactement et d'une manière précise des causes des accidents. Est-ce la faute des employés ou la faute des employeurs? Il est juste que le gouvernement soit renseigné. C'est là un acte patriotique, absolument utile.

M. W. F. Vilas (Brome) approuve aussi le projet.

M. J.-M. Tellier (Joliette) affirme que c'est une question importante, très importante. Mais il ne voit pas la nécessité d'une commission pour l'étudier. Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas lui-même la responsabilité de ce travail qu'aura à faire la commission? Ceux qui forment le gouvernement sont des membres distingués dans le barreau. Il ne saurait y en avoir de plus compétents. Cette commission rapporterait beaucoup de renseignements, sans doute. Il aimerait que la commission fut composée de personnes directement responsables au peuple. Il aurait plus de confiance, sur ce sujet, dans le travail du cabinet que dans celui d'une commission.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) approuve le projet tel que conçu. Ce sera une excellente occasion pour connaître ce que pensent les expérimentés en cette matière.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) ne doute pas que ce projet soit inspiré par un très sain sentiment d'équité. Il insiste sur la nécessité de vérifier d'abord les conditions industrielles spéciales dans notre pays. Il croit que notre loi devrait s'inspirer moins des législations des autres pays que des conditions et des développements de l'industrie dans notre pays. Il approuve les

mesures de tout coeur.

M. J.-M. Tellier (Joliette) aimerait mieux que le gouvernement prépare sa loi au Conseil des ministres et en prenne l'initiative au lieu d'en confier la confection à une commission extra-parlementaire. Cette question n'avait pas effrayé l'ancien procureur général, M. Archambeault. Il cite le cas de la Commission de colonisation qui, selon lui, n'a pas donné pour l'argent qu'elle a coûté.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) appuie le gouvernement sur le projet de loi qui est maintenant devant la Chambre.

Il proteste contre l'accusation d'inefficacité portée contre l'ancienne Commission de colonisation. Il estime que la commission chargée de préparer la loi du travail aura aussi de bons résultats.

La création de cette commission pour s'enquérir sur la question des accidents ouvriers est d'urgence publique. Avant de passer une loi qui tient tant aux intérêts de nos ouvriers, nous devons d'abord consulter les ouvriers qui forment la grande majorité de notre population. Nos ouvriers ont grandement besoin de protection. Il arrive des accidents presque tous les jours dans le comté de Bonaventure, où des pères de famille, des fils de famille sont tués ou blessés et leurs parents n'ont point les moyens de recourir aux tribunaux, vu les doutes qui existent aujourd'hui dans nos lois.

La création de cette commission aura pour effet de faire connaître les vues des ouvriers. Ceux-ci auront le droit d'être entendus devant cette commission. Ils exposeront leurs demandes, et nous, leurs représentants, nous verrons à ce qu'une loi soit passée qui rendra justice aux ouvriers et qui sauvegardera leurs intérêts. Le gouvernement mérite les félicitations du peuple de la province pour l'intérêt qu'il porte aux ouvriers, comme à toutes les autres classes de la société.

L'honorable L. Guoin (Montréal no 2) fait remarquer qu'en France et en Angleterre, le projet que le gouvernement se propose de réaliser ici a déjà été mis en oeuvre et que le résultat est très satisfaisant. Il est en faveur de la création d'une commission. Il y a deux ans, la Chambre mit à l'étude une loi pour régler la responsabilité des accidents du travail. Elle souleva à la fois les protestations des industriels et des ouvriers. Cette expérience amène le gouvernement à faire préparer la loi par une commission d'hommes compétents. Le procédé sera lent. En Angleterre, on travaille depuis vingt-cinq ans à perfectionner cette loi des responsabilités. Il faut entendre les parties. C'est un travail énorme qui ne peut raisonnablement être accompli par les ministres, surtout durant la

session.

Le gouvernement ne craint pas de prendre la responsabilité de cette commission. C'est ce qui est pratiqué par le gouvernement impérial et par le gouvernement fédéral. C'est le seul moyen, si l'on veut que tous ceux qui désirent être entendus le soient. C'est d'ailleurs un mode qui a été proposé récemment encore par M. Borden, chef de l'opposition, relativement à la loi du travail, proposée par l'honorable ministre des Postes à Ottawa. Le ministre du Travail en fera nécessairement partie. Il est convaincu que le projet est absolument nécessaire et il espère que les résolutions seront adoptées.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé des résolutions, lesquelles sont lues deux fois, adoptées et renvoyées au comité général sur le bill (no 26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents de travail.

Actions "in forma pauperis"

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 11) amendant le code de procédure civile relativement aux actions "in forma pauperis" et à certaines dépositions.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi modifié en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 6 heures.

Séance du 27 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés avec certains amendements:

- bill (no 186) amendant le code municipal relativement au rachat des rentes constituées;

- bill (no 181) amendant les articles 541 et 836 du code municipal concernant l'abattis des clôtures dans les chemins d'hiver.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 191) amendant l'article 31 du code municipal relativement à l'annexion de partie de paroisse à une municipalité rurale.

Rapports de comités:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 114) amendant la charte de la cité de Québec;

- bill (no 138) confirmant la charte du "Ottawa Golf Club" et augmentant ses pouvoirs;

- bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company".

Votre comité a aussi examiné le bill (no 139) intitulé "Loi validant la vente et adjudication par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885" et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 180) intitulé "Loi amendant les articles 1688 et 2261 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs".

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 185) intitulé "Loi relative aux termes et séances de la cour supérieure et de la cour de circuit dans le comté de Drummond".

Introduction de bills:

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) demande la permission d'introduire un bill (no 202) concernant les responsabilités résultant des accidents aux ouvriers au cours de leurs travaux.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 13) constituant en corporation l'École technique de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) demande la permission d'introduire un bill (no 12) amendant la Loi relative aux établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) demande la permission d'introduire un bill (no 17) concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et pour d'autres fins.

Il déclare que le bill stipule que l'argent qui était dépensé auparavant pour l'école normale McGill pourra être accordé à l'éducation protestante en général. Cela est dû au fait que l'école normale sera désormais dirigée par le collège Macdonald à Sainte-Anne sans qu'il n'en coûte quoi que ce soit à la province.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) demande la permission d'introduire un bill (no 201) relatif aux termes et séances de la cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Sociétés de secours mutuels

M. G. Langlois (Montréal no 3):

1. Quel montant a été prélevé, par le gouvernement, des sociétés de secours mutuels, en vertu de l'article 3104p des statuts refondus, tel qu'amendé par la loi 62 Victoria, chapitre 32, pour défrayer les dépenses occasionnées par la nomination d'un inspecteur?

2. Quelles sont les sociétés qui ont été appelées à verser leur contribution?

3. Quelle contribution a été versée par chacune d'elles annuellement depuis 1899?

L'honorable A. Tessier (Rimouski):

1. \$1 078.49.

2. "Ladies of the Maccabees";
Société mutuelle française de Montréal;
Union Saint-Joseph de Lachine;
"Catholic Order of Foresters";
"Knights of Pythias";
Union Saint-Joseph à Saint-Roch de Québec;
"Ancient Order of Hibernians";
"Scottish Order of Clans";
"Catholic Mutual Benefit Association";
"Independent Order of Odd Fellows,
Grand Lodge, Quebec";
Union Saint-Joseph de
Saint-Jean-Baptiste
de Québec;
Union Saint-Joseph de
Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette;
"Montreal Life & Accident Benefit
Association";
Union Saint-Joseph à Saint-Sauveur de Québec;
"Knights of Columbus";
"Royal Arcanum";
"Ancient Order of United Workmen";
"Musicians' Benevolent Society";
Union Saint-Pierre de Montréal;

La Caisse des familles de Québec;
Union des commis marchands de Montréal;
Union Saint-Joseph et Saint-Michel de Sorel;
Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe;
Société de bienfaisance de Coaticook;
Union Saint-Joseph de Saint-Charles-Borromée
de Charlesbourg;
Société bienveillante de Saint-Roch;
Union Saint-Joseph de Beauport;
Union Saint-Joseph de Saint-Henri;
L'Alliance nationale;
Société des artisans canadiens-français;
Société Saint-Jean-Baptiste de Masson;
Société Saint-Jean-Baptiste de Valleyfield;
"Daughters and Maids of England

Benevolent Society";
"Knights of the Maccabees of the World";
"Independent Order of Odd Fellows -
Manchester Unity";
Société Saint-Joseph de Hull;
"Indépendant Order Sons of Benjamin";
Union Saint-Joseph de Sherbrooke;
Union Saint-Joseph de Drummondville;
Union Saint-Joseph de Trois-Rivières;
"Union Fraternal League";
Union Saint-Vincent de Montréal;
Société Saint-Jean-Baptiste de
bienfaisance d'Aylmer;
Société de bienfaisance de Waterloo;
Union Saint-Joseph de l'Ancienne-Lorette;
Association des bouchers et commerçants de
lard de Québec;
Union Saint-Joseph des artisans de Mégantic;
Association de bienfaisance des boulangers
de Montréal;
L'Union belge de Montréal;
"The Montreal Street Railway Benefit
Association";
"Hebrew Sick Benefit Association";
"Ship Workmen's Mutual Benefit Association
of the Port of Montreal";
"Montreal Life and Aid Association".

3.	1902	1903	1904
Société mutuelle française de Montréal	\$ 1.78	\$ 1.55	\$ 1.42
"Scottish Order of Clans"	5.63	5.09	5.22
"Catholic Mutual Benefit Association"	21.69	20.34	19.94
"Independent Order of Odd Fellows, Grand Lodge"	116.07	114.07	122.68
Union Saint-Joseph de Saint-Jean-Baptiste de Québec	16.65	16.18	15.19
"Knights of Columbus"	7.13	5.89	4.72
"Musicians' Benevolent Society of Montreal"	2.08	2.03	1.92
Union Saint-Pierre de Montréal	25.79	23.45	26.36
Union des commis marchands de Montréal	3.56	3.54	3.44
Union Saint-Joseph de Saint-Charles-Borromée de Charlesbourg	9.33	8.72	8.09
Société bienveillante de Saint-Roch	8.63	8.69	8.49
"Daughters and Maids of England Benevolent Society"	7.99	10.40	10.69
"Independent Order of Odd Fellows-Manchester Unity"	44.55	42.15	39.73
"Knights of the Maccabees of the World"	26.92	28.59	29.23
Société Saint-Joseph de Hull	2.08	2.03	1.92
"Independent Order of the Sons of Benjamins"	25.79	23.95	26.37
Union Saint-Joseph de Trois-Rivières			
"Union Fraternal League"	3.56	4.94	8.49
Société Saint-Jean-Baptiste de Waterloo	2.63	2.20	2.68

Union Saint-Joseph de l'Ancienne-Lorette	5.11	4.62	4.72
Union Saint-Joseph des artisans de Mégantic	5.78	5.46	5.15
"Hebrew Sick Benefit Society"	6.91	5.88	6.94
	<u>\$362.13</u>	<u>\$352.09</u>	<u>\$364.27</u>

Aucune contribution n'a été demandée pour les années 1899, 1900 et 1901. Les autres sociétés n'ont payé aucune contribution.

Instituteurs laïques sans brevet

M. G. Langlois (Montréal no 3):

1. Quel est le nombre d'instituteurs et d'institutrices laïques enseignant sans brevet dans la province de Québec?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger à l'avenir l'application de l'article 93 de la loi de l'instruction publique qui oblige toute personne, pour enseigner, à être pourvue d'un brevet de capacité?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):

1. 1164 sur les 6961 qui enseignent dans les écoles élémentaires, modèles et académiques, sous contrôle et indépendantes.

2. Le département de l'instruction publique exige, autant que possible, l'application de l'article 93 de la loi scolaire.

Fonds de pension des instituteurs

M. G. Langlois (Montréal no 3): Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter l'octroi annuel au fonds de pension des instituteurs et institutrices?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): À l'étude.

Frais divers concernant l'ouvrage Le Nouveau-Québec

M. A. W. Giard (Compton): 1. Quel est le coût de rédaction, d'impression, de photogravure, de tirage et de circulation de l'ouvrage intitulé Le Nouveau Québec?

2. Combien M. Pelland, publiciste du département des Mines et Pêcheries, a-t-il retiré en rapport avec ledit ouvrage?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. L'impression, la photogravure et le tirage ont coûté \$2398.81. La rédaction et la circulation n'ont rien coûté.

2. Rien.

Salaire du publiciste A. Pelland

M. A. W. Giard (Compton): 1. Quel montant M. Alfred Pelland, publiciste du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a-t-il reçu, comme salaire, depuis le 1er juillet 1905?

2. À combien se montent ses dépenses de voyage et autres, depuis la même date? -

3. Quelle est la nature des fonctions qu'il a remplies depuis la même date?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. \$100.00 par mois.

2. \$374.00.

3. Publiciste du ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Congés du surintendant des mines, J. Obalski

M. A. W. Giard (Compton): 1. M. J. Obalski, surintendant des mines, a-t-il obtenu des congés depuis le 1er juillet 1905?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et pour combien de temps?

3. A-t-il reçu depuis la date susnommée, le montant de son traitement régulier?

4. À combien se montent ses dépenses de voyages et autres, en outre de son salaire, depuis la même date?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Oui, un congé.

2. Du 9 août 1906 au 14 septembre 1906.

3. Oui.

4. \$527.00.

Embauche d'experts miniers

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Combien le gouvernement a-t-il employé d'experts miniers dans les explorations, depuis le 1er juillet 1905?

2. Quels sont leurs noms?

3. Quelle est la durée de leurs fonctions respectives?

4. Quelles sommes d'argent a-t-il été payé à chacun d'eux?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1, 2, 3 et 4. Aucun autre expert que M. Obalski, surintendant des mines, n'a été employé dans les explorations depuis le 1er juillet 1905.

Travaux à Sainte-Scholastique

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Y a-t-il eu des travaux exécutés au palais de justice et à la prison de Sainte-Scholastique depuis le 1er juillet 1905?

2. Dans l'affirmative, quel est le coût de ces travaux?

3. A-t-il été demandé des soumissions?

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil): 1. Oui.
2. \$7000.00.
3. Oui.

Arpentage depuis juillet 1905

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Combien d'arpentages ont été faits depuis le 1er juillet 1905?
2. Par qui et à quels endroits ont-ils été faits?
3. Quel est le coût de chacun d'eux?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) demande au député de Laval d'ajouter à sa première question, après "ont été faits", les mots "et ordonnés".

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Combien d'arpentages ont été ordonnés et faits depuis le 1er juillet 1905?
2. Par qui et à quels endroits ont-ils été faits?
3. Quel est le coût de chacun d'eux?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Onze. 2 et 3. Voir tableau ci-dessous.

Arpenteurs	Localités	Coût
Lemoine, C. E.	Côte Nord, Golfe Saint-Laurent	\$3 178.70
Fafard, Eug.	Canton Robinson	900.00
Laberge, F. C.	Lig. frontière Prov. Ont. et Québec	4 097.46
Gagnon, Gédéon	Côte Nord, Golfe Saint-Laurent	2 504.00
Bourget, C. A.	Canton York, Comté Gaspé	1 805.32
Lacoursière, J. O.	Canton Talon, Comté Montmagny	5 221.16
Tremblay, William	Canton Otis, Comté Saguenay	474.33
Simard, Téléphore	Canton Guérin, Comté Pontiac	2 825.44
Courval, L. P., de	Rivière Valin, Comté Chicoutimi	3 376.28
Courval, L. P., de	Tributaires du Saint-Maurice	5 660.00
Simard, Onésime	Canton Joly, du lac Tremblant	596.80

Loi de la succession légale

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que, dans l'opinion de cette Chambre, il serait désirable d'amender la loi de la succession légale de manière à mettre l'époux survivant au nombre des héritiers de l'époux prédécédé.

Il déclare que cette proposition avait été faite au Conseil législatif en 1905, par l'honorable M. Pérodeau, et pour une raison quelconque, elle n'alla pas plus loin. Elle est faite maintenant à l'Assemblée législative afin d'avoir une expression d'opinion.

Cette proposition n'a trait qu'aux successions légales, c'est-à-dire aux successions qui ne sont pas réglées par testament. C'est simplement dans le cas d'une question d'une succession "ab intestat". Ça n'enlève rien au droit illimité de tester. Il déclare que c'est la loi en usage dans tous les pays.

Sans la loi actuelle dans les successions légales, l'époux survivant n'hérite qu'au douzième degré de son conjoint prédécédé. Les ascendants, les descendants et les collatéraux du défunt passent avant son époux survivant, à tous les degrés.

Depuis 1872, cette question était débattue en France. On a fini par amender le code Napoléon. Il était devenu nécessaire de décider le principe que l'époux survivant devrait succéder à son conjoint. En France, on a fait ce dernier un usufruitier.

Il est reconnu, puisque la chose a été maintes fois constatée, que l'époux survivant est maltraité par la loi: cela dépend d'avoir

suivi le code Napoléon. Les codificateurs étaient probablement sous l'impression que ce conjoint survivant était protégé. Mais selon le témoignage de plusieurs juristes éminents, ce fut une erreur de la part des codificateurs. Ce code a été amendé en 1891 de la façon dont il le réclame aujourd'hui et il est temps que nous amendions notre code de la même façon, à notre tour.

Il fait remarquer que la forme du contrat de mariage à la mode de nos jours, le régime de la séparation de biens, accentue l'injustice de la disposition de notre code. Le système de la communauté de biens entre époux ne prévaut plus. Le douaire est exclu.

De quelle façon doit-on amender le code? Il veut amender la loi de façon à ce que l'époux survivant hérite de la propriété de son conjoint prédécédé concurremment avec les autres héritiers légaux dans une proportion qui sera déterminée quand le bill sera présenté à la Chambre. Cette loi est pratiquement la même que celle qui existe en Angleterre, en France, aux États-Unis, en Italie, en Allemagne, en Autriche et en Espagne.

Ce changement est nécessaire car les circonstances ne sont plus les mêmes, et la communauté de biens, qui était auparavant règle générale, est maintenant devenue exception, et si l'on considère les contrats de mariage qui excluent la communauté de biens et les douaires, l'époux survivant ne conserve pratiquement rien si le défunt n'a pas fait de testament.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se prononce en

faveur du principe. Il est même étonné que cette erreur du code ait subsisté si longtemps. Il félicite le député de Montmorency d'avoir soumis la question à la Chambre. Il espère que le principe du changement proposé sera adopté unanimement.

Il a plusieurs fois proposé des mesures en ce sens qui n'ont jamais été adoptées.

Il profite de l'occasion pour recommander à la Chambre son projet d'une pension légale à l'époux survivant qui se trouve dans le besoin.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) dit que ce projet soumis par son ami, le député de Montmorency, est certainement un des plus importants qui aient été soumis jusqu'à présent et qui seront soumis pendant cette session.

C'est un changement radical dans l'ordre des successions établi par notre code civil. Il modifie profondément le système qui existe actuellement et mérite plus qu'une attention ordinaire. Il ne s'agit pas pour le moment d'en discuter les détails, mais le principe nouveau d'introduire le droit de conjoint survivant d'héritier à un degré moins éloigné de son conjoint décédé lorsque ce dernier n'a pas disposé de ses biens par testament ou autrement.

Il est du nombre de ceux qui regardent avec fierté nos lois civiles et qui les considèrent comme un monument de législation auquel il faut toucher très rarement.

Cependant, les conditions des individus et des peuples changent, les mœurs changent, l'esprit d'une population change, et nécessairement, les lois doivent être changées.

La procédure civile devant les tribunaux est complètement changée, le formaliste est pratiquement disparu. La rédaction des actes notariés n'est plus la même; les longueurs et les répétitions sont disparues et ont été remplacées par des expressions plus concises, plus claires, qui rendent mieux la pensée et la volonté des parties et font le désespoir de certains avocats qui recherchent plus l'obscurité que la lumière. La jurisprudence elle-même n'est pas toujours stable.

Les conditions économiques de notre population et les assises de sa fortune ne sont plus les mêmes. La fortune des individus ne consiste pas aujourd'hui dans le grand nombre de leurs immeubles, mais dans leurs actions de banque, débetures, et autres valeurs de ce genre. La facilité de transiger est extraordinaire. De là est venue la raison pour les conjoints de se protéger plus efficacement. La séparation de biens offrant plus de garanties, de protection, est à l'ordre du jour.

Il est d'opinion que la communauté de biens disparaît à vue d'oeil, et il est d'opinion que c'est le régime le plus naturel,

le plus juste et le plus favorable pour deux conjoints. C'est la conséquence du contrat de société qu'ils ont signé et si la communauté était la loi commune, il n'y aurait pas lieu de proposer le projet de loi qui nous est soumis.

Mais elle disparaît chaque jour plus rapidement. La continuation de communauté a été, il y a quelques années, considérablement modifiée et la renonciation au douaire est tellement fréquente qu'avant longtemps, quelqu'un se lèvera dans cette Chambre et proposera qu'il n'existera que lorsqu'il sera stipulé.

Mais la séparation de biens n'est pas aussi sans danger, sans injustice, si le conjoint décédé n'a pas été prudent, accapareur, s'il a acquis en nom, et qu'il n'a pas disposé de ses biens, il laisse à son décès son conjoint parfois dans une position pénible, précaire, vu le peu de faveur avec laquelle il est traité dans notre code, comparativement à la manière avec laquelle il est traité dans d'autres pays.

C'est cette erreur qu'il faut faire disparaître. Il y en a qui croient que leur conjoint hérite d'eux à un degré très rapproché. Quand on leur apprend le contraire, c'est toute une révélation. C'est cette négligence que le projet de loi qui nous est soumis veut réparer, en apportant un adoucissement à la loi, et le changement proposé dans l'ordre de nos successions est opportun et le projet qui en consacre le principe devrait être adopté, et référé à un comité spécial pour en modifier les détails.

C'est pourquoi il appuie la proposition de l'honorable député de Montmorency.

M. J.-M. Tellier (Joliette) félicite le proposeur de cette motion. Il comprend que son collègue ne veut provoquer pour le moment qu'une expression d'opinion. Il partage l'idée de la proposition. Il est d'opinion que l'époux survivant doit être considéré comme un héritier légitime.

Il arrive que le de cujus(l) ne soupçonne même pas l'existence de son héritier légal et que l'époux survivant est dans la pénurie. C'est un système qui dérive d'une ancienne coutume qui avait pour but de perpétuer les biens dans la même famille. Les biens paternels et les biens maternels étaient les propres d'une succession. L'article 599 du code civil a disposé de ce système. Il est d'opinion qu'il faut multiplier à l'époux survivant les chances de succéder avec les autres parents.

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe) dit qu'au cours de l'exercice de sa profession de notaire, il lui est arrivé très souvent de constater la lacune que l'on veut combler. Il cite Mignault et d'autres auteurs éminents de plusieurs pays qui ont mis en meilleure situation le sort héréditaire du conjoint

survivant.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) est d'opinion qu'il est légitime de mettre l'époux parmi les héritiers du conjoint décédé. Il est donc en faveur du projet de loi du député de Montmorency.

Il ne faut pas s'étonner de la lenteur que l'on a apportée à corriger notre code. Le code Napoléon ne fut amendé qu'en 1891, après cent années d'existence. On est bien plus jaloux en France qu'ici de conserver les lois existantes. L'an dernier, on a refondu le code de procédure en France.

Or, en comparant l'édition refondue au code original, on constate qu'il n'y a en tout que six amendements à ce code au cours d'un siècle.

Ici, nous devons être jaloux de nos codes et ne les amender que lorsque cela est strictement nécessaire. Mais après constatation, après conviction, des modifications s'imposent.

Il faut chercher la meilleure forme possible à donner à cet amendement. Il faut étudier sérieusement cette question.

Aurons-nous le temps d'adopter cette mesure durant la présente session? Nous ne le savons pas. Mais nous espérons que nous le pourrions.

La Chambre semble unanime à adopter le changement, du moins quant au principe, c'est-à-dire le peuple. Le principe semble décidé. Il faudra en régler bientôt les détails. Quel système faudra-t-il adopter? Celui de la France, celui de l'Autriche, ou un autre?

Il termine en remerciant les proposeur et secondeur.

Des ministres prennent la parole.

La proposition est adoptée.

Demande de documents:

Cour de circuit à Matane

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et des documents en la possession du gouvernement, depuis le premier juillet 1906, se rapportant à la demande de certains intéressés, à l'effet que la Cour de circuit siège tous les trois mois à Matane.

Adopté.

Nouveau palais de justice de Sherbrooke

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur le priant de vouloir bien faire

mettre devant la Chambre copie de tous arrêtés ministériels, correspondance, demandes de soumissions, soumissions, contrats et documents en rapport avec le nouveau palais de justice de Sherbrooke.

Adopté.

Droits de coupe à New Carlisle

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toutes lettres du ministre ou du département adressées à l'agent des terres, à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, au sujet de la perception des droits de coupe de cette agence et des réductions des droits de coupe que cet agent a reçu instruction d'accorder depuis le 1er juillet 1905.

Adopté.

Vente de lots du canton Lejeune dans Champlain

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre une liste des lots vendus dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain, donnant le nom de l'acheteur, la date et le prix de l'achat avec l'étendue et le numéro de chacun des lots ainsi achetés depuis le 1er juillet 1905.

Adopté.

Classification des terres du canton Lejeune dans Champlain

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre copie des rapports d'inspection pour classification des terres dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain.

Adopté.

Code municipal, article 426

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que le bill (no 159) amendant l'article 426 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Donations d'immeubles

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 173) amendant

l'article 2098 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Protection de l'argent des absents

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 174) amendement l'article 89 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Loi de la pêche

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le bill (no 187) amendement la loi de la pêche de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Libertés communes en matière d'observance dominicale

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (no 190) pour le maintien des libertés communes en matière d'observance dominicale, étant lu,

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Il déclare que la loi sur l'observance du dimanche (bill no 6), présentée par le gouvernement, satisfait à toutes ses demandes.

La proposition est adoptée.

Droits des créanciers

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (M. W. F. Vilas), que le bill (no 183) remplaçant l'article 2054 du code civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Pensions alimentaires

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que le bill (no

149) amendement l'article 166 du code civil concernant les aliments soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Coroner du district de Québec

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que demain cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le coroner du district de Québec.

Il déclare que, jusqu'à aujourd'hui, le coroner du district de Québec, qui est actuellement le Dr G. W. Jolicoeur, recevait une somme déterminée pour chaque enquête qu'il faisait. Il recevra désormais un salaire fixe.

Adopté.

École technique de Québec

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que demain cette Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'École technique de Québec.

Adopté.

Mines de Québec

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines de Québec.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande à quelles sources l'honorable ministre de la Colonisation s'inspire pour préparer ces résolutions.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) donne de longues explications. Il déclare que la loi des mines est très délicate, qu'il faut y toucher avec beaucoup de circonspection, pour ne pas nuire à certaines gens qui nous aident à développer notre province.

Les résolutions sont en majeure partie basées sur les lois de certains pays européens et aussi sur celles de l'Ontario, de la Colombie britannique et de la Nouvelle-Écosse.

Il s'inspire des lois des mines qui fonctionnent ailleurs et des justes critiques qu'elles ont suscitées. Notre loi des mines existe depuis 15 ans: elle fut refondue en 1892.

Elle autorisait l'émission des permis

d'exploration au prix de \$5 le mille carré et des permis d'exploitation à \$5 l'acre.

Le département donne actuellement des permis d'exploration pour trois mois, après quoi il peut le renouveler pour trois autres mois, si l'explorateur est sérieux.

La loi de Québec a un cachet spécial. On doit éviter la spéculation et en même temps protéger les intérêts particuliers. Au lieu de lancer à l'aventure pour un temps illimité ceux qui détiennent des permis d'exploration, ce permis légal accordé pour une période de trois mois détermine le terrain sur lequel il est accordé option.

On a constaté que la somme de cinq piastres exigée pour ces permis était trop minime et on l'a portée à dix piastres. Le système actuel nous ruine, a-t-on dit. Le ministre ne le croit pas. En effet, le gouvernement se réserve toujours une royauté de deux et demi pour cent sur les produits.

Il a fait beaucoup de publicité au sujet des mines de notre province. Et les revenus provenant de nos mines ont augmenté récemment d'une façon prodigieuse.

Lorsqu'il est arrivé à la tête de ce département il y a 2 ans, le revenu annuel des mines était de \$1400. En 1906, il atteignait \$43 000. Depuis le 1er juillet dernier, ce revenu s'est accru davantage comparativement à l'an dernier; il atteint déjà \$41 000, et il reste encore trois mois pour terminer l'année fiscale et les revenus seront de \$75 000 environ. Avant longtemps, ces revenus seront de \$160 000. De ce montant, \$33 000 ont été perçus pour des permis de prospection, et le reste des revenus provient de droits miniers.

Nous devons nous réjouir de cet état de choses. Actuellement il y a 1450 permis d'exploration qui ont été accordés et qui doivent se renouveler tous les trois mois. Au mois de janvier 1906, il y avait 500 permis et cette année, 1000 de plus sans aucune aliénation de terrain. Ces faits donnent un aperçu nouveau sur les produits possibles des ressources de la province.

Il a étudié les lois des mines des autres provinces et il croit que la nôtre est la meilleure. Les résolutions soumises s'inspirent des lois des différents pays européens et des autres provinces de la puissance, comme la Colombie britannique, l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

On a représenté que le département donnait trop de terrain à explorer à un seul individu. Le ministre se rend à ces représentations et il amende la loi de façon à limiter l'étendue du territoire d'exploration d'une seule personne.

Il signale que notre loi n'a jamais soulevé les protestations que l'on a entendues contre la loi des mines d'Ontario. Il cite le Canadian Mining Review, une autorité en la matière, qui déclare que la plus belle loi des mines était celle de la province de Québec.

Il parle du nouveau permis d'exploration d'après la nouvelle loi qui donne le droit de faire des recherches sur cinq milles carrés dans les territoires non arpentés et qu'il ne sera pas permis de vendre une concession minière d'une étendue de plus de 400 acres à une même personne dans un rayon de cent milles, dans la même année. La balance des cinq milles carrés sera mise à l'enchère par le gouvernement. Le prix de la vente sera connu.

Il faut craindre les spéculations dans les mines. C'est pour cela que le ministre propose que les concessionnaires de droits miniers enregistrent les transports de leurs droits au département.

Il se déclare prêt à étudier toutes les suggestions que tous les députés pourront faire à cette loi. Il relève un article de la Gazette de Montréal qui prétendait que la province de Québec n'était pas une province minière. Ne sait-on pas que notre province fournit quatre-vingt pour cent de la consommation de l'amiante dans tout l'univers?

L'amiante est un minerai qui devient de plus en plus important dans l'industrie et est sur le point de créer toute une révolution dans la construction des édifices à l'épreuve du feu, et ce minerai est en abondance dans la province.

Ne sait-on pas que, sous le rapport du revenu minier, notre province est la troisième de la puissance? L'affirmation de ce journal est démentie chaque jour par les découvertes minières que l'on fait dans notre province.

En passant, on peut citer Chibougamau. On y a trouvé du cuivre à l'état natif. On y a aussi trouvé du nickel. Ce sera à la province de Québec ce qu'est le charbon à la Nouvelle-Écosse.

La construction du Grand Tronc Pacifique dans le nord de la province ouvrira bientôt de nouveaux territoires riches en minerais de toutes sortes, et le jour n'est peut-être pas loin où nous verrons notre Nord aussi riche en mines que l'Ouest du Canada l'est en céréales.

La proposition est adoptée.

Établissements industriels

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les établissements industriels.

Adopté.

Éducation protestante au Québec

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de

Rimouski (l'honorable A. Tessier), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant une subvention à l'éducation protestante dans la province.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 165) détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska, et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 7) amendement la loi concernant les terres publiques.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 117) éliminant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 6) concernant l'observance du dimanche.

Terres publiques

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 7) amendement la loi concernant les terres publiques. Les amendements sont lus pour la première fois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) propose que les amendements soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Il déclare que, relativement au droit de couper du bois pour son usage personnel dans les limites déjà concédées, le Conseil a décrété que ce droit sera accordé "à tout colon, et, à la discrétion du ministre, à tout cultivateur". Le texte primitif disait "toute personne".

MM. P.-É. LeBlanc (Laval) et J.-M. Tellier (Joliette) voudraient voir la loi plus large, c'est-à-dire qu'ils voudraient que le forgeron, le cordonnier, par exemple, d'une paroisse nouvelle, fussent mis sur le même pied que le colon parce que ces hommes sont absolument nécessaires au développement

d'une paroisse canadienne.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) n'est pas d'accord avec cette proposition. "Ne, sutor, ultra crepidam!" (Cordonnier pas plus haut que la chaussure!)

Les amendements sont lus pour une deuxième fois sur division et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Synode du diocèse de Montréal

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 117) éliminant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Confection et entretien des chemins

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

Au nom de l'honorable ministre de l'Agriculture, M. Louis-Jules Allard, membre du Conseil législatif, il déclare que ces résolutions seront d'un grand intérêt pour la masse de la population rurale de notre province. Elles ont pour objet une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

À l'appui de ces résolutions, il fait quelques remarques sur l'utilité et l'importance des bons chemins.

L'oeuvre de l'amélioration des chemins et de leur confection, dans les districts ruraux, est d'un intérêt primordial. Le gouvernement et le département de l'Agriculture, que cette matière regarde spécialement, ont mis à l'étude plusieurs projets. Le gouvernement en est arrivé à faire une tentative pour engager les municipalités rurales à donner leur attention à ce sujet et à travailler avec lui à l'amélioration des chemins. Le gouvernement espère que ces résolutions seront utiles et contribueront à l'oeuvre de l'amélioration des chemins, en faisant faire un pas dans la bonne direction, celui de mettre tous les chemins d'une municipalité à la charge de la paroisse.

Il n'y aura pas de coercition mais seulement de l'encouragement donné sous forme de subside s'élevant à \$800 par comté au maximum; de \$100 par municipalité, s'il n'y a qu'une ou deux municipalités par comté qui se prévalent de la loi. S'il y en a plus de deux qui demandent l'octroi, les 3/8 des \$800 seront divisés également entre ces municipalités et le reste sera divisé en proportion du montant dépensé par chaque municipalité.

Une des conditions est que l'octroi sera la moitié du montant dépensé jusqu'à concurrence de \$400. Ainsi, si une municipalité dépense dans un chemin \$800, elle recevra \$400. S'il y a deux municipalités qui dépensent chacune \$800, elles auront toutes deux droit à \$400.

Le montant de l'octroi sera toujours toutefois limité à la moitié du montant dépensé dans chaque municipalité, jusqu'à concurrence de \$100 et de \$800 pour un comté.

Les conditions ne sont pas nombreuses ni compliquées. Elles se résument à deux choses: chemins de la municipalité à la charge de la paroisse et chemins faits ou améliorés d'après les règlements approuvés ou adoptés par le département de l'Agriculture.

Le gouvernement croit que la loi proposée est plus simple et plus facile d'application que la loi d'Ontario sur le même sujet, en donnant l'occasion à chaque municipalité locale de s'en prévaloir en s'adressant directement au département de l'Agriculture.

M. M. Perrault (Chambly) demande l'ajournement du débat parce qu'il est tard et qu'il a de longues remarques à faire.

La proposition de formation en comité est adoptée.

En comité:

M. l'Orateur rappelle le député de Chambly au fauteuil.

M. M. Perrault (Chambly) refuse.

M. l'Orateur répète l'invitation.

M. M. Perrault (Chambly) décline l'honneur.

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) prend le fauteuil.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Que sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à toute municipalité rurale et locale une subvention annuelle égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le

31 décembre précédent pour la confection et l'entretien de tous les chemins faits et améliorés aux frais de la corporation de cette municipalité, pourvu que cette subvention ne dépasse pas quatre cents piastres par année et que la municipalité à subventionner ait adopté un règlement à cet effet d'après les prescriptions de la résolution suivante.

2. Que pour qu'une municipalité rurale et locale puisse demander la subvention de quatre cents piastres mentionnée dans la résolution précédente, son conseil devra adopter, en vertu de l'article 535 du code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins sous son contrôle seront faits, améliorés et entretenus, à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité; que le règlement adopté à cet effet ne pourra excepter les chemins de front et qu'une copie devra en être transmise au ministre de l'Agriculture; qu'il deviendra en vigueur tel que pourvu par l'article 535 du code municipal.

3. Que seulement deux municipalités locales et rurales par comté pourront être subventionnées, conformément à la résolution 1; que si, dans le même comté, plus de deux municipalités locales et rurales adoptent des règlements dans le sens visé par la résolution 2, la subvention pour ce comté ne devra excéder en aucune année la somme de \$800 et sera partagée par le ministre de l'Agriculture, entre lesdites municipalités y ayant droit de la manière suivante: les trois huitièmes de la subvention seront partagés également entre les municipalités ayant fait chacune des travaux s'élevant pendant l'année à pas moins de deux cents piastres, et la balance sera divisée proportionnellement au montant dépensé par chaque municipalité; que la décision du ministre relativement à ce partage sera finale et sans appel.

Que les dépenses encourues pour la confection ou l'entretien des chemins ne comprendront pas celles encourues pour l'entretien des chemins d'hiver.

4. Que, pour qu'une municipalité locale et rurale ait droit à la subvention, ses chemins devront être faits et entretenus d'après les règlements approuvés ou adoptés à ce sujet par le département de l'Agriculture; qu'elle devra, en outre, avant le 8 janvier, faire rapport au ministre de l'Agriculture du montant qu'elle aura dépensé pour la confection et l'entretien de ses chemins pendant l'année expirée le 31 décembre précédent; que ce rapport devra être transmis par lettre recommandée, rédigé d'après la formule fournie par le département de l'Agriculture et accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude.

5. Que la subvention sera payable annuellement dans le mois de janvier.

6. Que les municipalités rurales et locales qui, avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, auront déjà adopté un règlement conformément à la résolution 2, ne seront pas tenues d'adopter un nouveau règlement, et que la loi qui sera basée sur ces résolutions leur sera applicable en autant que le règlement adopté ne sera pas incompatible avec les dispositions d'icelle.

M. J.-M. Tellier (Joliette) approuve le principe du bill, mais signale plusieurs déficiences de détail comme par exemple, l'oubli qu'on a fait au détriment des grands chemins de comtés qui se trouvent à la charge des municipalités de comté.

Il se propose de discuter des détails lorsque la loi parviendra en comité général.

MM. P. Pelletier (Sherbrooke), J.-O. Mouasseau (Soulanges), P.-É. LeBlanc (Laval) et M. Perrault (Chambly) sont d'accord avec le principe général, mais veulent discuter de certains détails lorsque la loi sera soumise en comité général.

M. M. Perrault (Chambly) propose l'ajournement du débat.

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

"The Provincial Fire Insurance Company of Canada"

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Beauharnois

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 49) amendement la charte de la ville de Beauharnois.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose que le bill soit maintenant lu pour la

troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Continental Fire Insurance Company"

M. A. Morisset (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Morisset (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ventes de I. T. Coffin à W. G. Tait

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres héritiers de feu sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Notre-Dame

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 127) concernant l'hôpital Notre-Dame.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Western Hospital of Montreal"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 81) amendement la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer Pontiac Central

M. D. Gillies (Pontiac) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. D. Gillies (Pontiac) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Mégantic

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic.

Les amendements sont lus pour la deuxième fois.

Une voix propose que les amendements soient adoptés.

M. A. Girard (Rouville) propose en amendement, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. J. Morin), que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Un message soit envoyé au Conseil législatif l'informant que cette Chambre a adopté ses amendements avec la modification suivante: "Les mots après "du secrétaire-trésorier" qui précèdent la clause 14, dans ledit bill, tel qu'amendé par le Conseil législatif, sont retranchés et remplacés par les suivants: "Dépôt des candidats".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Protection des écoliers

M. G. Langlois (Montréal no 3) déclare qu'il demandera au gouvernement s'il prendra des mesures pour éviter les pertes de vie par incendie dans les maisons d'éducation désormais, suite au feu meurtrier de mardi dernier à Montréal. Il cite un extrait du dernier rapport du ministre des Travaux publics et du Travail (p. 89):

"L'introduction des appareils de sauvetage et d'extinction s'opère bien lentement dans les collèges et les couvents des différentes divisions. Les propriétaires et directeurs retardent, pour une raison ou pour une autre, durant toute une année, et nous n'obtenons que le minimum des précautions demandées dans bien des cas. Là où il faudrait trois ou quatre appareils de sauvetage, on se contente d'en acheter un. Il reste donc beaucoup à faire dans notre province avant que l'on puisse dire que toutes les précautions ont été prises pour protéger la vie des enfants dans nos maisons d'éducation."

La séance est levée à 6 h 15.

NOTE

1. Le défunt.

Séance du 28 février 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

**Incendie du petit séminaire
de Mariville**

M. A. Girard (Rouville) attire l'attention de la Chambre sur l'incendie de samedi dernier qui a réduit en cendres le collège de Sainte-Marie-de-Monnoir de Mariville. Il considère que c'est là une perte nationale. C'est l'aima mater d'un grand nombre de distingués citoyens de cette province qui a été ainsi détruite, une institution religieuse, une maison d'éducation supérieure qui fut la cause première du succès d'un grand nombre dans la vie et qui assura la conservation, les progrès et la prospérité actuelle du peuple canadien-français.

On sait qu'au jour où l'ancienne mère patrie, la France, abandonna le Canada, les ressources de ses enfants qui restaient étaient extrêmement limitées. Pour répondre aux besoins d'éducation, les séminaires de Québec et de Montréal furent d'abord fondés.

Plus tard, les autorités diocésaines de Trois-Rivières, de Sherbrooke, de Rimouski, de Chicoutimi, de Saint-Hyacinthe et de Valleyfield fondèrent leurs collèges classiques d'une non moins haute renommée, mais il est une autre nomenclature à faire et certes non moins glorieuse, c'est celle de ces collèges de même catégorie, fondés grâce à l'initiative particulière d'hommes du plus pur dévouement et de la plus profonde générosité, et tels que les collèges de Joliette, de Sainte-Thérèse, de Sainte-Anne, de Lévis, de L'Assomption, de Nicolet, enfin de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Ce dernier collège fut fondé il y a cinquante-cinq ans par M. l'abbé Crevier, le grand-vicaire Crevier, comme on l'appelait dans la région. Il a montré un dévouement et un génie qui méritent d'être proposés à l'exemple et à la vénération de nos concitoyens.

Cette institution qui abritait 300 personnes était dans la voie de l'agrandissement et de la prospérité grâce à son système d'études parfaitement organisé. Son personnel d'enseignement se compose de professeurs qui ont fait des études spéciales aux États-Unis et en Europe. C'est dire que le cours qui s'y donne est moderne. Les deux langues, française et anglaise, sont de pair dans le programme.

L'idée de l'illustre fondateur de ce collège fut que, prévoyant l'avenir, les Canadiens français pussent comprendre le commerce et l'industrie pour les diriger.

Aussi compte-t-on parmi les anciens élèves de cette institution les Béique, les Rainville, les Forget, et même le distingué président actuel de cette Chambre.

Il importait qu'après ce désastre les 300 élèves de cette institution ne se dispersassent pas. Aussitôt les gens de Mariville ont dit: "Prenez nos maisons!". Les ressources afin de reconstruire sont très limitées, mais on espère en ce que disait S. G. l'archevêque de Montréal qui lundi se rendait à Mariville porter ses sympathies aux autorités du collège: "Ne vous découragez point. Regardez vers Québec. Je suis sûr que l'honorable premier ministre de cette province, qui est un sincère et généreux ami de l'éducation, s'empressera de seconder votre courage en vous aidant financièrement."

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) croit qu'il manquerait à son devoir comme représentant d'un des comtés du district de Québec, s'il n'offrait pas à l'honorable député de Rouville, ainsi qu'aux supérieurs, prêtres, professeurs et élèves du collège de Sainte-Marie-de-Monnoir, l'expression de nos sympathies pour la terrible épreuve qu'ils viennent de subir.

Nous sommes tous des membres d'une même famille et le malheur qui frappe l'un de nos collègues ne peut nous laisser indifférents.

Nous sommes tous des amis de l'éducation. Nous pouvons différer d'opinion sur les moyens à prendre pour la faire marcher dans le chemin du progrès, mais nous sommes unis pour reconnaître le vrai mérite et rendre justice à qui justice est due.

C'est avec stupéfaction, avec chagrin et avec tristesse que nous avons appris la destruction, par un incendie, du collège de Sainte-Marie-de-Monnoir.

Il n'a pas eu le plaisir d'aller visiter cette institution, mais l'histoire de celle-ci est bien simple et bien touchante. C'est l'histoire de tous ces collèges qui, comme ces forts construits par le génie gaulois aux derniers jours de la domination française, pour nous protéger depuis Québec jusqu'à Détroit contre l'invasion américaine, furent fondés par des prêtres séculiers sortis de nos rangs, qui comprenaient nos besoins et connaissaient nos aspirations.

C'est l'histoire des collèges de Sainte-Anne, Lévis, Rimouski, Sainte-Thérèse, qui ont été des pépinières d'hommes distingués, des défenseurs de l'Eglise et de l'Etat, des hommes qui ont fait honneur à notre nationalité.

Ils ont fait quelque chose pour le pays, pour la province, et le pays, la province, doit payer sa dette de reconnaissance. L'acte du gouvernement tendant à aider cette institution à renaître de ses cendres sera approuvé avec plaisir.

La députation, afin de permettre à la province de soulager cette affliction, serait sans doute prête à sacrifier le surplus d'indemnité que quelques-uns demandent aujourd'hui.

Un honorable député de cette Chambre a demandé sur quelle base se répartissait l'octroi destiné à l'enseignement supérieur. Il n'y a pas de règle fixe et il est difficile d'en établir une. Mais ce sont les circonstances et les besoins qui guident dans cette distribution. Comme membre du Conseil de l'instruction publique, il sera heureux de travailler à en faire obtenir une part, une plus large part au collège.

L'incendie du collège a été une perte matérielle, mais il n'y a pas eu pertes de vie, Dieu merci.

Ceci amène à parler d'un autre triste événement qu'on ne peut passer sous silence.

Les malheurs vont en groupe. Les lueurs de l'incendie de Marieville n'étaient pas encore éteintes, les cendres étaient encore fumantes, qu'un écho de ce sinistre se répercutait dans la ville de Montréal. Il s'est passé là un acte qui mérite plus qu'une mention ordinaire.

Une jeune fille, une anglaise, humble institutrice, est morte victime de son dévouement, comme le capitaine, dont le navire sombre, doit agir, descendre dans l'abîme après ses passagers, elle descendit elle aussi, n'écoulant que son dévouement, dans l'abîme qui fut son tombeau.

Elle aurait pu se sauver, elle a préféré vouloir sauver ses élèves et périr avec eux, pour eux. Elle est morte à son poste, ce sera pour elle l'éternel poste de l'honneur, et devant cet acte il faut s'incliner avec une admiration émue.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) exprime aussi de profondes sympathies au nom de cette partie de la population de cette province qu'il représente dans cette Chambre, à la population du comté de Rouville, à l'occasion de la destruction du collège Sainte-Marie-de-Monnoir, ce qui est une grande perte pour la cause de l'éducation.

Cette Chambre et cette province doivent des remerciements à l'honorable député de Rouville pour la manière éloquente avec laquelle il a parlé du désastre.

Il est convaincu qu'il interprète les sentiments de toute la province, sans distinction de race ni de croyance, en exprimant l'espoir qu'avec l'assistance du Trésor provincial, cet édifice renaîtra de ses cendres.

Il n'y a dans cette province qu'une cause de l'éducation et tous doivent contribuer à faire oublier les désastreux effets de cette calamité.

Il y a aussi un autre désastre qui a suivi de près celui de Marieville, c'est celui d'Hochelaga qui a fait 17 malheureuses jeunes victimes. La conduite héroïque de Mlle Maxwell qui a donné sa vie pour sauver les enfants qu'on lui avait confiés, sera un perpétuel monument à sa mémoire, et elle laissera son nom dans l'histoire telles les héroïnes Grace Darling et Florence Nightingale.

Au milieu de tels désastres, il serait bon de s'enquérir si les lois existantes pour les édifices publics en cas de feu répondent à ce que l'on a en vue et si elles sont mises en force.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) donne quelques paroles de profonde sympathie aux autorités du collège Sainte-Marie-de-Monnoir et de l'école d'Hochelaga et a fait des vœux pour que les exigences de nos lois relatives à la protection de la vie humaine, si elles suffisent, puissent être mieux observées.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) se fait l'interprète du gouvernement pour exprimer ses sympathies aux directeurs du collège de Monnoir, qui sont devenus proches parents des victimes de l'école d'Hochelaga.

Le malheur est contagieux, croirait-on. Parfois, il est réparable. D'autres fois, il est irréparable, comme la mort de seize enfants de l'école d'Hochelaga.

La destruction de l'école fut un tombeau dans lequel ont été précipités seize enfants, un bouquet de jeunesse en fleur, et leur directrice, une héroïne.

Mon cœur saigne abondamment à la seule pensée des parents éprouvés si terriblement. Vous ne sauriez croire combien je suis désolé au sujet de cet événement.

Demain, on fera les funérailles. Inclignons-nous devant ces tombes qui passent et donnons aux familles éprouvées ce que nous avons de meilleur dans le cœur.

Que la Chambre s'unisse pour offrir aux parents des victimes, particulièrement aux parents de l'héroïque qui s'est sacrifiée pour sauver ses élèves, la pleine mesure de sympathie à laquelle ils ont droit.

Marieville, quant à elle, a perdu son plus bel ornement. L'une des institutions éducationnelles les plus nobles, pour laquelle de grands sacrifices ont été faits et qui a accompli d'immenses bienfaits, a été réduite en ruines.

La Chambre doit aussi des sympathies à la population du comté de Rouville. La destruction d'un tel édifice fut une grande perte publique, et les intéressés peuvent être assurés que le gouvernement se rend très bien compte de l'importance de cette perte

et qu'il fera tout en son pouvoir pour les aider à réparer cela.

Le gouvernement de Québec n'a jamais refusé d'aider ceux qui sont dans le besoin et qui sont dignes d'être aidés.

Il se rend avec plaisir à l'appel du député de Rouville et il fera généreusement son devoir, de même que dans le cas de l'école d'Hochelaga.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il appuie entièrement les remarques de l'honorable premier ministre. Il offre ses cordiales sympathies aux sinistrés et déplore la gravité des épreuves que la cause de l'éducation vient de subir.

Il fait remarquer qu'à Hochelaga il semble qu'on n'avait aucun appareil de sauvetage.

Il demande ce qui a été fait afin de renforcer la loi régissant l'installation ainsi que l'inspection des appareils de sauvetage dans de tels édifices. Bon nombre de propriétaires d'édifices publics tardent à mettre en application la loi concernant les appareils de sauvetage.

Il termine en disant qu'il comprend toute l'émotion de son collègue, l'honorable député de Rouville.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) dit qu'il est lui-même profondément peiné des désastres récents, et particulièrement du sinistre d'Hochelaga. Il ajoute qu'on érigeait parfois des monuments à bien des héros moins grands que ne le fut Mlle Maxwell. S'il y a jamais eu une héroïne, déclare-t-il, c'est bien cette femme.

Immédiatement après avoir reçu la nouvelle, l'honorable ministre a télégraphié à l'inspecteur des édifices publics à Montréal, de faire enquête complète sur les causes de l'accident, et particulièrement sur les appareils de sauvetage qu'il devait y avoir avant l'incendie. Il y a des obligations corrélatives aux édifices publics.

Aussitôt que l'on recevra le rapport de ce dernier, il sera soumis à la Chambre. Il faut de toute nécessité éviter le plus possible des malheurs tels que ceux du couvent de Sainte-Geneviève de Jacques-Cartier et de l'école d'Hochelaga.

Il espère que la leçon sera décisive pour les propriétaires d'édifices publics.

M. W. H. Walker (Huntingdon) offre aussi ses condoléances.

Il se montre surpris que la loi ne soit pas appliquée de façon plus rigide. Il signale qu'il y a de nombreux hôtels et édifices publics à Montréal et ailleurs qui non seulement ne sont pas équipés en appareils de sauvetage mais qui sont de plus de vrais nids à incendie. Il demande que la loi à ce sujet soit appliquée à une plus grande échelle et de façon beaucoup plus stricte.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) se dit sympathique avec ceux qui demandent de l'aide pour les citoyens de Marieville.

Il tient cependant à noter une remarque du premier ministre à l'effet que tous ceux qui en seront trouvés dignes recevront l'aide du gouvernement. Les citoyens de Louiseville qui ont tant souffert du feu il y a deux ans n'ont donc pas été trouvés dignes puisqu'ils n'ont pas encore reçu de réponse à leur demande.

Il suggère que la loi soit appliquée de façon plus stricte en ce qui concerne les appareils de sauvetage.

M. l'Orateur déclare qu'en tant qu'ancien élève du collège de Monnoir, il a un souvenir ému pour son alma mater aux autorités de laquelle il offre ses profondes sympathies.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 9) affectant certains deniers au paiement de la dette publique;

- bill (no 10) amendement la loi concernant les syndicats coopératifs;

- bill (no 14) concernant les jurés du coroner;

- bill (no 86) concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires;

- bill (no 103) concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay;

- bill (no 162) amendement l'article 2427 des statuts refondus relativement à la Cour des commissaires.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 177) amendement la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales.

Professions libérales

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 177) amendement la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales. Les amendements sont lus pour la première fois.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le

lieutenant-gouverneur, transmis par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme-huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur,

Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec les membres de la Chambre, à la salle des séances du Conseil législatif.

M. le greffier du Conseil législatif fait la lecture des bills publics et privés suivants sanctionnés au nom de Sa Majesté par Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

- Loi concernant l'École polytechnique;
- Loi amendant la loi de l'instruction publique;
- Loi amendant la loi d'hygiène publique de Québec, 1901;
- Loi concernant l'observance du dimanche;
- Loi amendant la loi concernant les terres publiques;
- Loi affectant certains deniers au paiement de la dette publique;
- Loi amendant la loi concernant les syndicats coopératifs;
- Loi concernant les jurés du coroner;
- Loi amendant la charte du Crédit foncier canadien;
- Loi amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal;
- Loi concernant le "German Club Teutonia";
- Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de Québec et l'île d'Orléans;
- Loi constituant en corporation la Compagnie d'assurance mutuelle du commerce;
- Loi constituant en corporation la ville de la Côte-des-Neiges;
- Loi concernant "The Engineers' Club of Montreal";
- Loi déclarant légale la vente du lot no 238 du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marcelline Labranche et al., à la Société de l'hôpital général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente;
- Loi modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137, et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs;
- Loi constituant en corporation l'Association des constructeurs de Québec;
- Loi constituant en corporation "The Royal Highlanders of Canada Armoury

Association";

- Loi amendant la loi concernant la succession de feu John Pratt;
- Loi refondant et révisant la charte de la ville de Longueuil;
- Loi amendant la charte de la Société des artisans canadiens-français;
- Loi constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul;
- Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Lotbinière et Mégantic;
- Loi constituant en corporation "The Quebec Eastern Railway Company";
- Loi amendant la charte de la ville de Saint-Louis;
- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Joseph-Arthur-Alphonse Pigeon au nombre de ses membres, après examen;
- Loi autorisant la chambre des notaires de la province de Québec à admettre Raymond Belleau à l'exercice de la profession de notaire;
- Loi ratifiant la révocation de substitution contenue dans un acte de vente par Jean-Baptiste Marion à Joseph Marion;
- Loi amendant la loi constituant en corporation la "Shawinigan Water and Power Company" et les lois qui l'amendent;
- Loi concernant la "Shawinigan Carbide Company, Limited";
- Loi constituant en corporation "The Commercial Burglary and Plate Glass Insurance Company";
- Loi amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal;
- Loi concernant la succession Tourville;
- Loi concernant la succession de feu l'honorable Sir Hector L. Langevin;
- Loi constituant en corporation les soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception;
- Loi autorisant l'Association des architectes de la province de Québec à admettre Arthur Contant au nombre de ses membres;
- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Francis Henry Wilfrid Bovey au nombre de ses membres, après examen;
- Loi concernant la succession de feu Ebenezer Muir, pour définir plus clairement et interpréter son testament ainsi que les pouvoirs des exécuteurs et fidéicommissaires;
- Loi ratifiant et confirmant un acte de rectification par Guillaume-Narcisse Ducharme et al., à James N. Greenshields;
- Loi constituant en corporation l'Assistance publique;
- Loi constituant en corporation les syndics de l'école Saint-Édouard, à Beauport;
- Loi ratifiant et confirmant le contrat d'une vente faite par le recteur et les

marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal;

- Loi concernant la Compagnie du chemin de fer Québec et Saguenay;

- Loi concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma;

- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre, après examen, Joseph Henry Dillon au nombre de ses membres;

- Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué;

- Loi élucidant les doutes qui semblent exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal;

- Loi amendant la loi qui constitue en corporation "The Quebec and St. Maurice Industrial Company";

- Loi concernant la succession de feu Robert Peddie;

- Loi constituant en corporation "The Canadian Nurses Association";

- Loi amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec;

- Loi ratifiant certains actes de transport de biens de successions sujets à l'impôt;

- Loi amendant l'article 2427 des statuts refondus relativement à la Cour des commissaires;

- Loi détachant certains lots du deuxième rang du canton de Tingwick, dans le comté d'Arthabaska et les annexant pour certaines fins à la municipalité de Kingsey Falls, dans le comté de Drummond.

Les députés reviennent à leur salle de séance.

Rapports de comités:

M. J. Morin (Saint-Hyacinthe): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 167) amendant les articles 443 et 485 du code de procédure civile relativement à la taxation des jurés.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 182) amendant l'article 2896 des statuts refondus de la province de Québec.

Introduction de bills:

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande la permission d'introduire un bill (no 200) amendant l'article 95 du code de procédure

civile.

Il explique que le but de son bill est d'empêcher les compagnies d'assurances d'enlever à l'assuré sa compétence juridique.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:

Traitements des institutrices

M. G. Langlois (Montréal no3): 1. Dans combien de comtés la moyenne du traitement payé aux institutrices est-elle inférieure en 1905-1906 à la moyenne de 1904-1905?

2. Quels sont ces comtés?

3. Quelle est la moyenne des traitements payés en 1904-1905 et 1905-1906 respectivement, pour chacun de ces comtés?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. 13 comtés.

2 et 3:	Année 1904-05	Année 1905-06
Berthier	\$134	\$131
Châteauguay	159	157
Deux-Montagnes	149	143
Laprairie	159	154
L'Assomption	136	135
Maskinongé	128	118
Nicolet	97	96
Richelieu	123	119
Rouville	138	136
Trois-Rivières	182	159
Verchères	144	132
Wolfe	138	136
Yamaska	104	103

Système de ventilation des écoles

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que le système de ventilation est nul dans quatre-vingt-quatorze maisons d'écoles dans le district d'inspection de M. Filteau?

2. Dans l'affirmative, à quelles mesures le gouvernement se propose-t-il d'avoir recours pour mettre fin à un pareil état de choses?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Cette information est contenue dans le rapport daté du 24 juillet 1906, de M. A. M. Filteau, inspecteur des écoles d'une partie du comté d'Ottawa.

2. Il s'efforce de faire appliquer les règlements du Conseil de l'instruction publique concernant la ventilation des maisons d'écoles.

Il ajoute qu'il s'agit d'un district qui comprend une région nouvelle, ce qui explique la défectuosité.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Ça ne peut

pas être pire qu'au comité des bills privés. (Rires)

Dépôt de documents

Vente de pouvoirs hydrauliques depuis 1867

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 24 janvier 1907, pour la production d'un état détaillé de toutes ventes, locations ou concessions à un titre quelconque, de chutes ou pouvoirs hydrauliques, consenties par le gouvernement de cette province depuis le 1er juillet 1867 jusqu'au 1er janvier 1907, avec indication du mode suivi dans chaque cas, du site et du nombre approximatif de chevaux-vapeur utilisables de chacun de ces pouvoirs, du nom de chaque acquéreur, locataire ou concessionnaire, de la date, du terme et de la nature du droit concédé dans chaque cas, du prix obtenu et des autres conditions imposées, du montant réellement perçu par la province dans chaque cas, et de la quantité de forces hydrauliques réellement développée ou utilisée dans chaque cas. (Document de la session no 69)

Demande de documents:

Remplacement du grand constable A. Lévesque par W. St. George

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous documents, requêtes, affidavits, lettres et messages se rapportant à la destitution de M. Alfred Lévesque, de Joliette, de sa charge de grand constable du district de Joliette, ainsi qu'à la nomination de son remplaçant, M. Wilfrid St. George, du même lieu.

Adopté.

Travaux dans les territoires municipaux

M. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendement le code municipal en conséquence.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Prestation du serment

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le

bill (no 171) amendement les statuts refondus relativement à la prestation du serment.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Code municipal, article 426

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 159) amendement l'article 426 du code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. M. Perrault (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Responsabilité des architectes et des entrepreneurs

M. M. Perrault (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 180) amendement les articles 1688 et 2261 du code civil relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. M. Perrault (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion de Saint-Léon de Marston

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bagot (M. F.-H. Daigneault), que le bill (no 148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté de Mégantic, pour toutes fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Abattis des clôtures

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 181) amendement les articles 541 et 836 du code municipal concernant l'abattis des clôtures

dans les chemins d'hiver soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) propose que la Chambre se constitue immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation l'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Testament J. Jack

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 140) concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

Adopté.

En comité:

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) explique qu'un syndicat américain, ayant à sa tête MM. Mullen, qui sont millionnaires, est le promoteur de ce bill. Ce syndicat est propriétaire de limites à bois d'une étendue de 465 milles carrés, qu'il a payées \$165 par mille.

Il possède aussi un pouvoir d'eau sur la rivière Madeleine qu'il a payé \$22 000 et qui développera une force de 10 000 chevaux-

vapeur. C'est pour exploiter ces limites que ces Américains veulent construire un chemin de fer le long de la rivière Madeleine.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) n'a pas d'objection à l'incorporation de la compagnie non plus qu'à son obtention des pouvoirs nécessaires pour exploiter sa ligne et toutes les choses immédiatement accessoires à l'exploitation d'un chemin de fer. Mais il s'oppose énergiquement à ce qu'on donne à cette compagnie tous les pouvoirs extraordinaires qu'elle demande par certaines clauses de son bill.

Il s'agit là d'une vraie charte d'ordre général.

Il déclare au premier ministre que ces pouvoirs sont exagérés. Il veut savoir quelles sont les ressources dont disposent les organisateurs.

Il fait quelques observations indépendantes du projet de loi lui-même sur le danger des chartes de compagnies de chemins de fer.

Ces chartes servent souvent de matières à spéculation, et à l'aide des pouvoirs exorbitants qui y sont contenus, les promoteurs arrivent à obtenir de l'étranger des capitaux sous de faux prétextes; et c'est la législature de Québec qui sert d'appui à ces trafiquants de charte.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) répond qu'il n'y a rien de plus extraordinaire dans ce bill que dans d'autres bills semblables.

Le député de Laval n'a pas à craindre que les obligataires de Londres et des pays européens ne soient pas prudents. Le comité des chemins de fer a sérieusement étudié ce bill et y a apporté certains amendements.

Il croit que ce bill devrait être adopté car il est semblable à tout autre bill de chemin de fer et qu'il ne demande pas plus de pouvoirs.

M. J.-L. Lemieux (Gaspé) déclare qu'il ne comprend pas l'opposition du député de Laval au bill, opposition qui origine probablement d'un marchand de Québec qui est intéressé à vendre quelques limites aux promoteurs de la compagnie qui, eux, n'en veulent pas.

La compagnie ne demande rien de plus que ce que l'on a donné à maintes autres compagnies et il cite une longue liste de compagnies qui ont obtenu des pouvoirs semblables.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Qu'est-ce que cela prouve? L'abus tout simplement. Et parce que la législature a déjà voté avec plus ou moins d'attention un certain nombre de ces chartes, qui ne servent qu'à la spéculation, faut-il continuer à faire de même?

M. J. H. Kelly (Bonaventure) intervient pour expliquer qu'il s'agit de l'exploitation d'une limite à bois, qui sera un bienfait pour la population de cet endroit et que la compagnie a besoin de tous ces pouvoirs. L'opposition vient de M. Ross, qui a des limites dans le voisinage.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) rétorque que personne ne s'oppose à l'incorporation de la compagnie.

Tout ce que nous demandons, c'est que l'on fasse disparaître du bill les pouvoirs extravagants que cette compagnie, qui n'aura qu'un capital de \$500 000, sollicite sans raison. Ce bill demande en effet presque tout ce qu'il y a sur ce coin de terre, et par-dessus le marché, la compagnie demande à se vendre quand elle le jugera à propos.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) ne voit rien d'anormal dans ce qui est demandé au moyen du bill.

Il peut arriver qu'il soit de l'intérêt public que la compagnie cède ses pouvoirs à un autre syndicat.

M. G. Langlois (Montréal no 3) prend la parole.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait de nouvelles objections.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) réplique aux objections.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Alors c'est décidé, il faut que ça passe.

M. J.-M. Tellier (Joliette): C'est décidé.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) remarque qu'il faut attendre à demain.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Cela a toujours été la règle de faire ces deux procédures le même jour.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Pas la règle, mais l'usage. La règle absolue c'est qu'il doit y avoir une séance entre les deux procédures.

M. le greffier prend le manuel de l'Assemblée législative et va le montrer à M. l'Orateur et au député de Laval.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer qu'il connaît la règle.

Le bill est lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Chibougamau and James Bay Railway Company"

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 124) concernant "The Chibougamau and James Bay Railway Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Ottawa Golf Club"

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 138) amendement la charte de "The Ottawa Golf Club" et augmentant ses pouvoirs.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"The Mattawin Lumber Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de O.-A. Richer à T. Hannah

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le

bill (no 139) validant la vente et l'adjudication faite par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 2 juillet 1885.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ville de Verdun

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 39) constituant en corporation la ville de Verdun. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement au bill (no 40) constituant en corporation la ville de Mégantic, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company";
- bill (no 87) concernant la succession de A. F. Gault;
- bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins.

"Montreal Street Railway Company"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Succession A. F. Gault

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 87) concernant la succession de A. F. Gault. Les amendements sont lus pour la première fois.

Annexion de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville

La Chambre procède à la prise en considération des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier pour toutes les fins. Les amendements sont lus pour la première fois.

La séance est levée à 6 h 30.

Séance du 1er mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. G. Langlois (Montréal no 3): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins;
- bill (no 128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux;
- bill (no 120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903;
- bill (no 57) concernant la Compagnie équitable d'assurance mutuelle contre le feu;
- bill (no 60) refondant la charte de la ville d'Iberville;
- bill (no 113) concernant la commune de Laprairie.

Votre comité a examiné aussi le bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces, référé de nouveau à votre comité, et y a fait un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Le promoteur du bill (no 58) conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada ayant déclaré qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit bill et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de l'impression et de la traduction dudit bill.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes(I). Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill (no 175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens et l'a amendé.

Amendes

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no

15) amendant l'article 1109 des statuts refondus concernant certaines amendes.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Chaire d'arpentage à Québec

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaine résolution concernant une allocation à être accordée pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder annuellement au Syndicat financier de l'Université Laval, à Québec, une somme de cinq mille piastres pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

Il déclare qu'il s'agit d'accorder annuellement une somme de \$5000 au Syndicat financier de l'Université Laval de Québec pour les fins mentionnées. Les avocats, les notaires, les médecins, etc., ont leurs écoles, seuls les arpenteurs n'en ont pas. Jusqu'à présent, c'est l'initiative privée qui a fait les arpenteurs; un jeune homme à Québec ne pouvait arriver à la pratique de la profession d'arpenteur à moins de suivre un cours dans un bureau d'arpenteur.

Et pourtant, la carrière d'arpentage est excessivement nécessaire, surtout dans un jeune pays. L'arpenteur est le premier homme instruit qui pénètre dans la forêt. Ses rapports sont d'une haute importance au point de vue des richesses minières et forestières.

L'Université Laval a bien voulu consentir à prêter son concours. Mgr Mathieu, recteur de cette institution, et Mgr Laflamme, un des plus distingués professeurs de notre pays dans les arts, ont eu la gracieuse générosité de mettre les musées scientifiques à la disponibilité, pourvu que l'on fournisse les fonds pour le paiement des

professeurs.

Le gouvernement reconnaît que cette subvention annuelle ne serait pas suffisante si Laval ne prêtait son concours.

Il est reconnu que les professions libérales sont encombrées. Il faut ouvrir d'autres carrières à la jeunesse de cette province. Le progrès sourit à la province de Québec sous divers aspects. Le développement industriel envahit la province, la construction du Grand Tronc Pacifique ouvre des horizons nouveaux. La mesure a pour but de faciliter l'accès aux carrières de l'avenir.

Le gouvernement n'avait pas suffisamment de fonds à disposer pour fonder une école polytechnique à Québec. On y donnera, à cette école d'arpentage, d'excellents cours préparatoires à l'école polytechnique de Montréal.

Il croit que cette mesure aura l'appui unanime de la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le gouvernement d'accorder cette subvention et l'Université Laval de son heureuse initiative. C'est un pas dans la bonne voie. La profession d'arpenteur rentre dans une nouvelle phase. Il s'agit de former des hommes non seulement compétents à faire des mesurages, mais capables de faire des rapports sur la qualité des terrains qu'ils ont parcourus pour aider le gouvernement à classer les terres.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) demande la permission d'introduire un bill (no 27) concernant une allocation à être accordée pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Chaire d'arpentage à Québec

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son

concours.

Pension de retraite des juges de sessions

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la pension de retraite des juges de sessions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose:

1. Que si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge pendant une période de quinze ans, au moins, est atteint d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, ou si après avoir rempli sa charge comme tel durant une période de vingt-cinq ans au moins, il donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait lors de sa démission, et cette pension devra lui être servie sa vie durant.

2. Que tout juge de sessions qui aura atteint l'âge de quatre-vingts ans, sera forcément mis à la retraite; et qu'à tout juge de sessions qui sera ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-quinze ans, donnera sa démission et, dans ce dernier cas, aura rempli la charge de juge de sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission.

3. Que si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge durant une période de trente ans et avoir été atteint d'une infirmité permanente ne lui permettant pas de remplir dûment ses fonctions, donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait lors de sa démission, ladite pension devant compter de la date de sa retraite et lui être servie sa vie durant.

4. Que si une personne qui touche une pension en vertu des dispositions de la loi qui sera basée sur ces résolutions vient à

recevoir un traitement pour l'exercice de quelque charge sous le gouvernement de la province, ce traitement sera réduit jusqu'à concurrence du montant de sa pension.

Il fait remarquer qu'il y a des juges de sessions de la paix à Montréal et à Québec.

Ces résolutions ont pour but d'accorder aux titulaires de ces fonctions, après un long service, une pension de retraite convenable. M. le procureur général a cité particulièrement le cas de M. le juge Desnoyers, de Montréal, qui a passé 32 ans de son existence dans l'administration de la justice criminelle. Comme presque tous les avocats d'ailleurs, nos juges n'ont pas de fortune et c'est afin de parfaire une situation que ces résolutions sont proposées. La loi sera calquée sur celle du fédéral.

M. J.-M. Tellier (Joliette) admet que le principe de la pension est bon, mais il voudrait savoir pourquoi ces juges qui administrent la justice criminelle ne sont pas payés par le Trésor fédéral.

C'est une chose qu'il a toujours trouvée étrange. L'item en vaut la peine. C'est une affaire de \$30 000 par année et davantage à la charge du budget.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que, depuis la création de ces fonctions, les titulaires ont toujours été nommés et payés par le gouvernement provincial.

Le point soulevé par l'honorable député de Joliette est une question discutable. A tout événement, on ne peut faire autre chose que de demander au gouvernement fédéral de payer les traitements des titulaires.

Pour lui, le point intéressant, c'est que la province conserve ces nominations, que chacune des provinces conserve ces nominations, vu qu'elles ont des usages, des moeurs, des tempéraments et des origines différents.

Les fonctions de magistrat sont délicates. Ce magistrat joue le rôle d'un père de famille, car il est le plus immédiatement en contact avec la population. Cette nomination a été réservée légitimement au gouvernement provincial, et s'il en est ainsi, ce dernier doit payer.

Notre système de magistrat est bon. Il semble donner satisfaction. S'il est bon, il s'agit d'obtenir d'Ottawa le paiement des traitements.

Serait-ce la bonne tactique d'aller demander des faveurs du pouvoir central, au moment où nous sommes de réaliser le rajustement des subsides fédéraux pour relativement une minime somme de \$20 000? Du moment que nous sommes capables de choisir de bons magistrats, gardons donc ce que nous avons.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) dit qu'il accepte le principe contenu dans les résolu-

tions maintenant devant la Chambre, mais il trouve que ces résolutions sont incomplètes et ne vont pas assez loin.

Il y a une autre classe de juges dans notre province qui méritent autant la considération de notre législature, ce sont les magistrats de districts.

Les magistrats de districts remplissent des charges aussi importantes que les juges de sessions. Ils ont à remplir les mêmes fonctions de justice criminelle que les juges de sessions. Ils ont aussi des pouvoirs civils et dans certains districts président aux Cours de circuit.

Nos magistrats de districts sont obligés de voyager en été et en hiver pour des causes au civil ou au criminel; ils sont obligés de faire de grands sacrifices pour se rendre aux différentes paroisses où ils siègent. Ils rendent de grands services à notre population.

Dans le district de Gaspé, les magistrats travaillent deux fois plus qu'ailleurs. Dans ce district, il y a un magistrat de district qui est un homme distingué, un juge impartial et aimé, M. Tremblay, et qui, depuis au-delà de vingt-quatre ans, s'est dévoué pour notre population en sa qualité de magistrat de district de Gaspé.

Ces magistrats ne reçoivent que douze à quinze cents piastres.

Il espère que c'est l'intention du gouvernement de donner à ces dignes magistrats les mêmes privilèges au point de vue des pensions qui sont accordées par ces résolutions aux juges de sessions.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) partage avec enthousiasme l'idée émise dans ces résolutions. Il fait l'éloge des juges des sessions de la paix.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que cette autre mesure du gouvernement est encore un pas dans la bonne direction, mais il croit que la quatrième clause comporte une grave erreur.

Il lui semble qu'il y a un non-sens. Il demande des explications satisfaisantes.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que cette disposition est copiée d'une loi fabriquée, il y a quelques années, par les conservateurs. D'ailleurs, il est juste qu'une personne ne puisse recevoir à la fois une pension et un salaire du gouvernement.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'objecte à la quatrième résolution qui traite du cas où un juge en retraite serait appelé à exercer quelques fonctions pour la couronne. Il croit que cette résolution cache un moyen de donner quelque sinécure à quelqu'un.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

déclare que la sinécure que le député de Laval semble appréhender n'est pas à craindre. Cette clause est copiée des statuts fédéral et impérial.

S'il fallait suivre la suggestion de l'honorable député, ce serait nous refuser des occasions exceptionnellement avantageuses de profiter de la grande expérience d'hommes tels que Sir L. N. Caseault, qui préside actuellement à la refonte de nos statuts et ce serait se refuser à jamais dans l'occurrence la longue expérience, par exemple, de M. le juge Desnoyers, s'il advenait que l'on décide une refonte de la loi des licences.

Et pour répondre à la demande de l'honorable député de Bonaventure, il déclare que c'est l'intention du gouvernement de traiter d'une façon analogue les magistrats de districts et qu'il sera heureux de le faire quand les circonstances le permettront, ce qui n'est pas dans un avenir bien éloigné.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend la parole.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter;

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 29) concernant la pension des juges de sessions.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Taxes sur les transferts d'actions

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que lundi prochain la Chambre se forme en comité général pour considérer une résolution concernant la taxe sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations.

Adopté.

Coroner du district de Québec

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le coroner du district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'assigner au coroner du district de Québec un traitement fixe, ne devant pas excéder seize cents piastres par année, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, et que ce coroner cessera dès lors d'avoir droit aux honoraires mentionnés au tarif de l'article 2692 des statuts refondus.

Il déclare que jusqu'ici cet officier recevait un honoraire pour chaque enquête qu'il faisait. Ces honoraires se sont élevés l'an dernier à \$1900. Dorénavant, il aura un salaire fixe de \$1600.

Le titulaire actuel à Québec est satisfait du traitement fixe. C'est une politique adoptée pour les coroners des grands centres.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue pour la première fois, pour la deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 24) concernant le coroner du district de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Établissements industriels

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Turgeon), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les établissements industriels.

Adopté.

Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose:

1. Que les honoraires de chaque inspecteur pour l'inspection des chaudières à vapeur et moteurs dans les établissements industriels ainsi que des conduites-vapeur en vertu de l'acte 3028 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 57 Victoria, chapitre 30, section 1, seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir et, de temps à autre, changer des districts d'inspection, et fixer, changer et modifier des tarifs des frais de ces inspections.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé des résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois, pour la deuxième fois sur division et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé d'étudier le bill (no 12) concernant les établissements industriels.

École normale McGill

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 17) concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et pour d'autres fins, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Compagnies par actions

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 2 (l'honorable L. Gouin), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la constitution en corporation par lettres patentes des

compagnies par actions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose:

1. Que les droits payables pour les lettres patentes accordées aux compagnies constituées jusqu'à présent en vertu d'une loi spéciale ou d'une loi générale en cette province pour un objet pour lequel la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions permettra d'accorder des lettres patentes, et qui sont actuellement des corporations existantes et valides, seront fixés de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que les droits payables pour les lettres patentes accordées à toute compagnie constituée en corporation en vertu d'une loi générale ou spéciale d'une autre province du Canada et à toute compagnie dûment constituée en corporation sous les lois du Royaume-Uni ou d'un pays étranger, pour l'exercice de quelqu'un des objets pour lequel des lettres patentes pourront être accordées en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, et qui à l'époque de la demande des lettres patentes en vertu de la loi susdite, existent légalement, seront fixés de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, au besoin, établir, modifier et régler le tarif des droits payables lors de la demande de lettres patentes et de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, et prescrire les formalités et le mode d'enregistrement à observer relativement à ces lettres, et tout ce qu'il sera nécessaire dans l'intention de la loi.

Que, quand il le jugera à propos, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer ce tarif des droits suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ainsi que toutes autres particularités.

Que, dans le département du secrétaire de la province, il ne sera accordé de lettres patentes ou de lettres patentes supplémentaires, en vertu de la loi à être passée concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions, qu'après que tous les droits exigibles auront été dûment payés.

Il explique que les principaux amendements que l'on propose ont trait aux honorai-

res exigés des compagnies par leur incorporation. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer, de temps à autre, le montant de ces droits: suivant la nature de la compagnie, le chiffre de son capital-actions ainsi que toutes autres particularités.

Par exemple, il ne sera plus nécessaire de prouver qu'on a des moyens d'organiser une compagnie. Dans le cas d'une compagnie étrangère qui voudra faire affaire ici, elle n'aura qu'à s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil, mais il lui faudra produire une copie de sa charte.

La loi est refaite de façon à répondre aux exigences du commerce. Pour cela, il faut l'amender de bien des façons.

Ces changements ont pour but de rendre la formation des compagnies à fonds social de plus en plus conforme au progrès, de moins en moins compliquée et de plus en plus pratique.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de considérer le bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions.

Commission des accidents du travail

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que le bill (no 26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies à fonds social

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 22) amendement l'article 4658 des statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Professions libérales

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 177) amendement la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Confessiornalité des enfants délinquants

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 182) amendement l'article 2896 des statuts refondus de la province de Québec.

Adopté.

En comité:

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) déclare que le bill veut permettre aux magistrats d'envoyer les enfants condamnés à l'école de réforme de n'importe quelle dénomination religieuse. À Montréal, beaucoup de protestants préfèrent envoyer leurs enfants ainsi condamnés aux institutions qui sont dirigées par des catholiques.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion de la paroisse de

Saint-Charles de Mandeville

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 169) annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Taxation des jurés assignés

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 167) amendement les articles 443 et 485 du code de procédure civile relativement à la taxation des jurés assignés.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux dans les territoires municipaux

M. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendement le code municipal en conséquence.

Adopté.

En comité:

M. É. Blanchard (Verchères) appuie son bill de remarques que lui inspire son expérience dans les affaires municipales.

M. J.-É. Caron (L'Islet) exprime une opinion contraire. Selon lui, la loi du député de Verchères créerait un rouage plutôt encombrant.

MM. J.-O. Mousseau (Soulanges), E. Roy (Montmagny) et J.-M. Tellier (Joliette) combattent le bill.

Ils déclarent qu'il est dangereux de confier l'application des lois à des juges improvisés et le plus souvent incompetents. D'ailleurs, l'arbitrage facultatif existe déjà.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 20

Administration générale à Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 101) amendement la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 31, qui se lit comme suit:

"31. L'article 408 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par les articles suivants:

"408. Lorsque des procédures sont formées pour invalider ou contester un rôle d'évaluation et de contribution foncière ou un rôle de contribution foncière spéciale, ces procédures ont pour effet d'interrompre la prescription et de prolonger le privilège à l'égard de ces rôles jusqu'à la date de l'adjudication finale sur ces procédures judiciaires.

"408a. Nonobstant toute loi ou tout jugement à ce contraire, il est loisible à la cité de Montréal de percevoir tous arrérages de contributions foncières, spéciales ou répartitions existant en vertu de rôles de cotisation préparés pour améliorations spéciales ou expropriations dans les rues, squares, ou voies publiques de la cité, pourvu que cette dernière intente les procédures judiciaires à cet effet dans les six mois à compter du 1er mai 1907, et que les contribuables portés auxdits rôles de cotisation comme débiteurs, puissent acquitter leurs dettes en cinq versements consécutifs et annuels, à compter de la date susmentionnée, la cité devant au préalable envoyer à chacun desdits contribuables un état de compte et un avis."

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose en amendement de biffer le dernier paragraphe de cet article.

Les honorables L. Gouin (Montréal no 2) et W. A. Weir (Argenteuil) supportent la proposition d'amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) s'objecte à l'amendement.

L'article 31 est finalement amendé comme suit:

"Lorsque des procédures sont formées pour invalider ou contester un rôle d'évaluation ou de contribution foncière ou un rôle de contribution foncière spéciale, ces procédures ont pour effet d'interrompre la prescription et de prolonger le privilège à l'égard de l'impôt de ces rôles jusqu'à la date de l'adjudication finale sur ces procédures judi-

ciaires."

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose en amendement, appuyé par le représentant de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie), que le bill ne soit pas lu maintenant pour la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau renvoyé au comité général, avec instruction d'amender la clause 6 dudit bill, en remplaçant les mots "trois cinquièmes", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots: "la majorité en nombre et en valeur" (2).

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) s'y objecte.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) prend la parole.

L'amendement est rejeté.

Le bill est en conséquence lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

"Montreal Street Railway Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 51) amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Westmount

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation l'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium.

Adopté.

En comité:

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le comité se lève sans faire rapport.

Il s'élève fortement contre ce bill qui a été introduit sous de fausses représentations. Les promoteurs prétendent vouloir une certaine chose alors qu'ils en veulent vraiment une autre.

C'est un bill qui demande l'incorporation de certains individus de Montréal sous prétexte de s'occuper de science, mais en réalité on veut vendre de la boisson sans avoir à payer un transfert de licence.

Il sait par expérience que des institutions de ce genre, créées d'après une charte indépendante des autorités municipales et où l'on vend tôt ou tard de la boisson, sont des sentines de vices, peu importe si l'homme derrière tout ça est honnête ou non. Il ne peut empêcher cela.

Il énumère tous les pouvoirs que demande la corporation, des soins à donner aux poissons jusqu'à la vente de boissons enivrantes tous les jours de la semaine. Est-ce que les poissons ont besoin de boissons?

Il demande au gouvernement de considérer sérieusement son point de vue qu'il estime très important.

Il fait remarquer que des bills identiques avaient été adoptés par la Chambre, et le public a pu juger des résultats obtenus.

On demande par ce bill d'ouvrir une salle où les jeunes gens iront étudier la pisciculture.

Il n'a pas confiance en ces institutions scientifiques. Il rappelle que certains autres établissements, entre autres le Gymnase de Montréal, avaient obtenu des chartes semblables à celle que demande l'Aquarium aujourd'hui, et ils sont devenus des sentines de vices, comme une enquête de la police l'a démontré.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) se déclare surpris de l'attitude prise par le député de Laval.

Il déclare que ce bill est d'intérêt public et il l'approuve complètement. Il s'agit d'instruire le public.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) répète ce qu'il a dit précédemment. Ce bill n'a pour but que d'arracher une licence pour la vente des boissons spiritueuses, ce qui coûtera ainsi moins cher que l'achat d'un hôtel ordinaire. C'est un scandale. On se moque de la légis-

lature.

Il propose que le comité se lève sans faire rapport afin de tuer ce bill au principe très pernicieux qui ouvrira un nouveau rendez-vous de vices à Montréal s'il passe.

Le bill ira rejoindre les îles Lanouette (3).

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) appuie la proposition du député de Laval et déclare que les membres de la Chambre ne devraient pas appuyer ce bill et il le condamne fortement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) déclare que les accusations du député de Laval contre le Gymnase de Montréal sont injustes. Le Gymnase est la propriété de deux citoyens très honorables, MM. F.-X. Saint-Charles et Ferdinand Paquet. On ne peut mettre en doute leur bonne foi.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) répond que ces deux messieurs à eux seuls détiennent la licence depuis à peu près quatre ou cinq mois.

MM. G. Langlois (Montréal no 3) et P.-É. LeBlanc (Laval) échangent de vifs propos.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose l'ajournement du débat, étant donné que le débat risque de s'éterniser et que la Chambre doit prendre en considération des questions plus urgentes.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Introduction de bills:

M. J. H. Kelly (Bonaventure) demande la permission d'introduire un bill (no 189) amendant les statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Demande de documents:

Taxe provinciale pour l'éducation

M. G. R. Smith (Mégantic) propose, appuyé par le représentant de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie), qu'il soit mis devant la Chambre copie: 1. De la résolution adoptée sur motion de M. John White, au sujet d'une taxe provinciale pour l'éducation.

2. De tout memorandum du département de l'instruction publique ou de tous documents du comité protestant concernant une taxe d'État uniforme pour fins d'éducation.

Pas plus vous, Monsieur, que n'importe lequel de mes honorables collègues dans cette Chambre, me reprochera de retenir votre attention pendant quelques minutes sur un sujet aussi important que celui de nos écoles nationales. La valeur de leur mission et de leur influence peut difficilement être surestimée.

L'histoire ne pourrait nous ramener assez loin dans le temps, même si on remontait jusqu'à l'époque de l'Antiquité, pour que l'on puisse y découvrir une nation qui prétendrait être civilisée tout en refusant de reconnaître l'importance de l'éducation de la jeunesse.

La province de Québec, comme il était naturel de s'en attendre si l'on en juge d'après la situation qui prévaut dans les Vieux Pays d'où sont issus les deux principaux éléments de sa population, n'a pas négligé la formation et l'éducation de ses jeunes. Non seulement les enfants des premiers colons venant de France, mais autant de descendants d'Indiens nomades qui ont pu être placés sous son influence, ont été des élèves soigneusement formés par la vénérable fondatrice du couvent des Ursulines de Québec et par les premiers missionnaires jésuites du pays.

Je n'ai pas l'intention d'abuser du temps de la Chambre en faisant l'historique du développement du mouvement éducationnel dans la province de Québec ou en témoignant de tout ce que nous devons, en tant que province, à des hommes comme Meilleur, Perrault, Chauveau et autres, qui ont joué un rôle aussi important dans l'organisation récente du système d'écoles subventionnées par l'État.

C'est le moment présent que nous devons envisager, et c'est sur les problèmes qui se posent à nous aujourd'hui que j'essaierai d'attirer votre attention pendant quelques minutes.

Il n'est pas exagéré de dire que c'est au cours de la période actuelle que la cause de nos écoles publiques a atteint une importance et suscité un intérêt, aussi bien pour la population en général que pour la Chambre, qui ne s'était jamais vu auparavant. Cela est d'autant plus vrai pour ce qui est de la dernière décennie. Nous nous rappelons tous de la place importante qui fut donnée à la cause de l'éducation dans la patriotique et sage plate-forme qui a permis au regretté honorable feu M. Marchand de reprendre le pouvoir il y a dix ans et de la façon fidèle dont fut suivie sa politique ayant trait à l'éducation publique, à la fois sous son propre gouvernement et sous les gouvernements qui lui succédèrent.

Il y a longtemps qu'il n'y avait pas eu autant de préoccupations à l'égard de la question éducationnelle dans les milieux anglais de la province que lors de l'été dernier. Dirigée par l'honorable Sydney Fisher

et composée de quelques membres du comité protestant de l'Instruction publique, la campagne, qui fut menée dans le but de pousser les gens des districts ruraux à payer de meilleurs salaires à leurs enseignants, a atteint l'impact d'un grand mouvement populaire. La question fut débattue par les journaux et l'effet produit par une telle publicité fut d'expliquer clairement aux contribuables la situation de nos écoles, et spécialement la situation des écoles élémentaires dans les districts ruraux.

On a bien précisé qu'un effort énorme serait nécessaire pour produire un meilleur rendement chez ce genre d'institutions éducationnelles et que l'un des aspects les plus importants serait de trouver plus d'argent pour payer des salaires convenables à nos enseignants.

C'est dans cet esprit, et ayant en vue ce but louable, que l'un des plus fervents défenseurs de l'éducation en milieu rural proposa au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, le 28 septembre dernier, une résolution; et j'ai maintenant l'honneur de proposer qu'une copie de cette résolution soit déposée sur la table de la Chambre.

Le motionnaire dont je parle est bien sûr M. John Whyte, de Leeds, l'un des chefs de file du Conseil de l'Instruction publique, qui fut l'un de mes honorables prédécesseurs à la Chambre pour le comté de Mégantic.

Ceux de nos collègues, M. l'Orateur, qui ont eu la chance de siéger en même temps que lui à la législature, seront heureux de témoigner, comme moi, de la droiture, du zèle et de la diligence avec lesquels cet honorable gentilhomme a rempli son devoir comme membre de cette Chambre.

Je rends également hommage au profond intérêt manifesté par M. Whyte pour l'important sujet sur lequel j'ai l'honneur d'attirer l'attention de la Chambre, et à l'aide bienveillante qu'il a bien voulu m'accorder en s'efforçant de me faire connaître à fond chaque phase de cette importante question.

Selon les rapports qui ont été publiés sur les délibérations du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, la motion dont M. Whyte a donné avis a été adoptée comme suit:

"Résolu - Attendu que l'éducation élémentaire dans cette province est dans une situation insatisfaisante, dû dans une large mesure à un manque de fonds pour engager des enseignants dûment qualifiés et pour procurer des écoles confortables, de l'équipement et des appareils suffisants dans le but d'enseigner, ce comité prie respectueusement la législature provinciale d'imposer une petite taxe d'un demi-millième par dollar sur tout immeuble imposable appartenant au groupe protestant, et que le montant ainsi amassé par cette taxation soit alloué à l'amélioration

de l'éducation élémentaire protestante conformément à des dispositions que ce comité peut de temps en temps établir et sujettes à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil."

Tout observateur conscient des problèmes actuels serait porté à croire que l'éducation protestante en général dans cette province est dans une mauvaise position. Que ce ne soit pas le cas, cependant, devient évident pour toute personne qui veut bien se donner la peine de découvrir qu'elle est la situation réelle.

Dans les cités et dans les villes, et même dans la majorité de nos villages, nos jeunes ont d'excellentes chances d'acquérir une éducation fructueuse. Ce n'est que dans les districts ruraux que la situation de l'éducation est réellement précaire, et ce pour deux raisons principales: premièrement, à cause du système des deux langues et deuxièmement, à cause de l'énorme émigration des gens de langue anglaise vers l'Ouest.

Si un même système d'enseignement prévalait pour tous les jeunes de notre province, le fait qu'une famille vende tout et parte vers l'Ouest n'aurait aucune conséquence pour une communauté. Mais, dans les conditions actuelles, le départ d'une famille équivaut souvent au retrait d'une partie considérable du soutien pour l'école. À de nombreux endroits, beaucoup de gens ont tout vendu et comme résultat, un bon tiers de nos écoles élémentaires dans les districts ruraux n'ont que huit à quinze élèves.

Il est bien connu qu'un professeur peut enseigner aussi bien à trente ou quarante élèves qu'à quinze. Mais les contributions d'un plus petit nombre de familles réduisent tellement les ressources mises à la disposition des autorités scolaires que l'école ne peut ouvrir ses portes que pour quatre à six mois au cours de l'année au lieu de dix mois, tel qu'exigé par la loi.

J'ai déjà mentionné l'excellence des services éducationnels offerts aux jeunes de nos cités et de nos villes. L'université McGill est unanimement reconnue comme l'une des institutions de ce genre les plus avancées sur tout le continent. Elle est très bien équipée, bien financée, et non seulement fait-elle un bon travail pour les jeunes de notre province, mais elle ouvre également ses portes aux jeunes des autres provinces. Malgré le fait que la population protestante de la province soit seulement d'à peu près un huitième de la population entière, il y a plus de 1300 étudiants qui suivent les différents cours de l'université McGill. Des dons privés très généreux au fonds de McGill ont relégué aux oubliettes la petite aide que verse le gouvernement à cette université, et tout partisan de l'éducation supérieure serait ravi que la province accorde une reconnaissance plus appréciable à l'importante place qu'occupe cette célèbre institution dans la vie éduca-

tionnelle et l'orientation intellectuelle de nos gens.

Nous avons vingt-deux académies qui préparent les étudiants pour leur entrée à l'université, et toutes font un excellent travail. Nos écoles modèles sont au nombre de cinquante, et une bonne et solide éducation commerciale y est enseignée. Un garçon ou une fille ayant un bon jugement, de bonne capacités de raisonnement et qui a suivi un cours complet dans une école modèle est prêt pour à peu près n'importe quelle orientation non professionnelle et pour se mêler à presque chaque classe de la société.

Notre travail éducationnel est très bien là où ces institutions existent, et même dans nos districts ruraux, malgré toutes les insuffisances, aucun garçon ni aucune fille ne doit grandir sans pouvoir lire ni écrire et sans avoir quelques connaissances de base en arithmétique. Cela, cependant, n'est pas un bagage raisonnable ou suffisant pour affronter la vie de nos jours. Les esprits doivent être ouverts et développés et les gens doivent apprendre à lire et à réfléchir s'ils aspirent à la supériorité du peuple canadien.

Récemment, nous avons vu se réaliser de très grandes choses pour l'éducation dans cette province. Les cadeaux de Sir William MacDonald ne sont rien de moins que princiers. En plus de ces autres donations, il a récemment acheté 600 acres de terre à Sainte-Anne, sur lesquels il a fait ériger des édifices, fourni de l'équipement et versé deux millions de dollars comme dotation. Là, les élèves apprennent sans déboursier quoi que ce soit, tandis que la pension ne coûte qu'à peu près trois dollars par semaine selon les cas. En plus de la littérature, on y enseigne l'histoire naturelle, les arts ménagers et l'agriculture. Cette académie est affiliée à McGill, et les membres de son conseil d'administration sont également les directeurs, ce qui nous garantit donc une gestion efficace.

Le point faible dans notre système éducationnel est sans aucun doute les écoles des districts ruraux. Il en existe à peu près 800, et je suis désolé de dire que, d'après le dernier rapport du ministère, dans au moins 300 d'entre elles, ce sont des professeurs non certifiés qui y enseignent.

Il y a deux raisons à cet état de choses. En premier lieu, les salaires offerts sont trop faibles pour attirer des professeurs certifiés et, en deuxième lieu, on doit tenir compte du fait que depuis les dix dernières années ou à peu près, plusieurs autres moyens de gagner sa vie sont devenus accessibles aux jeunes femmes oeuvrant dans le milieu de l'éducation.

Le salaire d'un enseignant à l'élémentaire s'échelonne entre 16 et 25 dollars, tandis que celui d'une sténographe ou d'une dactylographe se chiffre entre 30 et 45 dollars. On ne se surprendra donc pas que

des emplois plus lucratifs attirent un plus grand nombre de nos jeunes gens mieux éduqués. À cause des petits salaires que nous payons, nous perdons un bon nombre d'enseignants qualifiés. Beaucoup vont dans l'Ouest. Dans mon propre comté, deux jeunes femmes qui détiennent des diplômes d'écoles normales sont parties en Alberta. L'une enseignait pour moins de 340 dollars, là-bas elle en gagne 600. L'autre, qui vient tout juste de finir l'école normale, reçoit la même chose. Deux autres sont parties et suivent présentement un cours de trois mois à l'école normale de Regina; elles prévoient enseigner en Saskatchewan.

Ontario aussi souffre d'un manque d'enseignants à l'élémentaire. Le gouvernement a cru nécessaire de passer une loi qui oblige à payer un enseignant certifié au moins 300 dollars, et tout enseignant engagé à un tarif moindre sera suspendu. Il y a quelques jours, les secrétaires-trésoriers furent convoqués à une réunion afin de présenter une remontrance, mais sans attendre qu'elle ait lieu, le gouvernement a donné avis que la loi serait maintenue. Le gouvernement accordera \$15 par année à chaque école élémentaire de la province, et une aide additionnelle est également prévue. En tout, le gouvernement a l'intention de consacrer plus de deux cent mille dollars de plus que ce qu'il débourse actuellement à cette fin.

Les services qui sont maintenant offerts pour la formation des enseignants amèneront sans doute plusieurs enseignants éventuels à s'en prévaloir. Mais les contribuables doivent également faire leur part. Si Ontario considère qu'il est impossible d'obtenir des enseignants pour moins de \$30 par mois, c'est à nous maintenant de savoir si les enseignants accepteront un plus petit salaire au Québec qu'en Ontario, et d'entreprendre des démarches afin d'augmenter le salaire de nos enseignants. C'est ce que la motion de M. Whyte stipule. Nous avons près de cent trente millions de dollars en propriétés du côté protestant, et un demi-millième de chaque dollar de ce montant équivaut à \$65 000. Après avoir payé la perception et l'administration, nous serions capables d'accorder disons cinquante dollars à chaque école. Mais il n'est pas essentiel que l'argent soit distribué de cette façon car il pourrait tout aussi bien être accordé de la même façon que le fonds des municipalités pauvres, selon les besoins de chaque école en particulier, le conseil ayant le même contrôle sur toutes les écoles en ce qui concerne la distribution de ces fonds qu'ils ont dans le cas de ceux qui reçoivent de l'aide provenant du fonds des municipalités pauvres, et le droit de prescrire que tous leurs règlements soient observés. Présentement, ces règlements sont violés dans plusieurs cas et le conseil ne possède que très peu de moyens pour les

faire observer.

Il y a ceux qui se plaignent du fait que la résolution prévoit que l'éducation rurale sera subventionnée par les villes. Cependant, cette idée est loin d'être nouvelle. Aux États-Unis, cette méthode est largement répandue. De plus, dans plusieurs des États de la république qui nous voisine du côté sud, le principe selon lequel l'égalité des chances est assurée jusque dans une certaine mesure est pratiqué de façon à nous offrir un bon exemple, et il est consacré beaucoup plus par des résultats que par des arguments. En réalité, on le considère tout simplement comme étant une bonne politique d'État.

Sans entrer dans les détails, ce système général pourrait se décrire comme suit: chaque section scolaire, ou municipalité, pour utiliser notre expression, est supposée financer elle-même ses propres écoles au moyen de taxes locales. Plusieurs de ces sections sont incapables de remplir les obligations que leur impose la loi, mais l'État, au lieu de réduire ses demandes, aide les régions moins riches à s'acquitter de leur devoir. Pour ce faire, on prélève un impôt pour l'éducation basé sur l'évaluation foncière et perçu par les moyens municipaux habituels. Les revenus de cet impôt sont distribués par le département de l'Éducation aux sections scolaires selon les besoins et non pas selon la population, le nombre d'élèves présents à l'école ou le montant de la contribution. L'honorable Andrews S. Draper, alors surintendant de l'État de New York, disait au sujet des écoles rurales:

"Prenez comme principe que le système scolaire et les centres populeux doivent aider les districts éloignés, non seulement au niveau des méthodes mais aussi au niveau des ressources, et le pays progressera." (P. 1056, Rapport du commissaire de l'éducation, 90-91)

La façon dont ce principe est appliqué dans l'État de New York s'illustre beaucoup mieux à l'aide de chiffres. En 1896, l'impôt général s'éleva à \$4 062 903. Parmi les soixante comtés de l'État, cinquante-quatre ont reçu plus de cet impôt que ce qu'ils ont payé. Mais le comté d'Erie, où la ville de Buffalo est située, a payé \$241 559 pour ne recevoir que \$185 460, subvenant ainsi à ses propres écoles tout en accordant \$56 098 aux régions plus pauvres de l'État.

Le comté de King, où Brooklyn est situé, a déboursé \$503 603 et n'a reçu que \$387 879, ce qui donne un surplus de \$115 724. Quant au comté de New York, qui comprend aussi la ville, il a versé \$1 884 584 et reçu seulement \$636 133, d'où un surplus de \$1 248 451. Ainsi, ces trois villes, tout en subvenant aux besoins de leurs propres écoles, ont versé l'énorme somme de \$1 420 274 afin d'aider les districts éloignés. Le système qui existait en 1896 à New York est toujours le même, mais je n'ai aucune

donnée récente en main classée de façon à illustrer le fonctionnement de ce système.

Dans le rapport de l'Illinois, je vois qu'en 1899 le comté de Cook a reçu \$116 432.91 de moins que ce qu'il avait payé à un fonds similaire, et les autres comtés ont payé un total de \$53 107.76 de plus que ce qu'ils ont reçu.

Le dernier rapport provenant de l'État du Vermont indique qu'ils ont augmenté les impôts (taxe directe) de cinq à huit sous par cent dollars d'évaluation. Cela démontre également que, parmi les vingt-trois comtés qui ont versé chacun plus de \$1000 à cet impôt, aucun n'a reçu autant que ce qu'il avait payé, la perte totale, pour ainsi dire, s'est élevée à \$29 089.29. Ce sont les comtés qui possèdent des centres plus populeux qui paient plus qu'ils ne reçoivent.

On pourrait multiplier les exemples démontrant que l'on accepte assez bien le principe selon lequel les villes sont appelées à prêter main-forte aux régions rurales, vers qui les villes se tournent autant pour leurs affaires que pour leur main-d'oeuvre. Les conditions auxquelles nous devons faire face peuvent être mieux remplies si l'on adopte les vues exprimées par l'honorable Geo. H. Martin, agent au ministère de l'Éducation du Massachusetts, dans son rapport de 1901:

"La plupart des écoles rurales du Massachusetts sont situées dans des communes (townships) pauvres, qui ont été vidées par le départ de leur population vers les centres manufacturiers et ferroviaires. Ces communes ont également beaucoup souffert de l'influence néfaste de l'ancien système scolaire de districts. L'État est venu en aide à ces communes (townships) avec une contribution financière directe provenant de son fonds scolaire. Plusieurs fois, la façon de distribuer les revenus de ce fonds a été changée dans l'intérêt des communes moins fortunées, en augmentant leurs subventions et en prélevant cette somme chez les municipalités plus riches. Aucune commune (township) dont l'évaluation dépasse \$3 000 000 ne reçoit de subvention. Plus l'évaluation est basse, plus la subvention de l'État est élevée. Avec ces subventions, les communes (townships) peuvent se permettre d'employer de meilleurs enseignants et garder leurs écoles pour plus longtemps".

M. Hill, une autorité en la matière, déclare:

"Procurer de l'aide aux communes (townships) riches qui se taxent elles-mêmes pour leurs écoles bien au-dessous de la simple générosité et de l'abnégation de l'État, refuser son aide aux communes (townships) pauvres qui sont appelées à se taxer bien au-dessus de la simple générosité et de l'abnégation de l'État, à vrai dire, exiger des communes (townships) pauvres qu'elles viennent en aide aux riches, ce qui est une conséquence directe lorsque les

subventions de l'État sont accordées à ces dernières et non aux premières, ce sont là des extrêmes, des anomalies, des incongruités en effet, dans une politique d'État qui est admirable dans son ensemble, mais qui nécessite néanmoins quelques améliorations.

"En théorie, les communes (townships) doivent s'efforcer de payer pour leurs propres écoles. Il est essentiel que leur autonomie soit préservée. Mais le devoir qui incombe à l'État d'administrer l'excédent que procure cette loi s'appuie sur des fondations des plus solides, et doit être fidèlement accompli, quels que soient les moyens d'accumuler cet argent."

On ne saurait faire le tour de cette importante question sans au moins témoigner notre profonde gratitude à Sir William MacDonald pour le geste généreux qu'il a eu en fournissant des édifices aussi bien équipés et en accordant, comme je l'ai déjà mentionné, une dotation aussi princière au personnel appelé à former nos enseignants. Je n'entrerai pas dans les détails, car ils ont déjà été relatés dans les rapports émis par les journaux lors de l'étude de cette proposition par le comité protestant.

Il est toutefois très légitime de notre part de se demander si la générosité de Sir William est à même d'atteindre le but louable qu'il visait.

La réduction des coûts inhérents à la formation des enseignants et les différents services offerts afin de donner aux futurs diplômés le meilleur équipement et les meilleurs professeurs disponibles, est-ce que ces offres généreuses sont destinées à fournir des enseignants mieux qualifiés et un système d'éducation amélioré si nécessaire pour que nos écoles de comté deviennent vraiment utiles?

Je n'ai aucune hésitation à dire que, si l'on continue à financer nos écoles de cette façon, les généreux bienfaits de Sir William MacDonald sont susceptibles de se révéler plus une faiblesse qu'un avantage pour nos municipalités moins riches.

Les jeunes femmes qui enseignent actuellement dans ces écoles auront la possibilité, et s'en prévaudront sans aucun doute, de profiter de l'offre généreuse qui leur est faite d'être formées gratuitement par les meilleurs maîtres disponibles. Ainsi munies, elles quitteront l'école normale capables de gagner deux fois plus, sinon trois fois plus, que le petit salaire qu'elles reçoivent présentement. Et quel en sera le résultat inévitable? À moins que l'on puisse trouver l'argent nécessaire pour les payer comme elles devraient être payées, elles se tailleront vite une place sûre dans nos institutions d'éducation supérieure, ou partiront vers Ontario, et même vers les provinces encore plus à l'Ouest, où les enseignants qualifiés sont assurés de salaires convenables. Dans ce cas, on constatera que l'école de Sainte-Anne

forme tout simplement des enseignants pour les autres provinces. Il n'est donc plus besoin de rajouter quoi que ce soit pour vous convaincre de l'absolue nécessité d'adopter un système semblable à celui de M. Whyte, qui nous permettrait d'accumuler les sommes essentielles à l'amélioration de l'éducation élémentaire protestante.

Certaines personnes se demanderont également pourquoi il ne suffit pas de permettre aux commissaires d'écoles ou aux administrateurs d'imposer des taxes plus élevées lorsqu'ils le jugeraient essentiel. La réponse réside dans le fait qu'il s'agit là du système dont on se sert depuis assez longtemps et qui fut considéré déficient. De plus, il ne faut pas oublier que les commissaires d'écoles ne peuvent imposer une taxe scolaire que dans leur propre municipalité, tandis que la proposition de M. Whyte prévoit une contribution spéciale pour l'ensemble des propriétés appartenant aux protestants de toute la province.

Pourquoi toutes les parties de la province doivent contribuer à la grande cause de l'instruction publique? C'est ce que j'ai essayé de démontrer. Mis à part l'aspect patriotique du sujet et l'avis exprimé par les économistes politiques, l'employeur, dont la main-d'oeuvre lui provient surtout des districts ruraux, ainsi que le marchand de la ville bénéficieront certainement du fait que ceux à qui ils s'adressent dans ces comtés aussi bien que les commis ou autres qui viennent vers eux soient des gens ouverts et éduqués.

Personne ne niera le fait que notre système d'éducation doit être au moins égal à ceux des différentes personnes qui nous entourent si nous voulons maintenir notre place dans les premiers rangs des nations civilisées. Ce système doit être également efficace dans les niveaux les plus bas comme dans les niveaux les plus élevés de l'éducation.

Actuellement, notre faiblesse réside dans la fondation même, la partie la plus importante de tout notre système. Sir William MacDonald s'était rendu compte de cela et avait pris certaines dispositions afin de régler ce problème. Mais sans enseignants bien formés, cela est impossible. Nous en aurons, mais pour les garder, il nous faut les payer. Et comment ferons-nous? Je ne connais aucun autre système que celui proposé par la résolution de M. Whyte. C'est pourquoi j'ai proposé qu'elle soit déposée devant la Chambre et je fais appel aux membres du gouvernement et autres concernés pour que l'on donne suite à cette proposition qui fut unanimement approuvée par le comité protestant du Conseil de l'instruction publique.

La générosité princière de Sir William MacDonald commande notre reconnaissance et notre collaboration. Si, alors que sa libéralité

nous a donné, comme on devrait s'y attendre, quelques-uns des enseignants les mieux formés du monde, nous devrions faire preuve d'une telle ingratitude en acceptant qu'ils nous quittent parce que certains avantages monétaires leur sont refusés dans leur province natale, nous mériterions certainement d'être méprisés par tous les gens civilisés, transformant ainsi un bienfait en une malédiction. Assumons pleinement ce léger fardeau si équitablement proposé par cette résolution, c'est ce que j'ai l'honneur de demander; et nous prouverons au monde entier que la province de Québec apprécie à juste titre la bonté de l'un des membres de son élite marchande, et qu'elle est déterminée à procurer à ses enfants les inestimables bienfaits de l'éducation qui, telle la vertu, ennoblissent une nation.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) fait quelques courtes remarques et propose, appuyé par le représentant de Brome (M. W. F. Vilas) que le débat soit ajourné.

Adopté.

Dépenses dans Soulanges depuis 1887

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), qu'il soit mis devant la Chambre un état des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887.

Adopté.

Articles injurieux de l'Événement

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) se lève en soulevant une question de privilège. Il explique qu'il proposera d'autres motions avant d'en arriver à la motion d'expulsion du M. Jean Dumont, correspondant de l'Événement.

Il rappelle à la Chambre que ces jours derniers, il soulevait une question de privilège en citant l'article injurieux de l'Événement du 23 février intitulé "Ridicule et infâme" et au cours duquel il était dit que les députés de la majorité étaient des "misérables, des infâmes et des fous".

Le même journal a continué ses injures et ses insultes à l'égard de la Chambre dans les numéros subséquents du 25, du 26 et 28 février, et dans lesquels on prodiguait des insultes grotesques au leader de la Chambre, aux ministres, à M. l'Orateur et même à M. le greffier. Ce sont des articles des plus révoltants pour la majorité de cette Chambre. Rien n'est sacré pour cet insulteur public.

C'est pourquoi il propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge), que les articles du journal l'Événement,

en date des 23, 25, 26 et 28 février dernier, intitulés: "Ridicule et infâme"; "Ministres menteurs," "Le Baron de l'Épine", et l'extrait commençant par les mots "Il était 3.30 hrs." jusqu'à la fin de ce paragraphe "Une proposition" et "Une séance qui promet", soient lus du bureau de cette Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) ne sait pas à quoi le député de Montmorency veut en venir, lui qui a déjà soulevé une question de privilège sur le même sujet.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): C'est encore une motion de privilège.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Vous n'avez pas le droit.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'en ai le droit. Il s'est publié trois autres articles subséquemment à celui dont je me suis plaint et je me plains encore de ces derniers.

La présente motion est donc complètement différente de celle d'il y a quelques jours.

La proposition est adoptée sur division.

M. l'assistant-greffier de l'Assemblée législative lit les articles du journal l'Événement comme suit:

Ridicule et infâme

Qu'est-ce que le gouvernement
veut cacher?

"Après le vote de l'Assemblée législative sur la motion concernant l'incident Prévost-De l'Épine, l'on peut s'attendre à tout de la législature de Québec déshonorée par les fous ou les misérables qui en sont les maîtres.

"Rappelons brièvement les faits. Accusé d'avoir compromis la réputation de la province de Québec en pays étranger, au cours d'un voyage officiel, M. Jean Prévost a jeté dans le public une lettre attribuée au baron de l'Épine, comme explication de l'accusation portée contre lui.

"Rien ne prouve que cette lettre ait été adressée à M. Prévost, et M. de l'Épine affirme, de son côté, qu'il ne l'a jamais envoyée au ministre de la Colonisation.

"Or la Chambre a déclaré que cette lettre, qui vient on ne sait d'où, fera partie des procès-verbaux de l'Assemblée législative de Québec.

"Tout le monde comprendra que cette attitude est d'un suprême ridicule. Vaudrait autant mettre dans le procès-verbal le portrait de M. Jean Prévost.

"Le vote de la majorité est un vote de fous.

"Mais c'est aussi un vote de misérables, car il refuse l'enquête demandée pour savoir

d'où vient cette lettre, pourquoi elle aurait été écrite et à qui elle aurait été remise ou adressée.

"Puisque le gouvernement tient tant à l'impression de cette lettre, c'est qu'il croit à son authenticité. Or, cette lettre elle-même est une accusation contre M. Prévost, d'avoir manqué à sa parole, d'avoir créé une mauvaise impression en Belgique et de s'être conduit de façon à organiser contre lui-même un dossier très dommageable pour sa réputation.

"L'intérêt de M. Prévost, l'intérêt du gouvernement, était donc de voter immédiatement l'enquête demandée sur la provenance de ladite lettre.

"L'un et l'autre ont refusé. Pas d'enquête. Fausse ou authentique, qu'importe les moyens par lesquels elle a été obtenue, la majorité de la Chambre a décrété que ce papier serait un document de la législature.

"Voilà l'infamie que des misérables seuls pouvaient commettre.

"Que cache donc cette manoeuvre à la fois ridicule et infâme, pour qu'on ait pu réussir à la faire sanctionner par une majorité de la Chambre?"

Ministres menteurs

"Nous en avons déjà dénoncé plusieurs. Nos lecteurs et le public en général s'étonnent, pour ne pas dire qu'ils se scandalisent, de nos affirmations.

"Nous comprenons leur sentiment.

"La parole officielle d'un ministre était naguère considérée comme sacrée.

"Aujourd'hui encore quelques hommes publics se font de leur parole la même idée qu'en avait autrefois le public; c'est-à-dire qu'ils se considéreraient déshonorés s'ils trompaient sciemment la Chambre et le public.

"Mais il y en a guère de ces gentils-hommes à la mode d'autrefois dans le cabinet actuel. En tout cas, M. Gouin, le premier ministre, le chef, n'est pas de ce nombre.

"M. Gouin est un menteur.

"Nous l'avons démontré l'autre jour, au sujet de l'incident Prévost.

"En voici une nouvelle preuve, détachée encore du même incident.

"Le premier ministre a dit, vendredi, (rapport du Soleil du 23 février, page 5, colonne troisième):

"L'honorable député de Laval a prétendu lorsqu'il a exigé la production de l'original de la lettre de M. de l'Épine que cette lettre n'avait jamais été écrite.

"M. LeBlanc. - Qu'elle n'avait jamais été envoyée.

"M. Gouin - Non, M. l'Orateur. Que la lettre n'avait jamais été écrite. Que l'honorable député relise l'article du journal qu'il a cité et sur lequel il s'est basé et il va se

corriger lui-même."

"Or voici ce que disait l'article de l'Événement:

"M. Prévost avait même, dans le temps, fait imprimer et distribuer une lettre qu'il prétendait avoir reçue du baron.

"Celui-ci soutient n'avoir jamais adressé ou envoyé semblable missive au ministre de la Colonisation et quand même il l'eut envoyée, la lettre elle-même ne peut pas être l'objet d'une accusation de chantage pour des raisons qui seront données en temps opportun.

"M. Gouin a donc menti à la Chambre, et son mensonge est d'autant plus grave que M. LeBlanc a corrigé le premier ministre à l'instant et que celui-ci n'a voulu tenir compte de l'interruption que pour affirmer une deuxième fois ce qu'il savait être faux.

"Croyez à la parole de ces gens-là, maintenant!"

Une proposition

Au porteur du panache blanc

"M. Prévost s'est plaint amèrement à la Chambre mardi dernier, du fait que M. LeBlanc n'avait pas voulu, la veille, attendre son retour à Québec pour demander à M. Gouin la production de la fameuse lettre du baron de l'Épine.

"L'homme au panache trouvait le procédé peu délicat, presque malhonnête, dans tous les cas, peu recommandable.

"Si chatouilleux sur le point d'honneur, ce grand seigneur du nord!

"Et cependant, c'est ce même gentilhomme qui profitait de l'absence du baron de l'Épine, pour accuser ce dernier de chantage, et qui, pour soutenir son accusation, l'étayait d'un document subtilisé.

"C'est ce même gentilhomme qui s'abritait derrière ses immunités parlementaires pour crier, le lâche qu'il est, qu'il avait refusé un jour de recevoir un prêtre parce que ce dernier, au dire de son secrétaire, était en état d'ivresse.

"M. Jean Prévost à cheval sur sa dignité et accusant les autres d'ivrognerie!

"C'est encore ce même gentilhomme qui prétendait, toujours à l'abri de ses immunités parlementaires, que l'abbé Arts, de Belgique, était un prêtre qui vivait avec deux de ses cousines, des cousines à la mode de Bretagne, ajoutait Jean-Sans-Tête.

"Nous avons une proposition à faire à ce pourfendeur de réputations.

"S'il n'est pas le couillon que nous croyons, qu'il sorte de son embuscade et qu'il combatte visière levée, lance au poing.

"Qu'il répète, hors de la Chambre, dans les colonnes d'un journal, sous la responsabilité de sa signature, les lâches accusations qu'il formule sur un terrain où ses adversaires ne peuvent le rencontrer.

"Il peut avoir du toupet. Il n'a pas de cœur et s'il refuse notre proposition, il n'est

pas un gentilhomme."

Baron de l'Épine

"Il était 3.20 heures lorsque l'Orateur a pris le fauteuil; gonflé d'une longue consultation avec M. le greffier de la Chambre qui est, en réalité, le leader de l'Assemblée sur les questions de procédure, les ministres n'en connaissant à peu près rien et le président n'y comprenant pas grand'chose."

Une séance qui promet
Une demande d'expulsion
pour accompagner la lettre
du baron de l'Épine

"La séance de demain, vendredi, à l'Assemblée législative, devrait être intéressante."

"Si l'avis de motion donné par M. LeBlanc ne se perd pas encore en route, le député de Laval demandera la production de la lettre que le baron de l'Épine a adressée à l'Assemblée législative. Il s'ensuivra peut-être un débat piquant. Mais il y a autre chose au programme."

"La majorité de la Chambre a, paraît-il, décidé de ne plus siéger sous l'oeil du représentant actuel de l'Événement à l'Assemblée législative."

"Et M. Taschereau, député de Montmorency, a donné avis d'une motion qui demande l'expulsion du représentant de l'Événement de la tribune des journalistes. Or, comme M. le président de l'Assemblée s'est engagé d'avance à exécuter tous les vœux de la majorité, l'affaire est aussi bonne que faite."

"Il y a dix-sept ou dix-huit ans que la chose s'est vue."

"M. Mercier régnait alors et le correspondant de la Gazette avait le don de lui déplaire."

"Un bon jour, M. Mercier se choqua et menaça ledit journaliste de le faire expulser."

"L'affaire en resta là, cependant."

"La procédure annoncée contre le représentant de notre journal se fera ou ne se fera pas, peu importe pour lui ou pour le journal, et nous n'avons pas pour le moment la moindre intention de faire quoi que ce soit qui puisse être interprété comme une tentative d'influencer le vote de l'Assemblée."

"Il sera toujours temps de dire ce que nous en pensons, après."

"Pour le moment, nous voulons assurer nos lecteurs que la tribune des journalistes où d'ailleurs le représentant de l'Événement trouvera moyen de donner, comme par le passé, des rapports impartiaux, fidèles et aussi vécutés que possible de ce qui se passera dans et autour de l'Assemblée législative."

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) déclare qu'il n'a pas besoin d'insister pour prouver que la Chambre est grossièrement insultée.

On nous appelle fous, misérables, infâmes, couillons et déshonorants pour notre province."

La Chambre a pu constater que ces articles constituent une violation flagrante des privilèges de la Chambre. Les députés et ministres sont traités d'une manière indigne. On attaque trop souvent et trop injustement l'honorabilité et la dignité de cette Chambre. Ces attaques désordonnées ont une répercussion jusque dans les autres provinces et la conséquence est qu'on est porté à mépriser - et bien à tort - la seule législature française du continent."

Il n'est pas étonnant que les journaux des autres provinces se demandent si notre honneur est intact. Il est temps de faire entendre une protestation. Si ce genre de journalisme continue, ç'en est fini de la dignité de notre province."

Il est temps de démontrer que la législature ressent l'outrage."

Une voix déclare que c'est encore pire que l'article de la Vigie contre le ministre des Terres et Forêts."

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge), que les articles du journal l'Événement, en date des 23, 25, 26, 28 février dernier, dont lecture vient d'être faite, constituent une violation des privilèges de cette Chambre."

M. P.-É. LeBlanc (Laval): À quelle question de privilège faites-vous allusion? À celle de l'autre jour ou à celle d'aujourd'hui? Il est important de le savoir, car le député de Montmorency en a plusieurs, des questions de privilège."

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): À celle de ce jour, et qui est très importante. Nous sommes tous insultés, injuriés, vilipendés par l'Événement qui continue ses habitudes même après les articles pour lesquels il a déjà été poursuivi."

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer qu'il a écouté très attentivement les observations du député de Montmorency, qui semblait être furieux. Ce dernier a déclaré que la législature de cette province serait considérée par les autres provinces comme une législature qui n'a aucun honneur si elle ne se défend pas elle-même lorsqu'elle est attaquée. Personnellement, il n'aime pas voir la législature en butte à de pareilles attaques, mais la législature doit se conduire comme elle aimerait être jugée."

Il se défend de vouloir faire allusion à un débat antérieur. Comme de raison, **dit-il**, je ne suis pas censé savoir ce qui se passe en cette Chambre, mais j'ai vu certains journaux."

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Quels journaux? L'Événement?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Plaît-il?

Donc, j'ai vu par certains journaux que la Chambre avait, la semaine dernière, donné un vote insensé. Je ne le sais pas, moi, M. l'Orateur, mais il paraît que c'est vrai. Un journal, entre autres, l'a dit, il s'en est plaint et il a même dénoncé le vote.

Il l'a fait en termes un peu durs peut-être, en termes non parlementaires, mais en termes qui sont devenus d'un commun usage, dans le journalisme moderne.

Le député de Montmorency s'en offense, s'en choque outre mesure. Il faut pourtant convenir que l'esprit de parti entraîne quelquefois à des votes erronés, à des votes ridicules, M. l'Orateur.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande si le député de Laval est prêt à affirmer qu'il ne sait pas si c'est vrai ou non.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je n'ai pas à répondre à cette question. Je ne veux pas dicter au député de Montmorency sa ligne de conduite, mais je trouve ses procédés plus qu'étranges.

La motion tend à faire déclarer à la Chambre que les articles incriminés constituent une violation de privilèges. Il peut se faire qu'on ait employé des termes violents, mais il trouve qu'il n'y a pas justification pour demander ce que comporte la motion et que le procédé n'est pas convenable.

Il se peut que les termes dont se sert l'Événement ne soient pas employés dans cette Assemblée, mais je connais nombre de journaux qui parlent de ce ton tous les jours. Ces expressions ne sont-elles pas justifiées dans le journalisme moderne?

La motion sera sans doute adoptée, mais je soumets que rien ne justifie la Chambre de prendre cette position qu'elle regrettera infiniment. Cette motion est inconsciente.

Le vote de la Chambre sera enregistré dans les procès-verbaux et il sera l'exemple des erreurs qui sont souvent commises ici.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) dit qu'il est surpris de le voir prendre la défense de l'Événement contre les députés. Les députés ne peuvent avoir l'épiderme aussi dur que le voudrait le député de Laval.

Celui-ci essaie de faire croire à la Chambre qu'il ne faisait pas allusion à cette Assemblée lorsqu'il a approuvé les déclarations de l'Événement, mais il est prêt à le suivre sur ce terrain.

Il (M. Taschereau) suppose que le député de Laval a été insulté de la même façon à l'extérieur de la Chambre, qu'on l'a traité d'idiot, de couillon, d'infâme, et si ces

qualificatifs ne l'ont pas insulté, il lui signale qu'il n'est pas digne de marcher tête haute parmi ses concitoyens.

Il rappelle qu'il a dû citer en justice à quatre reprises, comme avocat, l'Événement, l'égout collecteur qui verse les injures à pleines colonnes.

Et chaque fois, M. l'Orateur, on a fait des "rétractations lâches et bêtes". C'est ce à quoi nous avons encore droit cette fois après qu'on l'eût pris par la bourse. Et pourtant la sommation en justice fut relativement tardive puisque ce n'est que quatre jours après la publication du premier article infâme que furent prises et signifiées les vingt-deux actions.

C'est alors qu'on demanda pardon, après que le papier timbré eut éclairé les directeurs de l'Événement. Évidemment, chacun a sa manière d'entendre le code d'honneur. Nous entendons le code d'honneur de la vraie façon, et je crois que c'est de notre devoir de protester énergiquement contre ce journal et son représentant.

L'Événement a peut-être la contrition parce qu'on l'a touché à la bonne place, mais il n'a pas beaucoup le ferme propos.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) regrette que les règles de la Chambre ne lui permettent pas de servir au député de Montmorency le menu qui lui convient (4).

Si certains députés ont adopté la position que cette Chambre a prise lors de ce vote, ils méritent bien d'être traités de couillons et d'infâmes, comme l'Événement les a qualifiés, mais il sait ~~que~~ s'il mentionne quoi que ce soit, on le rappellera à l'ordre.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie): Pas de farces!

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Supprimons alors le député de Laprairie.

Plusieurs députés: Nommez-les, nommez-les!

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) réplique qu'il ne le rappellerait pas à l'ordre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Le député de Montmorency peut faire le rusé, mais il ne m'attrapera pas.

Il s'est plaint d'injures, mais il n'a pas craint d'en lancer lui-même, au cours de ses remarques. C'est là sa position.

La proposition est adoptée sur division.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge), qu'ordre soit donné au sergent d'armes de cette Chambre d'interdire, à l'avenir, l'accès de la

tribune des journalistes au représentant actuel du journal *l'Événement*, M. Jean Dumont, vu la violation des privilèges de cette Chambre dont ce journal s'est rendu coupable en adressant aux députés de la législature les injures contenues dans les articles dont lecture vient d'être faite.

Il déclare que la Chambre est maîtresse des procédures à prendre pour protéger sa dignité.

Il incombe à la Chambre de protéger son honneur contre les étrangers et même contre un de ses propres membres. Il cite Bourinot et May à l'appui.

Il fait l'éloge des journalistes de la galerie de la presse qui, dit-il, nous observent du haut de leur tribune. Ils sont honnêtes et impartiaux, à l'exception d'un seul, qui ne fait pas son devoir. À celui-là, la Chambre a droit de dire: "Vous n'êtes pas un gentilhomme. Sortez d'ici."

M. J.-M. Tellier (Joliette): Je n'ai pas d'autre mandat ni d'autre mission pour prendre la parole en ce moment, que mon mandat de député dans un Parlement britannique et cela me suffit. On nous demande de prononcer un jugement et d'expulser de cette Chambre le correspondant d'un journal. J'aurais cru que le député de Montmorency, qui est avocat, aurait commencé par nous demander de faire le procès de l'accusé. Mais non. Il sait pourtant qu'un des principes élémentaires de justice pour un sujet britannique, c'est qu'un accusé doit avoir son procès et qu'il ne peut être condamné sans avoir été entendu.

On nous demande de passer jugement sans l'entendre. La Chambre a sans doute, par le nombre, le pouvoir de voter cette motion, mais elle n'en a pas le droit. Aucune législature ne voudrait agir de cette façon et je ne crois pas que le député de Montmorency nous puisse citer une procédure semblable.

Sous une autre forme, c'est la loi de Lynch dans les États du Sud qu'on voudrait appliquer au représentant de *l'Événement*.

Que je sache, l'on n'a jamais condamné personne sans l'entendre.

Il cite Bourinot qui dit que la Chambre ne procédera pas contre une personne étrangère sans lui donner l'avantage de se défendre à la barre de la Chambre, excepté lorsque cette personne cause du désordre torque la Chambre est en séance.

La Chambre assume donc que M. Dumont est coupable, si elle adopte cette motion. Or, qu'est-ce qui prouve que M. Dumont est coupable? Rien. Qui dit à la Chambre que M. Dumont est présent?

Le rédacteur de *l'Événement* est toléré dans la galerie comme tout le monde et un seul ordre de député peut faire évacuer la salle.

Un député de l'opposition pourrait se

venger en faisant exclure tous les étrangers de la Chambre comme la règle 7 le permet.

D'ailleurs, comme principe, il n'y a personne en Chambre, à part les députés, et si vous en expulsez une, vous admettez par là même que les autres ont le droit d'y être, ce qui ne devrait pas être admis.

La Chambre ferait une innovation en donnant ordre au sergent d'armes d'expulser quelqu'un.

Il espère que le leader du gouvernement ne permettra pas un tel abus.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency)

répond qu'il admet le principe émis par le député de Joliette, mais dans l'espèce il n'y a pas lieu à procès puisque *l'Événement* s'est avoué coupable quatre jours après la première offense en reproduisant ledit article mais revu et corrigé et dans un langage très convenable, tel que l'a voulu le bureau de direction du journal.

Que son représentant écrive toujours ainsi et il ne sera jamais expulsé. Mais ça lui a pris quatre jours pour avoir la contrition sans ferme propos.

D'ailleurs, ce n'est pas M. Dumont personnellement, mais *l'Événement* que l'on veut frapper.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Mais savez-vous si c'est le représentant de *l'Événement*, dans la tribune des journalistes, qui a écrit ces articles? Vous ne le savez pas et vous voulez le condamner quand même.

Il demande au premier ministre s'il va permettre à la Chambre de s'engager dans cette voie dangereuse.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

croit de son devoir de donner son opinion sur la question en jeu et la procédure que l'on suit pour la résoudre.

La position prise par l'honorable député de Montmorency est absolument digne et absolument convenable. Il n'y a pas lieu de s'étonner des procédés extraordinaires, ce sont des circonstances extraordinaires.

En face des articles libelleux de *l'Événement*, en face de son plaidoyer de coupable, en face de la décision que vient de prendre la Chambre, celle-ci est justifiable d'employer des procédures extraordinaires.

Il ne s'agit pas de faire condamner le rédacteur de *l'Événement* à l'amende ou à la prison (5). Mais la Chambre a déclaré que le journal avait violé ses privilèges.

La majorité de cette Chambre a été brutalement injuriée, c'est reconnu, l'opposition même le reconnaît. Il n'y a pas dérogation aux usages dans la procédure, mais bien dérogation aux usages dans le langage convenable et respectable. La majorité de cette Chambre est aussi jalouse que n'importe qui de la liberté de la presse, mais il semble que cette Chambre se doit à elle-

même qu'elle entend être respectée.

Elle punira l'insulteur en lui refusant l'honneur d'être admis dans la tribune où sont installés les journalistes que l'on juge dignes.

C'est la seule procédure à suivre pour empêcher que les membres soient insultés aussi grossièrement qu'ils l'ont été.

La presse a été bien traitée par le gouvernement, on a érigé une galerie spécialement pour elle; elle a parfaitement le droit de critiquer les actes de la Chambre, mais non de les insulter.

Nous devons à nous-mêmes, au peuple, à ceux qui viendront après nous, de faire comprendre et respecter l'honneur de la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et c'est un premier ministre libéral qui parle de cette façon, un des chefs du prétendu parti de la liberté qui veut étouffer ou au moins restreindre la liberté de la presse et condamner un homme avant qu'il ait été entendu!

Il est surpris de la réponse du premier ministre et sans doute que les journaux, quelle que soit leur allégeance politique, condamneront la décision de la Chambre de refuser à un journaliste le droit de se défendre.

C'est un précédent que la Chambre va créer et elle regrettera cette action.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): Lorsque l'honorable député de Montmorency présenta sa motion l'autre jour, je croyais que c'était attacher une trop grande importance à l'incident. Je suis depuis longtemps insulté par cette feuille, déjà en 1890, le même correspondant m'attaquait; alors qu'il était au Quotidien de Lévis, il s'exerçait déjà à l'insulte.

On a parlé de tout ce qui me concernait personnellement, de la forme de mes cravates, de la coupe de mes culottes et même de mon chien. Tout cela, on le comprend, fut accueilli comme il convenait, au bout de la botte.

Une fois, il y a 3 ans, l'Événement ayant dépassé les bornes, je l'ai poursuivi. Le lendemain, il y eut une basse rétractation et ce n'est que par pitié, par mansuétude et par miséricorde, à la demande pressante et réitérée d'amis conservateurs que la poursuite fut abandonnée.

Pendant six mois, ils ont été plus convenables. Mais comme le chien de l'Évangile, l'Événement est retourné à ce que je n'ai pas besoin de nommer.

J'avais décidé de ne pas traiter cet incident de façon tragique. Mais j'ai dû me rendre à l'argument que des articles de ce genre pourraient avoir dans les autres provinces une répercussion malheureuse. On ne doit pas laisser dire et publier plus

longtemps que cette Chambre est un asile de fous et de misérables.

Il faut faire cesser cet état de choses. La procédure suivie est absolument irréprochable. Qu'on ne se fasse pas d'illusion sur le résultat cependant, parce qu'il y a mille manières d'entrer à la Chambre et que le rédacteur de l'Événement, passé maître dans le rôle d'insulteur, ne se corrigera pas aussi facilement d'un genre dans lequel il excelle.

Ce qui importe, c'est que la Chambre, par son vote, marque au front l'auteur de ces injures d'une flétrissure indélébile qui le distinguera de ses confrères.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Erreur, cette flétrissure si glorieusement préparée par le ministre des Terres n'atteindra pas M. Dumont puisque celui-ci n'est pas dans la Chambre; il n'y a personne dans cette Chambre. Elle retombera tout simplement devant le pupitre du ministre des Terres.

La Chambre peut voter maintenant, le vote qui sera enregistré comptera et tout le pays saura la posture ridicule de la majorité.

La proposition étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

POUR: MM. Blouin, Caron (Matane), Cherrier, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Gouin, Jobin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Lemay, Mackenzie, Morin, Morisset, Pelletier, Pilon, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Taschereau, Turgeon, Weir, 29.

Contre: MM. Bernard, D'Auteuil, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Tellier, 5.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer que le député de Portneuf (M. É.-A. Panet) n'a pas voté. Son vote compte donc pour la minorité.

M. É.-A. Panet (Portneuf) déclare que puisqu'il n'est pas trop tard, il vote contre la motion.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative par un vote de 29 contre 6.

Demande de documents:

Lettre du baron de l'Épine

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la lettre envoyée, le 25 février courant, par M. le baron de l'Épine à M. l'Orateur, le priant de la faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la

séance de vendredi, 22 février courant.

Il déclare qu'il est juste de produire cette lettre et de l'insérer dans les procès-verbaux, car le baron de l'Épine y déclare que jamais il n'a envoyé la lettre.

C'est un document important pour l'honneur d'un homme qu'on a accusé en son absence et il espère que ce document sera déposé et inscrit au procès-verbal de la Chambre.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) déclare que l'on mettra sur le bureau de la Chambre cette lettre du baron. Il presse le député de Laval d'en finir avec l'affaire du baron.

Il déclare qu'il le connaît, le baron. Il lui a été présenté dans une écurie (6).

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et vous n'y êtes pas resté?

M. C.-S. Cherrier (Laprairie): Non. On ne veut pas de mal au baron. Le gouvernement l'a encouragé à importer des chevaux de seconde classe.

Il propose en amendement, appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. J.-L. Décarie), que tous les mots après "que" dans la motion, soient retranchés et remplacés par les mots suivants: "M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre, la lettre qui lui a été envoyée le 25 février dernier par M. le baron de l'Épine afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composée de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morrisset et Tellier".

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande que le nom du député de Charlevoix (M. P. D'Auteuil) soit rajouté à la liste du comité spécial.

La demande est acceptée.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose en sous-amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. P. Pelletier), que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement: "Et que ce comité s'enquiert comment la lettre datée du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, avec instruction d'assigner des témoins et de les interroger sous serment et de faire rapport durant la présente session."

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer qu'il s'agit de la même motion que celle que la Chambre a déjà repoussée. Elle est moins complète (...) le même principe (7). Seulement, elle ne dit pas que l'enquête devra se faire sous serment. Or, il faut que cette enquête se fasse sous serment ou bien le public ne sera pas satisfait.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande si l'opposition sera satisfaite si on déclare que l'enquête se fera sous serment.

M. J.-M. Tellier (Joliette) Oui et non. Ce n'est pas l'enquête complète que nous avons demandée, et nous disons qu'elle serait plus satisfaisante si elle couvrait tout le terrain mentionné dans notre motion.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Dois-je comprendre que les députés de l'opposition refusent l'enquête?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Oh! le premier ministre ne nous prendra pas à ce jeu. Voici ce qui en est, nous avons demandé une enquête, on nous l'a refusée. Maintenant on vient avec une autre proposition, que nous voudrions amender dans un meilleur sens. La force du nombre est contre nous, et nous nous rendons, en acceptant ce qu'on nous offre.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Blouin, Caron (Matane), Cherrier, Côté, D'Auteuil, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Gouin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), LeBlanc, Lemay, Mackenzie, Morrisset, Pelletier, Pilon, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Taschereau, Tellier, Thériault, Turgeon, Weir, 33.

Contre: 0.

Ainsi, la proposition est résolue dans l'affirmative.

Et l'amendement proposé, ainsi amendé, étant soumis à la Chambre, il est adopté.

La motion principale, ainsi amendée, est alors soumise et elle est résolue dans l'affirmative.

École Saint-Édouard de Beauport

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'honoraire payé pour le bill (no 96) constituant en corporation les syndics de l'école de Saint-Édouard, à Beauport, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution d'éducation.

Adopté.

Église de Sainte-Cunégonde, Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 53) amendant la loi 4 Édouard VII,

chapitre 111, concernant le paiement de la reconstruction de l'église de Sainte-Cunégonde, Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été retiré.

Adopté.

Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 41) modifiant et interprétant la loi 12 Victoria, chapitre 137 et la loi 57 Victoria, chapitre 87, qui contiennent la charte de la corporation des soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une communauté religieuse.

Adopté.

Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 75) amendant la loi 32 Victoria, chapitre 16, concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'instruction publique.

Adopté.

Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 80) constituant en corporation les soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Demande de documents:

Salaires des instituteurs laïques brevetés

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), qu'il soit mis devant la Chambre un tableau montrant, année par année, depuis le 1er juillet 1888 jusqu'au 1er juillet 1906, pour les écoles catholiques et les écoles protestantes, séparément: 1. La moyenne du traitement des instituteurs laïques brevetés, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir: (a) dans les écoles élémentaires; (b) dans les

écoles modèles et les académies; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

2. La moyenne du traitement des institutrices laïques brevetées, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir: (a) dans les écoles élémentaires; (b) dans les écoles modèles et les académies; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

Adopté.

Travaux dans les territoires municipaux

La Chambre reprend l'étude en comité général du bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Lettre du baron de l'Épine

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre une lettre du baron de l'Épine, en date du 25 février 1907.

La séance est levée à 1 heure du matin.

NOTES

1. En plus des membres habituels, s'étaient joints au comité permanent de législation et lois expirantes MM. Bissonnette (Montcalm), Pelletier, Daigneault, Lemieux, Morisset, Côté, Fiset et Jobin afin d'étudier cette question spécifique.

2. La clause 6 se lit comme suit:

6. L'article 17 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"17. Si le règlement (d'annexion) n'a pas été approuvé, le conseil de la cité ne l'adopte pas (mais s'il a été approuvé par les trois cinquièmes des électeurs propriétaires votant, il est soumis au conseil dans les dix jours qui suivent l'expiration des trente jours mentionnés dans l'article 10) avec un préambule exposant qu'il a été approuvé par la majorité des électeurs ayant droit de vote comme susdit, dans ladite municipalité, ou partie de municipalité, suivant le cas, à une assemblée convoquée et tenue conformément aux dispositions de cette loi.

Si le règlement est adopté par le vote de la majorité des membres du conseil de la cité, il est exécutoire, après approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil."

3. Ceci est une allusion à un démêlé judiciaire.

4. La Patrie du 2 mars 1907 donne la version suivante "Si les règles de la Chambre le lui permettaient, il servirait au député de Montmorency un mets qui lui conviendrait".

5. L'Événement du 2 mars 1907 mentionne que le premier ministre aurait dit: "M. Dumont sera expulsé, mais il pourra venir tant qu'il voudra pourvu que ce ne soit pas à son même siège."

6. Cet échange entre le représentant de Laprairie et celui de Laval est à considérer avec réserve car l'Événement est le seul journal qui le mentionne.

7. Une ligne a sauté dans le compte rendu de l'Événement.

Séance du 4 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté avec un amendement: bill (no 192) concernant la juridiction de la cour de district quant aux cantons Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.

**Compagnie d'assurance mutuelle
contre le feu du Canada**

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. A. Morisset), que la recommandation du rapport du comité des bills privés présenté à la séance de vendredi dernier, au sujet du retrait du bill (no 58) intitulé: "Loi conférant certains pouvoirs additionnels à la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du Canada", et à la remise de l'honoraire dudit bill, moins les frais de l'impression et de traduction, soit adoptée.

Adopté.

dépôt de documents:

**Congrès de colonisation de
Saint-Jérôme et congrès de
chasse et de pêche de Montréal**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 6 février 1906, demandant la production des ordres en conseil, documents et correspondance autorisant le Congrès de colonisation à Saint-Jérôme, les 21, 22 et 23 novembre 1905, et le Congrès de chasse et de pêche, à Montréal, les 12, 13 et 14 décembre 1905, ainsi que des comptes des frais encourus par la province pour la convocation et la tenue de ces deux congrès. (Document de la session no 70)

**Congrès de colonisation
à Saint-Jérôme**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 14 février 1906, pour production d'une copie de la correspondance échangée avec le

gouvernement relativement au Congrès de colonisation, tenu à Saint-Jérôme les 21, 22 et 23 novembre dernier, ainsi qu'une copie des résolutions passées à ce congrès. (Document de la session no 71)

Introduction de bills:

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) demande la permission d'introduire un bill (no 206) amendant la loi de la chasse relativement à la vente du gibier.

Il veut étendre le délai pour la vente du gibier après la fermeture de la saison de chasse.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 23) concernant les compagnies d'assurances, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables de Québec.

Il déclare que le but de ce bill est d'offrir une plus grande protection au public. Il est calqué sur la loi fédérale. De cette façon, toutes ces compagnies, sociétés et associations, qu'elles soient d'ici ou d'ailleurs, seront obligées de prendre une licence dans cette province si elles ne possèdent pas une licence du gouvernement fédéral; et dans le dernier cas, elles devront absolument être autorisées ici.

Alors qu'au gouvernement d'Ottawa on n'exige aucun dépôt, des dépôts devront être faits ici, mais à part le cas des sociétés purement mutuelles. Les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu devront établir une différence marquée entre la concession mutuelle et les activités qui ne sont pas mutuelles et devront faire un dépôt au trésorier provincial. On prévoit également une inspection adéquate de toutes ces compagnies.

Comme ce bill est un document très volumineux et très important et qu'il n'est pas encore imprimé en anglais, le gouvernement n'insistera pas pour que le bill passe à cette session.

De plus, ce délai donnera à la Chambre et aux intéressés le temps de formuler leurs appréciations et d'indiquer de suite les amendements qu'il y a lieu d'apporter au texte primitif.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) demande la permission d'introduire un bill (no

207) amendant la loi relative aux édifices publics.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) demande la permission d'introduire un bill (no 208) amendant la loi relative aux établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.

Il déclare que cette loi aura comme conséquence qu'un contrat municipal, accordant des franchises à des compagnies pour une période de plus de dix ans, ne sera valide qu'en autant qu'il aura été soumis aux contribuables qui devront en avoir voté la rectification.

De plus amples explications seront fournies lors de la deuxième lecture, demain.

Ce projet de loi rencontrera les exigences de l'importante délégation de Montréal venue rencontrer les membres du gouvernement la semaine dernière.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 28) amendant le code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales;
- bill (no 74) amendant la loi organique de "The North Shore Power Company";
- bill (no 84) ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndicats d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. D. Anderson et E. A. Robert;
- bill (no 93) concernant la succession de feu dame Joseph Lacombe;
- bill (no 118) concernant la substitution Ferdinand David;
- bill (no 135) amendant la charte de l'hôpital Alexandra;
- bill (no 137) concernant le village de Montmorency;
- bill (no 141) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frédéric Parker Walton au nombre de ses membres, après examen.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de

l'Assemblée législative:

- bill (no 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétraultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétraultville de Montréal;

- bill (no 83) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe;

- bill (no 55) amendant la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires;

- bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway Quarry Company";

- bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company";

- bill (no 125) amendant la charte du Crédit municipal canadien.

Village de Tétraultville

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétraultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétraultville de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois.

Charte de Notre-Dame-des-Neiges

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 83) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges. Les amendements sont lus pour la première fois.

Municipalité de la Longue-Pointe

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe. Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie de pulpe de Métabetchouan

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 55) amendant la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires. Les

amendements sont lus pour la première fois.

**"The Philipsburg Railway
and Quarry Company"**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway Quarry Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

**"The Little Nation River
Railway Company"**

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Crédit municipal canadien

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 125) amendement la charte du Crédit municipal canadien. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Québec

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 114) amendement la charte de la cité de Québec.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 46, qui se lit comme suit:

46. Aucune personne ou compagnie n'aura le droit de faire, dans les rues ou places publiques de la cité, ou sur des terrains appartenant à la cité, ou dont elle a la jouissance ou la possession, des excavations ou tranchées, ou conduits souterrains pour y poser et maintenir des tuyaux, ou canaux, pour la conduite et la distribution de gaz, électricité ou fluide quelconque, pour des fins d'éclairage, chauffage, ou autre objet, sans avoir au préalable obtenu de ladite cité la permission de ce faire, laquelle permission pourra être donnée par une résolution du conseil de ville, déterminant les conditions de cette permission.

Cette disposition n'affectera pas cependant les droits des personnes ou compagnies qui ont déjà placé dans lesdites rues et places publiques, de tels tuyaux, canaux, ou conduits, avec l'autorisation nécessaire, ou qui ont le pouvoir de le faire, pourvu que les travaux de telles compagnies

ne puissent se faire qu'après résolution adoptée par le conseil de ville, indiquant les rues ou places publiques où lesdits travaux pourront être faits, ainsi que les conditions exigées.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose un amendement visant à ce que la clause 46 ne soit pas applicable aux compagnies qui ont déjà la permission d'entrer à Québec en vertu d'un acte de la législature, pourvu que les travaux à faire se fassent sous la direction et avec l'approbation de l'ingénieur de la cité.

Il déclare que cet amendement concerne la "Standard Light Company" qui a des droits acquis pour entrer dans la ville en vertu du 56-57 Victoria.

En 1892-93, sous l'administration de Boucherville, la législature avait accordé à la Compagnie d'éclairage de Lévis une charte lui garantissant certains droits dans la cité de Québec. Cette charte passa à la "Standard Light Company".

La "Standard Light Company" a obtenu de la législature la permission d'exécuter des travaux dans toute cité et ville de cette province sans avoir à demander l'autorisation aux municipalités. Cette compagnie a vendu ses privilèges dans la ville de Québec à la Compagnie de gaz Frontenac pour \$2500, et cette dernière est maintenant prête à faire certains travaux dans cette ville.

Les promoteurs de cette compagnie, en effet, grâce à ces droits qu'ils avaient raison de croire imprescriptibles, ont intéressé des capitalistes étrangers à leur entreprise et déjà quelques milliers de piastres ont été dépensées.

Les citoyens sont très en faveur qu'une telle compagnie entre dans la ville. Le conseil de ville s'oppose cependant à ce qu'une compagnie s'introduise dans cette ville sans qu'elle ait eu sa permission, mais étant donné que cette compagnie a acquis des droits accordés par la législature, ces droits doivent être respectés et la compagnie doit avoir la possibilité de faire affaires ici, et plus particulièrement depuis qu'elle entend poursuivre ses activités sous la direction et l'approbation de l'ingénieur de la ville.

La Compagnie de gaz Frontenac a remplacé la "Standard Light Company" et devrait pouvoir jouir des mêmes droits que cette dernière a obtenus du Parlement, sans avoir à se soumettre au bon vouloir du conseil de ville.

Les droits accordés par la législature valent-ils quelque chose? Ne serait-ce pas une injustice flagrante que de leur retirer les droits que nos prédécesseurs dans cette Chambre avaient inscrits dans cette charte, sans aucune opposition dans le temps de la part du conseil de ville?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Cet amende-

ment a-t-il été soumis au comité?

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): Oui, mais il a été rejeté.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) déclare qu'il faut bien s'entendre sur les mots "droits acquis".

Ce privilège accordé à la "Standard Light Company" n'est pas tout à fait ce que l'on prétend et d'ailleurs, la législature peut toujours restreindre les privilèges qu'elle a accordés. Pas un seul sou de débentures n'a été émis en vertu des franchises que comporte cette charte.

Il assimile le cas de la "Standard Light Company" et de la Compagnie de gaz Frontenac avec ce qui est arrivé à Montréal dans de semblables circonstances. Le résultat fut que les rues furent éventrées, bouleversées et devinrent impraticables.

Depuis 1897, les statuts comportent qu'il faut le consentement des municipalités pour ces travaux. La "Standard Light Company" n'a pas de droits acquis sur les rues de Québec mais des privilèges, et elle n'a pas su en profiter.

Il est tout à fait naturel que la ville de Québec s'oppose à ce qu'une compagnie bouleverse ses rues sans son consentement. La Compagnie de gaz Frontenac ne s'est pas présentée devant le conseil de ville pour déclarer qu'elle avait l'intention de fournir du gaz à meilleur prix et elle ne devrait pas être autorisée à éventrer les rues de la ville sans la permission du conseil.

Nous ne refusons pas la concurrence. Nous disons qu'avec l'amendement proposé Québec n'est pas suffisamment protégé. Le "proviso" de l'amendement n'est pas une garantie pour Québec. L'amendement doit être rejeté.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) fait remarquer que la Compagnie de gaz Frontenac n'est pas venue devant la législature demander des pouvoirs additionnels; elle demande seulement que les droits acquis soient conservés.

La Compagnie de gaz Frontenac a acquis de bonne foi la charte de la "Standard Light Company", elle a dépensé des sommes d'argent en conséquence. Si l'amendement est rejeté, cela rend extrêmement difficiles les moyens de financement. Cette compagnie a acquis des pouvoirs qui lui ont été accordés par la législature et elle est en droit d'exécuter des travaux dans cette ville sans consulter le conseil de ville.

Ce que les Québécois désirent, c'est que leur éclairage leur coûte moins cher, et la Compagnie de gaz Frontenac est ici dans ce but, elle amènera de la concurrence. Conséquemment, la législature ne devrait pas intervenir et lui imposer des conditions auxquelles elle n'est pas tenue de par sa

charte.

Le Parlement ne peut retirer un droit qu'il a déjà accordé et il n'y a rien à craindre dans cette affaire car les travaux seront exécutés sous la direction de l'ingénieur de la ville.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Y a-t-il plusieurs compagnies d'éclairage dans Québec?

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): Actuellement, il y a deux compagnies d'électricité et une compagnie de gaz en opération qui font affaires à Québec.

Il fait remarquer que les adversaires de l'amendement, dont fait partie le député de Québec-Centre (M. A. Robitaille), admettent que la compagnie a des droits acquis. Pourquoi ne pas les respecter? La Compagnie de gaz de Québec a quelquefois installé des tuyaux dans les rues de la ville et sa charte ne l'obligeait pas à demander l'autorisation du conseil de ville pour le faire. Pourquoi devrait-on traiter la Compagnie de gaz Frontenac d'une autre façon? Cette compagnie a dépensé \$9000 l'été dernier afin d'acquérir des propriétés pour l'installation de son usine, et lorsqu'elle s'est procuré ces terrains, elle l'a fait d'après l'entente qui lui accordait certains droits.

Il est sûr que le conseil de ville actuel n'y mettra pas de mauvais vouloir, mais il faudrait se garantir contre les régimes qui pourraient suivre d'une année à l'autre et qui pourraient bien ne pas être disposés de la même façon. L'amendement donne à la ville toute la protection qu'elle réclame.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) constate que tout le monde est animé de bonnes intentions, à savoir que la ville ne perde pas son contrôle.

Le conseil de ville ne s'oppose en aucune façon à ce que la Compagnie de gaz Frontenac fasse affaires ici, mais il insiste pour que cette dernière obtienne une autorisation de la ville avant de percer les rues.

C'est pourquoi il propose en sous-amendement que la Compagnie de gaz Frontenac puisse entrer à Québec après une résolution du conseil municipal déterminant par quelles rues elle pourra passer des tuyaux.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières) trouve étrange la portée de l'amendement du député de Montmorency. Le comité des bills privés a décidé comme principe qu'il faut pour ces travaux le consentement préalable des municipalités. Pourquoi déroger à ce principe sage?

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Trois-Rivières a pourtant parlé l'autre jour en faveur des

droits acquis de la "North Shore" à Trois-Rivières.

M. J.-A. Tessier (Trois-Rivières): Trois-Rivières est liée par un contrat.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean): La "Shawinigan", l'autre jour, demandait quelque chose. Dans le cas actuel, rien de tel.

Il se déclare contre le sous-amendement du député de Québec-Centre.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) ne croit pas que le conseil de ville de Québec ait à coeur d'empêcher la concurrence. Il faut respecter les autorités municipales.

S'il était convaincu que la Compagnie de gaz Frontenac ne pourrait obtenir son entrée dans la ville, il serait en faveur de l'amendement du député de Montmorency, mais il a confiance dans le conseil de ville et ne croit pas que celui-ci puisse refuser la concurrence pour l'éclairage aux citoyens de Québec.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) est d'opinion que s'il s'agissait d'une charte nouvelle, il faudrait suivre le principe du consentement préalable des municipalités. Mais il s'agit de droits acquis.

Il est de ceux qui ont beaucoup de respect pour le conseil de ville d'aujourd'hui, mais si plus tard il survient un conseil de ville moins bien disposé, les droits que l'on demande de conserver pourront bien être frustrés.

Le sous-amendement du député de Québec-Centre (M. A. Robitaille) est adopté par 20 voix contre 4 (1).

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à prendre en considération le bill ainsi amendé en comité général. Les amendements sont lus pour la première fois.

Conduits souterrains à Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 100) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Bordeaux

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 128) amendant la charte du village de Bordeaux.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Fraserville

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Compagnie Équitable d'assurance mutuelle contre le feu

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 57) concernant la Compagnie Équitable d'assurance mutuelle contre le feu.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Iberville

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 60) refondant la charte de la ville d'Iberville.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commune de Laprairie

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 113) concernant la commune de Laprairie.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Notre-Dame-de-Grâces

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 68) amendant la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession A. F. Gault

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 87) concernant la succession A. F. Gault. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Interpellations:

Dépenses pour l'éducation

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Quel est le montant dépensé par le gouvernement, par tête d'élèves inscrits, pour l'éducation supérieure, en 1905-1906?

2. Quel est le montant dépensé par le gouvernement, par tête d'élèves inscrits, pour l'instruction élémentaire, en 1905-1906?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. \$3.03.

2. \$1.31 par chaque élève inscrit au cours élémentaire des écoles de la province.

Appareils de sauvetage dans les écoles

M. G. Langlois (Montréal no 3): À la

page 89 du rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail, on lit ce qui suit:

"L'introduction des appareils de sauvetage et d'extinction s'opère bien lentement dans les collèges et les couvents des différentes divisions. Les propriétaires et directeurs retardent, pour une raison ou pour une autre, durant toute une année, et nous n'obtenons que le minimum des précautions demandées dans bien des cas. Là où il faudrait trois ou quatre appareils de sauvetage, on se contente d'en acheter un. Il reste donc beaucoup à faire dans notre province avant que l'on puisse dire que toutes les précautions ont été prises pour protéger la vie des enfants dans nos maisons d'éducation."

Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures particulières plus efficaces pour protéger la vie des enfants dans nos maisons d'éducation?

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil): Oui.

Salaires des magistrats de district

M. G. Langlois (Montréal no 3): Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le salaire des magistrats de districts dans la province de Québec?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): À l'étude.

Distribution des fonds de l'éducation supérieure

M. G. Langlois (Montréal no 3): 1. Sur quelles bases ou données se fait la distribution des fonds destinés à l'éducation supérieure en cette province entre les diverses institutions de cette catégorie?

2. Cette distribution est-elle faite entre ces diverses institutions à tant par tête d'élèves qui les fréquentent, ou est-elle simplement basée sur la valeur reconnue ou accordée à ces institutions?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. La distribution du fonds de l'éducation supérieure par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique n'est faite sur aucune base fixe, mais sur les besoins spéciaux des diverses maisons d'éducation et suivant les circonstances dans lesquelles elles se trouvent.

2. Non.

Abolition des taux de péage

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter à cette

session une loi à l'effet d'abolir les taux de péage sur les ponts et aux barrières de péage?

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil): Non.

Permis de recherches dans Chibougamau

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quel est le nombre de personnes auxquelles des permis de recherches ont été accordés jusqu'à ce jour dans le district de Chibougamau?

2. Quel est le nombre de terrains miniers vendus, avec le nom des acquéreurs?

3. Quel est le montant total reçu pour les permis et pour les ventes des terrains miniers?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. 215 personnes.

2. Six terrains miniers vendus à Messieurs Ed. Steindler, B. Léonard, J. A. Jacobs, Peter McKenzie, Francis Gunn et A. R. Johnson.

3. Permis	\$ 8 110.00
Ventes	10 230.00
Total	\$18 340.00

Vente de terrains à J. Breakey

M. L.-P. Bernard (Shefford): Le rapport du ministère des Terres mentionne que 3182 acres de terres ont été vendus pendant l'année expirant le 30 juin 1906, à monsieur John Breakey, de Québec:

1. Ces terrains ont-ils été octroyés pour des fins agricoles?

2. Le gouvernement a-t-il exigé les conditions ordinaires d'établissement?

3. Dans quels comtés, endroits et territoires, M. John Breakey possède-t-il de semblables concessions?

4. Quelle est l'étendue de chacune d'elle?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1 et 2. Non, ces terrains ont été vendus pour des fins industrielles à un prix variant de \$3.00 à \$5.00 l'acre.

3. Dans le comté de Beauce.

4. Dans le canton de Risborough, une concession de 537 acres et une autre de 548 acres, le 28 mars 1889; dans le canton Metgermette-Sud, une concession de 961 acres, une autre de 976 acres, une troisième de 752 acres, le 30 juin 1898, et une quatrième de 2748 acres, le 25 juin 1904; dans le canton Marlow, une concession de 1728 acres, le 14 juin 1900; dans le canton Linière, une concession de 1367 acres, le 25 juin 1904. ;

Achat de terrains en Abitibi par le baron de l'Épine

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il reçu, dans le courant de 1906, de la part du baron de l'Épine, une demande d'achat de terrains dans le territoire de l'Abitibi pour y établir des colonies belges?

2. Dans l'affirmative, de quelle étendue de terre a-t-il été question?

3. Quelle réponse a-t-il été donnée?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Oui.

2. De 200 à 500 000 acres.

3. Le syndicat belge, représenté par M. de l'Épine, a refusé d'accepter les conditions du gouvernement.

Lots de grève à Cap-Chat

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Pour quelle somme a-t-on vendu, en février 1906, à Delphis Roy, certains lots de grève situés dans la baie du Cap-Chat?

2. L'acquéreur est-il le même Delphis Roy qui tient l'agence des terres au Cap-Chat?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Pour la somme de \$50.00 fixée par les officiers du département et par un arrêté en conseil.

2. Oui.

Vente de terrains dans les cantons Vallières et Mailhiot

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quelle est l'étendue des terrains vendus dans les cantons Vallières et Mailhiot à MM. G. Stuard et Cyrille Tessier, et le prix payé pour ces terrains?

2. À qui MM. Stuart et Tessier ont-ils transporté ces terrains, et pour quel prix?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Deux concessions ont été faites: la première de 525 acres, et la deuxième de 1910 acres; la première concession se trouve comprise dans la vente du pouvoir hydraulique de La Tuque; le prix payé pour la deuxième est \$1910.00.

2. Le gouvernement n'a pas de renseignements à ce sujet.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Un mot seulement pour attirer l'attention du gouvernement sur la défectuosité de ces renseignements.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit qu'il vaudrait mieux discuter cela à un autre moment.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je reconnais

au premier ministre le droit de soulever cette question d'ordre.

**Brochure Région du Témiscamingue
par M. Pelland**

M. L.-P. Bernard (Shefford): 1. Quel montant a été payé pour l'impression de la brochure de propagande Région du Témiscamingue, par M. Pelland, et combien d'exemplaires ont été tirés?

2. Combien d'exemplaires ont été distribués?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. La brochure Le nouveau Québec, Région du Témiscamingue, a été tirée à 10 000 exemplaires. Le reste de la réponse se trouve à la page 241 des procès-verbaux de l'Assemblée législative, troisième et présente session de la onzième législature.

2. 4600.

**Inspection de l'école protestante
d'Hochelaga**

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. L'école protestante d'Hochelaga qui vient d'être incendiée, était-elle sujette à l'opération de la loi provinciale concernant l'inspection des bâtiments publics?

2. Dans l'affirmative, quand cette école a-t-elle, pour la dernière fois, subi l'inspection officielle?

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil): 1. Oui.

2. Le gouvernement attend à ce sujet des renseignements qui seront communiqués à la Chambre.

Version anglaise des bills

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend la parole au sujet de l'impression de la version anglaise des projets de loi.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) prend la parole sur le même sujet (2).

Demande de documents:

**Voyage du ministre de la Colonisation
en Belgique**

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) appelle les items à l'ordre du jour.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) lui signale qu'il n'a pas appelé l'item du voyage du ministre de la Colonisation en Belgique.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): Le ministre de la Colonisation n'est pas là.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Bien.

**Plaintes contre le percepteur
C. Chouinard à Matane**

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et documents se rapportant aux plaintes portées contre Christophe Chouinard, percepteur du revenu provincial, à Matane, par le docteur A. Bouillon et autres.

Adopté.

**Plaintes contre J. Thibault à
Sainte-Anne-des-Monts**

M. L.-P. Bernard (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. G. Lafontaine), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance, des requêtes et de tous autres documents se rapportant à des accusations ou plaintes portées contre Joseph Thibault, employé du gouvernement à Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé.

Adopté.

Édifices sans appareils de sauvetage

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. J. Lafontaine), qu'il soit mis devant la Chambre la liste des établissements industriels, des édifices publics et des maisons d'éducation qui ne sont pas pourvus d'appareils de sauvetage en cas d'incendie.

Il fait remarquer que, si les députés avaient de leurs enfants parmi les dernières victimes, ils jugeraient sans doute à propos de donner immédiatement toute leur attention à ce sujet. Parce que nous n'avons pas à déplorer la perte des nôtres, dit-il, il ne faut pas se désintéresser d'une question qui mérite notre plus sérieuse considération.

La récente catastrophe d'Hochelaga a ouvert les yeux du public sur le nombre des édifices publics qui ne sont pas munis d'appareils de sauvetage. D'après les rapports des inspecteurs Guyon et Mitchell, il y en a un grand nombre.

Je crois que, si la liste de ces édifices était publiée, cette publicité serait de nature à inciter ces maisons à se soumettre aux lois.

Il croit qu'il y a plusieurs maisons d'éducation qui ne sont pas encore pourvues de moyens de sauvetage.

Plusieurs citoyens éminents de Montréal lui ont demandé s'il était possible de publier les noms des propriétaires des établissements industriels, édifices publics et maisons d'éducation qui refusent d'installer des appareils de sauvetage.

Il considère que le gouvernement devrait obliger ces propriétaires à pourvoir leurs édifices d'échelles de sauvetage en cas

d'incendie.

Si la liste en était publiée, ce serait peut-être le meilleur stimulant pour les engager à se conformer sans délai à la loi.

Les pères et mères de famille ont le droit de connaître les maisons d'éducation qui n'offrent pas la sécurité nécessaire à la vie de leurs enfants.

Il sait que dans les environs de Montréal il y a une institution construite au cours des deux dernières années contenant près de 175 personnes qui ne possède aucune échelle de sauvetage.

Il se dit en faveur de publier les noms de ceux qui refusent d'installer ces échelles de sauvetage.

La proposition est adoptée.

Voyage du ministre de la Colonisation en Belgique (3)

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre: 1. Un état complet et détaillé des dépenses de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques-uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906.

2. Un état complet et détaillé des dépenses de M. le baron de l'Épine et de M. l'abbé Arts en rapport avec le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, depuis le 1er juillet 1905.

3. Une copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et M. l'abbé Arts ou M. le baron de l'Épine, depuis le 1er janvier 1906 jusqu'à ce jour, et des pièces et annexes qui accompagnent telle correspondance.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Il arrive six heures, ça peut être long. Remettons donc cela à un autre jour.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je n'ai rien à ajouter à la motion. Je veux simplement avoir ces documents et au plus vite.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Mais nous pouvons avoir quelque chose à dire, nous, et je n'ai pas encore vu la motion.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) consent à remettre la motion au lendemain.

Synode du diocèse de Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. J. Lafontaine), que l'honoraire payé pour le bill (no 117) élucidant les doutes qui semblent

exister au sujet de certains actes du synode du diocèse de Montréal soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Vente à J. T. Molson

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. J. Lafontaine), que l'honoraire payé pour le bill (no 97) ratifiant et confirmant le contrat d'une vente par le recteur et les marguilliers de la paroisse de Saint-Thomas, en la cité de Montréal, en faveur de John Thomas Molson, de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une congrégation religieuse.

Adopté.

Église à Saint-Joseph d'Alma

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'honoraire payé pour le bill (no 110) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Joseph d'Alma soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Québec

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. E. Ouellette), que l'honoraire payé pour le bill (no 130) amendant la loi concernant l'éducation dans la province de Québec, quant à certains pouvoirs du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Québec, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne l'instruction publique.

Adopté.

Succession F.-X. Beaudry

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que l'amende de \$100 payée pour le bill (no 116) autorisant les exécuteurs testamentaires de la succession de feu François-Xavier Beaudry à vendre certain bien substitué, soit remise, vu que le promoteur a envoyé le bill et la requête douze jours avant la session, ignorant complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Succession R. Peddie

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Lac-

Saint-Jean (M . G. Tanguay), que l'amende payée pour le bill (no 122) concernant la succession de feu Robert Peddie, soit remise, vu que le retard apporté dans la production du bill est dû à un malentendu et non à la négligence ni à la faute de ladite succession.

Adopté.

Assurance-vie sur les maisons d'éducation

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (M. G. Tanguay), que le bill (no 197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Signification de l'avis spécial

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que le bill (no 199) amendement l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Protection du rat musqué

M. J. Lafontaine (Berthier) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois), que le bill (no 145) amendement la loi de la chasse soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il déclare qu'il veut interdire la chasse des rats musqués au moyen de chiens, parce que les peaux sont endommagées de cette manière.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Vente de gibier

M. L.-P. P. Cardin (Richelieu) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. G. R. Smith), que le bill (no 206) amendement la loi de la chasse relativement à la vente du gibier soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Ventes de droits de pêche

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le bill (no 189) amendement les statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Pensions des juges de sessions

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 29) concernant la pension de retraite des juges de sessions soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il explique que le bill prévoit que tous les juges dont l'infirmité les oblige à démissionner après quinze ans de service, ou qui quittent volontairement après vingt-cinq ans de service, recevront une pension égale aux deux tiers de leur salaire.

Tous les juges qui doivent se retirer à quatre-vingts ans, ou qui le font volontairement à soixante-quinze ans, après vingt-cinq ans de service, recevront une pension égale à leur salaire. Tout juge forcé de démissionner pour cause de santé et ayant trente ans de service recevra une pension égale à son plein salaire.

Il ajoute que le gouvernement reconnaît le fait que les juges de sessions sont une classe d'hommes qui servent bien la province et qui ne reçoivent pas de compensation digne de leurs services.

Le gouvernement est présentement à étudier comment il pourrait le mieux augmenter leur rémunération.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se constitue immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Demain.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Pourquoi pas aujourd'hui?

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il a le droit d'exiger la remise de la troisième lecture au lendemain et il s'en tient à son droit parce que l'on veut depuis deux jours trop pousser la législation.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):
Ajournons alors.

Coroner du district de Québec

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 24) concernant le coroner du district de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Amendes

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (no 15) amendement l'article 1109 des statuts refondus concernant certaines amendes soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Sociétés des patrons de fabriques de produits laitiers

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (C) du Conseil législatif concernant les sociétés des patrons de fabriques de produits laitiers soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (F) amendement les statuts relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Société d'industrie laitière

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (F) du Conseil législatif amendement les statuts relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Retards dans la production de documents

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Avant

d'ajourner, je désire attirer une fois de plus - et c'est bien la cinquième fois, je pense - l'attention du ministre de la Colonisation sur le nombre et l'importance des documents dont la production a été ordonnée par la Chambre et qui n'ont pas encore été produits. D'autres l'ont été de façon à se moquer de la Chambre.

Je crois que le ministre y met autre chose que de la bonne volonté. Eh bien, je l'avertis qu'il nous faut ces documents à cette session-ci et que nous prendrons tous les moyens parlementaires pour les obtenir.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond qu'il lui faudrait près d'un an et demi pour satisfaire à toutes les demandes du député de Laval; il lui est humainement impossible de produire à cette session les réponses demandées, et il offre de mettre à la disposition du député de Laval tous les originaux, de même que les employés de son département.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit que le ministre de la Colonisation a le devoir d'obéir à l'ordre de la Chambre.

Il n'est pas la seule personne à désirer la production de ces documents, mais elle a été ordonnée par la Chambre. On semble se moquer de son ordre.

Il déclare en même temps que jamais auparavant il n'a vu la législature traitée avec autant de sans-gêne par le gouvernement. Et l'on s'étonne après cela que cette Chambre soit durement traitée en certains quartiers, quand le gouvernement lui-même la prend pour une Chambre de valets. Par exemple, j'ai demandé un état détaillé des dépenses qui figurent au rapport du ministre de la Colonisation pour son voyage en Belgique et le ministre n'a fait que répéter pratiquement ces mêmes chiffres sous forme d'une espèce de compte rendu.

On se moque de nous, M. l'Orateur.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) dit qu'il ne comprend pas ce qu'entend le député de Laval par un état détaillé.

L'honorable chef de l'opposition n'est pas sérieux. Il lui a été donné qu'il fut dépensé \$2000 pour frais du ministre, tant pour voyage, tant pour hôtels, tant pour réceptions.

Je ne donnerai rien de plus que cela, réplique-t-il. J'ai toujours été contre les détails exagérés de ces dépenses et j'en prends la responsabilité devant la province. Pense-t-on que je vais venir produire ici un compte comme suit: Cocher 50 cts lavage de linge, 5 francs, pour avoir repassé mon chapeau de soie, 20 francs?

Ce voyage a duré six semaines et il a coûté 2000 piastres. Il me suffit de dire: J'ai dépensé tant pour le passage, tant pour les

hôtels et tant pour les réceptions. D'ailleurs, la somme totale de ces dépenses est très raisonnable.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Est-ce qu'on nous prend pour des enfants? Voyons!

S'il était à la place du ministre, après tout ce qui se dit dans le public, il tiendrait à honneur de fournir des explications plus nettes.

Concernant les permis miniers, il ne veut pas croire que l'on n'ait pas le temps, et il affirme que si le ministre avait voulu seulement faire un seul pas pour l'assurer, la production serait faite déjà.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): Je proteste contre les insinuations de l'honorable député de Laval laissant voir que ce que j'ai dit n'est pas vrai. La production de copie des documents demandés est physiquement impossible à donner.

Nous avons 2000 permis, dit-il; pour en prendre copie, il faudrait six mois à 2 employés.

Le député de Laval n'aura pas certains documents qu'il demande, car c'est impossible.

Le député de Laval n'a pas à blâmer d'autre que lui-même des délais que l'on apporte à lui répondre.

Pour satisfaire sa curiosité, il faudra, entre autres choses, faire copier sept registres de deux cents pages. Cela ne se fait pas dans l'espace d'un matin.

Si le député de Laval veut pêcher dans mon département pour le compte de M. Asselin, qu'il vienne, tout est à sa disposition.

Il invite également le député de Joliette.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): La proposition de l'honorable ministre de la Colonisation est raisonnable et pour sa part, il est prêt à s'en rapporter à ce que décidera le député de Joliette quant à la possibilité de produire ces documents après avoir fait une visite au département.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Je n'ai pas d'affaire au département, et d'ailleurs, je ne vois pas ce que je dirais là que je ne dirais pas ici.

Évidemment, le gouvernement n'a pas compris l'ordre de la Chambre.

Le gouvernement fait erreur en pensant qu'on lui demande copie de tous les permis.

Ce que l'on veut, c'est un simple tableau, comme le ministre des Terres en a déjà fourni pour les licences de coupe et sans attendre six mois.

Nous n'avons pas demandé des descriptions à n'en plus finir, mais des indications simplement, et si la tenue des livres du département des Mines n'est pas dans un état affreux, je maintiens que la production de ce document qui effraye tant le ministre de la

Colonisation ne demande pas plus que deux à trois jours de travail.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) renouvelle la même offre qu'il avait faite auparavant au député de Joliette et l'étend.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) invite les députés de Laval et de Joliette à se présenter au département afin d'obtenir tous les renseignements qu'ils désirent.

Il doit y avoir un but dans la demande de production de documents. Que l'on vienne au département et que l'on joue cartes sur table.

M. J.-M. Tellier (Joliette) déclare que le ministre de la Colonisation a tort de croire que des motifs malveillants se cachent sous cette demande de documents.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) conseille au premier ministre d'aller faire lui-même un tour d'inspection au département des Mines pour le profit du gouvernement, qu'il se mette à la tête de cette expédition à la recherche des documents que nous demandons et il verra que nous avons raison.

Poursuites contre le Canadien

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) soulève une question de privilège à propos d'un article de l'Événement de ce jour qui demande pourquoi le ministre de la Colonisation n'a pas encore poursuivi le Canadien pour libelle après l'avoir annoncé en Chambre il y a quelques semaines.

Il explique qu'il est l'avocat du ministre de la Colonisation en cette affaire.

Il annonce que le bref est émis depuis plusieurs jours, qu'il sera signifié dans quelques jours et qu'il faut mettre ce retard sur le compte de ses travaux parlementaires qui l'ont retenu loin de chez lui.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Question de privilège, ça? Réclame d'avocat, plutôt.

La séance est levée à 7 heures.

NOTES

1. MM. C. F. Delâge, G. Tanguay, L.-A. Taschereau et P. Tourigny ont voté contre le sous-amendement.

2. Les intervenants s'entendent pour que le plus grand nombre de bills possible soient imprimés en anglais sans délai avant que la Chambre ne les étudie.

3. Le ministre de la Colonisation était alors revenu à son siège.

Séance du 5 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 20.

Rapports de comités:

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-et-unième rapport du comité permanent des bills privés. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre:

- bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro-Electric Company";
- bill (no 143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne;

- bill (no 61) révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill (no 79) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal;

- bill (no 76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et des fidéicommissaires en vertu du testament de feu dame Mary Eleonor Westcott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

Le promoteur du bill (no 94) amendement la charte de la "Dominion Park Company Limited" ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder avec ce bill, votre comité recommande en conséquence à votre honorable Chambre que permission lui soit accordée de retirer ledit bill et que les sommes par lui payées au comptable de l'Assemblée législative lui soient remises, moins le coût de la traduction et de l'impression dudit bill.

Votre comité a aussi examiné le bill (no 136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters et trouve que le préambule du bill, tel que formulé, n'a pas été prouvé.

Quant au bill (no 107) constituant en corporation le mont-de-piété Le Bonsecours, votre comité est convenu de le mettre de côté, parce que les pétitionnaires ne se sont pas conformés à la règle 58 qui exige que le paiement de toutes les sommes dues sur tout bill privé soit fait après sa seconde lecture.

Adopté.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 176) amendement la loi de la pêche de Québec;

- bill (no 184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant pour toutes fins à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans ledit comté;

- bill (no 154) amendement l'article 575a des statuts refondus concernant l'expropriation;

- bill (no 155) amendement la loi des cités et villes, 1903.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements:

- bill (no 151) amendement les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal;

- bill (no 148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté du lac Mégantic, pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture.

Introduction de bills:

M. W. F. Vilas (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 203) amendement l'article 497 du code municipal.

L'objet de ce bill est de donner au mari dont la femme possède une propriété dans la municipalité le droit de voter lors d'arrêts municipaux autorisant un emprunt.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

M. W. F. Vilas (Brome) demande la permission d'introduire un bill (no 204) amendement la loi de l'instruction publique.

L'objet de ce bill est de permettre au mari dont la femme possède une propriété de se prévaloir du titre de propriétaire lors de l'élection de commissaires d'écoles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interprétation de la 43e règle

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) soumet à la décision de M. l'Orateur la question de procédure suivante:

D'après la 43e règle, faut-il le consentement unanime de la Chambre ou seulement le vote de la majorité pour soumettre immédiatement la motion pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement par le comité général?

Il veut savoir si le comité général doit être considéré comme une étape de la procédure et s'il faut par conséquent attendre au lendemain pour passer la troisième lecture, si un député s'oppose à celle-ci.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) croit que l'on ne devrait pas hâter les choses en procédant à la troisième lecture tout de suite après le comité général.

Il y a un mois et demi que la Chambre s'occupe de bills privés. Il est maintenant temps que l'on s'occupe des questions d'ordre public et que l'on s'en occupe sans se hâter. Il faut respecter les règles de notre Chambre britannique.

Il cite alors la coutume de la Chambre des communes britannique ainsi que les manuels de la Chambre.

Incidemment, il félicite le président du comité des bills privés (M. L.-A. Taschereau) et ses membres pour la procédure suivie au comité des bills privés. La procédure a été conduite avec célérité, avec habileté, avec dignité et avec sagesse.

La législation privée a été surveillée cette année d'une façon toute particulière et très sérieuse, et le fait mérite d'être signalé à l'attention publique.

On a apprécié beaucoup la présence à toutes les séances du comité de l'assistant-procureur général, M. Charles Lanctôt, qui a assisté à toutes les séances du comité des bills privés et qui a été d'un grand et précieux concours pendant la discussion des divers bills soumis à la considération du comité en fournissant ses lumières légales.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) dit que l'année dernière, alors qu'il était Orateur, il avait prêté une attention toute spéciale à cette question. À cette occasion, il avait consulté l'Orateur et le greffier de la Chambre des communes qui étaient tous deux d'avis que le comité général ne devait pas être considéré comme une étape de la procédure.

Personnellement, il abonde dans le même sens, mais aucun Orateur ne s'est encore prononcé définitivement sur cette question, et ce serait une bonne chose qu'elle soit réglée définitivement.

Il ajoute que l'on ne veut pas presser les travaux de la session. Il n'y a aucun danger pour l'intérêt public.

Interprétation de la 67e règle

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) soumet également la question de procédure suivante à la décision de M. l'Orateur: Qu'elle est la véritable interprétation à donner à la 67e règle?

Il demande s'il faut un jour d'avis concernant les amendements aux bills privés en comité général de la Chambre, ou s'ils

peuvent se faire du jour au lendemain.

M. J.-M. Tellier (Joliette) félicite également le président du comité des bills privés et loue le travail accompli en ce comité.

Il donne son avis sur l'interprétation de la règle 67.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) prend la parole.

M. l'Orateur réserve sa décision sur les deux points et déclare qu'il se prononcera sur ces questions demain ou dans quelques jours, car elles sont trop importantes pour être décidées séance tenante.

Confection et entretien des chemins

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour considérer certaines résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins. Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Que sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à toute municipalité rurale et locale une subvention annuelle égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour la confection et l'entretien de tous les chemins faits et améliorés aux frais de la corporation de cette municipalité, pourvu que cette subvention ne dépasse pas quatre cents piastres par année et que la municipalité à subventionner ait adopté un règlement à cet effet d'après les prescriptions de la résolution suivante.

M. J.-M. Tellier (Joliette) exprime la crainte que tous les subsides n'aillent aux mêmes endroits.

Il regrette vivement que l'encouragement ne soit pas appliqué d'abord à l'entretien des grandes artères d'un comté: c'est par là qu'il faudrait commencer.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) admet que certaines municipalités ne voudront pas profiter de la loi. Il se peut qu'on l'amende plus tard pour rencontrer les demandes du député de Joliette, mais pour le moment, on se contentera d'essayer la loi telle que soumise.

On pourra sans doute, par exemple, encourager spécialement l'entretien des grandes routes.

Il déclare que, pour l'instant, le gouver-

nement n'a que \$16 000 à consacrer à cette oeuvre.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

2. Que pour qu'une municipalité rurale et locale puisse demander la subvention de quatre cents piastres mentionnée dans la résolution précédente, son conseil devra adopter, en vertu de l'article 535 du code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins sous son contrôle seront faits, améliorés et entretenus à ses frais au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité; que le règlement adopté à cet effet ne pourra excepter les chemins de front et qu'une copie devra en être transmise au ministre de l'Agriculture; qu'il deviendra et restera en vigueur tel que pourvu par l'article 535 du code municipal.

M. J.-M. Tellier (Joliette) prend la parole au sujet de la procédure à suivre pour obtenir la subvention.

Après discussion, la résolution est légèrement amendée et adoptée comme suit:

2. Que pour qu'une municipalité rurale et locale puisse demander la subvention de quatre cents piastres mentionnée dans la résolution précédente, son conseil devra adopter, en vertu de l'article 535 du code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins municipaux locaux et de comté à la charge des contribuables de ladite municipalité, seront faits, améliorés et entretenus, à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité; que le règlement adopté à cet effet ne pourra excepter les chemins de front, et qu'une copie devra en être transmise au ministre de l'Agriculture; qu'il deviendra en vigueur quinze jours après sa promulgation et restera en vigueur tel que pourvu par l'article 535 du code municipal.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

3. Que seulement deux municipalités locales et rurales par comté pourront être subventionnées conformément à la résolution 1; que si, dans le même comté, plus de deux municipalités locales et rurales adoptent des règlements dans le sens visé par la résolution 2, la subvention pour ce comté ne devra excéder en aucune année la somme de \$800 et sera partagée par le ministre de l'Agriculture entre lesdites municipalités y ayant droit, de la manière suivante: les trois huitièmes de la subvention seront partagés également entre les municipalités ayant fait chacune des travaux s'élevant pendant l'année à pas moins de deux cents piastres, et la

balance sera divisée proportionnellement au montant dépensé par chaque municipalité; que la décision du ministre relativement à ce partage sera finale et sans appel.

Que les dépenses encourues pour la confection ou l'entretien des chemins ne comprendront pas celles encourues pour l'entretien des chemins d'hiver.

La clause 3 est amendée et adoptée sous la forme suivante:

Que seulement deux municipalités locales et rurales par comté pourront être subventionnées conformément à la résolution 1; que si, dans le même comté, plus de deux municipalités locales et rurales demandent ladite subvention, elle leur sera accordée à tour de rôle, suivant la date de leur demande, faite par résolution du conseil, pourvu qu'elles aient adopté ou adoptent dans le délai que leur fixera le ministre de l'Agriculture, le règlement mentionné dans la résolution deuxième.

Que les dépenses encourues pour la confection ou l'entretien des chemins ne comprendront pas celles encourues pour l'entretien des chemins d'hiver.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

4. Que, pour qu'une municipalité locale et rurale ait droit à la subvention, ses chemins devront être faits et entretenus d'après les règlements approuvés ou adoptés à ce sujet par le département de l'Agriculture; qu'elle devra, en outre, avant le 8 janvier, faire rapport au ministre de l'Agriculture du montant qu'elle aura dépensé pour la confection et l'entretien de ses chemins pendant l'année expirée le 31 décembre précédent; que ce rapport devra être transmis par lettre recommandée, rédigé d'après la formule fournie par le département de l'Agriculture et accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude.

Adopté.

5. Que la subvention sera payable annuellement dans le mois de janvier.

Adopté.

6. Que les municipalités rurales et locales qui, avant l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur ces résolutions, auront déjà adopté un règlement conformément à la résolution 2, ne seront pas tenues d'adopter un nouveau règlement, et que la loi qui sera basée sur ces résolutions leur sera applicable en autant que le règlement adopté ne sera pas incompatible avec les dispositions d'icelle.

Adopté.

M. M. Perrault (Chambly) fait remarquer que bien que les dispositions stipulent que les subventions seront accordées aux

municipalités locales, ce sont en réalité les municipalités de comté qui effectuent le travail et c'est pourquoi il propose en amendement que les municipalités de comté puissent recevoir le subside du gouvernement.

Une discussion s'ensuit.

La résolution suivante est finalement proposée:

7. Que les droits des municipalités locales dans la subvention susdite pourront être transportés à la municipalité de comté suivant la procédure ordinaire, pourvu que ladite municipalité de comté se charge des travaux dans les conditions ci-dessus prescrites.

Adopté.

MM. P.-É. LeBlanc (Laval), F.-X. Dupuis (Châteauguay) et J.-É. Caron (L'Islet) prennent également la parole.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

Compagnies par actions

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Coroner du district de Québec

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 24) concernant le coroner du district de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

A 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Charte de Québec

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que les amende-

ments faits en comité général au bill (no 114) amendant la charte de la cité de Québec soit maintenant lus pour la deuxième fois.

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) fait remarquer à la Chambre qu'à la suite des amendements apportés au bill, la Compagnie de gaz de Québec, lors d'une réunion des directeurs tenue la veille, avait décidé de maintenir leurs tarifs.

Lors de la séance d'hier, la Chambre a rejeté une proposition visant à permettre à la Compagnie de gaz Frontenac de faire affaires à Québec sans avoir à demander la permission des autorités.

Le refus d'accepter l'amendement permettant à la Compagnie de gaz Frontenac d'entrer à Québec a donc encouragé la Compagnie de gaz de Québec à maintenir ses prix.

Bien que la charte de la Compagnie de gaz Frontenac demeure intacte, une réduction des prix a été promise. Ainsi, les consommateurs de Québec sont pressurés car la Compagnie de gaz de Québec croit que, désormais, la Compagnie de gaz Frontenac, une concurrente, pourra difficilement réussir à financer son projet.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) partage cet avis.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) déclare que la coïncidence entre la décision de la Compagnie de gaz de Québec et le vote de la Chambre n'a rien à voir avec la question.

Il ne s'agit pas d'empêcher la concurrence. La Frontenac n'a rien demandé à la cité de Québec.

Il s'agit simplement de mettre cette compagnie sur le même pied que les autres. La Frontenac ne s'est pas adressée au conseil de ville et le conseil de ville n'a pas refusé de demande.

Il s'agit de savoir si l'on va permettre à une compagnie de briser les rues de Québec sans la permission de la ville.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Quel est le prix du gaz à Québec?

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean): \$1.75 les 1000 pieds cubes pour le gaz d'éclairage et \$1.25 pour le gaz de chauffage.

Aucune ville du Canada ne paye des prix aussi exorbitants. Si la législature adoptait la clause 45, non seulement elle violerait les droits de la Compagnie de gaz Frontenac, mais elle détruirait la concurrence et maintiendrait dans Québec un monopole détestable.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) dit qu'il n'a pas l'intention de provoquer un

autre vote sur cette question qu'il a soulevée la veille mais sans succès.

Il proteste simplement parce que ce bill enlève à Québec la concurrence.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) parle en faveur de l'amendement adopté par la Chambre la veille, bien qu'il se dise surpris des tarifs du gaz encore en vigueur à Québec.

Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Fraserville

M. N. Dion (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 120) amendement la charte de la ville de Fraserville, 1903.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. N. Dion (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation l'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le préambule du bill qui se lit comme suit:

"Attendu que, par la pétition des personnes ci-après nommées, il a été représenté qu'une compagnie connue sous le nom de l'Aquarium a été organisée dans la cité de Montréal;

Que le but de cette compagnie est de favoriser l'étude de l'histoire naturelle, et tout spécialement de la pisciculture et d'établir à cette fin un musée;

Que pour réaliser ce projet, il est nécessaire de constituer la présente corporation, avec pouvoir de se procurer les revenus nécessaires à cette fin par l'établissement de

lieux d'amusements populaires;

Attendu qu'une demande à cette fin est contenue dans ladite pétition et qu'il convient d'y accéder;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec décrète ce qui suit:"

M. P.-É. LeBlanc (Laval) renouvelle ses protestations contre le bill et attire l'attention du ministre des Travaux publics sur cette question. Le nom adéquat pour cette compagnie serait Whiskyrium (1) et non Aquarium.

Il se lance alors dans plusieurs métaphores amusantes, et parlant de la combinaison du poisson et des boissons fortes dans ce bill, il y réfère comme étant plutôt un "mélange amer".

On a dit en faveur de ce bill que des institutions semblables existaient aux États-Unis, mais les Canadiens ne sont pas tenus de commettre les mêmes erreurs que leurs voisins, les Yankees.

Il est temps d'abolir ce genre de loi. Ce bill accorde une licence permanente et irrévocable pour la vente de boissons spiritueuses et va à l'encontre des intérêts des riches comme des pauvres.

À Montréal aussi bien que dans d'autres endroits, il y a beaucoup trop de ces établissements sans mœurs qui prospèrent aux dépens de leurs victimes. Ces endroits sont la ruine de toutes les classes de la collectivité.

Le bill de l'Aquarium créera une autre sentine de vices dont se plaignent les autorités policières de Montréal. Le bureau de poste, les autorités religieuses et toutes les associations les mieux considérées dans la collectivité condamnent à l'unanimité cette façon de vendre des boissons alcoolisées, et la Chambre devrait elle aussi être unanime.

Il croit savoir que des amendements seront ajoutés au bill et l'un de ceux-ci stipule que la compagnie devra déboursier la somme de cinquante mille dollars.

Et pourquoi donc, fait-il remarquer, cette somme ne serait-elle pas suffisante pour payer le terrain et un édifice adéquat?

Il suggère au trésorier de la province, pendant qu'ils sont à étudier la question des licences, de limiter le nombre de licences pour la vente de boissons spiritueuses aussi bien dans les paroisses rurales que dans les villes.

M. G. Langlois (Montréal no 3) répond qu'il est étonné de la façon tragique dont le député de Laval envisage la question. Il n'y a pas lieu de se monter ainsi.

L'ivrognerie existe depuis des années et il ne croit pas que l'Aquarium aggraverait cet état de choses.

Les abus de l'intempérance ne sont pas

dans ces établissements tels que signalés par le député de Laval, mais bien dans les buvettes qui forment tous les coins de rues des quartiers ouvriers à Montréal. Les quatre cinquièmes des buvettes sont là.

Les débits de boissons sont de longue date à Montréal et il n'y a rien dans ce bill qui fera accroître ce vice.

Le député de Laval s'est particulièrement élevé contre les facilités offertes aux ouvriers pour obtenir des boissons fortes, mais l'ouvrier aussi bien que l'homme fortuné devrait avoir le droit de prendre un verre s'il le désire et s'il peut le payer.

Vendredi, le député de Laval a condamné Le Gymnase de Montréal. Les propriétaires de cette institution sont des hommes honorables et personne ne s'en est jamais plaint à la police.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que le député de Montréal no 3 est dans l'erreur.

M. G. Langlois (Montréal no 3) répond que ses informations proviennent du chef de police.

Les propriétaires de l'Aquarium, messieurs Saint-Charles et Paquet, sont des hommes honnêtes qui veulent établir en toute bonne foi un vrai aquarium.

Cet établissement ne veut faire aucun commerce illégitime. On veut, doter Montréal d'un musée nouveau qui sera dirigé par des hommes responsables et respectables.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Le député de Laval est trop dur envers les petits débitants de boisson, les grands établissements sont aussi coupables que les petits. Tout comme les intervenants précédents, il regrette les ravages causés par l'intempérance.

Les licences du gouvernement servent à empêcher les parties indésirables de se lancer en affaires et, dans le cas actuel, si la Chambre adopte ce projet de loi, quelques amendements seront apportés.

La compagnie devra dépenser \$50 000 avant d'avoir une licence et elle devra payer \$2000 par année pour cette licence. C'est-à-dire \$500 de plus que ne paie l'hôtel Windsor de Montréal. En outre, l'Aquarium sera soumis aux lois de police.

Le dimanche, aucune représentation ne sera donnée et les représentations données pendant la semaine seront contrôlées par les règlements et les arrêtés municipaux.

La corporation devra se soumettre à tous les règlements municipaux concernant les heures de fermeture.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se dit surpris d'entendre d'entre tous le député de Montréal no 3 parler en faveur des boissons spiritueuses. Il croyait que ce dernier n'était en faveur de ce bill que pour rendre service à

quelques amis.

Quant au trésorier provincial, (l'honorable A. Tessier), il semble approuver ce bill car il se verra remettre un montant de \$2000. Pour sa part, il ne s'y objecterait pas si l'argent était versé pour l'établissement d'une école anti-alcoolique, mais il s'attend très peu à ce que le gouvernement utilise cet argent dans ce but.

M. M. Perrault (Chambly) fait remarquer que les promoteurs en feront quelque chose de très bien.

Cela sera instructif pour le public. Mais il leur faut de l'argent pour payer leurs dépenses et c'est en vendant des rafraîchissements qu'ils s'en procureront.

L'Aquarium sera dans le centre de la ville et supervisé par la police.

Le préambule est mis aux voix et adopté par un vote de 17 contre 11.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare que l'on devrait maintenant interrompre l'étude du bill étant donné que l'heure consacrée à l'étude des bills privés est épuisée; de plus, un grand nombre de députés et aussi de ministres sont absents de leur siège et comme il est important d'avoir leur opinion sur ce bill, il propose que le comité s'ajourne.

M. M. Perrault (Chambly) veut que le comité poursuive l'étude du bill.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) fait remarquer que le député de Laval a tout à fait raison.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Municipalité de la Longue-Pointe

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 52) érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie de pulpe de Métabetchouan

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 55) amendant la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Philipsburg Railway and Quarry Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 91) concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Little Nation River Railway Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 98) constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Village de Tétraultville

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 44) divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétraultville de Montréal et la municipalité scolaire du village de Tétraultville de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Notre-Dame-dea-Neiges

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 83) amendement la loi 52 Victoria, chapitre 85, constituant en corporation la ville de Notre-Dame-des-Neiges. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Merchants' Light and Power Company"

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill (no 54) constituant en corporation la "Merchant s' Light and Power Company" étant lu,

Il est ordonné que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Pensions des juges de sessions

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que l'ordre du jour pour la troisième lecture du bill (no 29) concernant la pension de retraite des juges de sessions soit rescindé et que le bill soit renvoyé au comité général de la Chambre.

Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie les paragraphes portant les numéros 2489a et 2489b de l'article 1, qui se lisent comme suit:

"2489a. Si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge pendant une période de quinze ans, au moins, est atteint d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, ou si après avoir rempli sa charge comme tel durant une période de vingt-cinq ans au moins il donne sa démission, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait lors de sa démission, et cette pension devra lui être servie sa vie durant.

2489b. Tout juge de sessions qui aura atteint l'âge de quatre-vingts ans sera forcément mis à la retraite; et qu'à tout juge de sessions qui sera ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-quinze ans, donnera sa démission et, dans ce dernier cas, aura rempli la charge de juge de sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, Sa Majesté pourra, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose de réduire de soixante-quinze à soixante-dix ans l'âge nécessaire aux juges de sessions pour toucher leur pension.

Cet amendement est adopté et les paragraphes 2489a et 2489b se lisent désormais comme suit:

"2489a. Si un juge de sessions, après avoir rempli sa charge pendant une période de dix ans au moins est atteint d'une infirmité permanente qui l'empêche de remplir utilement ses fonctions et donne sa démission, ou, si après avoir rempli sa charge comme tel durant une période de vingt-cinq ans au moins, il donne sa démission, Sa Majesté peut, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, lui accorder une pension égale aux deux tiers du traitement annuel qu'il recevait lors de sa démission, et cette pension doit lui être servie sa vie durant.

"2489b. Tout juge de sessions qui a atteint l'âge de quatre-vingts ans est

forcément mis à la retraite; et à tout juge de sessions qui est ainsi mis à la retraite ou qui, ayant atteint l'âge de soixante-dix ans, donne sa démission et, dans ce dernier cas, a rempli la charge de juge de sessions durant une période de vingt-cinq ans ou plus, Sa Majesté peut, par lettres patentes, sous le grand sceau de la province, accorder une pension égale au traitement attaché à la charge qu'il remplissait à l'époque de sa mise à la retraite ou de sa démission."

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines de 1892

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que le bill (no 196) amendement la loi des mines de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Sociétés des patrons de fabriques de produits laitiers

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (C) du Conseil législatif concernant les sociétés des patrons de fabriques de produits laitiers.

Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) déclare que le principe du bill est contenu dans les premiers paragraphes qui suivent:

"5486b. 1. Dix personnes ou plus peuvent former une société de patrons d'une fabrique de produits laitiers pour chaque fromagerie ou beurrerie ou beurrerie et fromagerie existant dans une localité. Dans ce but, elles doivent signer une déclaration en la forme indiquée à la cédule A de cette section.

2. Cette déclaration est signée en double par les membres fondateurs, devant un témoin. L'un de ces doubles est transmis au ministre de l'Agriculture, lequel, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de cette société, fait publier, sans délai, dans la Gazette officielle de Québec, un avis, suivant

la formule B de cette section; et un avis, rédigé suivant la formule C, est de suite envoyé par les membres fondateurs de cette société au protonotaire de la cour supérieure du district et au registrateur de la division d'enregistrement dans lesquels la société a été constituée.

"5486c. À partir de la publication, dans la Gazette officielle de Québec, de l'avis ci-dessus, la société devient personnalité civile sous le nom qui lui est donné dans cet avis.

"5486d. Il ne doit y avoir qu'une seule société par beurrerie ou fromagerie, ou par beurrerie et fromagerie. En cas de contestation, la décision du ministre de l'Agriculture est finale et sans appel.

"5486e. 1. La société se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée en l'article 5486b et de toutes celles qui, à l'avenir, souscriront des actions de cette société.

2. La responsabilité des membres ou actionnaires est limitée au montant de leurs mises respectives.

"5486f. Le montant de chaque action est de dix piastres, payable par versements annuels d'une piastre, le premier le jour de l'inscription du sociétaire et les autres d'année en année à la même date. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation.

"5486g. Le capital d'une société est variable.

"5486h. Les actions sont nominatives et transportables en remplissant les formalités prescrites par les règlements de la société.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements pour lesquels elle demande leur agrément.

Sociétés de fabrication de beurre et de fromage

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (D) du Conseil législatif remplaçant l'article 5486 des statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage, ou les deux, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se constitue immédiate-

ment en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Sociétés d'agriculture

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost), que le bill (E) du Conseil législatif amendement la loi concernant les sociétés d'agriculture soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Société d'industrie laitière

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable J.-B.-B. Prévost), que le bill (F) du Conseil législatif amendement les statuts refondus relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Interpellations:

Immigration belge au Québec

M. L.-P. Bernard (Shefford): D'après le rapport du ministère de la Colonisation, le baron de l'Épine paraît avoir reçu une

somme de \$250 pour diriger sur la province de Québec un mouvement d'immigration belge. 1. Quelle est la nature de ce mouvement et combien de Belges ont été amenés ici par le baron de l'Épine?

2. Sur quel point de la province ces Belges ont-ils été dirigés?

3. Ce mouvement d'immigration belge se poursuit-il encore et le gouvernement entend-il le favoriser?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. Le baron de l'Épine avait été chargé de diriger vers la province de Québec un mouvement d'immigration, de maraîchers et d'agriculteurs belges et, en même temps, d'encourager les capitalistes de la Belgique à venir mettre en valeur les richesses naturelles de notre province.

D'après les rapports de nos agents d'immigration, 444 Belges ont été placés dans la province de Québec durant la dernière année fiscale. Il est impossible de préciser combien d'émigrants belges ont pu être dirigés, vers la province de Québec, par le baron de l'Épine.

2. Dans l'île de Montréal, chez les maraîchers et dans les régions de colonisation.

3. Le gouvernement entend, dans la limite de ses attributions et de ses moyens pécuniaires, continuer d'encourager toute immigration saine dans la province de Québec.

Uniformité des livres au Québec

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour faire établir l'uniformité des livres dans la province de Québec?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): L'article 215 de la loi de l'instruction publique, paragraphe 4, pourvoit déjà à l'uniformité des livres dans toutes les écoles de chaque municipalité scolaire.

Demande de documents:

Dépenses de voyages du garde forestier J.-C. Langelier

M. L.-P. Bernard (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), qu'il soit mis devant la Chambre un état indiquant les sommes payées en 1906 et 1907 à M. J.-C. Langelier, surintendant des gardes forestiers pour dépenses de voyages et autres.

Adopté.

Conduite du gardien de prison

A. Vallée

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), qu'il soit mis devant la Chambre

copie de tous rapports faits sur la conduite d'Arthur Vallée, autrefois gardien de la prison de Montréal, et sur lesquels a été motivée la destitution dudit Vallée.

Adopté.

Dépenses de voyage du ministre de la Colonisation

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre: 1. Un état complet et détaillé des dépenses de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques-uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906;

2. D'un état complet et détaillé des dépenses de M. le baron de l'Épine et de M. l'abbé Arts en rapport avec le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, depuis le 1er juillet 1905;

3. D'une copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et M. l'abbé Arts ou M. le baron de l'Épine, depuis le 1er janvier 1906 jusqu'à ce jour, et des pièces et annexes qui accompagnent telle correspondance.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande au député de Laval de modifier sa motion de manière à ce qu'elle n'exige que la correspondance officielle et de caractère public.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) refuse cette suggestion. Il ne voit pas pourquoi toute la correspondance ne serait pas produite.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que l'abbé Arts et le baron de l'Épine lui ont écrit des lettres. Il a reçu du baron de l'Épine une longue lettre qui est d'un caractère absolument personnel et qui ne se rapporte nullement au service public et croit qu'il n'est pas de son devoir de la produire.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) répond qu'il demande simplement la correspondance. La Chambre jugera elle-même, une fois produite, du caractère de cette correspondance, cela ne doit pas être des lettres d'amour, mais bien relative à des matières d'intérêt public.

Il croit que sa demande est rationnelle et ne voit pas la raison de cette distinction que veut faire l'honorable premier ministre.

Il est d'opinion que du moment que ce n'est pas confidentiel, c'est officiel.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Pourquoi demandez-vous ces documents?

Il cite des autorités pour démontrer qu'une demande de documents ne peut être faite sans raisons claires motivant la

demande.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Dans l'intérêt public.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Une des premières règles relatives à une demande de production de documents est de donner la raison de cette demande. Pourquoi cette demande?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Cette demande est facile à justifier.

La province de Québec a noué des relations avec la Belgique à l'occasion de l'exposition de Liège. Il s'en est suivi des projets à la réalisation desquels deux hommes distingués, malgré ce qu'en a dit le ministre de la Colonisation, ont travaillé longtemps.

Deux ministres de la province sont allés en Belgique d'où ils sont revenus enchantés, ne parlant que de ce qu'ils avaient accompli en leur qualité officielle, comme représentants de la province de Québec. Puis, tout d'un coup, voilà que tout cela cesse, que les journaux nous annoncent un grave malentendu, que des démarches se font, que la réputation de la province de Québec en souffre, etc. Eh bien, nous voulons savoir ce qui en est, si cela est vrai, et comment nos ministres en seraient arrivés là.

Je ne puis pas croire que le premier ministre voudrait absolument enraciner dans l'esprit du public qu'il y a du vrai dans toutes les insinuations qui ont été faites contre l'un de ses collègues.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il ne peut pas être question de refuser des documents que l'on considère publics, et que ceux-là seront produits en peu de temps. Mais il y en a d'autres qui sont plutôt personnels et qu'il n'est pas de l'intérêt public de produire.

Il y a des lettres qui m'ont été écrites par le baron de l'Épine et qui n'ont aucun caractère officiel, elles sont purement personnelles. Il y en a une entre autres. Le député de Laval doit en avoir copie.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il n'en sait rien.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Si l'honorable député de Laval n'en sait rien, pourquoi fait-il cette demande?

La correspondance à produire doit avoir un caractère officiel. Que l'on suppose un étranger qui adresse une lettre outrageante contre l'honorable député de Laval, est-ce que le destinataire de la lettre, quel qu'il soit, serait justifiable de livrer cette lettre à la publicité et sans surtout savoir jusqu'à quel point l'incrimination est exacte?

Un étranger n'a pas le droit plus qu'un particulier d'injurier de cette façon un ministre ou un député. Le député de Laval

dit qu'il ne sait rien et pourtant il parle dans sa motion d'annexé, etc. C'est très étonnant que le député de Laval qui déclare qu'il ne sait rien, laisse aussi soupçonner qu'il en connaît plutôt quelque chose.

Il cite Bourinot et May concernant la publication des documents considérés comme secrets d'État, afin de démontrer que son attitude est justifiable, régulière et rationnelle.

Que l'honorable député de Laval demande toute correspondance d'un caractère public et officiel. S'il n'est pas satisfait, alors qu'il accuse!

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je n'ai pas d'accusation. Le baron de l'Épine et l'abbé Arts ne sont pas des étrangers. Le premier est un ancien commis du gouvernement. La motion n'a trait qu'à l'administration d'un ministère et il serait satisfait si le premier ministre lui confirmait qu'il s'agit de correspondance personnelle et non pas officielle.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Je déclare de mon siège que certaines lettres à moi envoyées par le baron de l'Épine ne sont d'aucun caractère officiel, et partant, ne puis les produire parce qu'elles sont injurieuses contre un de mes collègues.

Je n'autoriserai jamais la production parce que c'est évidemment un moyen détourné de lancer dans le public certaines accusations que l'on ne se croit pas prêt à soutenir devant un comité d'enquête.

Il ne permettra à aucun étranger de se servir du moyen demandé par le député de Laval pour injurier, sous le couvert de l'immunité parlementaire, un membre du cabinet.

Si le député de Laval veut prendre la responsabilité d'une accusation contre le ministre de la Colonisation, le gouvernement lui accordera toutes les enquêtes qu'il demande.

S'il ne veut pas restreindre sa demande aux écrits officiels, je serai obligé de demander à la Chambre de voter contre. La production de certaines lettres serait un moyen détourné de calomnier sans danger un ministère. Plusieurs de ces lettres ont été préparées en collaboration.

J'insiste dans ma demande à ce que la Chambre adopte la motion telle qu'amendée. Nous n'avons absolument rien à cacher. Qu'on nous accuse bravement et courageusement, nous répondrons. Mais non d'une manière tortueuse. Nous ne pouvons permettre que n'importe quel étranger vienne insulter un des membres de cette Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et la correspondance de l'abbé Arts?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) assure le député de Laval que cette corres-

pondance sera produite.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et celle du baron de l'Épine? Il me semble que le baron de l'Épine a mérité mieux que cela du gouvernement.

Il demande la parole d'homme public de l'honorable premier ministre que la correspondance du baron de l'Épine est purement personnelle.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Je déclare que les lettres que je demande à la Chambre de ne pas produire sont d'un caractère absolument personnel et d'aucun intérêt public.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Mais comment peut-on considérer comme confidentiels et secrets d'État des correspondances se rapportant à l'administration de la chose publique? Je comprends que s'il s'agissait de documents concernant la sécurité du pays, l'argument et les citations du premier ministre vaudraient, mais il s'agit simplement d'actes administratifs, de l'organisation d'un service public, celui de l'immigration belge dans notre province.

Que la chose ait été bien ou mal faite, ça n'est pas une raison pour refuser de le laisser savoir au public. Et le public ne pourra être bien informé que si nous pouvons lui mettre tout sous les yeux.

Il y va aussi du gouvernement, dans cette question, car si l'on refuse des documents, le public se dira que l'on a quelque chose de grandement répréhensible à cacher concernant le ministre de la Colonisation.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) soulève un point d'ordre contre ces insinuations et fait remarquer que le député de Laval n'attaque jamais de front.

On ne doit pas mettre en doute la parole d'un député; cela fait partie des immunités de la législature.

Dès qu'un député donne une explication, on doit croire en sa parole; sinon, il faut l'accuser directement. Et, pourtant, l'honorable député de Laval insinue, malgré tout que le ministre de la Colonisation, etc., que ce qu'il a déclaré en Chambre sur une question de privilège est faux. Qu'il attaque donc en face. Qu'il accuse! C'est la seule procédure à suivre.

M. l'Orateur dit qu'il n'est permis de faire aucune insinuation contre un député, soit directement, soit indirectement, en en mettant la responsabilité sur le public ou sur la postérité. Le député de Laval a parlé de malhonnêteté.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Non, je m'en suis bien gardé, parce que je sais trop

combien vite je serais rappelé à l'ordre.

M. l'Orateur maintient le point d'ordre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) cite des autorités du droit parlementaire.

Il explique qu'il a voulu seulement dire l'impression que produira dans le public le refus de production de cette lettre. On dira que le gouvernement avait intérêt à cacher quelque chose.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande au député de Laval s'il accepte la restriction qu'il lui a offerte.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) refuse la suggestion mais demande au premier ministre de proposer l'amendement lui-même et il sera adopté sur division.

M. J.-M. Tellier (Joliette) appuie le député de Laval.

Le gouvernement est obligé de tout produire ce qui a été écrit concernant cette affaire.

Il trouve exorbitant que l'on demande au député de Laval de demander autre chose que ce qu'il a voulu.

C'est à la Chambre de refuser ou d'accorder. Il insiste vigoureusement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répète qu'il ne publiera pas certaine lettre du baron de l'Épine parce qu'elle n'a aucun caractère officiel et est injurieuse pour l'un des membres du cabinet.

Nous n'avons rien à cacher. Nous sommes prêts à faire face à toute accusation qui en sera digne. Que l'on nous accuse en face. Tant que l'on nous attaquera d'une façon déloyale et que l'on tentera de nous faire donner nous-mêmes occasion à une campagne de presse, nous ne serons pas assez naïfs pour nous prêter à cette manœuvre.

Il propose en amendement et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier) que la motion soit amendée en ajoutant les mots "officielle et d'un caractère public", après les mots "une copie de toute la correspondance".

Il promet de déposer toute la correspondance concernant l'abbé Arts.

La motion principale ainsi amendée étant proposée, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. J.-M. Tellier (Joliette) dit qu'il s'agit d'une correspondance qui se rapporte au voyage officiel d'un ministre et que c'est le devoir du gouvernement de fournir tous les documents nécessaires. Le gouvernement est tenu de rendre compte. C'est une affaire d'État.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2):

Conformément aux autorités en la matière qui sont bien précises sur ce sujet, toute correspondance officielle et d'un caractère public sera produite.

La séance est levée à minuit quarante-cinq.

NOTE

1. Mot issu de "whisky" et de la terminaison de "aquarium" et créé de toutes pièces par M. LeBlanc.

Séance du 6 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Rapports de comités:

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 206) amendement la loi de chasse de Québec;

- bill (no 188) amendement de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrière de la rive sud;

- bill (no 149) amendement l'article 166 du code civil concernant les aliments;

- bill (no 145) amendement la loi de chasse de Québec;

- bill (no 166) amendement la loi de chasse de Québec;

Votre comité a aussi examiné les bills suivants et les a adoptés avec plusieurs amendements:

- bill (no 197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation;

- bill (no 161) amendement le code de procédure civile relativement à la rédaction des jugements.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 203) amendement l'article 497 du code municipal.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a adopté avec plusieurs amendements: bill (no 198) amendement les articles 287 et 291 du code municipal relativement aux électeurs municipaux.

Introduction de bills:

M. A. Girard (Rouville) demande la permission d'introduire un bill (no 205) amendement l'article 237 du code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Interpellations:**Bureau central des examinateurs**

M. G. Langlois (Montréal no 3): Le gouvernement a-t-il l'intention, par suite de la

création de nouvelles écoles normales, d'abolir le Bureau central des examinateurs?

Il attire l'attention du gouvernement sur le fait qu'il y a maintenant des écoles normales en nombre suffisant pour le recrutement du corps enseignant dans la province de Québec.

Il est inutile de faire des sacrifices pour la création et le maintien d'écoles normales, si, en même temps, on leur oppose une concurrence désastreuse de la part du Bureau central.

Ce Bureau central des examinateurs a octroyé, de 1898 à 1906, c'est-à-dire 8 ans, 9488 diplômes d'enseignement. Si l'on tient compte du fait que les écoles normales, depuis leur fondation, ont accordé 10 268 brevets et que le nombre de nos instituteurs et institutrices enseignant dans les écoles élémentaires n'est que de 3803, on se rend parfaitement compte que l'offre doit dépasser la demande et que le trop grand nombre de diplômes accordés fait que les jeunes gens et les jeunes filles, porteurs de brevets du Bureau central des examinateurs, offrent leurs services au rabais et prennent la place des sujets qui ont reçu l'entraînement pédagogique à l'école normale.

L'on comprendra qu'un jeune homme ou qu'une jeune fille qui a suivi un cours à l'école normale, qui a fait des études sérieuses et spéciales pour apprendre l'art d'enseigner, ne s'engagera certainement pas pour un salaire de \$8 ou \$9 par mois.

Ce salaire de famine, les fillettes de 16 à 17 ans, jetées dans l'enseignement par le Bureau central, s'empressent de l'accepter en attendant qu'elles aient la chance de se marier.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): Le gouvernement attendra les résultats donnés par les nouvelles écoles normales avant de prendre décision à ce sujet.

Dépenses pour immigration

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): 1. Quel montant a été dépensé, durant la dernière année fiscale, pour les fins d'immigration dans la province?

2. Combien d'immigrants sont venus dans la province durant la même période?

3. Est-ce l'intention du gouvernement de s'efforcer davantage, à l'avenir, de diriger l'immigration dans la province?

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne): 1. \$4000.

2. La réponse à cette question se trouve dans le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, pour l'année finissant le 30 juin 1906, à la page 139 et suivantes jusqu'à 146 inclusivement.

3. Le gouvernement entend, dans la limite de ses attributions et de ses moyens pécuniaires, continuer d'encourager toute immigration saine dans la province de Québec.

Il ajoute que le rapport des agents d'immigration de Québec démontre que le nombre total d'immigrants au port de Québec, avant qu'ils ne se dispersent dans toute la province pendant l'année, était de 15 550, soit une augmentation de 300 par rapport à l'année dernière.

Les nationalités les plus représentées étaient: les Anglais, 8008, les Russes, 2100 et les Écossais, 1479; mais en tout 32 nationalités étaient représentées. Sur l'ensemble des immigrants, 13 044 avaient comme destination Montréal tandis que 1416 entendaient rester à Québec. Parmi ce nombre, il fut compté 3819 ouvriers, 1182 travailleurs agricoles, 1163 fermiers, 1009 servantes, 379 marchands et commis et 351 machinistes.

Aide à l'éducation élémentaire

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): Est-ce l'intention du gouvernement, dans un avenir prochain, et en vue de l'augmentation des subsides fédéraux, d'augmenter largement le crédit annuel voté comme aide à l'éducation élémentaire en cette province?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska):
Oui.

300e anniversaire de la fondation de Québec

M. C. F. Delâge (Québec-Comté): 1. Le gouvernement a-t-il été prié, par le comité nommé pour organiser la célébration du troisième centenaire de la fondation de Québec, de contribuer aux dépenses que ces fêtes vont occasionner?

2. Dans l'affirmative, est-ce l'intention du gouvernement de se rendre au désir qui lui a été exprimé, et d'accorder la demande d'aide pécuniaire qui lui a été faite?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse):
Non.

Demande de documents:

Cercles agricoles dans Soulanges

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), qu'il soit mis devant la Chambre copie:

1. De la liste des membres de chaque cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges pour 1905-1906.

2. Des états de comptes produits par les secrétaires-trésoriers des cercles agricoles de Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore et Saint-Clet.

Il croit que les cultivateurs devraient être encouragés à consacrer les octrois du gouvernement à l'amélioration de leurs troupeaux plutôt qu'à des concours de jardins.
Adopté.

Pêche du saumon au filet

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance se rapportant à l'augmentation du montant de la licence pour pêcher le saumon au filet devant être payé par les pêcheurs de saumons au filet dans le comté de Bonaventure et autres comtés.

Adopté.

Travaux dans les territoires municipaux

M. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Frères de Saint-Vincent de Paul

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que l'honoraire payé pour le bill (no 59) constituant en corporation les frères de Saint-Vincent de Paul soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse, de charité et d'éducation.

Adopté.

Association de bienfaisance des pompiers de Montréal

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois), que l'honoraire payé pour le bill (no 32) amendant et refondant la charte de l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Adopté.

L'Assistance publique

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois), que l'honoraire payé pour le bill (no 95) constituant en corporation l'Assistance publique, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Adopté.

Médecins et chirurgiens

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Adopté.

En comité;

Le comité étudie la clause 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 3977 des statuts refondus est remplacé par le suivant:

3977. Toute personne qui a obtenu un degré ou diplôme de médecin dans une des universités ou écoles mentionnées en l'article 3973 a droit à telle licence sans subir d'examen sur ses connaissances et ses aptitudes médicales, pourvu que ce diplôme n'ait été donné qu'après cinq années d'études médicales depuis la date de l'admission à l'étude et suivant les exigences de la présente section."

M. A. Jobin (Québec-Est) explique que le bill a pour objet principal un changement dans le nombre d'années d'études médicales exigibles pour obtenir une licence, savoir, cinq ans au lieu de quatre ans.

Le système actuel existe depuis plus de 40 ans. Le programme d'études s'est considérablement modifié et augmenté depuis lors. À l'époque des examens, les étudiants sont surchargés d'ouvrage et négligent la pratique dans les hôpitaux. On s'en va en Europe pour compléter.

Avec cinq années d'études, les élèves auront une meilleure formation et tout à l'avantage des médecins de campagne qui n'ont pas l'avantage d'avoir des confrères à proximité pour les consulter.

La science médicale s'étant considérablement développée, les études faites dans l'espace de quatre années sont incomplètes et écourtées. Le cours de 5 ans existe dans la plupart des pays d'Europe, des États-Unis et même dans les provinces canadiennes et cela justifie amplement le changement. D'ailleurs, ce changement est le vœu et de McGill et de Laval. Les conseils universitaires et le collège des médecins recommandent ce changement.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) se prononce contre le changement qui est l'objet

principal du bill.

Il est d'opinion que ce bill ne change rien à la situation.

Il n'y a rien de nouveau dans le programme qui justifie un changement d'une aussi grave conséquence. La comparaison faite avec d'autres pays ne lui semble ni juste ni même exacte.

Les conditions des pays européens qui sont le sujet de comparaison d'une part ne sont nullement les mêmes qu'au Canada. On a comparé nos cours de médecine à ceux donnés aux États-Unis. Cela n'est pas juste, les matières médicales n'étant pas disposées de la même manière là-bas qu'ici.

La portée du changement est de fermer l'accès de la masse de notre jeunesse, qui malheureusement n'est généralement pas fortunée. Déjà les sacrifices que nos carabins sont obligés de faire pour suivre les cours de médecine sont assez grands. Quatre ans, c'est amplement suffisant si le temps est scrupuleusement employé. Au bout de 4 ans, on devrait donner une chance aux étudiants de prouver leurs capacités. La cinquième année devrait être facultative, comme en Ontario.

On invoque que dans d'autres provinces, les cours sont de cinq ans, mais il importerait de savoir combien de mois de ces années sont consacrés à l'étude. Ainsi dans Ontario, le cours n'est que de six mois par année. Il peut bien alors durer cinq ans. Cela ne fait en tout que trente mois d'étude et avec le système actuel, les étudiants en médecine ont huit à neuf mois de cours par année, soit trente-deux à trente-six mois pendant le stage universitaire. Adopter le changement proposé serait déséquilibrer complètement la proportion assez juste des aspirants aux diverses professions libérales.

Le député de Montcalm dit qu'il a combattu, depuis surtout qu'il est député de cette Chambre, toute idée, toute réforme tendant à aristocratiser la profession médicale, à ne la laisser qu'aux riches, ce qui aurait pour effet d'éloigner ainsi et souvent les plus beaux talents dont est digne la profession médicale.

Il faut démocratiser les professions. Croit-on qu'après un cours classique qui a duré huit ou dix ans, il est convenable d'exiger cinq autres années d'étude, quand, après tout, le cours universitaire ne fait pas un savant, car la science médicale est illimitée?

C'est dans l'exercice de la profession qu'on devient un véritable médecin, et si celui-ci est studieux, le champ d'action est si vaste qu'après quarante ans d'étude, ainsi que le disait une célébrité médicale française, il sera encore étudiant.

Il n'y a aucun intérêt à faire ce changement, si ce n'est qu'entraver l'accès à l'exercice de la profession médicale. En cela, est-ce bien généreux? Est-ce loyal? Est-ce juste? Il ne le croit pas et reste en Chambre le champion de l'idée de démocratiser la

profession.

C'est aux professeurs des universités d'obliger à une année supplémentaire d'études ceux qui ne peuvent passer leur examen après quatre ans. Ce sont eux qui sont les juges.

C'est pourquoi il propose en amendement que le mot "cinq" avant les mots "années d'études" soit remplacé par le mot "quatre".

M. P. Pelletier (Sherbrooke) proteste contre les motifs d'intérêt personnel imputés aux membres de la profession médicale.

Il dit avoir écouté avec beaucoup d'attention les remarques de son collègue, le député de Montcalm.

Il y a trois ans, il avait l'honneur de soumettre à la considération de cette Chambre une mesure au même effet. Elle fut rejetée pour la raison que le bureau des médecins n'avait pas été consulté, ni n'avait donné son opinion.

Depuis, les élections du bureau ont eu lieu et se sont faites sur ce programme. Les champions de l'idée du changement de curriculum, de quatre à cinq ans, furent vainqueurs. La raison d'il y a trois ans n'existe donc plus.

Il dit que lorsqu'il était étudiant, le cours était de neuf mois pendant quatre ans et que le programme était bien rempli. On travaillait du matin jusqu'au soir pendant 4 ans, et on n'en avait pas trop. Voilà vingt ans de cela et l'on sait que depuis lors la science médicale, la science du bistouri, s'est énormément développée.

C'est une erreur de dire que le changement a en vue l'éloignement des sujets de la carrière médicale afin de protéger les vieux médecins. Tout au contraire, les vieux médecins désirent le voisinage des jeunes. Pour être bon médecin, il s'agit non seulement d'avoir de la théorie, mais le plus d'expérience possible, c'est l'art de bien juger d'une maladie.

Le programme d'études actuel aux facultés de médecine est tellement chargé que les étudiants n'ont pas le temps d'appliquer les théories apprises, inculquées. Aussi on peut juger de leur décontenance lorsqu'ils arrivent dans l'exercice de la profession. Ce qu'ils pourraient acquérir de choses pratiques pendant le cours d'étude serait de la plus grande importance pour eux au début de l'exercice de la profession.

On invoque la question de dépenses additionnelles. Mais est-ce là une objection sérieuse lorsqu'on a fait des dépenses pendant quatre ans déjà, et l'objection peut-elle être une considération pour l'importance de la cause?

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) s'oppose à l'idée de rendre aristocratiques les professions en général, et la profession médicale en

particulier.

C'est ce à quoi tend le changement proposé.

On a invoqué l'exemple des autres pays en faveur du changement, mais il fait remarquer que les conditions économiques de l'Europe et des États-Unis ne sont pas celles du Canada actuellement. Là, les cadres de la profession peuvent être remplis, et on aurait raison alors de vouloir spécialiser l'étude de la médecine, mais aujourd'hui, dans la province de Québec, nous avons besoin dans maints endroits de bons médecins de pratique générale et c'est notre devoir d'en former au plus tôt.

Que les médecins attendent que les conditions changent ici, qu'ils attendent le cours des évolutions économiques au Canada.

Il est d'opinion que s'il fallait garder la proportion du développement de la science médicale pour le cours d'études médicales, il faudrait fixer de dix à quinze ans le cours d'études, et ce serait assez difficile de délimiter la question.

Le médecin studieux et consciencieux apprendra autant dans son village auprès des malades dans les hameaux que dans les grandes salles, puisqu'il connaît, on le présume, les principaux jalons de la route scientifique.

Dans la quiétude au sein de son village, par ses talents d'observations nécessaires à tout bon praticien, par l'étude comparée, il acquiert la science suffisante pour être de son temps et suivre le progrès de la science. Et d'ailleurs, dans les cas bien difficiles, il lui reste toujours la ressource de recourir aux spécialistes.

Donc, tout en louant le désir d'élever le niveau des études médicales, il ne croit pas que l'on doive augmenter la durée du cours actuel.

M. A. Jobin (Québec-Est) veut rétablir quelques faits. Au nom des médecins, il renouvelle la demande de prolongation des études. C'est une nécessité. C'est d'un intérêt général et d'ordre public.

Il affirme que, dans Ontario, le cours des études médicales est réellement de cinq ans. Pourtant, dans Ontario, il y a un médecin par 725 habitants, tandis que, dans notre province, nous avons un médecin par 950 habitants.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) s'oppose aussi au bill du député de Québec-Est.

Il donne les raisons de son vote contre le changement, n'ayant d'autre chose en vue d'ailleurs que l'intérêt public. C'est une réforme et toute réforme implique nécessairement un système défectueux.

Vouloir réformer, c'est supposer l'existence d'un mal que l'on désire faire disparaître. Or, le projet de loi demande d'augmenter d'une année le curriculum des

études médicales, parce que le nombre des matières à étudier devient chaque jour plus considérable et que les universités anglaises du pays l'ont compris en adoptant le changement.

Mais la profession médicale de la province de Québec n'est pas inférieure à celle des autres provinces. Nous le constatons avec orgueil quand se tiennent les congrès de médecins, et en dépit de leurs plus courtes études à l'université, les nôtres figurent avantageusement aux côtés des sommités médicales des autres provinces, même des autres pays.

Les lumières canadiennes n'ont pas pâli devant les célébrités médicales européennes lors des congrès qui ont eu lieu ces dernières années.

Il mentionne le nom du docteur Hings-ton. Il se demande alors si le cours actuel a donné de mauvais résultats.

À titre de notaire, il ne peut accepter les aveux que sous bénéfice d'inventaire.

D'ailleurs, les élèves des universités anglaises du Canada ne suivent pas un cours préparatoire aussi sérieux, aussi complet que celui donné dans nos collèges classiques, et s'ils sont admis à l'étude de la médecine sans connaître les éléments de la chimie, nécessairement l'enseignement de cette science prolongera la durée de leurs études médicales. Ensuite, les cours des universités anglaises ne durent que six mois par année tandis qu'à l'université Laval, les élèves sont tenus de les suivre pendant neuf mois. Le calcul bien facile à faire est tout à l'avantage de l'institution canadienne-française.

Maintenant, les étudiants ont-ils besoin de six mois de vacances? Sont-ils exposés à altérer leur santé en voyant dans l'espace de quatre années toutes les matières qui leur sont imposées actuellement? Ce sont là des considérations qui doivent avoir peu de poids dans le débat actuel, car il serait assez difficile de les étayer de faits péremptoirs.

Il ressort donc après examen que le changement demandé n'est pas nécessaire, encore moins désirable. Même, pour dire toute notre pensée, nous ajouterons que le projet de loi est injuste et dangereux.

Il faut bien songer que nous légiférons pour la province de Québec, que les Canadiens français ne sont pas riches. Par suite du changement, la profession ne sera accessible qu'aux riches. Ceux-ci resteront dans les centres et la profession s'appauvrira.

Il y a actuellement des centres sans médecin; il y en aura davantage. Si l'on compare, que l'on soit juste. Il ne s'agit pas de faire des spécialistes, mais des médecins de pratique générale. Il y a l'autorité de la chose jugée pour parler en la matière. C'est un principe que l'on invoque fréquemment et qui semble généralement respecté dans cette Chambre. Celle-ci ne doit pas se déjuger.

Il termine en disant qu'il ne peut ou-

blier la jeunesse d'aujourd'hui qui, comme celle d'hier, n'a pour capital que l'intelligence, le talent et l'amour du travail, à laquelle, adoptant le changement proposé, on fermerait certainement l'envie d'une belle et surtout très utile profession.

M. J.-L. Lemieux (Gaspé) dit qu'il n'avait pas l'intention de prendre part au débat.

Il semble qu'il sera pleinement justifié de le faire puisqu'il parle avec connaissance de cause. On invoque que la jeunesse n'est pas riche, mais sait-on qu'à chaque année, à Montréal, sur vingt-cinq médecins frais éclo des examens, à l'hôpital Notre-Dame, on a vingt-cinq demandes pour y exercer pendant plusieurs mois la pratique de la médecine à ce foyer d'expérience, ce qui prouve amplement le besoin et la nécessité de donner pendant un cours d'études des leçons pratiques.

Actuellement, au cours des quatre années, il se donne 2815 leçons théoriques, soit une moyenne de 100 par mois. Il ne reste pas suffisamment de temps pour la pratique. D'ailleurs, ce que demande le bill est le vœu de la grande masse des médecins de toutes les sociétés médicales de la province. L'objet en vue, c'est de rehausser le niveau de la profession.

Il espère que la Chambre ne refusera pas au public de donner de bons médecins.

M. J.-É. Caron (L'Islet) dit qu'il a écouté avec beaucoup d'attention les discours prononcés, mais il a remarqué un fait particulier. On a dit que le cours actuel de neuf mois par année se réduisait en somme à sept ou huit mois, et personne n'a nié cet avancé. Avant de demander un an de plus, il convient, lui semble-t-il, de profiter des neuf mois.

Pour lui, il ressort de la discussion qu'il y a un but caché, qu'on voudrait entraver l'entrée de la profession. On n'a pas prouvé que le changement était nécessaire. À l'instar du député de Montcalm, il est d'opinion que le changement détruirait l'équilibre des professions.

Il se demande pourquoi l'objet du changement n'est pas facultatif. Ces médecins de la province de Québec, ils l'ont prouvé en maintes occasions, c'est un fait constant, ne sont pas inférieurs à ceux des autres provinces.

Il suggère donc que les étudiants soient tenus à neuf mois entiers de cours durant quatre ans avec une cinquième année facultative.

Il ajoute que les députés de la législature sont appelés à légiférer non pour le Canada tout entier, mais pour la province de Québec dont la population est en grande majorité canadienne-française. Or, les Canadiens français ont peu de richesses. N'y a-t-il pas à craindre qu'en augmentant à cinq

années la durée des études, on ferme la porte de la profession médicale à bon nombre de jeunes gens qui désireraient y entrer, soit par goût, par disposition ou par vocation, mais qui seraient forcés de s'en éloigner parce que leurs parents n'auraient pas les moyens de subvenir aux dépenses d'un si long enseignement?

Seuls alors les enfants des riches auront accès à la médecine, et comme la plupart d'entre eux s'établissent dans les villes, il deviendrait très difficile de fournir tous les médecins dont nos campagnes ont besoin.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) répond qu'il n'y a nullement de but caché. Tout le monde de la profession médicale et tous ceux qui s'intéressent aux professions demandent le changement afin d'en élever le niveau et partant, d'en relever l'éclat.

Il est d'avis que ce sont bien les médecins eux-mêmes, le corps professoral, qui devraient être les meilleurs juges de la question, et considère qu'une dépense additionnelle de \$200 à \$300 est une bagatelle lorsqu'il s'agit de former de bons et excellents médecins.

M. E. Roy (Montmagny) se demande si le changement est opportun. Il ne le croit pas.

Si l'on fait une exacte comparaison entre ce qui existe dans l'Ontario et ce qui existe dans Québec, on constate que dans l'Ontario, le programme de cinq ans comporte l'étude des sciences que l'on fait dans les dernières années du cours classique dans la province de Québec, et que le cours d'études médicales proprement dit est de quatre ans et de huit mois par année.

Tout autre avait été son impression reçue des explications données au comité. Les preuves d'une nécessité de changement, selon lui, ne sont pas suffisantes.

M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice) proteste contre les motifs sordides qu'on a semblé imputer au cours de la discussion à la profession médicale.

Il regrette qu'il y ait une voix discordante aux vœux de la grande masse des deux mille médecins de cette province.

Cette demande, d'ailleurs, n'est que le résultat des sages et prudentes constatations du corps professoral particulièrement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit qu'il était président du comité qui a examiné le bill en question. C'est là qu'il s'est formé une opinion, peut-être incomplète. D'ailleurs, c'est une question libre.

Il ne connaît même pas sur ce sujet l'opinion personnelle de ses collègues.

Quant à lui, il prend l'opinion des principaux intéressés qui se sont prononcés en faveur du changement tel que le bureau des

médecins qui représente la majorité des 2000 médecins de la province, et l'université McGill, une des grandes universités du continent américain et qui donnera quand même un cours de cinq ans, si la législature n'adopte pas le changement.

L'université Laval s'est également prononcée pour des études de 5 ans.

Il lit alors des lettres provenant de l'université Laval qui semble très en faveur de ce changement.

Ce sont là des autorités qui devraient diriger ceux qui sont étrangers à la profession médicale.

Il rappelle que les députés-médecins de la Chambre, sauf un, se sont également prononcés en faveur de la prolongation des études.

Il croit que toutes ces autorités connaissent mieux la question que lui-même, et partant de ce point, il votera en faveur du changement. Il respecte néanmoins l'opinion de tous.

M. J.-M. Tellier (Joliette) se déclare en faveur du changement après avoir entendu en comité les très hauts témoignages en la matière.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) fait un vigoureux appel à ses collègues et les engage fortement à voter contre une mesure qu'il considère injuste et nuisible.

L'amendement du député de Montcalm (M. P.-J.-L. Bissonnette) étant mis aux voix, il est adopté par 32 voix contre 22.

D'autres amendements mineurs sont effectués.

Le comité ayant examiné le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

Juridiction de la cour de circuit dans Montcalm

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 192) concernant la juridiction de la cour de circuit quant aux cantons Nantel, Lynch et Mousseau, dans le comté de Montcalm.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion de lot à Sainte-Eulalie dans Nicolet

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 184) détachant certain lot de la paroisse Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant pour toutes fins à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans le comté de Nicolet.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. A. Marchildon (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Annexion de Saint-Léon de Marston

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 148) annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté de Mégantic, pour toutes fins.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Rachat de rentes constituées

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. L.-A. Thériault), que le bill (no 186) amendement le code municipal relativement au rachat des rentes constituées soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Il croit que les municipalités peuvent emprunter l'argent nécessaire au rachat des rentes constituées meilleur marché que les censitaires et qu'il suffirait des sommes que ceux-ci paient aujourd'hui pour acquitter dans une certaine période les intérêts et le capital emprunté par les municipalités.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Cour supérieure dans Terrebonne et Ottawa

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le repré-

sentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que le bill (no 201) relatif aux termes et séances de la cour supérieure dans les districts de Terrebonne et d'Ottawa soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Code de procédure civile, article 95

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc), que le bill (no 200) amendement l'article 95 du code de procédure civile soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent de législation et lois expirantes.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative: bill (no 47) concernant "The Gaspesian Railway Company".

Compagnie du chemin de fer Gaspé

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 47) concernant "The Gaspesian Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de documents:

Nouveau palais de justice de Sherbrooke

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse, en date du 27 février 1907, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels, correspondance, demandes de soumissions, soumissions, contrats et documents en rapport avec le nouveau palais de justice de Sherbrooke. (Document de la session no 72)

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Poursuite contre l'Événement

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) se lève sur une question de privilège.

Suite à la publication, dans l'Événement de l'après-midi, d'une lettre adressée par le baron de l'Épine au premier ministre, qui comprend une correspondance très compromettante ayant trait aux différends entre le baron et lui-même et au voyage de ce dernier en Belgique, il nie catégoriquement toute et chacune des infâmes accusations portées contre lui dans cette correspondance et annonce à la Chambre qu'il a autorisé son avocat à poursuivre en justice pour diffamation la Compagnie de publication de l'Événement pour un montant de \$25 000.

Corporation l'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium.

Adopté.

En comité:

M. A. Marchildon (Nicolet) propose d'ajouter après l'article 2 l'article suivant:

"3. Le capital de la compagnie sera de cent mille piastres divisé en actions de cent piastres chacune.

La direction pourra émettre des parts de fondateurs.

La compagnie pourra, de temps à autre, sur une résolution passée à une assemblée spéciale des actionnaires, convoquée à cette fin, et avec l'assentiment des deux tiers des actionnaires présents, ou votant par procuration à cette assemblée, augmenter son capital, par l'émission d'actions additionnelles jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas en tout \$250 000."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie la clause 4, paragraphe b, qui se lit comme suit:

(La compagnie est autorisée par la présente loi:)

"b) A donner des représentations de tout genre dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, et à avoir des conférences publiques dans la cité de Montréal;"

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose d'amender le paragraphe b de façon à ce qu'aucune représentation théâtrale ne puisse avoir lieu le dimanche.

Le paragraphe est amendé de la façon suivante:

"b) À donner des représentations de tout genre dans un but de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délassement pour le corps, et à avoir des conférences publiques dans la cité de Montréal, mais aucune représentation théâtrale ne pourra avoir lieu le dimanche;"

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose d'ajouter à la clause 4 le paragraphe

suivant:

"1. Que le musée et le jardin d'été de la compagnie soient établis à l'endroit où la compagnie donnera ses représentations, dans la cité de Montréal, et qui sera désigné dans la licence ci-après mentionnée; et que ce jardin d'été (roof garden) ne soit pas établi, érigé ou construit dans un rayon de cent verges d'une église ou autre institution religieuse."

L'amendement est adopté.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose d'ajouter à la clause 4 les paragraphes suivants:

"2. Que les rafraîchissements, sauf les boissons enivrantes, soient vendus, donnés ou livrés seulement aux heures pendant lesquelles les règlements municipaux autorisent que ces rafraîchissements soient vendus, donnés ou livrés;

3. Que le local où elle débitera des liqueurs soit fermé aux heures et durant le temps prescrits par les règlements municipaux et les lois concernant la fermeture des locaux où se débitent les boissons enivrantes, et qu'aucune boisson enivrante ne soit donnée, vendue ou livrée par la compagnie durant les heures pendant lesquelles la loi ou les règlements municipaux en défendent la vente, la donation ou la livraison;

4. Que la compagnie obtienne du trésorier de la province - lequel est autorisé à la livrer sur la recommandation des commissaires des licences pour la cité de Montréal, et sur paiement annuellement d'une somme de deux mille piastres - une licence annuelle autorisant, durant les heures prescrites par la loi et les règlements municipaux, la vente des boissons enivrantes dans le local où la compagnie donnera ses représentations et où elle aura son musée et son jardin d'été."

Adopté.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié.

Les amendements sont lus pour la première fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'oppose à ce que l'on entreprenne quoi que ce soit d'autre à ce sujet avant demain.

"The Shawinigan Hydro-Electric Company"

M. P.-C. Neault (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro-Electric Company".

Adopté.

En comité:

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose un amendement à l'effet que la compagnie ne

pourra s'occuper de questions ayant trait à l'électricité dans quelque municipalité sans d'abord obtenir son consentement.

M. P.-C. Neault (Champlain) explique que la ville de Grand-Mère, par exemple, sera heureuse des privilèges accordés à la nouvelle compagnie, lesquels délivreront cette ville du monopole qu'elle a malheureusement concédé à une autre compagnie.

M. L.-P. Fiset (Saint-Maurice) appuie le député de Champlain.

MM. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean), E. Roy (Montmagny) et L.-A. Taschereau (Montmorency) prennent la parole.

L'amendement est rejeté par 32 voix contre 14.

Le comité ayant étudié le bill en fait rapport sans amendement.

M. P.-C. Neault (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (**M. P.-E. LeBlanc**), que ce bill ne soit pas lu maintenant la troisième fois, mais qu'il soit de nouveau référé au comité général de cette Chambre avec instruction d'y ajouter la clause suivante, après la clause 4, savoir:

"4a. La compagnie ne pourra cependant exercer les pouvoirs qui lui sont conférés par les sections 2 et 4 de cette loi, sans avoir obtenu le consentement préalable du conseil municipal de toute municipalité dans laquelle la compagnie voudra exercer tels pouvoirs, tel consentement devant être donné par règlement, aux termes et conditions qui seront établis par le règlement."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. D'Auteuil, Giard, Jobin, Kelly, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Lemay, Mackenzie, Mousseau, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Tellier, Weir, 14.

Contre: MM. Benoît, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Bissonnet (Stanstead), Blanchard, Cardin, Champagne, Chauret, Décarie, Delège, Dion, Dorris, Fiset, Gosselin, Gouin, Kaine, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Marchildon, Morisset, Neault, Ouellette, Pelletier, Pilon, Tanguay, Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Turgeon, 32.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Il est ordonné que le greffier porte le

bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies par actions

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Confection et entretien des chemins

L'ordre du jour étant lu pour la deuxième lecture des 7 résolutions accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins, rapportées du comité général mardi le 5 mars dernier, lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois.

Contrat concernant l'école normale McGill

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 17) concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Subvention à l'éducation protestante

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (**l'honorable A. Tessier**), que la Chambre se forme en comité général pour étudier une certaine résolution concernant une subvention à l'éducation protestante dans la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la loi à être passée concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa

Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins, de payer chaque année, à même les deniers publics de la province, pour les fins de l'éducation protestante en cette province, en sus de tous deniers qui auraient été ainsi affectés à des fins autres que le soutien de l'école normale McGill, si cette dernière avait continué d'être en opération comme jusqu'ici, la somme de \$16 866.67, dont \$13 866.67 seront pris sur la somme votée pour les écoles normales de \$3000 sur les subventions aux écoles élémentaires, en vertu de la loi 60 Victoria, chapitre 3, et en vertu de l'ordre en conseil passé à cet effet.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que ladite résolution soit renvoyée au comité général chargé d'étudier le bill (no 17) concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences et à d'autres fins.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines de 1892

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 196) amendement la loi des mines de Québec.

Adopté.

En comité:

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend la parole longuement et pose plusieurs questions concernant le bill.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond à ces questions.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) suggère que l'étude du bill soit remise à une date ultérieure.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et

demande la permission de siéger de nouveau.

Confection et entretien des chemins

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que l'ordre du jour de la Chambre ordonnant l'adoption des sept résolutions rapportées du comité général, mardi le 5 de mars courant, accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins, soit rescindé et que lesdites résolutions soient adoptées.

Adopté.

Introduction de bills:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 8) concernant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Société d'industrie laitière

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (F) du Conseil législatif amendement les statuts refondus relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements pour lesquels il demande leur concours.

Amendes

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 15) amendement l'article 1109 des statuts refondus concernant certaines amendes.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé son amendement au bill (C) concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 11) amendement le code de procédure civile relativement aux actions "in forma pauperis" et à certaines dépositions;

- bill (no 22) amendement l'article 4658 des statuts refondus, relativement aux compagnies à fonds social;

- bill (no 26) autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail;

- bill (no 27) accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec;

- bill (no 67) concernant la cité de Sorel;

- bill (no 81) amendement la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal";

- bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company";

- bill (no 127) concernant l'hôpital Notre-Dame;

- bill (no 131) constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs;

- bill (no 138) confirmant la charte du "Ottawa Gulf Club" et augmentant ses pouvoirs;

- bill (no 142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 49) amendement la charte de la ville de Beauharnois;

- bill (no 88) amendement la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse;

- bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada";

- bill (no 99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi;

- bill (no 109) validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Isaac Coffin à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux;

- bill (no 132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company".

Charte de Beauharnois

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 49) amendement la charte de la ville de Beauharnois. Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie de téléphone de Bellechasse

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 88) amendement la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse. Les amendements sont lus pour la première fois.

"The Provincial Fire Insurance Company of Canada"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada". Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi. Les amendements sont lus pour la première fois.

Ventes de I. T. Coffin à W. G. Tait

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 109) validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux. Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie de chemin de fer Pontiac Central

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Correspondance concernant le baron de l'Épine

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande quand le premier ministre déposera les documents

concernant l'affaire du baron de l'Épine.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'en ce qui concerne son ministère, la correspondance sera déposée demain, mais il croit savoir que certains documents sont entre les mains du ministère des Terres de la couronne et de la Colonisation.

La séance est levée à 11 h 15.

Séance du 7 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 h 15.

Rapports de comités:

M. H. Champagne (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent de législation et lois expirantes. Voici le rapport:

Votre comité a examiné les bills suivants et les a adoptés sans amendement:

- bill (no 189) amendant les statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons;
- bill (no 183) remplaçant l'article 2054 du code civil;
- bill (no 200) amendant l'article 95 du code de procédure civile;
- bill (no 173) amendant l'article 2098 du code civil;
- bill (no 199) amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial;
- bill (no 187) amendant la loi de pêche de Québec.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant et l'a rejeté: bill (no 174) amendant l'article 89 du code civil.

Introduction de bills:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 209) amendant la loi concernant les véhicules moteurs.

Il déclare que les nouvelles dispositions permettront aux automobiles de rouler à une vitesse de neuf milles à l'heure dans les villes et de quinze milles dans les campagnes au lieu de six et de dix milles à l'heure, qui sont les vitesses permises par la loi actuelle.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) demande la permission d'introduire un bill (no 210) légalisant un certain registre de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. E. Roy (Montmagny) demande la permission d'introduire un bill (no 214) amendant la loi 4 Édouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Décision de l'Orateur concernant les règles 43 et 67

M. l'Orateur décide comme suit les deux questions de procédure qui lui ont été soumises à la séance de mardi, 5 mars courant:

La première question est celle de l'honorable premier ministre, posée dans les termes suivants:

"D'après la 43e règle, faut-il le consentement unanime de la Chambre, ou seulement le vote de la majorité, pour soumettre immédiatement la motion pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement par le comité général?"

Il me faut en premier lieu définir ce qui constitue une "phase" de la procédure relative à un bill. À ce sujet, la règle 43 se lit comme suit:

"43. Tout bill, avant d'être adopté, doit subir trois lectures, à des jours différents; mais, dans les circonstances urgentes ou extraordinaires, un bill peut, en un seul jour, passer par deux ou trois lectures, et avancer de deux ou plusieurs phases."

Cette règle est d'une interprétation stricte. Les mots: "Tout bill, avant d'être adopté, doit subir trois lectures, à des jours différents" sont très clairs.

Le mot "phases" qui termine la règle ne peut pas être appliqué à d'autres parties de la procédure qu'à celles des trois lectures. Il n'est nullement question, dans cette règle, du renvoi d'un bill au comité général, du rapport d'un bill par le comité général, avec ou sans amendement, ni des lectures des amendements à un bill et du concours dans lesdits amendements.

Le consentement unanime de la Chambre n'est requis que lorsqu'il est proposé de faire subir deux lectures à un bill à la même séance, à l'exception toutefois des cas d'urgence prévus par la règle précitée.

La règle 31 se lit comme suit:

"31. Toute motion demandant l'autorisation de présenter un bill, une résolution, une adresse, de nommer un comité ou de faire une interpellation, doit être précédée d'un avis de deux jours; mais cette règle ne s'applique pas aux bills publics après leur présentation, ni aux bills privés, ni aux motions pour prolonger l'ajournement de la Chambre. L'avis préalable doit être déposé sur le bureau avant six heures. Il est imprimé à la suite du procès-verbal du jour."

Je considère que cette règle 31 rend facile l'interprétation de la règle 43. En effet, j'attire l'attention de la Chambre sur

le fait que la règle dit positivement que l'avis de deux jours n'est requis que pour la motion demandant la permission de présenter un bill, soit public, soit privé. Il s'ensuit que toutes les motions subséquentes à la présentation d'un bill sont faites de droit, sans avis préalable, au jour et à l'instant fixés par la Chambre. Au sens parlementaire, que signifie le mot "Chambre", quand il s'agit d'une décision à prendre?

La volonté de la Chambre s'exprime par la majorité régulièrement constatée. À cette règle générale, il n'y a que les exceptions prescrites par des règles positives. Or, en autant qu'il s'agit de la procédure relative aux bills, il n'y a que l'exception décrétée par la règle 43 qui exige, non pas le concours de la majorité, mais le consentement unanime pour faire subir deux lectures à un bill, à la même séance.

Je crois qu'il faut aussi lire la règle 43 conjointement avec la règle 47 pour bien en saisir le sens exact. La règle 47 se lit comme suit:

"Le président du comité général fait à la Chambre un rapport, que celle-ci doit recevoir immédiatement, de tous les amendements adoptés par le comité. Le rapport fait, le bill peut être discuté et amendé avant que la troisième lecture en soit ordonnée. Mais quand un bill est rapporté sans amendement, la Chambre décide immédiatement que la troisième lecture en sera faite en tel temps qu'elle le jugera à propos."

Je souligne les mots suivants: "Mais quand un bill est rapporté sans amendement, la Chambre décide immédiatement que la troisième lecture en sera faite à tel temps qu'elle le jugera à propos."

Je conclus donc que toutes les motions, le, pour le renvoi d'un bill au comité général; 2e, pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement, - si ledit bill n'a pas été lu la seconde fois à la même séance; 3e, pour la considération d'un bill amendé par le comité général; 4e, pour les "deux lectures" et le "concours" de ces amendements; 5e, pour la troisième lecture d'un bill amendé par le comité général, - toujours si la seconde lecture n'a pas eu lieu à la même séance; 6e, ainsi que les motions pour les "deux lectures" de résolutions rapportées par le comité général et le "concours" dans lesdites résolutions, toutes ces motions, dis-je, sont décidées par la majorité de la Chambre.

Pour appliquer ma conclusion au cas particulier que l'honorable premier ministre m'a soumis, je décide donc que la question de la proposition immédiate - ou ultérieure - de la motion pour la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement est décidée par la majorité et le consentement unanime de la Chambre n'est pas nécessaire.

À l'appui de cette décision, j'ai les autorités les plus concluantes. La Chambre me

permettra sans doute de les lui indiquer en ajoutant quelques courtes citations que je souligne en partie.

Bourinot, 3e édition, page 668 "But when a Bill is reported without amendment, it is forthwith ordered to be read a third time, at such time as may be appointed by the House (1)."

May, page 465, 10e édition, dit: "On the report of a Bill, if no amendments have been made, the bill is immediately ordered to be read a third time (see p. 472), or a future day is appointed for the third reading. If amendments have been made by the committee, the bill as amended is usually ordered to be taken into consideration on a future day; though, if the occasion should arise, the bill as amended may upon the report thereof, be immediately considered by the House. If the title has been amended, such amendment is specially reported (2)."

Si, comme le disent May et Bourinot, la troisième lecture d'un bill rapporté sans amendement est ordonnée soit immédiatement, soit à un jour ultérieur, c'est donc que la Chambre a le choix de deux alternatives. Si elle veut que la troisième lecture soit proposée immédiatement, elle en a le droit. Mais comment exprimera-t-elle sa volonté? Évidemment, par la majorité constatée régulièrement, c'est-à-dire, au besoin, par le vote.

Donc, c'est la Chambre, c'est-à-dire la majorité, qui doit décider quand la motion pour la troisième lecture du bill lui sera soumise: soit maintenant, demain, ou un jour ultérieur.

Je dois informer cette Chambre que la même question a été définitivement décidée, à la Chambre des communes d'Ottawa, par l'Orateur Sir James Edgar, à la session de 1898.

Le comité général avait rapporté le bill concernant "The Ontario and Rainy River Company" sans amendement.

L'opinion de la Chambre était très divisée au sujet du bill qui était combattu par ses adversaires à toutes les phases de la procédure. On insistait pour renvoyer la troisième lecture du bill au lendemain. Sir James Edgar trancha la question en appelant la Chambre à voter, et la majorité décida le point. Ce précédent a définitivement fixé la procédure, à la Chambre des communes du Canada, où il est invariablement suivi.

Dans une lettre adressée à M. le greffier, en date du 22 mai 1902, l'honorable M. Brodeur, alors Orateur, expose la pratique suivie, et conclut par les lignes suivantes: "Je dois vous dire que l'établissement de cette procédure est dû en grande partie à l'initiative de notre greffier actuel, Sir John Bourinot".

J'ajouterai que dans des lettres aussi adressées à M. le greffier, respectivement datées le 13 et le 15 décembre 1906, l'hono-

nable M. Sutherland, Orateur actuel, à Ottawa, et M. Flint, greffier des Communes, le successeur de Sir John Bourinot, corroborent absolument toutes les autorités que j'ai citées.

Je passe maintenant à la seconde question.

L'honorable député de Montmorency m'a demandé de fixer l'interprétation de la règle 67 qui se lit comme suit:

"Aucun amendement important à un bill privé ne peut être proposé en comité général, ou à la troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement un jour franc d'avis."

J'avoue que cette rédaction n'est pas satisfaisante, surtout si on l'interprète en s'autorisant de l'usage constamment suivi. À la rigueur, l'usage ne paraît pas absolument conforme à la règle. Cependant, je ne vois pas comment on aurait pu faire autrement, sans rendre la règle 67 inapplicable. En effet, le second paragraphe de la règle 65 se lit comme suit:

"Les bills rapportés de toute autre manière à la Chambre sont inscrits sur la feuille de l'ordre du jour pour la séance qui suit la réception du rapport, afin d'être examinés en comité général dans l'ordre de leur présentation."

Les bills rapportés par le comité des bills privés devant être inscrits pour comité général à la séance suivante, à quoi servirait la règle 67 si l'amendement dont avis a été donné ne pouvait pas être proposé avant deux jours? Si je lis la règle 31, qui exige deux jours d'avis pour toutes les motions pour les fins y énumérées, il me paraît évident que l'intention formelle de ceux qui ont rédigé et adopté la règle 67 a été de faire une exception à la règle générale des deux jours d'avis.

Je conclus que je ne dois pas décider le point qui m'a été soumis en dérogeant à l'usage suivi jusqu'à présent. Naturellement, la Chambre a le droit de modifier la règle 67, ainsi que toute autre règle, d'ailleurs, comme elle l'entendra, et de créer un usage nouveau.

Je me permettrai seulement de suggérer de l'amender en remplaçant les mots: "un jour franc d'avis" par les suivants: "avis par l'inscription au feuillet des ordres de la séance".

Dépôt de documents

Conduite du gardien de prison A. Vallée

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre en date du 5 mars 1907 pour la production d'une copie de tous rapports faits sur la conduite d'Arthur Vallée, autrefois gardien de la prison de Montréal, et

sur lesquels a été motivée la destitution dudit Vallée. (Document de la session no 73)

Interpellations:

Réserve indienne du canton Doncaster

M. P. J. L. Bissonnette (Montcalm): 1. La réserve des sauvages située dans le canton Doncaster appartient-elle auxdits sauvages?

2. Dans la négative, quel est le véritable propriétaire de cette réserve?

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): 1. Le 1/4 S.E. du canton Doncaster (16 000 acres) a été réservé en vertu de l'acte 14 et 15 Victoria, chapitre 106, pour l'usage des Sauvages Iroquois de Caughnawaga et des Deux-Montagnes.

2. Il est actuellement sous le contrôle du département des Sauvages du Canada, à Ottawa.

Code scolaire de P. de Cazes

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. Reste-t-il des exemplaires des dix mille copies du Code scolaire que le gouvernement a acheté de M. Paul de Cazes?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention de les distribuer, et quel mode entend-il suivre dans cette distribution?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. Oui, 1886 exemplaires.

2. Le département de l'Instruction publique distribue ce livre aux secrétaires-trésoriers des commissions scolaires ainsi qu'aux commissaires et aux syndics d'écoles qui en font la demande.

Cercles agricoles

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. Combien y avait-il de cercles agricoles dans la province de Québec, le premier janvier 1896?

2. Combien y en avait-il le premier janvier 1906?

3. Combien y en a-t-il actuellement?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. 509.

2. 574.
3. 593.

Demande de documents:

Joutes de boxe à Delorimier

M. A. Bergevin (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. J.-C. Blouin), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance et des documents se rapportant à des joutes de boxe au parc

Riverside, dans la municipalité de Delorimier.

Il fait remarquer que, par cette demande de documents, il cherche à attirer l'attention sur certains comptes rendus tout à fait inexacts et faux publiés dans un des journaux de Montréal et ayant trait à la brutalité qui semblerait exister dans les joutes de boxe.

Il n'y a absolument rien de fondé dans ces comptes rendus et ce qui a lieu dans le parc, c'est un sport propre et authentique.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que lorsque la correspondance sera déposée, l'on verra que le département du procureur général a fait tout ce qui était possible de faire afin qu'il n'y ait rien de reprehensible dans les joutes ayant lieu au parc Riverside.

La proposition est adoptée.

Taxes scolaires à Montréal

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que le bill (no 168) concernant les taxes scolaires dans la cité de Montréal, qui a été rejeté par le comité de législation, soit remis sur les ordres du jour pour considération en comité général de la Chambre.

Il demande la considération en comité général de ce bill qui a pour objet la réduction de quarante à vingt-cinq sous par cent piastres la taxe scolaire chez les catholiques de Montréal, même s'il a été rejeté par le comité de législation.

Il déclare que son projet est loin d'être réactionnaire, comme l'énoncé paraît le faire croire.

Il ne s'agit pas de couper les subsides aux écoles, mais de répartir plus équitablement l'impôt qui est payé exclusivement aujourd'hui par les propriétaires fonciers.

C'est donc plutôt un principe radical que l'on propose d'appliquer, principe qui est recommandé par tous ceux qui se sont arrêtés à réfléchir sur la distribution des richesses dans nos villes modernes.

Sous le régime actuel, les taxes scolaires sont entièrement à la charge des propriétaires fonciers, alors que les trois quarts des écoliers sont les enfants de parents qui ne paient pas un sou d'impôt, n'étant pas propriétaires fonciers.

Il y a là un sujet d'attention sérieuse pour ceux qui s'occupent de la chose publique.

Il sait que cette mesure ne peut être brusquée et il demande au gouvernement de prendre la chose en considération.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) expose la question qui a donné lieu au débat.

La législature autorisa l'an dernier les commissaires d'écoles catholiques de Montréal

à porter de 25 à 40 cents par cent piastres le taux de la taxe scolaire. Le comité de législation, par une très forte majorité, a refusé cette année de remanier ce taux.

Il s'agit de savoir si la Chambre devrait se déjuger, elle qui, pas plus tard que l'an dernier, a porté cette taxe de vingt-cinq à quarante. Il ne le croit pas.

Quant à faire une nouvelle répartition de l'impôt de manière à atteindre davantage la richesse mobilière, à créer en quelque sorte un impôt sur le revenu, c'est une question très importante et qui ne saurait être réglée en quelques jours. Ce serait changer dans sa base tout notre système d'impôt et il vaut mieux ne pas presser la question mais laisser au gouvernement le temps de l'étudier comme il convient.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) déclare qu'il consent à retirer sa motion. Il laissera la chose à la paternelle sollicitude du gouvernement.

C'est pourquoi il propose, avec le consentement unanime de la Chambre, que sa motion soit retirée.

Adopté.

Village de Montmorency

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'amende de \$100 payée pour le bill (no 137) concernant le village de Montmorency soit remise, vu que les promoteurs ont envoyé le bill et la requête pendant la session et qu'ils ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominique

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. P. Pelletier), que l'honoraire payé pour le bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominique et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne la construction d'une église.

Adopté.

Construction d'édifices à l'épreuve du feu

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'attendu que les règlements municipaux en rapport avec la sécurité du public sont, en général, mal compris et mal observés par les institutions religieuses, les commissions scolaires, les

propriétaires d'hôpitaux, d'asiles, d'hôtels, de salles publiques et d'établissements industriels;

Qu'attendu qu'il est urgent de faire intervenir une autorité supérieure pour empêcher la répétition des désastres dont la province a été témoin depuis quelques années, et pour exercer un contrôle plus efficace sur la construction des édifices publics;

Qu'il soit résolu que dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement serait justifiable de présenter immédiatement un projet de loi créant une commission technique avec une juridiction plus complète que celle des inspecteurs actuels et des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire à l'épreuve du feu.

Il donne des explications à l'appui de sa motion. Le but de cette dernière est d'empêcher que ne reviennent des désastres semblables à celui survenu récemment à Montréal.

Il voudrait que le gouvernement s'occupe d'une chose aussi sérieuse que celle de la sécurité publique avant que le souvenir des malheurs récents ne s'efface des esprits.

Il parle du dilemme devant lequel se trouvent les architectes, mis en face de ces doubles exigences souvent contradictoires au point de vue de la sauvegarde contre le danger des incendies, celles de l'art ou de la responsabilité professionnelle et celle du propriétaire qui veut à tout prix faire grand et beau.

Les inspecteurs actuels sont incapables, sont dans l'impossibilité de donner à la question du danger d'incendie toute l'attention requise et ne peuvent faire observer la loi comme elle devrait l'être.

Il suggère de créer une commission spéciale chargée de l'inspection des édifices publics avec des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire des édifices à l'épreuve du feu; ce pouvoir d'imposer la construction à l'épreuve du feu n'existe aucunement dans nos lois actuelles.

Il suggère qu'on ajoute aux trois inspecteurs du gouvernement, ceux de la cité de Montréal et de Québec, quitte à les autoriser à prélever un tarif d'honoraires sur les plans qui seront soumis à leur étude. Une partie de ces tarifs d'honoraires reviendrait au Trésor provincial.

À cause des désastres que l'on déplore, qu'on applique le plus tôt possible la maxime "Prevention is better than cure".

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) déclare qu'en effet on avait été peut-être indulgent à l'égard des exigences de la loi dans la protection contre le feu. Le département des Travaux publics prépare en ce moment une circulaire signifiant aux intéressés que c'est la dernière chance qu'il leur est donnée de se soumettre à la loi.

Cependant, il s'oppose à la motion du député de Chambly.

Il considère que la loi actuelle sur les édifices publics est amplement suffisante, tout comme les lois municipales sur la sécurité publique. Cependant, elles sont souvent mises de côté et dans bien des cas, on se préoccupe très peu de ces lois.

Le gouvernement est à considérer une loi de façon à assurer une protection plus efficace contre le feu et qui sera présentée à la prochaine session.

M. M. Perrault (Chambly) insiste pour que sa proposition soit considérée à cette session, car cette question est très importante.

On se plaint, dit-il, et l'on a raison de se plaindre, du travail accompli à l'heure qu'il est par les inspecteurs. Et s'ils ne font pas leur travail comme il convient, c'est qu'ils n'en ont pas le temps et qu'ils sont mal rétribués.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le débat soit ajourné.

Adopté.

Demande de documents:

Centralisation scolaire

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), qu'il soit mis devant la Chambre copie des documents se rapportant à la centralisation scolaire.

Il déclare que la centralisation scolaire consiste dans la suppression de petites écoles insuffisantes et ne donnant que de médiocres résultats, pour les remplacer par une grande école centrale moderne construite au centre du district scolaire et à laquelle les enfants seraient transportés chaque jour en voiture.

L'enfant des campagnes a droit à une aussi bonne éducation que l'enfant des villes. Les enfants des cultivateurs, à la campagne, doivent être traités avec autant de justice que les enfants des ouvriers à la ville. Ils ont droit à de bonnes maisons d'écoles. C'est d'ailleurs l'ambition de nos paysans qui font preuve constamment d'un grand souci pour l'instruction de leurs enfants.

La centralisation scolaire est le moyen le plus efficace que l'on a pu trouver jusqu'ici pour relever et améliorer l'instruction dans nos campagnes.

La centralisation scolaire est actuellement pratiquée à la Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et dans les 29 États suivants de la république américaine: la Californie, la Caroline du Nord, le Colorado, le Connecticut, le Dakota-Nord, le Dakota-Sud, la Floride, la Georgie,

l'Illinois, l'Indiana, l'Iowa, le Kansas, la Louisiane, le Maine, le Massachusetts, le Michigan, le Minnesota, le Missouri, le Nebraska, le New Hampshire, le New Jersey, le New York, l'Ohio, la Pennsylvanie, le Rhode Island, le Texas, le Vermont, le Washington et le Wisconsin.

Les Américains, gens pratiques, ont organisé ces écoles qu'ils appellent "Consolidated Schools". Voici, d'après un professeur bien connu de l'université de l'Illinois et d'après le surintendant de l'Instruction publique du Nebraska, les principaux avantages de la centralisation scolaire.

1. Ce système réduit les dépenses pour la même qualité d'écoles.

2. On peut s'assurer pour les mêmes dépenses des écoles de beaucoup supérieures parce qu'ayant besoin de moins d'instituteurs, on peut avoir un meilleur genre d'enseignement, une meilleure classification et un travail plus effectif de la part des inspecteurs.

3. Il assure la possibilité d'une école de campagne égale sous tous rapports aux meilleures écoles des villes et à la portée en même temps des cultivateurs.

4. Les enfants sont beaucoup mieux quand ils sont transportés à l'école dans des voitures où ils sont tenus à l'abri du froid et de l'humidité, que quand ils sont obligés de se rendre à pied à l'école souvent mal vêtus et après avoir longtemps vagabondé par les mauvais chemins.

5. La morale s'en trouve beaucoup mieux, les enfants n'échappent plus une minute même sur la route à une surveillance effective.

6. L'assistance est plus considérable et plus régulière; les retards sont inconnus.

7. La santé générale des enfants devient remarquablement meilleure.

8. L'émulation entre les élèves est beaucoup plus considérable.

9. Les instituteurs bénéficient du contact avec d'autres instituteurs.

10. La centralisation rend possible l'emploi d'au moins un instituteur expérimenté absolument compétent et dont la surveillance peut profiter beaucoup aux jeunes instituteurs.

11. La centralisation rend possible la direction d'une école en vue des industries et des professions de la vie, et c'est le seul moyen grâce auquel l'agriculture, l'étude de la nature et la science domestique peuvent pénétrer dans l'enseignement des écoles de campagne.

12. La centralisation égalise le coût de l'éducation; grâce à elle, la taxe "per capita" n'est pas plus élevée dans un district peu peuplé que dans un district de population dense.

13. Elle augmente la valeur de la propriété en général pour ceux qui ont l'intention de vendre.

14. La centralisation empêche qu'il y ait encore des illettrés et elle s'oppose à l'exode des cultivateurs vers les villes dans le but d'y trouver de bonnes écoles pour leurs enfants.

15. La centralisation supprime le besoin d'envoyer des enfants de campagne aux écoles modèles ("high schools") des villes.

16. La centralisation augmente le nombre des élèves portés sur les registres des écoles.

17. Elle permet une meilleure classification et un meilleur enseignement.

18. Meilleurs locaux pour la classe, mieux chauffés, ventilés, mieux meublés, mieux munis de tous les accessoires nécessaires.

19. Meilleurs professeurs et meilleures écoles par conséquent.

20. Surveillance plus complète et plus efficace.

21. La centralisation stimule l'intérêt porté aux écoles par le public.

22. Les voitures affectées au transport des élèves peuvent être employées souvent à d'autres fins et rendre d'utiles services.

23. Le transport des élèves peut servir aussi à la distribution des malades.

24. Grâce à la centralisation, la terre devient l'endroit idéal pour l'éducation des enfants, car ceux-ci y trouvent les avantages des grands centres.

25. Le caprice d'une ou de deux grosses familles ne suffit plus à décapiter un bon instituteur.

26. Le cultivateur et sa famille sont plus heureux de vivre à la campagne, voyant que leurs enfants s'y instruisent aussi bien que dans les villes.

27. On a reconnu, dans tous les endroits où fonctionne le système de la centralisation, que le coût du transport représente une somme moins considérable que le prix des médicaments destinés à guérir les maladies contractées par les élèves sur le chemin de l'école et le prix des chaussures qu'ils usent dans leurs marches excessives.

28. Un plus petit nombre de meilleurs professeurs mieux payés.

29. La centralisation nous rapproche considérablement de la solution de ce problème: "Comment garder les jeunes gens à la campagne?"

Les objections généralement formulées contre l'établissement de la centralisation scolaire dans la province de Québec sont nos conditions climatiques et nos mauvais chemins.

L'honorable secrétaire provincial (M. L.-R. Roy) déclara lui-même l'an dernier que si la centralisation scolaire était praticable aux États-Unis, c'est parce que le climat y est plus clément et la population plus dense.

Or, au Minnesota, au Wisconsin et au Michigan, les conditions climatiques sont à peu près les mêmes que dans notre province

et s'il y a une différence, elle est en notre faveur.

En outre, dans ces États, la population rurale est moins dense que dans la province de Québec. Cependant, la centralisation scolaire y a produit des résultats étonnants.

Depuis 1900, l'État du Wisconsin vote un crédit annuel de soixante mille piastres (\$60 000) pour aider la centralisation scolaire.

De toutes les statistiques recueillies, l'on constate que partout où l'on a supprimé les petites écoles pour les remplacer par une école centrale, l'assistance moyenne des élèves a augmenté de vingt à trente pour cent, et l'on a constaté aussi que l'établissement d'écoles centrales a eu pour résultat de provoquer l'amélioration des routes rurales.

A la Nouvelle-Écosse, la première école centrale a été fondée en 1903 avec le concours de Sir William Macdonald et elle a donné des résultats si satisfaisants que d'après la déclaration du professeur Robertson, dans un dîner, il y a quelques semaines, à Québec, l'on compte aujourd'hui 20 "Consolidated Schools" dans cette même province.

Le député de Saint-Louis fait remarquer qu'on a résolu dans notre province le problème du transport du lait aux beurriers et fromageries et qu'il devrait être facile de résoudre également le problème du transport des enfants aux écoles.

Il suggère au gouvernement d'affecter une somme de \$10 000 pour tenter, dans une paroisse de notre province, l'expérience qui a été si heureuse ailleurs.

Il reconnaît qu'il y a là une innovation, mais il juge l'innovation nécessaire.

Il y a des préjugés respectables à vaincre. Il cite les commentaires du premier ministre et autres statistiques qui devraient, lui semble, inciter le gouvernement de la province de Québec à tenter quelques expériences.

M. J.-É. Caron (L'Islet) déclare qu'à titre de représentant d'un comté rural, et connaissant bien les besoins des gens de la campagne, il croit inapplicables les théories du député de Saint-Louis sur la centralisation scolaire. Et ce, pour des raisons très apparentes et très plausibles.

D'abord, la différence de climat y est pour beaucoup. Transporter des élèves à une longue distance, dans nos climats rigoureux, n'est pas pratique. Ces voitures, il faudra les chauffer durant l'hiver et l'état de nos chemins ne nous permet pas d'avoir un tel système de transport.

De plus, le nombre généralement assez considérable d'enfants dont se composent nos familles canadiennes-françaises est une autre difficulté au transport.

Une autre raison qui milite dans le même sens, c'est la distance à franchir. Le

transport journalier à une école centrale sera difficile pour les écoliers qui sont aux points extrêmes de cette école centrale.

La centralisation scolaire élèverait le coût de l'instruction. Or, notre population qui paie mal ses instituteurs, qui conserve des écoles insuffisantes et démodées, qui néglige d'envoyer à l'école les enfants qui sont à l'âge de la fréquenter: cette population accepterait-elle un système plus coûteux?

En somme, il croit que le système serait un danger pour la santé et même la moralité des enfants.

Tout en ne s'opposant pas à une expérience isolée, il ne croit pas que le système de centralisation soit généralement acceptable.

Notre système scolaire actuel a fait beaucoup de progrès, laissons-le évoluer dans cette voie.

Il ne veut pas s'opposer à l'essai, mais il croit que cet essai donnera de si désastreux résultats que le projet sera abandonné à tout jamais.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) rappelle que la question soulevée par le député de Montréal no 3 n'est pas nouvelle.

Une loi de 1887 permet déjà la centralisation scolaire en permettant aux commissaires d'écoles de prélever une cotisation pour le transport des enfants à l'école.

Avec notre système de laisser aux municipalités une large part d'autonomie, on a vu qu'il valait mieux laisser à chacune la liberté de délimiter les arrondissements scolaires.

Mais les objections qui apparaissent à l'établissement du projet de centralisation semblent en avoir détourné jusqu'ici les municipalités.

Des difficultés insurmontables se sont présentées, pour s'en prévaloir, et particulièrement l'heureux inconvénient des familles nombreuses dans notre province.

On a essayé la mise en application de cette disposition dans les Cantons de l'Est. Après enquête, il fut constaté que les résultats ne furent pas heureux.

Il y a deux problèmes à résoudre pour assurer le développement de l'instruction publique: l'insuffisance du traitement aux instituteurs ou institutrices et le nombre trop considérable d'écoles défectueuses.

Le meilleur moyen d'en arriver à une solution est la politique des primes que le gouvernement a instituée l'an dernier. Cette politique vise à relever le salaire des instituteurs et à les encourager à demeurer plus longtemps dans la profession, de même qu'à encourager la construction d'écoles plus convenables.

Les rapports des inspecteurs d'écoles attribuent des fruits si considérables à ces modestes primes que l'on considère la question de les augmenter.

De plus, il ne croit pas que ce projet soit réalisable, car dans la province plusieurs chemins ruraux sont absolument impraticables à certains endroits. Par ailleurs, les distances sont beaucoup trop longues pour que l'on transporte les enfants de leurs résidences à l'école centrale.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait une remarque.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) fustige l'incurie des conservateurs concernant l'instruction publique pendant leurs années de pouvoir.

De 1904 à 1906, on a presque doublé l'octroi aux municipalités pauvres.

Le budget de l'instruction publique a été augmenté de \$100 000 depuis l'avènement des libéraux au pouvoir. Il n'y avait alors qu'une école normale de filles: celle des Ursulines de Québec. Il y en a une maintenant à Montréal, une à Rimouski, une à Chicoutimi, il y en aura bientôt une autre à Trois-Rivières et enfin une sixième à Hull.

Le salaire des inspecteurs a été augmenté d'une façon notable. Les vieilles maisons d'écoles disparaissent graduellement. En 1904-05, il s'est construit 187 nouvelles écoles dont les plans et devis ont été approuvés par le gouvernement et qui ont coûté \$321 000; en 1905-06, il s'est donné des plans et devis, approuvés par le gouvernement pour la construction de 236 écoles; on ne sait encore quel prix il en coûtera.

Les municipalités scolaires ont emprunté en 1904-05 \$327 000 pour améliorer les écoles; en 1905-06, \$365 986.

En 1904-05, la moyenne du traitement des institutrices des écoles primaires a été de \$118. En 1905-06, elle s'est élevée à \$124. Établir des écoles normales, donner des primes, payer des bonis, voilà la politique adoptée et suivie par le gouvernement. L'expérience a été fructueuse.

Il estime que le gouvernement ne peut prendre l'initiative de la centralisation scolaire.

Il félicite le député de Montréal no 3 de son travail en faveur du relèvement de l'école et assure que l'administration actuelle comprend toute l'importance de la question de l'instruction publique. Elle ne l'a pas négligée et n'entend pas la négliger.

M. G. Langlois (Montréal no 3) se lève pour répliquer.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), que le débat soit ajourné car il est six heures.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements au bill (F) du Conseil législatif amendant les statuts refondus relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec, sans amendement.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux.

Reprise de la séance à 9 h 15 (3)

Corporation l'Aquarium

M. A. Marchildon (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que les amendements faits en comité général au bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium soient maintenant lus pour la deuxième fois.

Adopté.

M. A. Marchildon (Nicolet) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'y objecte et suggère de suspendre la troisième lecture du bill pour le moment, jusqu'à l'arrivée du premier ministre, car il désire connaître son opinion sur ce bill.

M. A. Marchildon (Nicolet) insiste pour que le bill soit lu immédiatement pour la troisième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Attendu que le premier ministre et plusieurs membres de la Chambre ne sont pas à leurs sièges et qu'il convient que chacun prenne sa part de responsabilité dans une affaire comme celle-là, je propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette, (M. J.-M. Tellier) que le mot "maintenant" soit retranché et remplacé par les mots "dans six mois".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Bissonnet (Stanstead), Caron (L'Islet), Côté, D'Auteuil, Jobin, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Morisset, Mousseau, Robitaille, Roy (Montmagny), Tellier, Thériault et Tourigny, 15.

Contre: MM. Benoît, Berge vin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Chauret, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Dupuis, Fiset, Gosselin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemay, Marchildon, Neault,

Ouellette, Pelletier, Pilon, Prévost, Roy (Kamouraska), Tessier (Rimouski) et Tessier (Trois-Rivières), 29.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant alors soumise, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative par le même vote que le précédent pris en sens inverse.

Le bill est en conséquence lu pour la troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament J. Jack

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à sa prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. G. W. Stephens, fils (Montréal no 4) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Sherbrooke

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 61) révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie des boulevards de l'île de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 79) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Testament M. E. Wescott

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires en vertu du testament de feu dame Mary Eleonor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Terrebonne

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. H. Champagne (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie du chemin de fer Gaspé

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 47) concernant la Compagnie du chemin de fer Gaspé. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Beauharnois

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 49) amendant la charte de la ville de Beauharnois. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie de téléphone de Bellechasse

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 88) amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Provincial Fire Insurance Company of Canada"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 89) constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 99) constituant en corporation la compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi, Limitée. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés.

Ventes de I. T. Coffin à W. G. Tait

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 109) pour valider, confirmer et ratifier les ventes par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, en date du vingt-cinq novembre mil neuf cent deux. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Pontiac Central Railway Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 132) constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Médecins et chirurgiens

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Soulanges (M. J.-O. Mousseau), que le bill (no 175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens soit maintenant lu

pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux dans les territoires municipaux

M. É. Blanchard (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 153) conférant le contrôle absolu aux conseils locaux sur les travaux dans les limites du territoire municipal et amendant le code municipal en conséquence.

Adopté.

En comité:

MM. É. Blanchard (Verchères) et J. Morin (Saint-Hyacinthe) font valoir que le projet de loi, par l'arbitrage obligatoire, ferait éviter maints procès qui coûtent fort cher en frais d'avocats.

MM. L.-A. Taschereau (Montmorency) et J.-É. Caron (L'Islet) s'opposent au bill.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) parle en faveur du bill.

Le bill est rejeté par un vote de 31 à 14.

Le comité ayant étudié le bill se lève sans faire rapport.

Prestation du serment

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 171) amendant les statuts refondus relativement à la prestation du serment.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la poche

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 176) amendant la loi de la pêche de Québec.

Adopté.

En comité:

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) s'oppose à ce bill qui, dit-il, fera perdre une couple de mille piastres de revenu à la province.

Il propose que le comité se lève.

Cette proposition est adoptée par une large majorité.

Le comité ayant étudié le bill se lève sans faire rapport.

Rachat de rentes constituées

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 186) amendement le code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Vente de gibier

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 206) amendement la loi de chasse de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chemins à barrières de la rive sud

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 188) amendement de nouveau les lois concernant les taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-C. Blouin (Lévis) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Protection du rat musqué

M. J. Lafontaine (Berthier) propose,

selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 145) amendement la loi de la chasse.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. Lafontaine (Berthier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Assurance-vie sur maisons d'éducation

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code municipal, article 497

M. W. F. Vilas (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 203) amendement l'article 497 du code municipal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W. F. Vilas (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. F. Vilas (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Électeurs municipaux

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 198) amendement les articles 287 et 291 du code municipal relativement aux électeurs municipaux soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) propose

que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Annexion de la paroisse de Bonsecours

L'ordre du jour pour la lecture du bill (no 147) détachant du comté de Sherbrooke une partie de la paroisse de Bonsecours et l'annexant au comté de Shefford, pour toutes les fins, étant lu,

M. P. Pelletier (Sherbrooke) propose que ledit ordre du jour soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté.

Loi de l'instruction publique

M. W. F. Vilas (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 204) amendant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. W. F. Vilas (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. W. F. Vilas (Brome) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Établissements industriels

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que le bill (no 12) amendant la loi relativement aux établissements industriels soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Établissements industriels

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que le bill (no 208) amendant la loi concernant les établissements industriels soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Confection et entretien des chemins

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 8) accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins soit maintenant lu pour la deuxième fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Dépenses de voyage du ministre de la Colonisation

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de cette Chambre en date du 5 mars 1907, pour la production:

1. D'un état complet et détaillé des dépenses de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques-uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906;

2. D'un état complet et détaillé des dépenses de M. le baron de l'Épine et de M. l'abbé Arts, en rapport avec le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, depuis le 1er juillet 1905.

3. D'une copie de toute la correspondance officielle et d'un caractère public échangée entre le gouvernement ou aucun de

ses membres, officiers ou employés, et M. l'abbé Arts ou M. le baron de l'Épine, depuis le 1er janvier 1906 jusqu'à ce jour, et des pièces et annexes qui accompagnent telle correspondance. (Document de la session no 74)

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. "Mais lorsqu'un bill est rapporté sans amendement, la Chambre décide immédiatement que la troisième lecture en sera faite en tel temps qu'elle le jugera à propos".

2. "Lorsqu'un bill est rapporté sans amendement, la troisième lecture dudit bill est ordonnée soit immédiatement soit à un jour ultérieur. Si des amendements ont été apportés en comité général, la prise en considération du bill ainsi amendé est habituellement ordonnée à un jour ultérieur bien que, le cas échéant, le rapport du bill ainsi amendé peut être immédiatement considéré par la Chambre. Si le titre est amendé, cet amendement est spécifiquement rapporté".

3. Selon la Presse, l'Orateur, Philippe-Honoré Roy, était retenu à un dîner au palais législatif. M. H. Champagne fut prié de prendre le fauteuil présidentiel. Mais le greffier, M. Desjardins, l'informa qu'il n'avait pas le droit d'ouvrir la séance. On envoya chercher M. P.-H. Roy.

Séance du 8 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Dépôt de documents:

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le bilan de "The Royal Trust Company", pour l'année terminée le 31 décembre 1906. (Document de la session no 78)

Rapports de comités:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a siégé ce matin sous la présidence de l'honorable M. Weir. Les membres présents étaient: les honorables MM. Gouin et Weir; MM. Benoît, Fiset, Gosselin, Gillies, Laferté, Neault, Ouellette, Roy (Montmagny), Tourigny, Walker et Vilas.

Aucune motion n'ayant été faite, votre comité s'est ajourné.

Dépôt de documents:**Cercles agricoles dans Soulanges**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 mars 1907, pour la production d'une copie:

1. De la liste des membres de chaque cercle agricole en opération dans le comté de Soulanges, pour 1905-1906.

2. Des états de comptes produits par les secrétaires-trésoriers des cercles agricoles de Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore et Saint-Clet. (Document de la session no 75)

Droits de coupe à New Carlisle

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une copie de toutes lettres du ministre ou du département adressées à l'agent des terres à New Carlisle, dans le comté de Bonaventure, au sujet de la perception des droits de coupe de cette agence, et des réductions des droits de coupe que cet agent a reçu instruction d'accorder depuis le 1er juillet 1905. (Document de la session no 76)

Dépenses de voyage du garde forestier J.-C. Langelier

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la

réponse à un ordre de la Chambre, en date du cinq mars 1907, demandant la production d'un état indiquant les sommes payées en 1906 et 1907 à M. J.-C. Langelier, surintendant des gardes forestiers, pour dépenses de voyages et autres. (Document de la session no 77)

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à samedi prochain, à onze heures de l'avant-midi, pour s'ajourner ensuite à une heure p. m. ce jour-là.

Adopté.

École des hautes études commerciales

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 25) constituant en corporation l'École des hautes études commerciales soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'École des hautes études commerciales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts, n'excédant pas en tout trois cent

mille piastres, qui seront contractés par la corporation de l'École des hautes études commerciales, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'École des hautes études commerciales et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des musées d'échantillons de produits naturels et fabriqués, originaires du pays ou de l'étranger, et l'aménagement nécessaire en général.

2. Que, dans le but d'aider l'École des hautes études commerciales à être créée par la loi qui sera basée sur ces résolutions, et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de vingt mille piastres à prendre à même le fonds consolidé du revenu de la province.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts mentionnés dans la résolution 1 et que le reste sera appliqué aux besoins de l'école en général sur décision des membres de la corporation.

Je demande la parole, M. l'Orateur. Je désire présenter à la Chambre quelques observations générales sur cette mesure relative à la création d'une École des hautes études commerciales dans la cité de Montréal. Et, comme l'enseignement technique commercial et l'enseignement technique industriel sont deux sujets très connexes et qu'il me serait, en conséquence, assez difficile de traiter l'un sans parler de l'autre, je vous prierai de me permettre de faire en même temps quelques remarques sur les projets de loi concernant, l'un, l'École technique de Québec, et l'autre, l'École technique de Montréal.

Et tout d'abord, que faut-il entendre par "enseignement technique", par "enseignement technique commercial" et par "enseignement technique industriel"?

D'après une décision du congrès international tenu à Paris en 1889, les mots "enseignement technique", lorsqu'ils ne seront suivis d'aucune épithète, devront, dans le langage international, désigner l'ensemble de l'enseignement industriel et de l'enseignement commercial.

Voici, d'autre part, comment l'article premier du projet de loi relatif à l'enseignement technique, que le gouvernement français a déposé sur le bureau de la Chambre des députés en 1905, définit cet enseignement:

"L'enseignement technique industriel ou commercial a principalement pour objet, sans préjudice d'un complément d'enseignement général, l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce".

"Pratique", fait observer le rapporteur, ne veut pas dire "manuel".

L'article deux du même projet de loi

définit ensuite ce qu'il faudra entendre par "établissements d'enseignement technique industriel" et par "établissements d'enseignement technique commercial":

"Sont établissements d'enseignement technique industriel, au sens de la présente loi, les écoles dans lesquelles l'enseignement théorique est orienté vers les applications et où le temps consacré aux travaux pratiques d'atelier ou de laboratoire et au dessin dépasse quinze heures par semaine.

"Sont établissements d'enseignement technique commercial, les écoles dans lesquelles le temps consacré à l'étude des langues étrangères, de la comptabilité et de la tenue des livres, des mathématiques financières, des marchandises, de la législation commerciale, de l'économie politique, de la géométrie commerciale, de l'économie politique, de la géographie commerciale, de la sténographie et de la dactylographie, et aux exercices pratiques, dépasse la moitié de l'horaire total de l'enseignement".

Cet enseignement technique, spécialement approprié aux besoins de commerce et de l'industrie, nous croyons, M. l'Orateur, que le temps est arrivé de l'organiser dans cette province; nous l'avons promis et on le réclame fortement.

C'est pourquoi nous demandons à cette Chambre de voter des mesures qui nous permettent de fonder sur des bases solides et durables trois grandes écoles techniques dans nos deux principales cités. Ces institutions, si nos vœux se réalisent, feront souche, et avant longtemps, chaque centre industriel et commercial de notre province devrait posséder au moins une école du genre de celles que nous entendons établir d'abord à Québec et à Montréal.

Si nous voulons que le Canada devienne un pays puissant, il nous faut songer à former une population intelligente, renseignée, et entreprenante; en d'autres termes, il faut donner à nos enfants les meilleures écoles possibles dans toutes les branches de l'enseignement, et ce sans marchander et surtout sans plus longtemps hésiter. Car il y a actuellement une fiévreuse émulation entre toutes les nations pour la fondation d'écoles techniques ou commerciales, ou industrielles, ou à la fois commerciales et industrielles.

Les peuples qui, les premiers, sont entrés dans ce courant d'idées nouvelles et pratiques ont trouvé dans le développement de leurs industries et de leur commerce une récompense telle que tous les autres pays ont dû reconnaître l'importance ou plutôt la nécessité de l'enseignement technique.

Vous le savez, M. l'Orateur, tous ceux qui s'intéressent aux choses de l'éducation le savent également, c'est l'Allemagne qui, par ses initiatives privées, par l'action de ses Chambres de commerce, de ses grandes corporations et de ses philanthropes, s'est placée à la tête de ce mouvement progressif

et elle le dirige encore. Contrairement à ce que nous sommes forcés de faire ici, son gouvernement n'est guère intervenu dans la création et le maintien de l'enseignement technique; comme le dit si bien un écrivain français, c'est la nation elle-même qui s'est armée pour la conquête du commerce mondial.

Un autre pays, dont le territoire est petit si on le compare à celui de ses voisins, très petit même si on le compare au nôtre, mais dont la population est très avertie et très active, je veux dire la Belgique, a vite compris, lui aussi, les bienfaits de cet enseignement nouveau, et la Belgique est aujourd'hui, Monsieur l'Orateur, le pays qui, toute proportion gardée, possède le plus grand nombre d'écoles spéciales de tous les degrés.

L'Angleterre est entrée plus tard dans les rangs, poussée par l'exemple de l'Allemagne et alarmée par les succès de cette dernière.

Quant à la France, elle légifère actuellement en vue de donner à sa jeunesse l'instruction pratique qui a fait la fortune de l'Allemagne.

Bref, M. l'Orateur, c'est une vérité qui court le monde: tant vaut l'enseignement technique d'un pays, tant vaudront le commerce et l'industrie de ce pays.

Cet enseignement, on l'a dit et avec raison, n'est certes pas l'unique source de la prospérité d'une nation. La multiplication des voies ferrées, l'aménagement des grands ports, l'amélioration des canaux, la réduction des frais de transport, le jeu des tarifs douaniers et bien d'autres facteurs contribuent assurément à l'essor de l'industrie et à l'expansion du commerce. Mais il est remarquable que le dernier quart de siècle ait vu progresser surtout les peuples chez qui l'enseignement technique a été le plus méthodique et le plus intense.

En voulez-vous une preuve décisive? Consultez les statistiques et vous constaterez que, pendant les quinze dernières années, les exportations ont augmenté de 26% en Angleterre, de 27% en France, de 52% en Belgique, où l'enseignement technique est en quelque sorte exubérant, et de 71% en Allemagne, le pays qui a inauguré cet enseignement. C'est-à-dire que dans les luttes économiques, comme dans les luttes des champs de bataille, la victoire appartient aux plus énergiques, aux mieux armés, aux mieux informés et aux plus instruits.

"Si les lettres, les sciences et les arts, disait un politique français, font l'honneur et la renommée d'une nation, c'est l'agriculture, le commerce et l'industrie qui en font la richesse et la force. C'est de ce côté que la masse de la population doit se diriger. Il convient donc d'élever, sans la prolonger outre mesure, l'instruction de la jeunesse qui s'y destine".

Dans notre province, les études qui préparent aux professions libérales trouvent bien un couronnement dans notre enseignement universitaire; mais il n'en est pas ainsi pour l'enseignement industriel, et il faut l'avouer, l'on est réduit à demander à la pratique seule le complément de connaissances propres à former des capitaines de l'industrie et des commerçants capables et éclairés.

La pratique, il est vrai, est l'âme du commerce, dirai-je avec un éducateur éminent, mais, dégagée de tout autre soutien, elle ne peut faire avancer que fort lentement des jeunes gens dont l'intelligence a besoin d'être développée par le travail et par une instruction solide, pour qu'ils puissent profiter avec fruit des enseignements que le courant des affaires leur présente tous les jours.

À notre époque surtout, où l'extension donnée au commerce et à l'industrie, où la multiplicité et la variété des affaires ont élevé au rang de véritable science ce que l'on a trop longtemps considéré comme une simple routine, il est devenu de plus en plus nécessaire que le commerçant soit à la hauteur de sa mission dans la société.

On peut affirmer, sans être taxé d'exagération, que l'enseignement commercial a été laissé trop longtemps dans un état d'infériorité; tandis qu'on prodiguait les bienfaits de l'instruction à ceux qui se destinaient à toutes les autres professions, on semblait croire que le commerce et l'industrie n'avaient besoin pour prospérer que d'une bonne situation pécuniaire et de traités de commerce favorables. On ne s'est préoccupé que de l'état matériel du commerçant, sans prendre soin de développer sa pensée, qui est cependant l'âme de toutes ses opérations, sans prendre soin de cultiver son intelligence qui contient le germe de ses entreprises et l'avenir commercial de la nation.

Si jadis le négoce était méprisé, si les philosophes n'y voyaient que la soif de l'or, ce que l'on méprise aujourd'hui, ce sont les désœuvrés. Au banquet de la vie, il faut maintenant payer sa place.

Et, M. l'Orateur, c'est pour donner à notre province des négociants éclairés, des chefs de maisons de commerce et de banque; c'est pour fournir à nos industriels des agents commerciaux actifs, intelligents et habiles; c'est pour procurer à nos manufacturiers des producteurs instruits, des chefs d'ateliers émérites, des contremaîtres expérimentés et des ouvriers d'élite, qu'avec la coopération des autorités municipales de Montréal et de Québec et le concours de la Chambre de commerce du district de Montréal, nous fonderons trois écoles, qui, c'est notre espoir, donneront satisfaction aux besoins légitimes des professions industrielles et commerciales.

Ces besoins, ils sont indiscutables, ils sont indéniables, comme disait Arago, en 1836: "Ce n'est pas avec de belles paroles

qu'on fait du sucre de betteraves; ce n'est pas avec des alexandrins qu'on extrait la soude du sel marin". Ce n'est pas non plus, pouvons-nous ajouter, avec une instruction purement classique que l'agriculteur pourra rendre le sol plus fertile, l'industriel fabriquer à meilleur marché, le commerçant ouvrir à ses produits des débouchés nouveaux. La population qui se rattache au commerce et à l'industrie - et elle est nombreuse - réclame un système d'éducation approprié à ses travaux. Elle demande un enseignement qui réponde mieux à ses besoins, qui la prépare plus directement aux professions qu'elle exerce, qui forme, en un mot, des négociants, des industriels, des employés et des ouvriers, comme notre enseignement classique et notre enseignement universitaire - que nous apprécions et dont nous sommes fiers, d'ailleurs - forme des médecins, des avocats, des notaires, des ingénieurs, des architectes, etc.

L'enseignement technique s'impose, M. l'Orateur. Pour parler plus particulièrement de l'enseignement industriel, l'expérience démontre qu'il s'en faut de beaucoup que tout soit dit pour le jeune homme, quand il a fréquenté les écoles élémentaires ou même les écoles secondaires. L'État, qui doit surveiller la formation de l'homme dans l'enfant, ne peut se désintéresser de la formation du travailleur dans le jeune homme.

De nos jours, un ouvrier est arriéré sur un bon nombre de ses compagnons de travail, et sur un très grand nombre d'ouvriers étrangers, quand il n'est point, comme disent nos compatriotes de langue anglaise: "the right man in the right place"; quand il ne connaît pas parfaitement l'ensemble de sa profession, ses ressources et ses moyens d'action; quand il ignore les conditions de ses concurrents; quand il ne possède pas les connaissances scientifiques voulues pour lui permettre non seulement de servir sa machine mais de la comprendre, de la réparer et de la perfectionner. Or, le but de l'enseignement technique industriel est de donner aux ouvriers de demain les moyens d'acquérir une instruction générale plus étendue, des connaissances pratiques plus développées et une habileté professionnelle plus grande.

Combien les dons naturels de nos travailleurs acquerront plus de prix le jour où nos jeunes gens auront reçu une éducation directement appropriée à la profession qu'ils veulent embrasser. En même temps que nous leur aurons préparé un avenir meilleur, nous aurons contribué à la prospérité de notre pays et à son rayonnement dans le monde.

M. l'Orateur, il n'est pas nécessaire d'être prophète pour dire qu'un avenir brillant est promis, dans cette province, aux carrières industrielles et commerciales. Nous possédons un territoire immense et dont les ressources sont encore incalculables. Notre sol est des plus fertiles; la valeur de nos

minerais et de nos forêts est inappréciable; notre houille blanche représente des forces innombrables dont l'exploitation est à peine ébauchée; la production de nos manufactures atteignait déjà en 1901, \$158,287,894, soit un tiers de la production totale du Canada.

En vérité, ce ne sont pas les affaires ni les bonnes occasions qui manquent dans un pays neuf comme le nôtre; ce sont plutôt les sujets de valeur, les sujets capables de saisir les bonnes occasions. Et nous croyons fermement que notre commerce extérieur, qui a plus que doublé pendant les dix dernières années, pourrait s'accroître dans de plus vastes proportions encore si, comme dans tous les pays d'Europe et dans les États-Unis, nous portons nos efforts de façon énergique du côté de la formation commerciale et industrielle de nos jeunes générations.

Tantôt, je disais un mot en passant de notre enseignement classique. Permettez-moi d'y revenir, M. l'Orateur, car je ne voudrais laisser naître aucun malentendu à ce sujet.

J'aime à le proclamer, j'ai la plus grande admiration pour nos collèges classiques, pour leurs fondateurs et leurs directeurs actuels. Je sais le bien que ces maisons d'éducation ont fait dans notre province. Comme le disait un jour M. Ribot, au Parlement français: "C'est dans ces collèges qu'au cours d'une instruction générale, on enseigne l'Antiquité, toutes les choses exquises qui ont fait le charme et la grâce de l'esprit humain; mais il y a autre chose dans nos sociétés modernes: il y a ce qui les fait vivre, il y a ce qui fait leur force dans les luttes économiques; il y a à côté de la haute culture, que je ne veux ni déprécier ni supprimer, il y a ce côté utilitaire qu'il peut être de bon goût de dédaigner, mais qui prend de cruelles revanches quand nous le méprisons trop".

Le temps n'est plus, Monsieur, où les carrières libérales étaient seules estimées. Les carrières commerciales et industrielles apparaissent au contraire comme les carrières de l'avenir, celles qui offrent le plus de champ aux initiatives hardies, aux énergies viriles. Et il n'avait peut-être pas absolument tort celui qui a appelé "professions créditrices" les professions du commerce et de l'industrie, et "professions débitrices", les professions libérales.

Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas abuser de la patience de cette Chambre; aussi je me hâte de terminer mes remarques.

Je vous ai dit les raisons principales qui motivent l'action du gouvernement; lorsque nous étudierons en comité ces trois mesures relatives à l'enseignement technique, je serai heureux de donner toutes les explications qu'on pourra me demander sur les questions de détails.

Qu'il me suffise pour le moment de déclarer que si nous avons étudié les systèmes adoptés dans les autres pays, nous

n'entendons pas cependant les imiter servilement. Sans doute il ne faut pas dédaigner l'expérience acquise ailleurs; mais nous devons, dans l'organisation de cet enseignement, nous laisser guider surtout par nos besoins locaux si nous voulons qu'il donne de bons résultats et rien que de bons résultats.

Et pour le succès de l'enseignement nouveau que nous nous proposons de répandre en cette province, comme, d'ailleurs, pour le développement de l'instruction en général, il nous faut plus que la coopération des membres de ce Parlement; il nous faut surtout le concours actif de l'opinion publique.

Nous avons, ces années dernières, fondé de nouvelles écoles normales de filles, et nous en fonderons encore au cours de l'année courante; nous accordons des récompenses aux instituteurs et aux institutrices qui persèverent dans la carrière de l'enseignement; nous offrons des primes aux municipalités scolaires qui font le plus d'efforts pour améliorer l'enseignement dans leurs écoles élémentaires. Il y a deux ans, nous avons doublé l'octroi spécial de \$50 000 destiné à l'instruction élémentaire, et nous espérons être en état, à la session prochaine, de porter cette allocation au chiffre de \$200 000 au moins. La semaine dernière, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionnait une loi qui permettra à l'École polytechnique de Montréal de développer davantage son enseignement et de rendre de plus grands services à ce pays. Il y a quelques jours, nous décidions de subventionner la création et le maintien d'une école d'arpentage à Québec. L'automne prochain, grâce à la munificence d'un de nos concitoyens, nous aurons, à Sainte-Anne de Bellevue, une école normale sans égale sur le continent américain, et nous pourrons désormais attribuer aux écoles publiques de la population protestante de cette province les sommes que nous dépensons actuellement pour le maintien de l'école normale McGill à Montréal.

Assurément, M. l'Orateur, tout cela est bien, tout cela est utile, tout cela indique la vie et permet d'espérer des progrès considérables. Mais il y a encore autre chose à faire; il faut de toute nécessité que nos populations apprennent à apprécier davantage les bienfaits de l'instruction, qu'elles en deviennent assoiffées en quelque sorte. Il n'y a pas de subventions gouvernementales, si considérables soient-elles, qui valent une opinion publique avertie sur les choses éducationnelles et soucieuse de l'avancement de l'instruction. Et cette opinion, c'est à la presse, c'est aux députés de cette Chambre, c'est à toutes les autorités, religieuses et civiles, qu'il appartient de la créer et de la diriger.

Il termine en faisant un chaleureux appel à toutes les bonnes volontés et en félicitant le conseil de ville de Montréal, le conseil de ville de Québec et la Chambre de

commerce du district de Montréal, d'avoir bien voulu collaborer à la fondation d'écoles techniques et d'une École des hautes études commerciales et de donner ainsi un exemple de patriotisme et de civisme éclairés aux citoyens de cette province. (Applaudissements)

M. A. Jobin (Québec-Est): Monsieur l'Orateur, il m'en coûte réellement de parler à la suite du leader de cette Chambre, mais en ma qualité de citoyen de Québec, et surtout de représentant d'un comté composé en grande partie d'ouvriers, je croirais manquer au devoir de la reconnaissance, si en leur nom et en mon nom personnel, je ne félicitais et ne remerciais le gouvernement pour l'établissement dans notre cité d'une école technique.

Cette école, dont l'objet est de développer chez les jeunes gens qui se destinent aux professions manuelles la dextérité nécessaire et les connaissances techniques, est sans aucun doute destinée à produire de réels bienfaits pour la classe ouvrière. Beaucoup plus que les écoles du soir, dont on espérait tant de bien, mais dont malheureusement on a profité si peu, cette école industrielle sera particulièrement appréciée de notre population laborieuse.

Aussi, je le crois fermement, la plupart de nos familles dirigeront leurs enfants, au sortir de l'école, non plus vers l'atelier, comme autrefois, mais vers cette école manuelle d'apprentissage, assurés que leurs enfants y deviendront d'habiles ouvriers. Car l'expérience des autres pays démontre que ces écoles sont généralement prospères. L'expérience démontre aussi que les élèves qui en sortent trouvent facilement à se placer et sont assurés d'un traitement avantageux. Car l'enseignement technique donné dans ces institutions forme des ouvriers d'élite pour les différents métiers. Aussi je considère que cette école d'apprentissage sera une oeuvre éminemment utile pour la classe ouvrière.

Bien plus, M. l'Orateur, non seulement les institutions de ce genre procurent des avantages immédiats à la population des travailleurs, mais encore elles augmentent à bref délai le rendement économique dans tout le pays. Aussi nous pouvons dire que, à l'égal des Hautes études commerciales, ces écoles techniques contribueront au progrès et à l'avancement de notre province au point de vue commercial et industriel.

Des trois grandes sources de richesse d'un pays, l'agriculture, le commerce et l'industrie, l'agriculture est incontestablement la meilleure source. Car la richesse récoltée sur les champs est le meilleur fonds de la richesse totale d'un peuple; et les classes rurales sont le meilleur fonds de sa population. C'est pourquoi le premier souci des divers gouvernements qui se sont succédé

dans l'administration de la chose publique dans cette province a-t-il été la diffusion de l'enseignement agricole.

Mais à côté de l'agriculture, l'on ne peut nier que le commerce et l'industrie ont conquis, dans nos sociétés modernes, une place qui ne saurait plus leur être enlevée ni contestée, puisqu'ils contribuent pour une si grande part à la prospérité d'une nation.

À quoi les États-Unis, l'Angleterre et l'Allemagne doivent-ils leur grande prospérité, j'allais dire supérieure à celle des autres pays? Tous les économistes s'accordent à dire que cela est dû à l'habileté de leurs commerçants et surtout de leurs ouvriers; habileté acquise à l'école des hautes études commerciales et techniques. En effet, la diffusion de la science technique pour les écoles professionnelles s'impose à tous les peuples qui veulent bien produire et se disputer les premières places sur le marché.

C'est ce qu'a compris le peuple anglais avec son bon sens supérieur. Eh bien, suivons donc l'exemple de l'Angleterre, ce pays classique de la grande industrie, et qui en même temps détient le premier rang pour l'enseignement professionnel.

Espérons que, comme en Angleterre, nos autorités municipales, aidées en cela par nos hommes riches et les gouvernements, prendront l'initiative d'écoles industrielles, dont l'enseignement variera suivant les industries locales.

Espérons que ces deux écoles techniques de Montréal et de Québec seront comme des maisons mères d'où naîtront, pour se fixer dans les différents centres de la province, des établissements similaires. Alors, grâce à la plus parfaite diffusion de la science technique, notre province pourra avoir les meilleurs ouvriers et acquérir, dans la grande et la petite industrie, une supériorité de main-d'œuvre qui stimulera à bon droit l'émulation des autres provinces.

Jusqu'ici, M. l'Orateur, il faut l'avouer, les Canadiens français se sont laissés devancer par leurs compatriotes d'origine anglaise dans les carrières commerciales et industrielles. À quoi cela tient-il? Sans admettre, avec un certain écrivain, que c'est par l'influence de la race qu'on peut expliquer la lenteur de notre développement commercial et industriel, il faut cependant tenir compte du délaissement des Canadiens français après la cession du Canada; il faut aussi tenir compte des luttes incessantes qu'ils ont eu à soutenir, pendant plus d'un siècle, pour conserver leur droit à l'existence nationale. Mais surtout, ce qui peut le mieux expliquer cette lenteur dans notre développement commercial et industriel, c'est le manque de formation spéciale à ce sujet. Eh bien, ça sera l'honneur de notre gouvernement actuel d'avoir compris ce besoin et d'y avoir remédié en fondant des écoles techniques de commerce et d'industrie.

Cet acte administratif est une nouvelle preuve que le gouvernement entend bien racheter les promesses faites à l'électorat. Comprenant que les richesses d'un pays s'accroissent avec ses lumières, le chef de l'exécutif avait fait de l'éducation le principal article de son programme politique. Et il a tenu parole. Car, à mon humble jugement, ce qui marquera le passage de l'administration actuelle aux affaires de cette province, ça ne sera pas tant l'augmentation du subside fédéral que son œuvre scolaire. Sans doute l'augmentation du subside est une œuvre importante et qui assurera à son auteur la reconnaissance de tous les citoyens. Mais la diffusion de l'enseignement, et cela dans toutes les branches de l'activité humaine, est une œuvre bien plus importante parce qu'elle est destinée à produire des fruits bien meilleurs et bien plus durables.

Aussi, je le répète, ce qui caractérisera l'action gouvernementale du ministère actuel, ça sera son œuvre scolaire. Car l'histoire dira que ce gouvernement aura imprimé un vigoureux essor à l'œuvre éducative dans cette province, tant dans l'enseignement primaire que dans l'enseignement secondaire et supérieur. Il suffira, M. l'Orateur, de se rappeler l'augmentation de l'octroi annuel pour les fins de l'éducation primaire et l'aide très substantielle à l'école polytechnique de Montréal. Il suffira encore de se rappeler la fondation d'écoles normales, d'écoles ménagères et surtout l'établissement, dans Québec et Montréal, d'écoles d'arpentages, d'écoles techniques de commerce et d'industrie, et j'espère, dans un avenir prochain, la fondation d'une école forestière destinée à assurer le recrutement du personnel de l'administration des forêts.

Voilà autant d'œuvres éminemment utiles et qui sont un gage assuré d'un bel avenir pour notre province. Et pour ce qui est de l'école technique de Québec, je puis assurer le gouvernement de la reconnaissance de tous ses citoyens, et particulièrement d'un de ses humbles représentants.

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) félicite le gouvernement qui a su répondre aussi généreusement à la confiance sans bornes qu'a ses électeurs à l'égard de l'administration libérale actuelle. La fondation de l'école technique à Québec sera un monument de confiance réciproque entre le gouvernement et les électeurs ouvriers de Saint-Sauveur. C'est là une œuvre très pratique et essentiellement patriotique.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le gouvernement du pas, si timide soit-il, qu'il vient de faire dans la bonne voie afin de promouvoir la cause de l'instruction.

Il n'existe pas de politique de parti en ce qui regarde l'éducation, mais l'éducation est la question par excellence dans la provin-

ce. Tous les efforts du gouvernement devraient lui être consacrés.

Il réserve ses remarques à ce sujet lors de la discussion des items du budget relatifs à l'instruction publique.

Sans vouloir jeter une note sombre dans le concert de louanges que suscite la présente mesure, on menace de mettre la charrue devant les boeufs; de commencer par la fin pour aboutir là par où l'on aurait dû commencer.

Une analyse de ce qui a été accompli démontre que \$10 000 ont été proposés pour l'École polytechnique à Montréal ainsi que la garantie pour un prêt de \$200 000. Quant à celle de Québec, \$10 000 lui ont également été proposés, ainsi que la garantie pour un prêt de \$100 000 et \$50 000 pour la chaire d'arpentage. Ceci est très satisfaisant pour ces institutions, mais ce n'est pas seulement par des écoles techniques qu'on rehaussera nos industries. Ce qu'il faut tout d'abord, ce sont de bonnes écoles élémentaires.

La véritable base du succès industriel et commercial d'un pays est dans l'école élémentaire. L'école technique est sans doute la cause immédiate de ce succès.

En substance, on veut créer des écoles normales nouvelles. C'est très bien, mais encore faudrait-il prouver que les écoles normales actuelles sont insuffisantes à former le nombre requis d'instituteurs ou d'institutrices pour nos besoins.

Or, les statistiques prouvent au contraire que les écoles normales actuelles sont susceptibles de pouvoir fournir chaque année un nombre amplement suffisant d'instituteurs disposés à se livrer aux diverses fonctions de l'enseignement commercial ou autre, pourvu qu'ils soient convenablement rémunérés. Or, voici précisément le point, le hic, le mal lamentable contre lequel viendront se briser tous les efforts du gouvernement, si ce dernier ne prend occasion un jour ou l'autre d'y apporter remède. C'est que les instituteurs et les institutrices d'aujourd'hui ne sont pas assez payés. Il faut les payer de façon à leur permettre d'élever convenablement leurs familles. On ne doit plus leur payer des salaires de misère.

Il ne servira de rien au gouvernement de créer de nouvelles écoles normales si ceux qui doivent en sortir se voient éloignés de la carrière de l'enseignement par les salaires de misère qu'ils y entrevoient. Il faudrait commencer d'abord par payer les maîtres d'écoles afin d'en avoir de bons et rehausser par là même le niveau de l'école primaire. Et s'il faut attendre que le peuple se décide de lui-même à payer de meilleurs salaires, on attendra longtemps.

Ce point étant réglé, le reste ira bien.

Les écoles techniques sont d'une grande valeur, les écoles élémentaires sont encore plus importantes. Elles sont le fondement de tout notre système d'instruction publique.

Tout est en souffrance aussi longtemps que l'école élémentaire est faible. Il faut donc surtout de bons instituteurs pour nos écoles élémentaires et pour cela une échelle de salaires plus élevée.

M. J.-C. Blouin (Lévis): Qu'est-ce qu'ont fait les conservateurs pendant leur long séjour au pouvoir, à ce sujet?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Je ne discute pas de cela. Cette question n'en est pas une de rouge ou de bleu. Je critique le système suivi jusqu'à ce jour, voilà tout.

L'honorable député de Lévis se croit à faire mon élection. Il voit du rouge et du bleu partout.

Je lui ferai remarquer que j'ai félicité le gouvernement. Ce n'est donc pas son acte en lui-même que je blâme mais la manière dont il s'y prend pour agir.

M. J.-C. Blouin (Lévis) déclare ne pas être satisfait de cette réponse.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): J'ai placé la question sur un terrain assez élevé pour qu'elle puisse dominer l'arène politique. Ce n'est pas le gouvernement que je critique, c'est le système suivi jusqu'ici dans le passé. Cela satisfait-il l'honorable député?

M. J.-C. Blouin (Lévis): C'est tant mieux pour vous.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Oui, tant mieux pour lui si l'honorable député de Lévis est susceptible de comprendre enfin ce que je dis.

Il parle de l'état de choses existant; des salaires de famine que l'on donne aux institutrices. Il demande au gouvernement d'y voir.

Il félicite encore le gouvernement et souscrit de tout coeur aux paroles que vient de prononcer l'honorable premier ministre.

Il croit que le gouvernement fait aujourd'hui un bon pas dans la bonne voie, bien que ce geste ne remplisse aucunement les promesses faites par le gouvernement.

Il rend témoignage à la philanthropie de Sir William MacDonald, le grand bienfaiteur contemporain de l'éducation; son don splendide a permis de fonder à Sainte-Anne de Bellevue, une école normale et une école d'agriculture. Ce don a permis au gouvernement de se relever de ses obligations à l'égard du McGill, et c'est ce qui lui permet aujourd'hui d'agir par ailleurs.

Il espère que la promesse faite par le gouvernement de doubler l'an prochain la somme attribuée aux écoles primaires se réalisera. Il espère aussi que les sommes attribuées à l'instruction ne serviront pas à d'autres fins. Il affirme que l'école normale des Ursulines était suffisante pour tous les

besoins de l'enseignement primaire. La raison de tout mal, c'est que l'on n'a pas offert de salaires suffisants aux élèves de cette école, et ces personnes ont dû refuser ces positions. Il termine en rendant hommage aux institutions enseignantes d'aujourd'hui.

M. C. F. Delâge (Québec-Comté) déclare avoir écouté avec attention le député de Laval. Il croyait que celui-ci s'était levé pour concourir dans les remarques si éloquentes de l'honorable premier ministre pour le féliciter et le remercier. Il l'a fait mais non sans restriction. Chez lui, le naturel revient au galop, il ne peut oublier qu'il est le chef de l'opposition et qu'il doit combattre et critiquer.

Il aurait dû se contenter de féliciter le premier ministre comme celui-ci le mérite.

Il en a profité pour critiquer le salaire des instituteurs, la création des nouvelles écoles normales, etc. Celles existantes sont suffisantes, d'après lui, pour les besoins de l'enseignement, mais pourquoi l'existence du Conseil central?

Le gouvernement a fait quelque chose pour obtenir le paiement d'un salaire plus élevé par le paiement des primes aux municipalités.

Le gouvernement n'a pas douté de la légitimité des demandes faites au Conseil de l'instruction publique par les évêques des différents diocèses de cette province qui connaissent la question.

Il a décidé la création de nouvelles écoles normales suite à leurs demandes. Il a rempli un des articles de son programme et il mérite non la critique mais l'approbation.

Le gouvernement n'est pas responsable du paiement des salaires. C'est le peuple qui paye, c'est sur lui que tombe cette responsabilité.

Et notre peuple est un peuple intelligent, qui désire qu'on respecte sa liberté.

L'on voudrait que l'on exerce la coercition à son égard. Le gouvernement ne suivra pas ce conseil, il usera de la persuasion. Il fera, il fait son éducation sous ce rapport.

Le député de Laval invite le gouvernement à forcer la main au peuple pour le paiement des instituteurs. Cette coercition est chose impossible. La bonne politique est celle que le gouvernement a inaugurée par ses primes aux municipalités qui font leur devoir.

Il joint sa voix aux députés de Québec-Est et de Saint-Sauveur pour remercier le gouvernement au nom de la classe ouvrière de la ville de Québec, qu'il ne représente pas, mais au milieu de laquelle il vit, au nom de la classe ouvrière qui se trouve dans son comté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): L'honorable député de Laval a fait des reproches au gouvernement au sujet des

salaires de famine aux instituteurs et institutrices. Il sait pourtant que la moyenne a augmenté depuis quelques années grâce au système de primes aux municipalités pour l'encouragement dans cette réforme.

Et lui-même, a-t-il des réformes à préciser? Il serait bon qu'il les exprime. Le gouvernement se propose d'établir une école normale de filles à Hull et à Trois-Rivières. Est-il contre ce projet? Qu'est-ce qu'il propose pour augmenter les salaires?

M. P.-É. LeBlanc (Laval) répond de façon diplomatique et rappelle le mot de lord Palmerston qui déclinait l'offre de décréter tant qu'il n'y serait pas tenu.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) insiste pour savoir quels moyens le député de Laval prendrait pour augmenter le salaire des instituteurs.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il se prononcera sur le sujet quand il sera temps.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que le gouvernement ne négligera pas les écoles élémentaires.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 25) constituant en corporation l'École des hautes études commerciales.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 25) constituant en corporation l'École des hautes études commerciales.

Adopté.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare au député de Laval que M. Isaïe Préfontaine, vice-président de la Chambre de commerce du district de Montréal, serait l'une des cinq personnes choisies parmi les membres de cette institution pour faire partie du bureau de direction de cette école.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) félicite le gouvernement pour ce choix qu'il approuve.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé

en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

École technique de Montréal

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 18) constituant en corporation l'école technique de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école technique de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou plusieurs emprunts n'excédant pas, en tout, \$200 000.00, qui seront contractés par la corporation de l'école technique de Montréal, à être créée par la loi basée sur ces résolutions, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Montréal et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Adopté.

2. Que, dans le but d'aider l'école technique de Montréal et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10 000.00.

Adopté.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts et que le reste soit appliqué aux besoins de l'école en général.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 18) constituant en corporation l'école technique de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre: bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company".

"The Continental Fire Insurance Company"

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 90) constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Édifices publics

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que le bill (no 207) amendant la loi relative aux édifices publics soit maintenant

lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

Règlements provinciaux sur les expositions

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. Quelles sont les bases prises en matière d'exposition pour la distribution des points relativement au mérite des sujets exposés?

2. Existe-t-il des règlements provinciaux sur les expositions?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Le département de l'Agriculture a publié et distribué, il y a quelques années, une brochure préparée par M. O. E. Dallaire, conférencier agricole, sur l'échelle de points qui doit guider les juges aux expositions.

2. Les lois provinciales qui régissent les sociétés d'agriculture et les règlements du Conseil d'agriculture.

Élevage d'animaux

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): Le ministère de l'Agriculture peut-il fournir, ou au moins indiquer, les ouvrages contenant la description très détaillée des meilleures races d'animaux pouvant s'acclimater au pays, savoir: chevaux, vaches, moutons, porcs, poules, dindes et canards?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Le ministère de l'Agriculture a publié, depuis une quinzaine d'années, des traités spéciaux qui ont été distribués, sur les diverses races d'animaux que l'on peut élever en ce pays et dont la liste est ci-dessous donnée:

Manuel d'agriculture, par Ed. A. Barnard.

Traité de l'élevage du bétail, par le Dr J. A. Couture.

Bulletin sur l'élevage du mouton, par A. R. Jenner-Fust.

Bulletin sur le mouton, par Casgrain.

Le poulailler de la ferme, par Alex. Santerre.

L'élevage des porcs, par Alex. Santerre.

Élevage, alimentation et soins généraux de la volaille, Bulletin de la ferme expé-

mentale d'Ottawa, par A. G. Gilbert et Victor Fortier.

Rapports de la ferme expérimentale d'Ottawa (chapitres sur les volailles).

Journaux d'agriculture

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): Quels sont, dans cette province, les principaux journaux, anglais et français, s'occupant d'agriculture et d'élevage spécial et général?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Le Journal d'agriculture et d'horticulture de la province de Québec, dans les deux langues.

Droits pour construction de maisons de justice dans Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval): À combien se sont élevés les droits imposés en vertu du tarif actuellement en force, dans le district de Montréal, en rapport avec la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulée: "Acte pour pourvoir à la construction de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada", pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1906?

L'honorable A. Tessier (Rimouski):

En argent	\$ 2 226 23
En timbres	39 173 71
	<u>\$41 399 94</u>

Construction du palais de justice de Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. À quelle date a été construit le palais de justice de Montréal?

2. Combien a-t-il coûté en construction et réparations, jusqu'au 30 juin 1906?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. De 1851 à 1857.

2. Avant la Confédération: Construction et réparations	\$ 338 675 40
Depuis la Confédération:	
Construction	\$1 236 135 33
Réparations	171 483 50
	<u>1 407 618 92</u>
	<u>\$1 746 294 32</u>

Il y a, de plus, \$11 692.04 payés par le shérif de Montréal, depuis 1868 à 1906, provenant des montants reçus par lui pour le fonds des bâtisses et des jurés pour réparations au palais de justice et à la prison; la proportion dépensée pour chacun de ces édifices n'est pas indiquée dans les comptes publics.

Réparation de la prison de Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Combien la prison de Montréal a-t-elle coûté en frais de réparation depuis le 30 mai 1849.

L'honorable A. Tessier (Rimouski):

Avant la Confédération \$ 22 354 07
 Depuis la Confédération 88 817 24
 \$111 171 31

Il y a, de plus, \$11 692.04 payés par le shérif de Montréal, depuis 1868 à 1906, provenant des montants reçus par lui pour le fonds des bâties et des jurés pour réparations au palais de justice et à la prison; la proportion dépensée pour chacun de ces édifices n'est pas indiquée dans les comptes publics.

**Distribution du livre
 La province de Québec
 par A. Girard**

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Combien d'exemplaires du livre La Province de Québec, par M. Alexandre Girard, ont-ils été distribués en rapport avec l'exposition de Liège?

2. Par qui cette distribution a-t-elle été faite?

3. Le commissariat canadien à l'exposition de Liège a-t-il favorisé ou découragé cette distribution?

4. Dans l'un ou l'autre cas, de quelle manière?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Près de dix milles exemplaires.

2. Par le baron de l'Épine.

3 et 4. Le baron de l'Épine nous a fait part que la commission canadienne avait refusé de laisser faire la distribution de cette brochure dans les bâties d'exposition du Canada.

**Vente de liqueurs spiritueuses
 à La Tuque**

M. G. Lafontaine (Maskinongé): 1. Le gouvernement a-t-il accordé une licence pour la vente des liqueurs spiritueuses à La Tuque, depuis le 1er janvier 1906?

2. Dans l'affirmative, à qui cette licence a-t-elle été accordée?

3. À quelles conditions?

4. Combien a-t-il payé pour cette licence?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Non.

**Réviseurs des listes électorales
 à Montréal**

M. C. E. Gault (Montréal no 5): Quels ont été les réviseurs pour la dernière révision des listes électorales pour les six divisions électorales de la cité de Montréal?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Le juge F.-X. Choquet, M. A.-L. DeMartigny et M. A. R. Hall.

**Infractions à la loi des licences
 dans Lévis**

M. A. W. Giard (Compton): 1. Y a-t-il des hôteliers demeurant dans la ville de Lévis qui ont payé l'amende pour infraction à la loi des licences, depuis le 1er juillet 1905?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms de ces hôteliers et la date de leur condamnation respective?

3. Quel montant ont-ils payé chacun?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Oui.

	Date	Amende	Frais
Joseph Leclerc	5 sept. 1905	\$30 00	\$8 02
Wm. Lawlor	4 sept. 1906	30 00	8 03
Wm. Lawlor	15 nov. 1906	50 00	13 56
Joseph Leclerc	22 nov. 1906	50 00	8 06
Odilon Octeau	22 nov. 1906	50 00	8 06
X. Guérin	22 nov. 1906	50 00	8 46
Chas. Moisan	8 janv. 1907	50 00	8 20

École technique de Québec

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 13) constituant en corporation l'école technique de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

* Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'école technique de Québec. Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris

connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à garantir, aux conditions qu'il jugera convenables, le paiement du capital et de l'intérêt d'un ou de plusieurs emprunts n'excédant pas, en tout, \$100 000.00 qui seront contractés par la corporation de l'école technique de Québec à être créée par la loi concernant l'école technique de Québec, afin d'assurer la construction d'un édifice convenable pour l'école technique de Québec et afin de lui permettre de se procurer des bibliothèques, des laboratoires, des ateliers et l'aménagement nécessaire en général.

Adopté.

2. Que, dans le but d'aider l'école technique de Québec et de reconnaître les services qu'elle est appelée à rendre à la province, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'allouer à ladite école une somme annuelle de \$10 000.00.

Adopté.

3. Que les sommes souscrites et payées par le gouvernement soient d'abord employées à faire le service des intérêts et de l'amortissement du ou des emprunts, et que le reste soit appliqué aux besoins de l'école en général.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 13) constituant en corporation l'école technique de Québec.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 13) constituant en corporation l'école technique de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses

travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

"Canadian Nurses Association"

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que l'honoraire payé pour le bill (no 129) constituant en corporation "The Canadian Nurses Association" soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Demande de documents:

Vente de liqueurs spiritueuses à La Tuque

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et toutes personnes travaillant ou demeurant à La Tuque, depuis le 1er juillet 1906, en rapport avec le retrait de la licence accordée pour la vente de liqueurs spiritueuses à La Tuque.

Il déclare qu'il désire attirer l'attention du gouvernement sur des abus causés par la boisson à La Tuque, où l'on construit actuellement un chemin de fer.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) dit qu'il y a là matière à sérieuse réflexion.

M. P.-C. Neault (Champlain) se déclare très surpris de ce qu'a dit le député de Maskinongé. Il défie qui que ce soit de prouver quelque chose de repréhensible dans un hôtel. Lui-même est souvent à La Tuque et c'est la première plainte qu'il entend. S'il y avait eu des abus, il aurait été le premier à en demander la suppression.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) félicite d'une façon ironique l'opposition de sa croisade de tempérance. Après l'Aquarium, c'est La Tuque. On croirait à une tendance vers la prohibition.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Pas tant que cela.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Il n'y a pas eu de plainte contre le porteur actuel de licence. Le gouvernement a le droit d'accorder une licence à cet endroit. Dans tous les cas, il surveillera d'une manière toute particulière ce territoire non organisé.

Le gouvernement verra également à ce que les licences dans les territoires non organisés soient octroyées avec la plus gran-

de prudence.

La proposition est adoptée.

Confection des listes électorales à Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose que le gouvernement produise les plaintes entendues devant les réviseurs des listes électorales dans chaque cas, pour les divisions électorales de Montréal suivantes: no 2 (Saint-Jacques), no 3 (Saint-Louis), no 4 (Saint-Laurent), no 5 (Saint-Antoine) et no 6 (Sainte-Anne), depuis le 1er décembre 1906.

Il cite plusieurs faits qui sont venus à sa connaissance relativement à la révision des listes électorales. Les abus les plus répréhensibles à cet égard ont été signalés dans la division Saint-Jacques de Montréal, la division électorale de l'honorable premier ministre.

On y a relevé près de cinq cents noms tant chinois, juifs, qu'étrangers divers, dont l'inscription frauduleuse sur les listes électorales a été prouvée. Des agents électoraux allaient de buvette en buvette, de pool-room en pool-room, afin d'enregistrer les noms de quiconque n'y mettait pas d'objection sur une promesse quelconque.

Les déclarations assermentées étaient reçues par certains quidams chez qui le désir d'être aveugle faisait oublier la nécessité d'ouvrir les yeux.

Entre autres, dans la division de Saint-Louis, MM. Sincennes, Pelletier et Deslauriers, employés du Canada, ont fait du zèle en recrutant des électeurs chinois et autres.

Il demande une modification de la loi électorale propre à réprimer les abus existants. Le député de Laval demande au procureur général d'instituer une enquête au sujet des fraudes qu'il vient de mentionner. Il n'y a pas là question de simple étourderie de la part des jeunes gens, mais l'application de tout un système organisé par des experts du genre afin de frauder les élections.

Il croit que la loi électorale devrait être amendée. La révision devrait se faire immédiatement avant chaque élection, ce qui aurait peut-être pour effet de faire cesser quelque peu le système des télégraphes.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que le gouvernement est bien disposé à accueillir tous les amendements possibles à la loi électorale, pourvu qu'on le convainque qu'on peut avoir une meilleure loi.

Il admet que notre loi électorale ne soit pas la plus parfaite qui existe.

A tout événement, la loi actuelle s'applique autant aux libéraux qu'aux conservateurs.

Il rappelle au député de Laval que la loi dont il se plaint est l'oeuvre d'un gouvernement conservateur.

Quant aux documents que le député de Laval demande, ils sont trop volumineux pour être produits. Il y a eu 12 000 plaintes déposées et cela formerait un volume gros comme la moitié du trône de l'Orateur. La poursuite d'une enquête coûterait \$4 000 ou \$5 000 à la province.

Il se déclare pourtant prêt à accorder une enquête sur toute plainte qui pourra être trouvée justifiable.

M. G. Langlois (Montréal no 3) estime que la loi électorale pourrait être amendée avec avantage, mais il croit que la révision des listes s'est faite cette année d'une façon normale.

Il proteste contre les remarques du député de Laval et affirme que MM. Sincennes, Pelletier et Deslauriers n'ont fait que suivre l'exemple des agents de M. Ames, organisateur conservateur.

Ces employés du Canada ont fait oeuvre de bons citoyens et de bons libéraux. Ce que le Canada a fait pour les listes électorales, le Herald et le Star l'ont fait également. Toute la tempête soulevée par le député de Laval est une tempête dans un verre d'eau.

Il déclare enfin que, si l'on demande une enquête, il l'acceptera.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) reproche au député de Montréal no 3 de ne voir en toutes choses que du rouge et du bleu. Le député de Saint-Louis prend, du reste, la mouche trop facilement. Il est un peu comme Don Quichotte.

Je veux, dit-il, rester dans les limites de la stricte modération. Il en donne pour preuve l'omission de certains noms qui mériteraient peut-être d'être mis au grand jour. Les plaintes sont au nombre de 800. Un simple clerc du département pourrait en peu de temps avoir la production de tous ces documents.

Il déclare que dans le bureau même du greffier de Montréal, des employés du bureau avaient fabriqué de toutes pièces des listes électorales au profit du parti libéral. Il en a des preuves nombreuses et elles lui servent de motifs pour demander l'enquête.

Il attaque le député de Saint-Louis.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande au député de Laval de donner la preuve de ce qu'il avance. Quant à lui, il est prêt à faire arrêter les coupables immédiatement si le député de Laval prouve ses avancés.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): L'honorable premier ministre croit-il que je les ai sous la main?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Les aurez-vous demain? Et nous procéderons

dès demain à une enquête.

M. G. Langlois (Montréal no 3): Il importe que le député de Laval précise les faits qu'il insinue.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Serez-vous prêt demain?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Bien non. On est en session.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): C'est vrai. Vous n'êtes jamais pressé. Alors, quand serez-vous prêt? Quand donnerez-vous vos preuves?

M. P.-É. LeBlanc (Laval) s'engage à fournir après la session toutes les preuves dont on aura besoin pour mener l'enquête à bien, si on le veut.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Alors, vous allez retirer votre motion ou la modifier.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Oui, demain.

La proposition est retirée.

Achat de concasseurs

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé indiquant:

1. Le nom de chaque municipalité qui a demandé au gouvernement un octroi pour l'achat d'un concasseur ou d'une machine à chemin quelconque, depuis le 1er juillet 1892 jusqu'à ce jour.

2. Le nom de chaque municipalité qui a obtenu tel octroi.

3. Le montant octroyé et réellement payé dans chaque cas.

4. Le nom de la personne à qui l'octroi a été payé.

5. La nature et le prix de la machine à chemin à l'achat de laquelle le gouvernement a ainsi contribué.

Il déclare que cette demande est simplement pour se renseigner et pour savoir si le gouvernement continue cette politique.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Les documents seront produits. Il n'y a rien de changé dans cette politique.

La proposition est adoptée.

Nomination d'un conseiller municipal à la Malbaie

M. P. D'Auteuil (Charlevoix) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), qu'une humble adresse soit

présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant la Chambre copie de la correspondance, déclarations, rapports et tous documents et recommandations se rapportant à la nomination, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, d'un conseiller municipal pour le village de la Malbaie, en 1907.

Adopté.

Droits pour construction de maisons de justice dans Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé donnant, année par année, le montant des droits perçus dans le district de Montréal, en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulée "Acte pour pourvoir à la construction et réparations de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada".

Adopté.

Crédit municipal canadien

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire supplémentaire payé pour le bill (no 125) amendement la charte du Crédit municipal canadien, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, attendu que les promoteurs ont envoyé le bill dix jours avant la session, se conformant ainsi à l'ancienne règle de la Chambre, et ignorant complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs

M. E. Roy (Montmagny) propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. A. Morisset), que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (no 131) constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs, soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Construction d'église à Saint-Prime

M. G. Tanguay (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. L.-A. Taschereau), que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (no 142) concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime, soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

Charte de Fraserville

M. N. Dion (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Matane (M. D. Caron), que l'amende de \$300.00 payée pour le bill (no 120) amendement la charte de la ville de Fraserville, 1903, soit remise, vu que les promoteurs ont envoyé le bill et la requête pendant la session et qu'ils ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Mines

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande au ministre de la Colonisation (l'honorable J.-B.-B. Prévost) des explications concernant plusieurs résolutions.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose:

1. Que, si au cours de l'exploitation d'une des mines abandonnées en vertu de l'article 1425 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 20, section 1, et remplacé par la loi 1 Édouard VII, chapitre 13, section 1, il est découvert de l'or ou de l'argent en quantité exploitable, le propriétaire exploitant pourra, dans les trois mois à compter de la mise en demeure par le département, en obtenir la concession de préférence à tout autre, au prix ordinaire des métaux supérieurs.

Adopté.

2. Que les concessions minières comprendront, outre l'attribution ordinaire de cinq pour cent pour les chemins:

1. Dans les territoires non subdivisés, une étendue variant de cent à quatre cents acres, par sections de cent acres, séparées les unes des autres, ou formant un tout de cent, deux cents, trois cents ou quatre cents acres; chaque section mesurant treize chaînes de largeur sur quatre-vingts chaînes et quatre-vingts chaînons de profondeur.

2. Dans les cantons arpentés et subdivisés et dans les seigneuries, une étendue variant de un à quatre lots, pris séparément ou formant un seul lopin de terre,

tels que décrits aux plans des arpentages ou du cadastre, selon le cas; chaque concession ne devant pas excéder quatre cents acres ni admettre de fractions de lots, sauf les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 1443.

Que les petites îles ou îlots, les lots de grève ou en eau profonde et les résidus de lots dont parties sont déjà affectées aux mines seront vendus pour la contenance qu'ils comporteront.

Adopté.

3. Que tout propriétaire de terrain minier, de même que tout porteur de permis d'exploration ou d'exploitation aux termes du paragraphe 9 de la section IX de la loi des mines de Québec, pourra vendre, céder, transporter ou aliéner les droits lui résultant de son titre de propriété ou de son permis, en communiquant une copie authentique ou un double des vente, cession, transport au ministre qui en fera faire un enregistrement sommaire dans un registre spécial, moyennant un honoraire de dix piastres.

Que toute vente, cession ou transport non ainsi enregistré sera nul à l'égard de la couronne.

Que l'enregistrement sera fait dans les trente jours à la diligence de l'une ou de l'autre des parties intéressées. Que l'enregistrement subséquent à ce délai sera valide mais pourra être opposé aux transactions de dates postérieures seulement.

Adopté.

4. Qu'une vente de concessions minières formant plus de quatre cents acres ne pourra être faite à une même personne dans un rayon de cent milles, dans la même année.

Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura néanmoins le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres.

Adopté.

5. Qu'il ne sera pas accordé de permis d'exploration à une même personne couvrant plus de vingt-cinq milles carrés dans les territoires non arpentés, ou plus de trente lots de cent acres dans les territoires subdivisés, dans un rayon de cent milles. Que le porteur qui aura transporté son permis en tout ou en partie pourra en obtenir un autre pour une étendue égale à la portion cédée.

Que les permis actuellement en vigueur demeureront cependant renouvelables à la discrétion du ministre jusqu'au premier de janvier 1908, quelles que soient l'étendue et la situation des terrains qu'ils couvrent.

Adopté.

6. Qu'un permis pour le surplus d'un territoire contigu à une concession minière sera nul à compter de ladite concession si celle-ci comporte le maximum d'étendue attribuable à la même personne, en conformité de l'article 1443 des statuts refondus;

sinon, le permis demeurera en vigueur, mais avec privilège d'achat en faveur du concessionnaire ou de ses représentants pour le complément dudit maximum seulement.

Adopté.

7. Que lors de la demande d'achat de concessions minières et de la production des documents indiqués dans la loi des mines, le requérant sera tenu de payer au département le prix entier des concessions minières qu'il veut acquérir aux taux établis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra changer les prix, termes et conditions des permis d'exploration et d'exploitation et augmenter le prix des concessions minières.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues pour la première fois.

Documents concernant les mines

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) annonce qu'il a mis trois employés surnuméraires au travail afin de produire les tableaux demandés par le député de Laval.

Construction de prison dans le district de Montréal

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison à Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire ériger, sous le nom de prison centrale, une prison convenable, sur la propriété achetée par le gouvernement de cette province pour cette fin au Sault-au-Récollet, en vertu de l'ordre en conseil du 31 janvier 1891.

Adopté.

2. Que cette prison devra posséder les dimensions suffisantes pour servir de prison commune pour le district de Montréal. Qu'elle sera construite sur la surveillance et

d'après les instructions du ministre des Travaux publics et du Travail, conformément aux plans, spécifications et estimés qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que le coût de construction de cette prison ne sera pas imputable au fonds du revenu consolidé de la province, mais que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même les deniers publics, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de cette construction, et ces avances seront remboursées à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé afin de rencontrer, en tout ou en partie, le coût de la construction de cette prison, à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations émises sur le crédit de la province et dont l'intérêt et le principal seront imputés au fonds spécial ci-après mentionné.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) veut savoir d'où proviendront les fonds nécessaires à cette construction.

Il y a déjà une partie des revenus des timbres judiciaires qui est affectée à la construction des bâties publiques de justice et il ne voudrait pas que le district de Montréal, qui a déjà fourni plus que sa part, soit surchargé.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond qu'il espère n'avoir pas besoin d'impôts nouveaux.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'on devrait pouvoir trouver ailleurs, à même les revenus judiciaires, les ressources nécessaires pour reconstruire cet édifice.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) dit qu'il n'y aura pas de charge excessive pour les contribuables de ce district.

La résolution est adoptée.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose:

4. Que les obligations seront émises pour le terme de cinquante ans à compter de leur date, et porteront intérêt au taux de quatre pour cent par année, payable annuellement, qu'elles seront faites en la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, à l'endroit qu'il indiquera.

Adopté.

5. Que, quand le lieutenant-gouverneur en conseil le jugera à propos, ces obligations

pourront être rachetées en tout temps après l'expiration de vingt-cinq ans à compter de leur date, après avis d'un an dans la Gazette officielle de Québec. Qu'à l'expiration de cet avis, l'intérêt sur icelles cessera de courir.

Adopté.

6. Que, pour le rachat de ces obligations, il sera créé un fonds d'amortissement annuel d'un montant qui, avec l'intérêt annuel sur icelui au taux de trois pour cent par an, sera suffisant pour rembourser en cinquante ans le principal desdites obligations.

Que ce fonds d'amortissement annuel sera déposé entre les mains du trésorier de la province, et ajouté à l'intérêt annuel sur les obligations, il formera une annuité d'un montant suffisant pour racheter ces obligations, en principal et intérêt en cinquante ans.

Adopté.

7. Que le montant de ladite annuité sera imputable aux fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112.

Adopté.

8. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à vendre la prison actuelle et à affecter le produit de cette vente au fonds pour le rachat desdites obligations, en principal et intérêt.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) demande la permission d'introduire un bill (no 21) concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Octroi de privilèges par les municipalités

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): L'honorable premier ministre croit-il en cette mesure?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Certainement, et je la crois bonne. Elle est la résultante d'un vœu populaire hautement manifesté. Le mouvement part de Montréal, il est vrai, mais la mesure s'applique à toute

municipalité. Le mouvement est respectable. Le principe reçoit son application en maints pays.

Des lois semblables existent aux États-Unis, en Ontario et dans de très nombreux pays en Europe.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) déclare qu'il n'a aucune objection au principe du bill, mais il doute que celui-ci réponde à tous les objectifs attendus.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) répond que le projet est libéral et qu'il ne manquera pas de produire de bons résultats. Le référendum existe dans plusieurs pays et le principe s'en trouve même dans nos lois. C'est le peuple qui gouverne après tout. Le peuple demande la nouvelle loi.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Il n'y a pas de mal.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): S'il n'y a pas de mal, faisons-en l'expérience.

La proposition est adoptée sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La séance est levée à 11 h 15.

Séance du 9 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 11 heures.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 20) amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure.

Il explique que l'objet de ce bill est d'ajouter un autre juge à la Cour supérieure de ce district; ce qui a été demandé par le barreau de ce même district.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Mines

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que les 8 résolutions concernant les mines de Québec, rapportées du comité général vendredi le 8 mars dernier, soient maintenant lues pour la deuxième fois.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) n'entend pas approuver les résolutions avant d'avoir pris connaissance de certains documents que le ministre de la Colonisation est à faire préparer.

Adopté sur division.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que les résolutions soient adoptées par la Chambre.

Les résolutions sont adoptées.

Il est ordonné que les résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 196) amendant la loi des mines de Québec.

Loi des mines de 1892

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 196) amendant la loi des mines de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général. Les amendements sont lus pour la première fois.

**Octroi de privilèges
par les municipalités**

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier

le bill (no 213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Construction de prison dans
le district de Montréal**

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier), que le bill (no 21) pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Une courte discussion s'ensuit.

La proposition est adoptée sur division.

Droits des créanciers

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 183) remplaçant l'article 2054 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Donations d'immeubles

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 173) amendant l'article 2098 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Loi de la chasse

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 166) amendant la loi de la chasse.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et

demande la permission de siéger de nouveau.

Signification de l'avis spécial

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 199) amendant l'article 291 de la loi de l'instruction publique relativement à la signification de l'avis spécial.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la pêche

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 187) amendant la loi de la pêche.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ventes de droits de pêche

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 189) amendant les statuts refondus concernant les ventes de droits de pêche faites par les colons.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Registre de l'état civil

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 210) légalisant un certain registre de l'état civil soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnie de chemin de fer de Québec au lac Champlain

M. C.-E. Côté (Saint-Sauveur) propose, appuyé par le représentant d'Yamaska (M. É. Ouellette), que l'honoraire payé pour le bill (no 134) constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Québec au lac Champlain soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Vente de M. Labranche à l'hôpital général de Montréal

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 38) déclarant légale la vente du lot no 238, du cadastre du quartier Saint-Louis, Montréal, faite par dame Marceline Labranche et al, à la société de l'hôpital général de Montréal et ratifiant le contrat de cette vente, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill concerne un hôpital.

Adopté.

"Mattawin Lumber Company"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'amende de \$300 payée pour le bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company" soit remise, attendu que les promoteurs ont envoyé le bill et la requête dix jours avant la session, ignorant complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

M. Frederick Parker Walton

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. W. F. Vilas), que l'amende payée pour le bill (no 141) autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres après examen, soit remise, vu que l'assemblée du Conseil général du barreau, dont

l'approbation était nécessaire pour faire publier l'avis de la pétition concernant ce bill, n'a pas eu lieu en temps pour donner l'avis prescrit.

Adopté.

Société des artisans canadiens-français

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 48) amendement la charte de la Société des artisans canadiens-français soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de bienfaisance.

Adopté.

Hôpital Alexandra

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. W. F. Vilas), que l'honoraire payé pour le bill (no 135) amendement la charte de l'hôpital Alexandra soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne un hôpital.

Adopté.

Interpellations:

Fréquentation scolaire à Montréal

M. J.-O. Mousseau (Soulanges): 1. Les statistiques officielles permettent-elles au gouvernement d'établir le chiffre des enfants qui, à Montréal, ne fréquentent aucune école? 2. Dans l'affirmative, quelle est la proportion?

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska): 1. et 2. Non.

Modifications aux règlements de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que les amendements suivants soient faits aux règles de procédure de cette Chambre:

1. "Que le premier paragraphe de la 58ème règle soit amendé en remplaçant le mot "huit" par le mot "quinze", dans la sixième ligne dudit paragraphe, tel que reproduit dans le Manuel de l'Assemblée législative.

Des députés déclarent que la règle 58 a des résultats heureux pour la dépêche des affaires.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 2. "59a. (1). Tous les bills privés rapportés à la

Chambre par un comité peuvent, en une seule motion pour que l'Orateur laisse le fauteuil, être renvoyés à la fois à un comité général de la Chambre, et ce comité peut examiner un ou plusieurs de ces bills et en autoriser le rapport à une même séance.

(2). À l'expiration de l'heure attribuée aux bills privés, le président à la levée de la séance du comité rapporte à la Chambre les bills examinés par le comité, et le bill à l'étude, quand finit l'heure, retient sa place à l'ordre du jour pour la prochaine séance.

3. La 67ème règle est remplacée par la suivante:

"67. Aucun amendement à un bill privé, excepté quant à la forme, ne peut être proposé en comité général, ou à la troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement avis par l'inscription au feuillet des ordres de la séance.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) et MM. L.A. Taschereau (Montmorency) et P.-E. LeBlanc (Laval) discutent de l'amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): 4. Le second paragraphe de la 86ème règle est remplacé par le suivant:

"2. Toute pétition qui ne porte pas atteinte aux privilèges de la Chambre et qui peut être reçue conformément aux règles et à la pratique, est apportée au bureau de la Chambre, à la séance qui suit sa présentation sur l'ordre de l'Orateur, et celui-ci ne peut permettre aucun débat au sujet de cette pétition. Mais la pétition peut être lue par le greffier, s'il en est ainsi ordonné; et si elle demande le redressement devenu urgent de quelque grief personnel, la Chambre peut immédiatement entamer la discussion sur ce sujet.

5. La 85ème règle est remplacée par la suivante:

"85. Un député qui présente une pétition doit apposer son nom au dos d'icelle et se borner à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre des signataires et les principales allégations qu'elle renferme.

Une pétition peut être écrite, clavigraphiée ou imprimée; mais la page qui contient les conclusions doit porter au moins trois signatures, s'il y a plus de deux pétitionnaires".

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le débat soit ajourné.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Séance du 11 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Introduction de bills:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 193) amendant la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

Il explique que, spécifiquement, les taxes seront imposées sur toute compagnie, etc., louant ou affermant des chars-dortoirs ou palais circulant dans les limites de la province; sur toute compagnie de chemin de fer tenant un ou plusieurs hôtels dans la province; sur les compagnies d'assurance mutuelle; sur toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans la province.

Douze cents piastres, sur le montant du capital versé, s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille piastres; quinze cents piastres, s'il excède cent mille piastres mais n'excède pas un million de piastres; deux mille piastres, s'il excède un million de piastres, mais n'excède pas deux millions de piastres; et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que trois mille piastres ni plus que cinq mille piastres, s'il excède deux millions de piastres; sur toute compagnie d'express, etc., étrangère à la province de Québec; sur toute compagnie d'express, etc., étrangère à la puissance du Canada; sur toute compagnie de chemin de fer possédant, exploitant ou employant un chemin de fer à vapeur ou électrique; sur les sociétés, etc., dont le bureau principal ou la principale place d'affaires est en dehors de la puissance du Canada.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Il explique que le bill a pour but d'amender la loi relative aux droits sur les successions, à l'effet que lorsqu'une succession, ou partie de succession, don ou legs transmis en vertu de la loi de Québec relative aux droits sur les successions, est dévolu à une personne domiciliée ou à une association ayant son principal bureau d'affaires en dehors de l'empire britannique, un droit additionnel de cinq pour cent sera payé sur la valeur de cette succession, ou partie d'icelle, don ou legs en sus du droit déjà

exigé.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 30) amendant la loi des licences de Québec.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) demande la permission d'introduire un bill (no 212) amendant la loi du barreau.

Il explique que le but du bill est de prévenir que des personnes se fassent passer pour des avocats alors qu'elles ne le sont pas et de prévenir également que des contrats soient conclus entre des membres du barreau et des agences de collections. Il veut défendre aux avocats certaines "accointances" avec des agences de collection, où toutes les questions juridiques de ces agences sont confiées à des avocats mais à des conditions que le barreau de la province considère comme non professionnelles.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 211) concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts.

Il explique qu'étant donné la destruction récente de l'édifice du *Daily Telegraph*, où se faisaient toutes les impressions en langue anglaise du gouvernement, le travail de session aurait été grandement retardé s'il avait été nécessaire d'attendre l'impression de tous les bills en anglais. Les députés anglais de cette Chambre ont accepté de renoncer à leur droit d'avoir des copies en anglais, et ce bill autorisera l'émission des statuts en français avant qu'ils ne soient imprimés en anglais.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 215) amendant la loi des cités et villes, 1903.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

- bill (no 24) concernant le coroner du district de Québec;
- bill (no 102) concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 101) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale;
- bill (no 105) amendant la charte de la cité de Montréal.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominingue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie;
- bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount;
- bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company";
- bill (no 139) validant la vente et adjudication par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885.

Administration générale à Montréal

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 101) amendant la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale. Les amendements sont lus pour la première fois.

Charte de Montréal

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 105) amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus pour la première fois.

Paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominingue

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominingue et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie. Les amendements sont lus pour la première fois.

Charte de Westmount

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount. Les amendements sont lus pour la première fois.

"Mattawin Lumber Company"

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Vente de O.-A. Richer à T. Hannah

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 139) validant la vente et adjudication par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du trois juillet 1885. Les amendements sont lus pour la première fois.

Dépôt de documents:

Mort de C. Drake de Compton

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 19 février 1907, pour production d'une copie de rapport, correspondance et documents se rapportant au décès de Clarence Drake, de Compton, arrivé le 29 décembre 1906. (Document de la session no 79)

Destitution de l'agent des terres de New Carlisle, M. W. Maguire

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1907, demandant la production de copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution du docteur W. Maguire, agent des terres à New Carlisle, et à toutes les personnes qui l'ont remplacé depuis. (Document de la session no 80)

Destitution de l'agent des terres de Carleton, M. N. Arsenault

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1907, demandant la production de copie de tous ordres en conseil, correspondance et documents se rapportant à la destitution de M. N. Arsenault, agent des terres à Carleton, et à toutes les

personnes qui l'ont remplacé depuis. (Document de la session no 81)

Sociétés de colonisation

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1906, pour la production d'une liste des noms des diverses sociétés de colonisation en cette province et la production d'une copie de leur constitution. (Document de la session no 82)

Nomination d'un conseiller municipal à La Malbaie

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 8 mars 1907, pour la production d'une copie de la correspondance, déclarations, rapports et tous documents et recommandations se rapportant à la nomination, par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, d'un conseiller municipal pour le village de Malbaie, en février 1907. (Document de la session no 83)

Documents concernant le voyage de M. Prévost en Belgique

M. P.-É. LeBlanc (Laval) réclame l'attention de la Chambre pour une question de privilège. Il fait remarquer que, la semaine dernière, il avait cru que l'honorable premier ministre déposerait toute la correspondance concernant l'abbé Arts et la correspondance publique et officielle avec le baron de l'Épine.

Il se rend compte que la correspondance n'a pas été déposée au complet. Il fait particulièrement allusion à la lettre écrite au premier ministre par messieurs Drouin, Pelletier (1), Baillargeon et Saint-Laurent, avocats de l'abbé Arts, lui expliquant comment le travail d'immigration de l'abbé Arts avait dû cesser, et demandant la rétractation de certaines accusations calomnieuses portées contre l'abbé et faites par l'honorable ministre de la Colonisation devant la Chambre.

Il se dit surpris que cette lettre ne soit pas déposée. Cela, prétend-il, est une infraction à un ordre de la Chambre par le gouvernement et une atteinte à ses privilèges en tant que membre de la Chambre.

De plus, il existe d'autres documents, dont celui relatant la position dans laquelle se trouvait l'abbé en Belgique et aussi une lettre du baron de l'Épine à l'abbé Arts.

L'honorable ministre de la Colonisation a attaqué l'abbé Arts en Chambre d'une manière scandaleuse. L'abbé est un prêtre de bonne réputation et, dans la lettre en question, il se défendait des attaques dirigées contre lui. C'est une honte qu'elle n'ait pas

été déposée avec le reste de la correspondance.

Au nom de la justice, il exhorte le premier ministre de produire ces lettres qui sont la protestation d'un étranger que nous devons recevoir de bonne grâce afin de conserver la réputation d'hospitalité et de bienveillance de notre peuple.

Il commence à lire des extraits de la lettre de l'abbé Arts racontant comment son travail d'immigration a dû cesser, afin de montrer que cette lettre a un caractère officiel et public.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

interrompt le député de Laval en soulevant un point d'ordre à l'effet qu'un député n'a pas le droit de lire des documents qui ne sont pas déposés devant la Chambre.

Il lit l'ordre de la Chambre concernant cette question:

"1. Un état complet et détaillé des dépenses de l'honorable ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries en rapport avec son voyage en Belgique avec quelques-uns des officiers ou employés de son département, depuis le 1er janvier 1906.

"2. D'un état complet et détaillé des dépenses de M. le baron de l'Épine et de M. l'abbé Arts en rapport avec le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, depuis le 1er juillet 1905.

"3. D'une copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés, et M. l'abbé Arts ou M. le baron de l'Épine, depuis le 1er janvier 1906 jusqu'à ce jour, et des pièces et annexes qui accompagnent telle correspondance."

Il n'est pas question de l'honneur de l'abbé Arts, il s'agit de savoir si nous avons produit toute la correspondance officielle de l'abbé Arts et du baron de l'Épine. J'affirme que nous l'avons fait. Nous sommes prêts à soumettre tous les documents officiels que l'on nous demandera. Mais la lettre de MM. Pelletier & Cie peut-elle être considérée comme une communication officielle de l'abbé Arts?

La lettre en question n'a pas été écrite par l'abbé Arts, mais par une firme d'avocats. Il n'a pas l'intention de la déposer, à moins d'y être forcé par un ordre de la Chambre. Les avocats sont des personnes qui ne font pas partie de la Chambre.

L'opposition monte des accusations contre un ministre et demande ensuite de les faire produire à la Chambre, sous forme de documents officiels, afin de pouvoir les exploiter impunément.

Si vous avez des accusations à porter contre un membre du cabinet, demandez régulièrement une enquête, nous l'accorderons.

D'ailleurs, nous invitons la Chambre à décider si nous avons obéi à son ordre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) répond que si l'honorable premier ministre soulève une question d'ordre, lui-même soulève une question de privilège. Le gouvernement n'a pas obéi à l'ordre de la Chambre de produire toute la correspondance demandée. Il manque des documents. Le premier ministre, ainsi que n'importe quel autre membre de la Chambre, doit obéir à l'ordre de la Chambre.

Il reprend la lecture d'un des documents.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): L'honorable député n'a pas le droit de lire ce document.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) réplique qu'il ne se plaint pas de ce qui a été déposé, mais bien de ce qui n'a pas été déposé. Il n'y a pas une règle qui m'empêche de lire le document.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Oui, il y en a une. Je vais la donner tout de suite.

Il cite Bourinot. Ce n'est ni un livre, ni une publication, ni un discours que cite l'honorable député de Laval, dit-il. Ça pourra être un pamphlet plus tard, mais pas maintenant.

M. l'Orateur: L'honorable député de Laval n'a pas le droit de faire la lecture de ce document, car les documents auxquels il fait allusion ne sont pas devant la Chambre. Il parle du client du député de Laval.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se réclame de nouveau de son privilège.

Je respecte beaucoup l'opinion de M. l'Orateur, mais pour le moment je discute la question avec ceux de mes collègues qui ont droit de la discuter. Et je suppose que c'est par "lapsus linguae" que l'Orateur a parlé de mon client, car je ne voudrais pas croire que l'on puisse me prendre ici pour autre chose qu'un député de la province de Québec.

M. l'Orateur répète que le député de Laval n'a pas le droit de faire la lecture dudit document.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) explique que pour avoir le droit de se plaindre de ce que l'on ait dérogé à son privilège de député, il faut qu'il dise en quoi, et pour dire en quoi, il faut qu'il donne une idée du document refusé à la Chambre et pour en donner une idée de ce document, il faut de toute nécessité qu'il en parle.

Il déclare que cette lettre démontre que l'abbé Arts a été odieusement calomnié par un ministre du gouvernement de Québec, et ce, après avoir travaillé dans l'intérêt de ce même gouvernement. C'est une indignité et le fait que l'abbé Arts est un étranger

devrait suffire pour imposer au premier ministre l'obligation de le traiter autrement qu'on le fait actuellement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare qu'il a promis la production de toute correspondance officielle et d'un intérêt public entre le gouvernement et l'abbé Arts. C'est ce qui a été fait.

Il n'a jamais promis de produire autre chose que les lettres de l'abbé Arts. Il n'a pas voulu faire croire qu'il produirait les lettres d'avocat de M. Pelletier. Quand on demandera la production de cette lettre, la Chambre discutera la motion au mérite.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Et c'est le procureur général qui parle ainsi!

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Parfaitement!

M. P.-É. LeBlanc (Laval) ajoute d'autres propos concernant les circonstances du voyage du ministre de la Colonisation en Belgique. Il réclame justice.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) reprend que le député de Laval en est rendu joliment loin avec le sujet du point de départ de son discours. Il ne s'agit pas de question d'honneur, mais purement et simplement de savoir si toute la correspondance officielle et d'intérêt public demandée a été produite. L'ordre de la Chambre comporte une demande de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et l'abbé Arts. La lettre de MM. Drouin, Pelletier, Baillargeon et Saint-Laurent, dont fait mention le député de Laval, n'est parvenue au premier ministre que le lendemain de la demande de production de cette correspondance, et l'aurait-il eu avant la discussion que provoqua cette demande qu'il aurait fait la même réserve, parce que la lettre n'est pas de l'abbé Arts et qu'il n'y a aucune pièce annexée à la lettre qui prouve que ces avocats sont les fondés de pouvoir de l'abbé Arts. C'était le principal document à fournir. Cette absence de procuration est une des raisons du refus.

M. J.-M. Tellier (Joliette) dit que la firme d'avocats détient une procuration de l'abbé et qu'elle a signé son nom.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) ajoute qu'ils n'ont joint aucune preuve de cette procuration.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Cette attitude de l'honorable premier ministre est étonnante. C'est pourtant un des plus distingués membres du barreau. Il doit en savoir assez long en fait de droit pour admettre que toute communication d'un avocat, agissant pour un tiers, doit être regardée

comme officielle et, comme question de fait, les départements sont remplis de ces communications que l'on n'a jamais pensé à ne pas regarder comme officielles.

La lettre des procureurs de l'abbé Arts devrait être annexée à la correspondance de ce dernier.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): C'est un gros compliment que me fait l'honorable député de Joliette, mais je ne partage pas ses prétentions.

Rien dans la lettre de l'abbé Arts ne prouve que MM. Drouin, Pelletier, Baillargeon et Saint-Laurent soient autorisés à agir pour M. l'abbé Arts.

D'ailleurs, la Chambre a demandé les lettres de l'abbé Arts et non celles de ses avocats. Il ajoute n'avoir pris connaissance de la lettre de M. Pelletier qu'après l'adoption de l'ordre de la Chambre qui demandait la correspondance échangée jusqu'à date.

Que l'on fasse une motion pour la production des documents requis, et l'on discutera alors le mérite de la question, l'opportunité d'une telle demande.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Et depuis quand le mandat d'un avocat, qui n'est pas spécifiquement contesté, est-il remis en doute?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Le premier ministre est-il prêt à s'engager sur l'honneur à produire la lettre de l'abbé Arts si l'on fournit la preuve de la procuration?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Nous verrons dans ce temps-là.

Interpellations:

Fonctions de l'officier spécial A. Girard

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Depuis quand M. Alexandre Girard est-il à l'emploi du gouvernement de cette province, soit comme fonctionnaire temporaire ou permanent?

2. Quelles sommes d'argent a-t-il reçues comme employé temporaire?

3. Monsieur Alexandre Girard est-il actuellement employé permanent?

4. Depuis quelle date?

5. Quel salaire reçoit-il?

6. Quelles sont ses fonctions?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Depuis le premier janvier 1899.

2. \$4 362.10.

3. Oui.

4. 1er mai 1905.

5. \$1 500 annuellement.

6. Officier spécial du département de l'Agriculture et rédacteur du Journal d'agri-

culture et d'horticulture de la province de Québec.

Demande de documents:

Travaux du palais de justice de Montréal

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), qu'il soit mis devant la Chambre un état donnant le coût de la construction originale du palais de justice de Montréal, le coût de sa reconstruction ordonnée sous le gouvernement Mercier et le coût des réparations qu'il a subies jusqu'au 30 juin 1906.

Adopté.

Congrégation du temple Salomon de Montréal

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 104) constituant en corporation "The Congregation Temple Salomon of Montreal" soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution religieuse.

Adopté.

"Western Hospital of Montreal"

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire payé pour le bill (no 81) amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal" soit remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Succession J.-O. Villeneuve

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (no 115) amendant la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Octave Villeneuve soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Substitution F. David

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'amende payée pour le bill (no 118) concernant la substitution de Ferdinand David soit remise, vu que les promoteurs ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Charte de Westmount

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'amende payée pour le bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount soit remise, vu que les promoteurs ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Hôpital Notre-Dame

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (no 127) concernant l'hôpital Notre-Dame soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill concerne une institution de charité.

Adopté.

Rachat de rentes constituées

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 186) amendant le code municipal relativement au rachat des rentes constituées.

Adopté.

En comité:

M. J.-A. Benoît (Iberville) explique que le projet de loi aura pour but d'autoriser les conseils municipaux, sur la demande des censitaires qui sont contribuables, à emprunter les sommes nécessaires pour libérer toutes les terres de la municipalité, qui paient des rentes seigneuriales.

Comme les municipalités peuvent emprunter à un taux inférieur à celui des rentes seigneuriales, les censitaires n'auront qu'à continuer à payer les mêmes annuités durant un certain temps pour rembourser intérêt et capital.

M. J.-M. Tellier (Joliette) s'oppose au bill, car premièrement il considère qu'une augmentation des emprunts dans de tels buts ne fait pas partie des attributions propres à une municipalité.

Deuxièmement, dans beaucoup de cas, il n'y a que la moitié des gens d'une municipalité qui sont appelés à payer des rentes seigneuriales, et l'adoption de ce bill signifierait que bon nombre de personnes seraient imposées pour le bénéfice de quelques-unes seulement.

Il donne en exemple les municipalités formées d'un morceau de seigneurie et d'un morceau de canton ou les municipalités de seigneurie qui renferment un certain nombre de terres libérées.

M. J.-A. Benoît (Iberville) fait valoir de

nouveau les avantages de son projet. Il avait songé à demander le rachat des rentes seigneuriales par le gouvernement, mais comme cela coûterait plus de cinq millions de piastres, il ne demandera pas une telle avance à notre trésor provincial. Il croit que les municipalités peuvent seulement se diviser ce rachat, qui serait un grand bienfait pour toute la région des seigneuries.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2)

estime que la question est très importante. De même que l'on a dû étudier longtemps l'abolition de la tenure seigneuriale, ainsi convient-il de considérer avec soin le projet qui tend à en faire disparaître les derniers vestiges.

On pourrait donc laisser le projet du député d'Iberville à l'étude jusqu'à la prochaine session.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) dit que ce projet de loi reçoit son approbation.

Il y a dans le comté de Bonaventure une seigneurie appelée Shoolbred qui a été une cause de trouble et d'embarras pour le peuple.

Depuis au-delà de cent ans que cette seigneurie existe, les gens ont toujours souffert de la part des seigneurs, et si ce projet de loi maintenant devant la Chambre devenait loi, ce serait certainement un grand avantage pour les pauvres censitaires de la seigneurie.

Il demande que le gouvernement se penche sur le cas des censitaires de Shoolbred pour que ces censitaires reçoivent justice. Il y a actuellement devant le gouvernement une requête de la part des intéressés expliquant leur position et demandant l'intervention du gouvernement.

Il prie le gouvernement d'étudier les conclusions de cette requête, pour que d'ici à la prochaine session, le gouvernement soit en état de venir en aide à ces censitaires qui sont actuellement menacés de poursuites sérieuses de la part du seigneur.

Cette question est tellement importante qu'il accepte de la laisser à l'étude pour l'instant. Peut-être qu'à la prochaine session les meilleures solutions possibles seront-elles apportées.

M. J.-É. Caron (L'Islet) se déclare également favorable au principe du projet de loi.

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) fait voir les inconvénients qu'il y aurait d'adopter le projet tel que certaines clauses en sont rédigées.

M. J.-A. Benoît (Iberville) consent à remettre l'étude de son bill à l'an prochain.

Le comité ayant étudié le bill fait rap-

port qu'il a fait quelque progrès.

M. J.-A. Benoît (Iberville) propose, appuyé par le représentant des Iles-de-la-Madeleine (M. L.-A. Thériault) et du consentement unanime de la Chambre, que ce bill soit retiré.

Adopté.

Électeurs municipaux

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 198) amendant l'article 291 du code municipal relativement aux électeurs municipaux.

Adopté.

En comité:

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) explique que le projet de loi a pour but de donner le droit de vote aux fils de propriétaires dans les élections municipales.

M. J.-É. Caron (L'Islet) croit que le bill proposé déroge au principe de notre code qui limite aux propriétaires le droit de prendre part à la direction des affaires municipales. Ce sont purement et simplement des questions d'administration qui font le sujet des élections et non des questions nationales. Il n'est que juste que le système actuel prévaille, que les responsables d'une municipalité, c'est-à-dire les propriétaires, aient seuls le droit de vote.

M. J.-J.-B. Gosselin (Missisquoi) prend la parole.

Le comité ayant étudié le bill fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

M. G.-A. Lacombe (Montréal no 1) propose, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. J.-J.-B. Gosselin), et du consentement unanime de la Chambre, que ce bill soit retiré.

Adopté.

Droits des créanciers

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 183) remplaçant l'article 2054 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Donations d'immeubles

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre

se forme en comité général pour étudier le bill (no 173) amendant l'article 2098 du code civil.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

Code de procédure civile, article 95

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 200) amendant l'article 95 du code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-M. Tellier (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur corporations et compagnies commerciales

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les raisons sociales et associations commerciales.

Adopté.

Droits sur les successions

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les droits sur les successions.

Adopté.

Licences

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que demain la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences de Québec.

Adopté.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), qu'à partir de demain, le 12 mars courant, inclusivement, il y ait deux séances par jour, la première de trois heures à six heures p.m. la

seconde de huit heures p.m. jusqu'à l'ajournement.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement: bill (no 113) concernant la commune de Laprairie.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 29) concernant la pension de retraite des juges de sessions;
- bill (no 184) détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans ledit comté.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 124) constituant en corporation "The Temiscamingue, Chibougamau and James Bay Railway Company";
- bill (no 140) concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine.

"Chibougamau and James Bay Railway Company"

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 124) constituant en corporation "The Temiscamingue, Chibougamau and James Bay Railway Company". Les amendements sont lus pour la première fois.

Compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 140) concernant la compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine. Les amendements sont lus pour la première fois.

Constitution de la Cour supérieure

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour, que le bill (no 20) amendement la loi concernant la constitution de la Cour supérieure soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des mines de 1892

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits en comité général au bill (no 196) amendement la loi des mines de Québec étant lu,

Les amendements sont en conséquence lus pour la deuxième fois et adoptés.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terres publiques, bois et forêts

M. E. Roy (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Iberville (M. J.-A. Benoît), que le bill (no 214) amendement la loi 4 Édouard VII, chapitre 13, concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. E. Roy (Montmagny) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. E. Roy (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

À 6 heures, la Chambre interrompt ses travaux (2).

**Reprise de la séance
à 7 h 30**

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se constitue en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend la parole sur plusieurs des résolutions proposées.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trois mille six cent quatre-vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. J.-M. Tellier (Joliette) déclare qu'à Joliette, le bureau du protonotaire n'a pas été balayé depuis sept mois à cause d'un petit froid qui existe entre le gardien de prison et l'autre officier. Ni l'un ni l'autre considère que ce travail relève de ses fonctions. La poussière s'accumule de plus en plus.

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) promet que l'on verra à régler cette question domestique.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quarante-six piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les salaires des juges des sessions de la paix de Québec et de Montréal, leurs traitements comme juges et commissaires des licences et ceux de leurs employés, et les dépenses contingentes de bureau, y compris le traitement du grand connétable et de son député, etc., Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses d'inspection des bureaux publics pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas soixante et douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide aux cercles agricoles et pour encouragement à l'agriculture en général, l'amélioration des chemins ruraux, y compris \$8 900.00 pour la Compagnie du chemin de fer de la rive sud (pour la cons-

truction de ponts sur les rivières Saint-François et Yamaska, troisième paiement de 10 paiements égaux) en vertu de 63 Vict., chap. 2, et pour \$2 500.00 pour le chemin de colonisation de Montfort, 10^e paiement de 12 paiements égaux, en vertu de la 60 Vict., chap. 4, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à la Société d'horticulture de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du Conseil de l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles vétérinaires, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'Association laitière de la province de Québec, S. R. Q., article 1749 et o. c. no 75, du 24 janvier 1891, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses et la mise en opération de la nouvelle École d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les syndicats de beurreries et fromageries et les inspecteurs, S. R. Q., art. 1753a et 1753c (54 Vict., chap. 20, et 63 Vict., chap. 16) pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme subvention à l'industrie laitière, à l'enseignement de la fabrication de nouvelles variétés de fromages, pour des concours de produits laitiers, et les inspecteurs de beurreries et de fromageries de la province, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas cinq

mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement à la culture des arbres fruitiers, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Il fait les louanges de M. Auguste Dupuis de Saint-Roch-des-Aulnaies qui s'est consacré à la culture des arbres fruitiers dans la province.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait aussi l'éloge de M. Dupuis, qui, dit-il, possède la plus belle pépinière de la province et même du pays. Il déclare que l'établissement de M. Dupuis est un honneur pour la province de Québec et que le directeur de ce superbe établissement mérite certainement l'encouragement du gouvernement.

M. J.-É. Caron (L'Islet) appuie avec plaisir les remarques du député de Laval. Il rend hommage à M. Dupuis de son réel mérite, fait voir toute l'intelligente initiative et les brillants succès de ce distingué arboriculteur qui a doté la province d'un jardin qui est une des plus belles leçons de choses que l'on puisse voir. Le gouvernement ne saurait trop apprécier les services de M. Dupuis. Il serait prêt à voter un plus fort salaire en faveur de M. Dupuis comme directeur des stations d'arboriculture de la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le laboratoire officiel de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix-neuf mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses générales du département des Terres et Forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend la parole.

L'honorable A. Tessier (Rimouski): explique que le budget du département des Terres et Forêts est augmenté de près de \$30 000 en raison de l'arpentage.

Depuis quelques années, l'augmentation du salaire des hommes pour partie d'arpentage, a augmenté de 50, 60 et même 70 pour cent. Une autre raison, c'est la grande étendue du territoire à arpenter le long de la route qui sera suivie par le chemin de fer du Transcontinental au nord-ouest de la province. Ce travail est quasiment urgent.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) critique le gouvernement concernant les mandats spé-

ciaux totalisant \$201 000 l'an dernier.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) déclare qu'à la dernière année fiscale des conservateurs, les mandats spéciaux s'étaient élevés à plus de \$500 000, et pourtant il y avait peu à faire alors.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

16. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) parle longuement de la protection des forêts et estime qu'une somme beaucoup plus élevée devrait y être consacrée. La province perd chaque année cent mille dollars parce que le département des Terres et Forêts ne recueille pas l'argent qui lui est dû pour la vente des limites à bois.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) met au défi le député de Laval de demander une enquête régulière sur cette accusation.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) ajoute qu'il n'est pas assez stupide pour demander qu'un comité spécial de la Chambre étudie cette question quand il pense à la façon dont un récent comité a complètement disculpé M. Parent et à la conduite scandaleuse du comité chargé d'enquêter à propos de la lettre du baron de l'Épine.

Il déclare qu'il serait souhaitable de freiner l'exportation du bois de pulpe.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

18. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour la publication de cartes régionales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses du parc des Laurentides, 58 Vict., chap. 22, sect. 23, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les arpentages, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer des études sur l'industrie forestière, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues pour la première fois.

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Il s'agit de Louis-Philippe Pelletier.
2. Mis à part le journal de l'Assemblée et les autres sources officielles, tous les journaux mentionnent qu'il y a eu interruption des travaux.

Première séance du 12 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Refonte des statuts

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité conjoint de la refonte des statuts. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Archambeault, son président, et il demande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Il recommande que les membres qui le composent étudient pendant la vacance parlementaire, séparément, le premier et le second rapport de la commission, de manière à pouvoir, lorsqu'ils seront constitués de nouveau en comité à la prochaine session, faire les observations qu'ils croiront à propos relativement au travail de la commission, et suggérer les modifications, additions et omissions qu'ils croiront nécessaires.

Il recommande aussi qu'une copie du second rapport de la commission soit transmise à chacun des juges de la Cour du banc du roi et de la Cour supérieure, aux magistrats de district, au secrétaire général du barreau, aux secrétaires des diverses sections du barreau et au secrétaire de la Chambre des notaires, et aussi aux secrétaires des associations de bibliothèques.

Votre comité a aussi reçu de l'honorable M. Archambeault copie du premier rapport de la commission annoté par lui, qu'il transmet à votre honorable Chambre.

Adopté.

Introduction de bills:

M. P. Tourigny (Arthabaska) demande la permission d'introduire un bill (no 216) amendant l'article 794 du code municipal relativement à la nomination du surintendant.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial du code municipal.

Administration générale à Montréal

L'ordre du jour appelant la deuxième lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 101) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale, étant lu,

Les amendements sont en conséquence lus pour la deuxième fois.

L'ordre du jour appelant l'adoption desdits amendements étant lu,

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose en amendement, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que cette Chambre adopte ces amendements avec les modifications suivantes:

1. En retranchant l'alinéa ajouté comme dernier alinéa de l'article 50.

2. En retranchant dans l'alinéa ajouté à l'article 51, les mots suivants: "Toutefois cet emprunt ne pourra être effectué qu'après qu'un règlement passé à cet effet aura été approuvé par la majorité des votes des électeurs propriétaires".

3. En retranchant les mots suivants ajoutés à l'article 55: "et approuvé par la majorité des votes des électeurs propriétaires de la cité".

4. En retranchant le dernier alinéa de l'article 71.

5. En ajoutant, après le mot "tracer", dans la première ligne du paragraphe 119 de la section 10, les mots "des plans".

6. En remplaçant les mots "aucun de ces travaux", dans la première ligne du second alinéa dudit paragraphe 119, par les mots "aucun des travaux prévus par ces plans".

Il déclare que ces amendements soumettent les emprunts demandés par le conseil municipal et autorisés par la Chambre des députés à la ratification du vote populaire.

Ce quadruple référendum n'a pas été réclamé ni par l'opinion publique, ni par les journaux, ni par les échevins, ni par la Chambre. Il semble que ce soit une manoeuvre du Conseil législatif contre le gouvernement. Il veut faire disparaître ces clauses inattendues de référendum adoptées par le Conseil législatif, car elles rendent pratiquement impossible l'exécution des travaux que la ville veut faire.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) trouve étrange que l'on veuille exempter Montréal du référendum auquel on vient d'astreindre toutes les municipalités relativement à l'octroi des franchises pour plus de dix ans.

Cependant, il n'est pas trop défavorable aux amendements que propose le député de Montréal no 3.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) déclare que le Conseil législatif consentira à la proposition du député de Montréal no 3.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer que le premier ministre est bienheureux de savoir ça d'avance.

L'amendement est adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte un message au Conseil législatif l'informant que la Chambre a adopté leurs amendements au bill (no 101) amendement la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale, avec certains amendements.

Paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 108) érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace de Loyola de Nominigüe et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"Mattawin Lumber Company"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 133) constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Vente de O.-A. Richer à T. Hannah

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 139) validant la vente et l'adjudication faite par Ovide-Antoine Richer et autres à Thomas Hannah, en date du 3 juillet 1885. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Temiscamingue, Chibougamau and James Bay Railway"

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 124) concernant "The Temiscamingue and James Bay Railway". Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 140) concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine. Les amendements sont lus pour la deuxième fois

et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Article du Montreal Star concernant les réviseurs électoraux

M. P.-É. LeBlanc (Laval) soulève une question de privilège et se plaint d'un certain article publié par le Montreal Star de samedi dernier. Dans cette dépêche, il est dit que le député de Laval a attaqué violemment les réviseurs des listes électorales de Montréal. Or, il est loin d'avoir attaqué les réviseurs, il les a au contraire louanges pour l'esprit de justice qu'ils ont montré dans leur travail.

Ceux qu'il a attaqués, ce sont certains commissaires de la Cour supérieure préposés à la réception des affidavits.

Tout le problème vient du fait que l'on a utilisé le terme "réviseurs" dans les comptes rendus alors qu'il aurait fallu lire "commissaires"; ces attaques semblaient donc porter contre les réviseurs. Un simple coup d'oeil au contexte nous permet de constater qu'un terme a été mal employé dans cet article, car ce sont les réviseurs qui ont rayé des listes les noms qui avaient été ajoutés à tort par les commissaires de la Cour supérieure, et ce sont ces derniers qu'il a attaqués.

Il s'apprête à répéter ce qu'il a dit concernant ces commissaires.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) soulève un point d'ordre. Il fait remarquer au député de Laval que celui-ci a bien le droit de nier le contenu de la dépêche du Star, mais qu'il n'a pas le droit de recommencer la discussion sur cette affaire.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) répond que l'opposition est petite en nombre, mais ni le premier ministre, ni le gouvernement ne pourront jouer avec elle et l'empêcher de dire ce qu'elle aura à dire.

Construction de prison dans le district de Montréal

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Rimouski (l'honorable A. Tessier) que Chibougamau (no 21) pourvoyant à la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre procède de nouveau à l'étude des 21 résolutions rapportées du comité des

subsidés, lundi le 11 mars dernier. Lesdites résolutions sont lues pour la deuxième fois et adoptées.

Droits sur les successions

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que la Chambre se constitue en comité général pour considérer une certaine résolution concernant les droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution et qu'il la recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Que lorsqu'une succession, ou partie de succession, don, ou legs transmis en vertu de la loi de Québec, relative aux droits sur les successions, est dévolu à une personne domiciliée ou à une association ayant son principal bureau d'affaires en dehors de l'Empire britannique, un droit additionnel de cinq pour cent sera payé sur la valeur de cette succession, ou partie d'icelle, don ou legs, en sus du droit mentionné dans les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1191b des statuts refondus, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 55-56, Victoria, chapitre 15, et remplacé par la loi 6, Édouard VII, chapitre 11, section 1.

M. J.-M. Tellier (Joliette) fait remarquer que c'est un principe nouveau qu'on introduit là dans notre droit privé. En effet, jusqu'ici, d'après l'article 25 du code civil, l'étranger a le droit d'acquérir, à titre gratuit et onéreux, par succession ou par testament, des meubles et des immeubles dans le Bas-Canada, au même titre que les personnes nées ou domiciliées dans l'Empire britannique. Il faudrait peut-être se demander si nous ne nous exposons pas à des représailles. Cette loi va atteindre un grand nombre des nôtres qui sont aux États-Unis et qui sont souvent appelés à recueillir des héritages au Canada.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) répond en substance que ceux-là n'ont qu'à s'en revenir.

La proposition est amendée de la façon suivante:

1. Que lorsqu'une succession, ou partie de succession, don ou legs tombant sous le coup de la loi de Québec relative aux droits sur les successions est dévolu à une personne domiciliée ou à une association ayant son principal bureau d'affaires en dehors de l'Em-

pire britannique, un droit additionnel de cinq pour cent sera payé sur la valeur de cette succession, ou partie d'icelle, don ou legs, en sus du droit mentionné dans les paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 1191b des statuts refondus, tel qu'édicte par la section 1 de la loi 55-56 Victoria, chapitre 15, et remplacé par la loi 6 Édouard VII, chapitre 11, section 1.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution, laquelle est lue deux fois.

Véhicules moteurs

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (no 209) amendement la loi concernant les véhicules moteurs soit maintenant lu pour la deuxième fois.

M. J.-M. Tellier (Joliette) demande que la loi rende jusqu'à un certain point les automobilistes responsables des accidents qu'ils causent. Il ne doute pas que l'automobile, comme mode de locomotion perfectionné, ne soit un progrès, mais nous ne sommes pas préparés à le recevoir. Nos chemins n'ont que 26 pieds d'après la loi; ils sont trop étroits, sont bordés de fossés profonds, de clôtures, etc., et les accidents se multiplient. Au lieu d'induire les automobilistes à ne plus rien craindre, comme la loi semble le vouloir, il importe de mettre un frein à leur ardeur.

Il voudrait que l'article 18a soit amendé de façon à ce que les propriétaires d'automobiles soient responsables de tous accidents quelconques causés par leur circulation.

Si l'on veut permettre aux automobiles l'usage des chemins, maintenons du moins pour un temps ce principe que tout propriétaire d'automobile doit être responsable des accidents causés par le fait de sa circulation, comme on est responsable du tort causé par son animal ou sa chose.

M. J.-É. Caron (L'Islet) appuie fortement le député de Joliette.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Loi des licences

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que la Chambre se constitue en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les licences de Québec.

Adopté.

Il informe la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente de liqueurs en détail, le droit payable au percepteur du revenu de la province, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit:

a. Dans la cité de Montréal, soixante-quinze piastres; b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres; c. Dans toute autre cité, quarante piastres; d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.

Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente de liqueurs en gros, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit:

a. Dans la cité de Montréal, cent piastres; b. Dans la cité de Québec, soixante-quinze piastres; c. Dans toute autre cité, cinquante piastres; d. Dans toute autre partie de la province, trente piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence d'embouteilleur, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit:

1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur; a. Dans la cité de Montréal, soixante piastres; b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres; c. Dans toute autre cité, quarante piastres; d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.

2. S'il n'est pas brasseur; a. Dans la cité de Montréal, quarante piastres; b. Dans la cité de Québec, trente piastres; c. Dans toute autre cité, vingt piastres; d. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence pour la vente de vin canadien ou de cidre fabriqué par le vendeur, d'une licence de pharmacien, d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu des dispositions des articles 60 ou 69 de la loi 63 Victoria, chapitre 12, ou d'une licence d'hôtel de tempérance, le droit payable au percepteur du revenu de la province, sur l'octroi du transfert, devra être d'un cinquième du prix de la licence.

La proposition est amendée de la façon suivante:

1. Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente des liqueurs en détail, le droit payable au percepteur du revenu de la province, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit:

a. Dans la cité de Montréal, soixante-quinze piastres;

b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres;

c. Dans toute autre cité, quarante piastres;

d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.

Que sur chaque transfert de licence de magasin pour la vente de liqueurs en gros, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit:

a. Dans la cité de Montréal, cent piastres;

b. Dans la cité de Québec, soixante-quinze piastres;

c. Dans toute autre cité, cinquante piastres;

d. Dans toute autre partie de la province, trente piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence d'embouteilleur, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, sera comme suit:

1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur:

a. Dans la cité de Montréal, soixante piastres;

b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres;

c. Dans toute autre cité, quarante piastres;

d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.

2. S'il n'est pas brasseur:

a. Dans la cité de Montréal, quarante piastres;

b. Dans la cité de Québec, trente piastres;

c. Dans toute autre cité, vingt piastres;

d. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

Que sur chaque transfert d'une licence pour la vente de vin canadien ou de cidre fabriqué par le vendeur, d'une licence de pharmacien, et d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu des dispositions des articles 60 ou 69 de la loi 63 Victoria, chapitre 12, ou d'une licence d'hôtel de tempérance, le droit payable au percepteur du revenu de la province, sur l'octroi du transfert, devra être d'un cinquième du prix de la licence.

M. P.-É. LeBlanc (Laval): croit que le nombre des licences devrait être réduit dans les campagnes. Si les municipalités n'avaient le pouvoir d'accorder des licences qu'à un très petit nombre d'hôteliers, ou même à un seul, ce dernier serait plus en mesure de pouvoir observer la loi des licences.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

2. Que pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes il sera payé:

a. Dans la cité de Québec, trois cents

piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents piastres ou moins, trois cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de plus de deux cents piastres et moindre que quatre cents; cinq cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres; sept cents piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres et moindre que dix mille piastres; quinze cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de dix mille piastres ou plus.

b. Dans toute autre cité: S'il n'y a qu'une licence émise, mille piastres. Si deux licences sont émises, six cent cinquante piastres: Si trois licences sont émises, quatre cent cinquante piastres: Si trois licences ou plus sont émises, trois cent cinquante piastres.

c. Dans toute ville: S'il n'y a qu'une licence émise, cinq cents piastres: Si deux licences sont émises, trois cent cinquante piastres: Si trois licences sont émises, deux cent cinquante piastres: Si quatre licences ou plus sont émises, deux cents piastres.

d. Dans tout village ou autre section de territoire organisé: S'il n'y a qu'une licence émise, trois cents piastres: Si deux licences sont émises, deux cents piastres: Si trois licences ou plus sont émises, cent cinquante piastres.

e. Dans tout territoire non organisé, cent vingt-cinq piastres.

La proposition est amendée de la façon suivante:

2. Que pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y vendre des liqueurs enivrantes il sera payé:

a. Dans la cité de Québec, trois cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de deux cents piastres ou moins, trois cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de plus de deux cents piastres et moindre que quatre cents; cinq cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres; sept cents piastres si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres et moindre que dix mille piastres; quinze cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de dix mille piastres ou plus;

b. Dans toute autre cité:

S'il n'y a qu'une licence émise, six cents piastres;

Si deux licences sont émises, quatre cent cinquante piastres;

Si trois licences sont émises, trois cent cinquante piastres;

Si quatre licences ou plus sont émises, deux cent cinquante piastres.

c. Dans toute ville:

S'il n'y a qu'une licence émise, quatre cent cinquante piastres;

Si deux licences sont émises, trois cent

cinquante piastres;

Si trois licences sont émises, deux cent cinquante piastres;

Si quatre licences ou plus sont émises, deux cents piastres.

d. Dans tout village ou tout territoire organisé:

S'il n'y a qu'une licence émise, deux cent cinquante piastres;

Si deux licences sont émises, deux cents piastres;

Si trois licences ou plus sont émises, cent cinquante piastres.

e. Dans tout territoire non organisé, cent vingt-cinq piastres.

Adopté.

3. Que, sur chaque licence de magasin de liqueurs de détail, il sera payé dans chacune des cités de Montréal et de Québec, vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée; pourvu que, dans aucun cas, les droits sur la licence ne soient pas de moins de trois cents piastres ou n'excèdent pas quatre cent cinquante piastres dans la cité de Montréal, ni de moins de deux cent cinquante piastres ou n'excèdent pas quatre cents piastres dans la cité de Québec.

Adopté.

4. Que, sur chaque licence de magasin de liqueurs de gros et de détail, lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros sera accordée à un distillateur, le droit sera de mille piastres.

Adopté.

5. Que, sur chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission, le droit sera le même que pour les licences de gros, à moins que le porteur de licence n'ait aucun stock soit en douane ou autrement, auquel cas le droit sera de trois cent cinquante piastres.

Adopté.

6. Que si l'embouteilleur est en même temps brasseur, soit que sa brasserie soit située dans cette province, soit qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province, le droit sera:

a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres;

b. Pour tout autre établissement ou agence dans tout comté en dehors de celui ou est situé le principal établissement ou la principale agence dans la province, quatre-vingt-dix piastres.

Adopté.

7. Que sur chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance, le droit sera:

a. Dans la cité de Montréal, cinquante piastres;

b. Dans la cité de Québec, trente piastres;

c. Dans toute autre cité, vingt piastres;

d. Dans toute autre ville, quinze piastres;

e. Dans tout autre territoire organisé, cinq piastres.

Cette résolution est rejetée.

8. Que, à l'exception des licences de colporteurs dont les transferts sont régis par les dispositions de l'article 292a de la loi 63 Victoria, chapitre 12, le trésorier de la province pourra autoriser le transfert de toute licence mentionnée dans la deuxième partie de la loi des licences de Québec, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire d'un droit additionnel égal à un cinquième du prix de cette licence et d'un honoraire d'une piastre au percepteur.

Adopté.

9. Que le trésorier de la province pourra autoriser le percepteur du revenu de la province à transporter une licence de colporteur, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire d'un droit additionnel de dix piastres, et d'un honoraire d'une piastre pour le percepteur, et de trois piastres et d'un honoraire d'une piastre au percepteur pour le transfert de chaque licence de véhicule.

La proposition est amendée de la façon suivante:

9. Que le trésorier de la province pourra autoriser le percepteur du revenu de la province à transporter une licence de véhicule de colporteur, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire de trois piastres et d'un honoraire d'une piastre au percepteur pour le transfert de chaque licence de véhicule.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions. Les résolutions sont lues pour la première fois, puis pour la deuxième fois sur division.

Loi des licences

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (no 30) amendement la loi des licences de Québec soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Originaux en anglais des statuts

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 211) concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des cités et villes

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que le bill (no 215) amendement la loi des cités et villes, 1903, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Véhicules moteurs

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que l'ordre de la Chambre, de ce jour, ordonnant l'étude en comité général du bill (no 209) amendement la loi concernant les véhicules moteurs à la prochaine séance, soit rescindé et que ledit bill soit renvoyé immédiatement à un comité général de la Chambre.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Charte de Westmount

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 126) amendement la charte de la ville de Westmount. Les amendements sont lus pour la deuxième fois.

Charte de Montréal

La Chambre procède de nouveau à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 105) amendant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus pour la deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Construction d'édifices à l'épreuve du feu

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, conformément à l'ordre du jour, que la Chambre reprenne le débat ajourné jeudi, le 7 mars dernier, sur la motion suivante:

Attendu que les règlements municipaux en rapport avec la sécurité du public sont, en général, mal compris et mal observés par les institutions religieuses, les commissions scolaires, les propriétaires d'hôpitaux, d'asiles, d'hôtels, de salles publiques et d'établissements industriels;

Attendu qu'il est urgent de faire intervenir une autorité supérieure pour empêcher la répétition des désastres dont la province a été témoin depuis quelques années, et pour exercer un contrôle plus efficace sur la construction des édifices publics;

Qu'il soit résolu: Que, dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement serait justifiable de présenter immédiatement un projet de loi créant une commission technique avec juridiction plus complète que celle des inspecteurs actuels et des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire à l'épreuve du feu.

Et un débat s'ensuit.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) suggère de biffer le préambule de la motion et de modifier celle-ci.

M. M. Perrault (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que ladite motion soit amendée de façon à ce qu'elle se lise comme suit:

Qu'il soit résolu: Que, dans l'opinion de cette Chambre, le gouvernement serait justifiable de mettre à l'étude un projet de loi créant une commission technique avec une juridiction plus complète que celle des inspecteurs actuels et des pouvoirs assez étendus dans certains cas pour imposer l'obligation de construire à l'épreuve du feu.

Il déclare qu'il a certaines raisons de croire que l'inspection des établissements industriels n'est souvent qu'une farce, car il est possible d'obtenir la date à laquelle se fera l'inspection. On fait donc le nécessaire pour que tout fonctionne le plus adéquatement possible. Presque tous les inspecteurs

de bâtiments avertissent les propriétaires avant d'aller faire leurs visites.

L'amendement est adopté.

Loi de la chasse

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 166) amendant la loi de la chasse étant lu,

M. J. H. Kelly (Bonaventure) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi et Saguenay (M. H. Petit), que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté à l'unanimité.

Loi des cités et villes

L'ordre du jour appelant la Chambre à considérer de nouveau en comité général le bill (no 155) amendant la loi des cités et villes, 1903, étant lu,

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté à l'unanimité.

Brochure Le Nouveau Québec

L'ordre du jour pour la motion demandant la production d'un exemplaire de la brochure publiée par le département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, intitulée Le Nouveau Québec, étant lu,

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que ledit ordre soit rescindé et que la motion soit retirée.

Adopté à l'unanimité.

Dépôt de documents:

Cour de circuit à Matane

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une copie de la correspondance et des documents en la possession du gouvernement, depuis le premier juillet 1906, se rapportant à la demande de certains intéressés, à l'effet que la Cour de circuit siège tous les trois mois à Matane. (Document de la session no 84)

Classification des terres du canton Lejeune dans Champlain

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une

copie des rapports d'inspection pour classification des terres, dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain. (Document de la session no 85)

Vente de lots du canton Lejeune dans Champlain

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 27 février 1907, pour la production d'une liste des lots vendus dans les trois premiers rangs du canton Lejeune, dans le comté de Champlain, donnant le nom de l'acheteur, la date et le prix de l'achat, avec l'étendue et le numéro de chacun des lots ainsi achetés depuis le 1er juillet 1905. (Document de la session no 86)

Plaintes contre J. Thibault à Sainte-Anne-des-Monts

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 4 mars 1907, pour la production d'une copie de la correspondance, des requêtes et de tous autres documents se rapportant à des accusations ou plaintes portées contre Joseph Thibault, employé du gouvernement à Sainte-Anne-des-Monts, comté de Gaspé. (Document de la session no 87)

Droits pour construction de maisons de justice dans Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1907, pour la production d'un état détaillé donnant, année par année, le montant des droits perçus dans le district de Montréal, en vertu de la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulé "Acte pour pourvoir à la construction et réparations de maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada". (Document de la session no 88)

Documents concernant les mines

M. P.-É. LeBlanc (Laval) se lève sur une question de privilège au sujet de documents qui n'ont pas encore été déposés.

Il fait remarquer que rien n'a encore été fait, dans le département des Mines, pour se conformer à l'ordre de la Chambre relativement à la production des permis d'exploration et d'exploitation de terrains miniers.

Il rappelle que, le matin même, au comité des comptes publics, un des principaux employés du département des Mines, M. E. W. Prévost, a déclaré que presque rien n'avait été fait. Un seul employé surnuméraire est employé à ce travail. Il dit que,

lors de la séance de ce comité, il a essayé de savoir ce qui a été fait. Le ministre des Mines s'y est opposé et le président du comité, l'honorable ministre des Travaux publics, a maintenu l'objection.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) déclare que, s'il a maintenu l'objection de l'honorable ministre de la Colonisation, c'est parce qu'il considérait qu'il ne devait pas soumettre à un comité, avant de les soumettre à la Chambre, des documents dont la production était ordonnée par la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) prend à partie le ministre de la Colonisation et lui reproche de ne pas avoir fait diligence dans l'exécution d'un ordre de la Chambre.

Le premier ministre nous avait promis, il y a quelque temps, que l'on réglerait cette question; mais la Chambre a été trompée et la correspondance n'est toujours pas déposée.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) répond qu'il n'y a pas lieu pour le député de Laval de mettre flamberge au vent.

Il y a quatre jours, il a demandé à son sous-ministre de faire préparer immédiatement ces documents et d'employer tous les commis surnuméraires nécessaires. Une armée d'avocats était nécessaire pour se procurer les documents demandés.

Il s'est occupé lui-même de disposer de ce qui est demandé, afin d'y mettre le plus de célérité possible et, dès la prochaine séance, deux de ces documents seront produits et le reste le sera demain.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) interrompt plusieurs fois le ministre de la Colonisation.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) demande la protection de la Chambre contre le député de Laval qui ne respecte aucun député de la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande au ministre de la Colonisation de se respecter lui-même. Il se plaint que ses paroles ont été mal rapportées par un journal et qu'on lui a fait dire le contraire de ce qu'il a réellement dit.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) reprend qu'il aime autant son bilan que celui du député de Laval. Il continue à expliquer que le travail demandé est en train de se faire le plus rapidement possible.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 12 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 8 h 30.

**Comité spécial concernant la lettre
du baron de l'Épine**

M. F.-X. Dupuis (Châteauguay): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial d'enquête, nommé par l'Assemblée législative, pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Épine, en date du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost. Voici le rapport:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 11 mars 1907.

Rapport du comité spécial d'enquête nommé par l'Assemblée législative pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Épine, en date du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost.

Votre comité a l'honneur de soumettre à votre honorable Chambre son rapport, ainsi qu'il suit:

À sa première séance, le 5 mars 1907, votre comité a élu M. Dupuis comme son président.

Votre comité a été chargé de procéder à une enquête dans les circonstances suivantes:

Le trente octobre dernier, l'honorable M. Prévost, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a reçu du baron de l'Épine, une lettre qui se lit comme suit:

"Baron de l'Épine,
Québec, ce 30 octobre 1906.
Rue d'Aiguillon, 134.

Monsieur le ministre,

Je profite de vous savoir chez vous pour vous joindre et pour vous donner en même temps qu'à moi l'occasion de cesser nos dissensions, en un mot, c'est une dernière démarche de conciliation. Revêtu de votre caractère ministériel et usant librement de vos prérogatives, vous m'avez promis une position. C'est la revendication de cette promesse de votre part qui a amené nos dissensions, vous savez et je vous affirme que je suis résolu à poursuivre l'exécution de cette promesse par tous les moyens légitimes. Ma volonté sera inébranlable. Jusqu'à présent, si j'ai parlé, et je n'avais aucun motif de me taire, je n'ai pas écrit; cela viendra si je n'obtiens pas satisfaction et, à la

prochaine session, vous succomberez sous le poids de diverses accusations, notamment, celle d'avoir ruiné à jamais l'immigration belge dans la province de Québec. Le hasard des circonstances a mis à ma disposition un dossier foudroyant pour la démonstration de cette théorie. Dans ces conditions, je ne crains pas la guerre ouverte, mais elle me peinerait fort et me désobligerait extrêmement. Je ne tiens pas du tout à vous créer des ennuis, je veux simplement me sauver du ridicule dont vous m'avez couvert et gagner honorablement ma vie.

Vous êtes ministre, je suis un simple particulier. À moi de faire la démarche, je la fais franchement, mais c'est la dernière; il est facile pour vous d'y répondre indirectement, en me faisant donner dans un autre département un travail que vous ne pourriez plus me donner sous vos ordres. Dans de telles conditions, je travaillerai à effacer la mauvaise impression qui règne en Belgique et je vous ferai remettre un dossier qui restera, sans cela, un document contre votre carrière politique.

Croyez-moi, cherchons plutôt un terrain d'entente qu'un lieu de combat, et je trace ces lignes sous l'inspiration du calme et de la réflexion.

J'ai l'honneur, monsieur le ministre de vous saluer,

(Signé) Baron de l'Épine."

Cette lettre a été consignée dans les procès-verbaux de la Chambre, après avoir été déposée par l'honorable ministre, à la suite de certains articles qui avaient été écrits dans les journaux et dans lesquels on prétendait que la lettre, dont une copie avait été distribuée aux membres de la Chambre, était un faux ou un document tronqué. Quelques jours plus tard, à savoir le vingt-cinq février mil neuf cent sept, monsieur le baron de l'Épine a écrit à l'honorable président de l'Assemblée législative de Québec la lettre qui suit:

"Québec, ce 25 février 1907.

À l'honorable président
de l'Assemblée législative de Québec.

M. le Président,

Par un vote de la majorité de ses membres, la Chambre d'Assemblée a décrété à sa séance de vendredi dernier l'insertion dans ses procès-verbaux d'une lettre que l'honorable monsieur Prévost a produite le mardi 18 du courant et qu'il a donnée comme une lettre venant de moi.

Je m'inscris en faux contre une telle assertion et je nie péremptoirement, sans réserve, avoir envoyé ou fait envoyer cette lettre à l'honorable ministre.

Je suis simplement la victime d'un

procédé peu délicat, et je demande à la Chambre de ne pas s'en rendre le complice, en refusant l'acte de justice que je sollicite.

Je lui demande, en conséquence, de faire également insérer dans ses procès-verbaux ma présente dénégation.

Veuillez M. le Président, croire à l'expression de ma plus haute considération.

Baron de l'Épine."

Le premier mars mil neuf cent sept, l'honorable M. LeBlanc a proposé qu'un ordre de la Chambre soit émané pour la reproduction de la lettre envoyée le 25 février 1907, par M. le baron de l'Épine à M. l'Orateur, le priant de la faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907.

M. Cherrier a proposé en amendement: Que tous les mots après "que" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants:

"M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre la lettre qui a été envoyée le 25 février dernier par M. le baron de l'Épine afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composé de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et d'Auteuil".

M. Dupuis a proposé en sous-amendement:

"Qu'il soit ajouté à l'amendement les mots suivants:

"Et que ce comité s'enquiert comment la lettre datée du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost avec instruction d'assigner des témoins et les interroger sous serment, et de faire rapport durant la présente session".

Le sous-amendement et l'amendement ont été adoptés, et la motion telle qu'amendée a été adoptée.

Conformément à l'ordre de référence, votre comité, à cette même séance du 5 mars 1907, a invité l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine à se présenter devant le comité, jeudi, le 7 mars courant, à 10 h 30 du matin, avec leurs témoins.

À la séance suivante, à savoir le 7 mars 1907, votre comité a examiné quatre témoins, à savoir M. de l'Épine, l'honorable M. Prévost, M. Alexandre Girard, employé du département de l'Agriculture et M. Alfred Pelland, publiciste du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Ces témoins ont donné devant votre comité les dépositions qui suivent:

COMITÉ SPÉCIAL D'ENQUÊTE SUR LA LETTRE DE MONSIEUR DE L'ÉPINE

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE, À LA DATE DU VENDREDI, PREMIER MARS 1907

L'honorable M. LeBlanc propose qu'un ordre de la Chambre soit émané pour la production de la lettre envoyée le 25 février courant, par M. le baron de l'Épine à M. l'Orateur, le priant de la faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février courant.

M. Cherrier propose en amendement:

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les mots suivants:

"M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre, la lettre qui lui a été envoyée le 25 février dernier par M. le baron de l'Épine, afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composé de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et d'Auteuil."

M. Dupuis propose en sous-amendement:

Qu'il soit ajouté à l'amendement les mots suivants:

"Et que ce comité s'enquiert comment la lettre, datée du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, avec instructions d'assigner des témoins et de les interroger sous serment et de faire rapport durant la présente session."

Minuit, 2 mars 1907.

Le sous amendement étant mis aux voix est adopté par la division suivante:

POUR MM. Bernard, Blouin, Caron (Matane), Cherrier, Côté, d'Auteuil, Décarie, Delâge, Dion, Dupuis, Gouin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), LeBlanc, Lemay, Mackenzie, Morisset, Pelletier, Pilon, Robitaille, Roy (Kamouraska), Roy (Montmagny), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Taschereau, Tellier, Thériault, Turgeon, Weir, 33.

Contre: 0.

L'amendement, tel qu'amendé, est adopté, et la motion principale, telle qu'amendée, est adoptée.

Conformément à cet ordre, l'avis suivant a été adressé à chacun des membres dudit comité d'enquête:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 4 mars 1907.

Le comité spécial se réunira dans la chambre no 45, le cinquième jour de mars, à 10.45 heures a.m.

F. L. Desaulniers,
Greffier des comités.

Québec, lundi, 4 mars 1907.
F. L. Desaulniers,
Greffier.

SÉANCE DU COMITÉ

Mardi, 5 mars 1907.

Membres présents: MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier, D'Auteuil, 10.

COMITÉ D'ENQUÊTE

Re Lettre du baron de l'Épine

Première séance

Mardi, 5 mars 1907.

Présents: MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et D'Auteuil.

Proposé par M. Langlois, secondé par M. Morisset: Que M. Dupuis soit élu président de ce comité.

Adopté.

Proposé par M. Décarie, secondé par M. Langlois: Que monsieur Alexandre Bélinge soit prié de donner ses services comme sténographe et qu'il soit assermenté comme tel.

Adopté.

Le sténographe est alors assermenté par le président.

Le Président.-Ce comité est réuni ce matin pour procéder à une enquête dans les circonstances suivantes:

Le 30 octobre dernier, l'honorable M. Prévost, ministre de la Colonisation et des Mines, a reçu du baron de l'Épine une lettre qui se lit comme suit:

"Baron de l'Épine,
Rue d'Aiguillon, 134.

Québec, 30 octobre 1906.

Monsieur le ministre,

Je profite de vous savoir chez vous pour vous joindre et pour vous donner en même temps qu'à moi l'occasion de cesser nos dissensions, en un mot, c'est une dernière démarche de conciliation. Revêtu de votre caractère ministériel et usant librement de vos prérogatives, vous m'avez promis une position. C'est la revendication de cette promesse de votre part qui a amené nos dissensions, vous savez, et je vous affirme que je suis résolu à poursuivre l'exécution de cette promesse par tous les moyens légitimes. Ma volonté sera inébranlable. Jusqu'à présent, si j'ai parlé, et je n'avais aucun motif de me taire, je n'ai pas écrit; cela viendra si je n'obtiens pas satisfaction et à la prochaine session vous succomberez sous le poids de diverses accusations, notamment celle d'avoir ruiné à jamais l'immigration belge dans la province de Québec. Le hasard des circonstances a mis à ma disposition un dossier foudroyant pour la démonstration de cette théorie. Dans ces conditions, je ne crains pas la guerre ouverte, mais elle me peinerait fort et me désobligerait extrêmement. Je ne tiens pas du tout à vous créer des ennuis, je veux

simplement me sauver du ridicule dont vous m'avez couvert et gagner honorablement ma vie.

Vous êtes ministre, je suis un simple particulier. À moi de faire la démarche, je la fais franchement, mais c'est la dernière; il est facile pour vous d'y répondre indirectement, en me faisant donner dans un autre département, un travail que vous ne pourriez plus me donner sous vos ordres. Dans de telles conditions, je travaillerai à effacer la mauvaise impression qui règne en Belgique, et je vous ferai remettre un dossier qui restera sans cela un document contre votre carrière politique.

Croyez-moi, cherchons plutôt un terrain d'entente qu'un lieu de combat et je trace ces lignes sous l'inspiration du calme et de la réflexion.

J'ai l'honneur, monsieur le ministre, de vous saluer.

(Signé) Baron de l'Épine.

Cette lettre, comme vous le savez, a été consignée dans les procès-verbaux de la Chambre, après avoir été déposée par l'honorable ministre, à la suite de certains articles qui avaient été écrits dans les journaux et dans lesquels on prétendait que la lettre, dont une copie avait été distribuée aux membres de la Chambre, était un faux ou un document tronqué. Quelques jours plus tard, à savoir le vingt-cinq février mil neuf cent sept, monsieur le baron de l'Épine a écrit à l'honorable président de l'Assemblée législative de Québec la lettre qui suit:

Québec, ce 25 février, 1907.

À l'honorable Président

de l'Assemblée législative de Québec.

Monsieur le Président,

Par un vote de la majorité de ses membres, la Chambre d'Assemblée a décrété, à sa séance de vendredi dernier, l'insertion dans ses procès-verbaux d'une lettre que l'honorable monsieur Prévost a produite le mardi, 18 du courant mois, et qu'il a donnée comme une lettre venant de moi.

Je m'inscris en faux contre une telle assertion et je nie péremptoirement, sans réserve, avoir envoyé ou fait envoyer cette lettre à l'honorable ministre.

Je suis simplement la victime d'un procédé peu délicat, et je demande à la Chambre de ne pas s'en rendre le complice en refusant l'acte de justice que je sollicite.

Je lui demande en conséquence de faire également insérer dans ses procès-verbaux ma présente dénégation.

Veuillez, monsieur le Président,

Croire à l'expression de ma

plus haute considération,

Baron de l'Épine.

Le premier mars mil neuf cent sept, l'honorable M. LeBlanc a proposé qu'un ordre de la Chambre soit émané pour la production

de la lettre envoyée, le 25 février courant, par M. le baron de l'Épine à M. l'Orateur, le priant de le faire insérer aux procès-verbaux de cette Chambre et protestant n'avoir jamais envoyé à l'honorable M. Prévost cette lettre, datée du 30 octobre 1906, insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février courant.

M. Cherrier proposa en amendement:

Que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les mots suivants:

"M. l'Orateur soit prié de déposer seulement sur le bureau de cette Chambre, la lettre qui lui a été envoyée, le 25 février dernier, par M. le baron de l'Épine, afin qu'elle soit référée à un comité spécial d'enquête composé de MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Gault, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier et d'Auteuil."

M. Dupuis proposa en sous-amendement:

Qu'il soit ajouté à l'amendement les mots suivants:

"Et que ce comité s'enquiert comment la lettre, datée du 30 octobre 1906 et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février dernier, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, avec instruction d'assigner des témoins et de les interroger sous serment et de faire rapport, durant la présente session."

Le sous-amendement et l'amendement ont été adoptés et la motion, telle qu'amendée, a été adoptée.

Nous voici donc, messieurs, réunis pour procéder à cette enquête. Comme vous venez de le constater, il s'agit pour le comité de s'enquérir comment la lettre du 30 octobre 1906, qui est insérée aux procès-verbaux de la séance du 22 février, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost. C'est là la mission du comité. Je suppose, maintenant, que ce que nous avons à faire c'est d'assigner devant nous le baron de l'Épine et l'honorable M. Prévost pour la prochaine séance, à moins qu'on ait d'autres suggestions à faire.

M. Morisset propose, appuyé par M. Dion, que l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine soient invités à comparaître devant ce comité, jeudi, le 7 mars 1907, à dix heures et demie du matin, avec leurs témoins, s'ils en ont.

Il est proposé par M. Morisset, secondé par M. Dion, que M. F. L. Desaulniers, greffier des comités, reçoive instruction de ce comité d'inviter l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine à comparaître devant ce comité, jeudi, le 7 mars courant, à dix heures et demie du matin, avec leurs témoins, s'ils en ont.

Proposé par M. Langlois, secondé par M. Décarie, que ce comité s'ajourne à jeudi, le 7 mars 1907, à dix heures et demie du matin.

Adopté.

Et la séance du comité est ajournée à jeudi, 7 mars 1907, à dix heures et demie du matin.

F. L. Desaulniers,
Greffier.

COMITÉ D'ENQUÊTE SUR LES LETTRES DE M. LE BARON DE L'ÉPINE

(seconde séance)

Québec, 7 mars 1907.

Membres du comité présents: MM. Décarie, Dion, Dupuis, Kelly, Langlois, Lemieux, Morisset, Tellier, d'Auteuil.

Sous la présidence de M. Dupuis.

Au commencement de la séance, le greffier du comité fait rapport que, conformément à l'ordre du comité, à sa dernière séance, il a signifié copie de l'assignation suivante à l'honorable M. Prévost et à M. le baron de l'Épine:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 5 mars 1907.

Assignation

Monsieur,

Vous êtes, par le présent avis, requis de comparaître devant le comité spécial nommé par l'Assemblée législative, à sa séance du premier mars courant, auquel a été renvoyée l'affaire des lettres de M. le baron de l'Épine, (le comité désire aussi que vous vous fassiez accompagner des témoins dont vous pourriez lui suggérer les noms), jeudi prochain, le septième jour de mars, à 10.30 hrs. avant-midi, dans la chambre du comité no 45.

Par ordre du comité,
F.-L. Desaulniers,
Greffier du comité.

Le greffier fait aussi rapport qu'il a signifié l'avis plus haut cité, mercredi après-midi, vers 4 heures, à l'honorable M. Prévost, en parlant à lui-même, dans l'enceinte de la Chambre d'Assemblée, et à M. le baron de l'Épine, mercredi après-midi, le 5 mars, à 4.45 heures, en parlant à lui-même, au no 134, de la rue d'Aiguillon, Québec.

Présent: MM. Dupuis (Président), Langlois, d'Auteuil, Morisset, Kelly, Lemieux, Tellier, Décarie et Dion.

La séance est ouverte à 10 heures et trente, a.m.

M. le Président: J'ai l'honneur de faire rapport au comité que j'ai devant moi le rapport de M. Desaulniers, greffier de ce comité, à l'effet que l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine ont été requis d'être ici, ce matin, conformément à la résolution de ce comité, à sa dernière assemblée. Je suppose que ce que nous avons à faire maintenant, c'est de prier M. le baron de l'Épine de se présenter.

M. I. N. Belleau, C. R. - M. le baron de

l'Épine est ici présent à la disposition du comité et je le représente ici autant que cela peut être utile.

M. le baron de l'Épine comparaît et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par M. le Président:

Q. M. le Baron, voulez-vous prendre communication de cette lettre en date du 30 octobre 1906, et nous dire si vous reconnaissez ce document?

R. Oui, monsieur.

Q. Est-ce votre signature qui est au bas?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est la lettre qui a été déposée par l'honorable ministre de la Colonisation et des Mines devant la Chambre, à la date de?

R. Le 22 février.

Q. Dans le courant de février?

R. Oui, monsieur.

Q. Cette lettre est de vous?

R. Oui, monsieur.

Q. Voulez-vous prendre aussi communication de cette autre lettre, en date du 25 février 1907, adressée à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec et nous dire si cette lettre est également de vous?

R. Oui, monsieur.

Q. Elle porte votre signature?

R. Oui, monsieur.

Q. Je constate, M. le Baron, que, dans cette dernière, adressée à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec, référant à la lettre du 30 octobre 1906, vous dites ceci: "Je nie péremptoirement, sans réserve, avoir envoyé ou fait envoyer cette lettre à l'honorable ministre. Voulez-vous, s'il vous plaît, dire au comité de quelle façon vous avez perdu la possession de cette lettre?"

R. Voici, monsieur. Comme il m'arrivait assez souvent, le jour que j'ai écrit cette lettre, c'est-à-dire le 30 octobre, je me suis rendu à 24 rue Saint-Amable, chez M. Alexandre Girard, à qui je rendais souvent visite, comme ami, pour lui demander conseil. J'étais porteur de cette lettre que j'avais l'intention de lui soumettre et que je n'avais aucunement l'intention d'envoyer sans la lui soumettre. Au cours de la conversation, je lui ai soumis cette lettre-là. M. Girard m'a fait observer différentes objections qui m'ont engagé à ne pas envoyer cette lettre. Je l'ai remise dans ma poche et nous avons continué à causer de cela et d'autres choses. À la fin de la visite, lorsque j'étais prêt à partir, M. Girard m'a dit:

"Mais, au fait, de l'Épine, sur l'incident de la lettre, laissez-la moi et peut-être y aurait-il moyen de l'envoyer en la modifiant". "Bien volontiers", lui répondis-je, et je la lui remis et je sortis. Je partis et je lui laissai la lettre. Le lendemain ou le surlendemain, le rencontrant au ministère de l'Agriculture, il me dit: "Bien, il vaut mieux prendre patience. N'envoyez pas cette lettre, ni

celle-là, ni une autre. Ensuite, le soir ou le lendemain, je suis parti pour m'absenter de la ville et je suis revenu après quelques jours. Je me suis rendu en visite chez M. Girard et dans le cours de la conversation, j'ai dit: "Tiens, à propos de la lettre que je vous ai remise l'autre jour, qu'en avez-vous fait? Il a immédiatement cherché sur son bureau, retournant tous ses papiers, ouvrant les tiroirs et les fermant, et faisant le geste pour monter à l'étage supérieur. J'ai dit: Ce n'est pas la peine, ne faites pas tant d'affaires avec ça, lorsque vous mettrez la main dessus, vous la déchirez". "Oui, oui", fit-il, "parfaitement". Alors, je suis sorti et je ne me suis plus inquiété de la lettre. À quelques temps de là, M. Girard m'a dit l'avoir déchirée. Voici l'histoire de la lettre.

Q. Voulez-vous nous dire combien de temps, après avoir remis cette lettre à M. Girard, chez lui, comme vous venez de nous le dire, vous l'avez rencontré de nouveau pour lui en reparler?

R. De cette lettre-là, au département de l'Agriculture, le lendemain ou le surlendemain, l'un des deux.

Q. Quand vous l'avez ainsi revu, c'était quelques jours plus tard?

R. Oui, quelques jours plus tard, parce que entre les deux je me suis absenté.

Q. Combien de jours, à peu près, avez-vous été absent?

R. Mettez huit ou dix jours, quelque chose comme ça.

Q. Pas plus de dix jours?

R. Écoutez... il y aurait peut-être onze jours. Je ne peux pas spécifier la chose, parce que j'ai été à Lennox ville entre les deux.

Q. À peu près une semaine?

R. Mettons une semaine, environ une semaine.

Q. C'est lui, M. Girard, qui vous a dit qu'il l'avait déchirée?

R. Ça, c'est après. Ce jour-là, il a cherché dans son bureau, retournant ses papiers et ouvrant ses tiroirs, et il a fait le geste pour monter à l'étage comme pour aller la chercher. J'ai dit: "Ne faites pas tant d'embarras, quand vous mettrez la main dessus, vous la déchirez". Moi, je n'y attachais pas d'importance.

Q. Ceci était à votre retour de Lennoxville, cette conversation-là?

R. Oui, monsieur.

Q. Le lendemain, à savoir le 31 octobre, lorsque vous l'avez rencontré au département de l'Agriculture, qu'est-ce qui s'est passé?

R. Il m'a dit simplement ceci: "Il ne faut pas écrire, il faut prendre patience, il ne faut écrire ni celle-là ni une autre. C'est mieux de tâcher de prendre patience." Je dis: "Avez-vous cette lettre?" Il dit: Je ne l'ai pas sur moi, je vous la rendrai à la première occasion."

Q. De sorte que vous nous dites, main-

tenant, que le lendemain il a dit qu'il vous la remettrait?

R. Oui.

Q. Alors, si je vous comprends bien, vous êtes resté satisfait que le ministre de la Colonisation n'avait jamais reçu de lettre de menace de vous?

R. Évidemment, puisqu'il m'a fait remarquer des choses qui étaient justes et auxquelles je me suis rendu et, en revenant, je me félicitais même d'avoir consulté M. Girard, et je n'avais pas l'intention d'envoyer la lettre sans la lui soumettre.

Q. Et c'est pourquoi, à venir jusqu'au jour où vous avez constaté que cette lettre était entre les mains du ministre de la Colonisation...

R. J'ai été profondément surpris.

Q. A venir jusqu'à ce jour-là, vous étiez parfaitement satisfait que le ministre de la Colonisation n'avait jamais reçu de vous une lettre de menace?

R. J'étais satisfait qu'il ne l'avait pas reçue, évidemment, s'il dépendait de moi de la lui faire parvenir, n'est-ce pas?

Q. M. Girard vous a-t-il dit qu'il avait communiqué cette lettre-là au ministre?

R. Jamais, monsieur.

Q. M. Girard vous a-t-il dit qu'il en avait parlé au ministre?

R. Qu'il avait parlé de moi au ministre, oui. La fois où il a regardé dans son bureau, il a dit qu'il avait vu le ministre, mais il disait que le ministre se sacrifie des Belges et de son voyage en Belgique.

Q. Cette fois où il a regardé dans son bureau, était-ce le lendemain du 30 octobre ou plus tard?

R. Non, dans son bureau, c'est après. C'était chez lui, dans son bureau, dans sa maison privée, lorsque je suis revenu.

Q. De Lennoxville?

R. Au bout de la période que nous avons estimé une semaine, tout à l'heure.

Q. M. Girard vous a-t-il dit qu'il avait fait part au ministre, soit verbalement ou autrement, des menaces contenues dans votre lettre du 30 octobre?

R. Non, monsieur, jamais.

Q. Il ne vous a jamais rien dit qui a pu vous faire comprendre qu'il avait eu une conversation avec le ministre pour l'informer que, s'il ne vous donnait pas une place, vous pouviez lui faire des misères?

R. Non, monsieur.

Q. Avez-vous jamais reconnu devant qui que ce soit avoir adressé ces menaces au ministre?

R. Non, monsieur, jamais.

Q. Comme question de fait, vous ne lui en avez jamais adressé?

R. Non, monsieur.

M. le Président. - Y a-t-il quelqu'autre membre du comité qui voudrait poser quelques questions?

M. I. N. Belleau, C. R. - J'ai quelques

questions à poser...

M. le Président. - Je vous demande pardon, si le témoin a un avocat...

M. le baron de l'Épine. - Oui monsieur, monsieur Belleau est mon avocat.

M. le Président. - Je ne pense pas qu'un témoin ait le droit d'appeler un avocat pour se faire poser des transquestions.

M. I. N. Belleau, C. R. - Il est témoin, c'est vrai, mais il est un petit peu intéressé, je pense.

M. le Président. - Comme tous les accusateurs.

M. I. N. Belleau, C. R. - Il vaut autant dire que le comité veut conduire ses procédés sans l'intervention de personne.

M. le Président. - C'est bien certain, et c'est comme ça que je comprends que nous devons faire. Nous avons le témoin devant nous. J'ai demandé à tous les membres du comité s'ils avaient quelques questions à lui poser, mais le témoin n'est pas pour se questionner lui-même. Je l'ai questionné et il a pu donner toutes les réponses qu'il a voulu.

M. I. N. Belleau, C. R. - Je me suis levé ici comme l'avocat du témoin, comme avocat de M. le baron de l'Épine qui, il me semble, a un intérêt considérable dans cette cause-ci. Ce comité est organisé pour s'enquérir si oui ou non M. le baron de l'Épine a eu raison de dire que cette lettre n'avait jamais été envoyée par lui.

M. le Président. - M. Belleau, si vous voulez bien me permettre... pour moi, je décide que M. le baron de l'Épine n'a pas le droit de se questionner lui-même, ni directement ni indirectement. Si le comité n'est pas satisfait de ma décision...

M. I. N. Belleau, C. R. - Si c'est la décision du comité, il n'y a pas grand-chose à dire.

M. D'Auteuil. - Ainsi que l'a fait observer M. Belleau, M. le baron de l'Épine n'est pas un témoin ordinaire. Il s'agit ici de deux affirmations contradictoires, une de M. le baron de l'Épine et l'autre du ministre. Je comprends que l'intérêt de M. le baron de l'Épine n'est pas le simple intérêt d'un particulier.

M. le Président. - M. le baron de l'Épine est ici devant le comité, et tout membre du comité a le droit de lui poser une question, du moment que cette question sera agréée par le comité.

M. Tellier. - Si j'ai bien compris ce que nous avons ordonné l'autre jour, c'est qu'une invitation soit faite à M. le ministre de la Colonisation ainsi qu'à M. le baron de l'Épine de comparaître ici avec leurs témoins. Donc, le comité a reconnu que, dans une certaine mesure, au moins, ces deux messieurs étaient parties devant le comité. Si M. le baron de l'Épine est dans une certaine mesure, au moins, partie, est-il juste, est-ce qu'il n'est pas équitable qu'il puisse se protéger, en se faisant assister d'un conseil. Je

crois que c'est parfaitement juste et que le comité appréciera la question que j'ai posée.

M. Kelly. - Je crois, M. le Président, que, si M. le baron de l'Épine désire par l'entremise de l'un des membres de ce comité poser une question, cela lui sera permis, mais d'être ici à un tribunal avec des avocats des deux côtés, je crois que ce ne soit pas là notre mission.

M. le Président. - Ma décision est que M. le baron de l'Épine ne peut pas se questionner. Il n'a pas le droit de se questionner. Je lui ai posé toutes les questions pour lui permettre de répondre comme il le voulait. Je comprends que M. le baron avait le droit d'être ici accompagné d'un avocat pour le protéger au cas où le comité lui aurait posé quelques questions qui auraient pu le mettre dans une fausse position. Sur ce point, je comprends que M. le baron avait le droit d'être accompagné d'un avocat pour se faire protéger.

M. Tellier. - Comment son avocat peut-il le protéger, s'il a la bouche close? Il y a deux façons de protéger une partie ou un témoin dans la boîte. C'est d'objecter aux questions qui lui sont posées, si elles sont irrégulières ou bien si la réponse donnée à une question est incomplète, c'est de provoquer toutes les explications qu'il peut donner.

M. le Président. - C'est ce que chaque membre du comité peut faire, s'il n'est pas satisfait des réponses que M. le baron de l'Épine a données. M. le baron n'a pas laissé savoir à personne qu'il n'était pas satisfait des réponses qu'il avait données. Au contraire, il a l'air parfaitement satisfait. Le comité est chargé de s'enquérir de quelle façon la lettre du 30 octobre est arrivée en la possession de l'honorable ministre de la Colonisation et des Mines. Alors, je le répète: Si aucun des membres de ce comité ne veut poser des questions à M. le baron de l'Épine, à lui de le faire, mais M. le baron de l'Épine, je le répète pour la dixième fois, n'a pas plus le droit d'avoir un avocat qu'un témoin, devant un tribunal...n'a le droit d'avoir un avocat.

M. Tellier. - Alors, pourquoi l'avons-nous fait appeler ici avec ses témoins?

M. le Président. - Pour le cas où M. le baron de l'Épine aurait cru nécessaire d'avoir des témoins pour appuyer ses dires, ses déclarations.

M. Tellier. - Il s'agit d'un côté des dires de M. le baron de l'Épine et de l'autre côté, des dires de M. le ministre.

M. le Président. - C'est évident.

M. Tellier. - Ce sont deux parties qui se contredisent et ce comité est invité à déclarer de quel côté se trouve la vérité ou si, lorsque les deux parties auront été confrontées, elles ont, en définitive, peut-être dit la vérité toutes les deux. Si vous partez de ce principe que M. le baron de l'Épine est partie et a droit d'être contre-

interrogé par un avocat, il n'a pas besoin d'avocat, lorsque celui-ci n'a pas le droit de parler.

M. le Président. - Je crois que vous n'avez pas saisi du tout la question telle que je vous l'ai posée. J'ai dit que M. le baron de l'Épine a le droit d'avoir un avocat à ses côtés pour le protéger au cas où des questions auxquelles il pourrait refuser de répondre lui seraient posées, parce que lui, n'étant pas avocat, ne pourrait pas voir toute la portée des questions.

M. Tellier. - S'il n'a pas pu voir toute la portée des questions, il est possible qu'il n'ait pas vu toute la portée d'une réponse, et souvent, vous le savez aussi bien que moi, M. le Président, puisque vous êtes du barreau, souvent une réponse est incomplète. Quant à moi, je ne vois pas de question à poser à M. le baron de l'Épine, mais je ne connais pas la cause. M. le baron s'est consulté avec un avocat, est-ce que son avocat ne pourrait pas soumettre la question qu'il désire poser et que ce comité juge si la question est opportune? Je reconnais le même droit, naturellement, à n'importe quelle autre partie.

M. le Président. - Bien, messieurs, ma décision est là, un avocat ne peut pas venir ici...

M. Tellier. - M. Belleau peut toujours soumettre au comité la question qu'il voudrait poser et si les membres du comité le désirent...

M. le Président. - Non, je ne permettrai à personne autre qu'aux membres du comité de questionner M. le baron. C'est ma décision, faites-en ce que vous voudrez.

M. Tellier. - Il est bien facile à M. Belleau de soumettre ou suggérer à n'importe quel membre du comité les questions qu'il désirera poser.

M. le Président. - Eh bien, messieurs, je comprends qu'il n'y a aucun membre de ce comité qui désire poser des questions à M. le baron.

M. Tellier. - M. le baron, cette lettre du 30 octobre, 1906, était-elle sous enveloppe, quand vous l'avez remise à M. Girard?

M. le baron de l'Épine. - Eh bien, si elle était sous enveloppe, M. Girard doit l'avoir, et s'il ne l'a pas, probablement, c'est qu'il n'y en avait pas.

M. Tellier. - Dois-je comprendre que vous ne vous rappelez pas si elle était sous enveloppe ou non?

R. - Elle était probablement sous enveloppe, parce que je l'aurais salie, n'est-ce pas, dans ma poche, à moins que je l'ai mise dans un papier, ce que je ne crois pas; je l'ai plutôt mise dans une enveloppe.

M. Tellier. - Voulez-vous nous dire si elle était dans une enveloppe adressée ou non?

M. le baron de l'Épine. - Non, je ne le crois pas.

M. Tellier. - Vous ne le croyez pas?

M. le baron de l'Épine. - Je ne saurais être absolument affirmatif, mais je ne le crois pas, je ne saurais pas passer serment de la chose.

M. Tellier. - Quels étaient vos rapports avec M. Alexandre Girard, dont vous nous avez parlé?

M. le baron de l'Épine. - Eh bien, j'étais en très bons rapports avec M. Girard, je le considérais comme un ami et je le consultais chaque fois que j'avais une ou l'autre difficulté dans mes affaires avec le gouvernement, j'allais assez fréquemment chez lui et je suivais généralement ses conseils.

M. Tellier. - Était-ce des rapports d'affaires ou des rapports d'amitié que vous aviez avec lui?

M. le baron de l'Épine. - Les deux, monsieur, nous étions bien ensemble.

M. Tellier. - Est-ce que vous avez eu avec lui des relations fréquentes et assidues?

M. le baron de l'Épine. - Oui, monsieur, j'allais fréquemment chez lui. Il connaissait presque toutes mes affaires, j'avais entière confiance en lui, d'ailleurs, et quand il me donnait des conseils, je ne me rappelle pas de ne pas les avoir suivis.

M. Tellier. - Monsieur Girard est attaché au département de...

M. le baron de l'Épine. - Au département de l'Agriculture, il est le directeur du Journal de l'agriculture.

M. Tellier. - Et vous-même, vous avez eu un emploi?

M. le baron de l'Épine. - À l'Agriculture. Depuis cinq ans, j'ai été presque continuellement en mission pour le département de l'Agriculture, pour les chevaux, pour l'achat des chevaux, même au mois d'octobre, je ne me rappelle plus à quelle date, j'ai été envoyé au Lac-Saint-Jean.

M. Tellier. - Que devons-nous comprendre lorsque vous dites que vos relations avec M. Girard étaient fréquentes et assidues? Devons-nous comprendre que vous le voyiez une fois par mois ou une fois par semaine?

M. le baron de l'Épine. - Ce n'était pas régulier. Je pouvais quelquefois y aller dans une semaine deux fois et rester quinze jours sans y aller. Ça dépendait des circonstances. On se voyait d'ailleurs souvent au département de l'Agriculture.

M. Tellier. - Vous vous considérez comme des amis?

M. le baron de l'Épine. - Oui, moi, du moins, je le considérais comme un ami, comme un homme de bon conseil.

M. Tellier. - M. Girard est originaire de France, n'est-ce pas?

M. le baron de l'Épine. - Oui, monsieur.

L'honorable M. Prévost, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

comparaît et, après avoir été assermenté par le président, dépose ainsi qu'il suit:

Interrogé par M. le Président:

Q. M. Prévost, vous êtes ministre des Mines et de la Colonisation?

R. De la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Q. Voulez-vous prendre communication de cette lettre de M. le baron de l'Épine, en date du 30 octobre 1906, que vous avez vous-même déposée sur la table de la Chambre, durant la présente session, et nous dire de quelle façon vous en êtes venu en possession?

R. Je ne puis pas bien fixer la date, mais je suis sous l'impression que c'est le 30 octobre 1906, jour de la date de la lettre que M. Pelland, publiciste du département, est venu à mon bureau me dire que M. Girard, du département de l'Agriculture, que je connaissais à peine, me demandait d'avoir l'obligeance d'arrêter chez lui, lorsque je laisserais le parlement pour m'en aller chez moi, rue Saint-Cyrille. M. Girard demeure rue Saint-Amable. Ça se trouve sur mon chemin pour me rendre du parlement jusqu'à la rue Saint-Cyrille, et je passe ordinairement par cette rue, car c'est le chemin le plus court. Vers les cinq heures de l'après-midi de ce jour, je me suis rendu chez M. Girard, en compagnie de M. Pelland, qui demeure en face de chez moi, rue Saint-Cyrille. M. Girard me dit alors: M. le ministre, je vous demande pardon de ne pas être allé chez vous, à votre cabinet, mais comme je pars demain pour les États-Unis, et que j'ai été obligé de venir rencontrer quelques membres de ma famille - ma belle-mère étant bien malade là-bas - je veux vous remettre une lettre qui m'a été transmise par le baron de l'Épine. Il prit alors cette lettre qu'il sortit d'une enveloppe adressée à moi, et m'en fit prendre connaissance. C'est la lettre du 30 octobre, que le président vient de me mettre dans la main. Je l'ai lue et relue une deuxième fois et devant M. Girard et M. Pelland, j'ai dit: "C'est une ignoble lettre de chantage que cette lettre-là". Là-dessus, M. Girard m'a répondu: "C'est la raison pour laquelle je vous la remets moi-même, car le baron était tellement excité que je l'ai dissuadé de vous l'envoyer par la poste, et je lui ai dit que je vous la remettrais à vous-même, pour tâcher d'en finir avec cette affaire-là. J'ai pris la lettre et je l'ai mise dans ma poche et la voilà. Nous avons passé chez M. Girard environ une demi-heure ou trois quarts d'heure, et le soir je me suis rendu à la maison pour dîner.

Q. Est-ce là votre réponse?

R. C'est tout.

Q. M. Girard vous a dit qu'il avait préféré vous la remettre à vous-même, afin d'en atténuer la portée. Dois-je comprendre par là que M. Girard prenait mission de chercher à vous amener à de meilleurs sentiments vis-à-

vis M. le baron?

R. M. Girard, à cette époque, était l'ami intime du baron et moi je n'avais peut-être pas parlé à M. Girard plus que trois ou quatre fois. Or, son but était, ni plus ni moins, de tâcher d'arranger cette affaire-là.

M. Kelly. - Monsieur le ministre, si je comprends bien, M. Girard vous a donné à entendre que cette lettre lui avait été délivrée avec l'intention de vous la remettre?

R. M. Girard m'a dit en toute lettre que le baron voulait qu'il me la remette coûte que coûte.

M. Kelly. - M. le baron de l'Épine a dit tout à l'heure que M. Girard lui avait déclaré, dans une certaine occasion, que le ministre avait dit qu'il se sacrifiait des Belges et de son voyage en Belgique. Est-ce que vous avez tenu un tel langage à M. Girard?

R. Sous le serment que je prête, jamais je n'ai employé telles paroles.

M. le Président. - Y a-t-il d'autres questions qu'on désirerait poser?

M. Dion. - Monsieur le ministre, êtes-vous bien certain si l'enveloppe était adressée à votre nom?

R. Oui, monsieur.

M. Tellier. - Avez-vous conservé cette enveloppe?

R. Je l'ai perdue, malheureusement.

M. Tellier. - Quand et comment l'avez-vous perdue?

R. J'ai fait un dossier de toutes les affaires de M. le baron de l'Épine. Lorsque j'ai reçu cette lettre, naturellement, j'ai mis tous ces documents ensemble, et je puis vous expliquer bien facilement, M. Tellier, si vous le constatez, la lettre est écornée au coin. J'avais mis tous les papiers du baron ensemble. Je les ai enlevés de l'enveloppe - je n'ai pas réalisé dans le moment quelle était l'importance de cette enveloppe, et je l'ai jetée au panier. Ça doit être comme ça que je l'ai séparée de l'enveloppe pour la mettre dans le dossier.

M. Kelly. - Ce n'est pas l'habitude, si je comprends bien, dans votre département, ni dans les autres départements, quand on fait un dossier de garder les enveloppes dans le dossier?

R. C'est justement la raison qui explique que je n'ai jamais songé à garder cette enveloppe. Je ne croyais pas, à l'époque, que cette lettre deviendrait aussi importante, qu'elle ferait tant parler d'elle.

M. Tellier. - S'il n'y a pas d'autres questions de la part des membres du comité, serait-il permis à l'avocat de M. le baron de l'Épine, dans le cas où il aurait des transquestions à poser, de les poser lui-même?

M. le Président. - Ma décision est la même. Il est bien facile pour M. le baron de l'Épine ou pour son avocat de faire poser toutes les questions qu'ils veulent poser. Je constate même que M. Tellier a, à sa droite,

l'avocat de M. le baron de l'Épine. Pourquoi M. Tellier ne pose-t-il pas les questions qu'il veut poser?

M. Tellier. - Je suis ici membre du comité. Je ne connais pas la cause de M. le baron de l'Épine. Il est bien certain que, si l'avocat de M. le baron de l'Épine n'est pas admis à poser des questions en contre-interrogatoire, je me ferai un plaisir et un devoir de soumettre au témoin n'importe quelle question judiciaire que l'on pourra me suggérer et j'aime à croire que n'importe quel membre du comité en fera autant.

M. le Président. - Je vous le déclare une fois pour toutes, la position dans laquelle le comité se trouve, en autant que le baron de l'Épine est concerné, a été décidée tout à l'heure. Le comité a été nommé par la Chambre pour s'enquérir des circonstances dans lesquelles l'honorable M. Prévost a reçu la lettre en date du 30 octobre. C'est à cette fin que nous avons procédé jusqu'à maintenant et c'est à cette fin que nous allons procéder jusqu'à la fin, du moins, je l'espère, c'est à cette fin que nous avons prié l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine de venir ici avec leurs témoins et c'est à cette fin que nous procéderons maintenant. Il me semble que les remarques que je viens de faire disposent de la question.

M. Tellier. - Mais pourquoi une enquête pour prouver la provenance de cette lettre? C'est parce que la Chambre est en présence de deux affirmations contradictoires. Une affirmation de M. le ministre de la Colonisation et une affirmation contraire ou contradictoire, je ne sais pas trop, de la part de M. de l'Épine. La Chambre a voulu évidemment se faire éclairer sur ce point litigieux, et dans une certaine mesure nous avons deux parties devant le comité, deux parties intéressées à faire établir l'exactitude de leurs avancés. J'ai compris et je comprends encore que, sur ce point-là, nous avons à faire l'enquête et vous avez dit au début de cette séance, M. le président, que vous permettiez à M. le baron de l'Épine de comparaître ici assisté par un avocat. Prenons acte de cette déclaration, je vous demande et je demande au comité, à quoi sert un avocat, s'il est bâillonné.

M. le Président. - La réponse est bien simple, et le savant avocat qui parle maintenant le sait aussi bien que moi. La question n'est pas nouvelle, elle s'est présentée devant les tribunaux maintes et maintes fois. Il arrive tous les jours qu'un témoin assigné dans une cause demande à la cour d'être accompagné d'un avocat pour le protéger, quant aux questions qui vont lui être posées. Je ne sache pas que jamais un tribunal ait refusé la chose et je ne sache pas, d'un autre côté, que dans ces circonstances, jamais un avocat ait osé assumer d'autre rôle que celui que je viens d'indiquer, à savoir celui de protéger le témoin. Je ne sache pas

que jamais un tribunal ait permis à chaque témoin d'avoir un avocat pour venir plaider la cause. Ici, nous avons des témoins devant nous et rien d'autre. Ce sont des témoins que le comité a amenés devant lui, ce ne sont pas des parties. Le comité a à faire une enquête et il amène des témoins devant lui et certainement ce ne sont pas ces témoins-là qui vont conduire l'enquête, c'est le comité. Vouloir faire ce que l'honorable député de Joliette demande maintenant, ce serait nous dépouiller des prérogatives dont nous sommes investis par la Chambre pour les remettre entre les mains de M. le baron de l'Épine ou de l'honorable M. Prévost; nous avons, je le répète, une enquête à faire et nous allons la faire. Que chaque témoin comparissant vienne ici avec un avocat à ses côtés pour se faire protéger comme témoin, c'est fort bien, mais autrement, non.

M. Tellier. - Comment pourrait-il venir le protéger?

M. le Président. - Comme je l'ai dit tout à l'heure, chaque fois qu'un témoin a droit de craindre que des questions compromettantes pour lui puissent lui être posées, ceci arrive tous les jours, il peut avoir un avocat pour se protéger. J'espère que la discussion est close sur ce point-là.

M. Dion. - M. le baron de l'Épine a-t-il le droit de faire des questions à d'autres témoins qui viendront?

M. Kelly. - Non.

M. le Président. - Chaque membre du comité a le droit de poser des questions, et je crois, s'il fallait parler pour le public, ce que je regretterais infiniment, je crois que tout le monde sait ici que M. le baron de l'Épine est parfaitement capable, devant le comité, de faire poser toutes les questions qu'il a envie de poser, mais comme président de ce comité, je croirais manquer à mon devoir en retirant à ce comité les prérogatives qui lui sont conférées par la Chambre. C'est à nous de faire l'enquête et nous allons la faire.

M. Kelly. - Je suppose que M. Girard est ici ainsi que M. Pelland?

M. le Président. - Oui, monsieur.

M. Kelly. - Je crois qu'il serait bon de les faire entendre.

M. le Président. - M. le baron, voulez-vous nous indiquer quelques témoins que vous aimeriez que nous entendrions?

M. le baron de l'Épine. - Moi, je n'ai pas de témoin; je suis tout seul à comparaître.

M. Tellier. - Je suppose, M. le président, que, quand une partie est représentée par un avocat, la question de savoir quels sont les témoins qu'il y a à faire entendre est du ressort de l'avocat?

M. le Président. - Il n'y a pas de parties ici. Comme président du comité, je cherche à savoir la vérité, et pour cela je voudrais connaître les noms de toutes les

personnes qui connaissent quelque chose en rapport avec cette lettre-ci. Or, c'est en cette qualité que je pose à M. le baron de l'Épine la question, afin de savoir s'il ne pourrait pas m'indiquer quelques personnes qui pourraient nous renseigner sur la matière. C'est pourquoi, de crainte de n'avoir pas été compris parfaitement, je vais de nouveau poser à M. le baron la question suivante: M. le baron, avez-vous les noms de quelques personnes que vous pourriez nous indiquer afin de les faire entendre ici pour nous éclaircir sur l'enquête que nous avons à faire?

M. le baron de l'Épine. - Eh bien, je n'ai aucun témoin, j'étais seul dans cette affaire-là, j'ai été seul chez M. Girard, mais le 13 de février il y avait monsieur Brouët, un Français...

M. le Président. - C'est inutile, nous sommes à nous enquérir des circonstances dans lesquelles...

M. le baron de l'Épine. - Vous ne me laissez pas achever. Le treize février, il est venu me trouver soi-disant de la part...

M. Kelly. - M. le président, je ne crois pas que l'on puisse entrer dans ceci...

M. le Président. - Attendez, pour moi la question est bien simple, avez-vous des noms à nous soumettre pour que nous les fassions assigner dans cette affaire?

M. le baron de l'Épine. - M. Brouët.

M. le Président. - Voulez-vous donner son nom et son adresse?

M. le baron de l'Épine. - M. Brouët habite chez Haas, je pense; maintenant, il est au Lac-Saint-Jean. C'est celui qui a des propriétés de l'autre côté du Lac-Saint-Jean, avec M. Demers.

M. le Président. - Est-il à Québec, présentement?

M. le baron de l'Épine. - Je ne crois pas, je crois qu'il est au Lac-Saint-Jean, mais il va là, un jour au Lac-Saint-Jean et l'autre jour, il est à Québec.

M. Kelly. - M. le président, je crois que si nous entendions M. Pelland et M. Girard, ce sont autant les témoins de M. le baron de l'Épine que de M. le ministre. Ce sont les seuls témoins de la transaction, et ils vont corroborer soit l'un ou l'autre. Je crois que tout ce que nous avons à faire c'est d'entendre ces deux témoins.

M. le Président. - Je voudrais poser une question additionnelle à M. le Baron: M. Brouët, d'après ce que vous connaissez, a-t-il été témoin des circonstances dans lesquelles vous avez remis la lettre à M. Girard?

M. le baron de l'Épine. - Non, il connaît la chose, parce que le ministre la lui a racontée. Il n'a pas été mêlé dans cette affaire-là.

M. Tellier. - Je désirerais que vous demandiez à M. le baron si c'est son désir de faire assigner M. Brouët; nous verrons ensuite ce que le comité décidera sur la question de savoir s'il y a lieu de l'assigner

ou non, mais voici un nom qui vient d'être mentionné en réponse à une question que vous avez posée à M. le baron de l'Épine et je ne comprends pas toute la pensée de M. le baron. Je ne sais pas s'il désire que M. Brouët soit assigné. S'il le désire, nous nous enquerons ensuite des faits que peut révéler à ce comité M. Brouët et nous déciderons s'il y a lieu de l'assigner.

M. Morisset. - Monsieur avoue qu'il ne connaît rien de l'affaire à propos de la lettre.

M. Tellier. - Je n'ai pas compris ça. M. le baron disait que M. Brouët avait appris ce qui se rapporte à cette lettre de la bouche du ministre. Or, la preuve se fait devant un tribunal quelconque de différentes façons. Elle peut se faire par des témoins oculaires et elle peut se faire aussi par des témoins qui rapportent des aveux.

M. le Président. - Ne pensez-vous pas qu'il serait plus expéditif et plus dans l'ordre de procéder à notre enquête, sauf à revenir sur cette question avant d'ajourner?

M. Tellier. - Je n'y ai pas d'objection, seulement vous avez mis M. le baron de l'Épine en demeure de déclarer s'il avait quelque nom à suggérer.

M. le Président. - Je ne l'ai pas mis en demeure, je lui ai demandé...

M. Tellier. - Dans tous les cas, il était en train de suggérer le nom de M. Brouët, lorsqu'un des membres de ce comité a clos l'incident pour attirer l'attention du comité d'un autre côté. Alors je comprends que vous décidiez que nous y reviendrons plus tard, s'il y a lieu.

M. le Président. - S'il y a lieu.

M. Tellier. - Très bien.

M. Alexandre Girard, de Québec, employé civil, comparait alors et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par M. le Président. - Monsieur Girard, vous êtes employé au département de l'Agriculture, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. C'est de vous qu'il a été question dans les dépositions qui viennent d'être données par l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine?

R. Oui.

Q. Voulez-vous prendre communication de cette lettre en litige, en date du 30 octobre 1906, et nous dire dans quelle circonstance l'honorable ministre de la Colonisation et des Mines en est venu en possession, si vous le savez?

R. Cette lettre du baron de l'Épine m'a été remise un mardi après-midi, au département de l'Agriculture, entre trois heures et quart et trois heures et demie. La lettre était sous enveloppe. Le baron m'a demandé d'en prendre connaissance. J'ai lu et j'ai relu la lettre, et j'ai déclaré à de l'Épine qu'il n'y avait pas de bon sens d'envoyer une let-

tre ainsi conçue à un ministre, je lui dis alors, car il a insisté, "Je veux, mon désir est d'envoyer, coûte que coûte, cette lettre au ministre", je lui dis: "Vous feriez mieux, de l'Épine, d'avoir quelqu'un, même, attendez, votre lettre est par trop brutale, qui fera au moins comprendre au ministre que loin d'être calme, vous êtes au contraire complètement en colère." M. de l'Épine m'a demandé alors: "Voulez-vous vous en charger?" J'avais depuis longtemps été mêlé aux petites difficultés, aux affaires de M. de l'Épine, et à chaque fois que l'occasion s'en était présentée, j'avais tenu à lui être utile. Comme il insistait et comme il répétait que la lettre partirait quand même, il me dit, comme je l'ai dit tout à l'heure: "Voulez-vous vous charger de la lettre?" Je sortais du bureau du secrétaire du département de l'Agriculture, je m'en fus immédiatement trouvé M. Prévost ou plutôt son secrétaire, M. Pelland, et je dis à M. Pelland: "Je voudrais absolument voir M. le ministre". M. Prévost était engagé. Le secrétaire revint et me dit qu'il était engagé jusqu'à quatre heures ou quatre heures et demie. Je demandai alors à Pelland de retourner, de nouveau, voir le ministre et de lui dire qu'ayant affaire chez moi pour des affaires de famille, j'étais obligé de quitter à quatre heures, et que s'il avait l'obligeance de passer chez moi que j'avais une communication très importante à lui faire. Pelland retourna retrouver le ministre et revint me dire que le ministre serait chez moi entre quatre heures et trois quarts et cinq heures. Dans le temps, j'étais obligé d'aller chez moi, parce que, le midi même, j'avais reçu un télégramme de Pawtucket disant que la mère de ma femme était mourante. Je devais partir le lendemain matin ou le lendemain, à une heure, pour Boston, Providence et Pawtucket. Si je voulais communiquer la lettre, il fallait la communiquer immédiatement. M. Prévost est venu chez moi à quatre heures et trois quarts, à peu près, à quelques minutes près, je ne sais pas trop, je lui ai remis la lettre et il l'a lue et il l'a relue, et, mon dieu, je dois avouer qu'il n'avait pas l'air très content. Je lui dis alors: "M. Prévost, vous savez qu'il y a des difficultés, vous n'êtes pas d'accord avec M. de l'Épine - quoiqu'il dise qu'il est calme - laissez donc ça passer un peu tranquillement, et vous verrez que, dans quelques jours, ça s'arrangera." Nous avons continué la conversation, je ne sais pas combien de temps, vingt ou vingt-cinq minutes, peut-être. Je dois dire que M. Pelland était présent à la remise de la lettre et qu'elle était sous enveloppe adressée au ministre de la Colonisation. Le lendemain, j'ai vu M. de l'Épine au bureau.

Q. A quel bureau?

R. Devant le bureau, dans le couloir du ministère, devant le bureau de M. Sylvestre. C'était le 31 du mois, et j'avais un peu be-

soin d'argent pour m'en aller aux États - j'avais une certaine provision, mais on n'en a jamais trop - enfin c'était le jour de la paye et je venais pour toucher mon salaire. Je rencontrai le baron de l'Épine. - "Eh bien, quel est le résultat de l'entrevue d'hier?" me dit-il. Je lui dis: "Le ministre n'était pas content. La lettre est trop brutale, mais je dis, enfin, il faut espérer, soyez calme, il faut espérer qu'avec le temps, ça se passera." M. de l'Épine me dit alors: "Quoi qu'il en soit, je l'aurai, j'ai un dossier formidable contre lui et immédiatement je vais aller trouver ou écrire. - je ne peux pas préciser le nom, mais un des ministres... je vais écrire ou voir M. Gouin ou M. Turgeon."

M. Morrisset. - Que voulait-il dire par: "Je l'aurai?"

R. Je l'aurai, M. Prévost, j'ai un dossier formidable contre lui, et je l'aurai?

M. Lemieux. - Il vous a demandé quel était le résultat de l'entrevue d'hier?

R. Oui.

M. Lemieux. - Bien certain?

R. Oui, Monsieur, aussi sûr que je suis là.

M. le Président. - Il vous a dit qu'il parlait de ce pas là...

R. Il dit qu'il allait écrire ou qu'il allait voir, je ne sais pas lequel, soit M. Turgeon ou M. Gouin, voilà ce qu'il a dit.

M. le Président. - En rapport avec cette demande qu'il faisait à l'honorable M. Prévost?

R. Nécessairement, c'était de suite, il dit: "Qu'il dise ce qu'il voudra, je m'en vais voir M. Gouin et je l'aurai. J'ai un dossier formidable contre lui et je l'aurai." Maintenant, il y a plus - si toutefois le comité veut me le permettre - il y a eu certaines déclarations de faites, ici. Or, j'ai pris le train à une heure de l'après-midi et j'ai été dix-sept jours absent de Québec, j'ai été à Providence et à Pawtucket.

Q. Avez-vous revu M. le baron de l'Épine, après votre retour, c'est-à-dire dix sept jours après?

R. Je me souviens d'avoir revu M. le baron, l'avant-veille, mais ceci je ne peux pas le garantir, parce qu'il y a eu tant d'accidents, des affaires qui se sont passées, que c'est assez difficile de préciser. Mais, en autant que ma mémoire est fidèle, le baron de l'Épine n'est revenu chez moi (je l'ai revu au département), mais il n'est revenu chez moi que le samedi qui était l'avant-veille de son départ, et là nous avons eu une conversation pendant une heure et demie, à peu près. Il n'a pas été question d'un mot de la lettre.

M. le Président. - Voulez-vous indiquer la date, à peu près?

R. C'était dans le mois de novembre, si je me souviens bien, mais je ne puis pas dire, c'est plutôt à la fin de novembre ou dans le mois de décembre, je ne peux pas dire la

date. Il y a longtemps de ça, mais il y a des témoins qui ont entendu la conversation dans le salon, c'était un samedi, l'avant-veille de son départ. Il est venu me voir, et nous avons parlé pendant une heure ou une heure et demie, mais il n'a pas été question de la lettre, c'était pour tout autre affaire.

M. le Président. - Avez-vous jamais déclaré au baron de l'Épine que vous aviez déchiré sa lettre?

R. Jamais, monsieur.

Q. Lui avez-vous dit que vous l'aviez transmise au ministre tel qu'il vous avait donné instruction?

R. Lui-même est venu demander le lendemain quel était le résultat de l'entrevue. Il me l'avait donnée pour la lui transmettre, parce qu'il voulait la lui envoyer, coûte que coûte. C'est difficile de rapporter les mots exacts de la conversation, lorsque je n'attachais pas d'importance à cela dans le moment. Qui aurait pensé que la lettre aurait fait tout le tapage qu'elle a fait, mais quand il vient me la donner, et le lendemain il me demande le résultat de l'entrevue, je ne peux pas dire exactement les mots qu'il a dits, c'est assez difficile.

M. le Président. - De sorte que vous niez péremptoirement tout ce que M. le baron de l'Épine vous a dit tout à l'heure?

R. Je nie avoir reçu la lettre chez moi, j'affirme l'avoir reçue au département de l'Agriculture. Je nie que le baron soit venu chez moi le lendemain ou deux ou trois ou quatre jours après, parce que trois ou quatre jours après j'étais parti pour dix-sept jours. J'ai été dix-sept jours...

M. Lemieux. - Vous êtes parti le lendemain?

R. Je suis parti le lendemain par le train d'une heure pour Montréal.

M. Lemieux. - Vous avez été dix-sept jours parti?

R. J'ai été dix-sept jours.

M. Kelly. - Monsieur Girard, est-ce qu'il y a quelques records ici au département pour démontrer que vous avez été absent?

R. Tous les employés du département, et le comptable entre autres, on peut leur demander...

M. Kelly. - Le livre d'entrée?

R. Non, ça ne se signe pas, mais je peux le prouver par des témoins, c'est facile... je ne suis revenu que le dix-sept novembre.

M. Kelly. - Maintenant, M. Girard, est-ce que l'honorable M. Prévost vous a déclaré qu'il se sacrifierait des Belges et de son voyage en Belgique?

R. Jamais je n'ai entendu parler de ça.

M. Kelly. - Avez-vous dit ces mots-là à M. de l'Épine comme venant de M. Prévost?

R. Jamais. Tout ce que j'ai dit, j'ai vu de l'Épine. J'étais assez pressé le lendemain; j'ai eu une conversation d'à peu près deux minutes dans le couloir et jamais de l'Épine

n'est venu chez moi pour prendre des renseignements sur la lettre.

M. le Président. - Maintenant, monsieur Girard, en autant que vous pouvez l'apprécier vous-même, pourquoi le baron de l'Épine est-il allé vous trouver pour vous remettre cette lettre-là, à vous plutôt qu'à un autre?

R. Parce que le baron, quand il a eu des difficultés, je ne parle pas des grosses difficultés, mais quelquefois des affaires administratives dont il ne connaissait pas les rouages, qui ne marchaient pas bien, à chaque fois, il venait m'en parler et à chaque fois, je lui ai rendu service autant que j'ai pu, et quand j'ai gardé cette lettre-là, je connaissais que le baron était en colère, je savais qu'il l'enverrait par la poste, comme il me l'a répété, "je l'enverrai, il l'aura, quand même." J'ai cru encore bien faire, lui rendre service en atténuant l'effet de la lettre devant le ministre.

M. Kelly. - Il était en colère, mais il savait parfaitement ce qu'il faisait?

R. Je ne suis pas médecin aliéniste.

M. Kelly. - Il était maître de ses actes?

R. Oui, oui.

M. le Président. - Y a-t-il quelques membres du comité qui désirent poser des questions?

M. Tellier. - J'ai l'honneur de faire motion, M. le président, qu'il soit permis à M. Isidore Belleau, avocat, qui a comparu pour M. le baron de l'Épine de poser des contre-interrogatoires, s'il en a à poser.

M. le Président. - Je dois dire d'abord que je ne sache pas qu'il y ait eu de comparution ici de la part de M. Belleau. S'il y en eut eu, je l'aurais certainement refusée autrement que dans les conditions que j'ai expliquées tout à l'heure. Maintenant, je déclare la motion hors d'ordre, pour les mêmes raisons que j'ai données tout à l'heure.

M. Tellier. - Malgré tout le respect que j'ai pour votre décision, je désire consulter le comité sur ce point et j'en appelle au comité.

M. I. N. Belleau, C. R. - Si vous me permettez, M. le président...

M. le Président. - Non, pardon.

M. Tellier. - Voulez-vous permettre à M. Belleau...

M. I. N. Belleau, C. R. - Je désirerais auparavant faire quelques remarques...

M. le Président. - Non, monsieur Belleau, excusez.

M. I. N. Belleau, C. R. - Pardon, M. le président, mais...

M. le Président. - Excusez...

(Cris de: À l'ordre! À l'ordre!)

M. I. N. Belleau, C. R. - Je vous demande pardon...

M. le Président. - Je vous prie de ne pas interrompre les procédures régulières du comité.

M. I. N. Belleau, C. R. - Je ferai les

remarques que j'ai à faire, et personne ne m'empêchera de les faire.

M. Tellier. - Vous ne savez pas quelle est l'application que veut faire monsieur Belleau.

M. le Président. - Quelle que soit l'application, ce qu'il y a devant le fauteuil, c'est un appel de la décision que j'ai rendue. J'espère que M. Belleau, avec l'expérience qu'il a, n'interviendra pas à cet étage de la procédure. Il est proposé par M. Tellier qu'il soit permis à M. Isidore Belleau, avocat, qui a comparu pour M. le baron de l'Épine, de poser des contre-interrogatoires, s'il en a à poser. J'ai décidé que cette motion n'était pas dans l'ordre. M. Tellier a appelé de cette décision.

M. D'Auteuil. - Sommes-nous prêts à voter là-dessus sans discussion?

M. Tellier. - Les membres du comité peuvent avoir de la discussion à faire là-dessus.

L'honorable M. Prévost. - Si on veut me permettre simplement un mot. Je n'ai aucune objection, tout au contraire...

M. le Président. - Non, je saurais gré à tous ceux qui ne sont pas de ce comité de laisser faire la procédure régulière. Il s'agit maintenant de procéder sur l'appel de ma décision par M. Tellier.

M. Tellier. - Cette motion n'exclut pas la discussion?

M. le Président. - Non.

M. Tellier. - Avant que cette motion soit mise au vote, M. Belleau a fait application à vous et aux membres du comité pour être entendu. Je ne sais pas ce qu'il a à dire, mais nous le saurons après l'avoir entendu.

M. le Président. - Il s'agit maintenant pour le comité de décider si ma décision était régulière ou non. On comprendra, je l'espère, qu'il incombe à toutes les personnes qui non seulement ne sont pas membres de ce comité, mais qui ne sont pas membres, députés de cette législature, de ne pas intervenir dans cette discussion, qui est maintenant devant le fauteuil; si quelques membres du comité...

M. d'Auteuil. - Si je prenais les termes de l'assignation adressée à l'honorable M. Prévost et M. le baron de l'Épine, je suis porté à croire que l'un et l'autre ont le droit de questionner leurs propres témoins et de transquestionner les témoins de l'autre. On les a assignés à être ici avec leurs témoins. Qui est-ce qui peut interroger convenablement ces témoins? Est-ce nous, les membres de ce comité, qui ne connaissons rien de l'affaire? Qui est-ce qui peut interroger les témoins de l'une ou l'autre des parties, si ce n'est pas la partie adverse? Parce qu'enfin, la manière dont le comité les a assignés démontre qu'il les constitue toutes les deux parties. Pour cette raison, je suis disposé à permettre à M. Belleau de les transques-

tionner.

M. le Président. - Y a-t-il d'autres membres qui désirent parler? Eh bien, messieurs, ceux qui seront pour maintenir la décision du président diront: Oui; ceux qui seront pour la renverser diront: Non.

M. Langlois. - Oui.

M. d'Auteuil. - Non.

M. Dion. - Oui.

M. Tellier. - Non.

M. Lemieux. - Oui.

M. Kelly. - Oui.

M. Morisset. - Oui.

M. Décarie. - Oui.

M. le Président. - La décision est maintenue par six contre deux.

M. Tellier. - M. le Président, puisqu'il n'est pas permis, devant ce comité, à M. le baron de l'Épine de contre-interroger les témoins, il y a certains points du témoignage de M. Girard que je désire faire élucider pour ma propre satisfaction et je demande la permission, je demande respectueusement la permission de poser quelques questions.

M. le Président. - La permission vous est respectueusement accordée.

Questions posées par M. Tellier:

M. Girard, à quel endroit cette lettre du 30 octobre vous a-t-elle été remise par M. le baron de l'Épine?

R. Dans le bureau de M. Sylvestre, à trois heures et quart ou trois heures et demie de l'après-midi.

Q. M. Sylvestre était-il présent?

R. Ma conviction personnelle, c'est que M. Sylvestre était présent. Je lui ai demandé après s'il y était, et il m'a dit qu'il devait être engagé, qu'il n'a pas entendu la conversation échangée entre moi et le baron de l'Épine.

Q. Vous étiez seul avec le baron de l'Épine, à moins que M. Sylvestre, comme vous le croyez, fut présent?

R. Oui.

Q. Dans quel but M. le baron de l'Épine vous soumettait-il cette lettre-là? Vous l'a-t-il déclaré?

R. Il vous l'a dit tout à l'heure: c'est parce qu'il avait l'habitude de me consulter à chaque fois qu'il avait quelque chose qui marchait de travers.

Q. Alors, c'est vrai cette partie-là de son témoignage.

R. Parfaitement.

Q. Vous lui avez objecté qu'il n'était pas convenable d'envoyer cette lettre-là?

R. Oui.

Q. Ensuite, constatant qu'il était sous le coup de l'irritation, vous lui avez conseillé d'attendre qu'il eut repris son sang-froid pour considérer la question?

R. Oui, je n'ai peut-être pas employé les mêmes mots.

Q. N'importe, c'était l'idée, n'est-ce pas?

R. Oui, monsieur.

Q. Et M. le baron vous a laissé la lettre entre les mains?

R. M. le baron m'a dit que M. Prévost l'aurait, coûte que coûte. C'est là-dessus que je lui ai proposé: "Faites-la plutôt envoyer par quelqu'un qui pourrait dire au ministre que, loin d'être calme, vous êtes furieux."

Q. M. le baron vous a-t-il chargé de remettre la lettre au ministre?

R. J'ai déjà répondu deux fois, oui.

Q. Voulez-vous, s'il vous plaît, rapporter aussi exactement que possible les paroles dont il se serait servi en vous chargeant de remettre cette lettre au ministre?

R. "Voulez-vous vous en charger vous-même" et c'est ça que j'ai fait. Je suis sorti du bureau pour aller trouver M. Pelland pour me ménager une entrevue avec le ministre.

Q. Le ministre était-il présent?

R. Le ministre n'était pas présent. Il était dans son bureau, mais son secrétaire est venu me dire: Le ministre ne peut pas vous recevoir maintenant. Il est engagé jusqu'à quatre heures et demie ou quatre heures et trois quarts. J'ai renvoyé le secrétaire retrouver M. Prévost lui demandant s'il pouvait passer chez moi, que j'avais une communication importante à lui faire.

Q. M. le baron de l'Épine, après vous avoir demandé cette lettre, vous a-t-il demandé ce qu'elle était devenue?

R. Jamais.

Q. Vous a-t-il jamais demandé de lui rendre cette lettre?

R. Jamais.

Q. Pourquoi avez-vous conseillé au baron de l'Épine de ne pas envoyer cette lettre-là?

R. La teneur de cette lettre le dit elle-même. La lettre est brutale, et je croyais que c'était dans son intérêt, lorsque l'on veut obtenir quelque chose... Je n'étais pas sûr que M. de l'Épine avait raison ou qu'il avait tort, les difficultés qu'il avait avec M. Prévost ne me regardaient pas, mais le style de la lettre était tellement brutal. Quand on veut obtenir quelque chose, on n'envoie pas les lettres de cette brutalité-là.

Q. Comment expliquez-vous que vous vous êtes chargé de transmettre au ministre cette lettre brutale?

R. Comment j'explique le fait... je ne vois pas ce que vous voulez me demander.

Q. Pour quel motif, pour quelle raison vous en êtes-vous chargé?

R. Je le répète, c'était dans l'intérêt du baron de l'Épine, pour essayer de pallier l'effet brutal de la lettre, comme j'avais, en maintes circonstances, arrêter le baron de l'Épine.

Q. Vous n'aviez rien à faire avec le département de l'honorable M. Prévost?

R. Je n'ai jamais rien à y faire.

Q. Vous êtes attaché au département de l'Agriculture?

R. Je suis attaché au département de

l'Agriculture. Je puis ajouter qu'à ce moment je connaissais dix fois et cent fois mieux M. de l'Épine que je connaissais M. Prévost.

M. Tellier. Je n'ai pas d'autre question.

M. Alfred Pelland, de Québec, employé au département des Mines et Pêcheries, comparait alors et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par M. le Président:

Q. M. Pelland, vous êtes employé au département des Mines et Pêcheries?

R. Oui.

Q. Voulez-vous dire à ce comité si vous avez eu connaissance des circonstances dans lesquelles l'honorable M. Prévost est venu en possession de la lettre du 30 octobre 1906 que je mets maintenant devant vous, et, si oui, veuillez nous les dire?

R. Un après-midi que j'étais à mon bureau, il pouvait être quatre heures, M. Girard est venu à mon bureau qui est séparé de celui de M. Prévost par une antichambre.

Q. M. Girard dont vous parlez est celui qui vient d'être entendu?

R. Oui, monsieur, il m'a alors demandé s'il pouvait voir M. Prévost immédiatement. Je savais que M. Prévost était engagé, mais comme il m'avait dit qu'il avait quelque chose d'important à lui communiquer, je suis rentré dans le bureau de M. Prévost et M. Prévost m'a dit qu'il ne pouvait pas recevoir M. Girard maintenant, mais qu'il le recevrait plus tard, vers cinq heures. J'ai rapporté à M. Girard le fait, M. Girard m'a dit alors: "Il faut que je parte demain matin pour les États-Unis. Je suis très pressé. J'ai un oncle ici, et la mère de ma femme est mourante, tous mes instants sont pris. Veux-tu être assez bon de dire à M. Prévost que s'il pouvait venir chez moi, il me rendrait service, car j'ai un message à lui faire - 24 rue Saint-Amable." Je suis de nouveau rentré dans le bureau de M. Prévost et je lui ai rapporté la conversation que je venais d'avoir avec M. Girard et j'ai expliqué à M. Prévost qu'il serait, en effet, très facile d'aller chez M. Girard vu que c'est sur notre chemin pour nous rendre sur la rue Saint-Cyrille, où M. Prévost habite et moi-même. Vers cinq heures moins le quart, ou à peu près, je quittai le bureau du ministre de la Colonisation avec M. Prévost. Nous nous sommes rendus au no 24 rue Saint-Amable et là, dans le salon de M. Alexandre Girard, M. Girard, le maître de céans, a remis à M. Prévost une lettre sous enveloppe. M. Prévost a lu la lettre. Il l'a lue fort et il l'a relue ensuite et ils ont discuté la chose ensemble. Moi je me trouvais là par hasard.

Q. Est-ce tout ce dont vous avez été témoin?

R. C'est tout, monsieur. Je pourrais dire que, dans la suite, quelques jours après, peut-être trois ou quatre jours, je ne me

rappelle pas exactement, M. Prévost m'a remis la lettre du baron de l'Épine et il m'a dit de recueillir, de ramasser dans sa correspondance privée et même dans sa correspondance officielle, tout ce qui avait trait au baron de l'Épine et à l'abbé Arts, et il m'a remis la lettre de M. le baron de l'Épine, cette lettre-ci. J'ai pris tous ces documents, je les ai attachés avec des épingles, séparés et classés et j'ai constitué deux dossiers, un le dossier du baron et l'autre le dossier de l'abbé Arts. Les enveloppes des lettres qui étaient sous enveloppes, j'ai déchiré les enveloppes.

M. le Président. - Quelques membres du comité désirent-ils poser quelques questions?

M. Lemieux. - Vous n'avez pas l'habitude de conserver les enveloppes dans votre département?

R. Jamais.

M. le Président. - De sorte que, dans le département, quand vous constituez un dossier, les enveloppes sont écartées?

R. Les enveloppes sont écartées. En ouvrant les lettres, nous écartons les enveloppes.

M. le Président. - Expliquez donc comment se font les dossiers dans le département.

R. Bien, je n'ai jamais été secrétaire particulier, nous avons un mode particulier pour faire nos dossiers. Nous avons un meuble spécial - je ne sais pas si la chose se pratique dans tous les départements - la correspondance arrive et le secrétaire ouvre les lettres qui ne sont pas marquées personnelles. Le ministre arrive et il va prendre les lettres sous dictée. Les lettres marquées "personnelles" sont ouvertes par le ministre. Une fois que la correspondance est faite, les lettres reçues et les copies des lettres envoyées sont mises ensemble dans un carton, et placées dans un grand meuble ad hoc que nous avons au bureau.

M. le Président. - Les enveloppes sont toujours écartées?

R. Les enveloppes sont toujours écartées. Alors, quand M. Prévost lui a dit de prendre dans sa correspondance privée ou dans la correspondance officielle du département tout ce qui avait trait au baron de l'Épine, M. Donovan, son secrétaire particulier et moi, nous avons ouvert ce meuble et nous avons cherché dans ce meuble tout ce qui avait trait à la question de l'Épine et de l'abbé Arts. J'ai pris ces lettres, je les ai classées et je les ai attachées avec des punaises, des épingles à papier, et j'ai mis au dos de chaque dossier une feuille enveloppe que nous appelons chemise.

M. D'Auteuil. - L'enveloppe contenant la lettre était-elle ouverte ou fermée?

R. Elle n'était pas fermée.

M. Tellier. - Je désire, M. le Président, renouveler l'application que j'ai faite quant au contre-interrogatoire, l'application que j'ai

faite pour le témoin précédent.

M. le Président. - Je déclare l'application hors d'ordre. Eh bien, messieurs, y a-t-il d'autres personnes que l'on désirerait faire entendre?

M. Tellier. - Vous déclarez mon application hors d'ordre, c'est-à-dire que vous la renvoyez?

M. le Président. - Oui, je la renvoie.

L'honorable M. Prévost. - Je voudrais faire entendre d'autres témoins, demain.

M. Kelly. - M. le Président, je propose l'ajournement à demain, à dix heures.

M. Tellier. - Avant l'ajournement, M. le Président, quand vous avez invité M. le baron de l'Épine à déclarer s'il avait quelques témoins à assigner, il a mentionné un monsieur Brouët. Je désirerais que vous demandiez à M. le baron de l'Épine s'il aimerait que ce témoin soit assigné.

M. Kelly. - M. le Président, je crois qu'avant d'assigner un témoin nous devrions savoir ce que l'on entend prouver par ce témoin. Nous sommes nommés ici afin de savoir de quelle manière cette lettre est venue en possession du ministre. Il n'y a seulement que trois témoins qui ont eu une connaissance personnelle de cette lettre. Nous avons eu une preuve directe et tout ce que nous pouvons trouver, à part de cela, serait une preuve indirecte et je ne crois pas qu'elle serait admise par ce comité, quand nous avons une preuve directe déjà sur la manière dont cette lettre est parvenue entre les mains du ministre. Pour ma part, je ne vois pas quelle serait l'utilité d'appeler des témoins pour prouver des choses secondaires, lorsque l'objet principal est déjà prouvé, je crois, à la satisfaction du comité.

M. Tellier. - Je ne sais pas qu'est-ce que ce témoin, dont le nom a été mentionné tout à l'heure, sera en état de prouver, mais je suppose que monsieur le baron de l'Épine, ou son avocat, si on lui permettait de parler, pourrait le dire. Je vous prie, M. le président, de demander à M. le baron de l'Épine, ou à son avocat de vouloir bien déclarer au comité qu'est-ce qu'il entend prouver par M. Brouët?

M. le Président. - Si nous ajournons à demain, M. le baron de l'Épine pourra amener ici tous ceux qu'il voudra amener, il n'aura qu'à nous les indiquer et nous pourrons les entendre.

M. Tellier. - Je comprends que, si M. le baron de l'Épine désire que ce témoin soit assigné, il faudra un ordre du comité. Maintenant, moi pour un, je ne serais pas prêt à dire que ce témoin doit être assigné, parce que je ne sais pas encore qu'est-ce que ce témoin pourra prouver. C'est pour ça que je vous ai invité, tout à l'heure, à demander à M. le baron de l'Épine, ou mieux à son avocat, qu'est-ce que ce témoin pourra prouver, afin que ce comité puisse décider, en connaissance de cause, de l'opportunité

d'assigner ce témoin ou de le laisser de côté.

M. le Président. - Je crois que ça sera mieux, et puis, dans l'intérêt du baron de l'Épine, de venir demain avec ce témoin-là. Qu'il vienne demain avec son témoin, il a déjà été invité de venir avec les témoins qui pouvaient lui être utiles à l'enquête. Il est venu ce matin et il nous a déclaré qu'il n'en avait pas, il s'est ravisé ensuite et il nous a parlé de M. Brouët, nous ajournerons à demain à cet effet. M. le baron, je vous répète, au nom du comité, que si demain matin vous avez des témoins qui peuvent être utiles à l'enquête, nous les entendrons.

M. le baron de l'Épine. - Ce témoin ne viendra que s'il est assigné.

M. Tellier. - Vous avez entendu la déclaration que vient de faire M. le baron que le témoin qu'il a mentionné ne viendra que s'il est assigné par le comité.

M. le Président. - Eh bien, alors, nous verrons, demain matin, ce que nous ferons.

Il est proposé par M. Kelly, secondé par M. Langlois, que ce comité s'ajourne maintenant à demain, 8 mars 1907, à neuf heures et demie du matin.

Adopté.

Le comité s'ajourne, alors, au lendemain, 8 mars 1907, à neuf heures et trente a. m.

F. L. Desaulniers,
Greffier.

(Troisième séance du comité)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Province de Québec

Comité d'enquête re Lettres
du Baron de L'Épine

Vendredi, 8 mars 1907.

Le greffier produit la lettre d'assignation transmise hier au soir, personnellement, à M. Brouët, vers 9 heures, au club de la Garnison et dont voici copie:

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Québec, 7 mars 1907.

Assignation

Monsieur,

Vous êtes par le présent avis requis de comparaître devant le comité spécial nommé par l'Assemblée législative, à sa séance du 1er mars courant, auquel a été renvoyée l'affaire des lettres de M. le baron de l'Épine, jeudi prochain, le 8ième jour de mars, à neuf heures et trente avant midi, dans la chambre du comité no 45.

Par ordre du comité.

F. L. Desaulniers,
Greffier du comité.

À Monsieur Brouët.
En ville.

Présents: MM. Dupuis (Président), Langlois, Morrisset, Kelly, Dion, Lemieux, Tellier, D'Auteuil, Décarie.

La séance est ouverte à neuf heures et quarante-cinq a. m.

M. le Président. - J'ai l'honneur de faire rapport au comité que depuis hier j'ai réussi à faire savoir à M. Brouët que sa présence était désirée ici, et qu'il est maintenant présent à cette séance et prêt à répondre aux questions qu'on pourrait lui poser. Dans ces circonstances, je demanderai de nouveau à M. le baron de l'Épine s'il voudrait indiquer au comité quels sont les faits que M. Brouët connaît relativement à la possession de cette lettre par l'honorable M. Prévost.

L'honorable M. Prévost. - M. le Président, je n'ai qu'un mot à dire. Comme j'ai l'intention de faire entendre l'honorable premier ministre, et que l'honorable premier ministre vient de me faire dire qu'il est prêt à être entendu, j'aimerais, avant que M. Brouët soit entendu, que l'on entende l'honorable premier ministre.

M. le Président. - Est-ce le désir du comité que l'honorable premier ministre soit entendu, maintenant?

M. Morriset. - S'il est prêt.

M. le Président. - Les membres du comité ont eu, sans doute, connaissance qu'à la séance d'hier soir, l'honorable premier ministre a déposé sur la table de la Chambre toute la correspondance de M. le baron de l'Épine avec le gouvernement et ses différents départements. Je puis porter à la connaissance du comité que j'ai pris connaissance de ce dossier et que j'y trouve une lettre qui contient des renseignements ou du moins qui semble comporter des renseignements au sujet de la lettre du 30 octobre. Est-ce le désir du comité de faire descendre ce dossier pour en prendre connaissance?

Il est proposé par M. Langlois, secondé par M. Kelly, que ce dossier soit apporté devant le comité. Cette motion est adoptée, et le dossier en question est mis devant le comité.

M. Tellier. - M. le Président, dois-je comprendre que vous allez persister dans la décision que vous avez prise, hier, d'empêcher M. le baron de l'Épine d'être entendu par son procureur et, nommément, pour contre-interroger les témoins.

M. le Président. - Évidemment. La position que j'ai prise est la seule, je crois, qui doit être prise, dans la circonstance. Attendu que c'est le comité qui est chargé de procéder à cette enquête.

M. Tellier. - M. le Président, dans ces circonstances, je crois, pour ma part, devoir faire la déclaration suivante: Voyant la façon dont cette enquête est conduite, voyant que, contrairement à ce qui se pratique devant tout tribunal, et dans tout comité d'enquête parlementaire, on refuse ici à la principale partie intéressée le droit d'être entendue par son procureur et de contre-interroger les témoins, je déclare que je ne veux pas participer à ce qui se fait ici et que je me retire.

M. Tellier quitte alors la salle du comité.

M. le Président. - Voici, messieurs, la lettre à laquelle j'ai référé il y a un instant et dans laquelle, d'après moi, nous trouvons quelque chose qui puisse servir de preuve dans la circonstance qui nous occupe. Cette lettre est du baron de l'Épine et voici comment elle se lit:

"Québec, ce 1er Nov. 1906

134 rue D'Aiguillon.

Monsieur le premier ministre,

Lors de la visite que j'eus l'honneur de vous faire, hier, vous me fîtes remarquer que je ne vous avais pas prévenu des promesses que l'honorable ministre de la Colonisation m'avait faites. Dans le moment, ma mémoire ne m'a pas servi, mais je constate maintenant vous avoir mentionné la chose le 19 août. Y avait-il Heu de faire état de cette affaire avant cette date? N'eût-il pas été préférable qu'il n'en fût jamais question?

Permettez-moi de laisser de côté ces fâcheux incidents, de les oublier, pour vous résumer, en quelques mots, ma situation telle qu'elle est. Voilà la cinquième année que je suis en missions diverses pour votre gouvernement, je sais y avoir mis tout mon zèle et tout mon dévouement; de fait, je pense avoir donné, en général, satisfaction; je n'ai pas gagné d'argent; au contraire, j'ai fait des dettes. Je n'en fais de reproches à personne et je ne m'en plains pas, mais me trouvant dans une situation très critique, je demande à ce gouvernement, pour lequel j'ai consacré mon temps, que j'ai dignement représenté à Liège, de me donner momentanément une place qui me permette de gagner honorablement ma vie pendant cet hiver. Ma demande n'est-elle pas naturelle et juste, d'autant plus que, si on reconnaît que les importations de chevaux ont été utiles, que les députés s'en sont réclamés dans leurs élections, il me revient bien une petite part de l'oeuvre quant à l'exécution? Quant à la polémique de certains journaux contre monsieur Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan; je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé, de la façon la plus injuste. Quoi qu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier.

Espérant, Monsieur le premier ministre, que vous prendrez ces lignes en considération, je vous présente l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

(Signé) Baron de L'Épine.

L'honorable M. Gouin,
Premier ministre de la
province de Québec.

M. Lemieux. - M. le Président, voulez-vous relire, s'il vous plaît, là où il parle de menace? Je n'ai pas saisi tout à fait.

M. le Président. - (Lisant la lettre) "Quant à la polémique de certains journaux contre M. Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan; je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste; quoi qu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier".

Est-ce le désir du comité de procéder à la vérification et à la production de cette lettre? Le seul moyen est de demander à l'honorable premier ministre s'il veut bien produire l'original.

Il est proposé par M. Kelly, secondé par M. Langlois, que l'honorable premier ministre soit prié de mettre, devant le comité, l'original de la lettre en date du 1er novembre, produite hier devant la Chambre.

Cette motion est adoptée.

L'honorable Lomer Gouin, premier ministre, comparait alors et est assermenté par le président.

Interrogé par M. le Président:

Q. M. le premier ministre, avez-vous par-devers vous l'original de la lettre dont je viens de donner lecture au comité?

R. Oui, monsieur le Président.

Q. Voulez-vous être assez bon pour la mettre devant le comité?

R. Je dépose cette lettre, monsieur le Président, et si c'est utile au comité, je pourrai y ajouter l'accusé de réception en date du trois novembre.

L'honorable premier ministre dépose alors, devant le comité, l'original de la lettre du baron de l'Épine, en date du premier novembre 1906, et l'accusé de réception de ladite lettre, en date du 3 novembre 1906. Ce document se lit comme suit:

Québec, ce 1er novembre, 1906.
134, rue d'Aiguillon.

Monsieur le premier ministre,

Lors de la visite que j'eus l'honneur de vous faire hier, vous me fîtes remarquer que je ne vous avais pas prévenu des promesses que l'honorable ministre de la Colonisation m'avait faites. Dans le moment, ma mémoire ne m'a pas servi, mais je constate maintenant vous avoir mentionné la chose le dix-neuf août. Y avait-il lieu de faire état de cette affaire avant cette date? N'eût-il pas été préférable qu'il n'en fût jamais question?

Permettez-moi de laisser de côté ces fâcheux incidents, de les oublier, pour vous résumer en quelques mots ma situation telle qu'elle est. Voilà la cinquième année que je suis en missions diverses pour votre gouvernement. Je sais y avoir mis tout mon zèle et

tout mon dévouement; de fait, je pense avoir donné, en général, satisfaction; je n'ai pas gagné d'argent, au contraire, j'ai fait des dettes, je n'en fais de reproches à personne et je ne m'en plains pas, mais me trouvant dans une situation très critique, je demande à ce gouvernement pour lequel j'ai consacré mon temps, que j'ai dignement représenté à Liège, de me donner momentanément une place qui me permette de gagner honorablement ma vie pendant cet hiver. Ma demande n'est-elle pas naturelle et juste, d'autant plus que, si on reconnaît que les importations de chevaux ont été utiles, que les députés s'en sont réclamés dans leurs élections, il me revient bien une petite part de l'oeuvre, quant à l'exécution? Quant à la polémique de certains journaux contre M. Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan. Je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste. Quoi qu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier.

Espérant, Monsieur le premier ministre, que vous prendrez ces lignes en considération, je vous présente l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

(Signé) Baron de l'Épine.

Québec, 3 novembre 1906.

Monsieur le baron de l'Épine,
134, rue d'Aiguillon,
Québec.

Monsieur le Baron,

J'accuse réception de votre lettre du 1er de ce mois.

Je pars pour Montréal à deux heures et je ne serai de retour que mercredi matin. Faites-moi donc le plaisir de passer me voir, à mon bureau ce jour-là.

Agréez, Monsieur le baron, l'assurance de mes sentiments bien dévoués.

(Signé) Lomer Gouin.

M. le Président. - M. le baron de l'Épine voudrait-il passer de ce côté-ci?

M. le baron de l'Épine quitte la barre du comité et s'approche du Président.

M. le Président. - Vous pouvez passer de ce côté-ci, M. Belleau, si vous le désirez.

M. I. NI. Belleau, C. R. - Avec le rôle que vous m'avez assigné, M. le Président, je suis bien ici.

M. le Président. - Vous avez le choix.

M. le baron de l'Épine est alors assermenté par M. le Président.

M. le Président. - Voulez-vous prendre connaissance de cette lettre, en date du premier novembre mil neuf cent six, qui vient d'être mise devant le comité par l'honorable

premier ministre et nous dire si cette lettre est de vous et porte votre signature.

M. le baron de l'Épine. - M. le Président, le comité ayant cru devoir me retirer la facilité, comme je le croyais, de défendre ma cause par mon procureur, je désire que le comité continue à faire l'instruction de la cause comme il l'entend, en dehors de moi.

M. le Président. - M. le baron, je vous pose de nouveau la question. Voulez-vous prendre communication de cette lettre-ci et me dire si cette lettre est de vous et si c'est votre signature qui est au bas?

M. le baron de l'Épine. - Monsieur, je désire ne pas répondre.

M. le Président. - Dois-je comprendre que vous refusez de répondre?

M. le baron de l'Épine. - Oui, monsieur.

M. le Président. - Vous pouvez vous retirer, mais restez à la disposition du comité, s'il vous plaît.

M. Théodose-Louis-Antoine Brouët, de Honfleur, sur la Péribonka, propriétaire, comparaît alors et est assermenté par M. le Président.

M. le Président. - (S'adressant au baron de l'Épine) M. le baron, je désire vous poser la question suivante: Voulez-vous indiquer au comité quels sont les faits sur lesquels M. Brouët peut renseigner le comité en rapport avec la possession de cette lettre de la part de l'honorable M. Prévost?

M. le baron de l'Épine. - M. le Président, je vous ferai la même réponse que je vous ai faite tout à l'heure.

M. le Président. - M. Brouët, voulez-vous dire au comité si vous avez quelque connaissance personnelle de quelques faits au sujet de la possession par l'honorable M. Prévost d'une lettre du baron de l'Épine en date du 30 octobre?

M. Brouët. - Une connaissance personnelle, je n'en ai aucune.

M. Lemieux. - Vous ne connaissez absolument rien se rapportant à la lettre en la possession de l'honorable M. Prévost?

M. Brouët. - Je sais que le douze février, je crois, M. de l'Épine que je rencontrai à Montréal me dit...

M. Kelly s'objecte à cette réponse.

M. Brouët... me dit ce qu'il a dit hier, d'après ce que j'ai vu dans les journaux, M. Prévost me dit...

M. Lemieux. - Personnellement, vous n'en connaissez rien?

M. Brouët. - Non.

M. le Président. - Tout ce que vous savez, c'est ce que M. le baron de l'Épine vous a dit.

M. Brouët. - Ce que monsieur le baron de l'Épine m'a dit, et ce que M. Prévost lui-même m'a dit. Je n'ai personnellement aucune connaissance de ce fait auquel j'étais parfaitement étranger.

M. le Président. - Qu'est-ce que M.

Prévost vous a dit?

M. Brouët. - M. Prévost m'a dit, c'est très court d'ailleurs, je lui ai dit ce que M. le baron de l'Épine m'avait dit, monsieur Prévost se mit à rire, il dit: Ce n'est pas tout à fait ainsi que les faits se sont passés. Remarquez que je ne peux pas préciser exactement les termes dont il s'est servi. C'avait à mes yeux un intérêt essentiellement relatif et trois semaines se sont écoulées depuis ce temps-là. Je ne peux pas préciser d'une manière exacte, mais autant qu'il me souvient, M. Prévost dit: Ce n'est pas ainsi que les faits se sont passés. Il ne m'a pas envoyé cette lettre par la poste, mais il me l'a fait transmettre, m'a-t-il dit "par quelqu'un", m'a-t-il dit "par monsieur Girard", je n'en sais rien. Quand j'ai lu cette lettre, je l'ai mise dans ma poche. Je me rappelle le mot et les gestes.

M. le Président. - Eh bien, messieurs, le comité est-il suffisamment informé?

M. Dion. - S'il n'y a pas d'autres preuves.

M. Kelly. - M. le Président, vu qu'il n'y a pas d'autres témoins à faire entendre, je propose que ce comité siège à huit clos pour préparer le rapport que nous devons soumettre à la Chambre.

M. Décarie. - Je seconde la motion.

La motion est adoptée.

Il est proposé par M. Langlois, secondé par M. Décarie, que ce comité s'ajourne maintenant à demain matin, 9 mars, à 10 heures.

Cette motion est adoptée.

Ce comité s'ajourne, alors, au lendemain, 9 mars 1907, à 10 heures a. m.

F. L. Desaulniers,
Greffier.

(quatrième séance)

COMITÉ D'ENQUÊTE, RE: LETTRE DU BARON DE L'ÉPINE

Samedi, 9 mars 1907.

Présents: MM. Dupuis (président), Langlois, Morrisset, Dion, Kelly, Décarie et Lemieux.

À dix heures a. m., monsieur le Président déclare la séance ouverte.

M. Alexandre Girard, de Québec, employé civil, comparaît alors et est assermenté par M. le président.

M. le Président. - M. Girard, connaissez-vous la signature de M. le baron de l'Épine?

M. Girard. - Oui, monsieur.

M. le Président. - Voulez-vous prendre communication de cette lettre qui a été déposée devant ce comité par l'honorable premier ministre, qui porte la date du 1er novembre 1906, et qui se lit comme suit:

"Québec, ce 1er Nov. 1906.

134 rue d'Aiguillon.

Monsieur le premier ministre,

Lors de la visite que j'eus l'honneur de

vous faire hier, vous me fîtes remarquer que je ne vous avais pas prévenu des promesses que l'honorable ministre de la Colonisation m'avait faites. Dans le moment, ma mémoire ne m'a pas servi, mais je constate maintenant vous avoir mentionné la chose le dix-neuf août; y avait-il lieu de faire état de cette affaire avant cette date? N'eût-il pas été préférable qu'il n'en fût jamais question?

Permettez-moi de laisser de côté ces fâcheux incidents, de les oublier, pour vous résumer en quelques mots ma situation telle qu'elle est. Voilà la cinquième année que je suis en missions diverses pour votre gouvernement. Je sais y avoir mis tout mon zèle et tout mon dévouement. De fait, je pense avoir donné, en général, satisfaction: je n'ai pas gagné d'argent, au contraire j'ai fait des dettes, je n'en fais de reproches à personne et je ne m'en plains pas, mais me trouvant dans une situation très critique, je demande à ce gouvernement pour lequel j'ai consacré mon temps, que j'ai dignement représenté à Liège, de me donner momentanément une place qui me permette de gagner honorablement ma vie pendant cet hiver. Ma demande n'est-elle pas naturelle et juste, d'autant plus que, si l'on reconnaît que les importations de chevaux ont été utiles, que les députés s'en sont réclamés dans leurs élections, il me revient bien une petite part de l'oeuvre, quant à l'exécution? Quant à la polémique de certains journaux contre monsieur Prévost, j'en nie complètement la paternité, elle n'a révélé d'ailleurs au public que des faits qui ont été relatés dans les journaux belges et qui ont depuis longtemps passé l'océan. Je reconnais toutefois qu'elle coïncide avec certaines menaces que je lui ai adressées après qu'il m'a poussé à bout et blessé de la façon la plus injuste. Quoi qu'il en soit, je ne demande pas mieux que d'oublier.

Espérant, Monsieur le premier ministre, que vous prendrez ces lignes en considération, je vous présente l'assurance de mon profond respect et de mon entier dévouement.

(Signé) Baron de l'Épine.

À l'honorable M. Gouin,
Premier ministre de la province
de Québec.

M. Girard. - Je la connais.

M. le Président. - Pouvez-vous nous dire de qui est cette lettre?

M. Girard. - La signature de la lettre est celle du baron de l'Épine et, à ma connaissance, le caractère du clavigraphe est un caractère spécial qui, suivant ma conviction, ne peut être reproduit que par un clavigraphe appartenant au baron de l'Épine, et je n'ai jamais vu de caractère, de clavigraphe de ce genre-ci dans toutes les correspondances que j'ai reçues, excepté celles du baron de l'Épine. Je n'ai jamais vu d'autre

clavigraphe donnant un caractère allongé dans ce genre-ci. La signature est celle du baron de l'Épine. Sur cela, je n'hésite pas. En autant que je peux le savoir, je crois qu'il serait impossible dans toute la correspondance départementale que nous avons reçue de trouver un caractère de clavigraphe comme celui-ci. Je n'en ai jamais vu.

M. le Président. - Il n'y a pas de doute que cette lettre est du baron de l'Épine.

M. Girard. - C'est du baron de l'Épine.

Il est proposé par M. Langlois, secondé par M. Morisset, que ce comité siège maintenant à huis clos.

Cette motion est adoptée.

Le comité siège alors à huis clos, pour délibérer.

Attendu que la preuve est terminée et que l'enquête est déclarée close, M. Langlois propose, secondé par M. Dion, qu'il soit résolu que rapport en soit fait à la Chambre avec les conclusions suivantes:

Après avoir entendu la preuve verbale et écrite et après avoir délibéré, votre comité en arrive aux conclusions suivantes:

1. M. de l'Épine a écrit et signé la lettre du 30 octobre 1906 qui a fait l'objet de la présente enquête, avec l'intention bien arrêtée de la faire parvenir à l'honorable M. Prévost.

2. De fait, il a remis cette lettre à M. Alexandre Girard, son ami, avec instruction de la remettre à son destinataire.

3. Cette lettre a été remise le 30 octobre 1906, à l'honorable M. Prévost par M. Girard lui-même, conformément aux instructions formelles qu'il avait reçues de M. de l'Épine.

4. Le lendemain, 31 octobre 1906, M. de l'Épine s'est rendu auprès de M. Girard pour s'enquérir du résultat obtenu par sa lettre.

5. M. de l'Épine, dans sa lettre en date du 25 février 1907 à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec, dans laquelle il affirme n'avoir jamais envoyé ou fait envoyer cette lettre du 30 octobre 1906, à l'honorable M. Prévost, a sciemment fait une affirmation fausse; et, en agissant ainsi vis-à-vis du Président de cette Chambre, il a porté une atteinte grave aux privilèges de l'Assemblée législative.

Et votre comité ajoute qu'en affirmant sous serment comme il l'a fait devant votre comité, le 7 mars courant, qu'il n'avait jamais chargé M. Girard de transmettre cette lettre à l'honorable M. Prévost, et de plus qu'il n'avait jamais adressé de menaces à ce dernier, M. de l'Épine a sciemment faussé la vérité et la chose est clairement prouvée, d'abord par M. Girard, dont le témoignage est corroboré par l'honorable M. Prévost, par M. Alfred Pelland, par toutes les circonstances qui ont précédé et suivi la signature de cette lettre, et enfin par la reconnaissance que M. de l'Épine en fait lui-même de

la façon la plus formelle, et sous sa propre signature, dans la lettre qu'il a écrite et adressée deux jours plus tard, à savoir le 1er novembre 1906, à l'honorable premier ministre, laquelle lettre fait partie du présent rapport.

La motion est adoptée.
Québec, 9 mars 1907.

F. L. Desaulniers,
Greffier.

Après l'audition de ces témoins, votre comité n'ayant plus aucun témoin à entendre, vu la déclaration faite par M. de l'Épine, qu'il était absolument seul à témoigner des faits en rapport avec la possession qu'avait eue l'honorable M. Prévost de la lettre du 30 octobre 1906, à l'exception toutefois de M. Brouët, qui a été entendu, à qui, d'après M. de l'Épine, l'honorable M. Prévost aurait fait certaines déclarations; et l'honorable M. Prévost, ayant de son côté fait aussi la déclaration qu'il ne connaissait aucune personne autre que celles qui avaient été examinées, qui pouvait témoigner en cette affaire, la preuve est terminée et l'enquête est déclarée close.

Les minutes des diverses séances de votre comité accompagnent le présent rapport.

Après avoir entendu la preuve verbale et écrite et après avoir délibéré, votre comité en arrive aux conclusions suivantes:

1. M. de l'Épine a écrit et signé la lettre du 30 octobre 1906 qui fait l'objet de la présente enquête, avec l'intention bien arrêtée de la faire parvenir à l'honorable M. Prévost.

2. De fait, il a remis cette lettre à M. Alexandre Girard, son ami, avec instruction de la transmettre à son destinataire.

3. Cette lettre a été remise, le 30 octobre 1906, à l'honorable M. Prévost par M. Girard lui-même, conformément aux instructions formelles qu'il avait reçues de M. de l'Épine.

4. Le lendemain, 31 octobre 1906, M. de l'Épine s'est rendu auprès de M. Girard pour s'enquérir du résultat obtenu par sa lettre.

5. M. de l'Épine, dans sa lettre en date du 25 février 1907 à l'honorable Président de l'Assemblée législative de Québec, dans laquelle il affirme n'avoir jamais envoyé ou fait envoyer cette lettre du 30 octobre 1906 à l'honorable M. Prévost, a sciemment fait une affirmation fausse; et, en agissant ainsi vis-à-vis du Président de cette Chambre, il a porté une atteinte grave aux privilèges de l'Assemblée législative. Et votre comité ajoute qu'en affirmant sous serment, comme il l'a fait devant votre comité, le 7 mars courant, qu'il n'avait jamais chargé M. Girard de transmettre cette lettre à l'honorable M. Prévost, et de plus qu'il n'avait jamais adressé de menaces à ce dernier, M. de

l'Épine, a sciemment faussé la vérité et la chose est clairement prouvée, d'abord par M. Girard, dont le témoignage est corroboré par l'honorable M. Prévost, par M. Alfred Pelland, par toutes les circonstances qui ont précédé et suivi la signature de cette lettre, et enfin par la reconnaissance que M. de l'Épine en fait lui-même, de la façon la plus formelle, et sous sa propre signature, dans la lettre qu'il a écrite et adressée deux jours plus tard, à savoir le 1er novembre 1906, à l'honorable premier ministre, laquelle lettre fait partie du présent rapport.

Le tout humblement soumis.
(Signé) F. X. Dupuis,
Président.

Donations d'immeubles

M. J.-A. Chauret (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant d'Hochelaga (M. J.-L. Décarie), que le bill (no 173) amendement l'article 2098 du code civil soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles publiques de Montréal

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 151) amendement les lois spéciales relatives aux écoles publiques de la cité de Montréal, étant lu,

M. G. Langlois (Montréal no 3): Ce bill, dit-il, est devant le Parlement depuis trois ans. Il a voulu donner à l'opinion publique le temps de bien peser une pareille mesure. En ce qui regarde les affaires scolaires, Montréal est régie par une loi d'exception.

Il demande que l'on donne à ses concitoyens les privilèges et les droits conférés à toutes les municipalités de la province par le code scolaire: l'élection des commissaires d'écoles par le peuple.

Il y a déjà près de trente ans que l'on réclame pareille réforme. Elle fut préconisée par feu M. Trudel dans l'Étendard. En 1882, une commission royale avait fait une enquête sur l'administration de la commission scolaire à Montréal. Elle disait dans son rapport que le meilleur moyen d'assurer une bonne administration des deniers publics et de donner satisfaction aux contribuables serait d'avoir dans la commission scolaire au moins quelques commissaires élus par le peuple. Il y a 5 ou 6 ans, la Chambre de commerce du district de Montréal adoptait un rapport dans lequel il était dit que la commission scolaire ne répondait plus ni au besoin ni aux idées de notre temps.

Cette question est agitée depuis longtemps à Montréal et l'opinion publique a

donné son adhésion à la réforme que je préconise.

Par son bill, il propose que chacun des quinze quartiers régis par la commission scolaire actuelle ait le droit d'élire à l'avenir un commissaire d'école; il propose en même temps que l'archevêque de Montréal soit autorisé comme par le passé à nommer trois ecclésiastiques pour le représenter dans la commission scolaire.

Sait-on que, dans la ville de Montréal même, on élit actuellement des commissaires? En effet, les quartiers d'Hochelaga, Saint-Denis, Duvernay, Saint-Jean-Baptiste, Sainte-Cunégonde et Saint-Henri élisent actuellement et ont toujours élu leurs commissaires. Ce qui est bon pour ces six quartiers peut-il vraiment être mauvais pour les quinze autres?

Le budget de la commission scolaire de Montréal est si élevé aujourd'hui qu'il n'est que juste que ceux qui paient la taxe aient le contrôle de la dépense de leurs deniers.

Depuis 1890, la commission scolaire de Montréal a créé, par des emprunts successifs, une dette qui atteint environ \$1 050 000 et il ne comprend pas pourquoi ces argents ne sont pas contrôlés par le peuple.

D'autre part, à la dernière session, la même commission a fait porter de 25 à 40 cents l'impôt scolaire à Montréal. Cette dette et cet impôt additionnel, c'est une commission scolaire irresponsable qui les ont créés. Avec le système actuel, personne à Montréal ne s'occupe de l'instruction publique.

2. Le public ne s'intéresse pas plus aux délibérations de la commission scolaire qu'il ne s'intéresse aux débats et aux oeuvres du Sénat et du Conseil législatif. C'est cette indifférence du public qui est le plus grand obstacle au progrès de nos écoles.

Par ce bill, je ne veux en aucune façon faire le procès des commissaires actuels d'écoles catholiques ou protestantes, puisque, à mon point de vue, il n'y a dans tout ce débat qu'une grande question de principe à faire prévaloir, savoir: "No taxation without representation".

Il rappelle la catastrophe récente de l'école d'Hochelaga. Il ne peut oublier que, à la suite de l'inspection médicale des écoles de Montréal, l'an dernier, le docteur J. E. Laberge, dans un rapport officiel au conseil municipal, constatait que 57 maisons d'écoles n'avaient aucune protection contre l'incendie, que l'hiver la ventilation était nulle dans la plupart des maisons d'écoles, que sur 43 000 enfants fréquentant 124 écoles plus de 20 000 avaient été trouvés souffrant de maladies quelconques dues au mauvais système de ventilation. Lors d'une récente visite, le révérend docteur Hill de Montréal lui a suggéré d'inclure dans son bill une clause stipulant que les commissaires protestants soient élus par le peuple. En présence de

tous ces faits, ne suis-je pas justifiable de demander aux députés ruraux de m'aider à faire concéder à Montréal les privilèges dont ils jouissent chez eux et de demander à la députation libérale de me donner un coup d'épaule pour assurer le triomphe d'un principe de liberté et de progrès?

En face des catastrophes telles que celle d'Hochelaga, c'est le devoir des hommes publics de sonner le tocsin. Il en appelle à la raison, au bon sens et à l'esprit de justice de ses collègues.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) estime que la Chambre et la province doivent être reconnaissantes de l'énergie et de l'esprit progressif que le député de Saint-Louis consacre à la cause de l'instruction publique depuis les deux ou trois dernières sessions. Ce n'est pas du radicalisme comme on semble le croire parfois, mais simplement l'application d'un principe reconnu. C'est simplement une mesure de progrès. Il a été surpris d'entendre l'autre jour le député de Montréal no 3 être qualifié non seulement de libéral, mais aussi de radical. Personnellement, cela lui importe peu d'être qualifié de radical, mais aucune des mesures présentées par le député de Montréal no 3 ne peut être caractérisée par ce mot. Ce sont des mesures progressives et adéquates pour la province de Québec.

Il croit que l'on ne peut opposer une seule bonne objection à l'élection par le peuple des commissaires d'écoles catholiques et protestantes à Montréal. Mais il vaudrait mieux proposer, en même temps peut-être et dans le même bill, l'élection des commissaires d'écoles protestants et celle des commissaires catholiques. M. Carter, ancien député de Saint-Antoine, avait préparé un projet semblable à celui du député de Montréal no 3, l'an dernier, et destiné à réformer la commission scolaire protestante. Sa mort si déplorable empêche d'étudier ce projet cette année.

Le député de Montréal no 4 (M. G. W. Stephens fils) a été si occupé par les importantes obligations de son nouveau poste à Montréal qu'il a été incapable de prêter attention à cette Chambre (1). Le député de Montréal no 5 (M. C. E. Gault), pour une raison ou pour une autre, n'a pas accordé à cette question la considération qu'elle méritait.

Le docteur Hill, dans une lettre adressée au député de Montréal no 3, s'est prononcé en faveur de cette mesure et le docteur Hill est pasteur d'une église moderne, qui est sans doute le lieu par excellence du conservatisme. Le comité protestant devrait être élu par des pères de famille et s'il avait été assuré qu'ils n'avaient pas criminellement négligé l'avertissement des inspecteurs du gouvernement à propos des appareils de sauvetage, ces pertes de vie ne se seraient

pas produites à Hochelaga.

Il approuve l'élection des commissaires d'écoles, tout comme l'ensemble des protestants à Montréal.

On y viendra, car la grande majorité de la population de Montréal est favorable aux projets de M. Carter et du député de Montréal no 3.

Il fait le procès de la commission scolaire protestante de Montréal, qui est irresponsable et ne devrait pas pouvoir charger de dettes de centaines de milliers de dollars les contribuables de quartiers qui n'y sont même pas représentés. Il croit en un retour au grand et vieux principe démocratique qui veut que ceux qui fournissent l'argent devraient pouvoir décider de la façon dont il doit être dépensé. Le député de Montréal no 3 a beaucoup de protestants dans son quartier, mais ce quartier n'a jamais eu de représentant à la commission scolaire protestante. Il y a également bon nombre de protestants dans le quartier du premier ministre, et ils n'ont jamais été représentés. Le quartier de Sainte-Marie et celui de Saint-André, où il a toujours vécu, sont dans le même cas. Il en va de même pour celui de l'Ouest, du Centre, d'Hochelaga et jusqu'à récemment pour celui de Saint-Gabriel. Il croit qu'une commission responsable au peuple n'aurait pas montré cette incurie, qui a eu pour résultat la mort de quinze enfants dans le récent incendie d'Hochelaga.

Il souhaite donc le jour où les commissaires d'écoles protestants seront élus par le peuple et comme il est bien préférable d'établir en même temps ce système chez les protestants et chez les catholiques, il suggère au député de Montréal no 3 de retarder l'adoption de son projet d'une année encore afin de permettre aux protestants d'en présenter un semblable dans le même temps, d'autant plus que la présente session achève.

M. G. Langlois (Montréal no 3) remercie l'honorable ministre des Travaux publics de sa chaleureuse adhésion.

Il comprend qu'il convient que les deux mesures soient menées de front, que l'on ait une mesure unique; Comme il n'est pas le révolutionnaire enragé que l'on croit dans certains milieux, il se déclare prêt à laisser son bill à l'étude jusqu'à ce que les protestants en présentent un semblable; ce qui ne tardera pas si l'on en juge par les déclarations du ministre des Travaux publics. Il espère que le bill sera discuté à la prochaine session et qu'il sera de la partie, si Dieu lui prête vie.

C'est pourquoi il propose, appuyé par le représentant de Montréal no 1 (M. G.-A. Lacombe), que ledit ordre soit rescindé et que le bill soit retiré.

Adopté à l'unanimité.

Droits sur les successions

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (no 194) amendant la loi relative aux droits sur les successions soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que les résolutions rapportées aujourd'hui du comité général, concernant les droits sur les successions, soient maintenant adoptées.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 194) amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général. L'amendement est lu pour la première et la deuxième fois sur division. Il est ensuite adopté sur division.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur corporations et compagnies commerciales

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que le bill (no 193) amendant la loi imposant des taxes sur les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales, soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Kamouraska (l'honorable L.-

R. Roy), que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'afin de pourvoir aux besoins du service public, il soit imposé sur, et payé par les corporations commerciales, compagnies, sociétés, raisons sociales et associations commerciales ci-après mentionnées et leurs agents, les taxes annuelles ci-dessous spécifiées:

a. Sur toute compagnie, raison sociale, société ou association louant ou affermant des chars-dortoirs ou des chars-palais, ou dont les chars-dortoirs ou chars-palais circulent sur la ligne ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer, dans les limites de la province:

(1) Un tiers d'un pour cent sur le capital de la compagnie placé dans les chars ou matériel roulant dont elle fait usage dans la province de Québec;

(2) Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

b. Sur toute compagnie de chemin de fer, tenant un ou plusieurs hôtels dans la province, sur le montant de son capital payé, employé à l'exploitation de ces hôtels, la taxe imposée par le paragraphe a de la division 1 de l'article 1145 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 6 Édouard VII, chapitre 10, section 1, et aussi la taxe additionnelle imposée par le paragraphe b de la même division.

c. Sur les compagnies d'assurance mutuelle qui doivent, en vertu de l'article 5283 des statuts refondus, clore leurs comptes annuels le trente et unième jour d'août de chaque année, un pour cent, calculé sur le montant brut des primes reçues ou dues pour assurances effectuées ou renouvelées par ces compagnies, entre le premier jour de septembre et le trente et unième jour d'août de chaque année.

d. Sur toute compagnie de téléphone exploitant une ligne de téléphone dans la province:

Douze cents piastres, sur le montant du capital versé, s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille piastres; quinze cents piastres, s'il excède

cinq cent mille piastres, mais n'excède pas un million de piastres; deux mille piastres, s'il excède un million de piastres, mais n'excède pas deux millions de piastres; et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, mais ne devant pas être moins que trois mille piastres ni plus que cinq mille piastres, s'il excède deux millions de piastres.

e. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la province de Québec, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes, dans la province, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres.

f. Sur toute compagnie d'express, société ou association étrangère à la puissance du Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'une demie d'un pour cent sur les recettes brutes de la compagnie, société ou association, dans la province, provenant de telles autres affaires durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit pas inférieure à quatre cents piastres.

g. Sur toute compagnie de chemin de fer possédant, exploitant ou employant, en totalité ou en partie, dans cette province, un chemin de fer à vapeur ou électrique, trente piastres par mille par chaque ligne principale pour une voie simple et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, quinze piastres par mille pour chaque voie additionnelle possédée, exploitée ou employée comme susdit, et vingt piastres par mille par chaque embranchement pour une voie simple, et quand la ligne se compose de deux voies ou plus, dix piastres par mille pour chaque voie additionnelle.

Que la compagnie possédant le chemin de fer ou la partie du chemin de fer en question, et la compagnie ou les compagnies l'exploitant ou l'employant, soient toutes deux conjointement et solidairement responsables du paiement du montant de cette taxe au trésorier de la province, mais le montant total payable pour tout chemin de fer n'excédera pas les montants ci-dessus mentionnés respectivement, bien que ce chemin de fer soit possédé, exploité ou employé par plus d'une compagnie; et que le mesurage d'une voie pour les fins de la présente section ne comprendra pas les voies d'évitement, bouts de ligne ou voies de garage.

h. Sur les sociétés, associations, raisons sociales ou personnes dont le bureau principal ou la principale place d'affaires est en dehors de la puissance du Canada et qui ne sont pas taxées en vertu d'autres dispositions de la loi 6 Édouard VII, chapitre 10, section 1.

1. Une demie d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province durant l'année de calendrier précédente, pourvu que

la taxe ne soit jamais inférieure à cinquante piastres.

2. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et Québec, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

Adopté.

2. Que toute association contrevenant au paragraphe e de la division III l'article 1145 des statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 6 Édouard VII, chapitre 10, section 1, soit, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe; mais que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire remise de toute telle amende, pourvu que le tribunal devant lequel la condamnation a été obtenue recommande telle remise.

Adopté.

3. Que toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent, ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance, comme située dans quelque partie de ladite province, dans toute compagnie étrangère à la province qui n'a pas un bureau ou place d'affaires dans la province, doit de suite et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou document d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie, à partir du document en premier lieu reçu, donner un avis par écrit et sous serment au trésorier de la province, énonçant: (a) le montant de cette assurance; (b) le montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurances ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Et telle personne, société ou corporation doit, sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration assermentée à l'effet ci-dessus, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, le montant que la province recevrait d'une compagnie ayant un bureau ou place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand cette assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Statuts refondus, article 5754a

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 154) amendement l'article 5754a des statuts refondus concernant l'expropriation.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Interpellations:

"The Wrought Iron Furnace Company"

M. J.-M. Tellier (Joliette): 1. La société ou la compagnie appelée "The Wrought Iron Furnace Company" a-t-elle obtenu du gouvernement de cette province une licence l'autorisant à colporter des poêles et des ustensiles de cuisine dans cette province?

2. Dans l'affirmative, quelle est la date de cette licence, par qui a-t-elle été émise et quel est le territoire qu'elle couvre?

3. Quel prix a-t-on chargé pour cette licence et quand expire-t-elle?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. 2. et 3. Non, mais cette compagnie, à titre de compagnie constituée en corporation, paie les taxes annuelles édictées par la division 1 de l'article 1145 de l'acte imposant des taxes sur les corporations commerciales.

Réclamation de D. Payette

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): Est-ce l'intention du gouvernement de satisfaire aux demandes de Damase Payette, établies dans un protêt signifié à Sa Majesté Édouard VII, représenté par l'honorable Amédée Robitaille, avocat et conseiller du roi, de la cité de Québec, en sa qualité de secrétaire et registraire de la province de Québec, le 26 mai 1903?

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2): Le gouvernement n'accepte pas la réclamation de Monsieur Damase Payette.

Demande de documents:

Tarifs de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean ou avec les commerçants ou colons du Lac-Saint-Jean, au sujet du tarif de transport des marchandises sur les wagons de ladite compagnie.

Adopté.

Incendie de Louiseville de 1903

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de toute la correspondance échangée entre le gouvernement et les autorités de Louiseville, dans le comté de Maskinongé, en rapport avec la destruction par un incendie d'une partie de cette ville, en 1903, et de tous documents s'y rapportant.

Une voix fait observer au député de Maskinongé que plusieurs villes, par exemple Marieville et Saint-Hyacinthe, ont souffert d'incendie vers la même période, sans avoir reçu d'indemnités du gouvernement.

La proposition est adoptée.

Convictions sommaires

M. L.-J. Gauthier (L'Assomption) propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. N. Lemay), qu'il soit mis devant la Chambre copie de la correspondance entre le procureur général et le ministre de la Justice se rapportant à la modification des dispositions du code criminel touchant la prise par écrit des dépositions dans les causes tombant sous la partie LVIII dudit code, concernant les convictions sommaires.

Adopté.

Location du lac Sainte-Anne dans L'Islet

L'ordre du jour pour la motion demandant la production devant la Chambre d'une copie de la correspondance et des documents relatifs à la location du lac Sainte-Anne, dans le comté de L'Islet, étant lu,

M. J.-É. Caron (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Portneuf (M. É. A. Panet), que ledit ordre soit rescindé et que la motion soit retirée.

Il déclare qu'il y a lieu de croire qu'un arrangement à l'amiable des difficultés entre

les parties se conclura d'ici quelques jours.

La proposition est adoptée à l'unanimité.

Exécuteurs testamentaires de S. Peters

M. A. Robitaille (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Richelieu (M. L.-P.-P. Cardin), que l'honoraire et l'amende payés pour le bill (no 136) définissant et confirmant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires de feu Simon Peters soient remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Charte de Westmount

L'ordre du jour pour l'adoption des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount étant lu,

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. J.-A. Chauret), que la Chambre adopte ces amendements avec les amendements suivants:

1. En ajoutant ce qui suit comme clause 11:

L'article 9 du statut, chapitre 54, 59 Victoria est abrogé et remplacé par les articles 525 et 526 de la loi des cités et villes, 3 Édouard VII, chapitre 38.

2. La clause 11 devient la clause 12.

Adopté.

Il est ordonné qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que la Chambre a adopté leurs amendements au bill (no 126) amendant la charte de la ville de Westmount, avec des amendements, et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les conférences sur l'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) attaque certains conférenciers agricoles et déclare qu'il n'aime pas voir des agitateurs ouvriers passer

tout d'un coup maîtres dans l'art d'élever des poules.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

2. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Poultry Association", Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la fête des arbres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'amélioration des chemins ruraux, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les expositions, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association agricole des Cantons de l'Est, (exposition de Sherbrooke), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas douze mille cinq cent quatre-vingt-quinze piastres et vingt-six centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les frais d'administration de la dette publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cent onze piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes du Conseil législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas soixante-cinq mille quatre cent vingt-huit piastres et soixante centins soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements, dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée

législative pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les impressions et la reliure pour les deux Chambres de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour achat de livres destinés à la Bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas sept mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements et les dépenses contingentes de la Bibliothèque de la législature, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes des élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les traitements du greffier de la couronne en chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer l'impression, la reliure et la distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas soixante et treize mille cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses contingentes du gouvernement civil, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses de l'éducation supérieure; cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être appliqué par le secrétaire de la province à l'achat d'ouvrages publics dans cette province pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à cette somme de cinq pour cent, et \$13 000 seront payées à même cette part dudit fonds à l'École polytechnique

de Montréal, en vertu de la loi 57 Victoria, chap. 23, art. 17, tel qu'amendée par l'art. 4 de 3 Édouard VII, chap. 17.

\$4 000 de cette somme seront payées à l'université Laval, Québec, comme compensation pour avoir mis fin au loyer de l'École normale, et la somme de \$2 000 sera payée pour l'éducation chez les protestants, de la manière qui sera déterminée par le comité protestant de l'Instruction publique, dans la proportion d'une moitié aux écoles dans les municipalités pauvres, et d'une moitié aux écoles modèles et académiques.

Sur la somme assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200.00 seront employées à venir en aide à l'Association provinciale des instituteurs, et \$700.00 à solder le traitement d'un inspecteur des écoles supérieures, académies, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) demande une plus juste répartition des sommes accordées aux institutions. Il voudrait que l'on donne moins aux institutions riches et plus aux institutions pauvres. Il accuse le gouvernement d'être responsable des petits salaires qui sont donnés aux institutrices à la campagne, pour l'enseignement primaire.

Il ne voit pas avec enthousiasme la multiplication des écoles normales.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) défie celui-ci de suggérer un meilleur système d'encouragement pour l'augmentation des salaires que celui adopté par le gouvernement, à savoir le système des primes.

Le député de Laval ne peut condamner raisonnablement l'opportunité de la création de nouvelles écoles normales par le gouvernement. Il n'y avait qu'une seule école de filles dans la province lorsque les libéraux arrivèrent au pouvoir. Il fallait fournir des instituteurs pour 6 000 écoles. Croit-on que les fondations récentes et prochaines ne sont pas pleinement justifiées? On réclame un personnel d'enseignement compétent pour les écoles primaires. C'est là, semble-t-il, le meilleur moyen d'en avoir, en décentralisant et en diffusant l'enseignement pédagogique.

M. J.-M. Tellier (Joliette) déclare qu'il est satisfait du système des primes adopté par le gouvernement pour augmenter les salaires des institutrices et qu'il n'est pas un partisan de la coercition: le système qui a prévalu depuis quelques années a déjà donné de bons résultats.

M. G. Langlois (Montréal no 3) dit qu'il a confiance dans le système des écoles normales. Il croit qu'il est bon de les multiplier, afin que le Bureau central des examinateurs, qui donne des diplômes avec prodigalité, n'ait plus raison d'être et soit supprimé.

M. E. Roy (Montmagny) demande au gouvernement qu'il soit donné des primes aux municipalités pour encourager les commissions scolaires à engager des instituteurs compétents pour les écoles de garçons.

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) répond que cette suggestion sera prise en sérieuse considération.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

20. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté comme gratification supplémentaire à l'École polytechnique de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les "High Schools" de Québec et de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux "High Schools", dont \$2 000 pour la faculté de droit de l'université Laval, de Montréal, et \$2 000 pour l'école de médecine et de chirurgie de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour subvenir aux dépenses des écoles publiques: cinq pour cent de la part des catholiques de cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le lieutenant-gouverneur en conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles, dans la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

24. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

25. Qu'une somme n'excédant pas cinquante-neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

26. Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer le coût de l'inspection des écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) n'a pas d'objection à cette augmentation. Il croit que le gouvernement devrait aussi payer les dépenses de voyage des inspecteurs d'écoles. On le fait bien pour les magistrats de district.

M. G. Langlois (Montréal no 3) est également favorable à l'idée que le gouvernement paye les dépenses de voyage des inspecteurs. Actuellement, l'efficacité des inspecteurs est à peu près nulle. On ne fait que recueillir des statistiques. Pour que les inspecteurs soient des auxiliaires compétents et précieux, il faut qu'ils ne soient nullement gênés dans l'exiguïté de leurs ressources financières. Alors, ils peuvent consacrer à leurs fonctions tout le temps nécessaire. Autrement, ils sont portés à faire tout à la hâte afin d'être le moins longtemps possible à chaque endroit et, partant, avoir moins de dépenses à faire.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) prend la parole.

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm) prend la parole.

M. J.-M. Tellier (Joliette) donne les diverses attributions de l'inspecteur d'écoles, en vertu de la loi. Il conclut que, certainement, \$1 000 pour un inspecteur d'écoles, ce n'est pas un salaire exagéré.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

27. Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour les instituteurs mis à la retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

28. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour payer les livres à donner en prix et les fournitures scolaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

29. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourds-muets, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

30. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'école des sourds-muets du Mile-End, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

31. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles des sourdes-muettes des soeurs de la Providence, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

32. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

33. Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

34. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication d'un journal français et d'un journal anglais d'instruction publique, aux conditions et de la manière déterminées par le secrétaire de la province, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

M. G. Langlois (Montréal no 3) dit qu'il reconnaît bien au directeur de la revue L'enseignement primaire le droit de se constituer une tribune libre pour discuter d'éducation et d'agriculture, mais pas dans une revue soutenue par le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

35. Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Musée scolaire, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

36. Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût d'impression du rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

37. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer une gratification aux instituteurs, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

38. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les écoles du soir, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

39. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la succursale de l'université Laval, à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

40. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un ordre en conseil en vertu de

2 Édouard VII, chapitre 7, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

41. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'École de navigation, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

42. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la reliure et le renouvellement des archives canadiennes pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

43. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions. Lesdites résolutions étant lues deux fois, il est ordonné que la considération ultérieure de ces résolutions soit remise à plus tard.

Véhicules moteurs

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 209) amendant la loi concernant les véhicules moteurs.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Vente de terrains miniers

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, demandant la production d'une copie de tous ordres en conseil et un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers, depuis le 1er juillet 1906, faisant voir:

1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où

se trouve ce terrain, les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu;

2. Le montant du prix de vente original avec la date du paiement, et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué; et, si un terme de paiement a été donné, pour combien de temps et pour quelles raisons tel délai a été accordé;

3. Le nom de l'acheteur originaire, dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents et le prix d'achat payé par ces derniers;

4. La date de chacune de ces transactions. (Document de la session no 89)

Vente de terrains miniers au montant de \$19 770.00

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, demandant une copie de tous ordres en conseil et d'un état détaillé se rapportant aux ventes de terrains miniers au montant de \$ 19 770.00, tel que mentionné à la page 154 du rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines, et des Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1906, faisant voir:

1. La description de chaque terrain ainsi vendu, avec, suivant le cas, le nom de l'endroit, du canton, du comté, du territoire non organisé ou du territoire non arpenté où se trouve tel terrain; les espèces de mines pour l'exploitation desquelles chaque vente a eu lieu;

2. Le montant du prix de vente, avec la date du paiement, et, dans chaque cas, la nature de l'effet avec lequel tel paiement a été effectué; et, si un délai de paiement a été donné, pour combien de temps, et pour quelles raisons tel délai a été accordé;

3. Le nom de l'acheteur originaire dans chaque cas, avec celui de toutes personnes mêlées à chacune de ces transactions, ainsi que le nom et la résidence des acquéreurs subséquents, et le prix d'achat payé par ces derniers;

4. La date de chacune de ces transactions. (Document de la session no 90)

La séance est levée à minuit trente-cinq.

NOTE

1. De 1907 à 1912, le député de Montréal no 4 occupa le poste de président de la Commission du havre de Montréal.

Séance du 13 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures (1).

Présence des députés

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. F.-X. Dupuis), que la réduction de \$5.00 par jour, mentionnée à l'article 149 des statuts refondus de la province de Québec, ne soit pas faite pour quinze jours, dans les cas des députés de l'Assemblée législative qui n'auront pas assisté aux séances de la Chambre ou de ses comités, pendant ce nombre de jours, et cet ordre ne vaudra que pour la présente session.

Adopté.

Code municipal

M. L.-P.-P. Cardin (Richelieu): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité spécial du code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a examiné le bill suivant et l'a adopté sans amendement: bill (no 216) amendement l'article 794 du code municipal relativement à la nomination du surintendant.

Travaux de la Chambre

L'honorable L. Guin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que jeudi prochain et les jours suivants, y compris le samedi, il y ait trois séances, la première, de onze heures a. m. à une heure p. m.; la seconde, de trois heures à six heures p. m.; la troisième, de huit heures p. m. jusqu'à l'ajournement, et que les ordres du gouvernement aient préséance, à chaque séance.

Adopté.

Rivières navigables et flottables

M. L.-A. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. C. F. Delâge) que, dans l'opinion de cette Chambre, il est opportun de déclarer par des dispositions législatives, quelles sont les rivières navigables et flottables de cette province.

L'objet de sa motion est d'amener le gouvernement à déterminer de façon définitive quelles sont les rivières navigables et flottables de cette province.

Il fait remarquer combien l'incertitude qui règne sur cette question a été la cause d'une multitude de procès. Si les rivières sont flottables, c'est le gouvernement qui en

est le propriétaire, et si elles ne le sont pas, elles appartiennent aux propriétaires des rives avoisinantes.

La Cour supérieure a décidé qu'une rivière était flottable lorsqu'un radeau pouvait y être conduit. Mais il y a beaucoup de rivières où l'on ne connaît pas encore par expérience ce qui en est et où l'on n'a pas encore tenté d'expérience.

Et comme les droits sur les rivières, soit pour la pêche, soit pour les pouvoirs d'eau, sont souvent vendus, et comme il n'a pas encore été déterminé lequel du gouvernement ou du riverain est le vrai propriétaire, il est temps que la question soit enfin résolue.

La question de savoir si une rivière est navigable ou flottable devient primordiale, et la décision se prend selon chaque cas en particulier, mais sans pour autant régler le problème de façon définitive.

Après avoir parlé des lois britannique et française, il suggère que le gouvernement adopte quelques mesures afin de parer à cet état d'incertitude et que les industries installées sur les berges des rivières ne risquent pas de perdre leurs droits.

Il serait temps de reconnaître l'opportunité de certaines dispositions législatives, afin de décider quelles sont les rivières navigables et flottables de cette province.

Le gouvernement devrait nommer une commission pour régler cette question. Peut-être le gouvernement pourrait-il s'occuper directement de cette question, avec les moyens d'information qu'il a à sa disposition.

Il insiste pour que toute loi visant à régler cette question respecte les droits acquis et ne prive pas les propriétaires riverains de leurs droits.

M. J.-M. Tellier (Joliette) partage l'avis du député de Montmorency.

M. E. Roy (Montmagny) partage également l'avis du député de Montmorency.

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse) fait remarquer que cette question est très intéressante non seulement pour les propriétaires mais aussi pour le gouvernement, auquel on fait toujours appel pour l'obtention de privilèges sur des rivières à des fins industrielles.

Mais cette question présente aussi de grandes difficultés. Il y a nécessité d'une législation nouvelle à ce sujet, car notre jurisprudence est dans un état d'incohérence qu'il convient de faire disparaître. La loi de-

vrait reposer sur une règle sûre et certaine, mais laquelle convient-il d'adopter? Là est le point important qu'il s'agit de décider. Peut-être serait-il possible d'établir le volume d'eau en proportion du terrain qu'elle égoutte. Peut-être pourrait-on s'assurer par des expériences si une rivière est flottable ou non, s'assurer de l'étendue du territoire qu'elle égoutte et dire par exemple que toute rivière qui égoutte un territoire de trois cents milles est une rivière navigable.

Le gouvernement étudiera la question et proposera probablement une mesure en ce sens à la prochaine session, mesure qui va dans le sens des désirs du député de Montmorency.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) n'est pas prêt à adhérer au principe énoncé dans la motion du député de Montmorency, selon laquelle il serait souhaitable de déterminer par une loi quelles sont les rivières navigables ou flottables.

Cette question est de très haute importance étant donné le grand nombre d'intérêts opposés qui sont en jeu. Est-ce que les règles qui ont guidé nos cours dans le passé, lorsqu'il a fallu régler la question de la navigabilité d'une rivière, seront adoptées lorsque l'on décidera quelle rivière sera classée, à l'avenir, comme navigable ou flottable?

M. L.-A. Taschereau (Montmorency): Les exigences du commerce décideront de cette question.

M. J. H. Kelly (Bonaventure): Si tel est le cas, qu'advient-il des droits des propriétaires riverains de cette province qui, d'après les lois actuelles, sont supposés être propriétaires d'une partie de la rivière? Les rivières à saumons de cette province sont l'une de nos plus grandes richesses nationales. La rivière Restigouche, la Matapédia, la Grande Cascapédia, la Bonaventure et un grand nombre d'autres rivières dans cette province sont des sources de revenus qui doivent être protégées. Ainsi donc, ne serait-il pas mieux, avant de se lancer dans cette question, de déterminer quels sont les droits des propriétaires riverains? Dans la cause du dominion du Canada et des provinces qui avait été présentée au Conseil privé, les juges refusèrent de déterminer quels étaient les droits des propriétaires riverains, voyant que ces mêmes propriétaires n'étaient pas représentés dans cette cause. Ne serait-ce pas souhaitable de déterminer quels sont les droits des propriétaires riverains avant de prendre en considération cette autre question où les droits des propriétaires riverains détiennent une grande importance?

Étant donné que cette question concerne les gens de la province dans une très large mesure, il ne serait que juste que toutes les parties intéressées soient entendues avant

que le gouvernement adopte une politique spéciale à ce sujet.

Conséquemment, il demande au gouvernement de donner aux propriétaires riverains, aux pêcheurs de saumons et autres une chance d'être entendus avant qu'on n'entreprenne quoi que ce soit pour changer la situation actuelle. Lorsque l'on examine une question d'une si grande importance, l'on devrait agir plus lentement et sûrement, de façon à ne commettre aucune injustice envers ceux qui ont des droits déjà acquis sur les rivières de cette province.

D'un autre côté, comme plusieurs rivières sont réclamées par le gouvernement fédéral, celui-ci devrait être consulté à ce sujet.

Il demande une action immédiate de la part du gouvernement.

La proposition est adoptée.

Demande de documents:

Aide aux écoles élémentaires

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Brome (M. W. F. Vilas), qu'il soit mis devant cette Chambre copie:

1. De toutes résolutions du comité protestant du conseil de l'Instruction publique concernant les modes de distribution de l'allocation aux écoles communes, parmi les écoles élémentaires de la province;

2. De la résolution du comité recommandant l'augmentation de l'aide du gouvernement aux écoles élémentaires et particulièrement aux écoles rurales;

3. De toutes résolutions passées par le comité protestant du conseil de l'Instruction publique concernant l'allocation spéciale de la législature aux universités McGill et Bishop.

Adopté.

Commission scolaire catholique de Montréal

M. J.-O. Mousseau (Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. A. Jobin), qu'il soit mis devant la Chambre une liste des membres qui composent actuellement la commission scolaire catholique de Montréal.

Adopté.

École du soir à Granby

M. L.-P. Bernard (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous les documents et de la correspondance au sujet de l'établissement d'une école du soir dans le village de Granby, comté de Shefford.

Adopté.

Ameublement du palais de justice de Sherbrooke

M. A. W. Giard (Compton) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), qu'il soit mis devant la Chambre un état détaillé du coût de l'ameublement du palais de justice de Sherbrooke, donnant:

1. Le nom et l'adresse des fournisseurs.
2. Les articles vendus par chacun d'eux, avec le prix de chacun de ces articles.

Adopté.

"The Ottawa Golf Club"

M. F.-A. Gendron (Ottawa) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. P. Pelletier), que l'amende payée pour le bill (no 138) amendant la charte de "The Ottawa Golf Club" soit remise, vu que les promoteurs du bill ignoraient l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Rapports de comités:

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a tenu des séances samedi le 9, lundi, mardi et ce matin, et il transmet à votre honorable Chambre une copie de ces délibérations, avec les documents qui suivent:

- Exhibit no 1: Billets envoyés par le département des Terres et Forêts au trésorier de la province pour être escomptés depuis le trente juin 1900 au 22 mai 1904.

- Exhibit no 2: Liste des billets reçus par le département du Trésor du département des Terres de la couronne, et qui furent escomptés, ne furent pas renouvelés, mais payés à échéance.

- Exhibit no 3: Billets transmis au département du Trésor pour collection et non escomptés.

- Exhibit no 4: Re John Breakey, achat de limites le 22 juin 1905.

- Exhibit no 5: Département des Terres, Mines et Pêcheries: lois concernant la vente et l'administration des terres publiques et des bois et forêts, 1904 (Brochure).

- Exhibit no 6: Département des Terres de la couronne: lettre du 19 décembre 1864, adressée à M. C. E. Belle, de Montréal, par M. A. Campbell.

- Exhibit no 7: Mémoire sur certains billets, au montant de \$44 625.80, mentionnés dans les comptes publics à l'article des Terres, Mines et Pêcheries.

- Exhibit no 8: Copie d'un rapport de l'honorable Conseil exécutif, approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 1er décembre 1868.

- Exhibit no 9: Liste des limites qui ont été achetées à l'enchère publique et dont le

prix d'adjudication n'a jamais été payé.

Dépôt de documents:

Remplacement du grand constable A. Lévesque par W. St. George

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 28 février 1907, pour la production d'une copie de tous documents, requêtes, affidavits, lettres et messages se rapportant à la destitution de M. Alfred Lévesque, de Joliette, de sa charge de grand constable du district de Joliette, ainsi qu'à la nomination de son remplaçant, M. Wilfrid St. George, du même lieu. (Document de la session no 91)

Permis d'exploitation minière

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, pour la production d'un état détaillé des permis d'exploitation minière accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant:

1. Le nom des personnes ayant obtenu ces permis;

2. Le montant exigé pour chaque permis;

3. Le montant payé pour chaque permis, avec la date du paiement;

4. Le montant resté dû pour chaque permis;

5. La superficie de chaque terrain mis ainsi sous permis, avec, suivant le cas, l'endroit, le canton, le comté, le territoire non organisé ou le territoire non arpenté où se trouve tel terrain;

6. Le terme ou la durée de tel permis.

(Document de la session no 92)

Dépenses dans Soulanges depuis 1887

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1907, pour la production d'un état des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887. (Document de la session no 93)

Salaires des instituteurs laïques brevetés

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1907, pour la production d'un tableau montrant, année par année, depuis le 1er juillet 1888, jusqu'au 1er juillet 1906, pour les écoles catholiques et les écoles

protestantes, séparément:

1. La moyenne du traitement des instituteurs laïques brevetés, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir: (a) dans les écoles élémentaires; (b) dans les écoles modèles et les académies; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies.

2. La moyenne du traitement des institutrices laïques brevetées, enseignant dans les écoles sous le contrôle des commissions scolaires, savoir: (a) dans les écoles élémentaires; (b) dans les écoles modèles et les académies; (c) dans les écoles élémentaires, les écoles modèles et les académies. (Document de la session no 94)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 8) accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins;

- bill (no 12) amendant la loi relative aux établissements industriels;

- bill (no 13) constituant en corporation l'École technique de Québec;

- bill (no 207) amendant la loi relative aux édifices publics;

- bill (no 208) amendant la loi relative aux établissements industriels.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 15) amendant l'article 1109 des statuts refondus concernant certaines amendes;

- bill (no 17) concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, et à d'autres fins;

- bill (no 197) relatif à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack;

- bill (no 114) amendant la charte de la cité de Québec;

- bill (no 120) amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903;

- bill (no 128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux;

- bill (no 143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne.

Aussi, le Conseil législatif informe

l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 18) constituant en corporation l'École technique de Montréal;

- bill (no 210) légalisant un certain registre de l'état civil.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant sans amendement:

- bill (no 104) constituant en corporation la congrégation du Temple Salomon de Montréal.

Testament J. Jack

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 50) concernant le testament de feu James Jack. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Québec

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 114) amendant la charte de la cité de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Fraserville

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 170) amendant la charte de Fraserville, 1903. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Bordeaux

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 128) érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Terrebonne

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 143) refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Taxe provinciale pour l'éducation

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre reprenne le débat ajourné, vendredi, le 1er mars dernier, à l'effet qu'un ordre de la

Chambre soit émis pour qu'une copie de la résolution de M. John White, au sujet d'une taxe provinciale pour l'éducation, etc., proposée au comité protestant de l'Instruction publique, soit mise devant cette Chambre.

Adopté.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond): La proposition présentée par l'honorable député de Mégantic, contenue dans la résolution qui fut soumise l'automne dernier par M. Whyte et acceptée par le comité protestant de l'Instruction publique, nous amène à nous demander s'il est justifiable de percevoir une taxe d'un demi-millième par dollar sur toute propriété imposable appartenant au groupe protestant et située dans la province; cette somme devant être allouée à l'éducation élémentaire protestante. Cette taxe serait payée par les contribuables en plus de leurs taxes municipales ordinaires et spéciales pour fins scolaires et d'après les estimations cette somme s'élèverait à près de 65 000 dollars.

J'admets volontiers que le principe de cette mesure est très noble et je serais certainement l'un de ceux qui seraient prêts à la mettre en vigueur si seulement je pouvais me convaincre qu'il s'agit là d'une mesure sage et prudente. Je dirais même que je n'hésiterais pas un instant à approuver de tout coeur ce principe si on l'appliquait de façon globale ou sur toutes les propriétés afin de procurer plus de moyens de promouvoir la cause générale de l'éducation dans cette province. J'hésiterais cependant à appliquer cette mesure aux propriétés des protestants seulement. Si l'on examine le système particulier qui prévaut au Québec, on constate que l'éducation catholique ainsi que l'éducation protestante ont été administrées de façon parallèle. Il n'est pas nécessaire de remonter plus loin que 1869: à cette époque, protestants et catholiques ne formaient qu'un seul comité de l'Instruction publique et administraient ensemble les systèmes d'éducation catholique et protestant. Ce système s'est poursuivi jusqu'en 1873 où l'on divisa le Conseil de l'Instruction publique en deux comités, l'un protestant et l'autre catholique, qui ont depuis évolué d'après des modifications ou des transformations différentes, mais en ne s'écartant jamais du principe selon lequel ils se doivent d'administrer et de régler les intérêts qui leur ont été confiés.

L'adoption de la proposition de l'honorable député de Mégantic entraînerait dès lors une différenciation entre les deux systèmes; et jusqu'à ce que nos concitoyens catholiques soient prêts à adopter le principe, je ne crois pas que ce soit une sage politique que de l'adopter à l'égard des protestants seulement. Cette mesure pourrait être considérée comme coercitive.

Tout d'abord, nous savons tous que les gens n'acceptent pas facilement de se voir

imposer une taxe. Les taxes, quelles que soient leurs formes ou leurs fins, sont toujours redoutées. Si la mesure est adoptée telle que suggérée par l'honorable député de Mégantic, elle n'atteindra peut-être que partiellement son but.

Premièrement, parce qu'il se peut que dans plusieurs cas, les contribuables réduisent leurs taxes municipales et leurs contributions proportionnellement à l'octroi gouvernemental.

Deuxièmement, il est également possible que plusieurs contribuables, dû à l'augmentation des taxes, se retirent de leur propre groupe et se joignent à l'autre groupe, à qui l'on n'impose aucune taxe. Si je dis cela, c'est parce que j'ai connu des cas où des contribuables, aussi bien catholiques que protestants, sans toutefois changer de religion, se sont retirés de leur propre groupe - afin d'éviter une taxe spéciale ou plus élevée - en adhérant à l'autre groupe.

Une importante et sérieuse objection a également été soulevée contre cette mesure par les citoyens de la ville de Montréal. Ils soutiennent qu'en raison de l'évaluation de leurs propriétés, qui se chiffre à près de 60 millions de dollars, et de leur adhésion au groupe neutre, ils contribueront à beaucoup plus que pour la moitié de cette taxe, soit 45 mille dollars, sans avoir la possibilité de retirer quoi que ce soit en retour.

Je ne suis pas ici pour rendre compte des objections émises par la ville de Montréal. Je crois très volontiers qu'ils seraient prêts, pour une cause d'une telle importance, à assumer leurs responsabilités envers leurs concitoyens ruraux mais cependant il faudrait que cette objection soit étudiée avant que la proposition soit finalement adoptée.

Ce sont, en bref, quelques-uns des résultats qui peuvent se produire si l'on adopte cette mesure. Je partage entièrement chacune des vues que le député de Mégantic a émises au sujet de l'éducation élémentaire protestante, mais pour les raisons que je viens d'énumérer, j'hésite à adopter sa solution.

J'ajouterai ici que la résolution de M. Whyte a été longuement discutée l'été dernier lors de la campagne intensive qui a été menée dans les régions protestantes de la province, mais d'après ce que j'ai eu l'occasion d'entendre, il n'y a pas eu de réaction favorable à cette proposition; au contraire, j'ai perçu plusieurs indications de la désapprobation du public.

Dans ces circonstances, il est tout naturel que le député de Mégantic et ses amis se demandent ce qu'ils vont faire. Existe-t-il une autre solution?

Depuis que nous avons discuté de cette question devant la Chambre il y a un an, plusieurs changements se sont produits et les nuages qui assombrissaient l'horizon ont commencé à se dissiper.

Tout d'abord, nous avons eu la magnifique donation de Sir William Macdonald aux Canadiens: le collège Macdonald, dont la loi est présentement à l'étude devant la Chambre. Ce don est d'une importance nationale et confère au donateur une distinction qui l'immortalisera comme grand bienfaiteur public. Comme tel, il a droit à la gratitude de ses compatriotes actuels et de ceux qui nous succéderont.

On se rappellera également que cette donation, qui vise principalement l'agriculture et des sujets connexes, est mise à la disposition de tous les concitoyens de Sir William, sans tenir compte de leur race ou de leur religion. C'est donc dire, Monsieur, que cette institution est non confessionnelle et universelle.

Toujours à propos de cette noble entreprise, Sir William, en constatant la situation déplorable de l'éducation élémentaire protestante en milieu rural et dans l'espoir de contrer ses difficultés, décida de fonder et de doter un établissement scolaire remplissant un rôle de caractère essentiellement protestant: soit l'Ecole normale pour la formation des enseignants protestants.

Certaines dispositions ont été prises à cette institution qui relève du collège McGill, ce dernier assumant désormais la responsabilité de former les enseignants protestants.

En conséquence, la province se voit maintenant débarrassée d'une dépense de \$16 668, somme qui était accordée annuellement pour l'entretien de l'école normale McGill.

Le gouvernement, cependant, reconnaissant l'objet et le but de ce cadeau, a consenti à ce qu'une somme similaire soit votée à chaque année par la législature pour les écoles protestantes, de façon à ce qu'en débloquent cette somme de son ancienne affectation, les écoles élémentaires s'en trouvent enrichies sans provoquer de nouvelles dépenses pour la province. Si l'on additionne ce montant, \$16 668, à celui déjà accordé aux municipalités pauvres, soit \$8 000, on obtient un total de près de \$25 000 disponibles annuellement pour l'avenir de cette cause.

Dans l'avis de motion qui est présentement devant la Chambre, je demande que certaines résolutions adoptées par le comité protestant de l'Instruction publique soient déposées sur la table. Ces résolutions demandent au gouvernement d'accorder le statut de lois à certaines recommandations du comité.

Je profite donc de cette occasion pour attirer l'attention du gouvernement sur ces résolutions. Si l'on devait leur accorder le statut de lois, une somme d'argent considérable serait mise à la disposition de nos écoles les moins fortunées.

La première résolution du comité protestant a trait aux subventions allouées aux écoles publiques, et plus particulièrement à

la part assignée aux protestants. La somme de \$160 000 accordée aux écoles publiques sans jamais avoir été changée depuis plusieurs années, est distribuée aux écoles publiques proportionnellement à la population enregistrée lors du dernier recensement (1 648 898).

Cela donne un peu plus que 9 1/2 cents par tête d'habitant ou à peu près 46 cents par élève annuellement.

On admettra volontiers qu'il s'agit là d'une bien petite assistance et on peut facilement démontrer qu'elle est assez mal distribuée.

En général, plus la population est élevée, plus il y a d'argent et d'élèves dans une même région. Ce qui fait que les écoles sont efficaces sans exiger beaucoup des contribuables.

Toutefois, moins il y a de population dans une municipalité et plus elle est dispersée; moins il y a d'enfants. Les distances à parcourir pour se rendre à l'école sont beaucoup plus grandes, chaque école reçoit moins d'élèves à la fois et le coût par enfant est plus élevé.

Somme toute, les besoins de l'aide du gouvernement vont dans le sens contraire au taux de population. La part des protestants à ce fonds s'élève à \$19 000.

Il existe plusieurs municipalités riches qui, quel que soit leur taux de population, n'ont aucun besoin d'aide provenant de ce fonds: par exemple, la commission scolaire protestante de Montréal reçoit un bon tiers de la part des protestants à ce fonds (\$6 369.21). Ses écoles, à tous les égards, se classent parmi les meilleures au Canada et la commission scolaire ainsi que les citoyens de Montréal devraient en être loués et félicités.

Mais comparons leurs splendides édifices aux bâtisses des régions rurales, leurs dépenses de près de \$26 par élève annuellement aux dépenses possibles dans une région agricole dont la population est dispersée et notre sympathie va aussitôt vers les moins favorisés.

La prospérité de la ville de Montréal dépend de la prospérité des communautés rurales environnantes qui lui sont tributaires. Elle ne peut rester indifférente aux déficiences du système éducationnel en milieu rural.

Le fonds des écoles publiques devrait être distribué de la même façon que le fonds des municipalités pauvres, qui est versé à celles qui en ont le plus besoin et qui en même temps sont le plus désireuses de s'aider elles-mêmes.

Ces sommes devraient être accordées non pas d'après de froides données mathématiques, qui ne tiennent même pas compte des efforts locaux ou des besoins, mais à des conditions bien définies qui encourageraient l'intensification des efforts locaux.

Il se peut très bien que la situation de

l'éducation catholique sente beaucoup moins la nécessité de changer la façon de distribuer ces \$160 000, mais nous avons pu jusqu'à maintenant traiter de ces questions avec franchise, en admettant qu'il existe une différence essentielle dans nos positions respectives qui exige un traitement différent.

Nous avons beaucoup plus d'écoles dont l'assistance est faible et les périodes scolaires courtes et sans aucun doute que l'écart qui existe entre nos plus riches municipalités et nos plus pauvres est-il beaucoup plus prononcé que chez nos concitoyens canadiens-français.

Advenant le cas où l'on jugerait bon de remanier de façon générale la loi concernant le fonds des écoles publiques, les protestants devraient à tout prix avoir la possibilité d'administrer leur part d'après un plan qui reconnaîtrait les conditions difficiles de l'éducation rurale protestante et, dans ce cas, une nouvelle somme d'au moins \$6 369.21 deviendrait disponible pour ces écoles.

L'autre résolution du comité protestant sur laquelle je désire attirer l'attention de la Chambre est celle qui a trait aux universités protestantes. Je crois qu'il n'est pas nécessaire de mentionner l'oeuvre accomplie par les deux grandes universités que sont McGill et le collège Bishop's de Lennoxville pour la cause de l'éducation supérieure. Tout le monde connaît et apprécie l'importante place qu'elles occupent dans le domaine de l'enseignement. Aucune de ces institutions ne reçoit une aide directe de la législature. Mais il est vrai qu'elles ont reçu une certaine aide provenant d'une source connue comme étant le fonds des licences de mariage.

Je ne crois pas nécessaire de refaire l'histoire du fonds des licences de mariage. Disons simplement qu'il a été repris au gouvernement du dominion après la Confédération grâce aux efforts de certains universitaires. Ces représentants d'universités, membres du comité protestant, ont réclamé soit un droit moral ou légal sur une certaine partie de ce fonds comme premiers frais fixes en faveur des universités.

La loi cependant stipule simplement que les sommes provenant des licences de mariage seront distribuées de la même façon et en plus du fonds ordinaire de l'éducation supérieure.

En 1898, un bill fut adopté par cette Chambre mais rejeté par le Conseil législatif; il accordait toutes les sommes provenant des licences de mariage aux municipalités pauvres.

En 1899, la législature donna au comité protestant le droit de verser le total de cette somme soit aux écoles supérieures, soit aux écoles pauvres, ou de la diviser en deux. Le comité, lors de la réunion suivante, accorda aux municipalités pauvres la moitié

des sommes provenant des licences de mariage. Étant donné que ce geste diminua le total du fonds de l'éducation supérieure, il fut donc nécessaire de réduire certaines subventions. En conséquence, les subventions aux universités furent réduites au montant que nous connaissons aujourd'hui, soit \$2 075 pour McGill et \$1 125 pour Bishop's.

Lors d'une réunion du comité protestant tenue en septembre dernier, il fut proposé de réduire encore plus les subventions universitaires de façon à augmenter celle des écoles pauvres.

Personnellement, je considère que les subventions que nous accordons aux universités sont absurdement et totalement disproportionnées par rapport aux services que ces universités offrent au public. Mais je suis également d'avis que, s'il nous fallait choisir entre les universités et les écoles élémentaires, notre choix irait certainement vers ces dernières.

Cependant, la situation se transforme rapidement. J'espère que viendra vite le temps où, sans aucune inconstance, nous pourrions remanier notre politique d'après les changements de situations.

Il me semble donc que le temps est venu d'affirmer que nous désirons, en autant que nous en sommes capables, augmenter les subventions aux universités et de le faire par voie législative. Si cela pouvait se faire, le comité protestant serait débarrassé à jamais de la fastidieuse tâche de déterminer à chaque année quels sont les droits respectifs aux subventions gouvernementales pour des institutions qui sont aussi éloignées les unes des autres que les universités et les écoles rurales.

L'ampleur du travail accompli par l'université McGill se perçoit mieux si l'on étudie son dernier rapport. Nous constatons qu'il y a eu 1 312 étudiants inscrits dans ses différentes facultés, en plus des 156 maîtres en formation à l'école normale McGill. Les dotations et les investissements de l'université se chiffrent à \$5 774 168, résultats tangibles de la bienfaisance et du patriotisme des citoyens de Montréal. L'année dernière, ses revenus se sont élevés à \$464 415.98 et ses dépenses à \$477 321.20, soit un déficit de \$12 905.22.

Cela démontre clairement que ses ressources ne lui permettent pas de satisfaire aux demandes. Bien qu'elle semble quelquefois avoir des surplus, je sais pertinemment que les membres du conseil d'administration sont parfois obligés de combler personnellement les déficits entre les revenus et les dépenses annuelles.

L'on doit également se rappeler que cette université ouvre ses portes à tous les étudiants, quelle que soit leur race ou religion, et qu'elle est entièrement non sectaire.

Ses registres contiennent les noms de grands hommes de toutes races et de toutes

croyances qui ont occupé et continuent d'occuper les plus hautes fonctions de notre vie nationale. Parmi ses diplômés, je puis mentionner le nom de notre premier ministre canadien actuel.

Faisant également partie du système d'universités protestantes, nous avons le collège Bishop's de Lennoxville qui, bien que moins grand et moins riche que son aînée, effectue un travail splendide par rapport à ses moyens. L'aide publique accordée à cette institution est de grande importance. Située actuellement dans les Cantons de l'Est, les gens de cette région sont particulièrement intéressés à ce qu'elle soit florissante. J'ai l'honneur d'être membre du conseil de cette université et j'en parle avec enthousiasme. Ses dotations et ses propriétés se chiffrent à \$408 991 en valeur réelle et, malgré la générosité de la population, elle arrive très difficilement à payer les dépenses requises annuellement, soit \$18 000.

De plus, mises à part les sommes indirectes provenant des licences de mariage, dont à peu près \$5 000 sont versés à ces universités, le gouvernement n'a aucun rapport officiel avec ces dernières. En Ontario, l'université de Toronto reçoit à chaque année une subvention de \$200 000.

Pour une oeuvre similaire à celle de McGill, le fonds des écoles catholiques remet annuellement la somme de \$25 000 aux universités catholiques, somme qui est répartie comme suit: \$13 000 à l'École polytechnique; \$4 000 de compensation pour l'université Laval (Québec); \$3 000 à l'École de droit (Montréal) et \$3 000 à l'École de médecine (Montréal). Ces sommes sont issues de la part revenant aux catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure et en plus de celles-ci la somme de \$4 000 est votée pour l'université Laval de Montréal; toutes ces dépenses produisant d'excellents résultats.

En de telles circonstances, nous nous attendons avec confiance à ce que le gouvernement accorde une subvention annuelle d'au moins \$10 000 aux universités McGill et de Lennoxville, qui leur sera distribuée dans les mêmes proportions que les montants qu'elles reçoivent actuellement de la source dont j'ai déjà parlé.

Advenant une telle mesure législative, les écoles rurales seraient donc plus riches de \$3 100, montant que l'on accorde actuellement aux deux universités et qui provient des licences de mariage.

Récapitulons maintenant. Si tout cela se concrétisait, les écoles élémentaires rurales auraient à leur disposition une somme de \$26 157 se détaillant ainsi: \$16 668 seraient libérés par le collège Macdonald, \$6 369 proviendraient d'une nouvelle distribution au niveau des écoles publiques et \$3 100 de la subvention gouvernementale aux universités.

En mettant cette seule somme de

\$26 157 à la disposition du gouvernement, un grand changement pourrait être effectué en vue d'améliorer l'éducation protestante. Mais nous avons également d'autres espérances.

Pour répondre à une question qui m'a été posée mercredi, le gouvernement s'est officiellement prononcé: il fut décidé que, dans un avenir rapproché, on augmenterait de beaucoup la subvention annuelle pour l'éducation élémentaire dans la province. Il nous est cependant impossible de savoir à combien se chiffrera cette augmentation. Avec la somme additionnelle de plus de \$600 000 provenant des nouvelles subventions, sans aucun doute le gouvernement aura-t-il à faire face à de nouvelles demandes, mais on reconnaît de toutes parts que la cause de l'éducation devrait être l'objet premier de sa sollicitude et de son attention.

Partout dans le monde, on retrouve des cas où l'État assume la plus grande partie du fardeau de l'éducation. Je ne crois pas devoir répéter les exemples cités par le député de Mégantic.

Dans la province d'Ontario, le gouvernement y consacre \$1 200 000 annuellement. Les colonies soeurs de l'Australie, soit la Nouvelle-Galles du Sud et Victoria, nous en offrent un très bon exemple. Possédant une population moins nombreuse que la nôtre, dispersée sur de grandes étendues et souvent affectée par de désastreuses sécheresses, chacune de ces colonies consacre une somme de plus de \$3 000 000 annuellement, représentant pour l'État un coût de \$22 ou plus par élève, comparativement à une somme d'approximativement \$2 par élève défrayée par notre gouvernement, soit un total de la dépense gouvernementale s'élevant à un peu plus de \$500 000 par année.

Se fiant à la sagesse et aux politiques éclairées du premier ministre et de son gouvernement, la population de cette province s'attend à ce qu'une somme minimale additionnelle de \$250 000 soit consacrée à la cause de l'éducation.

Les protestants espèrent naturellement recevoir un huitième de cette somme, donc \$31 250 qui, s'ajoutant aux autres montants que je viens tout juste d'énumérer, donnera approximativement \$58 000 qui seront disponibles pour nos projets, montant quasiment égal à celui qui aurait été perçu par la taxe suggérée par l'honorable député de Mégantic.

Il me fait également très plaisir de souligner un autre fait encourageant: la prise de conscience des contribuables eux-mêmes. Ils commencent à se rendre compte de leurs responsabilités et de leurs devoirs en ce qui a trait à l'éducation. Il est encourageant de constater que, d'après le rapport du surintendant, les taxes annuelles pour 1904-1905 ont rapporté \$1 756 557, tandis que celles de 1905-1906 ont rapporté \$1 909 385, soit une augmentation de près de 10 pour cent en

un an. Ce rapport indique également que les contribuables ont versé \$782 431 de plus en taxes annuelles que ce qu'ils avaient versé il y a dix ans, lesquelles s'élevaient en 1897 à \$1 226 954.

Monsieur l'Orateur, je conclus. Advenant le cas où, au cours des deux prochaines années, les protestants de la province de Québec obtenaient annuellement une somme additionnelle de \$58 000 provenant des sources que je viens tout juste de mentionner, somme qui serait sagement et prudemment allouée à la cause de l'éducation élémentaire rurale, il ne serait donc plus nécessaire d'avoir recours aux mesures suggérées par l'honorable député de Mégantic.

Avec une telle somme à leur disposition, plusieurs réformes nécessaires pourraient être effectuées afin d'améliorer la situation actuelle. La question de la contribution dans certains districts pourra être discutée selon les ressources disponibles pour qu'elle puisse être possible et, de plus, nous aurions les moyens d'accorder une aide substantielle aux municipalités, mais à la seule condition qu'elles paient aussi une contribution proportionnelle, tel que stipulé par la loi, de façon à assurer de meilleurs salaires à nos enseignants mal rétribués, des écoles mieux aérées et mieux équipées, des périodes scolaires plus longues et, somme toute, permettre cette amélioration si essentielle au progrès et à la prospérité de la province. A mon avis, la meilleure façon de résoudre nos problèmes financiers, c'est d'effectuer ces dépenses à la condition que les contribuables fournissent également un montant équivalent.

M. G. R. Smith (Mégantic) se dit assez surpris d'entendre les remarques faites par le dernier intervenant puisqu'il (le député de Richmond) était présent lorsque cette résolution a été unanimement adoptée à la réunion du Conseil de l'instruction publique.

Il regrette que le député de Montréal no 5 (M. C. E. Gault) ne soit pas présent pour seconder sa motion et qu'il n'ait pas de secondateur parmi les députés anglais.

Le député de Richmond nous a indiqué où l'on pourrait se procurer une somme de \$26 000, mais ses observations sont assez semblables aux siennes. Il aurait aimé présenter devant la Chambre un bill qui aurait été basé sur les résolutions de M. Whyte, mais comme il ne peut obtenir l'appui de ses collègues protestants, il le retire pour cette session, attendant la prochaine session pour le présenter à nouveau.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) signale qu'on ne peut poser aucune objection à l'adoption de la motion du député de Mégantic, puisqu'elle demande simplement la production d'un document qui n'exige pas de la Chambre d'endosser le principe établi par

la résolution que M. Whyte a présentée devant le comité protestant du Conseil de l'instruction publique.

Il profite de cette occasion pour féliciter l'honorable député de Mégantic pour son habile discours sur l'histoire de l'éducation élémentaire protestante dans la province.

Ses félicitations s'adressent également au député de Brome pour ses observations pratiques et au député de Richmond (M. P. S. G. Mackenzie) pour son discours compendieux qu'ils ont tous écouté avec beaucoup de plaisir.

On a de plus en plus tendance dans cette province à vouloir discuter les questions d'éducation. Dès la Confédération et jusqu'en 1897, le seul discours prononcé en Chambre sur ce sujet se résume à quelques propos isolés émis par le premier ministre qui était au pouvoir en janvier 1897 et qui avait fait un discours pré-électoral à ce sujet.

L'on se doit cependant de dire à la faveur du parti libéral que depuis son avènement au pouvoir en 1897, il y a eu à chaque session une discussion franche et ouverte sur l'éducation dans cette province.

Il a été déçu de constater qu'il semblait y avoir eu un certain esprit d'intolérance chez certaines personnes étrangères au débat tenu par la législature et les journaux de la province à propos des questions éducationnelles. Il n'y a absolument aucune raison à cela.

En tant que diplômé de l'université McGill et admirateur du magnifique travail qu'elle a déjà accompli et qu'elle continue d'accomplir, il regrette que le dernier rapport annuel des gouverneurs et des agrégés contienne une "protestation contre les déclarations fausses et méprisantes qui ont marqué la campagne menée par certains journaux provinciaux".

Ayant lu la correspondance et les articles publiés dans le *St. Johns News*, le *Richmond Guardian*, le *Huntingdon Gleaner* et autres journaux ruraux, il n'a rien trouvé d'autre qu'une discussion sérieuse et intelligente sur les besoins de nos écoles.

Il est désolé de l'allusion contenue dans ce rapport annuel. C'est la première fois qu'il remarque un tel langage dans un rapport provenant d'une institution aussi digne, et il est confiant que ce sera la dernière fois que des termes de ce genre seront utilisés dans le rapport annuel de l'université McGill.

Celle-ci fut richement dotée et il en est très heureux, mais il lui paraît bizarre que les hommes qui ont quitté les comtés pour les villes n'aient jamais pensé à établir un fonds pour le bien-être de l'éducation protestante dans les comtés d'où ils provenaient.

Le comité protestant du Conseil de l'instruction publique est autorisé, d'après la loi, à recueillir les demandes pour le béné-

fice de l'éducation protestante, mais depuis l'entrée en vigueur de cette loi, ce dernier n'a pas reçu une seule demande.

Il est à espérer que d'autres individus dans la province suivront le noble exemple de Sir William Macdonald qui, à sa façon, a fait beaucoup pour l'éducation rurale.

L'objection à la résolution de M. Whyte provient du fait que c'est la première fois que l'on propose de faire adopter une loi pour permettre l'imposition d'une taxe provinciale sur les propriétés d'après la religion du propriétaire.

Il doute de la sagesse d'une telle innovation, bien qu'il serait heureux d'approuver une taxe provinciale qui viserait aussi bien les catholiques que les protestants.

Si l'on veut prélever la taxe suggérée, on doit se rappeler que l'évaluation d'une propriété varie beaucoup d'une municipalité à l'autre, allant parfois de 25 pour cent de sa valeur réelle jusqu'à la pleine valeur marchande elle-même. Il serait donc de toute évidence injuste de prélever un même taux sur des propriétés évaluées de façon aussi différente.

La perception de la taxe provinciale suggérée poserait un autre problème. Les secrétaires-trésoriers de chaque commission scolaire, s'ils étaient autorisés à prélever cette taxe, auraient à envoyer des avis de paiement distinctifs et devraient tenir des livres de compte séparés pour cette taxe. Il faudrait donc les payer pour faire ce travail et le coût minimum par année serait de \$25, représentant une somme de \$25 000 pour l'ensemble de la province. Comme cette taxe ne rapporterait que \$60 000, le coût de la perception équivaldrait à un pourcentage très élevé.

L'un des éminents inspecteurs d'écoles protestants, dans le dernier rapport annuel, a pu prouver que l'imposition d'une telle taxe amènerait plusieurs contribuables protestants à se retirer de leur groupe pour se joindre à la majorité catholique. En règle générale, ces propriétaires sont ceux dont les enfants ont grandi et qui, par égoïsme, ne portent aucun intérêt à l'éducation des enfants de leurs voisins.

Il faut aussi se rappeler qu'il existe 400 écoles protestantes dans la province de Québec dont le nombre moyen d'élèves en classe ne dépasse pas 12. Cela signifie que trois ou quatre familles seulement contribuent à soutenir l'école et si l'une d'elles venait à se retirer suite à la taxe provinciale que l'on propose, les autres seraient incapables de pourvoir aux besoins de cette école.

A ce sujet, il souligne que le dernier rapport du surintendant de l'Instruction publique indique que le salaire des enseignants dans les villes a diminué de \$26, tandis que le salaire des enseignants ruraux a connu une augmentation moyenne de \$58. Quant au salaire des enseignantes, il s'est accru de \$6

seulement dans les villes, comparativement à une augmentation de \$17 dans les comtés ruraux. Ces chiffres démontrent que les habitants de régions rurales portent un intérêt patriotique à la question de l'amélioration de leur système scolaire.

De plus, c'est un fait notoire que les contributions générales des payeurs de taxes provinciaux ont augmenté de plus de \$200 000 au cours de la dernière année. Ceci est une réponse à ceux qui accusent les gens des comtés ruraux de parcimonie et d'indifférence face à la condition de leurs écoles.

Il est heureux de dire que le gouvernement sera très bientôt dans la possibilité d'augmenter passablement la contribution de l'État pour l'éducation, et les écoles protestantes en bénéficieront tout autant que les écoles catholiques.

Les contributions provenant du gouvernement ne seront pas basées sur le principe de distribution du fonds scolaire commun, où la ville de Montréal reçoit plus du tiers de la part des protestants à ce fonds, tandis que moins des deux tiers vont aux 800 écoles élémentaires protestantes des régions rurales.

Le fonds dont dispose le gouvernement sera utilisé et distribué selon les besoins et les mérites de chaque école, sans tenir compte du principe arbitraire de la population scolaire seulement. En distribuant les subsides selon les besoins des municipalités, on pourrait sans doute éviter de nombreux impôts.

Il conclut en faisant allusion au fait que, même si l'on devait découvrir un nouveau Klondike ou de nouveaux gisements de cobalt dans les régions reculées de notre province, et même si les secteurs agricoles et manufacturiers venaient à procurer une certaine richesse à notre population, l'atout le plus précieux et le plus important que notre province possède demeure les jeunes enfants qui y grandissent.

Le développement physique, moral et intellectuel de ces enfants servira bien mieux à augmenter la valeur de notre province que n'importe quel autre moyen que l'on pourrait utiliser pour y arriver.

M. G. Langlois (Montréal no 3) déclare que le député de Mégantic (M. G. R. Smith) n'est pas seul à approuver la résolution de M. John Whyte. Toutefois, il croit que si la Chambre venait à favoriser l'imposition d'une taxe spéciale pour l'instruction publique, il faudrait appliquer cette taxe aux catholiques aussi bien qu'aux protestants. Il informe le député de Mégantic qu'il est prêt à seconder sa proposition à cette session ou à la session prochaine.

M. P. S. G. Mackenzie (Richmond) appuie la proposition du député de Mégantic par quelques mots.

La proposition est adoptée.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend l'étude ajournée des 43 résolutions rapportées du comité des subsides mardi, le 12 mars dernier. Lesdites résolutions sont adoptées sur division.

Loi des licences

L'ordre du jour étant lu pour l'adoption des résolutions concernant les licences de Québec, rapportées du comité général mardi le 12 mars dernier,

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que la Chambre adopte les résolutions.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 30) concernant les licences de Québec.

Taxe sur corporations et compagnies commerciales

L'ordre du jour étant lu pour l'adoption des résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales, rapportées du comité général, mardi, le 12 mars dernier,

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que lesdites résolutions soient adoptées.

Adopté sur division.

Il est ordonné que ces résolutions soient renvoyées au comité général chargé de l'étude du bill (no 193) amendant la loi imposant des taxes sur les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

Loi des licences

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (no 30) concernant les licences de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 13 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 8 h 30.

Nomination du surintendant

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Missisquoi (M. J.-J.-B. Gosselin), que le bill (no 216) amendant l'article 794 du code municipal relativement à la nomination du surintendant soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose que la Chambre se constitue immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill, fait rapport qu'il a fait quelque progrès et demande la permission de siéger de nouveau.

Loi des licences

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 30) amendant la loi des licences de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur corporations et compagnies commerciales

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 193) amendant la loi imposant des taxes sur les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Nomination du surintendant

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général pour étudier le bill (no 216) amendant l'article 794 du code municipal relativement à la nomination du surintendant.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

M. P. Tourigny (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pension à la mère de S. Maxwell

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc) que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil afin que la Chambre se constitue en comité général pour considérer certaines résolutions concernant l'octroi d'une pension à la mère de mademoiselle Sarah Maxwell.

Adopté à l'unanimité.

Il informe alors la Chambre que Son Honneur le lieutenant-gouverneur a pris connaissance de l'objet de ces résolutions et qu'il les recommande à sa considération.

En comité:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose:

Attendu que mademoiselle Sarah Maxwell a sacrifié sa vie lors de l'incendie de l'école d'Hochelaga, à Montréal, le 26 février dernier, pour sauver celle des enfants confiés à ses soins et dont elle était l'institutrice;

Attendu qu'il convient de marquer par un acte public l'appréciation du dévouement dont elle a fait preuve;

Attendu que mademoiselle Sarah Maxwell était l'unique soutien de sa mère, et

qu'il est à propos de pourvoir à la création d'une pension afin de subvenir aux besoins de cette dernière,

1. Qu'il soit accordé une pension annuelle et viagère de trois cents piastres à dame veuve J. W. Maxwell, à même le fonds consolidé du revenu de la province.

2. Que cette pension soit payée en quatre versements dont le premier deviendra dû le jour de l'entrée en vigueur de la loi basée sur ces résolutions, et les autres de trois mois en trois mois.

On parle, dit-il, d'élever un monument à la mémoire de mademoiselle Sarah Maxwell, qui a péri si héroïquement lors de la récente catastrophe de l'école Montcalm, à Hochelaga.

Le gouvernement a tenu, pour sa part, à donner une preuve de sympathie au dévouement de cette femme courageuse, qui était le seul soutien de sa vieille mère et à cet effet il a l'honneur de proposer à cette Chambre des résolutions accordant une pension annuelle à cette survivante pauvre et désolée. C'est ainsi donner le bon exemple, c'est ainsi reconnaître le beau courage, et c'est ainsi rendre un hommage palpable de nos profondes sympathies.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) appuie bien volontiers les résolutions proposées et endosse toutes les remarques faites par le premier ministre. Il convient que le dévouement de mademoiselle Maxwell mérite d'être apprécié publiquement. Il croit que la province entière approuvera et même applaudira l'initiative du gouvernement à ce sujet.

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) remercie le premier ministre, le chef de l'opposition et la Chambre de son bel acte de sympathie, au nom de la minorité protestante, et déclare que rien ne pouvait unir plus fortement les deux races que de pareils actes de générosité joints à un commun regret de la perte d'une si noble femme, à une commune admiration pour son héroïsme. Les Canadiens de tout le pays se réjouiront de cette nouvelle manifestation de la largeur d'idées des Canadiens français et de la reconnaissance en temps opportun d'une noble action.

M. W. H. Walker (Huntingdon) appuie les propos du ministre des Travaux publics.

La proposition est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 217) concernant l'octroi d'une pension à la mère de mademoiselle Sarah Maxwell.
 Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

**Pension à la mère
de S. Maxwell**

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.
 Adopté.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté. (Applaudissements)

L'honorable W. A. Weir (Argenteuil) remercie chaleureusement, au nom de la minorité protestante, le premier ministre ainsi que la majorité canadienne-française catholique de la Chambre pour l'élan si généreux qui a amené l'introduction et l'adoption de ce bill sans une voix de dissension, et qui prouve une fois de plus la véracité d'un vieil adage: un geste d'humanité rapproche les hommes du monde entier.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Introduction de bills:

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) demande la permission d'introduire un bill (no 218) amendant l'article 9810 du code civil.
 Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

Code civil, article 9810

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité de toute la Chambre.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité général.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il l'a modifié. La Chambre procède à la prise en considération du bill ainsi amendé en comité général.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Argenteuil (l'honorable W. A. Weir), que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. A. W. Giard (Compton) propose en amendement, appuyé par le représentant de Laval (M. P.-É. LeBlanc) que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, regrette que dans tous ses divers amendements à la loi des licences, le gouvernement ait eu principalement en vue l'augmentation du revenu du trésor public, et qu'il se soit appliqué bien plus à prélever de nouvelles taxes sur le commerce des boissons enivrantes, en augmentant le coût des licences, qu'à réglementer ce commerce de manière à arrêter les ravages terribles de l'intempérance et à supprimer les nombreux abus qu'elle occasionne."

L'honorable A. Tessier (Rimouski) répond que le gouvernement a augmenté le prix des licences dans toute la province et diminué de vingt-cinq le nombre des débits de liqueurs dans la ville de Québec; ce chiffre passant de 150 à 125. Il se propose même de faire plus. Ce n'est pas faciliter l'augmentation du nombre des licences que d'en augmenter le prix. Cela a plutôt l'effet contraire.

D'ailleurs, il faut respecter l'autonomie des municipalités qui ont les pouvoirs discrétionnaires à ce sujet. Le résultat, c'est que dans des comtés ruraux comme Rimouski, celui qu'il représente, plus des trois quarts des municipalités n'ont pas de licence.

Ce qui prouve bien que le gouvernement est prêt à faire sa part en faveur de la cause de la tempérance.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Tellier, 5.

Contre: MM. Benoit, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Caron (L'Islet), Champagne, Daignault, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Fiset, Gauthier, Girard, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Mousseau, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Perrault, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Tourigny, Turgeon, Walker, Walsh, Weir, 50.

Ainsi, l'amendement est rejeté.
La motion principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des asiles d'aliénés, y compris le transport des patients des prisons aux asiles et autres dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses incidentes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Bureau d'hygiène de la province de Québec, 1 Edouard VII, chapitre 19, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour "payer le vaccin (y compris \$500 pour inspections), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose en amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de pratiquer l'économie des deniers publics, telle qu'il l'avait promise à plusieurs reprises aux électeurs de cette province, ait augmenté d'année en année les dépenses de l'administration dans une telle proportion que, pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1906, elles ont atteint la somme de \$5 179 817.55, ce qui, comparé aux dépenses de l'année finissant le 30 juin 1896, savoir: \$4 099 707.00, donne l'énorme augmentation de \$1 080 110.55."

Il prononce un long discours dans lequel il rappelle les promesses des libéraux, promesses qu'il dit n'avoir pas été remplies.

M. M. Perrault (Chambly) répond au député de Laval en comparant l'administration conservatrice à l'administration libérale et s'attache à démontrer que les finances de la province sont prospères.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Tellier, 5.

Contre: MM. Benoît, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Caron (L'Islet), Champagne, Daignault, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Fiset, Gauthier, Girard, Gosselin, Guin, Jobin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Perrault, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Tourigny, Turgeon, Walker, Walsh, Weir, 49.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La proposition principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas soixante et seize mille cinq cent soixante-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les taxes d'eau pour les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les inspections, explorations, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection de chemins de fer, imputable au fonds de bâtisses et des jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les répa-

rations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas deux mille trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'assurance des palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt-six piastres et soixante-seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour payer les loyers des palais de justice et prisons, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas seize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'un édifice à Montréal, pour bureaux des registrateurs et autres bureaux publics de la cité, balance due pour construction et mobilier, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. L.-P. Bernard (Shefford) propose en amendement, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. G. Lafontaine), que tous les mots après "que", dans la motion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en étant prête à voter les subsides à Sa Majesté, cette Chambre regrette que le parti libéral ait méconnu, depuis près de dix ans qu'il est au pouvoir, les promesses qu'il avait faites à l'électorat de cette province, de gouverner sans taxes; et qu'il se soit appliqué au contraire, d'année en année, à créer de nouvelles taxes et à augmenter celles qui existaient déjà en 1897."

Il s'attaque aux taxes imposées par les libéraux qui sont arrivés au pouvoir en tonnant contre les conservateurs taxés. Il soutient que les libéraux sont les plus taxés.

Il ne fait pas ce reproche en tant que conservateur. Il ne s'occupe pas de questions de rouge ou de bleu.

M. F. H. Daigneault (Bagot) remercie le député de Shefford de fournir à la Chambre le plaisir d'exprimer sa confiance au gouvernement actuel. Il y avait une couple d'années

que la chose ne s'était présentée.

Il signale que le député de Shefford avait eu une conduite étrange lors d'une élection partielle à Shefford, alors qu'il avait appuyé le candidat libéral, M. Duberger, qui représentait une politique qu'il condamne maintenant.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer au député de Bagot que celui-ci a déjà changé d'allégeance politique.

M. F. H. Daigneault (Bagot) dit qu'il n'y a pas lieu pour lui-même d'avoir honte de son changement d'allégeance politique qu'on semble lui reprocher. Il a changé d'opinion pour le mieux. Il n'est pas de ceux qui croupissent dans l'ignorance. C'est un progrès que de se transformer pour le mieux.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Tellier, 5.

Contre: MM. Benoît, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Caron (l'Islet), Champagne, Chénier, Daigneault, Décarie, Delage, Dion, Dorris, Fiset, Gauthier, Girard, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Mousseau, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Tourigny, Turgeon, Walker, Walsh, Weir, 51.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction d'ascenseurs dans les bâtisses du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer la construction du pont de Chambly, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) propose en amendement, appuyé par le représentant de Shefford (M. L.-P. Bernard), que tous les mots après "que" soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre regrette que le gouvernement ait administré nos bois et forêts de manière à favoriser les industries américaines au détriment des industries nationales, en ne prenant pas les mesures nécessaires pour arrêter l'exportation de notre bois de pulpe aux États-Unis, et protéger et encourager la fabrication de la pulpe et du papier en cette province."

Il déclare que c'est dans notre pays que devrait être fabriqué ce papier. Il ne veut pas lui non plus considérer cette question en tant que rouge ou bleu. C'est en tant que patriote qu'il soumet cet amendement.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) manifeste son étonnement de voir le député de Maskinongé (M. G. Lafontaine) dans la galère oppositionniste. D'après lui, un indépendant est un mulâtre politique qui hérite des vices des deux partis et des mérites d'aucun.

Il demande au député de Maskinongé où il a pris ses fonds d'élection. Il déclare que celui-ci s'est introduit dans les caucus libéraux.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) rappelle le député de Laprairie à l'ordre. Il déclare que celui-ci ne traite pas de la question.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) demande au député de Laprairie de continuer. Il aime à l'entendre. Il peut répondre.

M. l'Orateur demande au député de Laprairie de s'en tenir à la question autant que possible.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) poursuit et défend la politique du gouvernement concernant le bois de pulpe.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) répond que le député de Laprairie lui a déclaré un jour, dans son bureau, qu'il se croyait damné pour avoir volé le gouvernement en certaines circonstances.

Il aborde la question de ses fonds d'élection.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) demande au député de Maskinongé s'il n'est pas vrai qu'il a reçu cinq cents piastres d'un premier ministre libéral pour se faire élire comme indépendant (2) contre M. Galipault, candidat

libéral.

M. G. Lafontaine (Maskinongé) répond qu'il ne le nie pas. Il a reçu \$500.00 du parti libéral, mais seulement après l'élection, en tant que récompense.

M. C.-S. Cherrier (Laprairie) se déclare satisfait de la confession générale que le député de Maskinongé vient de faire en plein carême.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Bernard, Giard, Lafontaine (Maskinongé), LeBlanc, Tellier, 5.

Contre: MM. Benoît, Bergevin, Bissonnette (Montcalm), Blanchard, Cardin, Caron (Matane), Caron (L'Islet), Champagne, Cherrier, Daignault, Décarie, Delâge, Dion, Dorris, Fiset, Gauthier, Girard, Gosselin, Gouin, Jobin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Berthier), Langlois, Lemay, Lemieux, Mackenzie, Marchildon, Morin, Mousseau, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Prévost, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Taschereau, Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Tourigny, Turgeon, Walker, Walsh, Weir, 51.

Ainsi, cet amendement est rejeté.

La motion principale est ensuite adoptée.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des "édifices publics et des établissements industriels", conformément à la loi 57 Victoria, chapitre 29 et 30, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement du greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage en vertu de la loi 1 Édouard VII, chapitre 31: "Loi des différends industriels de Québec", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's National Immigration Society", de Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Women's Protective Immigration Society", Québec, pour

l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le coût de publication de cartes géographiques, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des mines, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de la pêche et de la chasse, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les comptes courants, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

9. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du service d'enregistrement (cadastre), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

10. Qu'une somme n'excédant pas soixante-treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

11. Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les timbres, licences, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

12. Qu'une somme n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les salaires et les dépenses contingentes des registrateurs pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

13. Qu'une somme n'excédant pas treize mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la Gazette officielle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

14. Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'inspection des sociétés de secours mutuels, frais de voyage, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

15. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et l'allocation pour loyer du bureau de l'agent en France, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

16. Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer l'annuité à Mlle Marie-Régina Drolet, résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

17. Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la publication des rapports judiciaires du barreau de la province de Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

18. Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer le traitement et les frais de voyage de l'officier spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent (O. C. no 51, du 31 janvier 1896), pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

19. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association de tir de la province de Québec, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

20. Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Numismatic and Antiquarium Society of Montreal", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

21. Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la "Royal Military College and Canada Rifle Association", pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

22. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la construction du monument Laval, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

23. Qu'une somme n'excédant pas douze cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme octroi pour la construction d'un palais de justice et d'une prison dans la seconde division du comté de Pontiac, à condition que la municipalité du comté de ladite seconde division construise un palais de justice et prison, les plans devant être approuvés par le ministre des Travaux publics - ladite bâtisse devra être entretenue par ladite municipalité - pour l'année financière finissant au 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 25) constituant en corporation l'École des hautes études commerciales;
- bill (no 57) concernant la Compagnie équitable d'assurance mutuelle contre le feu;
- bill (no 76) définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires en vertu du testament de feu dame Mary Eleanor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill (G) du Conseil législatif amendant la loi 2 Édouard VII, chapitre 115, concernant la succession Villeneuve, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 112) conférant certains pouvoirs à l'Académie de billards Marcotte.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions;
- bill (no 61) révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill (no 79) constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'île de Montréal;
- bill (no 106) constituant en corporation l'Aquarium.

**Académie de billard
Marcotte**

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 112) conférant certains pouvoirs à l'Académie de billard Marcotte. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Compagnies par actions

La Chambre procède à l'étude des

amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 19) concernant la constitution en corporation par lettres patentes des compagnies par actions. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 61) révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Compagnie des Boulevards
de l'île de Montréal**

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 79) constituant en corporation la compagnie des boulevards de l'île de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Introduction de bills:

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que le bill (G) du Conseil législatif amendant l'acte 2 Édouard VII, chapitre 115, relativement à la succession Villeneuve, soit maintenant lu pour la première fois.

Adopté. Le bill est lu pour la première fois.

Succession Villeneuve

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé, à un comité de toute la Chambre.

Médecins et chirurgiens

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 175) amendant la loi concernant les médecins et chirurgiens. Les amendements sont lus pour la première et la deuxième fois.

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. J. Lafontaine), que la Chambre adopte les amendements.

La motion étant soumise, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. Champagne, Daigneault, Décarie, Fiset, Gauthier, Gouin, Jobin, Lafon-

taine (Berthier), LeBlanc, Lemieux, Mackenzie, Morin, Ouellette, Pelletier, Smith, Teller, Tessier (Trois-Rivières), Turgeon, Walker, Walsh, Weir, 21.

Contre: MM. Benoît, Bernard, Bissonnette (Montcalm), Cardin, Caron (Matane), Caron (L'Islet), Cherrier, Delâge, Dion, Dorris, Giard, Girard, Gosselin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Langlois, Lemay, Mousseau, Neault, Robitaille, Roy (Kamouraska), Tanguay (Lac-Saint-Jean), Taschereau, Tourigny, 27.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

La motion principale étant de nouveau soumise,

M. A. Jobin (Québec-Est) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. J. Lafontaine), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre ne croit pas devoir concourir dans les amendements du Conseil au bill (no 175) amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens parce qu'elle ne considère pas qu'il soit dans l'intérêt public de les accepter maintenant.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne peut pas accepter les amendements faits aux amendements du Conseil législatif au bill (no 126) amendement la charte de la ville de Westmount, attendu que ces modifications ne se rapportent pas directement au bill.

Charte de Westmount

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant Leurs Honneurs que cette Chambre n'insiste pas sur ses amendements à leurs amendements au bill (no 126) amendement la charte de la ville de Westmount, mais que cette Chambre accepte leurs amendements faits au bill (no 126) amendement la charte de la ville de Westmount, avec les modifications suivantes:

Le premier amendement du Conseil législatif est amendé en remplaçant la première clause par la suivante: "L'article 9 du chapitre 54, de la loi 59 Victoria, est abrogé et remplacé par les articles 525 et 526 de la loi des cités et villes, 3 Édouard VII, chapitre 38".

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 18 février 1907, pour la production d'un état détaillé des renouvellements de permis d'exploration accordés depuis le 1er juillet 1905, donnant:

1. Le nom des personnes ayant obtenu ces renouvellements;
2. Le montant exigé pour chaque renouvellement;
3. Le montant payé pour chaque renouvellement;
4. Le montant resté dû pour chaque renouvellement;
5. La superficie du terrain pour l'exploration duquel tel renouvellement de permis d'exploration a été accordé, désignant la localité où se trouve ce terrain;
6. Le terme ou la durée de tel renouvellement. (Document de la session no 95)

École du soir à Granby

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mars 1907, pour documents se rapportant à l'établissement d'une école du soir dans Granby (village). (Document de la session no 96)

La séance est levée à minuit quarante-cinq.

NOTES

1. L'Événement relate que les députés, au début de la séance, ont siégé quelques minutes à huis clos pour discuter des indemnités parlementaires.

2. Le Herald dit "comme conservateur".

Séance du 14 mars 1907

Sous la présidence de l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 11 h 30.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 101) amendement la charte de la cité de Montréal relativement à l'administration générale, sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 60) refondant la charte de la ville d'Iberville;

- bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro-Electric Company".

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 20) amendement la loi concernant la constitution de la Cour supérieure;

- bill (no 21) concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal;

- bill (no 196) amendement la loi des mines de Québec;

- bill (no 211) concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts;

- bill (no 213) concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les municipalités;

- bill (no 215) amendement la loi des cités et villes, 1903.

Charte d'Iberville

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 60) refondant la charte de la ville d'Iberville. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

"The Shawinigan Hydro Electric Company"

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro-Electric Company". Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend l'examen de quatre résolutions rapportées du comité des subsides mercredi le 13 mars courant. Lesdites résolutions sont adoptées.

Comité spécial concernant la lettre du baron de l'Épine

M. G. Langlois (Montréal no 3) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-P. Fiset), que les minutes des délibérations du comité spécial nommé pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Épine, en date du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance de vendredi, 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, ainsi que les dépositions reproduites dans le rapport dudit comité, soient publiées comme appendice dans les Journaux de cette Chambre.

Des voix: Adopté? Adopté?

M. P.-É. LeBlanc (Laval): Attendez un peu dit-il. Il parle du principe indiscutable que la Chambre seule a le pouvoir de faire tout ce qu'elle veut et qu'un comité de la Chambre ne possède, lui, d'autre pouvoir que ceux qui lui sont délégués par la Chambre; il s'ensuit que le comité d'enquête Prévost-l'Épine n'ayant reçu d'autre ordre que de s'enquérir de la façon dont la lettre du baron de l'Épine du 30 octobre est parvenue entre les mains du ministre de la Colonisation.

Ce comité n'a donc pas le droit de passer jugement sur les témoins et surtout aurait-il dû avoir la décence de s'abstenir de se prononcer lorsqu'il a refusé à M. de l'Épine le droit qu'on ne conteste pas au dernier des criminels de se faire défendre par le ministère d'un avocat. Outrepassant donc ses pouvoirs, le comité a fait au baron de l'Épine un procès criminel tout en lui niant le droit de se défendre.

Cette procédure est une indignité, M. l'Orateur. L'on dit que M. de l'Épine est un étranger. Étranger tant que vous voudrez! Depuis quand est-on étranger en pays britannique! Mais M. de l'Épine est-il aussi étranger qu'on le prétend? Ses relations avec le ministre des Terres, ses relations avec le premier ministre, ses relations avec tous les ministres du gouvernement depuis cinq ans, répondent à toutes les insinuations et les injures que ce rapport d'un comité contient

contre lui.

Il propose donc en amendement appuyé par le représentant de Charlevoix (M. P. D'Auteuil), que tous les mots après "que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Les minutes des délibérations du comité spécial nommé pour s'enquérir comment la lettre du baron de l'Épine, en date du 30 octobre 1906, et insérée aux procès-verbaux de la séance du 22 février 1907, est venue en la possession de l'honorable M. Prévost, ainsi que le rapport dudit comité en date du 11 mars 1907, et inséré aux procès-verbaux de la séance du 12 mars 1907, soient renvoyés de nouveau audit comité avec instructions de retrancher de son dit rapport tout ce qui n'est pas dans les limites du mandat que cette Chambre avait originairement donné audit comité, et, nommément, le paragraphe 5 dudit rapport".

Et la motion étant soumise,

M. J.-M. Tellier (Joliette) appuie la position prise par le député de Laval. Il déclare que la procédure n'a pas été conduite de manière à rendre justice aux deux parties intéressées, soit le député de Terrebonne et M. de l'Épine.

Il maintient que le rapport du comité devrait être retourné au comité parce qu'il dépasse la limite des pouvoirs conférés audit comité. Les quatre premiers paragraphes du rapport peuvent être discutables, mais ils restent dans les bornes tracées au comité par cette Chambre. Le cinquième paragraphe est un jugement et le comité n'avait pas le droit et ne pouvait pas convenablement prononcer un jugement quand il avait refusé de laisser entendre l'avocat de M. de l'Épine. L'on a dit aux membres du comité qu'ils pouvaient poser des questions, oui, mais les membres du comité exerçaient des fonctions judiciaires et comment pouvaient-ils se faire l'avocat de l'une des parties? Quand j'ai vu que le président du comité refusait à M. Belleau, avocat de M. de l'Épine, le droit de poser des questions, j'en ai posé deux ou trois pour lui, mais il faut être avocat pour savoir qu'on ne peut pas prendre convenablement l'intérêt d'une personne avant de connaître toute la cause de cette personne. Or, il n'y avait que l'avocat de M. de l'Épine qui pouvait connaître sa cause.

Dans les circonstances, il ne pouvait faire plus longtemps partie d'un comité qui a refusé de laisser transquestionner les témoins par l'avocat de l'une des parties en cause.

Il considère que le rapport d'un tel comité est irrégulier. À la face même du rapport, il apparaît que le baron était bel et bien considéré comme une partie, puisqu'il avait été invité à comparaître avec ses témoins, puisqu'au cours même de l'enquête on lui a demandé s'il avait des témoins à

produire, et enfin puisqu'on s'est permis de prononcer jugement contre lui.

C'est pourquoi il propose, en sous-amendement, appuyé par le représentant de Compton (M. A. W. Giard), que les mots suivants soient ajoutés à la fin de l'amendement, savoir: "Avec instruction de permettre à M. le baron de l'Épine d'être entendu et de se faire assister ou représenter par avocat ou procureur devant ledit comité, de lui permettre de contre-interroger ou de transquestionner les témoins déjà entendus devant ledit comité, et d'interroger de nouveaux témoins, s'il en a de nouveaux à produire, et avec instruction audit comité de faire rapport ensuite".

M. J. H. Kelly (Bonaventure) parle longuement et déclare que le comité n'était pas nommé pour juger M. de l'Épine. Le baron n'a pas été directement considéré comme une partie intéressée. Les parties mentionnées étaient simplement témoins comme toutes les autres parties entendues et il n'y avait aucune raison de permettre plus à l'une qu'à l'autre d'être conseillée. Le comité a donné tout le "fair play" possible au baron de l'Épine.

M. J.-M. Tellier (Joliette): Alors, pourquoi l'avez-vous jugé? Il est incontestable que le rapport condamne le baron lui-même, en appréciant son témoignage et en le qualifiant.

M. J.-H. Kelly (Bonaventure) déclare que la conduite du député de Joliette au comité n'a été qu'une comédie montée par l'opposition.

Si le refus d'accorder un conseiller à M. de l'Épine est un quasi-crime, le député de Joliette en était complice, car il a siégé comme membre du comité pendant presque toute la durée des délibérations et il a lui-même interrogé le baron et d'autres témoins. M. le baron de l'Épine, de même que son avocat, M. Belleau, se sont "avoisinés" avec le député de Joliette à qui M. Belleau passait des papiers pour le contre-interrogatoire.

M. J.-M. Tellier (Joliette) rappelle le député de Bonaventure à l'ordre.

M. J. H. Kelly (Bonaventure) déclare que le ministre de la Colonisation a bien fait de résister aux tentatives du baron de l'Épine.

J'admire le ministre de la Colonisation avant la session, mais je l'admire encore bien plus aujourd'hui.

Les membres du comité d'enquête ont rendu un jugement en faveur du ministre de la Colonisation parce qu'ils considéraient que le ministre avait agi avec toute la prudence possible et que les déclarations du baron de l'Épine étaient en majeure partie fausses.

L'honorable ministre de la Colonisation a, au sacrifice de son intérêt personnel du moment, fait face avec énergie et avec courage à cette colossale tentative de chantage.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) fait remarquer que, même si le baron de l'Épine est un étranger, il aurait dû être traité avec justice lorsqu'il a été cité devant le comité.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) déclare qu'il laisse à l'honorable procureur général le soin de discuter le point légal de la question.

Il veut simplement attirer l'attention de la Chambre sur un point très important.

À l'enquête, M. de l'Épine a fait les déclarations suivantes:

Q.- M. Girard vous a-t-il dit qu'il avait fait part au ministre, soit verbalement ou autrement, des menaces contenues dans votre lettre du 30 octobre?

R.- Non, monsieur, jamais.

Q.- Il ne vous a jamais rien dit qui pût vous faire comprendre qu'il avait eu une conversation avec le ministre pour l'informer que s'il ne vous donnait pas une place vous pouviez lui faire des misères?

R.- Non, monsieur.

Q.- Avez-vous jamais reconnu devant qui que ce soit avoir adressé ces menaces au ministre?

R.- Non, monsieur, jamais.

Q.- Comme question de fait, vous ne lui en avez jamais adressées?

R.- Non, monsieur.

Il compare ces déclarations avec la lettre du 30 octobre reconnue authentique, et avec la lettre du 1^{er} novembre au premier ministre dans laquelle M. de l'Épine fait allusion à des menaces faites par lui. Il compare également ces déclarations à la lettre du baron de l'Épine publiée ces jours derniers dans *L'Événement*, dans laquelle il déclare que les menaces auxquelles il a fait allusion dans la lettre au premier ministre ne sont pas celles que contient la lettre du 30 octobre, mais se trouvent dans un autre document.

Donc, le baron de l'Épine vient d'avouer qu'il a fait des menaces et pourtant il a juré à l'enquête qu'il n'en avait jamais faites.

Il relate un incident de l'enquête qui, dit-il, prouve que M. de l'Épine a eu toute la latitude voulue, par l'entremise de M. Belleau et subsidiairement du député de Joliette, pour contre-interroger les témoins.

Il considère que la dernière lettre du baron de l'Épine est la continuation de la tentative de chantage. S'il avait donné une position de \$600 au baron de l'Épine, jamais une telle affaire n'aurait occupé l'attention publique. Le renard n'obtiendra pas le fromage du corbeau.

Il aurait manqué à l'honneur qu'il doit à

ses distingués collègues s'il avait cédé à ces persistantes menaces. C'est le pire acte de chantage qui ait jamais été tenté contre un ministre de la couronne depuis le commencement de la colonie. La prétention de l'opposition, c'est que le comité devait dire de quelle façon, régulière ou non, la lettre du baron était parvenue au ministre, mais qu'il n'avait pas à apprécier le témoignage du baron de l'Épine.

M. J.-M. Tellier (Joliette) déclare que M. de l'Épine n'a jamais juré qu'il n'avait pas fait de menaces, mais qu'il a juré qu'il n'avait jamais fait "ces" menaces, c'est-à-dire celles contenues dans le projet de lettre du 30 octobre 1906.

L'honorable J.-B.-B. Prévost (Terrebonne) expose sa version des faits. Il ajoute qu'il vient de traverser la session la plus terrible qu'un homme ait traversée.

J'ai passé bien des nuits blanches, M. l'Orateur, et mes amis me demandaient comment je pouvais résister à tant d'insomnie.

Je suis jeune, mais je suis assez vieux pour savoir que si je m'étais rendu coupable de ce dont on m'accuse, je n'aurais pas pu rester dans le gouvernement, sans que mes collègues deviennent par là même solidaires de mes actes.

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) dit que la législature doit être prorogée cet après-midi. Il explique difficilement alors la proposition tardive des députés de Joliette et de Laval qui demandent de référer de nouveau le sujet de l'enquête au comité spécial.

Il discute du côté technique du sujet débattu. Étant admis, dit-il, que les quatre premiers paragraphes du rapport, tout en prêtant & interprétations diverses, restent dans les limites de l'ordre donné au comité, inutile de s'attarder à les discuter. Le cinquième paragraphe est un jugement, dit-on. Mais il est d'opinion que la cinquième conclusion est parfaitement justifiable. Ce n'est qu'un considérant. La version Girard a été acceptée parce qu'elle est favorisée par les circonstances. Il fait un historique de la procédure suivie depuis le commencement de la session au sujet de la question actuellement débattue.

Il fait reproche au député de Joliette d'avoir abandonné son poste à l'enquête devant la commission spéciale. Il avait le bénéfice de faire un rapport spécial.

La question en somme se réduit à établir s'il y a eu des menaces. Il s'attache à démontrer à la Chambre qu'il y en a eu et à plusieurs reprises.

Il cite une autre lettre de M. de l'Épine annonçant son retour au mois de janvier, et du fait que M. de l'Épine disait désirer éviter tout ennui au gouvernement si possible.

Il en conclut que M. de l'Épine faisait encore une menace. M. le baron de l'Épine est contredit par M. Girard, par ses documents personnels et enfin par le concours des circonstances.

Que le député de Joliette étudie le tout à tête reposée, sans aucun parti pris, et il en arrivera à la conclusion que cette affaire n'est qu'une tentative de chantage.

La dernière partie du rapport doit être maintenue parce qu'il est du devoir du comité d'apprécier les témoignages. Le rapport est juste.

Il justifie la décision du comité de refuser un conseiller aux témoins, car ces témoins avaient des amis qui siégeaient au comité.

M. J.-M. Tellier (Joliette) rappelle au premier ministre qu'il est très étrange que l'on ne veuille pas proposer l'adoption de ce rapport.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms sont inscrits comme suit:

Pour: MM. D'Auteuil, LeBlanc, Giard, Tellier, 4.

Contre: MM. Bergevin, Bissonnette (Stanstead), Blanchard, Cardin, Caron (Mata-ne), Caron (L'Islet), Champagne, Chauret, Cherrier, Décarie, Delâge, Dion, Gauthier, Girard, Gosselin, Guin, Kaine, Kelly, Lacombe, Laferté, Lafontaine (Maskinongé), Lafontaine (Berthier), Mackenzie, Marchildon, Morin, Neault, Ouellette, Panet, Pelletier, Petit, Robitaille, Roy (Kamouraska), Smith, Tanguay (Lac-Saint-Jean), Tanguay (Wolfe), Tessier (Rimouski), Tessier (Trois-Rivières), Thériault, Tourigny, Turgeon, 40.

Ainsi la proposition est résolue dans la négative.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est également résolue dans la négative, sur la même division.

La motion principale est alors soumise et acceptée sur la même division.

Rapports de comités:

L'honorable A. Turgeon (Bellechasse): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a l'honneur de transmettre ses délibérations d'hier et de ce matin et le document portant: Exhibit No 2a.

Comité conjoint des impressions de la législature

L'honorable L. Guin (Montréal no 2): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le

premier rapport du comité conjoint des impressions de la législature. Voici le rapport:

Votre comité a élu l'honorable M. Bryson, son président, et il recommande l'impression des documents portant les numéros: 29, 31, 33, 38, 40, 41 (excepté les plans), 42, 43, 50 (résolutions et dépenses seulement), 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 69, 70, 71 (les correspondances, les résolutions, ordres en conseil, et le compte des dépenses seulement), 72, 74, 76, 79, 85, 86, 87, 88, 92, 94 et 95.

Adopté.

Délibérations du comité des comptes publics

M. P.-É. LeBlanc (Laval) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. J.-M. Tellier), que les minutes et dépositions du comité des comptes publics soient annexées comme appendice aux Journaux de cette Chambre.

Adopté.

Lesdites minutes et dépositions sont annexées comme suit:

APPENDICE B ASEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Séance de vendredi 8 mars, 1907.

Membres présents, sous la présidence de l'honorable M. Weir; les honorables MM. Guin, Weir (président); MM. Benoît, Fiset, Gillies, Gosselin, Laferté, Neault, Ouellette, Roy (Montmagny), Tourigny, Walker, Vilas.

Aucune motion n'étant faite, le comité ajourne ses séances à demain matin, à 10 heures.

(Signé) F.-L. Desaulniers.
Greffier.

Assemblée législative Comité des comptes publics

Séance de samedi 9 mars, 1907.

Présents: les honorables MM. Weir (président), Turgeon, Guin, LeBlanc, Kaine, Prévost, Tessier; MM. D'Auteuil, Dion, Kelly, Langlois, Laferté, Neault, Tellier, Tourigny, Walker et Vilas.

M. H.-T. Machin est appelé comme témoin par le comité et après avoir prêté serment devant le président, il est examiné comme suit:

Questions posées par l'honorable M. **LeBlanc:**

Q.- M. Machin, comment sont faits les paiements des dettes dues à la province ou au gouvernement? Est-ce au moyen d'argent comptant ou de billets?

R.- Ils sont faits par argent comptant remis au département et ils sont faits aussi par dépôts en banque dont les reçus sont

envoyés. Nous avons reçu du département des Terres et Forêts des billets pour en percevoir le paiement. Ces billets devenant dus pendant l'année fiscale durant laquelle ils ont été donnés, quand ils sont payés, les montants en sont mis au crédit du département des Terres et Forêts, autrefois le département des Terres de la couronne. Certains billets qui ont été donnés pour vente de limites vers la fin de l'année et sont devenus dus après la fin de l'année fiscale ont été escomptés en banque et le produit de ces billets a été remis au département pour l'emprunter au revenu de l'année pendant laquelle les billets ont été souscrits.

Q.- Cela a-t-il été fait pour le département des Terres de la couronne seulement?

R.- Seulement pour le département des Terres et Forêts, autrefois le département des Terres de la couronne. Toujours de ce département.

Province de Québec
Comité des comptes publics

(Continuation de l'examen de M. H.-T. Machin, assistant-trésorier de la province)

Par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Avez-vous eu l'habitude des paiements en billets promissoires, non en argent comptant, au département des Mines?

R.- Nous ne savons pas, au département du Trésor, pour quels comptes les billets sont donnés. On nous envoie les billets et quand ils ont été payés ou quand ils ont été escomptés, le produit en est crédité au département. On emploie les sommes d'argent pour les branches du service auxquelles elles appartiennent, mais on ne nous indique pas, en nous envoyant les billets, pour quel revenu en particulier les billets sont souscrits.

Q.- Qu'advient-il des billets échus qui ne sont pas payés à l'échéance?

R.- Nous les renvoyons au département d'où ils viennent.

Q.- Par conséquent, votre département reçoit les billets non échus et à leur échéance, s'ils ne sont pas payés, vous les renvoyez au département d'où ils viennent?

R.- Oui.

Q.- Prenez-vous note des billets échus et non payés qui ont été renvoyés au département d'où ils venaient, disons, pour la dernière année et demie?

R.- Nous en prenons note dans la correspondance. Nous écrivons une lettre au ministre du département en lui disant que nous lui renvoyons tel billet qui n'a pas été payé à échéance.

Q.- Vous nous avez déjà dit que vous aviez reçu des billets du département des Terres et Forêts. Avez-vous reçu, disons, depuis le 1er juillet 1905, des billets du département des Mines?

R.- Non.

Q.- Avez-vous reçu des paiements de ce département au sujet de permis d'exploration ou d'exploitation ou de ventes de lots de mines?

R.- Le département nous envoie des reçus de dépôt de la banque pour les montants déposés par lui au crédit du trésorier, mais sans spécifier la partie du service à laquelle s'appliquent ces reçus de dépôts. Le département, après cela, produit au bureau de l'auditeur des comptes indiquant le montant du revenu et le service auquel il appartient.

Q.- Alors, s'il y a une distinction à faire, elle peut être faite par l'auditeur de la province, quant à la source des différents paiements provenant du département des Mines?

R.- Oui.

Q.- Depuis combien de temps est-ce l'habitude, au département, de recevoir des billets?

R.- Je crois que ce fut vers 1887 que des billets furent envoyés pour la première fois au département du trésorier. Je ne puis dire, si, avant cette époque, le département a reçu des billets et s'est occupé d'en percevoir le paiement. Ce fut en 1887 que les billets furent, pour la première fois, envoyés au département du trésorier pour perception. Les montants des billets n'étaient pas mis au crédit du département avant d'avoir été payés, à l'exception, comme je l'ai déjà dit, des billets donnés pour des limites à bois, lors de la vente, et qui étaient escomptés lorsqu'on nous en donnait instruction.

Q.- Le trésorier de la province, a-t-il, à votre connaissance, éprouvé quelque perte d'argent sur des billets escomptés?

R.- Non, pas à ma connaissance.

Q.- Vous rappelez-vous que des billets ayant été escomptés, le trésorier ou un département aient été obligés d'y satisfaire parce que ces billets n'avaient pas été payés à leur échéance?

R.- Non, je ne me le rappelle pas. Des billets ont été renouvelés de temps à autre, à leur échéance, en tout ou en partie, mais finalement ils ont été payés, à l'exception de quelques-uns qui ont été renouvelés et ne sont pas encore dus.

Q.- Connaissez-vous le cas de quelques billets qui auraient été retenus et renouvelés pour un certain temps ou pour une époque assez éloignée, et s'il en est ainsi, voulez-vous les indiquer?

R.- Les billets sont généralement renouvelés pour un mois, ou trois mois ou quatre mois, et s'ils ne sont pas alors payés en entier, ils sont de nouveau renouvelés.

Q.- Connaissez-vous certains billets qui ont été renouvelés plusieurs fois pendant un laps de temps comprenant même plus d'un an?

R.- Il y a un ou deux billets, je pense, qui, si je me le rappelle bien, ont été conservés au-delà d'un an.

Q.- Au-delà de deux ans, aussi?

R.- Bien, je ne puis l'affirmer positivement, mais il peut y avoir un billet qui a été gardé au-delà de deux ans.

Q.- Vous rappelez-vous quel était le faiseur de ce billet?

R.- Je désirerais d'abord consulter mes livres.

Q.- Voulez-vous avoir la bonté de consulter vos livres d'ici à la prochaine séance pour être en position de déclarer avec autant de précision que possible ce qui a été fait au sujet de ces billets qui ont été renouvelés plusieurs fois et conservés par le département?

R.- Dois-je comprendre que vous désirez avoir des informations au sujet de tous les billets qui ont été renouvelés?

Q.- Non, mais au sujet de tous ceux qui ont été conservés au département au-delà d'un an. Je désirerais avoir les informations quant au système suivi et si vous pouviez nous donner les renseignements que vous avez, je pense que le comité en bénéficierait grandement.

Le témoin - Je puis vous renseigner sur tous les renouvellements, si la chose est nécessaire. Il y a très peu de billets qui sont renouvelés pour au-delà d'un an. Une grande partie sont payés lors de leur première échéance.

M. LeBlanc - Bien, tout ce qui concerne ces billets est très important, et je pense que nous devrions être renseignés sur le système suivi. Nous ne savons pas jusqu'à quel point il pourrait être continué et pour quelle raison il ne serait pas discontinué. Nous désirerions recevoir de vous, à ce sujet, M. Machin, autant d'informations que vous pouvez en donner.

Par l'honorable M. Turgeon:

Q.- Ces billets qui vous sont envoyés par le département des Terres et Forêts portent intérêt, je présume.

R.- Ils portent intérêt, mais le département n'est crédité que de la somme produite par les billets, l'escompte de la banque enlevant l'intérêt.

Par M. Tellier:

Q.- Alors, le département du trésorier ne perd aucune somme d'argent par suite de l'escompte?

R.- Aucune.

L'examen de M. Machin est ajourné au lundi matin, 11 mars 1907.

(Signé) F. L. Desaulniers,
Greffier.

Québec 9 mars, 1907.

Province de Québec
Comité des comptes publics

Lundi matin, 11 mars 1907.

Par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Si l'escompte de la banque enlève l'intérêt sur ces billets donnés en paiement d'une dette, l'intérêt est perdu pour le

gouvernement?

R.- Quelques billets portent intérêt et contiennent les mots "avec intérêt". Quant aux billets qui ne contiennent pas les mots "avec intérêt", l'intérêt, si je comprends bien, est inclus dans le montant du billet et est escompté par la banque et le montant de l'intérêt se trouve enlevé.

Q.- Mais l'intérêt dû au gouvernement n'est pas payé, alors?

R.- Le gouvernement reçoit le capital, tel que je le comprends. Il reçoit le montant de la dette.

Q.- Sans intérêt, alors?

R.- Quand le billet est escompté.

Q.- C'est-à-dire que pour les billets qui ne contiennent pas, à leur face même, la stipulation qu'ils portent intérêt, l'escompte de la banque est le seul intérêt payé sur ceux et le gouvernement ne reçoit rien, sur ces billets, à titre d'intérêt?

R.- Non, mais le gouvernement reçoit le montant qui est crédité au faiseur du billet.

Q.- Moins l'escompte?

R.- Non, le faiseur du billet n'est crédité que proportionnellement à la somme que rapporte le billet escompté.

Par l'honorable M. Kaine:

Q.- Dans chaque cas, le gouvernement perçoit en entier la somme qui lui est due?

R.- Oui, tel que je le comprends.

Par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Dois-je comprendre que le faiseur d'un tel billet escompté paie la différence entre le montant du billet à sa face même et le montant produit pour le billet escompté pour le gouvernement?

R.- Oui, c'est ainsi que je comprends la chose. Si le billet porte les mots "avec intérêt", alors la valeur du billet, telle qu'elle apparaît à sa face même, est tout de suite perçue par le gouvernement. Si le billet ne porte pas les mots "avec intérêt", alors le faiseur du billet n'est crédité que proportionnellement à la somme que rapporte le billet escompté.

Q.- Cette opération se fait dans votre département?

R.- L'opération par laquelle le faiseur du billet est crédité se fait au département des Terres et Forêts. Nous faisons connaître à ce département le montant que rapporte le billet.

Q.- Voulez-vous avoir la bonté de nous dire s'il y a eu des billets renouvelés pour au-delà d'un an et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances la chose a été faite?

R. D'après mon carnet - un petit carnet où je garde note de ces billets - il y a eu six billets, depuis 1903, qui ont été renouvelés pour une période d'au-delà d'un an, c'est-à-dire que les derniers renouvellements ont prolongé le paiement du billet jusqu'à au-delà d'un an.

Q.- Les billets ont-ils été tous payés?

R.- Deux d'entre eux ne l'ont pas été; quatre ont été payés.

Q.- Quels sont les deux qui n'ont pas été payés?

R.- Il y a un billet de la "Sherbrooke Lumber Company". Le montant originaire du billet était de \$72,184.43. Dans les renouvellements, il a été réduit à \$25,000.00 et le billet, pour ce montant, est dû le 25 de ce mois.

Q.- La balance sera due?

R.- \$25,000.00, le 25 de ce mois.

Q.- Quelle a été sa durée?

R.- Il a été souscrit en juin 1905.

Q.- Quelle est l'entrée?

R.- L'entrée est un billet souscrit par la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, au montant originaire de \$2,699.51. Il a été réduit à \$2,400.00, et sera dû le 5 avril. Il a été souscrit en juin 1905.

Q.- Quels étaient les faiseurs des quatre autres billets?

R.- Il y avait la Compagnie de pulpe de Métabetchouan, pour \$1,388.19.

Q.- Quelle a été sa durée?

R.- Donné en juin, 1904, et payé en février 1906. Il y en avait un de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi, pour \$24,000.00, donné en 1903. Je n'ai pas la date exacte de ce dernier. Il a été payé en juillet, 1905. Il y en avait un souscrit par "R. H. Klock & Co.", pour \$2,133.13, en juin 1905, et payé en août 1906. Il y en avait un par John Breakey, souscrit originairement pour \$72,405.12, réduit au moyen de renouvellement, à \$47,180.87 et payé en janvier 1907.

Q.- Émis originairement à quelle date?

R.- En juin 1905.

Q.- Êtes-vous en position de donner le nombre de billets souscrits en paiement, comme ci-dessus, qui ont été renouvelés et le total des renouvellements qui ont été effectués depuis 1887, si vous l'avez? Si non, donnez-nous les renseignements que vous pouvez?

R.- Je ne puis aller en arrière jusqu'à 1887.

Q.- Pouvez-vous aller en arrière jusqu'à 1897, 1898, 1899?

R.- Mon memorandum ne réfère que jusqu'à mai 1904. Je comprends que votre question réfère aux renouvellements qui ont tous été donnés ensemble pour des billets?

Q.- Oui.

R.- Je dois dire, d'après mon memorandum, que parmi les billets souscrits en 1904, onze ont été renouvelés et sur ce nombre, neuf n'ont été renouvelés qu'une fois.

Q.- Les deux autres?

R.- L'un des deux a été renouvelé deux fois, en 1904, avant d'être payé, en 1905, et le dernier a été renouvelé dix fois et payé en février 1906. C'est le billet de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan.

Q.- Celui de M. Breakey?

R.- Non. Le billet de M. Breakey a été

souscrit en 1905, c'est le billet de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan pour \$1,388.19.

Q.- C'est 1904?

R.- C'était un billet de 1904.

Q.- Ces billets étaient donnés afin d'arriver à la fin de l'année fiscale et pour régler les comptes, quant aux billets, avant le commencement d'une autre année?

R.- Je n'en sais rien, c'était l'autre département qui devait y voir.

Q.- Alors, combien de billets en mai et juin 1905?

R.- Il y a eu sept billets renouvelés. Deux d'entre eux ont été renouvelés une fois; un, deux fois; un, trois fois; un, quatre fois; un, cinq fois, et un six fois, c'est-à-dire avant d'avoir été finalement payés. Deux de ces billets que je viens de mentionner n'ont pas encore été payés.

Q.- Avez-vous quelque chose pour 1906?

R.- Oui. En 1906, six billets ont été renouvelés; quatre de ces billets ont été renouvelés une fois et deux l'ont été deux fois.

Q.- Ceux qui ont été renouvelés deux fois sont-ils encore dus?

R.- Trois billets n'ont pas encore été payés.

Q.- Connaissez-vous quelques billets souscrits avant 1904 et payés durant ou après 1904?

R.- Il y en a un, celui de la Compagnie de pulpe de Chicoutimi pour \$24,000.00.

Q.- Avant 1904?

R.- Il a été donné avant 1904.

Q.- Y en a-t-il d'autres?

R.- Bien, je n'en ai pas d'autres sur ce memorandum. Je ne me rappelle pas qu'il y en ait eu d'autres. Vous pourriez obtenir cette information du département des Terres et Forêts, car c'est là que les notes sont prises et que sont gardés les registres.

Q.- Pourriez-vous faire un relevé des notes données depuis mai et juin 1900 jusqu'à 1904?

R.- Je puis le faire.

Q.- En avez-vous donnés en 1907?

R.- Non.

Q.- Généralement ces billets sont donnés en mai et en juin, les informations que je vous ai données se rapportent aux billets escomptés.

Q.- Y a-t-il des billets non escomptés donnés au département?

R.- Il y a, dans le cours de l'année, des billets donnés pour perception, payables durant l'année fiscale. Comme je l'ai dit samedi, quand ces billets sont perçus, le montant en est crédité au département des Terres et Forêts. S'ils ne sont pas payés, ils sont renvoyés au département des Terres et Forêts.

Q.- Avez-vous, sur vous, une liste de ces billets?

R.- Non.

Q.- Voudriez-vous en faire une liste?

R.- Je puis le faire. Nous ne gardons aucun livre concernant ces affaires; les billets nous sont envoyés du département des Terres et Forêts avec une lettre indiquant les billets qu'on nous envoie pour perception et nous les renvoyons à la banque quelques jours avant leurs échéances et s'ils ne sont pas payés, nous en donnons avis au département. S'ils ne sont pas payés, la banque nous renvoie les billets et nous les renvoyons au département des Terres et Forêts avec une lettre, mais nous ne gardons aucun registre au sujet des billets.

Q.- Mais vous devez en tenir note pour pouvoir les retracer?

R.- Nous en gardons note au moyen de la correspondance.

Q.- Voulez-vous avoir la bonté de donner une liste de ces billets, depuis 1900 jusqu'à date, liste aussi exacte possible d'après vos constatations?

R.- Oui. Ces billets sont généralement payés; de fait, je ne puis me rappeler quelques-uns d'entre eux qui n'aient pas été payés.

Q.- Avez-vous reçu quelques billets du département des Mines?

R.- Non.

Q.- Jamais?

R.- Non.

Q.- Soit pour perception ou autre chose?

R.- Depuis la réorganisation du département des Mines, comme je l'ai dit antérieurement, nous n'avons reçu aucun billet de ce département. Quand les Mines étaient avec les Terres de la couronne, nous avons reçu des billets, mais je ne puis dire s'ils étaient pour les Mines ou pour quel service ils étaient.

La continuation de l'examen de M. Machin est remise à demain matin, le mardi, 12 mars 1907, à 10 heures.

(Signé) F. L. Desaulniers,
Greffier.

Québec, 11 mars 1907.

Assemblée législative
de la province de Québec
Comité des comptes publics

Lundi, 11 mars 1907.

Présents: les honorables MM. Turgeon, Gouin, Kaine, LeBlanc, Prévost et Weir (président) et MM. Cardin, Gillies, Walker et Vilas.

M. E.-É. Taché comparait devant le comité pour être entendu comme témoin, mais attendu qu'il déclare que son comptable, M. Boisvert, est absent, étant allé aux funérailles d'une de ses parentes et qu'il ne sera ici que demain, et attendu que le livre des billets se trouve dans la voûte dont il est en charge, l'audition de M. Taché est ajournée à demain matin, 12 mars 1907, à dix heures.

Le comité s'ajourne alors au lendemain, 12 mars 1907, à dix heures a.m.

Province de Québec

Comité des comptes publics

Mardi matin, 12 mars 1907.

(Continuation de l'examen de M. H.-T. Machin, assistant-trésorier de la province, ajourné depuis lundi, 11 mars 1907.)

Par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Avez-vous préparé une liste des billets depuis 1900?

R.- J'ai préparé une liste des billets qui ont été escomptés depuis 1900.

Q.- Voulez-vous la produire comme exhibit no 1?

R.- La voici.

Q.- C'est une liste des billets envoyés par le département des Terres et Forêts au trésorier de la province pour être escomptés, depuis le trente juin 1900, jusqu'au 22 mai 1904, par plusieurs personnes et sociétés?

R.- Oui.

Q.- Pour quelle considération ces billets ont-ils été donnés?

R.- Je n'ai aucun avis officiel de la considération pour laquelle ces billets ont été donnés. Les billets sont reçus par le département des Terres et Forêts et remis au département du trésorier pour être escomptés après avoir été endossés par le ministre des Terres et Forêts.

Q.- Avez-vous eu une liste des billets envoyés par le département des Terres de la couronne à votre propre département, depuis le 22 mai 1904?

R.- Non, on ne me l'a pas demandé. Hier, j'ai donné une liste des billets qui nous avaient été envoyés pour être escomptés et avaient été renouvelés, mais qui n'avaient pas été payés à leur première échéance.

Q.- Avez-vous eu une liste des billets qui n'ont pas été renouvelés mais ont été payés à échéance?

R.- Je ne l'ai pas avec moi, ici.

Q.- Vous pourriez peut-être en faire une et la produire comme exhibit no 2?

R.- Certainement.

Q.- Avez-vous déjà donné les billets de juin 1906?

R.- Si je me rappelle bien, j'ai déclaré le nombre de billets qui avaient été renouvelés pour ce qui est de ceux qui ont été donnés en 1906.

Q.- Je vois que vous avez donné les billets qui ont été renouvelés?

R.- C'est ce qu'on m'avait demandé.

Q.- Maintenant, quant à votre liste qui sera produite comme exhibit no 2, c'est-à-dire une liste de tous les billets qui ont été renouvelés, mais payés, à échéance, voulez-vous avoir la bonté de commencer en juin 1900 et la continuer jusqu'à juin 1906?

R.- Oui, je produis aussi, comme exhibit no 3, une liste des billets qui ont été envoyés au département du trésorier pour perception et qui n'ont pas été escomptés.

Q.- Cela comprend les billets à compter de quelle date?

R.- Le premier est du 20 octobre 1899.

Q.- Jusqu'à 1906?

R.- Jusqu'au 5 juin 1906.

Q.- Avez-vous une autre catégorie de billets envoyés au département du trésorier et que vous n'avez pas mentionnés jusqu'ici?

R.- Non.

Q.- Avec ('exhibit no 2 que vous promettez de produire et ceux que vous avez produits, vous présenterez au comité une liste de tous les billets envoyés à votre département?

R.- Oui.

Q.- Depuis 1900 jusqu'à juin 1906 inclusivement?

R.- Oui.

Je soussigné, certifie, par les présentes, que la déposition susdite est une reproduction vraie et fidèle de mes notes sténographiques.

(Signé) R. H. O'Regan,
Sténographe.

(Signé) F. L. Desaulniers,
Greffier.

Québec, 12 mars 1907.

Assemblée législative
de la province de Québec
Comité des comptes publics

Mardi, 12 mars 1907.

Présents: les honorables MM. Weir (président), Turgeon, Gouin, LeBlanc, Prévost, et MM. Benoît, Cardin, Delâge, Décarie, Dion, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Langlois, Morin, Perrault, Tellier, Walker et Vilas.

M. E.-É. Taché, sous-ministre des Terres et Forêts, comparaît devant le comité et est assermenté par le président.

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- M. Taché, voulez-vous nous dire pourquoi généralement les paiements à être faits au département des Terres sont faits par billets - pour quelle espèce de dettes?

R.- Pour les paiements des droits de coupe seulement. C'est de règle depuis que je suis au département. Depuis mil huit cent soixante et neuf, les droits de coupe sont ordinairement payés, par ceux qui le veulent, par billets payables avec intérêt au quinze de juin de l'année dans laquelle ils sont donnés, et payés sans intérêt pour les billots qui sont restés en rivière, mais il en est donné aussi pour le paiement de la prime pour achat, sur achat de limites et quelquefois, très rarement, pour la rente foncière. Il est arrivé peut-être trois ou quatre de ces cas depuis que je suis au département.

Q.- Depuis quand est-ce la coutume de donner des billets pour prime d'achat?

R.- Depuis très longtemps, d'après les notes que je vois, depuis mil huit cent quatre-vingt-trois. Il en a été donné même avant.

Q.- Depuis quand est-ce la coutume de donner des billets pour la rente foncière?

R.- Ce n'est pas la coutume, ce sont des accidents. Je me rappelle qu'on a renou-

velé des rentes foncières, qu'on a payé des rentes foncières par billets il y a vingt-cinq ou trente ans pour la première fois et il y a quelques années pour la deuxième ou la troisième fois. Je ne puis dire exactement l'année dans laquelle cela a eu lieu.

Q.- Depuis mil huit cent soixante et neuf, dites-vous, que la coutume a été, pour les porteurs de licences de coupe de bois, de payer les droits de coupe par billets remboursables au mois de juin?

R.- Payables au quinze de juin.

Q.- Était-ce payé généralement au quinze de juin?

R.- Presque toujours.

Q.- Pouvez-vous donner la raison de ce paiement de droit de coupe par billets remboursables au quinze de juin?

R.- La raison, c'était pour accommoder le commerce. Les gens n'ont pas toujours l'argent sur le pouce lorsqu'il s'agit de payer de grosses sommes. Certains ont besoin d'accommodation comme tous les marchands.

Q.- C'est-à-dire, si je comprends bien, que cela dépend de l'importance des chantiers que l'on fait en hiver?

R.- Cela dépend, comme de raison, de la grandeur, de l'importance de la transaction.

Q.- Quand est-ce que l'on a commencé à ne pas payer les billets donnés en paiement des droits de coupe au quinze de juin et que l'on a demandé à les renouveler?

R.- Dès le commencement, parce qu'il y en a toujours qui sont en arrière et, comme de raison, ils ne sont pas prêts à payer à l'heure dite, mais c'est l'exception; cela est arrivé dès le commencement, alors on gardait les billets et on attendait.

L'honorable M. Gouin.- Qu'est-ce que vous entendez par le commencement?

R.- Dès mil huit cent soixante et neuf.

L'honorable M. LeBlanc - Dans ce temps-là, était-ce la règle ou bien si c'était un accident?

R.- C'était l'exception.

Q.- C'était l'exception?

R.- Oui.

Q.- N'est-il pas vrai que depuis un certain temps au lieu d'être l'exception, c'est la règle?

R.- Ah! je ne dis pas ça. C'est encore une exception pour les paiements de droit de coupe, c'est encore l'exception, comme ça l'était autrefois, les gens paient régulièrement leurs droits de coupe et, lorsqu'ils donnent des billets, ils les paient à leur échéance.

Q.- Vous rappelez-vous s'il y a eu beaucoup de billets depuis mil neuf cent, en paiement des droits de coupe, payables au mois de juin, et qui ont été renouvelés?

R.- Oui, dans ce cas-là ils ont été escomptés...

Q.- Permettez, monsieur?

R.- Oui, il y en a quelques-uns.

Q.- Pouvez-vous me faire un état de ces billets?

R.- Certainement.

Q.- Donnant la date, le faiseur du billet et le montant?

R.- Oui.

Q.- Et la raison pour laquelle on a donné le billet, et suivant le billet à travers tous les renouvellements jusqu'au parfait paiement?

R.- Vous les avez dans l'état que M. Machin vous a donné.

Q.- Nous en sommes aux billets pour les droits de coupe?

R.- Oui, M. Machin vous a donné cela aussi dans l'état qu'il vous a remis: il y a les deux.

Q.- Ce n'est pas encore ça, voyons, ça peut s'y trouver, mais ce n'est pas distingué comme je le veux, nous voulons distinguer. Maintenant, ne vous occupez pas du témoignage de M. Machin. Veuillez me permettre de vous dire de répondre simplement à mes questions et cela ira plus vite. Maintenant, les billets donnés en paiement de la prime d'achat, depuis quand est-ce la coutume de payer par billets les primes d'achat?

R.- Je vous ai dit, depuis mil huit cent quatre-vingt-trois et avant même. Je ne peux pas préciser exactement la date, mais avant mil huit cent quatre-vingt-trois même.

Q.- Pourriez-vous, pour les besoins de la réponse à mes questions, faire faire un relevé afin de bien établir aussi exactement que possible, quand est-ce que cette coutume s'est introduite dans le département?

R.- Certainement.

Q.- Et jusqu'à quel point elle s'y est introduite.

R.- L'état le dira.

Q.- La prime d'achat, voulez-vous nous dire si elle est d'un taux uniforme ou si elle varie?

R.- Elle varie, c'est à l'enchère.

Q.- Est-il arrivé quelquefois que la prime d'achat a été inférieure à la mise à prix?

R.- Dans deux ou trois circonstances.

Q.- Avez-vous présente à la mémoire quelques unes de ces circonstances?

R.- Non, je ne peux pas préciser d'une manière certaine.

Q.- N'est-il pas vrai qu'aux dernières ventes des limites à bois, en juin mil neuf cent six, le ministre des Terres a été obligé de diminuer sa mise à prix?

R.- Oui, après avoir considéré les rapports qui lui ont été donnés sur la valeur de ces limites-là.

Q.- Quelle avait été la mise à prix?

R.- Ah! mon dieu, il faudrait me citer un cas, en particulier.

Q.- Dans les ventes de limites à bois de mil neuf cent six?

R.- Ça varie suivant la valeur de ces limites-là. Il n'y avait pas une seule mise à

prix qui fut la même.

Q.- Pourriez-vous en faire un état constatant la mise à prix donnée par le ministre des Terres à la vente des limites à bois en juin 1906, et constatant de plus le prix pour lequel cela a été vendu?

R.- Oui, cette mise à prix est fixée par le ministre lui-même, et c'est lui-même qui en décide. C'est laissé à sa discrétion. Je ne pourrais guère dire pourquoi le ministre dans certaines circonstances a cru qu'il était à propos de le faire, mais je crois que cela est toujours basé sur les rapports des inspections et les représentations qui lui sont faites.

Q.- Tout ce que je vous demande, M. Taché, c'est de vouloir bien fournir l'état que je vous demande.

R.- Oui, certainement.

L'honorable M. LeBlanc- Afin d'établir la différence entre la mise à prix et le prix de vente.

R.- Oui.

L'honorable M. LeBlanc- Dans chaque cas.

R.- Dans chaque cas.

Q.- Tandis que vous serez à faire cet état, pourriez-vous le faire remonter jusqu'à l'année 1900?

R.- Pour chaque année?

Q.- Pour chaque année.

R.- Pour dix-neuf cent six, on peut peut-être s'en rappeler, mais pour les années auparavant, je pense que ce serait difficile.

Q.- Est-ce qu'il n'est pas gardé un record de toutes les ventes et conditions de ventes?

R.- Oui.

Q.- Une espèce de procès-verbal faisant état des procédés de l'encan?

R.- Oui, monsieur.

Q.- De la vente à l'enchère de toutes les limites à bois?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Est-ce que vous ne pourriez pas en consultant ces procès-verbaux des ventes nous donner le renseignement demandé?

R.- Nous vous donnerons la copie du procès-verbal.

Q.- M. Taché, je ne désire pas autant la copie que le fait que je vous demande dans ma question: la différence qu'il y a entre la mise à prix et le prix de vente - c'est tout ce qu'il me faut - les personnes à qui ç'aurait été adjugé, le montant, l'étendue des limites à bois et le montant pour lequel ç'a été adjugé.

R.- Oui.

Q.- Avez-vous l'habitude d'assister à toute les ventes des limites à bois?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Est-il arrivé quelquefois que des députés de cette Chambre se soient portés acquéreurs de ces ventes de limites à bois?

R.- Très rarement, mais je crois que c'est arrivé une fois ou deux.

Q.- Récemment?

R.- La dernière vente.

Q.- Non, mais dans les cinq et six ou sept et huit dernières années?

R.- Il me semble qu'il y en a eu, attendez un peu, je croyais qu'une certaine personne qui avait assisté à cette vente et qui avait enchéri était député, mais maintenant je constate qu'elle ne l'était pas dans ce temps-là, de sorte que je ne me rappelle pas qu'il y en ait eu. Vous ne parlez pas des députés d'Ottawa?

L'honorable M. LeBlanc- Non, je parle des députés ici.

R.- Non.

Q.- Monsieur F.-X. Dupuis, député de Châteauguay, a-t-il jamais enchéri dans ces ventes-là?

R.- Oui, vous avez raison.

Q.- Vous rappelez-vous pour quelle limite il a enchéri?

R.- Non, je ne peux dire au juste.

Q.- Pouvez-vous le constater par le procès-verbal de vente?

R.- Certainement; je ne sais pas s'il a acheté à son nom, je ne le crois pas. On constatera ça par le procès-verbal.

Q.- Voulez-vous, s'il vous plaît, constater la chose?

R.- Oui.

Q.- Et nous donner, en autant que les dossiers de votre département le peuvent dire, un récit de la transaction à laquelle M. Dupuis a pris part et la manière en laquelle il a pris part à la transaction tel que cela peut apparaître dans votre dossier?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Y a-t-il d'autres députés de cette Chambre que M. Dupuis qui ont acheté des limites à bois comme ça, soit par eux-mêmes, soit par d'autres?

R.- Je ne m'en rappelle pas.

Q.- Voulez-vous, M. Taché, consulter les dossiers et faire état de la chose de manière à répondre à la question qui vient de vous être posée?

R.- L'état le dira. On fera une note à cet effet sur l'état; d'ailleurs, le nom y sera.

Q.- Votre mémoire pourrait-elle vous servir jusqu'au point de vous rappeler que M. Dupuis a transféré à la "Union Bag Paper Company" les limites qu'il avait achetées?

R.- Je sais qu'il a agi pour une autre personne. La licence n'a jamais été émise au nom de M. Dupuis.

Q.- Pourquoi?

R.- Parce qu'il achetait "in trust" comme on dit en anglais, en fidéicommiss.

Q.- Savez-vous ce que c'est la "Union Bag Paper Company"?

R.- Oui, c'est une très grande compagnie qui fait affaires dans le Saint-Maurice, qui a des limites dans le territoire de Saint-Maurice et sur les rivières l'Assomption et du lac Ouareau.

Q.- Est-ce une compagnie canadienne?

R.- Ce sont des Américains.

Q.- Savez-vous où se trouve le siège principal de leurs affaires?

R.- Non, mais c'est aux Etats-Unis, certainement.

Q.- Je vous ai demandé de faire un état de tous les billets donnés en paiement des primes d'achat depuis l'année mil neuf cent?

R.- Oui.

L'honorable M. Gouin.- Vous avez demandé depuis mil huit cent soixante et neuf?

L'honorable M. LeBlanc- Si mon honorable ami me le permet, ce n'est pas ce que j'ai demandé, mais si l'honorable premier ministre le désire, je n'ai pas d'objection à ce que cela soit fait.

L'honorable M. Gouin.- C'est à votre demande que M. Taché a dit, pour faire l'historique de l'usage du département et les exceptions, qu'il donnerait un état depuis le commencement, je lui ai posé la question: qu'entendez-vous par le commencement? Et M. Taché a dit, mil huit cent soixante et neuf.

L'honorable M. LeBlanc- Je serai enchanté de l'avoir.

M. Taché.- Vous m'avez demandé, aussi, quand, pour la première fois, on avait payé des primes avec des billets?

L'honorable M. LeBlanc- Oui.

R.- J'ai dit: avant mil huit cent quatre-vingt-trois.

Q.- Oui, je serai enchanté, M. Taché, si vous pouvez nous donner un état constatant quand pour la première fois ça a été fait et nous donnant toutes les fois depuis ce temps-là où on aurait payé la prime d'achat par un billet.

R.- Oui, depuis le commencement.

Q.- Oui, et faisant état à chaque fois du temps que l'on a mis à payer le billet, les renouvellements, les paiements en acompte, etc.

R.- Oui.

Q.- Croyez-vous pouvoir préparer ça pour demain matin, M. Taché?

R.- C'est impossible.

Q.- Pourriez-vous nous donner pour demain matin un état donnant la liste des billets donnés en paiement de la prime d'achat depuis mil neuf cent?

L'honorable M. Gouin.- Non, j'objecte à ça, Monsieur le Président. Nous ne devons pas morceler comme ça. L'honorable député doit comprendre que ce serait injuste pour le gouvernement d'aujourd'hui et pour les gouvernements qui l'ont précédé que nous ne donnions que ce qui pourrait faire son affaire.

L'honorable M. LeBlanc- J'ai déclaré, au début de cette enquête, que je n'avais pas d'affaires personnelles à faire ici, pas même d'affaires politiques. Je l'ai déclaré à l'honorable premier ministre que tout ce que je désirais savoir, c'était le système suivi dans le département des Terres et dans les autres

départements.

L'honorable M. Gouin.- Pour avoir le système, il faut avoir le commencement.

L'honorable M. LeBlanc- M. Taché, n'est-il pas vrai qu'antérieurement à mil huit cent quatre-vingt-sept, le paiement des primes d'achat par billets était tout à fait exceptionnel?

R.- Je ne peux pas dire ça; il y en avait une bonne partie qui étaient payées par billets.

Q.- Avant mil huit cent quatre-vingt-sept?

R.- Avant mil huit cent quatre-vingt-sept.

Q.- Quand pourrez-vous nous donner une liste, un état de tous ces billets-là?

R.- Avant mil huit cent quatre-vingt-sept, c'était probablement le petit nombre.

Q.- Après mil huit cent quatre-vingt-sept, ça a été un nombre plus grand?

R.- Parce qu'on ne vendait pas les limites en aussi grand nombre dans ce temps-là, en aussi grande quantité qu'on l'a fait dernièrement, qu'on l'a fait depuis vingt ans.

Q.- Quand, M. Taché, pourrez-vous nous donner cet état?

R.- Le plus tôt possible. Je vais mettre mes employés à l'oeuvre tout de suite et on va faire toute diligence.

Q.- Pourriez-vous nous donner ça pour après-demain?

R.- Je n'en sais trop rien, je ferai tout mon possible, je m'en occuperai moi-même.

L'honorable M. Gouin.- Mais vous l'avez ici, l'état de mil neuf cent quatre. Est-ce vous qui avez donné cet état-là?

R.- Non, c'est M. Machin qui l'a préparé mais il est conforme...

L'honorable M. LeBlanc- Vous le transquestionnerez quand j'aurai fini.

L'honorable M. Gouin.- Je ferai remarquer à l'honorable député qu'il n'y a pas de transquestions; j'ai le droit de poser une question n'importe quand.

L'honorable M. LeBlanc- J'ai été assez bon prince, Monsieur le Président, pour permettre à l'honorable ministre de m'interrompre, mais il n'a pas le droit de venir dire ce qu'il vient de dire. La coutume est de laisser le témoin entre les mains de celui qui l'interroge jusqu'à ce qu'il ait fini.

L'honorable M. Gouin.- Je ne sais pas quelle est la coutume, ici, mais je sais quel est le droit.

L'honorable M. LeBlanc- C'est la coutume des gens bien élevés, dans tous les cas.

L'honorable M. Gouin.- Eh bien ça, je changerai de professeur.

L'honorable M. LeBlanc- M. Taché, voulez-vous nous dire, si vous vous en rappelez, combien a été payé l'achat de cette limite à bois qui se trouvait dans le comté de Bonaventure, au nord des limites à bois qui étaient la propriété de MM. Riopelle et Robitaille?

R.- La coupe de bois vendue à M. Drouin?

L'honorable M. LeBlanc- Oui.

R.- Je ne peux pas dire au juste quel était le montant.

Q.- Quand est-ce que ça a été payé?

R.- Ça a été payé.

Q.- Par billet ou en argent?

R.- Par billet, je crois. Mais je ne vous le dis pas; l'état que vous me demandez vous le dira. Je ne puis dire au juste si ça n'a pas été payé comptant mais autrement le billet a été payé à échéance.

Q.- Pourriez-vous nous dire demain matin si ça a été payé comptant ou par billet, et si ça a été payé par billet combien on a mis de temps à le payer?

R.- Oui.

M. Kelly.- Il y a un état de la Chambre qui montre ça.

L'honorable M. LeBlanc- J'espère, M. Taché, que c'est vous qui répondrez, n'est-ce pas, aux questions que je vous pose?

R.- Oui.

L'honorable M. LeBlanc- C'est votre réponse à vous que je désire avoir à ma question.

R.- Oui.

Q.- Maintenant, revenons aux billets qui ont été donnés en paiement pour la rente foncière, y a-t-il longtemps que ce système-là existe?

R.- Je vous l'ai dit, je crois.

L'honorable M. LeBlanc- Non, monsieur.

R.- Oui, je vous l'ai dit.

Q.- Voulez-vous me le répéter, si vous me l'avez dit?

R.- Cela a commencé il y a une trentaine d'années, le premier renouvellement qui a eu lieu.

Q.- Pour les rentes foncières?

R.- C'est un cas particulier.

Q.- Quel est ce cas-là, monsieur?

R.- Bien, je crois que c'est le cas de M. H. M. Price, si je me rappelle bien.

Q.- Y a-t-il longtemps de ça?

R.- Il y a longtemps, très longtemps.

Q.- Voudrez-vous aussi, s'il vous plaît, me faire état de tous les paiements par billets pour des rentes foncières?

R.- Oui.

Q.- Quand a été vendu le pouvoir d'eau de La Tuque?

R.- C'est en mars mil neuf cent cinq, si je me rappelle bien. Je crois qu'on a dû vous donner une réponse officielle à ce sujet, à la Chambre. Quelqu'un l'a demandé.

L'honorable M. Gouin.- Il y a eu une réponse de donnée.

L'honorable M. LeBlanc- Quels sont les propriétaires, à l'heure qu'il est, de ce pouvoir d'eau?

R.- Je ne puis le dire.

Q.- Est-ce une compagnie?

R.- C'est une compagnie américaine, je crois, mais je ne connais pas le nom de cet-

te compagnie. Je sais qu'ils ont eu des pourparlers pour la vente de ce pouvoir d'eau avec les limites qui en dépendent, mais nous n'en connaissons rien.

Q.- M. John Breakey a acheté des limites à bois en juin dernier?

R.- Je ne crois pas; c'est dans la vente précédente qu'il a acheté, si je me rappelle bien.

Q.- N'est-il pas vrai qu'il y a eu un millier de milles carrés qui ont été vendus à M. John Breakey à la dernière vente?

R.- Il me semble que c'est à la vente précédente.

L'honorable M. Turgeon.- C'est en juin mil neuf cent cinq.

L'honorable M. LeBlanc.- N'est-il pas vrai que cela a été vendu bien plus bas que la mise à prix?

R.- Je ne m'en rappelle pas. Vous le constaterez dans l'état.

Q.- Voudrez-vous le constater et nous donner ce renseignement, demain?

R.- Oui.

Q.- Vous rappelez-vous quelle étendue de limite à bois il a acheté cette fois-là?

R.- Il a acheté une très grande étendue, je ne me rappelle pas exactement.

Q.- Mille milles?

R.- Je ne me rappelle pas au juste.

Q.- Savez-vous s'il en est encore propriétaire?

R.- Je ne crois pas qu'il en soit propriétaire; le transfert n'a pas été signifié au département, mais je sais qu'il est en pourparlers avec certains capitalistes pour la vente de ces limites, mais je ne puis dire si la vente est faite.

Q.- Le prix de vente sur les transferts des limites est-il enregistré dans votre département?

R.- Certainement, on a un livre spécial à cet effet-là.

Q.- Vous avez un livre spécial constatant le prix de vente originaire de la limite?

R.- Certainement.

Q.- Et dans votre livre de transfert, avez-vous aussi le prix de vente sur le transfert?

R.- Ah! non, entre les parties intéressées, non.

Q.- N'est-il pas vrai que le transfert doit être enregistré dans votre département?

R.- Le transfert, c'est-à-dire: M. Untel vend à M. Untel, nous enregistrons ça, nous exigeons de M. Untel la prime du transfert. Au-delà, nous n'enregistrons rien.

Q.- Sur quoi est basée la prime du transfert?

R.- C'est basé sur le règlement, c'est uniforme. Quatre piastres par mille carré.

Q.- De sorte que le prix payé sur le transfert n'a rien à faire avec ce que vous chargez?

R.- Ça n'a rien à faire avec la prime de transfert que le département charge.

Q.- Est-ce que vous ne trouveriez pas très utile de voir enregistrer avec le transfert le prix de vente sur le transfert?

R.- Je ne vois pas quelle en serait l'utilité, et les gens ne sont pas prêts à nous donner ces renseignements-là. C'est une affaire privée entre eux. Demandez à M. Gillies s'il aimerait qu'on lui fit telle question.

Q.- D'après vous, vous croyez que ça ne serait d'aucune utilité pour le département?

R.- Je ne vois pas que ça soit d'aucune utilité avec les règlements tels qu'ils sont faits.

Q.- Même pour établir la valeur de ces limites et des limites avoisinantes lorsque le département en a?

R.- À ce point de vue-là, ça pourrait avoir une certaine portée.

Q.- Une portée considérable, n'est-ce pas?

R.- Les limites en général vendues par le département n'ont jamais la valeur qu'elles ont entre particuliers. Il en est de même de tous les effets que le gouvernement possède. Entre particuliers, ils ont toujours une plus grande valeur. D'abord surtout pour les limites anciennes où des améliorations considérables ont été faites sur les rivières, etc.; alors, les limites ont acquis une plus-value en conséquence.

Q.- Ne trouveriez-vous pas très utile la connaissance de l'augmentation dans la valeur des limites à bois pour établir une mise à prix convenable, lors de la vente des limites par le gouvernement?

R.- Cette augmentation se fait sentir d'année en année. Les limites qu'on vendait autrefois huit piastres, d'année en année, ont atteint mille piastres du mille, et cela dans le résultat des ventes faites par le gouvernement.

Q.- Savez-vous si M. John Breakey, lors de l'achat de cette étendue considérable de limites - environ mille milles - a payé comptant ou s'il a payé par billet?

R.- Il a payé par billet.

Q.- Ce billet est-il payé à l'heure qu'il est?

R.- Oui.

Q.- Quand a-t-il été payé?

R.- Il a été payé d'après l'état que vous avez là. Il y a eu une autre vente, vous confondez deux ventes, il y a eu une vente dans le Saint-Maurice à M. Breakey et une autre dans la Gaspésie. Celle-là, je ne sais pas si le billet est complètement payé, mais pour celle du Saint-Maurice, il est parfaitement payé.

Q.- Celle de Saint-Maurice, c'est cette étendue de limite à bois qui se trouve dans le voisinage du rapide de La Tuque?

R.- Oui, en haut de La Tuque.

Q.- Vous rappelez-vous le montant payé?

R.- Ah! non. C'est un montant très

considérable.

Q.- Cent cinq mille piastres?

R.- Je ne crois pas que ce soit ça, mais c'est un montant très considérable. Je ne puis dire au juste le montant payé dans chaque cas, mais je sais que ce sont deux sommes considérables.

Q.- Trouvez-vous que le fait d'être obligé d'enregistrer le prix de vente sur un transfert de limites peut faire du dommage au détenteur de limites à bois?

R.- Comment faire dommage?

Q.- C'est-à-dire quel intérêt les marchands de bois qui transfèrent leurs limites peuvent-ils avoir à cacher le prix payé sur le transfert?

R.- Ça, c'est leur affaire.

Q.- Voyez-vous un intérêt de leur part?

R.- Je sais qu'ils n'aiment pas à nous mettre au courant des secrets de leurs transactions. Ils n'aiment pas cette intrusion. Allez leur demander et vous allez voir quelle réponse ils vont vous faire. Ils vont vous dire: Ce n'est pas votre affaire. Quelquefois ils le disent bien volontiers, mais il y en a d'autres qui ne le diront pas.

Q.- Combien avez-vous vendu de milles de limites à bois en juin mil neuf cent six? Vous rappelez-vous?

R.- Treize cents, il me semble.

Q.- À qui avez-vous vendu?

R.- Vais-je vous le donner de mémoire?

Q.- Oui, donnez ça à peu près. Nous le prenons comme tel. À qui avez-vous vendu la plus grande partie de ces limites-là?

R.- Ah; bien, je ne peux pas dire ça. Si vous aviez le rapport du ministre, vous l'auriez d'un bout à l'autre. Le résultat de la vente est donné "in extenso". Le nom de chaque enchérisseur est donné. La prime est donnée ainsi que la quantité vendue, de sorte que vous avez tous les renseignements là-dedans.

Q.- Voudrez-vous aussi nous donner une liste de toutes les compagnies américaines possédant des limites à bois dans la province avec l'étendue possédée par chacune d'elles; pourriez-vous nous donner ça pour demain matin?

R.- Vous nous donnez un travail extraordinaire, parce qu'ici il va falloir faire des recherches; on ne peut pas toujours dire exactement si ces messieurs sont américains ou non, rien que d'après leurs opérations ou leurs noms, il va falloir faire des recherches.

Q.- Est-ce que vous n'avez rien au département pour vous renseigner sur le siège d'affaires de chaque compagnie?

R.- D'après la correspondance, on peut le constater.

Q.- Ce n'est pas enregistré? Vous n'avez aucun record du siège d'affaires des compagnies qui transigent avec le département?

R.- Non, toutes ces compagnies ont un bureau d'agence dans la province, elles ont

des agents. D'après eux, l'on peut dire exactement où telle compagnie opère, où elle a son bureau d'agence, par exemple la "Union Bag" dont vous avez parlé, a son siège d'affaires à Trois-Rivières.

Q.- Est-ce qu'il n'est pas de la plus haute importance de connaître dans le département le siège principal des affaires de ces compagnies-là?

R.- Il n'y a pas de nécessité absolue, mais c'est bien facile de le constater par la correspondance. Ensuite, ces compagnies-là sont formées d'un nombre considérable d'actionnaires qui résident dans bien des endroits différents.

Q.- De sorte que lors des ventes des limites à bois à des compagnies américaines, vous vous contentez de savoir si elles ont oui ou non un bureau dans la province?

R.- Oui. Nous savons qu'elles sont propriétaires de telle ou telle limite, dans tel territoire, et qu'elles ont leur bureau d'agence dans telle ville.

Q.- Vous n'avez jamais poussé la curiosité jusqu'à essayer de savoir quelle était la nature de leurs opérations, la valeur de leurs établissements, principaux ou autre?

R.- Non, on se contente de tâcher de se faire payer régulièrement, c'est la principale affaire.

Q.- Se faire payer bien régulièrement?

R.- Oui, monsieur, et le plus possible.

Q.- À propos du droit de coupe, quels sont vos agents à l'heure qu'il est pour contrôler la collection du droit de coupe?

R.- Ce sont les agents des bois dans chaque localité.

Il y en a un à Ottawa, il y en a à Trois-Rivières, il y en a un à Sherbrooke, il y en a un à Arthabaska, et il y en a un à Saint-François de Beauce, il y en a dans tous les différents districts, les différentes agences de la province.

L'honorable M. Weir.- Leurs noms sont dans le rapport annuel du département?

R.- Ils sont donnés au long dans le rapport.

Q.- Y a-t-il à la disposition de ces employés d'autres choses que des livres des marchands de bois propriétaires des limites à bois pour leur indiquer la quantité de bois coupé et le droit de coupe à établir?

R.- Toutes ces opérations-là sont contrôlées par les gardes forestiers et par le surintendant des gardes forestiers.

Il y a deux surintendants des gardes forestiers pour la province, et à part le contrôle que l'agent exerce, toutes les opérations sont surveillées par le garde forestier et par le surintendant.

Q.- N'est-il pas vrai, M. Taché, que le seul moyen pour les employés du département des Terres de contrôler la quantité de bois coupé et les droits de coupe à percevoir sont les livres même des marchands de bois tenus par eux et par leurs employés?

R.- Non, parce qu'ils sont contrôlés par des mesurages partiels, si vous voulez, de tous les gardes forestiers.

Q.- Qu'entendez-vous par des mesurages partiels?

R.- Il est impossible que les gardes forestiers mesurent tout le bois que les marchands de bois font pièce par pièce. L'hiver ne serait pas assez long, la saison ne serait pas assez longue et l'on n'aurait pas assez d'agents s'il fallait compter chaque pièce de bois. Alors, le devoir des gardes forestiers consiste à compter à travers tout le champ des opérations d'un marchand de bois une certaine quantité de bois afin de pouvoir le comparer avec l'état que les marchands de bois produira pour cette partie-là en particulier, et de cette façon-là on voit à peu près quel est le résultat général. Il n'est pas possible de faire autrement ni de faire plus que ça.

Q.- De sorte que les seuls documents qui établissent, à première vue, l'exacte quantité de bois coupé sont les livres des différents marchands de bois?

R.- Oui, contrôlés par les opérations des gardes forestiers et contrôlés aussi par le surintendant des gardes forestiers lui-même et par l'agent qui a aussi une connaissance de ces limites et de ces opérations-là.

L'honorable M. Weir.- Est-ce que les marchands de bois ne sont pas obligés de donner leur affidavit?

R.- Oui, leurs états sont assermentés.

L'honorable M. LeBlanc.- Par qui?

R.- Par eux-mêmes ou par leur principal homme d'affaires, par eux-mêmes lorsque ce sont eux qui veillent à la chose, et ensuite leurs propres livres, les livres qu'ils tiennent eux-mêmes sont sujets à inspection et peuvent être inspectés du moment qu'on a quelque doute que les choses ne se font pas comme elles doivent se faire.

Q.- Quels sont ceux des employés du département des Terres qui sont aussi employés des marchands de bois?

R.- Du moment que l'on constate qu'un employé des terres est aussi un employé des marchands de bois, M. le ministre le renvoie. On ne peut pas servir deux maîtres.

Q.- Est-ce qu'il en est ainsi pour tous les employés du département des Terres?

R.- Du moment qu'on le sait. Comme de raison, il peut arriver des choses que l'on ignore, mais du moment que le ministre a connaissance d'un fait comme celui-là, il n'hésite pas un instant: il en a été de même de tous les ministres.

Q.- N'est-il pas vrai qu'il y a certains employés des marchands de bois, comme les mesureurs de bois, par exemple, qui sont en même temps employés dans votre département?

R.- Pas à ma connaissance. Du moment que nous sommes avertis, ils sont renvoyés. À ma connaissance, il est arrivé plusieurs

fois que ces messieurs ont été avertis d'avoir à discontinuer, d'avoir à choisir entre le gouvernement et les marchands de bois.

Q.- De sorte que, d'après vous, vous déclarez ignorer complètement qu'il existe des employés qui soient en même temps à l'emploi des marchands de bois et à l'emploi du gouvernement?

R.- Oui, certainement.

Q.- Et qu'il n'existe pas même comme gardes forestiers aucun employé des marchands de bois?

R.- Bien, comme je vous le dis, du moment que nous le saurons, le cas sera soumis au ministre. On n'a pas eu de plaintes dernièrement à ce sujet-là.

Q.- Vous avez renvoyé tous ceux qui sont venus à votre connaissance?

R.- Oui, monsieur.

Q.- La "St. Maurice Lumber Company" est une compagnie américaine, n'est-ce pas?

R.- En partie, je pense.

Q.- Elle fait affaires depuis de longues années?

R.- Oui.

Q.- Elle fait surtout du bois de pulpe pour l'exportation, n'est-ce pas?

R.- Du bois de pulpe et des billots aussi, en grande quantité. Autrefois, elle ne faisait que des billots.

Q.- Quel est l'employé de votre département qui est chargé de contrôler la coupe de bois de chaque année pour cette compagnie?

R.- C'est M. John Ryan, agent à Trois-Rivières, et il y a différents gardes forestiers, dans l'endroit, dont je ne me rappelle pas les noms. Il y a trois ou quatre gardes forestiers qui agissent sous la direction de M. Chrysostôme Langelier.

Q.- M. Chrysostôme Langelier est le surintendant des gardes forestiers de toute la province?

R.- De toute la province, avec l'aide, pour la partie Est, de son fils, M. Gustave Langelier.

Q.- M. Taché, vous avez concédé récemment par lettres patentes des lots de plus de cinq cents acres de terre?

R.- Oui, le rapport du ministre le constate, chaque année.

Q.- En avez-vous fait de plus de mille acres de terre?

R.- Je pense que oui, en certains cas.

Q.- Un grand nombre?

R.- Non, pas un très grand nombre. Chaque année, au-dessus de cinq cents acres, il y a à peu près sept ou huit en moyenne et en-dessus de mille acres, de deux ou trois, trois ou quatre.

Q.- C'est généralement vendu sans condition d'établissement, ces choses-là?

R.- Sans condition d'établissement, à un prix spécial, d'après évaluation.

L'honorable M. Weir.- M. Dupuis, dont on vous a parlé, est avocat pratiquant, n'est-

ce pas?

R.- De Montréal, oui.

La déposition du présent témoin est alors ajournée à demain, treize mars mil neuf cent sept.

M. Arthur Gagnon, employé du département des Terres, comparait alors devant le comité et est assermenté par M. le président.

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Vous êtes comptable au département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries.

R.- Oui, monsieur.

Q.- Depuis la réorganisation de ce ministère, avez-vous reçu, en paiement de dettes dues au ministère, des billets?

R.- Non, monsieur.

Q.- A-t-il été émané dans le département pour le paiement des billets?

R.- Non, monsieur, aucun billet.

Q.- Comment a-t-il été payé? M. le baron de l'Épine a-t-il été payé de ce qui lui revenait de son dernier voyage en Belgique avec le ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries.

Q.- Comment a-t-il été payé?

R.- Il a été payé par M. le ministre de la Colonisation.

Q.- A-t-il été payé par billet de M. le ministre ou par l'argent du département?

L'honorable M. Prévost.- Je comprends que le député de Laval pose des questions sur les affaires du département.

M. le Président.- Naturellement.

L'honorable M. Prévost.- Et non pas sur mes affaires privées. Sur l'argent du département et non pas sur le mien.

M. le Président.- Oui, c'est entendu que nous parlons des comptes publics; des comptes du département.

L'honorable M. LeBlanc.- Voulez-vous répondre à ma question? La question est relue au témoin.

R.- Il n'a été rien payé de l'argent du département pour le baron de l'Épine.

Q.- Le baron de l'Épine avait-il présenté un compte au département?

R.- Le baron de l'Épine a présenté un compte au département et ce compte étant personnel à M. le ministre, il lui a été remis et M. le ministre l'a payé.

Q.- N'était-ce pas pour payer M. le baron de l'Épine pour ce qu'il avait fait pour le département lors de son voyage?

R.- Je ne peux pas répondre là-dessus, je ne connais pas ça. Je n'ai rien payé pour le baron de l'Épine, absolument rien.

Q.- En sorte que les livres de votre département ne contiennent le compte d'aucune charge en faveur du baron de l'Épine en rapport avec ce voyage du ministre en Europe, et ce que le baron de l'Épine a pu faire?

R.- Les comptes de la comptabilité ne contiennent que le voyage proprement dit de

M. le ministre et puis un montant de deux cent cinquante piastres pour encourager l'immigration belge dans la province. C'est tout ce que j'ai.

Q.- Avez-vous eu connaissance de la réclamation que M. le baron de l'Épine avait contre le ministre de la Colonisation, pour des avances faites par M. le baron de l'Épine au ministre, sur des fonds avancés par le département de l'Agriculture?

R.- Non, monsieur, aucunement.

Q.- Les permis d'exploration et les permis d'exploitation et le produit de la vente des concessions minières, est-ce payé comptant, ça?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Toujours?

R.- Oui, même nous avons des dépôts faits au département et applicables sur ces permis-là. Des dépôts faits à l'avance.

Q.- Avez-vous un livre de transfert pour les permis d'exploration et des concessions minières, etc.?

R.- À la comptabilité générale, nous tenons la recette du département qui est répartie pour le revenu des mines, le revenu des pêcheries et les différents honoraires payés au département. En sus de ça, le comptable balance tous les mois sa caisse avec les différentes branches. Quant à la comptabilité des pêcheries et des mines, c'est tenu dans les différentes branches.

Q.- Quel est l'employé qui tient le livre de transferts?

R.- Aux mines, c'est M. E.-W. Prévost.

L'honorable M. Prévost.- Le ministre de la Colonisation a-t-il jamais retiré un seul sou au nom du baron de l'Épine?

R.- Non, monsieur.

L'honorable M. Prévost.- À part les deux milles piastres, le ministre de la Colonisation a-t-il retiré du département un seul sou pour son voyage en Belgique?

R.- Non, monsieur.

L'honorable M. Prévost.- Vous disiez tout à l'heure que le baron de l'Épine n'apparaissait pour aucun compte. Apparaît-il comme employé pendant cinq mois à cinquante piastres par mois, faisant deux cent cinquante piastres?

R.- Pour encourager l'immigration belge.

M. Tellier.- M. le ministre de la Colonisation a touché une somme de deux mille dollars en rapport avec son voyage en Belgique?

R.- Oui.

M. Tellier.- Naturellement, il a produit au département un compte détaillé de ces deux mille dollars?

R.- Il a produit un compte pour ses déboursés de voyage pour ces deux mille piastres. Il n'a pas produit de compte détaillé.

Q.- Ce compte a-t-il plusieurs items?

R.- Il a deux ou trois items formant le montant de deux mille piastres.

Q.- Pourriez-vous le communiquer à ce comité?

R.- Oui, monsieur.

M. le Président.- Ce compte-là incluait-il les dépenses de ses officiers aussi?

R.- Il y a un compte, à part de ça, pour le secrétaire de M. le ministre.

L'honorable M. Prévost.- A combien s'élevait ce compte-là, à peu près?

R.- Je ne peux préciser le montant, mais c'est dans les trois cents et quelques piastres.

M. Tellier.- Dans ce compte de deux mille piastres présenté par M. le ministre et à lui payé, est-ce que le nom de M. le baron de l'Épine apparaît en aucune façon?

R.- En aucune façon.

Q.- Il n'est pas question du baron?

R.- Non.

Q.- Ni dans le compte ni dans les pièces justificatives?

R.- Non, monsieur.

Q.- Le compte produit par M. le baron de l'Épine a-t-il été remis au ministre personnellement?

R.- Oui.

Q.- Dans ce compte-là?

R.- Non. Le ministre a ce compte-là en sa possession.

M. le Président.- Comment savez-vous ça?

R.- Que le ministre a le compte en sa possession? C'est parce que M. le ministre me l'a dit lui-même.

Q.- Vous ne l'avez jamais vu?

R.- Oui, j'ai vu le compte, même je vous ai dit que le compte avait été produit au département et qu'il avait été remis à M. le ministre, parce qu'il avait été payé par M. le ministre.

M. Tellier.- À part le salaire de M. le baron de l'Épine, au taux de cinquante piastres par mois, il n'y a rien du tout dans vos livres au nom de ce monsieur?

R.- Non, absolument rien.

Q.- Absolument rien?

R.- Non.

Q.- Et il n'y a jamais rien eu?

R.- Il n'y a jamais rien eu.

M. Ernest-Wilfrid Prévost comparaît alors devant le comité et est assermenté par M. le Président.

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Quelles sont vos fonctions, M. Prévost, dans le département des Mines?

R.- Commis.

Q.- Avez-vous un livre de transfert, de permis d'exploration et de permis d'exploitation et de concessions minières?

R.- Oui, oui, c'est-à-dire ces transferts-là sont faits dans les mêmes livres dans lesquels sont accordés les permis de recherches et des permis d'exploitation.

Q.- Est-ce un livre considérable?

R.- Oui, ça comprend sept volumes.

Q.- Y a-t-il eu beaucoup de permis d'exploration et de permis d'exploitation et de concessions minières de transférés depuis la réorganisation du département tel qu'il est?

R.- Non, pas beaucoup, il y en a eu quelques-uns.

Q.- Pourriez-vous nous faire un état, un tableau de ces transferts donnant le nom des détenteurs originaires, le prix payé au département, la date du transfert, le prix payé sur le transfert avec le nom de l'acquéreur et la date?

R.- C'est toujours possible de le faire.

Q.- Est-ce bien considérable?

R.- C'est très long parce qu'il faudra feuilleter tous les volumes.

Q.- Est-ce que vous n'avez pas un livre spécial pour les transferts?

R.- Non, pas du tout, c'est le même livre qui sert pour les permis et lorsqu'il y a quelque transfert, on fait l'annotation au bas du permis.

Q.- N'avez-vous pas un livre pour vous indiquer qu'un transfert a eu lieu à telle date?

R.- La date est là.

Q.- Est-ce que vous ne croyez pas que ce serait compléter avantageusement votre comptabilité que d'avoir un livre spécial pour les transferts?

R.- Je ne crois pas, c'est le même montant qui est payé pour le permis. Quelqu'un se désiste d'un permis et il est transféré à un autre et il est enregistré sous le nom du nouveau titulaire.

Q.- Pourriez-vous préparer un état de ça?

R.- Nous sommes surchargés d'ouvrage, c'est difficile, nous travaillons au département jusqu'à six heures pour nous débrouiller; c'est-à-dire pour le département, sans ouvrage extra.

Q.- Est-ce de l'ouvrage du département ou de l'ouvrage de la Chambre?

R.- C'est l'ouvrage du département, il faut répondre au public, n'est-ce pas?

Q.- Et quant à la Chambre, vous ne vous en occupez guère?

R.- Autant qu'on peut.

Q.- Vous ne vous occupez de l'ouvrage de la Chambre qu'après l'autre?

R.- C'est difficile de faire autrement.

Q.- Avez-vous travaillé à préparer les états que la Chambre a demandés?

R.- Certainement.

Q.- Êtes-vous rendus bien loin?

R.- Nous avons fait une partie; établir les ventes tout simplement.

Q.- Et les permis?

R.- Les permis, on n'a pas eu le temps.

Q.- Combien avez-vous d'employés surnuméraires à cet ouvrage-là?

R.- Nous en avons un.

Q.- Voulez-vous aller chercher l'ouvrage qu'il y a de fait et nous le montrer?

L'honorable M. Prévost soulève un point d'ordre que le fait que ces documents étant déjà demandés sur un ordre de la Chambre, le comité n'a pas le droit d'intervenir pour en prendre connaissance avant que la Chambre en ait pris connaissance.

M. le Président maintient l'objection.

Q.- M. Prévost, pouvez-vous nous dire combien il y a eu de transferts de permis d'exploitation et de permis d'exploration et de concessions minières depuis la réorganisation de votre département?

R.- Je ne peux pas dire ça de mémoire.

Q.- À peu près?

R.- C'est impossible.

Q.- Pouvez-vous nous dire - cela vous aidera peut-être à rafraîchir votre mémoire - quelles sont les personnes qui ont obtenu de ces permis ou de ces concessions et qui les ont transférés?

R.- Cela revient à peu près au même. Si je pouvais dire les noms de ceux à qui ils ont été transférés, je me rappellerais facilement ceux qui les ont transportés.

Q.- De sorte que vous vous déclarez absolument incapable de nous donner quoi que ce soit à titre de renseignement sur cette question-là?

R.- De mémoire, certainement.

Q.- Pouvez-vous mettre sept ou huit employés surnuméraires, un par chaque volume que vous venez de mentionner, pour chercher ces transferts-là?

R.- C'est possible.

Q.- Pouvez-vous voir à les engager, ces gens-là?

R.- Si on m'en charge, je le ferai bien.

L'honorable M. Prévost.- Je vous en ai chargé, hier.

Q.- Alors voudrez-vous les mettre aussitôt que possible à ce travail pour l'avoir demain, s'il y a moyen, demain après-midi?

R.- Sept ou huit personnes, je ne peux pas m'engager à ça. D'abord il faudrait que je trouve le personnel. Ensuite, c'est bien trop court encore pour pouvoir produire ça; c'est une copie d'à peu près deux mille permis de recherche.

Q.- Ce que je vous demande, c'est un état, un tableau nous donnant le nom des concessionnaires originaires de permis quels qu'ils soient, permis en concessions minières quels qu'ils soient, avec la date, le territoire, l'endroit et le prix du transfert; c'est un tableau, c'est facile?

R.- Il n'y a pas de prix de transfert.

Q.- Vous n'avez pas le prix de transfert enregistré dans vos livres?

R.- Nous ne chargeons rien pour le transfert.

Q.- Est-ce que le prix de vente du concessionnaire originaire au deuxième concessionnaire n'est pas enregistré dans vos livres?

R.- Il est enregistré, oui.

Q.- C'est ça qu'on veut avoir.

R.- Il n'y a pas de prix de chargé, il n'y a pas d'honoraire.

Q.- Je ne vous parle pas de vos honoraires, je vous parle du prix de vente payé par l'acheteur sur le transfert. Avez-vous ça?

R.- Certainement.

Q.- C'est ce que je vous demande. Ce n'est pas l'honoraire que je vous demande, je vous demande le prix de vente sur le transfert?

M. Delâge.- La considération du transfert.

Q.- Oui, Pierre concessionnaire d'un permis vend à Paul moyennant telle considération. Est-ce que cette considération est enregistrée dans votre livre?

R.- Jamais de la vie.

Q.- Est-ce que ça ne devrait pas l'être, croyez-vous?

R.- Rien ne nous y oblige. Le propriétaire d'une mine aujourd'hui fait un transfert et il nous en donne avis et on l'enregistre.

Q.- Il ne dit pas: pour la considération de...?

R.- Il n'y a pas besoin de ça. Il le vendra le prix qu'il voudra du moment que le gouvernement est payé du prix demandé.

M. Delâge.- Quel intérêt le gouvernement a-t-il de connaître la considération d'un transfert?

L'honorable M. LeBlanc.- Quel intérêt le gouvernement a-t-il de connaître ces choses-là?

L'honorable M. Prévost.- Il y a trois espèces de manières par lesquelles le département, dans lequel vous êtes commis, fait des contrats miniers avec le public.

R.- Oui.

L'honorable M. Prévost.- Voulez-vous nous donner ces trois espèces de manières?

R.- D'abord, il y a le permis d'exploration.

L'honorable M. Prévost.- Combien chargez-vous pour le permis d'exploration?

R.- Il y a différents prix.

L'honorable M. Prévost.- Sur quoi vous basez-vous pour charger ces différents prix?

R.- Sur la loi, la loi des mines.

L'honorable M. Prévost.- Pouvez-vous vendre, en vertu des instructions que vous avez reçues dans la branche, pouvez-vous vendre plus cher ou meilleur marché que l'indique la loi?

R.- Pas du tout.

L'honorable M. Prévost.- Toutes les ventes, tous les permis d'exploration que vous accordez, tous les permis d'exploitation que vous accordez, depuis que vous êtes à l'emploi du département des Mines, avez-vous émané un seul permis ou fait une seule vente en-dessous ou au-dessus du prix fixé par la loi?

R.- Jamais. Le prix payé a toujours été le prix demandé et le prix demandé était selon la loi.

L'honorable M. Prévost.- Maintenant, à

propos des "transferts", que comprenez-vous par ce mot "transfert"?

R.- Par le mot transfert, je comprends ceci: le détenteur d'un permis d'exploration ou d'exploitation peut transférer son permis à un tiers. Alors, il nous donne avis et nous en faisons l'enregistrement dans nos livres et à l'avenir, c'est au tiers.

L'honorable M. Prévost.- Quel intérêt, selon vous, pour la bonne administration du département, y aurait-il de constater le prix de ce transfert?

R.- Je n'en vois aucun.

L'honorable M. Prévost.- Vous ne pouvez vendre que suivant les prix fixés par la loi.

R.- Suivant les prix fixés par la loi.

L'honorable M. Weir.- Est-ce que la loi oblige l'acheteur de mentionner au département le prix qu'il paie pour une concession minière?

R.- Le prix qu'il paie est toujours payé au département et est fixé par les employés du département.

L'honorable M. Weir.- L'acheteur qui achète d'un concessionnaire, est-ce que la loi l'oblige de mentionner au département le prix qu'il paie?

R.- Pas du tout.

L'honorable M. Turgeon.- C'est une transaction privée?

R.- C'est une transaction privée. Ils sont obligés de donner avis au département mais pas du prix qu'ils paient.

L'honorable M. LeBlanc.- Depuis quand êtes-vous à l'emploi du département?

R.- Il y a eu un an au mois de septembre passé.

L'honorable M. LeBlanc.- Vous êtes cousin germain du ministre, n'est-ce pas?

R.- Oui.

Il est proposé par M. Turgeon, secondé par M. LeBlanc, que ce comité s'ajourne maintenant à demain, treize mars 1907, à dix heures a. m.

Cette motion est adoptée.

Le comité s'ajourne alors au 13 mars 1907, à dix heures a. m.

(Signé) F.-L. Desaulniers,
Greffier.

Québec, 12 mars 1907.

Assemblée législative
de la province de Québec
Comité des comptes publics

Mercredi, 13 mars 1907.

Présents: les honorables MM. Weir (Président), Turgeon, Gouin, Kaine, LeBlanc, Roy (Kamouraska), et MM. Bergevin, Benoît, Cardin, Décarie, Dion, Fiset, Gillies, Gosselin, Kelly, Langlois, Lemieux, Laferté, Perrault, Tellier, Tourigny et Walker.

M. E.-É. Taché, sous-ministre des Terres et Forêts, comparait de nouveau devant le comité et son interrogatoire est continué

comme suit:

Interrogé par l'honorable É. LeBlanc:

Q.- Avez-vous préparé, M. Taché, quelques-uns des états que je vous ai demandés?

R.- J'ai préparé l'état qui regarde les billets donnés par M. Breakey en paiement de ses achats de limites et je produis cet état comme exhibit no 4.

Q.- Avez-vous d'autres états?

R.- Non, il m'a été impossible de préparer les autres, il faut absolument plus de temps que cela pour préparer ces états; il nous faut, au moins, je crois, trois semaines.

Q.- Trois semaines?

R.- Il s'agit de transcrire d'abord trois gros volumes de cette épaisseur-ci (indiquant du geste à peu près trois pouces), examiner les procès-verbaux des ventes, et ensuite...

L'honorable M. LeBlanc.- Pardon, ce n'est pas ce que j'ai demandé, ce sont des tableaux donnant les détails suivants: le montant, la date, le signataire du billet, la balance du renouvellement et ainsi de suite.

R.- Il y a deux choses que vous demandez. Ça, c'est quant aux billets, c'est la transcription du livre de billets qui est épais comme ça (indiquant du geste trois pouces). À présent...

L'honorable M. LeBlanc.- Ce n'est pas la transcription du livre de billets, c'est l'analyse comportant trois choses.

R.- C'est justement les entrées dont se compose le livre des billets, justement les données que vous indiquez.

Q.- Pourriez-vous nous apporter ce livre de billets, ça simplifierait peut-être l'examen?

R.- Dans ce livre de billets, c'est une véritable étude que de trouver les véritables données.

Q.- Nous vous aiderons, monsieur, à en faire l'étude. Voulez-vous aller le chercher?

R.- Je pourrais facilement le faire, si vous vouliez seulement me donner le temps.

L'honorable M. LeBlanc.- Nous sommes ici pour vous aider.

R.- Quant à ça, je n'ai pas besoin de votre aide, c'est simplement le temps qu'il me faut.

Q.- Pouvez-vous nous l'apporter maintenant?

R.- Je vais aller le chercher.

M. Taché va chercher un livre de billets recevables, qu'il dépose devant le comité.

Q.- Ce n'est pas bien considérable, M. Taché?

R.- La copie elle-même, mais il faut l'annotation aussi, parce que si je fais une copie du livre tel qu'il est là, il y a certaines choses que vous ne comprendrez pas.

Q.- Vous m'avez dit que, pour les droits de coupe, la coutume avait été, dès le début, de donner des billets payables au 15 juin: cela est constant?

R.- Oui, et cela date d'avant la Confé-

dération, en vertu d'un statut consolidé, je pense, chapitre 23, section 5. Je produis une copie de la loi des terres comme exhibit 5.

Q.- Ceci se rapporte au paiement des droits de coupe tel que vous l'avez expliqué hier, mais pour les billets donnés en paiement des primes d'achat, ça ne remonte pas aussi loin?

R.- Il n'en est pas question dans la loi, ni dans ce temps-là ni à présent.

Q.- N'est-il pas vrai que pour les billets donnés en paiement de rentes foncières, cela n'est pas autorisé par la loi?

R.- Ceci que je produis, comme exhibit 6, est un ordre en conseil de mil huit cent soixante et quatre, qui indique comment on doit accepter ces billets pour le paiement des droits de coupe.

L'honorable M. LeBlanc- Ce n'est pas nécessaire de nous montrer la loi parce que ça ne regarde ni le paiement par billets des primes d'achat ni le paiement par billets des rentes foncières.

R.- Non, ça ne s'applique pas à cela. Vous m'avez parlé des droits de coupe...

L'honorable M. LeBlanc- Certainement, M. Taché, et ceci donne l'autorisation que vous avez eue de recevoir des billets en paiement des droits de coupe.

R.- Oui.

Q.- Mais il n'y a aucune autorisation quelconque pour recevoir des paiements par billets pour les primes d'achat des rentes foncières, si ce n'est la coutume?

R.- Oui.

Q.- Qui a pris origine à l'époque où cela a commencé et qui a été suivi depuis, plus ou moins?

R.- Oui.

Q.- C'est cela, n'est-ce pas?

R.- C'est-à-dire qu'il a été payé des rentes foncières par billets à une époque assez reculée; par exemple, j'en ai un ici qui date de mil huit cent quatre-vingt-trois, un billet payé par M. G. A. Gouin, d'Ottawa, pour prime et rente foncière.

Q.- Pour prime d'achat et rente foncière?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Pour quel montant?

R.- Pour le montant de dix mille cent soixante et huit piastres et quatre-vingt-trois centins (\$10,168.83). Le témoin produit l'exhibit No 7.

Q.- C'est à dire que ce M. Campbell était à l'époque du dix-neuf décembre mil huit cent soixante-quatre, commissaire des Terres de la couronne, si je comprends bien?

R.- Certainement.

Q.- Et comme tel il a donné au chef du département les instructions contenues dans une lettre portant la date que je viens de citer?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Et qui est signée par lui?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Il est dit dans cette lettre que chaque fois qu'on prendra un billet en paiement du droit de coupe ou du droit de glissoires, tel que cela existait alors, et qu'il aura été exporté une certaine quantité de bois coupé, sujet aux droits de coupe, l'officier en charge du contrôle de ce bois devra voir à ce que le marchand de bois intéressé garde assez de bois pour garantir le billet donné en paiement?

R.- Oui, ça c'est un règlement antérieur à la Confédération. Maintenant, voici le règlement depuis la Confédération, en mil huit cent soixante et huit, je le produis comme exhibit 8.

Q.- À propos du règlement d'avant la Confédération, cette dernière instruction a-t-elle été suivie, à savoir: a-t-on toujours vu à ce qu'une quantité de bois suffisante reste pour garantir le paiement du billet?

R.- Je n'étais pas là dès mil huit cent soixante et quatre, je ne sais pas comment on a agi, mais voici comment on agit maintenant.

Q.- Ceci est un ordre en conseil établissant, pour l'année mil huit cent soixante et huit seulement, la pratique que l'on suivra en rapport avec le paiement du droit de coupe?

R.- Oui, par d'autres ordres en conseil subséquents, cela a été admis et s'est continué jusqu'à ce jour.

Q.- C'est-à-dire que soit par d'autres ordres en conseil subséquents ou par la coutume basée sur ce qui s'est fait précédemment, on a suivi dans le département la pratique de, généralement, recevoir le paiement des droits de coupe en billets des marchands de bois ou des compagnies marchandes de bois?

R.- Conformément au statut, payables au quinze juin.

Q.- Et pour le bois qui n'était pas encore descendu, payables en novembre suivant?

R.- Maintenant, c'est toujours au quinze juin, aussi, à la même date, et sans intérêt.

Q.- Vous venez de parler d'un certain montant qui aurait été payé en mil huit cent quatre-vingt-trois par un monsieur Gouin pour rente foncière?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Avez-vous le montant?

R.- Oui, monsieur. Dix mille cent soixante et huit piastres et quatre-vingt trois centins (\$10,168.83) pour prime et arrérage de rente foncière.

Q.- Prime d'achat?

R.- Prime d'achat et arrérage de rente foncière; oui, monsieur.

Q.- Avez-vous d'autres exemples depuis celui-là? Ça c'était le premier exemple depuis mil huit cent quatre-vingt-trois. Avez-vous d'autres exemples comme celui-là?

R.- Bien, il y a eu des règlements ensuite à différentes époques. Il y a eu un

billet donné par M. Bell Forsyth en mil huit cent quatre-vingt-dix, je crois, pour arrérage de prime et rente foncière aussi. Cela datait de mil huit cent soixante et douze. Il s'agissait d'achat de limites fait en mil huit cent soixante et douze et impayé à cette époque. C'était une vente de gré à gré.

Q.- C'était un achat de limites forestières?

R.- Oui.

Q.- Fait en mil huit cent soixante et douze?

R.- Oui.

Q.- Par un M. Bell Forsyth?

R.- Oui.

Q.- Et c'était resté impayé depuis?

R.- Jusqu'à mil huit cent quatre-vingt-dix.

Q.- En mil huit cent quatre-vingt-dix, on a reçu un billet en paiement de la prime d'achat?

R.- De la prime d'achat et de la rente foncière.

Q.- Ce billet de M. Forsyth a-t-il été payé?

R.- Oui, monsieur. Il a été payé par un autre règlement, mais il a été payé en argent. Il a été payé après mil huit cent quatre-vingt-dix; il a été payé en mil huit cent quatre-vingt-douze ou en mil huit cent quatre-vingt-treize, je crois (1).

Q.- Maintenant, M. Taché, y a-t-il d'autres cas?

R.- Nous sommes justement occupés à en chercher. Peut-être que nous en trouverons encore.

Q.- Avant mil huit cent quatre-vingt-dix, y a-t-il d'autres cas que celui de mil huit cent quatre-vingt-trois que vous venez de citer?

R.- Dans le moment, je ne peux pas vous en citer, je suis à en chercher dans le moment; lorsque j'en trouverai, je vous en donnerai.

Q.- De fait, savez-vous si la chose est assez rare pour vous justifier de dire que ça n'a jamais été un système suivi?

R.- Ah non, ça n'a jamais été un système suivi. Ce n'était que de rares exceptions.

Q.- Ce n'était que de rares exceptions que l'on ait accepté le paiement des rentes foncières en billets?

R.- Oui, monsieur, mais c'était dans le temps où les ventes se faisaient à l'enchère; il était entendu que le prix devait être payé de suite. La conséquence était que la moitié de ceux qui enchérissaient ne payaient rien. Nous étions obligés d'attendre dix, douze, treize, quatorze ans avant d'être payés, jusqu'à ce qu'enfin le ministre ait dit: Nous allons notifier ces messieurs pour une dernière fois d'avoir à payer; sinon, nous allons les forfaire de leurs droits, et c'est ce qui a été fait dans plusieurs circonstances.

Q.- Nous parlons des rentes foncières?

R.- Des rentes foncières et des primes.

L'honorable M. Gouin.- Ils ne payaient pas du tout ni en billets ni en argent?

R.- Ni en billets ni en argent.

Q.- Y a-t-il plusieurs cas?

R.- Je n'ai pas la liste. Si vous voulez, je vais aller la chercher, il y en a eu quatorze d'un coup.

L'honorable M. Gouin.- Allez donc la chercher.

R.- Je vais aller la chercher.

M. Taché dépose devant le comité l'exhibit 9.

M. Taché.- Voici une liste qui comprend vingt-trois limites qui ont été forfeites par le fait du non-paiement du bonus.

Q.- M. Taché, dans la liste que vous venez de produire comme exhibit 9, il n'y a personne qui paraisse avoir payé par billets?

R.- Ils n'ont pas payé par billets, c'est justement là...

Q.- Ils ont acheté purement et simplement sans rien donner. Ils se sont portés enchérisseurs et acquéreurs apparents à l'encan et n'ont jamais rien payé ni en argent ni en billets?

R.- Non.

Q.- Et, en mil huit cent quatre-vingt-quatorze, après avoir reçu un avis public ou un avis quelconque, les limites achetées de cette manière-là ont été annulées par M. Flynn?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Maintenant, à part du cas de M. Gouin, en mil huit cent quatre-vingt-trois, qui a payé par billet cette prime d'achat et les arrérages de rente foncière, avez-vous d'autres cas que celui-là de paiement de rente foncière par billets?

R.- Oui, je crois qu'il y a le cas de Mme Hall, Mme J. B. Hall, je crois. Cela a été réglé après, mais la rente foncière a été comprise avec les droits de coupe. Mme Hall, G. B. H. Hall & Cie.

Q.- Vers quelle date?

R.- Le dix décembre mil huit cent quatre-vingt-six.

Q.- Combien de temps le billet a-t-il été non payé?

R.- Depuis mil huit cent quatre-vingt-six à aller jusqu'à mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Q.- De mil huit cent quatre-vingt-six à mil huit cent quatre-vingt-neuf?

R.- Oui.

Q.- Y a-t-il d'autres cas que celui de G. B. Hall & Cie?

R.- Il y a celui de M. Lamontagne.

Q.- De Sainte-Anne-des-Monts?

R.- Oui, le cas de M. Lamontagne qui a été réglé aussi, ça comprenait des droits de coupe et ça comprenait des rentes foncières, limites des Escoumains.

L'honorable M. Gouin.- C'est le cas de Vermette, ça?

R.- Oui.

L'honorable M. Weir.- En quelle année?

R.- En mil huit cent quatre-vingt-trois.
L'honorable M. LeBlanc- Payé en quelle année?

R.- Mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

L'honorable M. Gouin.- Dans quel mois?

R.- Dans le mois de mai, mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

L'honorable M. Weir.- Est-ce que le plein prix a été payé?

R.- Le plein prix; ah! non, le plein prix n'a pas été payé.

L'honorable M. LeBlanc- Ç'a été réglé?

R.- Ç'a été réglé.

Q.- Y a-t-il d'autres cas?

R.- Je n'en vois pas dans le moment. Je vais en chercher encore; si vous me donnez le temps, peut-être que j'en trouverai.

Q.- Pas nombreux?

R.- Pas nombreux.

Q.- S'ils l'étaient, vous vous en rappelleriez?

R.- Oui, ce n'est pas nombreux.

Q.- Maintenant, pour les primes d'achat, à quelle date le système a-t-il commencé à être pratiqué?

R.- Le système a commencé à être pratiqué en mil neuf cent, je crois, parce que l'honorable M. Marchand préférait qu'on vint escompter des billets que l'on donnerait, dans le cas où on ne paierait pas comptant. Il préférait qu'on vint escompter ces billets-là, afin de s'en débarrasser et d'obtenir de l'argent de suite. C'est pour cela que plusieurs de ces billets ont été renouvelés à plusieurs reprises, mais le département n'en a pas souffert, ces billets-là étaient à la banque et le département n'a pas perdu un sou.

Q.- Maintenant, monsieur, est-ce qu'il y a eu un ordre en conseil à propos de ça ou simplement une entente provenant du ministre?

R.- Provenant du ministre et du premier ministre. Il n'y a pas eu d'ordre en conseil écrit, mais probablement que ç'a été entendu dans le cabinet.

Q.- Ce sont les ordres que vous avez reçus?

R.- Ce sont les ordres que j'ai reçus.

Q.- De recevoir en paiement des primes d'achat des billets?

R.- Oui.

Q.- Lorsque l'on ne pouvait pas payer comptant?

R.- Oui.

Q.- Depuis dix-neuf cent, pouvez-vous nous donner une liste des billets donnés en paiement de primes d'achat?

R.- Certainement.

Q.- L'avez-vous avec vous?

R.- Je ne l'ai pas là.

Q.- Ce n'est pas bien long?

R.- Est-ce que M. Machin ne vous l'a pas donnée? Elle a été préparée par M. Machin, hier.

Q.- Je vous ai dit hier, et vous me permettez de vous le répéter aujourd'hui,

qu'on n'a pas fait de distinction entre les billets donnés pour la rente foncière, pour la prime d'achat et pour les droits de coupe; et j'aimerais à avoir cette distinction-là?

R.- C'est très bien.

Q.- Alors, depuis mil neuf cent, j'aimerais à avoir une liste des billets donnés en paiement des primes d'achat.

R.- Oui.

Q.- Donnant le montant, la date, le signataire du billet, les renouvellements, les acomptes et suivant le billet jusqu'à parfait paiement.

R.- Donnant l'historique complet du billet?

Q.- C'est-à-dire donnant les renseignements que je viens de vous demander.

R.- Oui.

Q.- Pourriez-vous nous faire la même chose pour les rentes foncières?

R.- Pour les rentes foncières c'est plus difficile, parce qu'il va falloir chercher dans la correspondance. C'est une affaire spéciale. Mais cependant, oui, on en viendra à bout.

Q.- Maintenant, pouvez-vous nous dire quand est-ce que le système suivi aujourd'hui d'accepter des billets en paiement de la rente foncière a commencé à être pratiqué pour tout de bon?

R.- Ce n'est pas un système à l'heure qu'il est. Quant à la rente foncière, c'est une exception.

Q.- C'est une exception?

R.- Oui.

Q.- Quand a-t-on commencé à faire ces exceptions de la rente foncière?

R.- J'ai dit en mil huit cent quatre-vingt-trois.

Q.- Il y a le cas de M. Gouin?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Maintenant, en mil huit cent quatre-vingt-six il y a le cas de Mme Hall?

R.- Oui, G. B. Hall & Cie. Ensuite, il y a le cas de M. Lamontagne.

Q.- De Sainte-Anne-des-Monts pour les limites des Escoumains?

R.- Oui, dont l'affaire remonte à mil huit cent quatre-vingt-trois et a été réglée en mil huit cent quatre-vingt-dix-sept. Il y en a un autre encore. Il y a M. Fraser & Cie.

Q.- De Québec?

R.- Oui.

L'honorable M. Weir.- Cette affaire de Lamontagne a été réglée avant les élections de mil huit cent quatre-vingt-dix-sept?

R.- Oui, monsieur, je crois.

L'honorable M. Prévost.- Ç'a été réglé par le ministre des Terres alors à Montréal?

R.- Oui, je crois que c'est M. Nantel qui a réglé ça.

L'honorable M. Prévost.- À Montréal?

R.- Je crois que oui.

L'honorable M. Prévost.- Vous rappelez-vous si c'est au commencement de mai, avant le 11 mai de cette année-là, mil huit

cent quatre-vingt-dix-sept?

R.- Je crois que oui.

L'honorable M. Prévost.- Vous rappelez-vous que depuis longtemps le département était en correspondance avec l'acheteur et que le prix de vente a été bien inférieur à celui originairement demandé?

R.- Je sais qu'il y a eu une correspondance à n'en plus finir avec ceux qui étaient propriétaires de la limite des Escoumains et je sais qu'il y a eu une diminution notable, mais je ne peux pas donner le chiffre, mais c'est facile à constater.

L'honorable M. LeBlanc.- N'est-il pas vrai que cela était dû surtout au fait que les bois de fuseaux qui autrefois se vendaient à des prix tout à fait rémunérateurs sont tombés tout à coup?

R.- Cela peut bien être, mais c'est surtout des billots qu'on fait aux Escoumains, des billots de sciage, du bois d'épinette et le bois de fuseaux, ce n'est qu'un accident.

Q.- Pardon, M. Taché, nous sommes en mil huit cent quatre-vingt trois, on ne faisait pas beaucoup de bois d'épinette pour le bois de pulpe dans ce temps-là?

R.- Non, pas pour le bois de pulpe mais pour le bois de sciage.

Q.- N'est-il pas vrai que la correspondance fait voir (je vous demande cela, si vous êtes en état d'y répondre, c'est parce que je tiens le renseignement de M. Lamontagne lui-même) cela est dû au fait que M. Lamontagne est venu en mauvaise affaire et dans l'incapacité de rencontrer ses paiements par le fait que le bois de fuseaux, c'est-à-dire le bouleau, qui était en grande demande en Angleterre et rapportait, par conséquent, des prix très rémunérateurs est tombé tout à coup, et que M. Lamontagne qui était organisé pour faire ces bois de fuseaux s'est trouvé tout à coup à avoir toute une grosse organisation sur les bras qui ne lui rapportait rien?

R.- Je ne peux pas dire si c'est cela, mais je sais que M. Lamontagne a toujours été embarrassé dans ses affaires parce qu'il ne pouvait réaliser, en temps, les montants sur lesquels il comptait.

Q.- Dans tous les cas, son cas est une exception?

R.- Il y a plusieurs cas de ce genre-là.

Q.- Avec le cas de M. Gouin dont vous avez parlé tout à l'heure?

R.- Oui, et celui de M. Fraser.

Q.- Parlons du cas de M. Fraser. Quand est-ce que son cas a commencé et quand s'est-il terminé?

R.- M. Fraser, ça commencé le quinze janvier, mil huit cent quatre-vingt.

Q.- Quand ça a-t-il été réglé?

R.- Ça été réglé en mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

Q.- Ça n'était pas à la veille des élections?

R.- Non.

Q.- Ça été réglé par M. Flynn?

R.- Oui, par M. Flynn.

Q.- Y a-t-il un autre cas que celui de M. Fraser que vous auriez présent à la mémoire?

R.- Non, il n'y en a pas d'autre.

Q.- Maintenant, aurez-vous la bonté de nous donner un état des billets donnés en paiement de la rente foncière depuis le premier juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept?

R.- Oui.

Q.- Vous m'avez donné tout ce qu'il y avait avant; j'aimerais à avoir tout ce qu'il y a après?

R.- Tout ce que j'ai pu trouver.

L'honorable M. Turgeon.- Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux faire un seul état depuis le commencement jusqu'à la fin? Je veux dire faire des états séparés pour chacun de ces chefs, les faire séparés, mais complets, depuis le commencement jusqu'à présent.

L'honorable M. LeBlanc.- Je n'ai pas d'objection. Pour les rentes foncières, nous avons ce qu'il y a jusqu'à mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, au mois de juin. Pour les primes d'achat, ça commence en mil neuf cent. Maintenant, pour les droits de coupe, il faudrait avoir un état qui remonte à l'origine.

R.- La liste des billets donnés pour prime d'achat, c'est à dater de mil neuf cent, vous dites?

Q.- À partir de mil neuf cent; et la liste des billets donnés en paiement de la rente foncière, c'est à dater du premier juin mil huit cent quatre-vingt-dix-sept?

R.- Il n'y a rien qu'un cas: c'est celui de M. H. M. Price. Je n'en connais pas d'autre.

Q.- Savez-vous à quelle date, à peu près?

R.- Je ne peux pas dire à quelle date, il y a eu deux billets là-dedans.

Q.- Est-ce payé à l'heure qu'il est?

R.- Je ne crois pas, je crois qu'il doit encore un billet.

Q.- Pour rente foncière?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Maintenant, monsieur, vous avez parlé du cas de M. F.-X. Dupuis, député?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Qui se serait porté enchérisseur en mil neuf cent quatre?

R.- Oui.

Q.- Y a-t-il plusieurs cas où M. Dupuis s'est porté acquéreur ou enchérisseur de certaines limites à bois?

R.- Je n'en connais pas d'autre que celui-là. Vous verrez probablement son nom, une seconde fois, mais c'est comme renouvellement.

Q.- C'est la même chose?

R.- Oui.

Q.- C'est la limite à bois qu'il a achetée le trente juin mil neuf cent quatre?

R.- Oui, monsieur, sur le Saint-Maurice.

Q.- Qui lui a été adjugée?

R.- Qui lui a été adjugée et pour laquelle il a donné un billet qui a été renouvelé et qui a été payé le deux février, mil neuf cent cinq, par la "Union Bag & Paper Company", au montant de vingt-six mille cent trois piastres et soixante et neuf centins (\$26,103.69).

L'honorable M. Weir.- Qui est-ce qui était le ministre, dans le temps?

R.- Dans le temps c'était M. Parent.

Q.- Avez-vous préparé une liste des compagnies américaines, comme je vous l'ai demandé?

R.- Je n'ai pas eu le temps même d'y songer, on a pensé qu'au plus important.

L'honorable M. Gouin.- Vous la mettrez, n'est-ce pas?

R.- Oui, monsieur.

L'honorable M. Turgeon.- Tout sera produit.

L'honorable M. LeBlanc.- Je comprends qu'il y a la question de garder pour les gens de la province de Québec ou ceux qui feront affaires dans la province de Québec les produits de nos forêts, vous comprenez immédiatement l'importance de la question?

L'honorable M. Weir.- Est-ce que cela tend à hausser les prix d'avoir les compagnies américaines qui viennent ici enchérir sur nos limites?

R.- Ils n'aiment pas beaucoup à venir eux-mêmes. Ils aiment mieux se faire représenter par des Canadiens pour savoir au juste quelle est la valeur des limites.

L'honorable M. LeBlanc.- C'est-à-dire pour ne pas payer trop cher?

R.- Peut-être, je ne puis le dire, mais cependant, lorsque cela passe par deux mains, je crois que le prix revient à plus cher que si l'on eut acheté directement.

Q.- Pour ce qui en est de la mise à prix, lors de la vente à l'enchère des limites à bois et la nécessité où se trouve quelquefois le ministre de diminuer cette mise à prix, vous nous avez dit hier que cela dépendait des circonstances et que c'était basé sur des rapports d'inspection quant à la valeur des limites à bois et sur des représentations faites au ministre?

R.- Oui.

Q.- Pouvez-vous nous donner la nature des représentations qui auraient été faites au ministre, dans les deux dernières ventes de limites à bois, pour l'avoir amené à baisser la mise à prix dans cette vente à l'enchère?

R.- Ces représentations ont dû être faites au ministre lui-même.

Q.- Vous n'en connaissez pas la nature?

R.- Je n'en connais pas la nature, non. Excepté que cette mise à prix est faite par le ministre lui-même. Il prend les rapports qu'on lui donne et s'il croit que la mise à prix dans un cas doit être à tel chiffre, il peut aussi bien dans le cours de la séance s'apercevoir qu'il est dans l'erreur et la bais-

ser.

Q.- Maintenant, monsieur, est-il à votre connaissance que, dans un grand nombre de cas, l'acquisition de limites à bois par un enchérisseur quelconque devenu propriétaire, par le fait même, de la limite, a été transportée à un tiers acquéreur?

R.- Oui, dans bien des cas.

Q.- Dans bien des cas?

R.- Oui.

Q.- Avez-vous quelque chose dans le département qui puisse nous indiquer la considération de la vente du premier acquéreur au deuxième acquéreur?

R.- C'est-à-dire le profit que peut faire le premier enchérisseur sur celui qui a obtenu la licence en dernier lieu, c'est ça que vous voulez dire, n'est-ce pas?

L'honorable M. LeBlanc.- Oui.

R.- Nous n'avons rien de ça.

Q.- Ne croyez-vous pas que ce serait de nature à aider le ministre à établir sa mise à prix en lui faisant mieux connaître la valeur, marchandise réelle, des limites situées dans la même position?

R.- Je ne crois pas que cela fasse de différence en ce qui regarde les ventes faites par le département. Comme je vous l'ai déjà dit, ce qui est vendu par un particulier à un autre particulier a toujours une plus grande valeur que ce qui est vendu par le gouvernement à un particulier et cela pour toute espèce de transactions, soit des lots, soit des droits de pêche, soit la coupe du bois, c'est la même chose.

Q.- Avez-vous des renseignements relativement à cet achat de limites considérables par M. Breakey en mil neuf cent cinq?

R.- Près de La Tuque, oui monsieur. Il y a une exploration faite par M. Bureau.

Q.- C'est dans le rapport des terres de la couronne?

R.- Oui.

Q.- L'étendue des limites et le montant payé?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Maintenant, avez-vous eu connaissance du fait que cette limite a été revenue?

R.- Oui, certainement.

Q.- Savez-vous pour quel prix?

R.- Non, je ne sais pas même à qui. La transaction n'est pas complète même, parce qu'il leur faudra nous payer le bonus. Le bonus n'a pas été payé.

Q.- Voulez-vous dire la prime d'achat?

R.- Il y a la prime de transfert, il y a une prime pour les transferts, du moment que la limite est vendue à quelqu'un. C'est ce qu'on appelle le bonus. Ce transfert est sujet à un honoraire de quatre piastres par mille; c'est ce que nous appelons le bonus, le bonus de transfert.

Q.- À part la prime d'achat?

R.- À part la prime d'achat.

Q.- La prime d'achat a-t-elle été payée

là-dessus?

R.- Oui, oui.

Q.- Par billets?

R.- Oui.

Q.- Ces billets-là sont-ils encore dus?

R.- Non, ils sont tous payés. Je les ai donnés dans la liste produite en premier lieu.

Q.- Si la transaction a été terminée, vous ne le savez pas?

R.- Nous devrions le savoir aussitôt qu'elle sera terminée parce que ces messieurs ne peuvent pas transférer une limite sans que ce transfert soit reconnu au département.

L'honorable M. Turgeon.- C'est-à-dire que le bonus du transfert est un honoraire d'enregistrement exigé par le département des Terres?

R.- Oui, monsieur.

L'honorable M. LeBlanc.- Savez-vous qui est-ce que c'est qui a acheté?

R.- Non, je ne sais pas.

Q.- Pas même officieusement?

R.- Officieusement, on m'a dit que la "Burgess Sulphide Company" était en pourparlers à ce sujet-là.

Q.- La "Burgess Sulphide Company" de Berlin Falls, Vt.?

R.- Oui, monsieur. On m'a dit ça.

Q.- Vous ne le savez pas officiellement?

R.- Non, ni même d'une manière positive. Je l'ai su... comme au vol.

Q.- À part de M. Dupuis, y a-t-il d'autres députés de cette Chambre qui se sont portés acquéreurs?

R.- Oui, je ne me rappelle pas bien, mais à cette dernière vente-là, M. Gillies est un de ceux qui ont acheté des limites.

Q.- M. Gillies est un marchand de bois qui a succédé à son père?

R.- Oui.

Q.- Y en a-t-il d'autres?

R.- Il y a un monsieur Petit, aussi.

Q.- M. Petit est un autre marchand de bois?

R.- Il y a M. Kaine, je crois, aussi.

Q.- M. Kaine est un marchand de bois? L'honorable M. Kaine.- Oui, je regrette d'avoir à le dire.

L'honorable M. LeBlanc.- À part de M. Kaine?

R.- Je ne me rappelle pas d'autres.

Q.- M. Kaine, M. Gillies et M. Petit sont des marchands de bois réguliers?

R.- Oui, oui.

Q.- M. Dupuis est un marchand de bois irrégulier, un avocat pratiquant?

L'honorable M. Gouin.- J'objecte à la question.

M. le Président décide que la question peut être posée.

Q.- M. Dupuis est un marchand de bois irrégulier, un avocat pratiquant?

R.- M. Dupuis semblait agir pour un autre dans cette affaire-là. Il était tout simplement... J'ai le mot anglais, il agissait

"in trust".

Q.- Est-ce qu'il a déclaré, avant de se porter acquéreur, qu'il se portait acquéreur pour un autre?

R.- Je crois que oui, mais pas à moi, par exemple.

Q.- Avez-vous quelque chose dans le procès-verbal de cette vente-là?

R.- Non, non, rien.

Q.- Qui vous permette de le constater?

R.- Non.

Q.- Mais ça a été la rumeur, dans le temps?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Les droits de coupe pour les opérations de l'an dernier, l'année fiscale terminée le trente juin mil neuf cent six, ont-ils été payés?

R.- Tous payés.

Q.- Par billets?

R.- En argent et une partie aussi par billets pour le bois resté en rivière. Le restant a été payé en argent.

Q.- Et en billets à être rencontrés à échéance?

R.- Si vous parlez de l'année finissant le trente juin mil neuf cent six, ça a été rencontré à échéance. C'est payé.

Q.- Tous les billets sont payés?

R.- Tout est réglé.

Q.- Pourriez-vous nous donner un état des droits de coupe payés, l'an dernier?

R.- Oui.

Q.- Et il y a deux ans?

R.- Oui.

Q.- Disons dans les trois dernières années, pour pouvoir suivre la valeur des transactions et des opérations dans les derniers temps, pour juger un peu de l'avenir quant au revenu de la province.

R.- Vous pouvez comparer cela, il y a un état comparatif, dans le rapport du ministre, qui l'indique.

Q.- Maintenant y a-t-il des billets donnés en paiement, soit des droits de coupe ou de primes d'achats ou de rentes foncières qui, à l'heure qu'il est, ne sont pas encore payés?

R.- De quelle année parlez-vous?

L'honorable M. LeBlanc.- Cette année.

R.- L'année mil neuf cent six, pour l'année qui est en cours, il n'y a rien encore, le moment de payer n'est pas encore arrivé.

Q.- Disons pour les opérations jusqu'au trente de juin, mil neuf cent six.

R.- En ce qui regarde les droits de coupe, comme je l'ai déjà dit, tout est payé. Il n'y aurait que pour certaines primes sur lesquelles il reste une balance due encore par billets. Je crois qu'il y a quatre de ces billets. Un de la "Sherbrooke Lumber Company", un de la "Chicoutimi Lumber Company" et un autre de M. H. M. Price et un quatrième dont je ne me rappelle pas.

Q.- Vous avez déjà été entendu il y a quelques années, devant le comité des comp-

tes publics, en rapport avec le système suivi quant au contrôle des droits de coupe à être payés, pour ce qui s'est fait à Trois-Rivières?

R.- Oui.

Q.- En rapport avec le contrôle des droits de coupe par les employés du département ou autrement, c'est le même système depuis ce temps-là, n'est-ce pas? Rien n'a été changé?

R.- Non, rien n'a été changé, excepté que la surveillance est encore plus active et qu'il y a de plus un garde forestier qu'il n'y avait pas dans le temps, je veux dire qu'il y a un surintendant des gardes forestiers qu'il n'y avait pas dans le temps. Il y a plus de gardes forestiers et il y a de plus un surintendant des gardes forestiers.

Q.- L'étendue du territoire sous licence de coupe de bois est beaucoup plus considérable aussi maintenant?

R.- Ah! oui. Dans cet état comparatif auquel j'ai fait allusion il y a un instant, vous verrez aussi l'augmentation, année par année, dans la superficie sous licence.

L'honorable M. Turgeon.- Au sujet du Saint-Maurice, vous avez dit tout à l'heure que la surveillance était plus active pendant ces dernières années?

R.- Oui.

Q.- Le ministre actuel a-t-il pris des mesures spéciales à ce sujet?

R.- Oui, il a envoyé trois gardes forestiers spéciaux pour faire un examen de toutes les opérations, non seulement les opérations par mesurages partiels, mais même un examen complet de toutes les opérations dans le Saint-Maurice.

Q.- Quels sont leurs noms?

R.- Il y a M. Turgeon.

R.- L'agent des bois et des terres de Bellechasse.

Q.- M. Sweezy aussi?

R.- M. Sweezy, un garde forestier très bien connu et qui a été employé par les marchands de bois depuis très longtemps, et un troisième dont je ne me rappelle pas le nom; M. Hamilton.

Q.- Tous des hommes d'expérience?

R.- Tous des hommes d'expérience.

Q.- Et qui ont été chargés de faire un relevé complet de toutes les opérations forestières dans la région du Saint-Maurice?

R.- Oui, et non seulement quant à la quantité, mais aussi quant à la qualité et aux dimensions, parce que les règlements exigent qu'on ne coupe pas certains bois en-dessous de certaines dimensions et ces messieurs avaient mission de voir à ce qu'on ne vint pas outrepasser les limites fixées par le règlement à ce sujet-là.

Interrogé par l'honorable M. Gouin:

Q.- Vous avez été nommé en quelle année au département des Terres?

R.- Comme député ou assistant, vous voulez dire?

L'honorable M. Gouin.- Comme chef du département des Terres.

R.- En septembre mil huit cent soixante et neuf.

Q.- Qui était alors premier ministre?

R.- M. Chauveau.

Q.- Qui était ministre des Terres?

R.- M. Beaubien.

Q.- Et vous êtes resté au département jusqu'à aujourd'hui?

R.- Oui.

Q.- Sans interruption?

R.- Sans interruption.

Q.- Voulez-vous nous dire les noms des ministres sous lesquels vous avez agi, depuis ce temps-là?

R.- D'abord, M. Beaubien.

Q.- Par l'honorable M. LeBlanc - Quel M. Beaubien?

R.- Qui était représentant du comté de Montmagny.

Q.- Par l'honorable M. LeBlanc - Pas M. Louis Beaubien, de Montréal?

R.- Non, pas celui de Montréal, le docteur Beaubien, de Montmagny.

Q.- Ensuite?

R.- M. le docteur Fortin, le commandant Fortin, l'honorable M. Mailhot, M. Garneau, feu l'honorable Pierre Garneau, l'honorable François Langelier, l'honorable M. Marchand, feu l'honorable F. G. Marchand, ancien premier ministre de la province. L'honorable M. Flynn. Ensuite l'honorable M. Lynch. Ensuite l'honorable M. Garneau, sous le ministère Mercier, par intérim, M. Ross, l'honorable M. David Ross, député de Québec-Centre, et par intérim aussi, M. Turcotte, de Trois-Rivières. Ensuite l'honorable M. Duhamel, et ensuite l'honorable M. Flynn, de nouveau, ensuite l'honorable M. Nantel, et ensuite l'honorable M. Parent et ensuite l'honorable M. Turgeon.

Q.- Voulez-vous dire quand cette question de mise à prix dont vous avez parlé a été établie dans votre département pour la vente des limites à bois?

R.- Elle a été établie dès le commencement, quand on a commencé à vendre à l'enchère.

Q.- Quand a-t-on commencé à vendre à l'enchère?

R.- En mil huit cent soixante et treize.

Q.- Est-ce que vous donniez la mise à prix avant l'enchère?

R.- Au commencement. Dans le commencement, on mettait la mise à prix publique.

Q.- Depuis quand l'avez-vous gardée secrète?

R.- C'est depuis mil huit cent quatre-vingt-dix-sept.

Q.- C'est M. Parent qui a changé ça?

R.- C'est M. Parent qui a changé ça.

Q.- Avant M. Parent, lorsque vous aviez une mise à prix même publique, vous est-il arrivé de vendre au-dessous de la mise à

prix?

R.- Quand elle était fixée publiquement? Je pense que oui.

L'honorable M. LeBlanc.- En êtes-vous sûr?

R.- Il me semble que oui parce que cette mise à prix était toujours un peu arbitraire.

Q.- Voulez-vous faire un état de ça?

R.- Oui, quand le relevé de M. LeBlanc sera fait, je crois qu'il pourra constater ce fait.

Q.- Avant mil huit cent soixante et treize, sous M. Beaubien et M. Fortin, comment vendiez-vous les limites à bois?

R.- Elles étaient généralement vendues de gré à gré.

Q.- Dans le cabinet du ministre?

R.- Oui.

Q.- Sans aucune annonce?

R.- Sans aucune annonce.

Q.- Ça ne se vendait pas cher?

R.- Non, ça ne se vendait pas cher, pour le sûr.

Q.- Combien ça se vendait-il à peu près?

R.- Dans Gaspé, disons, où il a été vendu dernièrement des limites de deux cent cinquante piastres, il y en a qui se sont vendues cinquante centins (\$0.50) du mille.

Q.- À qui?

R.- À M. Lowndes. Ce n'était pas plus que quatre piastres.

Q.- Est-ce qu'il n'y a pas eu des limites qui ont été données pour rien sous ce régime-là?

R.- Certainement pas sous ce régime-là.

Q.- Depuis que vous êtes au département?

R.- Depuis que je suis au département? Je crois que dans l'agence de Gaspé, pour quelques-unes de ces limites-là, il n'a pas été payé de bonus; je crois qu'il n'y a pas eu de primes; mais cela devait être avant mon temps, en mil huit cent soixante et huit.

Q.- On demandait aux marchands de bois de vouloir bien accepter les limites gratuitement?

R.- Oui, parce que personne n'en voulait.

Q.- Maintenant, en parlant de Gaspé, vous rappelez-vous des limites Robitaille, combien ç'a été vendu, ça?

R.- Ç'a été vendu huit piastres du mille.

Q.- En quelle année?

R.- En mil huit cent soixante-douze.

Q.- Qui était premier ministre dans ce temps-là?

R.- Dans ce temps-là, c'était l'honorable M. Chauveau.

Q.- Qui était le ministre des Terres?

R.- M. Beaubien.

Q.- Quand ça se vendait cinquante cents ou huit piastres, il ne devait pas être question de billets, naturellement?

R.- Non.

Q.- Vous nous avez donné une liste des ventes où les acquéreurs n'avaient donné ni billets ni argent?

R.- Oui.

Q.- Est-ce qu'il y a eu d'autres ventes qui ont été faites, où il n'y a eu ni argent ni billet de donné?

R.- Certainement qu'il y en a eu. On a reconnu de ces transactions-là et on a permis de racheter les droits en payant les arrérages.

Q.- Connaissez-vous les limites de la rivière Madeleine, dont les messieurs Ross sont devenus les possesseurs?

R.- Oui.

Q.- Combien ont-ils payé pour ça?

R.- Ils ont payé quatre piastres, je crois.

Q.- En quelle année?

R.- En mil huit cent soixante et douze ou en mil huit cent soixante et onze, je crois.

Q.- Quel était le nom de ce M. Ross?

R.- C'était M. Vachon à qui on a fait la vente, mais M. Vachon n'était que le représentant de M. Ross, M.- Frank Ross.

Q.- Qu'est-ce que c'était que M. Frank Ross; était-il dans la politique?

R.- Non, il était marchand.

Q.- Il avait un frère qui était sénateur, je crois.

R.- Il avait un frère qui a été sénateur.

Q.- Il était dans le commerce de bois, il était dans la maison?

R.- Oui, monsieur.

Q.- Comme il y avait un M. Price qui était sénateur, aussi, et qui était dans la maison, n'est-ce pas?

R.- Oui.

Q.- Ces limites ont été payées quatre piastres?

R.- Oui.

Q.- Naturellement, il n'y a pas eu de billets donnés pour ça?

R.- Ah non!

Q.- Par M. Kelly.- Les limites Ross, est-ce qu'elles ont été forfaites et revendues de nouveau?

R.- Une partie. Ils ont abandonné une partie de leurs limites, et ils en ont repris ensuite à l'enchère, deux. Ils n'ont payé que six piastres, je crois, du mille.

L'honorable M. Gouin.- Vous dites que vous n'avez jamais perdu d'argent avec vos billets?

R.- Non.

Q.- À part ces quelques réductions qui ont été faites dans le règlement de Vermette?

R.- Oui, et d'autres comme ceux que je viens de citer.

Q.- Quel avait été le prix des limites payées par...?

R.- Ce sont des limites qui ont été vendues avant la Confédération. Ça ne devait pas dépasser deux piastres.

Q.- Et en mil huit cent quatre-vingt-dix-sept, dans le mois de mai, il y a eu un règlement pour les arrérages de rentes foncières et de la prime?

R.- Pas de la prime. De la rente foncière et des droits de coupe. Il y a eu une réduction considérable qui a été faite pour lui permettre de reprendre ses limites?

Q.- A qui?

R.- À M. Vermette.

Q.- Vous savez que Vermette a vendu les mêmes limites quelque temps après?

R.- Je crois que oui, mais je ne puis le dire.

Q.- Vous ne connaissez pas le prix?

R.- Non.

L'honorable M. Weir.- A quelle date M. Vermette a-t-il revendu cette propriété-là?

R.- Un an après, je crois.

L'honorable M. Gouin.- Pour résumer la situation: Vous dites que c'est M. Marchand qui, le premier, pour régulariser la tenue de livres, a exigé que lors de la mise en vente des limites à bois, si l'argent n'était pas prêt immédiatement, qu'un billet serait donné par l'acquéreur?

R.- Oui, et que ce billet serait escompté à la banque.

Q.- Depuis cette époque, vous n'avez fait aucune perte?

R.- Aucune perte.

Q.- Avant mil neuf cent, lorsque les ventes se faisaient, il y avait quelquefois des billets de donnés?

R.- Oui, ça, c'était l'exception; rarement.

Q.- Quelquefois, il y avait de l'argent de donné?

R.- Toujours.

Q.- Quelquefois il n'y avait ni argent...?

R.- Quand je dis toujours; ordinairement, la plupart des enchères se payaient comptant, mais il en restait beaucoup pour lesquelles on ne recevait rien du tout.

Q.- Avant mil neuf cent, quelquefois, les acquéreurs donnaient des billets pour le prix de la prime?

R.- Oui, comme exception.

Q.- Et quelquefois, les acquéreurs payaient comptant?

R.- Oui.

Q.- D'autres fois, ils ne payaient pas comptant et ils ne donnaient pas de billet?

R.- Non, comme vous le dites.

Q.- Et d'autres fois, dans certains cas que vous avez mentionnés, ils n'avaient pas à donner de billet ni d'argent parce qu'ils avaient les limites pour rien?

R.- Antérieurement à tout ça, oui monsieur, c'est-à-dire avant mil huit cent soixante et sept.

Q.- Cette clause 1319 des statuts refondus qui nous donne partie de la loi des terres quant aux billets, il n'y a rien dans cette clause-là qui vous autorise particulièrement à prendre des billets?

R.- Non.

Q.- Il est simplement dit que lorsque vous prendrez des billets ou des reconnaissances, les privilèges de la couronne ne seront en aucune façon affectés par cela?

R.- Oui.

Q.- Il n'y a rien là qui défende de prendre des billets pour payer la rente foncière?

R.- Non.

Q.- Ni pour les primes sur les ventes de limites?

R.- Non.

Q.- Et cela a été une règle absolue, constante, comme vous l'avez dit tantôt, suivie dans le département, de la façon que vous avez expliqué?

R.- Oui, monsieur.

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- Pouvez-vous nous dire pourquoi les limites à bois vendues à M. Robitaille, dans le comté de Bonaventure, pour huit piastres du mille, et celles vendues à la rivière Madeleine pour quatre piastres du mille à M. Vachon, ont été vendues pour ces prix-là, lorsqu'aujourd'hui elles valent beaucoup plus que ça?

R.- Comme je vous l'ai dit, cette valeur a augmenté considérablement.

Q.- Pourquoi?

R.- À cause du prix plus grand de la matière première qu'on obtient.

Q.- C'est-à-dire que dans le temps de ces concessions-là à huit piastres et à quatre piastres du mille, le bois de pulpe, qui fait surtout aujourd'hui la valeur des limites en question, ne valait à peu près rien ou presque rien?

R.- Dans ce temps-là, on ne faisait pas de bois de pulpe.

Q.- Tandis qu'aujourd'hui c'est un des bois les plus précieux de nos forêts?

R.- Certainement.

Q.- Voulez-vous nous dire combien il y a de limites à bois sous licence et non exploitées dans la province?

R.- C'est impossible de vous dire cela.

Q.- A peu près?

R.- C'est impossible de vous dire cela.

Q.- Pourriez-vous, en consultant les rapports de votre département, nous donner un état de cela?

R.- Pour cela, il faudrait référer la chose aux agents pour leur demander d'examiner les retours de chacun des marchands de bois dans chacune de leurs circonscriptions pour désigner au juste sur une carte les endroits qui ont été exploités durant la précédente saison. Ce n'est pas facile à définir, mais les agents pourraient le faire.

Q.- N'est-il pas vrai que vous savez pertinemment qu'à l'heure qu'il est, il y a des quantités considérables de limites à bois non exploitées?

R.- Oui, et tant mieux parce qu'elles

sont mieux gardées en étant sous licence que si elles étaient laissées à l'abandon. Au moins il y a des gardiens pour voir à ce que le feu, les incendies ne les dévastent pas.

Q.- Les gardiens des marchands de bois intéressés, des propriétaires?

R.- Oui.

Q.- Pourriez-vous nous procurer, si ce n'est pour cette session-ci au moins pour la session prochaine, le renseignement que je viens de vous demander, à savoir quelle est l'étendue, quel est le nombre d'acres, de limites à bois non exploitées maintenant dans la province de Québec?

R.- Oui.

Q.- Pourriez-vous nous dire maintenant, d'une manière approximative, l'étendue de forêts disponibles pour être concédées comme limites à bois sous licence?

R.- La superficie vacante des terres de la couronne.

L'honorable M. LeBlanc- C'est-à-dire la superficie des terres de la couronne comportant des forêts exploitables et par conséquent marchandes et en disponibilité maintenant. Pouvez-vous nous donner ça?

R.- C'est une affaire assez difficile à arranger, mais si M. le ministre croit qu'on doit le faire, on le fera, mais vous comprenez, avec la besogne que M. LeBlanc vient de nous donner...

L'honorable M. Gouin.- Vous en ferez autant que vous pourrez.

R.- Il faudrait qu'on néglige certains devoirs.

L'honorable M. Turgeon.- Je comprends que M. LeBlanc ne demande pas ça pour avant la prochaine session.

L'honorable M. LeBlanc- Est-ce qu'il n'y a pas certains départements ou certains bureaux qui ne sont aucunement concernés dans la question des billets donnés en paiement des droits de la couronne et qui pourraient peut-être nous donner le renseignement que je viens de vous demander en dernier lieu?

R.- Comme de raison, il y a les employés de la branche des Bois et Forêts qui peuvent donner ce renseignement, mais ils ont tous leur devoir à remplir. Il y a la correspondance et toutes espèces de choses à voir. Quant à préparer ces données pour à présent, ce n'est pas possible.

L'honorable M. LeBlanc- Du moment que vous déclarez que cela n'est pas possible...

R.- Je vous l'assure.

Q.- Voudrez-vous nous préparer cela pour la prochaine session, si ce n'est pas pour nous autres, au moins pour ceux qui nous succéderont?

R.- Oui, monsieur.

Il est proposé par l'honorable M. Turgeon, secondé par l'honorable M. LeBlanc, que ce comité s'ajourne maintenant au lende-

main, à dix heures de l'avant-midi.

Cette motion est adoptée.

Le comité s'ajourne alors au lendemain, 14 mars 1907, à dix heures de l'avant-midi.

Certifié.

(Signé) F. L. Desaulniers,
Greffier.

Québec, 14 mars 1907.

Assemblée législative
de la province de Québec
Comité des comptes publics

Jeudi, 14 mars 1907.

Présents: les honorables MM. Turgeon, Gouin, LeBlanc et MM. Dion, Gillies, Gosselin, Kelley, Laferté, Morin et Neault.

En l'absence de l'honorable M. Weir, l'honorable M. Turgeon prend le fauteuil.

M. S. Dufault, sous-ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, comparait devant le comité et est assermenté par le président.

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- M. Dufault, avez-vous au mois d'avril 1906, reçu un câblogramme, soit de Paris ou de Bruxelles, de la part de l'honorable ministre de votre département, demandant de lui envoyer de l'argent?

R.- Je ne me rappelle pas la date précise, mais on a reçu une semblable demande.

Q.- Auriez-vous la bonté de produire une copie de cette dépêche comme exhibit numéro 10?

R.- Oui.

Q.- Voulez-vous y joindre un état des sommes que le ministre avait prises au département pour défrayer les dépenses de son voyage, antérieurement à cette dépêche. Exhibit 11?

R.- Oui.

M.- E.-É. Taché, sous-ministre des Terres et Forêts, comparait de nouveau devant le comité, et son interrogatoire est continué comme suit:

Interrogé par l'honorable M. LeBlanc:

Q.- M. Taché, j'ai examiné l'état, appendice numéro 17, à la page 32 du rapport général du ministre des Terres et Forêts, pour l'année expirant le trente juin mil neuf cent six, et je ne vois pas qu'il soit possible d'avoir le renseignement que je désirais avoir, savoir: l'étendue du territoire actuellement sous licence de coupe de bois, maintenant exploité, et l'étendue du territoire sous licence de coupe de bois non encore exploité. Auriez-vous la bonté de me procurer ce renseignement?

R.- Oui, nous allons envoyer une circulaire demandant ce renseignement pour la saison de 1906-1907, et nous allons aussi adresser une circulaire à tous les marchands de bois leur demandant de nous donner le même renseignement.

Q.- Ce renseignement aurait dû nous être donné déjà, n'est-ce pas?

R.- Non, monsieur, il n'a jamais été demandé.

Q.- Quand pensez-vous que nous pourrions avoir le renseignement en question?

R.- À la session prochaine.

Q.- Pendant la vacance, certainement.

Q.- À quelle époque croyez-vous que vous aurez le renseignement voulu?

R.- Je crois que dans un mois d'ici nous devrions l'avoir.

Q.- Serait-ce trop vous demander que de m'envoyer une lettre me donnant le renseignement voulu lorsque vous l'aurez?

R.- Si M. le ministre le permet.

Et le comité se lève.

Je, soussigné, sténographe assermenté, certifie que ce qui précède est la traduction fidèle de mes notes sténographiques.

Alexandre Belinge.

Exhibit no 1 - Produit par M. Machin

Billets envoyés par le département des Terres et Forêts au trésorier de la province, pour être escomptés depuis le 30 juin 1900 au 22 mai 1904.

NOM	MONTANT	DATE	ÉCHÉANCE	COMBIEN DE FOIS RENOUVELÉ	QUAND PAYÉ
"W. C. Edwards Co., Ltd"	\$35 363.45	30 juin 1900	3 oct. 1900		3 oct. 1900
M. J. O'Brien	25 216.66	26 juin 1901	29 juil. 1901	1	29 oct. 1901
M. J. O'Brien	29 741.87	26 juin 1901	29 sept. 1901	1	15 déc. 1901
W. H. Davis	84 000.00	27 juin 1901	30 sept. 1901	1	3 fév. 1902
La Compagnie de pulpe Métabetchouan	4 486.96	28 juin 1901	31 juil. 1901		31 juil. 1901
W. C. Edwards	10 000.00	29 juin 1901	2 oct. 1901		1 oct. 1901
M. P. Davis	3 692.53	19 juin 1902	22 août 1902	1	26 sept. 1901 24 oct. 1902
"W. C. Edwards & Co."	30 000.00	31 mai 1902	3 oct. 1902		3 oct. 1902
La Compagnie de pulpe Péribonca	1 759.00	25 juin 1902	13 juil. 1902		13 juil. 1902
"W. C. Edwards & Co."	15 000.00	31 mai 1903	3 sept. 1903		3 sept. 1903
"W. C. Edwards & Co."	28 000.00	31 mai 1903	3 oct. 1903		3 oct. 1903
"The Riordan Paper Mills Co., Ltd"	12 440.10	23 juin 1903	26 juil. 1903		26 juil. 1903
"The Riordan Paper Mills Co., Ltd"	12 463.80	23 juin 1903	3 août 1903		3 août 1903
Horacy Graham & Raymond Dand	12 106.27	18 juin 1903	21 juil. 1903	1	21 sept. 1903
La Compagnie de pulpe de Chicoutimi	25 002.53	29 juin 1903	1 nov. 1903	5	6 juil. 1905
"Sherbrooke Lumber Co."	61 542.17	29 juin 1903	2 oct. 1903	2	31 janv. 1904

Exhibit no 2

Liste des billets reçus, par le département du trésorier, du département des Terres de la couronne, qui ont été escomptés et qui n'ont pas été renouvelés mais ont été payés à échéance.

DATE DU BILLET	DATE DE L'ÉCHÉANCE	FAISEUR	MONTANT	DATE DU PAIEMENT
30 juin 1900	3 oct. 1900	"W.C. Edwards & Co."	\$35 363.45	3 oct. 1900
28 juin 1901	31 juil. 1901	Pulpe de Metabetchouan	4 486.96	31 juil. 1901
27 juin 1901	2 oct. 1901	"W.C. Edwards & Co."	10 000.00	5 oct. 1901
31 mai 1902	3 oct. 1902	"W.C. Edwards & Co."	30 000.00	3 oct. 1902
25 juin 1902	13 juil. 1902	Compagnie de pulpe de Péribonca	1 759.00	13 juil. 1902
31 mai 1903	3 sept. 1903	"W.C. Edwards & Co."	15 000.00	3 sept. 1903

31 mai 1903	3 oct. 1903	"W.C. Edwards & Co."	28 000.00	3 oct. 1903
23 juin 1903	26 juil. 1903	"Riordan Paper Mills Co."	12 440.10	26 juil. 1903
23 juin 1903	3 août 1903	"Riordan Paper Mills Co."	12 463.80	3 août 1903
23 mai 1904	4 sept. 1904	"W.C. Edwards & Co."	10 000.00	4 sept. 1904
13 juin 1904	16 juil. 1904	"Riordan Paper Mills Ltd."	10 511.22	16 juil. 1904
13 juin 1904	26 juil. 1904	"Riordan Paper Mills Ltd."	10 511.22	26 juil. 1904
15 juin 1904	18 sept. 1904	"Saguenay Lumber Co."	3 652.16	18 sept. 1904
15 juin 1904	18 sept. 1904	Succession Frank Dudley	2 173.95	18 sept. 1904
21 juin 1904	24 oct. 1904	John Breakay	1 310.00	24 oct. 1904
29 juin 1904	12 juil. 1904	Moulins de la Baie-des-Chaleurs	2 295.90	12 juil. 1904
29 juin 1904	1 août 1904	W. H. Davis	10 000.00	1 août 1904
29 juin 1904	2 oct. 1904	W. H. Davis	8 513.55	2 oct. 1904
30 juin 1904	2 sept. 1904	Bazile Neron	202.40	2 sept. 1904
29 juin 1904	1 sept. 1904	Drouin Frères	520.89	1 sept. 1904
29 juin 1904	2 oct. 1904	Drouin Frères	520.89	2 oct. 1904
29 juin 1904	1 nov. 1904	Drouin Frères	520.90	1 nov. 1904
28 juin 1905	31 août 1905	"W.C. Edwards & Co."	15 000.00	31 août 1905
28 juin 1905	1 oct. 1905	"W.C. Edwards & Co."	15 000.00	1 oct. 1905
10 juin 1905	13 sept. 1905	Télesphore Piché	859.87	13 sept. 1905
15 juin 1905	18 oct. 1905	"Battle Island Paper Co."	4 000.00	18 oct. 1905
28 juin 1905	31 oct. 1905	"W.C. Edwards & Co."	30 000.00	31 oct. 1905
29 juin 1905	1 nov. 1905	"H. M. Price & Co."	841.79	31 août 1905
22 juin 1905	25 déc. 1905	Moulins de la Baie-des-Chaleurs	504.64	25 déc. 1905
22 juin 1905	25 déc. 1905	John Breakay	75 989.34	25 déc. 1905
14 juin 1906	17 sept. 1906	"W.C. Edwards & Co."	10 000.00	17 sept. 1906
14 juin 1906	17 oct. 1906	"W.C. Edwards & Co."	15 000.00	17 oct. 1906
14 juin 1906	17 nov. 1906	"W.C. Edwards & Co."	20 000.00	17 nov. 1906
26 juin 1906	29 sept. 1906	"Battle Island Paper Co."	5 000.00	29 sept. 1906
25 juin 1906	9 juil. 1906	"Biordan Paper Mills Ltd."	14 738.02	9 juil. 1906
28 juin 1906	31 juil. 1906	J.P. Mullarkey	805.00	26 juil. 1906

Exhibit no 2a - Produit par M. Machin

Liste des billets reçus, par le département du trésorier, du département des Terres de la couronne, depuis le 30 juin 1900 au 30 juin 1906 qui ont été escomptés et renouvelés de temps à autre.

FAISEUR	MONTANT	DATE	ÉCHÉANCE	NOMBRE DE RENOUVEL- LEMENTS	QUAND PAYÉ
M. J. O'Brien	\$ 25 216.66	26 juin 1901	29 juil. 1901	1	29 oct. 1901
M. J. O'Brien	29 741.87	26 juin 1901	29 sept. 1901	1	15 déc. 1901
W. H. Davis	84 000.00	27 juin 1901	30 sept. 1901	1	3 fév. 1902
M. P. Davis	3 692.53	19 juin 1902	22 août 1902	1	26 sept. et 24 oct. 1902
Harvey, Graham & Raymond Dand	12 106.27	18 juin 1903	21 juil. 1903	1	21 sept. 1903
La Compagnie de pulpe de Chicoutimi	25 002.53	29 juin 1903	1 nov. 1903	5	6 juil. 1905
"Sherbrooke Lumber Co"	61 542.17	29 mai 1903	2 oct. 1903	2	31 janv. 1904
"W.C. Edwards & Co."	10 000.00	23 mai 1904	18 sept. 1904	1	22 janv. 1905
"W.C. Edwards & Co."	20 000.00	23 mai 1904	4 oct. 1904	1	1 fév. 1905
"The Calhoun Lumber Co."	7 246.30	23 juin 1904	26 août 1904	1	28 nov. 1904
"Battle Island Paper Co."	6 000.00	30 juin 1904	2 nov. 1904	1	2 nov. 1904
H. M. Price	18 067.29	23 juin 1904	26 oct. 1904	1	29 déc. 1904
La Compagnie de pulpe Metabetchouan	1 388.19	29 juin 1904	1 août 1904	12	23 juin 1906
N. Piché & Fils	4 000.00	22 juin 1904	25 oct. 1904	1	28 janv. 1905
Basile Neron	245.04	30 juin 1904	2 nov. 1904	1	8 déc. 1904
F. X. Dupuis	26 108.00	30 juin 1904	3 nov. 1904	1	2 fév. 1905
"R. H. Klock & Co."	2 133.13	21 juin 1905	24 oct. 1905	4	8 août 1906

"Sherbrooke Lumber Co."	72 184.43	29 juin 1905	1 nov. 1905	6	Réduit à \$25 000, échéance 25 mars 1907
La Compagnie de pulpe de Chicoutimi	2 699.51	29 juin 1905	1 janv. 1906	7	Réduit à \$2 400, échéance 8 avril 1907
John Breakey	72 405.12	22 juin 1905	25 déc. 1905	2	2 janv. 1907
John Breakey	12 520.43	22 juin 1905	25 déc. 1905	1	29 juin 1906
John Champoux	1 426.00	29 juin 1905	2 oct. 1905	1	22 mars 1906
Lefebvre & Mahon	19 965.75	28 juin 1905	31 déc. 1905	2	30 juin 1906
H. M. Price	2 000.00	15 juin 1906	18 sept. 1906	2	Réduit à \$1 500, échéance 24 mars 1907
Lefebvre & Mahon	14 004.00	22 juin 1906	25 oct. 1906	1	27 fév. 1907
Lefebvre & Mahon	12 932.00	22 juin 1906	25 oct. 1906	1	27 fév. 1906
La Compagnie de pulpe de Chicoutimi	11 779.02	20 juin 1906	23 déc. 1906	1	Réduit à \$11 700, échéance 27 mars 1907
J. P. Mullarkey	134 616.00	28 juin 1906	1 oct. 1906	2	Plein montant échu 15 avril 1907
"The Charlevoix Lumber Co."	683.75	29 juin 1906	1 sept. 1906	1	21 nov. 1906
La Compagnie Moulins de la Baie des Chaleurs	2 078.73	30 juin 1906	2 nov. 1906	2	4 mars 1907

EXHIBIT No 3

Billets envoyés au département du trésorier pour perception et non escomptés.

Dates	Noms	Montants	Notes
20 oct. 1899	"H. M. Price & Co."	\$ 4 193.21	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
20 janv. 1900	"H. M. Price & Co."	2 193.21	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
30 mars 1900	"H. M. Price & Co."	1 111.21	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
25 avril 1900	Gagnon & Frère	538.11	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
22 mai 1900	"A. A. Suell & Co."	16 216.47	Payé
22 mai 1900	"E. B. Eddy & Co."	2 981.30	Payé
22 mai 1900	J. R. Booth	6 445.17	Payé
22 mai 1900	J. R. Booth	23 252.26	Payé
22 mai 1900	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	2 133.09	Payé
22 mai 1900	L. Villeneuve & Co.	2 621.28	Payé
22 mai 1900	"H. M. Price & Co."	611.21	Payé
25 juil. 1900	B. A. Scott	2 000.00	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
25 juil. 1900	B. A. Scott	4 207.40	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
1 juin 1901	"Hull Lumber Co."	27 735.22	Payé
3 déc. 1901	"H. M. Price & Co."	1 444.31	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
28 avril 1902	Gagnon & Frère	1 134.06	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
6 juin 1902	"Price Bros."	5 099.08	Payé
6 juin 1902	"Fraser Co."	3 000.00	Payé
6 juin 1902	"A. H. Scougall"	710.43	Payé
6 juin 1902	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	2 054.32	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
6 juin 1902	"Hull Lumber Co."	12 642.67	Payé

1 juin 1903	"Fraser & Co."	4 826.69	Payé
1 juin 1903	"Price Bros. & Co."	4 245.33	Payé
1 juin 1903	"H. M. Price & Co."	725.35	Payé
15 sept. 1903	Compagnie de pulpe de Metabetchouan	188.07	Payé
15 sept. 1903	Compagnie de pulpe de Chicoutimi	1 200.00	Payé
7 déc. 1903	"H. M. Price & Co."	691.63	Payé
7 déc. 1903	"Price Bros. & Co."	20 000.00	Payé
1 mars 1904	"Price Bros. & Co."	20 000.00	Payé
1 mars 1904	H. Kennedy	650.00	Payé
10 juin 1904	"Shepard Morse Lumber Co."	1 547.00	Payé
10 juin 1904	"Batiscan River Lumber Co."	780.00	Payé
10 juin 1904	"Rivière Ouelle Pulp & L. Co."	793.00	Payé
10 juin 1904	"Hull Lumber Co."	12 000.00	Payé
10 juin 1904	"W. C. Edwards & Co."	20 000.00	Payé
10 juin 1904	J. R. Booth	41 710.00	Payé
10 juin 1904	"G. H. Perley & Co."	1 825.00	Payé
10 juin 1904	John Breakay	8 584.54	Payé
10 juin 1904	"Price Bros. & Co."	11 477.16	Payé
10 juin 1904	"Price Bros. & Co."	7 227.13	Payé
10 juin 1904	"J. Cartier Lumber Co."	3 279.74	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
10 juin 1904	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	788.74	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
10 juin 1904	"H. M. Price & Co."	1 679.95	Billet renvoyé au dépt. des T. M. et P.
16 janv. 1905	"Bennett & Co." Agents	880.75	Payé
7 juin 1905	"Shepard Morse L. Co."	18 030.15	Payé
7 juin 1905	"Hull Lumber Co."	6 678.46	Payé
7 juin 1905	"Batiscan River L. Co."	1 029.60	Payé
7 juin 1905	Compagnie de pulpe de Jonquières	2 929.89	Payé
7 juin 1905	Compagnie de pulpe de la Rivière Ouelle	2 600.00	Payé
7 juin 1905	"Charlemagne & L. Ouareau L. Co."	3 110.80	Payé
7 juin 1905	"Riordan Paper Mills Co."	9 960.38	Payé
7 juin 1905	"Riordan Paper Mills Co."	9 960.38	Payé
18 août 1905	Compagnie des produits chimiques Labelle	2 464.50	Billet payé au dépt. des T. M. et P.
18 août 1905	Compagnie des produits chimiques Labelle	2 464.50	Billet payé au dépt. des T. M. et P.
27 mai 1906	"James Richardson & Co."	2 709.65	Payé
27 mai 1906	"James Richardson & Co."	1 039.79	Payé
5 juin 1906	"H. M. Price & Co."	2 452.43	Billet payé au dépt. des T. M. et P.
5 juin 1906	"R. Ouelle Pulp & Lumber Co."	650.00	Payé
5 juin 1906	"Union Bag & Paper Co."	7 464.48	Payé

DÉPARTEMENT DES TERRES
ET FORÊTS, P. Q.

Exhibit no 4 - Produit par
M. E.-É. Taché, re John Breakey

En paiement des limites achetées le 22 juin 1905, M. Breakey a donné trois billets:

L'un de \$75 989.34 échu 22 déc. 1905
L'autre de \$12 520.43 échu 22 déc. 1905
Le dernier de \$72 405.12 échu 22 déc. 1905

Les deux premiers ont été payés à leur échéance.

Le dernier a été renouvelé une première fois pour le plein montant à 6 mois et devenait dû le 26 juin 1906.

A cette date, un acompte de \$25 224.25 a été payé et le billet a été renouvelé pour la balance de \$47 180.87, à six mois, et devenait dû le 29 déc. 1906, date à laquelle il a été payé.

(Sgé) J. H. B.

Exhibit no 5

Brochure renfermant les lois relatives à la vente et à l'administration des terres publiques, des bois et forêts.

Exhibit no 6 - Produit par M. Taché

Province de Québec
Département des Terres
de la couronne

Québec, 19 décembre 1864.

Monsieur,

Dans les cas de demande, pendant cette saison, de délai pour le paiement des droits de la coupe du bois (et des droits de descente de billots, s'il y a lieu), j'ai l'honneur de vous informer que vous devrez vous guider sur les instructions suivantes:

Ces demandes peuvent être accordées, pourvu que ceux qui les font souscrivent des billets promissoires endossés, par le plein montant des droits de coupe et de descente des billots dus par eux et payables avec intérêt, le 15 de juin 1865; ces billets doivent être faits payables à quelqu'un des officiers ou agents de la banque de Montréal.

Dans chaque cas, cependant, vous devrez prendre l'avis du gérant résidant de ladite banque au sujet de la situation financière de l'endosseur ou des endosseurs offerts et vous devrez soumettre au département l'opinion de ce gérant avec toutes les remarques que vous jugerez nécessaires. Le département vous fera alors savoir si les endosseurs sont acceptés et si votre demande est accordée. Quand les billets seront complets, vous voudrez bien les déposer dans la succursale de la banque de Montréal où ils seront faits payables et vous en faire donner un reçu dans un livret de dépôts ou des comptes courants. Vous voudrez, s'il vous plaît, produire au département un état

détaillé de tous ces billets qui vous seront ainsi donnés.

Dans les cas où une partie du bois, au sujet duquel un délai est demandé pour le paiement des droits de coupe, a été exporté, vous devrez vous contenter qu'une quantité suffisante reste encore dans la province, entre les mains de la personne ou de la société qui demande un fort délai, de manière à percevoir (au moyen du privilège de la couronne) le montant pour le paiement duquel un délai est demandé.

Dans chaque cas, celui à qui du délai est accordé devra être informé que le preneur du billet promissoire ne devra pas considérer comme pouvant bénéficier, en quelque manière que ce soit, du privilège de la couronne.

Vous devrez communiquer ce qui précède aux personnes qui demanderont spécialement du délai.

Je demeure, etc.
(Signé) A. Campbell,
Commissaire.

(Sig.) C. E. Belle, Ecr.
A. T. C.
Montréal.

Exhibit no 7 - Produit par M. Taché

Mémoire sur certains billets, au montant de \$44 625.80, mentionnés dans les comptes publics, à l'article des terres, mines et pêcheries.

T. J. Lamontagne. - \$1 151.21. Réclamation pour droits de coupe, réglée en 1897 par le rachat du droit au renouvellement des licences. Escoumains, etc.

A. Fraser & Co. - \$851.06. Réclamation pour droits de coupe, réglée par ordre en conseil du 22 octobre 1894.

G. A. Gouin. - \$10 168.63. Cette somme représentant des arrérages, intérêt 7 juillet 1883, comme prime, et rente foncière, dus sur certaines concessions forestières que M. Gouin désirait acquérir par transfert; mais, après exploration, M. Gouin renonça au transfert, la couronne reprit les concessions et en disposa.

Dame M. L. Mayrand. - \$774.91. Réclamation pour droits de coupe de 1874-75, réglée par l'acceptation du transfert des concessions forestières de la débitrice à M. Charlebois, en 1890.

Éric Marchand. - \$88.21. Cette réclamation a été payée.

Cunliff & Stevens. - \$7 966.63. Cette somme représente des droits de coupe de 1873-74 et 1874-75. Les débiteurs ayant failli, leurs concessions forestières furent reprises par la couronne, qui en dispose à l'enchère publique, au prix de \$6 277.50.

J. A. Gravel. - \$117.00. Cette somme représente un reste de droits de coupe de 1874-75. Le débiteur est mort pauvre, et le département n'a pu se faire payer.

Benson Bros. 4 Co. - \$5 514.52. Réclamation pour droits de coupe de 1882-83. La maison Benson ayant failli, ses concessions forestières furent reprises par la couronne et vendues à l'enchère au prix de \$7 755.83.

W. Russell. - \$489.75. Cette réclamation a été réglée.

Abel Tremblay. - \$60.00. Billet donné en règlement d'une coupe illégale de bois, en 1876. Réclamation sans valeur.

John Breakey. - \$7 604.21. Réclamation pour droits de coupe réglée en 1904.

10 déc. 1886. G. B. Hall & Co. - \$3 233.56 et Dame Mary Hall, \$2 605.57. Réclamations pour droits de coupe, réglées lors du transfert des concessions forestières des héritiers Hall à Alger & Bliss, en 1889.

Hall, Neilson & Co. - \$4 098.40. Réclamation pour droits de coupe, réglée en 1890.

(Signé) Paul Blouin,

Surintendant des bois et forêts.

Département des Terres et Forêts.

Québec, 15 février 1906.

Exhibit no 8 - Produit par M. Taché.

Copie d'un rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, approuvé par Son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil, le 1er décembre, 1868.

No 25

Sur le rapport de l'honorable commissaire des Terres de la couronne, en date du 1er décembre 1868, au sujet des droits de coupe.

L'honorable commissaire des Terres de la couronne expose que:

De fortes représentations ont été faites par des personnes qui sont beaucoup intéressées dans le commerce du bois, pour démontrer que ça n'a pas été l'usage d'exiger le paiement des droits de coupe avant que les billots aient atteint les moulins ou passé les estacades, en allant vers les moulins; et que, même pour les billots descendus, ça a été plus ou moins la pratique, quand la demande en était faite, d'accepter, au lieu d'une somme en argent comptant, des billets approuvés payables avec intérêt; et l'on demande que cette faveur soit, cette année, accordée au commerce de bois.

Que le commissaire est d'opinion qu'aucune telle faveur ne devrait être accordée, parce que l'on citerait un précédent semblable ou de manière à ce que la chose puisse être invoquée, dans l'avenir, comme un précédent, mais croit qu'il est absolument désirable, et cela pour des raisons manifestes, que l'on établisse et maintienne un système qui entraînera la ponctualité la plus complète possible dans le paiement de coupe de tous les billots, qu'ils soient descendus ou non.

Que, en même temps, le commissaire admet qu'il y a des circonstances qui, cette année, donnent à cette demande une force plus qu'ordinaire, car les parties intéressées doivent avoir compté sur une réponse favorable plus qu'elles ne le devaient en présentant leur demande ou plus qu'elles seront justifiées de le faire à l'avenir, après qu'un avis régulier du système qui sera mis en force aura été donné, et vu aussi que le niveau peu élevé de l'eau des rivières, sans doute, fait qu'une plus grande quantité de billots que d'habitude sont restés en arrière.

Que, pour ces raisons seulement et avec la conviction qu'il est bien compris que cette faveur est une exception seulement et ne devra pas être considérée comme un précédent, le commissaire recommande qu'autorisation lui soit donnée, quand les intéressés le désireront et quand il n'y aura aucune objection de le faire à d'autres points de vue, d'accepter des billets approuvés payables avec intérêt le quinze de juin prochain, pour tous droits de coupe sur les billots descendus, et que, pour tous les droits de coupe sur les billots non descendus, il soit autorisé à demander, à défaut d'argent comptant, des billets approuvés sans intérêt, cette acceptation ne devant, en aucun cas, impliquer un abandon de quelque autre droit de la couronne au sujet, soit des billots soit des limites en question.

Le comité concourt dans le rapport ci-dessus et le soumet à l'approbation du lieutenant-gouverneur de la province.

Certifié, (Signé) Félix Fortier.

Greffier du Conseil exécutif.

À l'honorable commissaire

des Terres de la couronne, etc., etc.

Exhibit no 9 - Produit par M. Taché.

Les limites suivantes ont été achetées à l'enchère publique et le prix d'adjudication n'a jamais été payé.

NOMS	LOCALITÉS	DATE DE L'ACHAT	MONTANT DU
Jas. McShane	Rivière Nouvelle No 2	17 octobre 1888	\$ 2 585.40
Jas. McShane	No 608 Ottawa	9 janvier 1890	9 364.93
Jas. McShane	No 608 Ottawa	9 janvier 1890	7 783.38
			<u>\$ 19 733.71</u>
P. Fitzpatrick	No 596 Ottawa	9 janvier 1890	6 969.68
P. Fitzpatrick	No 595 Ottawa	9 janvier 1890	9 404.09
P. Fitzpatrick	No 584 Ottawa	9 janvier 1890	8 290.89
P. Fitzpatrick	No 583 Ottawa	9 janvier 1890	2 835.72
P. Fitzpatrick	No 607 Ottawa	9 janvier 1890	9 528.62
P. Fitzpatrick	No 611 Ottawa	9 janvier 1890	6 232.54
P. Fitzpatrick	No 612 Ottawa	9 janvier 1890	6 969.68
P. Fitzpatrick	S. 1/2 12/3 Bloc A	9 janvier 1890	3 068.62
P. Fitzpatrick	N. 1/2 12/3 Bloc A	9 janvier 1890	3 068.62
			<u>\$ 56 377.48</u>
C. Audet	Rivière Ouelle Ouest	9 janvier 1890	
C. Audet Rear	Rivière Ouelle Ouest	9 janvier 1890	730.89
G. H. Deschêne	Canton Armand	9 janvier 1890	743.45
F. H. Henderson	A. & F. Rivière Rouge Sud	15 octobre 1880	16 909.93
A. Campbell	Nos 10, 11, N. 1/2 13/3 Bloc A	15 octobre 1880	
A. Campbell	Nos N 1/2 10, 11, 12/2 Bloc A	15 octobre 1880	44 529.54
B. A. Scott	No 120 Petite Rivière Péribonka	17 octobre 1888	
B. A. Scott	No 121 Petite Rivière Péribonka	17 octobre 1888	
B. A. Scott	No 122 Petite Rivière Péribonka	17 octobre 1888	
B. A. Scott	Canton Dalmas	15 déc. 1892	8 170.48
H. J. Beemer	No 166 Rivière Mistassini Ouest	9 janvier 1890	
H. J. Beemer	No 167 Rivière Mistassini Est	9 janvier 1890	
H. J. Beemer	No 126 Rivière Péribonka	9 janvier 1890	

Avis a été donné le premier octobre courant (1894) qu'à défaut de paiement de prix d'achat, rentes foncières, taxes de feux et intérêts, les limites en question seraient forfeites et retomberaient dans le domaine de la couronne, le 25 octobre courant (1894). Rien n'a été payé sur ces limites jusqu'à ce jour, 25 octobre 1894.

Département des Terres de la couronne,
Québec, 25 octobre 1894.

(Signé) Paul Blouin,
Surintendant des bois et forêts
(Signé) E.-É. Taché,
Assistant-commissaire

Je, soussigné, commissaire des Terres de la couronne, déclare que les limites à bois ci-dessus et d'autre part mentionnées, sont forfeites et sont retombées dans le domaine de la couronne. Avis de la présente déclaration devra être donné immédiatement par le département aux parties intéressées.
Québec, 25 octobre 1894.

(Signé) E. J. Flynn,
Commissaire des Terres.

Exhibit no 10

L. R. 3288/06.

From Bruxelles to Arthur Gagnon, Comptable,

Colonisation, Québec.

Câblez, mille dollars, Hôtel Europe, Bruxelles.

Prévost.

Exhibit no 11

Avance faite à l'honorable J.-B.-B. Prévost		\$2 500.00
Avance faite à l'honorable J.-B.-B. Prévost		1 000.00
Dépenses de voyage en Belgique:		
Bateaux et chemin de fer	\$700.00	
Pension, cochers, etc.	800.00	
Réception, dîners, etc.	500.00	2 000.00
Dép. voyage secrétaire		332.85
L'Abbé J. Arts		289.15
Le baron de l'Épine		250.00
Balance remboursée au département		628.00
	\$3 500.00	\$3 500.00

Interpellations:

Employé temporaire,
M. A. Girard

M. P.-É. LeBlanc (Laval): A quel département M. Alexandre Girard était-il attaché en qualité d'employé temporaire?

2. Quelles étaient ses fonctions?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Département du Trésor. Département de l'Agriculture.

2. Au département du Trésor, assistant-secrétaire de l'honorable premier ministre. Au département de l'Agriculture, assistant-secrétaire du département de l'Agriculture.

Ouvrages de A. Santerre

M. P.-É. LeBlanc (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il acheté ou fait publier à ses frais des ouvrages signés. Alex. Santerre?

2. Dans l'affirmative, quels sont ces ouvrages?

3. À quelle date a-t-il acheté ou fait imprimer ces ouvrages?

4. Le gouvernement connaît-il le nom que recouvre ce pseudonyme?

5. Dans l'affirmative, quel est ce nom?

6. Le gouvernement a-t-il payé quelque chose à l'auteur de ces ouvrages, droits d'auteur et autres frais?

7. Dans l'affirmative, combien pour chacun de ces ouvrages?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): 1. Le gouvernement a acheté des ouvrages signés Alex. Santerre.

2 et 3. Le Poulailleur de la ferme, 13 juillet 1904; La Ruche canadienne, 31 mars 1903; Arbres et arbustes fruitiers, 27 janvier 1904; Fruit Trees and Shrubs, 2 juin 1904; Le Potager (1ère édition), 17 septembre 1902; Le Potager (1ère édition), 13 janvier 1903; Le Potager (2ème édition), 1er août 1903.

4. Oui.

5. Alexandre Girard.

6 et 7. \$150 pour 1 000 exemplaires Le Potager.

École modèle pour le tabac

M. P.-J.-L. Bissonnette (Montcalm): 1. Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à l'établissement d'une école modèle favorisant et développant la culture du tabac dans cette province?

2. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il l'intention d'établir cette école dans le comté de Montcalm?

L'honorable A. Tessier (Rimouski): Questions à l'étude.

Dépôt de documents:

Vente de liqueurs spiritueuses
à La Tuque

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 8 mars 1907, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, officiers ou employés et toutes personnes travaillant ou demeurant à La Tuque, depuis le 1er juillet 1906, en rapport avec le retrait de la licence pour la vente de liqueurs spiritueuses à La Tuque. (Document de la session no 97)

Plaintes contre le percepteur
C. Chouinard à Matane

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 4 mars 1907, pour production d'une copie de la correspondance et des documents se rapportant aux plaintes portées contre Christophe Chouinard, percepteur du revenu provincial à Matane, par le docteur A. Bouillon et autres. (Document de la session no 98)

Dépenses des municipalités
pour amélioration des chemins

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 7 février 1907, pour production d'une liste du montant total, par comté, des dépenses faites par les municipalités rurales

de la province, dans l'espace des dernières dix années, pour la création ou l'amélioration des chemins, suivant les rapports faits aux départements de l'Agriculture, de la Colonisation ou des Travaux publics. (Document de la session no 99)

Commission scolaire catholique de Montréal

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 13 mars 1907, pour la production d'une liste des membres qui composent actuellement la Commission scolaire catholique de Montréal. (Document de la session no 100)

Tarifs de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac-Saint-Jean

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1907, pour la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la Compagnie du chemin de fer de Québec et Lac-Saint-Jean, ou avec les commerçants ou colons du Lac-Saint-Jean, au sujet du tarif de transport des marchandises sur les wagons de ladite compagnie. (Document de la session no 101)

Subsides

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se constitue de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose:

1. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les traitements du gouvernement civil pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

2. Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses du Mérite agricole provincial, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

3. Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses de l'inspection et de la classification des terres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

4. Qu'une somme n'excédant pas cent trente mille piastres soit accordée à Sa

Majesté, pour payer les dépenses des chemins de colonisation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

5. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux sociétés de colonisation, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

6. Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses des bureaux d'immigration de Montréal et Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

7. Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour payer les dépenses diverses, en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

8. Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le paiement de l'intérêt, pour un an, au 30 juin 1908, à 3% par année sur \$25 000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'année financière finissant le 30 juin 1908.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a passé plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Voies et moyens

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2 549 944.62 pour les dépenses de l'année financière expirant le 30 juin 1908, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Adopté.

Résolution à rapporter;

Le comité fait rapport qu'il a passé une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Introduction de bills:

L'honorable A. Tessier (Rimouski) demande la permission d'introduire un bill (no 16) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu pour la première fois.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la deuxième fois.

Adopté.

L'honorable A. Tessier (Rimouski) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Amendements aux règlements de la Chambre

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que les amendements suivants soient faits aux règles de procédure de cette Chambre:

"Que le premier paragraphe de la 58ième règle soit amendé en remplaçant le mot "huit" par le mot "quinze" dans la sixième ligne dudit paragraphe, tel que reproduit dans le Manuel de l'Assemblée législative.

2. La 67ème règle est remplacée par la suivante:

"67. Aucun amendement à un bill privé, excepté quant à la forme, ne peut être proposé en comité général, ou à la troisième lecture, à moins qu'il n'en ait été donné préalablement avis par l'inscription au feuillet des ordres de la séance.

3. Le second paragraphe de la 86ème règle est remplacé par le suivant:

"2. Toute pétition qui ne porte pas atteinte aux privilèges de la Chambre et qui peut être reçue conformément aux règles et à la pratique, est apportée au bureau de la Chambre à la séance qui suit sa présentation sur l'ordre de l'Orateur, et celui-ci ne peut permettre aucun débat au sujet de cette pétition. Mais la pétition peut être lue par le greffier, s'il en est ainsi ordonné; et si elle demande le redressement devenu urgent de quelque grief personnel, la Chambre peut, immédiatement, entamer la discussion sur ce sujet.

4. La 85ème règle est remplacée par la suivante:

"85. Un député qui présente une pétition doit apposer son nom au dos d'icelle et se borner à mentionner les personnes au nom desquelles il la présente, le nombre des signataires et les principales allégations qu'elle renferme.

Une pétition peut être écrite, clavignée ou imprimée; mais la page qui contient les conclusions doit porter au moins trois signatures, s'il y a plus de deux pétitionnaires."

Adopté.

Révision des règles de procédure

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable A. Turgeon), que monsieur le greffier soit chargé de préparer, pendant la vacance, un projet de révision des règles de procédure qui sera soumis à l'étude d'un comité spécial de cette Chambre, à la prochaine session.

Adopté.

Conduits souterrains à Montréal

M. G. Langlois (Montréal no 2) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. L.-J. Lemieux), que l'honoraire payé pour le bill (no 100) amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à la construction de conduits souterrains et à d'autres fins, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que la cité de Montréal a payé deux honoraires et qu'il n'est passé qu'un seul bill.

Adopté.

"The Shawinigan Hydro Electric Company"

M. P.-C. Neault (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. L.-P. Fiset), que l'amende payée pour le bill (no 121) concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company" soit remise, vu que les promoteurs du bill ignoraient complètement l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Compagnie de chemin de fer de la Vallée de la rivière Madeleine

M. L.-J. Lemieux (Gaspé) propose, appuyé par le représentant de Montréal no 3 (M. G. Langlois), que l'amende payée pour le bill (no 140) concernant la Compagnie de chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine soit remise, vu que les promoteurs ignoraient l'existence de la règle actuelle.

Adopté.

Succession Villeneuve

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité général pour étudier le bill (G) du Conseil législatif amendant la loi 2

Édouard VII, chapitre 115, concernant la succession Villeneuve.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose que le bill soit maintenant lu pour la troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

Félicitations à l'Orateur

L'honorable L. Gouin (Montréal no 2) offre à l'Orateur de l'Assemblée législative les remerciements et les félicitations de la députation pour les bons procédés qu'il a eus à leur égard durant la session. Il loue la dignité, l'impartialité, le tact et la courtoisie avec lesquels il a présidé les délibérations de la Chambre.

M. P.-É. LeBlanc (Laval) appuie vivement les remarques du premier ministre.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 14 mars 1907

Sous la présidence de
l'honorable P.-H. Roy

La séance s'ouvre à 3 heures.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant, sans amendement:

- bill (no 16) octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants sans amendement:

- bill (no 30) amendement la loi des licences de Québec;

- bill (no 216) amendement les articles 266 et 794 du code municipal relativement à la nomination du surintendant.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur ses amendements au bill (no 175) amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens et qu'il les retire.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

- bill (no 80) amendement les articles 1688 et 2261 du code civil concernant la responsabilité des architectes et des contracteurs;

- bill (no 188) amendement de nouveau la loi concernant le tarif des taxes de péage des chemins à barrières de la rive sud.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il adopte les amendements qu'elle a faits aux amendements du bill (no 126) amendement la charte de la ville de Westmount, sans autre amendement.

Aussi, le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé le bill suivant avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 68) amendement la charte de la ville de Notre-Dame-de-Grâces.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative:

- bill (no 160) amendement l'article 21 du code municipal;

- bill (no 182) amendement l'article 2896 des statuts refondus;

- bill (no 200) amendement l'article 95 du code de procédure civile;

- bill (no 204) amendement la loi de l'instruction publique.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a passé les bills suivants, sans amendement:

- bill (no 193) amendement la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales;

- bill (no 194) amendement la loi relative aux droits sur les successions;

- bill (no 209) amendement la loi concernant les véhicules moteurs;

- bill (no 217) accordant une pension à la mère de Mademoiselle Sarah Maxwell;

- bill (no 218) amendement l'article 9810 du code civil.

Entretien des fossés

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 160) amendement l'article 21 du code municipal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Confessionnalité des enfants délinquants

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 182) amendement l'article 2896 des statuts refondus. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au

Conseil législatif.

**Code de procédure civile,
article 95**

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 200) amendant l'article 95 du code de procédure civile. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Loi de l'instruction publique

La Chambre procède à l'étude des amendements faits par le Conseil législatif au bill (no 204) amendant la loi de l'instruction publique. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Charte de Notre-Dame-de-Grâces

M. J.-L. Décarie (Hochelaga) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. A. Bergevin), que le bill (no 68) concernant la ville de Notre-Dame-de-Grâces soit retiré et que les sommes payées pour ce bill soient remises, moins les frais de traduction et d'impression.

Adopté à l'unanimité.

Dépôt de documents:

**Dépenses dans Soulanges
depuis 1887**

L'honorable L.-R. Roy (Kamouraska) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 1er mars 1907, pour la production d'un état des sommes d'argent dépensées dans le comté de Soulanges, par le gouvernement de la province de Québec, depuis 1887. (Document de la session no 93a)

La séance est suspendue (2).

Reprise de la séance à 3 h 45

Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par l'entremise de Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier de la verge noire, qui s'exprime comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement dans la salle des séances du Conseil législatif.

Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant-gouverneur donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- Loi concernant les sociétés de patrons de fabriques de produits laitiers;

- Loi remplaçant l'article 5486 des statuts refondus concernant les sociétés de fabrication de beurre ou de fromage ou les deux;

- Loi amendant la loi concernant les sociétés d'agriculture;

- Loi amendant les statuts refondus relativement à la Société d'industrie laitière de la province de Québec;

- Loi amendant la loi 2 Édouard VII, chapitre 115, concernant la succession Ville-neuve;

- Loi accordant une subvention annuelle à certaines municipalités pour la confection et l'entretien des chemins;

- Loi amendant le code de procédure civile relativement aux actions "in forma pauperis" et à certaines dépositions;

- Loi amendant la loi relative aux établissements industriels;

- Loi constituant en corporation l'École technique de Québec;

- Loi amendant l'article 1109 des statuts refondus concernant certaines amendes;

- Loi concernant l'école normale McGill, ratifiant et confirmant un contrat entre Sa Majesté le Roi, au nom de la province de Québec, et l'Institution royale pour l'avancement des sciences, et pour d'autres fins;

- Loi constituant en corporation l'École technique de Montréal;

- Loi concernant l'incorporation par lettres patentes des compagnies par actions;

- Loi amendant la loi concernant la constitution de la Cour supérieure;

- Loi concernant la construction d'une nouvelle prison dans le district de Montréal;

- Loi amendant l'article 4658 des statuts refondus relativement aux compagnies à fonds social;

- Loi concernant le coroner du district de Québec;

- Loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales;

- Loi autorisant l'organisation d'une commission chargée d'étudier les recours auxquels donnent lieu les accidents du travail;

- Loi accordant une allocation pour aider à la fondation et au maintien d'une chaire d'arpentage dans la cité de Québec;

- Loi amendant le code municipal relativement à la vente des boissons enivrantes pendant les élections municipales;

- Loi concernant la pension de retraite

des juges de sessions;

- Loi amendant la loi des licences de Québec;
- Loi constituant en corporation la ville de Verdun;
- Loi constituant en corporation la ville de Mégantic;
- Loi divisant la paroisse de la Longue-Pointe et érigeant la municipalité du village de Tétreaultville de Montréal, et la municipalité scolaire du village de Tétreaultville de Montréal;
- Loi concernant "The Gaspesian Railway Company";
- Loi amendant la charte de la ville de Beauharnois;
- Loi concernant le testament de feu James Jack;
- Loi amendant de nouveau les lois concernant la "Montreal Street Railway Company";
- Loi érigeant en corporation de ville la municipalité de la paroisse de la Longue-Pointe;
- Loi amendant la charte de la Compagnie de pulpe de Métabetchouan et ratifiant certains arrangements financiers avec les actionnaires;
- Loi concernant la Compagnie équitable d'assurance mutuelle contre le feu;
- Loi refondant la charte de la ville d'Iberville;
- Loi révisant et refondant la charte de la cité de Sherbrooke;
- Loi concernant la cité de Sorel;
- Loi amendant la loi organique de "The North Shore Power Company";
- Loi définissant les pouvoirs des exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires en vertu du testament de feu dame Mary-Eleanor Wescott, veuve de feu Louis-Joseph-Amédée Papineau;
- Loi constituant en corporation la Compagnie des boulevards de l'Île de Montréal;
- Loi amendant la loi constituant en corporation "The Western Hospital of Montreal";
- Loi amendant la charte de la ville de Notre-Dame-des-Neiges;
- Loi ratifiant un certain acte d'échange fait entre les syndics d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauharnois et le révérend J. A. Anderson et E. A. Robert;
- Loi concernant la succession A. F. Gault;
- Loi amendant la charte de la Compagnie de téléphone de Bellechasse;
- Loi constituant en corporation "The Provincial Fire Insurance Company of Canada";
- Loi constituant en corporation "The Continental Fire Insurance Company";
- Loi concernant "The Philipsburg Railway and Quarry Company";
- Loi concernant la succession de feu

dame Joseph Lacombe;

- Loi constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company";
- Loi constituant en corporation la Compagnie Côté, Boivin & Cie, de Chicoutimi;
- Loi amendant la charte de la cité de Montréal, relativement à l'administration générale;
- Loi concernant l'élargissement et l'ouverture de la rue Gain, dans la cité de Montréal;
- Loi constituant en corporation "The Congregation Temple Salomon, of Montreal";
- Loi amendant la charte de la cité de Montréal;
- Loi constituant en corporation l'Aquarium;
- Loi érigeant civilement la paroisse de Saint-Ignace-de-Loyola de Nominigüe, et autorisant un emprunt et une cotisation pour la construction d'une église et d'une sacristie;
- Loi validant, confirmant et ratifiant les ventes faites par Isaac Tristram Coffin et autres, héritiers de feu Sir Isaac Coffin, à William George Tait et autres, à la date du vingt-cinquième jour de novembre mil neuf cent deux;
- Loi conférant certains pouvoirs à l'académie de billard Marcotte;
- Loi concernant la commune de Laprairie;
- Loi amendant la charte de la cité de Québec;
- Loi concernant la substitution Ferdinand David;
- Loi amendant la charte de la ville de Fraserville, 1903;
- Loi concernant "The Shawinigan Hydro Electric Company";
- Loi constituant en corporation "The Temiscamingue Chibougamau and James Bay Railway Company";
- Loi amendant la charte du Crédit municipal canadien;
- Loi amendant la charte de la ville de Westmount;
- Loi concernant l'hôpital Notre-Dame;
- Loi érigeant en corporation de ville le village de Bordeaux et changeant son nom en celui de ville de Bordeaux;
- Loi constituant en corporation l'Institut des frères de Notre-Dame-des-Champs;
- Loi constituant en corporation "The Pontiac Central Railway Company";
- Loi constituant en corporation "The Mattawin Lumber Company";
- Loi amendant la charte de l'hôpital Alexandra;
- Loi concernant le village de Montmorency;
- Loi confirmant la charte du "Ottawa Gulf Club" et augmentant ses pouvoirs;
- Loi validant la vente et adjudication, par Ovide-Antoine Richer et autres, à Tho-

mas Hannah, en date du trois juillet 1885;

- Loi concernant la Compagnie du chemin de fer de la vallée de la rivière Madeleine;

- Loi autorisant le barreau de la province de Québec à admettre Frederick Parker Walton au nombre de ses membres, après examen;

- Loi concernant la construction d'une nouvelle église à Saint-Prime;

- Loi refondant et remplaçant la charte de la ville de Terrebonne;

- Loi annexant une partie de la paroisse de Saint-Léon de Marston, actuellement comprise dans le comté de Compton, au comté du Lac-Mégantic pour les fins municipales, judiciaires, d'enregistrement et d'agriculture;

- Loi amendement l'article 21 du code municipal;

- Loi annexant la paroisse de Saint-Charles de Mandeville au comté de Berthier, pour toutes les fins;

- Loi amendement la loi concernant les médecins et chirurgiens;

- Loi amendement la loi 3 Édouard VII, chapitre 37, concernant les professions libérales;

- Loi amendement l'article 2259 du code civil, relativement à la responsabilité des architectes et des entrepreneurs;

- Loi amendement l'article 2896 des statuts refondus;

- Loi détachant un certain lot de la paroisse de Saint-Léonard, dans le comté de Nicolet, et l'annexant, pour toutes fins, à la paroisse de Sainte-Eulalie, dans ledit comté;

- Loi amendement de nouveau les lois concernant les taux de péage, sur les chemins à barrière de la rive sud;

- Loi amendement la loi imposant des taxes sur les corporations commerciales, les compagnies, les sociétés, raisons sociales et associations commerciales;

- Loi amendement la loi relative aux droits sur les successions;

- Loi amendement la loi des mines de Québec;

- Loi relative à l'assurance sur la vie au bénéfice des maisons d'éducation;

- Loi amendement l'article 95 du code de procédure civile;

- Loi amendement la loi de l'instruction publique;

- Loi amendement la loi relative aux édifices publics;

- Loi amendement la loi relative aux établissements industriels;

- Loi amendement la loi concernant les véhicules moteurs;

- Loi légalisant un certain registre de l'état civil;

- Loi concernant les originaux de langue anglaise de certains statuts;

- Loi concernant l'octroi de certains privilèges, droits et franchises par les

municipalités;

- Loi amendement la loi des cités et villes, 1903;

- Loi amendement les articles 266 et 794 du code municipal relativement à la nomination du surintendant;

- Loi accordant une pension à la mère de Mademoiselle Sarah Maxwell;

- Loi amendement l'article 981o du code civil.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction: Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, durant l'année fiscale expirant le 30 juin 1908, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.

Ensuite, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la onzième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:
Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, avant de mettre un terme aux travaux de cette session, je tiens à vous féliciter du zèle avec lequel vous vous êtes acquittés de vos devoirs parlementaires. L'attention que vous avez incessamment apportée aux mesures qui vous ont été soumises est une garantie que les lois adoptées contribueront au développement et à la prospérité de cette province.

Messieurs de l'Assemblée législative, vous avez voté généreusement les crédits qui vous ont été demandés pour les besoins du service public; je vous en remercie. Je verrai à ce qu'ils soient dépensés avec économie et suivant leur destination.

Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, en prenant congé de vous, je vous prie d'agréer les vœux que je forme pour le bien-être des citoyens de cette province, et particulièrement pour votre bonheur et celui de vos familles.

M. l'Orateur du Conseil législatif:
Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, c'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur que cette législature soit prorogée jusqu'au mardi le vingt-troisième jour d'avril prochain, pour y être ici tenue. Cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée au mardi, le 23 avril prochain.